

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

# PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Des trajectoires divergentes

OCT  
2023





FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

# PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Des trajectoires divergentes

OCT  
2023



©2023 Fonds monétaire international

Couverture et maquette : département services intégrés et équipements du FMI,  
division des services création et multimédia  
Composition : Absolute Service, Inc. et AGS, une société du groupe RR Donnelley

*Édition française*

Département services intégrés et équipements du FMI,  
section française de la division des services linguistiques

**Cataloging-in-Publication Data**

**IMF Library**

Names: International Monetary Fund.

Title: World economic outlook (International Monetary Fund)

Other titles: WEO | Occasional paper (International Monetary Fund) | World economic and financial surveys.

Description: Washington, DC : International Monetary Fund, 1980- | Semiannual | Some issues also have thematic titles. | Began with issue for May 1980. | 1981-1984: Occasional paper / International Monetary Fund, 0251-6365 | 1986-: World economic and financial surveys, 0256-6877.

Identifiers: ISSN 0256-6877 (print) | ISSN 1564-5215 (online)

Subjects: LCSH: Economic development—Periodicals. | International economic relations—Periodicals. | Debts, External—Periodicals. | Balance of payments—Periodicals. | International finance—Periodicals. | Economic forecasting—Periodicals.

Classification: LCC HC10.W79

HC10.80

ISBN 979-8-40023-580-1 (English Paper)

979-8-40024-687-6 (English ePub)

979-8-40024-677-7 (English Web PDF)

979-8-40024-805-4 (French Paper)

979-8-40024-815-3 (French Web PDF)

**Mise en garde :** Les *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) sont une étude des services du FMI publiée deux fois par an, au printemps et à l'automne. Rédigées par les services du FMI, les PEM ont bénéficié des commentaires et suggestions des administrateurs à l'issue de la séance du conseil d'administration consacrée à l'examen des PEM le 26 septembre 2023. Les points de vue exprimés dans cette publication sont ceux des services du FMI, et ne représentent pas nécessairement ceux du conseil d'administration ou des autorités nationales qui y sont représentées.

**Référence recommandée :** Fonds monétaire international. 2023. *Perspectives de l'économie mondiale — Des trajectoires divergentes*. Washington, octobre.

Les commandes doivent être adressées à :  
International Monetary Fund, Publication Services  
P.O. Box 92780, Washington, DC 20090, USA  
Tél. : (202) 623-7430 Téléc. : (202) 623-7201  
Courriel : [publications@imf.org](mailto:publications@imf.org)  
[www.bookstore.imf.org](http://www.bookstore.imf.org)  
[www.elibrary.imf.org](http://www.elibrary.imf.org)

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Hypothèses et conventions</b>	<b>viii</b>
<b>Autres informations</b>	<b>x</b>
<b>Données</b>	<b>xi</b>
<b>Préface</b>	<b>xii</b>
<b>Avant-propos</b>	<b>xiii</b>
<b>Résumé</b>	<b>xvi</b>
<b>Chapitre 1. Perspectives et politiques mondiales</b>	<b>1</b>
Des divergences croissantes au niveau mondial	1
Des perspectives stables, mais moroses	10
Les perspectives sont exposées à des risques de dégradation, mais ces derniers ont quelque peu diminué	20
Priorités pour l'action publique : de la désinflation à une croissance soutenue	25
Encadré 1.1. Révision à la baisse des perspectives de croissance : la trajectoire de convergence ralentit	30
Encadré 1.2. Évaluation des risques qui entourent les projections de référence des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	34
Dossier spécial sur les produits de base : évolution des marchés et canal des prix des produits de base de la politique monétaire	38
Bibliographie	51
<b>Chapitre 2. Politique monétaire et inflation : le rôle des anticipations</b>	<b>53</b>
Introduction	53
Tendances récentes des anticipations d'inflation	57
Le rôle des anticipations dans la dynamique de l'inflation	60
Formation des anticipations et définition de la politique monétaire	63
Conclusions	69
Encadré 2.1. Anticipations d'inflation des entreprises, degré d'attention et efficacité de la politique monétaire	71
Encadré 2.2. Imprudence budgétaire et anticipations d'inflation : le rôle du cadre de politique monétaire	73
Encadré 2.3. Subventions à l'énergie, inflation et anticipations : analyse des mesures prises dans la zone euro	74
Bibliographie	76
<b>Chapitre 3. Fragmentation et marchés des produits de base : vulnérabilités et risques</b>	<b>79</b>
Introduction	79
Pourquoi les marchés des produits de base sont-ils vulnérables en cas de fragmentation ?	82
Fragmentation des marchés des produits de base	85
Quels sont les produits de base les plus vulnérables ?	86
Répercussions économiques de la fragmentation des marchés des produits de base	89

Conséquences pour la transition vers une énergie propre	92
Résumé et conséquences pour l'action des pouvoirs publics	93
Encadré 3.1. Tensions liées au commerce des produits de base : ce que montrent les données sur le trafic maritime des navires-citernes	96
Encadré 3.2. La fragmentation des marchés des produits de base au fil des ans : une histoire très nuancée	97
Encadré 3.3. Les effets économiques inégaux de la fragmentation des marchés des produits de base	98
Bibliographie	99
<b>Appendice statistique</b>	<b>103</b>
Hypothèses	103
Modifications récentes	103
Données et conventions	104
Notes sur les pays	105
Classification des pays	107
Caractéristiques générales et composition des différents groupes de pays dans la classification des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	107
Tableau A. Classification par sous-groupes types et parts des divers sous-groupes dans le PIB global, le total des exportations de biens et de services et la population mondiale en 2022	109
Tableau B. Pays avancés classés par sous-groupe	110
Tableau C. Union européenne	110
Tableau D. Pays émergents et pays en développement classés par région et par principale source de recettes d'exportation	111
Tableau E. Pays émergents et pays en développement classés par région, par position extérieure nette, par appartenance au groupe des pays pauvres très endettés et par revenu par habitant	112
Tableau F. Pays dont la période de déclaration est différente	114
Tableau G. Principaux documents relatifs aux données	115
Encadré A1. Hypothèses de politique économique retenues pour les projections concernant plusieurs pays	125
Liste des tableaux de l'appendice statistique A	129
Production mondiale (tableaux A1–A4)	130
Inflation (tableaux A5–A7)	137
Politiques financières (tableau A8)	142
Commerce extérieur (tableau A9)	143
Transactions courantes (tableaux A10–A12)	145
Balance des paiements et financement extérieur (tableau A13)	152
Flux de ressources (tableau A14)	156
Scénario de référence à moyen terme (tableau A15)	159
<b><i>Perspectives de l'économie mondiale : questions d'actualité</i></b>	<b>161</b>
<b>Examen des perspectives par le conseil d'administration du FMI, septembre 2023</b>	<b>171</b>
<b>Tableaux</b>	
Tableau 1.1. <i>Perspectives de l'économie mondiale</i> : aperçu des projections	14
Tableau 1.2. Aperçu des projections des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i> avec pondération selon les taux de change du marché	16
Tableau 1.DS.1. Réaction moyenne des IPC	42
Tableau de l'annexe 1.1.1. Pays européens : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	45

Tableau de l'annexe 1.1.2. Pays d'Asie et du Pacifique : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	46
Tableau de l'annexe 1.1.3. Pays de l'Hémisphère occidental : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	47
Tableau de l'annexe 1.1.4. Pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	48
Tableau de l'annexe 1.1.5. Pays d'Afrique subsaharienne : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	49
Tableau de l'annexe 1.1.6. Production réelle mondiale par habitant : récapitulatif	50

## Graphiques

Graphique 1.1. Reprise incomplète : séquelles des chocs de 2020–22	2
Graphique 1.2. Choc de la COVID-19 : retour à la normale	2
Graphique 1.3. Cumul de l'épargne excédentaire dans les pays avancés	3
Graphique 1.4. Retour à la normale de l'activité touristique	4
Graphique 1.5. Ralentissement de la croissance en vue	4
Graphique 1.6. Ralentissement de l'économie chinoise	5
Graphique 1.7. L'inflation marque le pas	6
Graphique 1.8. Distribution de l'inflation globale	6
Graphique 1.9. Différents déterminants de l'inflation dans les pays étudiés	7
Graphique 1.10. La pénurie de main-d'oeuvre perdure, mais s'atténue	8
Graphique 1.11. Peu de signes d'une spirale prix-salaires	8
Graphique 1.12. Contributions respectives des bénéficiaires et de la rémunération du travail dans l'inflation	9
Graphique 1.13. La politique monétaire va conserver une orientation restrictive	9
Graphique 1.14. Le canal du crédit est actif aux États-Unis et dans la zone euro	10
Graphique 1.15. Les prix des logements augmentent plus lentement ou baissent, 2022–23	10
Graphique 1.16. Hypothèses de politique monétaire et budgétaire	11
Graphique 1.17. Croissance lente et stable en perspective	12
Graphique 1.18. Baisse de l'inflation en perspective	18
Graphique 1.19. Prévisions de l'inflation globale dans les pays étudiés	18
Graphique 1.20. Inflation généralement supérieure aux objectifs jusqu'en 2025	19
Graphique 1.21. Prévisions du PIB mondial	20
Graphique 1.22. Soldes courants et positions extérieures globales	21
Graphique 1.23. Craintes de récession et d'inflation au fil du temps	21
Graphique 1.24. Écarts de rendement observés sur les obligations souveraines des pays émergents et des pays en développement	24
Graphique 1.25. L'incidence des troubles sociaux est faible et stable	24
Graphique 1.26. Paiements d'intérêts par les administrations publiques	26
Graphique 1.27. Entreprises moins respectueuses de l'environnement dans les pays émergents	28
Graphique 1.1.1. Projections de croissance à cinq ans	30
Graphique 1.1.2. Projection de croissance à cinq ans pour différents groupes de pays	30
Graphique 1.1.3. Décélération prévue de la croissance des plus grandes puissances économiques	31
Graphique 1.1.4. Décomposition des prévisions de croissance par habitant	32
Graphique 1.1.5. Croissance et convergence des revenus à moyen terme	33
Graphique 1.2.1. Distribution probabiliste de l'incertitude sur les projections de croissance du PIB et d'inflation au niveau mondial	35
Graphique 1.2.2. Incidence des scénarios sur le PIB et l'inflation hors alimentation et énergie	37
Graphique 1.DS.1. Évolution des marchés des produits de base	38

Graphique 1.DS.2. Inflation globale	40
Graphique 1.DS.3. Réactions les plus marquées des cours des produits de base à un choc de 10 points de base de la politique monétaire des États-Unis	41
Graphique 1.DS.4. Fonctions de réaction aux impulsions en cas de choc de 10 points de base de la politique monétaire des États-Unis	42
Graphique 1.DS.5. Contribution des cours du pétrole et des denrées alimentaires à la transmission des chocs liés à la politique monétaire des États-Unis	43
Graphique 1.DS.6. Transmission asymétrique des chocs sur les cours des produits de base	44
Graphique 2.1. Écarts entre les anticipations d'inflation et les cibles fixées dans les différents pays	54
Graphique 2.2. Anticipations moyennes d'inflation au cours des 12 prochains mois par agent économique	57
Graphique 2.3. Répartition des anticipations d'inflation moyennes entre les pays au fil du temps	58
Graphique 2.4. Épisodes historiques de hausse persistante des anticipations d'inflation à court et à long termes	59
Graphique 2.5. Estimation des effets des autres mesures des anticipations d'inflation sur l'inflation actuelle	60
Graphique 2.6. Coefficients clés de la courbe de Phillips hybride	61
Graphique 2.7. Effets estimés d'association et de causalité des anticipations d'inflation sur l'inflation actuelle	62
Graphique 2.8. Facteurs ayant contribué à la dynamique récente de l'inflation	62
Graphique 2.9. Répercussion des anticipations à l'inflation en fonction de l'État	63
Graphique 2.10. Ripostes macroéconomiques aux chocs conditionnées par la formation des anticipations des agents	65
Graphique 2.11. Ratios de sacrifice dans le cadre de divers processus d'anticipations	66
Graphique 2.12. Solidité des cadres de politique monétaire et des tests de rationalité prévisionnelle dans les pays	66
Graphique 2.13. Interventions des pouvoirs publics pour accélérer la réduction de l'inflation et des anticipations d'inflation	67
Graphique 2.14. Objectifs des pouvoirs publics, bien-être social et formation des anticipations	69
Graphique 2.1.1. Inflation américaine et attention des entreprises à l'égard de la Réserve fédérale	71
Graphique 2.1.2. Rôle de l'attention dans l'efficacité de la politique monétaire	72
Graphique 2.2.1. Anticipations d'inflation dans les pays émergents et les pays en développement : interactions entre les cadres de politique monétaire et la dette publique	73
Graphique 2.3.1. Effets marginaux des mesures budgétaires visant à atténuer le choc des prix de l'énergie sur l'inflation et les anticipations	74
Graphique 3.1. Mots-clés liés à la fragmentation utilisés lors de conférences sur les annonces de résultats des entreprises	80
Graphique 3.2. Produits de base : principales caractéristiques	83
Graphique 3.3. Commerce des produits de base et distance des alliances militaires	84
Graphique 3.4. Signes de fragmentation	85
Graphique 3.5. Variations de prix dues à la fragmentation des marchés des produits de base	87
Graphique 3.6. Hausse des prix du blé dans le bloc États-Unis–Europe+ en raison d'un choc sur les récoltes	88
Graphique 3.7. Les hausses de prix les plus importantes dues au changement de bloc d'un seul exportateur	88
Graphique 3.8. Variations des excédents attribuables à la fragmentation des marchés des produits de base	89
Graphique 3.9. Incidence de la fragmentation sur le PIB réel et l'inflation	91



Graphique 3.10. Effet de la fragmentation des marchés des minéraux clés sur l'investissement dans les énergies renouvelables et les véhicules électriques, 2030	93
Graphique 3.1.1. Évolution des expéditions de navires-citernes en provenance des ports russes du deuxième trimestre 2019 au deuxième trimestre 2023	96
Graphique 3.3.1. Pertes de production estimées	98
Graphique 3.3.2. Estimation des pertes de PIB dans les pays à faible revenu et autres pays	98

## HYPOTHÈSES ET CONVENTIONS

Les projections de la présente édition des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) reposent sur un certain nombre d'hypothèses. On suppose que les *taux de change effectifs réels* resteront constants aux niveaux moyens observés entre le 25 juillet 2023 et le 22 août 2023, et que les taux bilatéraux des monnaies faisant partie du mécanisme de change européen II resteront constants en valeur nominale par rapport à l'euro ; que les *politiques économiques nationales* actuelles seront maintenues (en ce qui concerne les hypothèses relatives aux politiques budgétaires et monétaires de certains pays, voir l'encadré A1 de l'appendice statistique) ; que le cours moyen du baril de pétrole sera de 80,49 dollars le baril en 2023 et de 79,92 dollars le baril en 2024 ; que le *rendement des obligations d'État à trois mois* s'établira en moyenne à 5,3 % en 2023 et à 5,4 % en 2024 pour les États-Unis, à 3,0 % en 2023 et à 3,2 % en 2024 pour la zone euro, et à -0,2 % en 2023 et à -0,1 % en 2024 pour le Japon ; enfin, que le *rendement des obligations d'État à 10 ans* s'établira en moyenne à 3,8 % en 2023 et à 4,0 % en 2024 pour les États-Unis, à 2,4 % en 2023 et à 2,6 % en 2024 pour la zone euro, et à 0,5 % en 2023 et 0,6 % en 2024 pour le Japon. Il s'agit évidemment d'hypothèses de travail plutôt que de prévisions, et l'incertitude qui les entoure s'ajoute aux marges d'erreur inhérentes à toute projection. Les estimations et projections sont fondées sur les statistiques disponibles au 25 septembre 2022.

Les conventions suivantes sont utilisées dans la présente étude :

- ... indique que les données ne sont pas disponibles ou pas pertinentes.
- – entre des années ou des mois (par exemple 2022–23 ou janvier–juin) indique la période couverte, de la première à la dernière année ou du premier au dernier mois inclusivement.
- / entre deux années (par exemple 2022/23) indique un exercice budgétaire (financier).
- Sauf indication contraire, lorsqu'il est fait référence au dollar, il s'agit du dollar des États-Unis.
- Par « points de base », on entend un centième de point (de pourcentage). Ainsi, 25 points de base équivalent à  $\frac{1}{4}$  de point (de pourcentage).
- Les données portent sur les années civiles, sauf dans le cas de quelques pays qui utilisent les exercices budgétaires. Veuillez consulter le tableau F de l'appendice statistique, qui énumère les pays dont les périodes de déclaration pour les comptes nationaux et les finances publiques sont différentes.
- Pour certains pays, les données de 2022 et des années antérieures sont établies à partir d'estimations, et non de chiffres effectifs. Veuillez consulter le tableau G de l'appendice statistique, qui donne pour chaque pays les dernières données réelles pour les indicateurs des comptes nationaux, des prix, des finances publiques et de la balance des paiements.

Ce qui est nouveau dans la présente édition :

- Les projections pour le secteur budgétaire de *l'Équateur*, précédemment omises en raison d'entretiens en cours sur un programme, figurent désormais dans le présent appendice statistique.
- Les données et projections concernant *l'Érythrée* pour la période 2020–28 ne figurent pas dans la base de données, en raison de contraintes sur la communication des données.
- Les projections pour *Sri Lanka* pour la période 2023–28 ne sont pas publiées, en raison d'entretiens en cours sur la restructuration de la dette souveraine.
- Les projections pour *l'Ukraine* pour la période 2024–28, conformément au scénario de référence du programme, figurent désormais dans le présent appendice statistique.
- Concernant la *Cisjordanie et Gaza*, plusieurs projections pour 2022–28 ne seront pas publiées tant que certains ajustements méthodologiques n'auront pas été apportés aux séries statistiques.

Les conventions suivantes s'appliquent aux graphiques et aux tableaux :

- Dans ce rapport, les graphiques et les tableaux qui citent parmi leurs sources les « calculs des services du FMI » ou les « estimations des services du FMI » utilisent des données qui proviennent de la base de données des PEM.
- Lorsque les pays ne sont pas classés par ordre alphabétique, ils le sont sur la base de la taille de leur économie.
- Les chiffres ayant été arrondis, il se peut que les totaux ne correspondent pas exactement à la somme de leurs composantes.
- Des données composites sont fournies par divers groupes de pays selon leurs caractéristiques économiques ou région. Sauf indication contraire, les données composites pour les groupes de pays représentent des calculs basés sur 90 % ou plus des données de groupe pondérées.
- Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes n'impliquent, de la part du FMI, aucun avis sur le statut juridique d'un territoire, ni aucun aval de ces frontières.

Dans la présente étude, le terme « pays » ne se rapporte pas nécessairement à une entité territoriale constituant un État au sens où l'entendent le droit et les usages internationaux. Son emploi désigne aussi un certain nombre d'entités territoriales qui ne sont pas des États, mais dont les statistiques sont établies de manière distincte et indépendante.

# AUTRES INFORMATIONS

## Corrections et révisions

Les données et analyses figurant dans les *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) sont établies par les services du FMI au moment de la publication du rapport. Les services du FMI s'attachent à assurer leur ponctualité, leur exactitude et leur exhaustivité. Lorsque des erreurs sont notées, des corrections et révisions sont incluses dans les éditions numériques qui sont disponibles sur le site Internet du FMI et dans sa bibliothèque en ligne (voir ci-dessous). Tous les changements de fond figurent dans la table des matières en ligne.

## Versions imprimée et numériques

### Version imprimée

Des exemplaires papier du présent rapport peuvent être commandés à la librairie du FMI à l'adresse [imfbk.st/530521](mailto:imfbk.st/530521).

### Versions numériques

Diverses versions numériques du rapport (ePub, PDF aux fonctionnalités accrues et HTML) sont disponibles à la bibliothèque en ligne du FMI : <http://www.elibrary.imf.org/OCT23WEO>.

Veillez télécharger un exemplaire PDF gratuit du rapport et des ensembles de données pour chacun des graphiques y figurant sur le site Internet du FMI à l'adresse <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO> ou scannez le code QR ci-dessous pour accéder directement à la page d'accueil des *Perspectives de l'économie mondiale*.



## Copyright et réutilisation

Des informations sur les modalités de réutilisation du contenu de la présente publication figurent à l'adresse [www.imf.org/external/terms.htm](http://www.imf.org/external/terms.htm).

La présente édition des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) peut être consultée en version intégrale sur le site de la bibliothèque en ligne du FMI ([www.elibrary.imf.org](http://www.elibrary.imf.org)) et le site Internet du FMI ([www.imf.org](http://www.imf.org)). On trouvera sur ce site un ensemble d'informations (extraites de la base de données) plus étoffé que celui contenu dans le rapport, sous forme de fichiers renfermant les séries le plus souvent demandées par les lecteurs. Ces fichiers peuvent être téléchargés et sont utilisables avec divers logiciels.

Les données figurant dans les PEM sont établies par les services du FMI au moment de la rédaction du rapport. Les données rétrospectives et les projections reposent sur les informations rassemblées par les économistes chargés des pays dans le cadre de leurs missions dans les pays membres et de leur analyse permanente de la situation dans chaque pays. Les données rétrospectives sont mises à jour continuellement à mesure que les informations sont disponibles, et les interruptions structurelles sont souvent ajustées de manière à produire des séries lisses à l'aide de techniques d'agrégation, entre autres. Les estimations des services du FMI demeurent des données supplétives pour les séries rétrospectives lorsque des informations complètes ne sont pas disponibles. En conséquence, les données des PEM peuvent différer de celles d'autres sources avec des données officielles, y compris les *International Financial Statistics* du FMI.

Les données et les métadonnées des PEM sont fournies « telles quelles » et « telles que disponibles », et l'on s'efforce d'assurer leur ponctualité, leur exactitude et leur exhaustivité, mais sans pouvoir le garantir. Lorsque des erreurs sont découvertes, on cherche de manière concertée à les corriger si nécessaire et si possible. Les corrections et les révisions effectuées après la publication sont incluses dans les éditions électroniques disponibles dans la bibliothèque en ligne du FMI ([www.elibrary.imf.org](http://www.elibrary.imf.org)) et sur le site Internet du FMI ([www.imf.org](http://www.imf.org)). Tous les changements importants figurent en détail dans les tables des matières en ligne.

Pour des détails sur les modalités d'utilisation de la base de données des PEM, veuillez vous référer au site Internet du FMI sur les droits d'auteur ([www.imf.org/external/terms.htm](http://www.imf.org/external/terms.htm)).

Les demandes de renseignements sur le contenu des PEM et de la base de données y afférentes doivent être adressées par courrier classique ou sur le forum en ligne (le service ne peut répondre aux demandes de renseignements par téléphone) à :

World Economic Studies Division  
Research Department  
International Monetary Fund  
700 19th Street, NW  
Washington, DC 20431, USA  
Forum en ligne : [www.imf.org/weoforum](http://www.imf.org/weoforum)

## PRÉFACE

Les projections et l'analyse présentées dans les *Perspectives de l'économie mondiale* font partie intégrante de la surveillance que le FMI exerce sur l'évolution et les politiques économiques des pays membres, les marchés financiers internationaux et le système économique mondial. Le rapport sur les perspectives et politiques économiques mondiales est l'aboutissement d'une étude interdépartementale exhaustive, fondée pour l'essentiel sur les renseignements recueillis par les services du FMI dans le cadre de leurs consultations avec les pays membres. Ces consultations sont menées en particulier par les départements géographiques (le département Afrique, le département Asie et Pacifique, le département Europe, le département Hémisphère occidental et le département Moyen-Orient et Asie centrale) et divers départements de soutien : le département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation, le département des marchés monétaires et de capitaux et le département des finances publiques.

L'analyse que présente le rapport sur les perspectives de l'économie mondiale est coordonnée par le département des études sous la direction générale de Pierre-Olivier Gourinchas, conseiller économique et directeur du département des études. Les travaux ont été dirigés par Petya Koeva Brooks, directrice adjointe du département des études, et Daniel Leigh, chef de division du département des études.

Les principaux collaborateurs de la présente édition ont été Silvia Albrizio, Jorge Alvarez, Mehdi Benatiya Andaloussi, John Bluedorn, Christian Bogmans, Allan Dizioli, Christopher Evans, Christoffer Koch, Toh Kuan, Chiara Maggi, Jorge Miranda Pinto, Jean-Marc Natal, Diah Noureldin, Andrea Pescatori, Ervin Prifti, Marika Santoro, Alexandre Sollaci, Martin Stuermer, Petia Topalova et Philippe Wingender.

Ont aussi contribué : Omer Akbal, Gavin Asdorian, German Villegas Bauer, Jared Bebee, Nina Biljanovska, Marijn Bolhuis, Damien Capelle, Jiaqian Chen, Seung Mo Choi, Yaniv Cohen, Mariarosaria Comunale, Marina Conesa Martínez, Pedro de Barros Gagliardi, Wenchuan Dong, Angela Espiritu, Rebecca Eyassu, Carlos Goncalves, Ziyang Han, Youyou Huang, Chris Jackson, Harri Kemp, Benjamin Kett, Divya Kirti, Gene Kindberg-Halon, Eduard Laurito, Jungjin Lee, Nan Li, Weili Lin, Barry Liu, Rui Mano, Carlos Morales, Joseph Moussa, Peter Nagle, Cynthia Nyanchama Nyakeri, Emory Oakes, Chris Papageorgiou, Clarita Phillips, Nicola Pierri, Rafael Portillo, Evgenia Pugacheva, Tianchu Qi, Shrihari Ramachandra, Pedro Rodriguez, Muhammad Ahsan Shafique, Arash Sheikholeslam, Pedro Vitale Simon, Alessandra Sozzi, Alessia de Stefani, Nicholas Tong, Filiz Unsal, Guillermo Verduzco Bustos, Mona Wang, Isaac Pittman Warren, Yarou Xu, Fan Zhang, Jiaqi Zhao, Canran Zheng, Dian Zhi et Liangliang Zhu.

Gemma Rose Diaz (du département de la communication) a dirigé l'équipe qui a corrigé le manuscrit anglais, avec le concours de Michael Harrup en matière de production et de relecture ainsi que de Lucy Scott Morales, de James Unwin, de Nancy Morrison, du Grauel Group et de Absolute Service, Inc.

Le présent rapport a bénéficié des commentaires et suggestions d'autres départements et des administrateurs, qui l'ont examiné le 26 septembre 2023. Cependant, les projections et les évaluations sont celles des services du FMI et ne doivent être attribuées ni aux administrateurs, ni aux autorités nationales qu'ils représentent.

## Une économie mondiale résiliente qui progresse tant bien que mal, en suivant des trajectoires divergentes

L'économie mondiale poursuit son lent rétablissement après avoir été frappée par la pandémie, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la crise du coût de la vie. A posteriori, on peut dire que sa résilience a été remarquable. En dépit des perturbations sur le marché de l'énergie et des produits alimentaires provoquées par la guerre, et du durcissement sans précédent des conditions monétaires mondiales pour lutter contre une inflation qui n'avait jamais été aussi élevée depuis des décennies, l'économie mondiale a ralenti, mais n'est pas au point mort. La croissance n'en demeure pas moins lente et inégale, et les disparités s'accroissent entre les pays. L'économie mondiale avance tant bien que mal, mais n'est pas prête à se lancer dans un sprint.

L'activité mondiale a atteint son point le plus bas à la fin de l'année dernière tandis que l'inflation, aussi bien globale que sous-jacente (hors énergie et alimentation), est peu à peu maîtrisée. Toutefois, un retour à la situation antérieure à la pandémie semble de plus en plus hors de portée, en particulier dans les pays émergents et les pays en développement.

D'après nos dernières projections, la croissance mondiale va ralentir et passer de 3,5 % en 2022 à 3 % cette année, puis à 2,9 % l'année prochaine, ce qui représente une révision à la baisse de 0,1 point de pourcentage pour 2024 par rapport à nos projections de juillet. Ces chiffres restent très inférieurs à la moyenne historique.

L'inflation globale continue de ralentir, de 9,2 % en 2022 à 5,9 % cette année et 4,8 % en 2024 (en glissement annuel). L'inflation hors énergie et alimentation devrait elle aussi reculer, mais plus progressivement que l'inflation globale, à 4,5 % en 2024.

Les projections suivent donc de plus en plus un scénario d'« atterrissage en douceur », l'inflation diminuant sans repli majeur de l'activité, en particulier aux États-Unis, où le chômage devrait connaître une hausse très faible, de 3,6 % à 3,9 %, d'ici à 2025.

Pourtant, des disparités importantes se font jour. Le ralentissement est plus prononcé dans les pays avancés que dans les pays émergents et les pays en développement. Au sein des pays avancés, les États-Unis ont dépassé les attentes, la consommation et l'investissement ayant fait preuve de résilience, tandis que, dans la zone euro, l'activité a été révisée à la baisse. De nombreux pays émergents se sont révélés assez résilients et ont livré de bonnes surprises, à l'exception notable de la Chine, confrontée à toujours plus de vents contraires provoqués par la crise de l'immobilier et l'affaiblissement de la confiance.

Trois forces entrent en jeu au niveau mondial. Premièrement, dans le secteur des services, la reprise est quasiment achevée. Lors de l'année écoulée, la forte demande de services a soutenu l'économie des pays tertiariés, y compris des destinations touristiques importantes telles que l'Espagne et la France, par comparaison avec des géants industriels tels que l'Allemagne et la Chine. Cette demande de services à forte intensité de main-d'œuvre s'est également traduite par un resserrement du marché du travail et une inflation des services plus élevée et plus tenace. L'activité dans le secteur des services connaît cependant un fléchissement dans un contexte marqué par le ralentissement persistant du secteur manufacturier, ce qui donne à penser que l'inflation des services va reculer en 2024 et que les marchés de l'emploi et l'activité vont se tasser.

Deuxièmement, ce ralentissement s'explique en partie par le durcissement de la politique monétaire nécessaire pour réduire l'inflation, qui commence à faire sentir ses effets, bien que sa transmission soit inégale selon les pays. Le resserrement des conditions de crédit pèse sur les marchés immobiliers, l'investissement et l'activité, en particulier dans les pays où la part des prêts hypothécaires à taux variable est élevée, ou dans ceux où les ménages sont moins disposés à puiser dans leur épargne ou moins en mesure de le faire. Les faillites d'entreprises ont augmenté aux États-Unis et dans la zone euro, mais elles partaient d'un niveau historiquement bas. De plus, les pays en sont à des stades différents du cycle de hausse des taux : les pays avancés, à l'exception du Japon, sont proches du sommet, alors que certains pays émergents comme le Brésil et le Chili ont déjà amorcé une détente.

Troisièmement, l'inflation et l'activité subissent l'incidence du choc de l'année dernière sur les prix des produits de base. Les pays très tributaires des importations énergétiques de Russie ont connu une hausse plus marquée des prix énergétiques et un ralentissement plus prononcé. Nos études récentes montrent que les répercussions de la hausse des prix de l'énergie ont davantage fait augmenter l'inflation hors énergie et alimentation dans la zone euro qu'aux États-Unis, où les pressions inflationnistes fondamentales tiennent plutôt à une pénurie de main-d'œuvre.

Malgré des signes de fléchissement, les marchés de l'emploi restent dynamiques dans les pays avancés, les taux de chômage historiquement bas contribuant à soutenir l'activité. Jusqu'à présent, on ne voit guère de signe d'une « spirale prix-salaires », et les salaires réels demeurent inférieurs aux niveaux antérieurs à la pandémie. De plus, de nombreux pays ont connu une compression forte, et opportune, de l'échelle des salaires, laquelle s'explique en partie par le fait que les horaires de travail flexibles et le télétravail présentent davantage d'attrait pour les hauts salaires, ce qui réduit les pressions salariales dans ce groupe.

## Risques

Certains risques extrêmes tels qu'une grave instabilité du système bancaire se sont atténués depuis avril, mais le solde des facteurs qui influent sur les perspectives reste négatif.

En premier lieu, la crise de l'immobilier pourrait s'aggraver en Chine, et présenterait alors un risque important pour l'économie mondiale. Le défi à relever par les pouvoirs publics est complexe. Pour rétablir la confiance, il faut rapidement restructurer les promoteurs en difficulté, préserver la stabilité financière et réduire les pressions sur les finances publiques locales. Si les prix de l'immobilier baissent trop rapidement, le bilan des banques et des ménages va se dégrader, ce qui risque d'avoir de graves répercussions financières. Si les prix de l'immobilier sont soutenus artificiellement, les bilans seront protégés un certain temps, mais ce soutien risque d'évincer d'autres projets d'investissements, de réduire les nouvelles activités de construction et d'avoir un effet négatif sur les recettes des collectivités locales du fait de la réduction des ventes de terrains. Quoi qu'il en soit, l'économie chinoise doit abandonner son modèle de croissance fondé sur le crédit immobilier.

En deuxième lieu, les prix des produits de base pourraient devenir plus instables en cas de regain des tensions

géopolitiques et des perturbations liées au changement climatique. Depuis juin, les cours du pétrole ont augmenté de 25 % environ, sur fond de réductions prolongées de l'offre des pays de l'OPEP+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole plus certains pays non membres). Les prix des produits alimentaires restent élevés et pourraient être perturbés davantage par une escalade de la guerre en Ukraine, ce qui serait source de grandes difficultés pour de nombreux pays à faible revenu. Cette situation fait bien entendu peser un lourd risque sur la stratégie de désinflation. La fragmentation géoéconomique a elle aussi provoqué une forte augmentation de la dispersion des prix des produits de base, y compris les minerais essentiels, dans les différentes régions. Comme le montre l'analyse du chapitre 3 du présent rapport, ce phénomène pourrait faire peser de graves risques macroéconomiques, notamment sur la transition climatique.

Troisièmement, l'inflation sous-jacente et l'inflation globale ont certes baissé, mais elles demeurent excessivement élevées. Les anticipations d'inflation à court terme ont largement dépassé le niveau cible, bien qu'elles semblent aujourd'hui avoir changé de cap. Le chapitre 2 montre en détail qu'il est essentiel de faire diminuer ces anticipations d'inflation à court terme pour gagner la bataille contre l'inflation. Dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre, d'une vaste épargne excédentaire dans certains pays et d'une évolution défavorable des prix de l'énergie, l'inflation pourrait s'ancrer davantage et exiger des mesures encore plus vigoureuses de la part des banques centrales.

Quatrièmement, la marge de manœuvre budgétaire s'est érodée dans de nombreux pays, qui connaissent un endettement élevé, des coûts de financement en hausse, un ralentissement de la croissance et une asymétrie de plus en plus prononcée entre une sollicitation croissante des pouvoirs publics et les moyens budgétaires à leur disposition (voir l'édition d'octobre 2023 du *Moniteur des finances publiques*). Cela rend de nombreux pays plus vulnérables aux crises et exige de mettre de nouveau l'accent sur la gestion des risques budgétaires.

Enfin, malgré le durcissement de la politique monétaire, les conditions de financement se sont assouplies dans beaucoup de pays (voir l'édition d'octobre 2023 du *Rapport sur la stabilité financière dans le monde*). Le danger est qu'une forte réévaluation des risques, en particulier dans les pays émergents, se traduise par une nouvelle appréciation du dollar, provoque des sorties de capitaux, et accroisse les coûts de l'emprunt et le surendettement.



## Mesures à prendre

Dans notre scénario de référence, l'inflation poursuit son recul tandis que les banques centrales maintiennent une politique restrictive. De nombreux pays approchant le sommet de leur cycle de resserrement, seul un faible durcissement supplémentaire s'impose. Cependant, un assouplissement prématuré ferait perdre les progrès engrangés au cours des 18 mois passés. Une fois que le processus de désinflation sera fermement engagé et que les anticipations d'inflation à court terme diminueront, une révision à la baisse du taux directeur permettra de maintenir inchangée l'orientation de la politique monétaire, c'est-à-dire les taux d'intérêt réels, jusqu'à ce que l'inflation se rapproche de son niveau cible.

La politique budgétaire doit soutenir la stratégie monétaire et faciliter le processus de désinflation. En 2022, les politiques budgétaire et monétaire tiraient dans la même direction alors que nombre de mesures budgétaires d'urgence prises face à la pandémie étaient levées. En 2023, ces politiques sont moins alignées. La situation des États-Unis est particulièrement préoccupante, car l'orientation de la politique budgétaire s'est nettement détériorée. La politique budgétaire aux États-Unis ne devrait pas être procyclique, et encore moins à ce stade du cycle de l'inflation. Plus généralement, partout, la politique budgétaire devrait viser à reconstituer les marges de manœuvre budgétaires qui ont été gravement érodées par la pandémie et la crise énergétique, par exemple en supprimant les subventions à l'énergie.

Il faut aussi nous reconcentrer sur le moyen terme. C'est ici que le tableau s'assombrit. Les perspectives de croissance à moyen terme sont maussades, en particulier pour les pays émergents et les pays en développement. Les conséquences sont profondes : une convergence beaucoup plus lente vers le niveau de vie des pays avancés, une marge de manœuvre budgétaire réduite, une vulnérabilité liée à la dette et une exposition aux chocs

plus élevées, et des possibilités moindres de surmonter les séquelles de la pandémie et de la guerre.

Alors que la croissance ralentit, que les taux d'intérêt augmentent et que l'espace budgétaire se restreint, les réformes structurelles deviennent essentielles. Il est possible de renforcer la croissance à long terme en éche-lonnant avec soin des réformes structurelles, en particulier celles axées sur la gouvernance, la réglementation des entreprises et le secteur extérieur. Ces réformes de « première génération » contribuent à libérer la croissance et à rendre les réformes ultérieures, que ce soit dans le domaine des marchés du crédit ou de la transition écologique, beaucoup plus efficaces.

Une coopération multilatérale peut aider l'ensemble des pays à atteindre de meilleurs résultats en matière de croissance. En premier lieu, les pays doivent éviter d'appliquer des mesures qui sont contraires aux règles de l'Organisation mondiale du commerce et faussent le jeu du commerce international. En deuxième lieu, ils doivent préserver la circulation des minerais essentiels nécessaires à la transition climatique, ainsi que celle des produits de base agricoles. De tels « corridors écologiques » contribueraient à réduire l'instabilité et accélèreraient la transition vers une économie verte.

Enfin, tous les pays devraient s'efforcer de limiter une fragmentation géoéconomique qui empêche de réaliser ensemble des progrès vers des objectifs communs, et s'employer à rétablir la confiance dans des cadres multilatéraux fondés sur des règles qui renforcent la transparence et la lisibilité de l'action publique, et favorisent une prospérité mondiale partagée. L'existence d'un dispositif solide de protection financière à l'échelle mondiale, au sein duquel un FMI doté de ressources suffisantes occupe une place centrale, est essentielle.

Pierre-Olivier Gourinchas  
*Conseiller économique*

Après la pandémie de COVID-19 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la reprise mondiale demeure lente et inégale. Bien que l'économie ait fait preuve de résilience cette année, la réouverture de certaines économies ayant provoqué un rebond et l'inflation ayant quelque peu diminué après avoir atteint un sommet l'année dernière, il est encore trop tôt pour se réjouir. L'activité économique est encore loin d'avoir repris la trajectoire qu'elle suivait avant la pandémie, en particulier dans les pays émergents et les pays en développement, et les disparités se creusent entre les régions. Plusieurs forces freinent la reprise. Certaines sont dues aux conséquences à long terme de la pandémie, de la guerre en Ukraine et de la fragmentation géoéconomique accrue. D'autres sont plus conjoncturelles, notamment les effets du durcissement de la politique monétaire nécessaire pour réduire l'inflation, la suppression de l'aide budgétaire dans un contexte d'endettement élevé et les phénomènes météorologiques extrêmes.

La croissance mondiale devrait ralentir et être ramenée de 3,5 % en 2022 à 3,0 % en 2023 et 2,9 % en 2024. Les projections restent en dessous de la moyenne historique (2000–19) de 3,8 % et les prévisions pour 2024 sont inférieures de 0,1 point de pourcentage à celles de la *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale* de juillet 2023. Dans les pays avancés, on attend un ralentissement, la croissance passant de 2,6 % en 2022 à 1,5 % en 2023 et 1,4 % en 2024, car, si le dynamisme des États-Unis est plus fort que prévu, la croissance est inférieure aux prévisions dans la zone euro. Les pays émergents et les pays en développement devraient voir leur croissance reculer légèrement, de 4,1 % en 2022 à 4,0 % en 2023 et 2024, les prévisions ayant été revues à la baisse de 0,1 point de pourcentage en 2024 du fait de la crise du secteur de l'immobilier en Chine. Les prévisions de croissance mondiale à moyen terme, à 3,1 %, sont les plus faibles depuis plusieurs décennies, et les perspectives de voir des pays rattraper le niveau de vie d'autres pays plus avancés sont faibles. L'inflation mondiale devrait progressivement reculer, passant de 8,7 % en 2022 à 6,9 % en 2023, puis à 5,8 % en 2024. Les prévisions ont cependant été révisées

à la hausse de 0,1 point de pourcentage pour 2023 et 0,6 point de pourcentage pour 2024, et l'inflation ne devrait pas retrouver sa valeur cible avant 2025 dans la plupart des pays.

Les risques pesant sur les perspectives sont plus équilibrés qu'il y a six mois, en raison du dénouement des tensions concernant le plafond de la dette des États-Unis et des mesures résolues prises par les autorités de la Suisse et des États-Unis pour maîtriser les turbulences financières. Le risque d'un atterrissage brutal s'est estompé, mais le solde des facteurs ayant une influence sur la croissance mondiale reste orienté à la baisse. La crise du secteur immobilier chinois pourrait s'aggraver et avoir des répercussions à l'échelle mondiale, en particulier sur les pays exportateurs de produits de base. Ailleurs, comme le montre le chapitre 2, les anticipations d'inflation à court terme ont augmenté et pourraient contribuer, en conjonction avec une pénurie de main-d'œuvre, à faire persister les pressions inflationnistes hors alimentation et énergie, ce qui nécessiterait un relèvement des taux directeurs plus fort que prévu. D'autres chocs climatiques et géopolitiques pourraient provoquer de nouvelles flambées des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. Le chapitre 3 explique que l'intensification de la fragmentation géoéconomique pourrait limiter la circulation des produits de base entre les différents marchés, et ainsi accroître la volatilité des cours et compliquer la transition écologique. Alors que le coût du service de la dette augmente, plus de la moitié des pays en développement à faible revenu sont en situation de surendettement ou s'en rapprochent fortement.

Les pouvoirs publics ont peu droit à l'erreur. Les banques centrales doivent rétablir la stabilité des prix tout en recourant, si nécessaire, aux outils permettant d'alléger les tensions financières. Comme l'explique le chapitre 2, il est essentiel d'adopter des cadres de politique monétaire et des stratégies de communication efficaces pour ancrer les anticipations et réduire au minimum les coûts de la désinflation en matière de production. Les responsables des finances publiques devraient reconstituer une marge de manœuvre budgétaire et renoncer aux mesures non ciblées, tout en protégeant

les plus vulnérables. Des réformes destinées à réduire les obstacles structurels à la croissance, en encourageant par exemple la participation au marché du travail, aideraient à ramener progressivement l'inflation vers le niveau visé et à réduire la dette. Une coordination multilatérale plus rapide et plus efficiente s'impose en matière de

résolution de la dette afin d'éviter tout surendettement. Une coopération est également nécessaire pour atténuer les effets du changement climatique et accélérer la transition écologique, notamment, comme le montre le chapitre 3, pour assurer des flux transfrontaliers réguliers de minerais essentiels.



## Des divergences croissantes au niveau mondial

Plus de trois ans après, l'économie mondiale se remet encore du plus grand choc qu'elle ait subi en 75 ans, tandis que la croissance emprunte des trajectoires de plus en plus divergentes d'une région à l'autre. Après un puissant rebond initial au sortir de la pandémie de COVID-19, le redressement économique a donné des signes de ralentissement. Plusieurs forces freinent la reprise. Certaines sont dues aux conséquences à long terme de la pandémie, de la guerre menée par la Russie en Ukraine et de l'aggravation de la fragmentation géoéconomique. D'autres sont de nature plus conjoncturelle, comme le durcissement de la politique monétaire qui s'est avéré nécessaire pour réduire l'inflation, le retrait des dispositifs d'aide budgétaire dans un contexte d'endettement élevé et des phénomènes météorologiques extrêmes.

Malgré des signes de résilience plus tôt cette année et une réduction de l'inflation globale, l'activité économique reste généralement inférieure aux projections antérieures à la pandémie (janvier 2020), en particulier dans les pays émergents et les pays en développement (graphique 1.1, page 1). La reprise la plus vigoureuse au sein des pays avancés a eu lieu aux États-Unis, où le PIB en 2023 devrait avoir dépassé sa trajectoire d'avant la pandémie. L'activité s'est rétablie dans la zone euro, quoique de manière moins prononcée : la production est toujours inférieure de 2,2 % aux projections antérieures à la pandémie, ce qui s'explique par une plus grande exposition aux effets de la guerre en Ukraine et au choc des termes de l'échange qu'elle a entraîné, ainsi que par une forte hausse des prix des importations d'énergie. En Chine, le ralentissement de l'activité causé par la pandémie et la crise immobilière ont entraîné des pertes de production plus importantes (autour de 4,2 %) par rapport aux prévisions antérieures à la pandémie. D'autres pays émergents et pays en développement ont connu une reprise encore plus faible, en particulier les pays à faible revenu, dont les pertes de production se montent à 6,5 % en moyenne. En raison de la hausse des taux d'intérêt et de la dépréciation des monnaies, qui exacerbent leurs difficultés, plus de la moitié des pays à faible revenu sont déjà surendettés ou risquent fort de le devenir. Dans l'ensemble, d'après les estimations, la

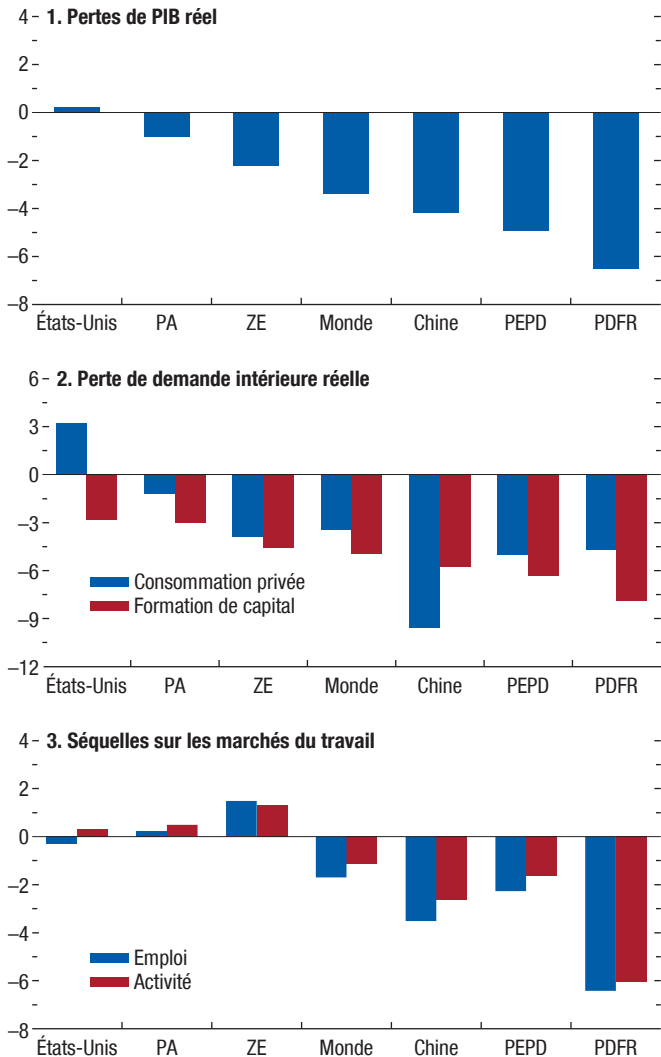
production mondiale en 2023 devrait se situer 3,4 % (ou environ 3 600 milliards de dollars en prix de 2023) en deçà des niveaux prévus avant la pandémie.

La consommation privée s'est elle aussi rétablie plus vite dans les pays avancés que dans les pays émergents et les pays en développement, car les premiers ont pu rouvrir leur économie plus rapidement, grâce à une plus grande disponibilité de vaccins efficaces, à de meilleurs dispositifs de protection sociale, à des mesures de relance de plus grande ampleur et à une majeure facilité du travail à distance. Ces éléments ont aidé les populations à préserver leurs moyens de subsistance, et la consommation des ménages a désormais globalement rejoint les tendances observées avant la pandémie. Parmi les pays avancés, la consommation privée s'est révélée moins forte dans la zone euro qu'aux États-Unis, où les ménages : ont bénéficié de transferts budgétaires plus importants au début de la pandémie et dépensé plus rapidement l'épargne ainsi accumulée ; ont été moins exposés à l'augmentation des prix de l'énergie entraînée par la guerre en Ukraine ; et se sont montrés relativement confiants dans un contexte marqué par une pénurie de main-d'œuvre historique sur le marché du travail, ce qui a été favorable aux niveaux de revenu réel disponible (graphique 1.1, page 2). Parmi les pays émergents et les pays en développement, la chute de la consommation est particulièrement forte en Chine, ce qui tient aux sévères restrictions imposées aux déplacements pendant la crise de la COVID-19.

Les divergences dans le fonctionnement des marchés du travail d'une région à l'autre sont à peu près parallèles à celles que l'on observe s'agissant de la production et de la consommation. D'après les estimations, les taux d'emploi et d'activité devraient surpasser les tendances antérieures à la pandémie dans les pays avancés, mais devraient rester nettement inférieurs dans les pays émergents et les pays en développement, ce qui tient à une plus grande ampleur des pertes de production et à des dispositifs de protection sociale beaucoup moins développés. Les pays disposant des marges de manœuvre budgétaires les plus étroites sont aussi ceux où les chiffres de l'emploi se sont le plus fortement dégradés (Organisation internationale du Travail, 2023). Parmi les pays avancés, ceux de la zone euro ont vu une amélioration plus

**Graphique 1.1. Reprise incomplète : séquelles des chocs de 2020–22**

(En pourcentage ; écart en 2023 par rapport aux projections antérieures à la pandémie)



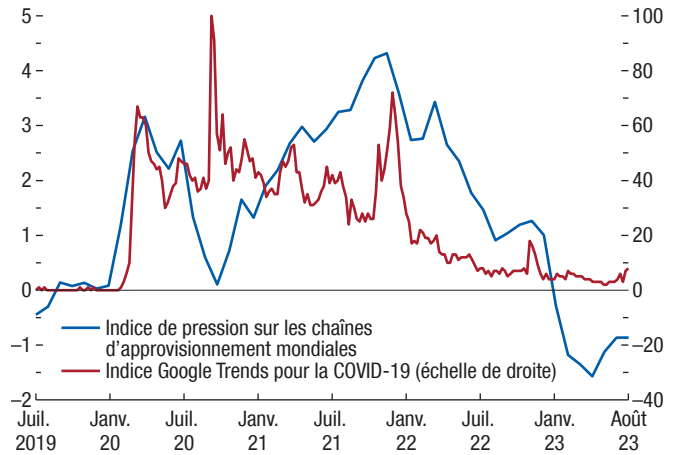
Source : calculs des services du FMI.

Note : Les projections « antérieures à la pandémie » sont celles qui figurent dans l'édition de janvier 2020 de la *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale*. PA = pays avancés ; PDFR = pays en développement à faible revenu ; PEPD = pays émergents et pays en développement ; ZE = zone euro.

marquée de la situation de l'emploi qu'aux États-Unis. Cela pourrait tenir au recours plus répandu, dans la zone euro, à des mécanismes destinés à retenir les travailleurs (sur le modèle du dispositif allemand de réduction du temps de travail connu sous le nom de *Kurzarbeit* (FMI, 2020), qui protègent les revenus des travailleurs et permettent aux entreprises de retenir les ressources humaines dont elles ont particulièrement besoin, ce qui a pour effet de limiter les coûts liés au départ des employés, et à l'embauche et à la formation de nouvelles recrues.

**Graphique 1.2. Choc de la COVID-19 : retour à la normale**

(Écarts-types par rapport à la moyenne ; indice, 100 = point le plus élevé dans le monde entre 2008 et 2023, sur l'échelle de droite)



Sources : Google Trends ; Réserve fédérale de New York, Indice de pression sur les chaînes d'approvisionnement mondiales.

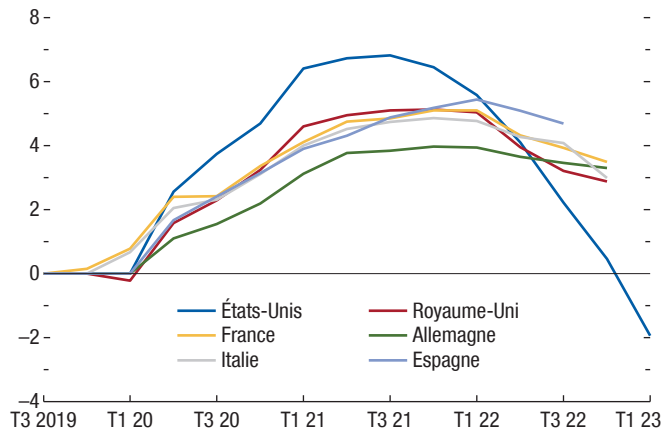
Note : Sur l'échelle de droite, les chiffres mesurent l'intérêt témoigné par les recherches sur Google, par rapport au point le plus élevé (100) entre 2008 et 2023 dans le monde.

Dans la zone euro, ces dispositifs ont stimulé l'emploi au plus fort de la crise et hâté la reprise lorsque les pays ont rouvert leur économie (graphique 1.1, page 3).

En revanche, dans toutes les régions, l'investissement a uniformément chuté en dessous des tendances observées avant la pandémie. Dans un contexte marqué par la hausse des taux d'intérêt, le retrait des aides budgétaires, la dégradation des perspectives de demande de biens, le durcissement des conditions de prêt et l'incertitude croissante relativement à la fragmentation géoéconomique, les entreprises se sont montrées moins enclines à étendre leurs activités et à prendre des risques. Dans les différentes régions du monde, la hausse de l'effet de levier a également ralenti l'investissement (voir le chapitre 2 de l'édition d'avril 2022 des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM), qui reste inférieur de 3 à 10 % aux niveaux projetés avant la pandémie (graphique 1.1, page 2).

En outre, la pandémie, la guerre en Ukraine et l'aggravation des chocs climatiques ont inversé les tendances à la réduction de la pauvreté observées durant des décennies. En 2022, d'après les estimations des services de la Banque mondiale (Mahler *et al.*, 2022), 75 à 95 millions de personnes supplémentaires vivaient dans une situation d'extrême pauvreté par rapport aux estimations antérieures à la pandémie. Les fortes hausses des prix des denrées alimentaires et les sources d'insécurité consécutives à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ainsi que plusieurs épisodes météorologiques extrêmes, ont exacerbé ces difficultés.

**Graphique 1.3. Cumul de l'épargne excédentaire dans les pays avancés**  
(En pourcentage du PIB)



Source : de Soyres, Moore et Ortiz (2023).  
Note : L'accumulation de l'encours d'épargne commence à partir de 0 à  $t = -1$  ; où  $t = 0$  est la première période de faible croissance due à la COVID-19. L'épargne excédentaire correspond à l'écart par rapport au taux d'épargne prévu à l'aide d'une tendance de Hamilton.

En juillet 2023, la température moyenne mondiale était la plus forte jamais enregistrée, tous mois confondus, sur fond d'inondations, de vagues de chaleur et de feux de forêt catastrophiques dans de nombreuses régions. Dans l'ensemble, l'incidence de la sous-alimentation au niveau mondial est nettement plus élevée qu'avant la pandémie (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture *et al.*, 2023).

### Des signes de ralentissement après la résilience de début 2023

Malgré ces difficultés persistantes, plusieurs facteurs défavorables à la croissance mondiale se sont atténués plus tôt dans l'année. En mai, l'Organisation mondiale de la Santé a annoncé qu'elle ne considérait plus la COVID-19 comme une menace sanitaire de portée mondiale ; le nombre d'infections et d'hospitalisations semble rester relativement limité, malgré une récente hausse dans certaines régions. Les chaînes d'approvisionnement, que la pandémie avait désorganisées, ont largement retrouvé un fonctionnement normal : les coûts de transport des marchandises et les délais de livraison des fournisseurs ont retrouvé leurs niveaux d'avant la pandémie (graphique 1.2). En outre, les conditions financières mondiales se sont assouplies après que les autorités de la Suisse et des États-Unis sont intervenues vigoureusement en mars pour limiter les turbulences survenues dans leurs secteurs bancaires.

Dans ce contexte, au deuxième trimestre 2023, le PIB mondial a crû de 3,4 % par rapport à l'année précédente,

dépassant ainsi les pronostics, y compris ceux de l'édition d'avril 2023 des PEM. Cette résilience tient à la vigueur de la consommation aux États-Unis dans un contexte de pénurie d'offre de main-d'œuvre, et au dynamisme de l'activité dans les pays où le secteur du tourisme et des voyages occupe une place importante, comme l'Italie, le Mexique et l'Espagne. Ces évolutions compensent le ralentissement observé dans le secteur manufacturier, plus sensible aux fluctuations des taux d'intérêt.

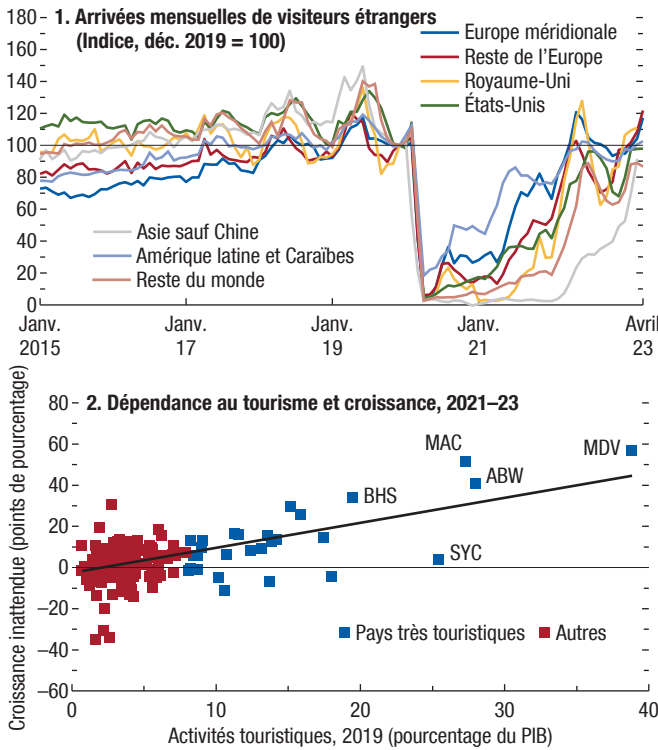
Cependant, ce rebond commence à donner des signes d'essoufflement.

- **Érosion de l'épargne accumulée pendant la pandémie :** L'encours d'épargne constitué pendant la pandémie, sur lequel les consommateurs ont pu s'appuyer jusqu'à présent, s'amenuise dans les pays avancés, surtout aux États-Unis, comme le montre le graphique 1.3<sup>1</sup>. Les ménages disposent donc de moins de ressources dans lesquelles puiser alors que le coût de la vie reste élevé et que le crédit se raréfie sur fond de resserrement monétaire aux fins de la lutte contre l'inflation.
- **Ralentissement du rattrapage dans le secteur des services, tourisme compris :** Dans la plupart des régions du monde, les arrivées de touristes internationaux se rapprochent des chiffres antérieurs à la pandémie (graphique 1.4, page 1). La reprise des voyages internationaux entre 2021 et 2023 s'est accompagnée d'une croissance économique particulièrement vigoureuse dans les pays dont la part des activités touristiques dans le PIB est élevée (graphique 1.4, page 2). Ces pays avaient subi une contraction particulièrement sévère de leur PIB au début de la pandémie (Milesi-Ferretti, 2021). Toutefois, à mesure que l'activité dans le secteur touristique se rapproche de son niveau normal, le coup d'accélérateur que ce redémarrage a représenté pour la croissance perd de sa puissance<sup>2</sup>. Dans les pays qui ont connu un solide redémarrage, les principaux indicateurs pour le secteur des services font désormais apparaître un affaiblissement de la croissance, voire une baisse de l'activité (graphique 1.5, page 2).

<sup>1</sup> Les estimations de l'encours d'épargne excédentaire des ménages (c'est-à-dire de l'accumulation d'épargne au-delà des tendances observées avant la pandémie) sont entachées d'incertitude, et peuvent varier selon les méthodes de calcul utilisées. Aux États-Unis, ces méthodes de calcul font généralement apparaître une baisse de ce stock d'épargne (voir par exemple Abdelrahman et Oliveira, 2023).

<sup>2</sup> Un écart de 10 points de pourcentage de la part du tourisme dans le PIB s'accompagne d'un écart de 12 points de pourcentage de croissance cumulée en 2021–23 (graphique 1.4, page 2) ; en revanche, si l'on s'en tient à l'année 2023, cette corrélation est plus de deux fois moins marquée. Les pays où le tourisme représente une part plus élevée du PIB ont subi des contractions plus sévères en 2020 (Milesi-Ferretti, 2021).

**Graphique 1.4. Retour à la normale de l'activité touristique**

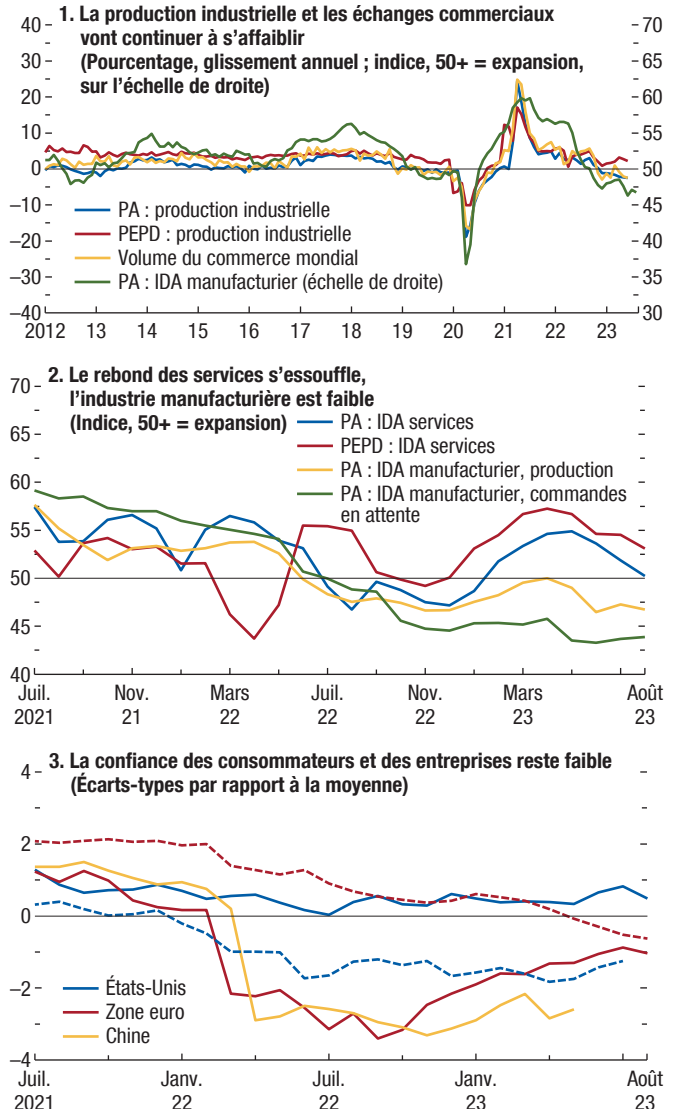


Sources : Haver Analytics ; World Travel & Tourism Council ; calculs des services du FMI.  
 Note : Dans la page 1, la série correspond à la somme normalisée des arrivées pour chaque région, sur la base des données portant sur 41 pays. Dans la page 2, l'axe des abscisses mesure la part directe des voyages et du tourisme dans le PIB en 2019. La croissance inattendue mesurée par l'axe des ordonnées correspond à la différence entre la croissance cumulée du PIB en 2021-23 et sa valeur projetée dans l'édition de janvier 2020 de la *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale*. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

- **Ralentissement persistant de l'activité manufacturière :** Des données récemment publiées font apparaître une contraction ou un ralentissement généralisé au sein du secteur manufacturier, qui s'accompagne de baisses de la production industrielle, de l'investissement et des échanges internationaux de marchandises. Cet affaiblissement s'explique par les effets conjugués de la réorientation de la consommation vers les services, de la baisse de la demande engendrée par le renchérissement du coût de la vie, du retrait des dispositifs d'aide mis en place par les pouvoirs publics pendant la crise, du durcissement des conditions de crédit et d'une incertitude généralisée sur fond de morcellement géoéconomique (graphique 1.5, page 1).

Les mesures prises par les pouvoirs publics induisent une partie de ce ralentissement, qui résulte du resserrement mondial des politiques monétaires par les banques centrales dans le but de rétablir la stabilité des prix. Il

**Graphique 1.5. Ralentissement de la croissance en vue**



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.  
 Note : Les lignes continues de la page 3 indiquent la confiance des consommateurs, les lignes en tiret celle des entreprises. IDA = indice des directeurs d'achat ; PA = pays avancés ; PEPD = pays émergents et pays en développement.

apparaît de plus en plus clairement que cette orientation monétaire plus restrictive porte ses fruits : après avoir atteint en 2022 des niveaux jamais vus depuis des décennies, l'inflation mondiale est en baisse constante, sur fond de raréfaction du crédit et de ralentissement des marchés de l'immobilier résidentiel. Une partie de ce ralentissement tient également à des évolutions plus singulières, comme dans le cas de la crise immobilière chinoise.

**Ralentissement de la croissance en Chine**

Après un sursaut observé début 2023 au lendemain de la réouverture de l'économie, la dynamique de la



croissance chinoise s'essouffle. La croissance a marqué le pas, en passant de 8,9 % au premier trimestre 2023 à 4,0 % au deuxième trimestre (taux trimestriels annualisés et corrigés des variations saisonnières). Dans un contexte marqué par une faible utilisation des capacités productives ainsi qu'une baisse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, on estime que l'inflation a chuté à 0,2 % (en glissement annuel) au cours du deuxième trimestre 2023.

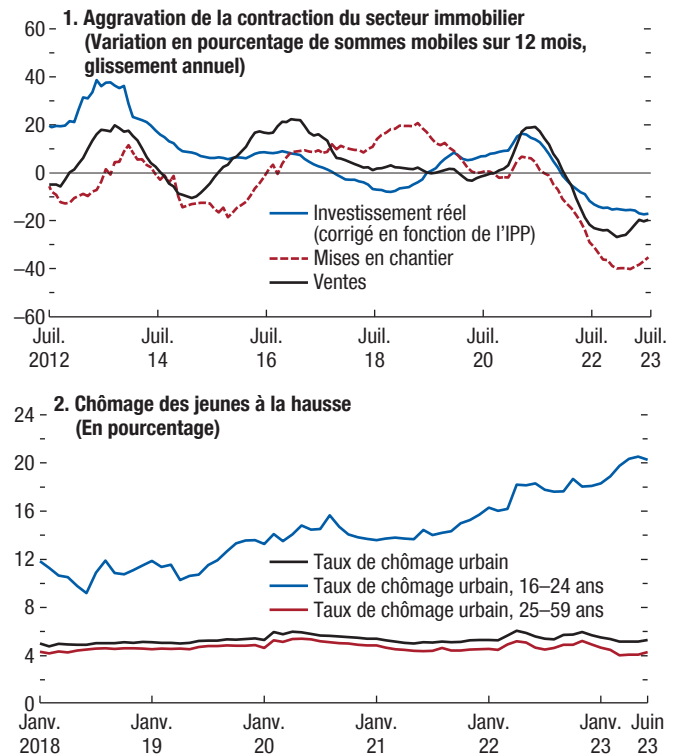
Les indicateurs à haute fréquence donnent à penser que la poursuite de l'affaiblissement lié à la crise immobilière chinoise est le principal facteur défavorable à la croissance. Country Garden, le plus gros promoteur chinois et grand bénéficiaire d'aides publiques, rencontre de graves problèmes de liquidité, signe que les difficultés du secteur immobilier touchent désormais également les plus solides acteurs du secteur, malgré les mesures d'assouplissement prises par les pouvoirs publics. Les promoteurs subissent des contraintes de financement sévères qui les empêchent d'achever les logements achetés sur plan. Cette situation entame la confiance des acheteurs et prolonge le marasme dans lequel est plongé le secteur immobilier. Dans le même temps, les investissements immobiliers et les prix du logement continuent de baisser, ce qui comprime les recettes que les autorités locales prélèvent sur les ventes de terrains et menace des finances publiques déjà fragiles (graphique 1.6, page 1).

La consommation se ressent de ces évolutions, ainsi que de l'incertitude qui règne sur le marché du travail, marqué par un niveau élevé de chômage des jeunes, à plus de 20 % en juin 2023 (graphique 1.6, page 2). La confiance des consommateurs reste morose, malgré la réouverture de l'économie au cours du premier trimestre. La production industrielle, l'investissement des entreprises et les exportations marquent également le pas, ce qui tient à la fois à la baisse de la demande extérieure et à l'incertitude géopolitique. Ce sont les pays exportateurs de produits de base et les pays impliqués dans les chaînes d'approvisionnement industrielles asiatiques qui sont le plus exposés à cet essoufflement de la croissance chinoise.

### L'inflation se rapproche des valeurs visées, sans les avoir encore atteintes

L'inflation globale a diminué de plus de moitié au niveau mondial, passant d'un pic de 11,6 % au deuxième trimestre 2022 à 5,3 % au deuxième trimestre 2023 (taux trimestriels annualisés). Les quatre cinquièmes environ de l'écart entre le pic de 2022 et la moyenne annuelle antérieure à la pandémie (2017–19) de 3,5 % se sont

**Graphique 1.6. Ralentissement de l'économie chinoise**

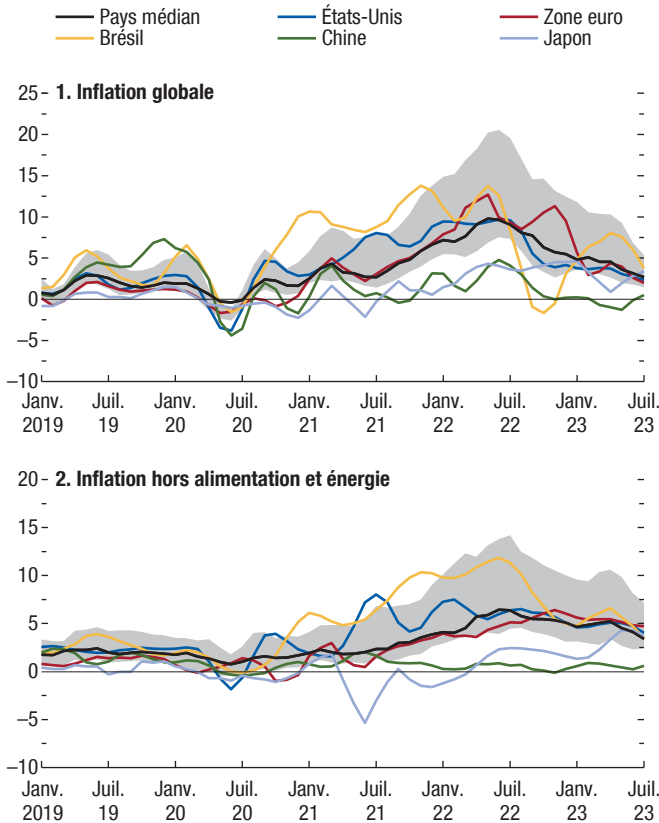


Sources : CEIC Data Company Limited ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.  
Note : Dans la page 1, l'investissement réel désigne les investissements en immobilisations corrigés en fonction de l'IPP dans le secteur immobilier. Le graphique montre la variation en pourcentage des mises en chantier et des ventes de logements, mesurées en mètres carrés, en glissement annuel. IPP = indice des prix à la production.

comblés. Au deuxième trimestre 2023, parmi les principaux pays ou zones économiques, l'inflation globale allait de -0,1 % en Chine à 2,8 % dans la zone euro et à 2,7 % aux États-Unis (graphique 1.7). Cette baisse s'est accompagnée d'une diminution de l'écart existant entre les valeurs de l'inflation globale observées d'un pays à l'autre. Comme le montre le graphique 1.8, la distribution internationale des taux d'inflation s'est étalée lors de la poussée inflationniste de 2022, en présentant une distorsion à la hausse, avant d'entamer sa normalisation.

La chute des prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, celle des prix des denrées alimentaires expliquent la baisse de l'inflation globale. Comme nous le montrons dans le dossier spécial sur les produits de base qui fait partie du présent chapitre, les cours du brut ont baissé en 2023 et sont bien en dessous de leur pic de juin 2022, à la faveur d'une baisse de la demande mondiale qui tient en partie aux effets sur l'activité du resserrement de la politique monétaire au niveau mondial. Les baisses de production décidées par

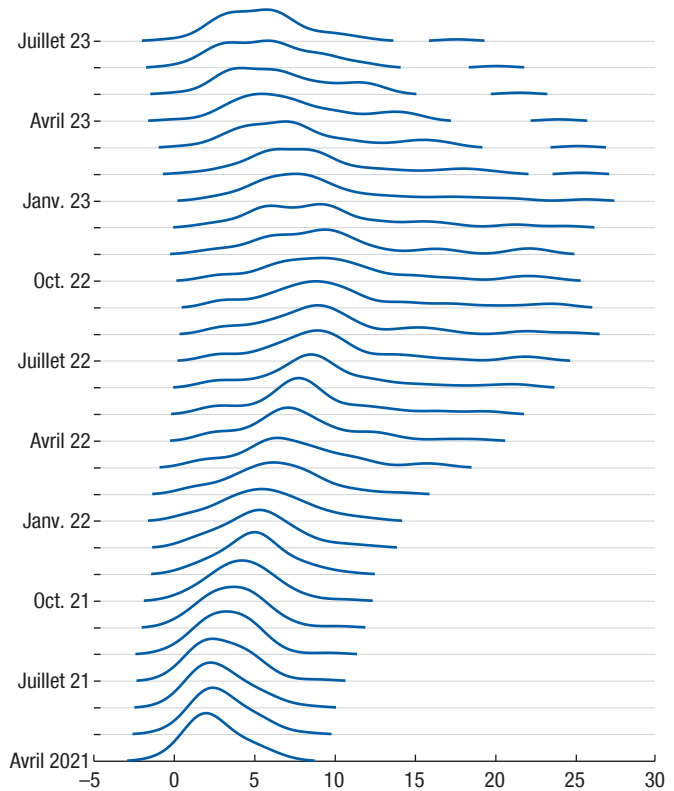
**Graphique 1.7. L'inflation marque le pas**  
(Variation en pourcentage sur trois mois, annualisée, données corrigées des variations saisonnières)



Note : Le graphique montre l'évolution de l'inflation globale et de l'inflation hors alimentation et énergie dans 17 pays émergents et pays en développement et 18 pays avancés. Les 35 pays de l'échantillon représentent environ 81 % de la production mondiale en 2022. L'inflation hors alimentation et énergie mesure l'évolution des prix des biens et services, à l'exception des denrées alimentaires et des produits énergétiques (à défaut, on utilise la mesure la plus proche). Pour la zone euro (et les autres pays européens pour lesquels les données sont disponibles), l'énergie, l'alimentation, les boissons alcoolisées et le tabac ne sont pas pris en compte. Les bandes grisées représentent l'intervalle compris entre les 25<sup>e</sup> et 75<sup>e</sup> centiles d'inflation dans l'ensemble des pays étudiés.

l'OPEP+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole plus certains pays non membres) ont été partiellement compensées par la forte croissance de la production dans les pays hors OPEP, en particulier aux États-Unis. Les prix du gaz naturel sont aussi restés bien en deçà du pic atteint en 2022, ce qui s'explique par l'existence de stocks abondants et par l'approvisionnement en provenance de Norvège et d'Afrique du Nord. Les prix des denrées alimentaires ont légèrement baissé en 2023 ; l'affaiblissement de la demande a été compensé par des baisses de l'offre, en particulier à la suite du retrait de la Russie de l'Initiative céréalière de la mer Noire en

**Graphique 1.8. Distribution de l'inflation globale**  
(En pourcentage, glissement annuel)



Sources : Organisation de coopération et de développement économiques ; calculs des services du FMI.  
Note : Le graphique montre comment se répartit la densité de l'évolution du taux d'inflation globale dans 29 pays avancés et 11 pays émergents et pays en développement.

juillet, qui a eu pour effet de réduire l'offre de blé sur les marchés mondiaux. Le retour à la normale des chaînes d'approvisionnement a également joué un rôle dans le recul de l'inflation globale dans la plupart des pays.

L'inflation hors alimentation et énergie baisse également, mais de manière plus progressive. Au niveau mondial, l'inflation hors alimentation et énergie, après avoir atteint un pic à 8,5 % au premier trimestre 2022, a baissé à 4,9 % au deuxième trimestre 2023 (taux trimestriels annualisés) : c'est presque les deux tiers de la baisse qui permettrait un retour au taux annuel moyen de 2,8 % observé avant la pandémie (2017–19). Au deuxième trimestre 2023, parmi les principaux pays ou zones économiques, l'inflation hors alimentation et énergie allait de 0,3 % en Chine à 4,6 % dans la zone euro et à 4,7 % aux États-Unis (taux trimestriels annualisés). Les données pour le mois de juillet font apparaître une hausse de l'inflation hors alimentation et énergie dans la plupart des pays avancés ; il faudra attendre la publication de données

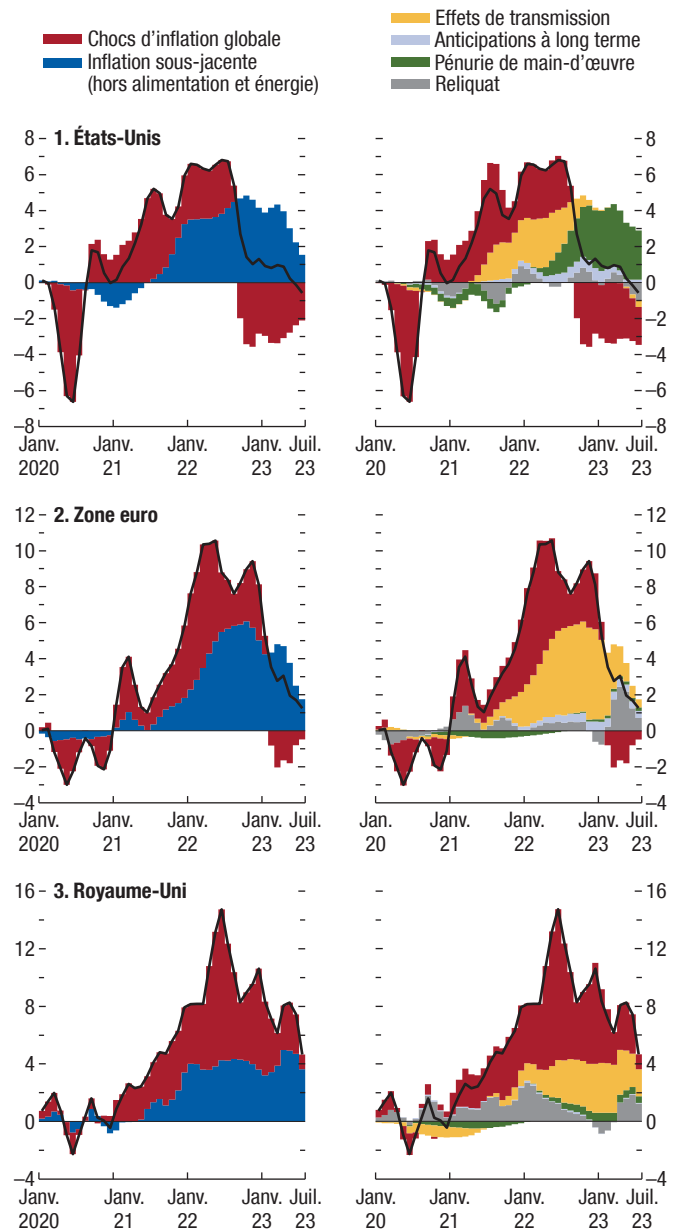
supplémentaires pour évaluer les progrès accomplis dans la lutte contre l'inflation sous-jacente.

Les déterminants de l'inflation hors alimentation et énergie tiennent à un ensemble de pressions au niveau de la demande, comme l'illustrent les conditions des marchés du travail et la transmission de chocs antérieurs — s'agissant notamment de l'évolution de l'offre dans divers secteurs — à l'inflation globale. Le rôle de ces facteurs varie considérablement d'un pays à l'autre. Les pressions observées du côté de la demande dans certains pays résultent des transferts budgétaires considérables consentis au bénéfice des ménages pendant la pandémie de COVID-19 ; elles découlent également de la relance monétaire d'envergure intervenue au début de la pandémie, qui a favorisé la reprise des dépenses de consommation. Ces pressions induites par l'action publique se sont amoindries à mesure que les autorités ont entamé le retrait de leurs dispositifs de soutien. Les effets de transmission peuvent résulter de chocs passés sur les prix relatifs (notamment de l'énergie), qui se répercutent sur les prix et les coûts dans d'autres secteurs d'activité, par le biais des chaînes d'approvisionnement et des revendications salariales. Le chapitre 2 se penche sur l'un de ces principaux canaux de transmission : la hausse des anticipations d'inflation à court terme, qui a des conséquences pour la détermination des salaires et des prix. D'après les analyses du FMI (graphique 1.9), dans la zone euro et au Royaume-Uni, l'effet de transmission de fluctuations passées des prix relatifs — en particulier pour ce qui concerne les chocs sur les prix de l'énergie liés à des facteurs extérieurs — a récemment joué un rôle plus important qu'aux États-Unis dans l'accélération de l'inflation hors alimentation et énergie (les services du FMI ont suivi l'approche de Dao *et al.*, 2023).

Aux États-Unis, la pénurie d'offre de main-d'œuvre a joué un rôle décisif. Bien que la pénurie de main-d'œuvre persiste, surtout aux États-Unis, la récente diminution du ratio du nombre de postes à pourvoir rapporté au nombre de chômeurs laisse entrevoir une certaine amélioration (graphique 1.10). La croissance des salaires reste limitée ; de manière générale, les pays avancés n'ont pas vu s'installer de spirale prix-salaires, c'est-à-dire de période durable pendant laquelle prix et salaires accélèrent de pair (graphique 1.11). Dans le même temps, les données montrent que les salaires les plus faibles ont augmenté plus vite que la moyenne, ce qui a pour effet de comprimer la distribution des salaires. Les anticipations d'inflation à plus long terme sont restées bien ancrées et ont peu contribué à ces récentes fluctuations de l'inflation hors alimentation et énergie (graphique 1.9 ; chapitre 2).

**Graphique 1.9. Différents déterminants de l'inflation dans les pays étudiés**

(En points de pourcentage ; taux d'inflation à trois mois, annualisé ; écart par rapport à décembre 2019)

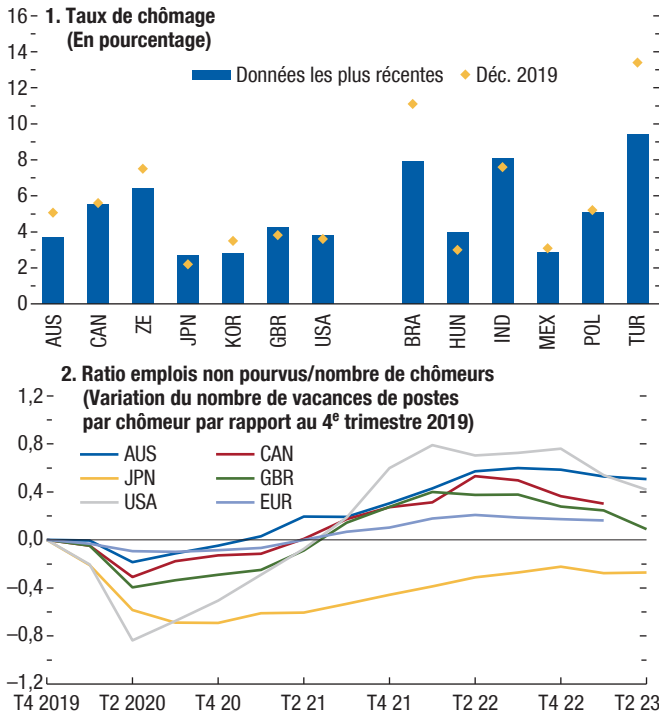


Source : calculs des services du FMI.

Note : L'inflation sous-jacente (hors alimentation et énergie) correspond ici à un taux médian pondéré. La méthode employée suit celle de Dao *et al.* (2023) et de Ball, Leigh et Mishra (2022).

Les bénéficiaires des entreprises affichent une solide augmentation depuis deux ans, et les salaires ont augmenté plus lentement que les prix (graphique 1.12). Aux États-Unis et dans la zone euro, si l'on examine les parts respectives du coût de la main-d'œuvre et

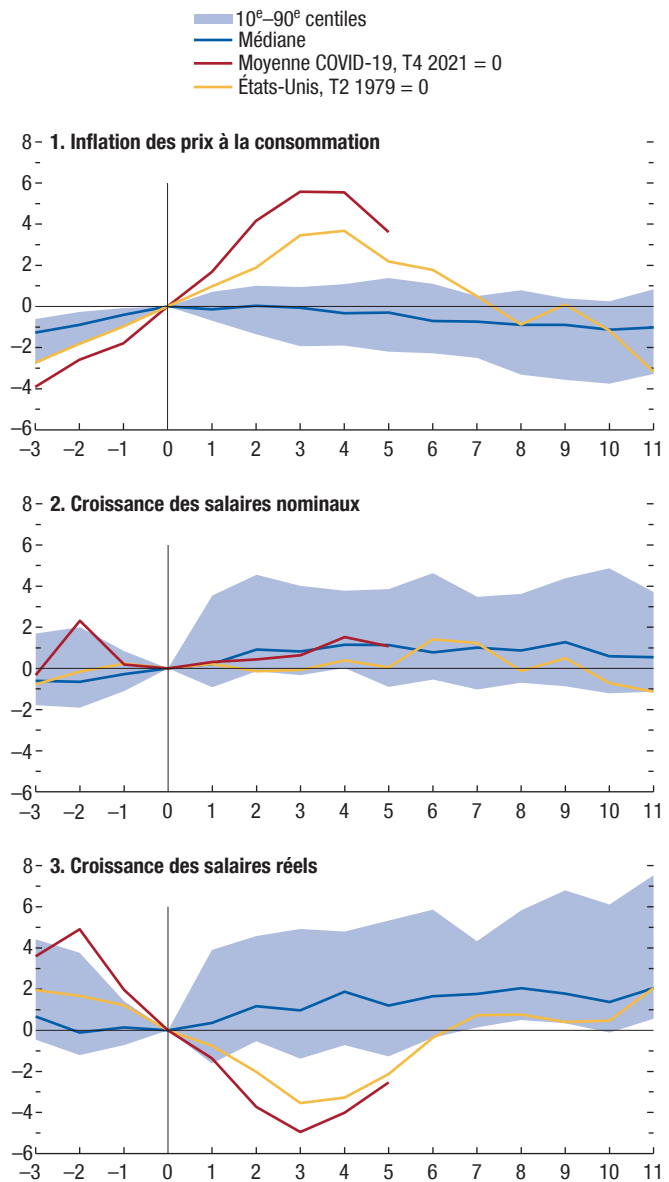
**Graphique 1.10. La pénurie de main-d'œuvre perdue, mais s'atténue**



Sources : agences statistiques nationales ; Eurostat ; Haver Analytics ; Organisation de coopération et de développement économiques ; calculs des services du FMI.  
 Note : Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). EUR = Europe ; ZE = zone euro.

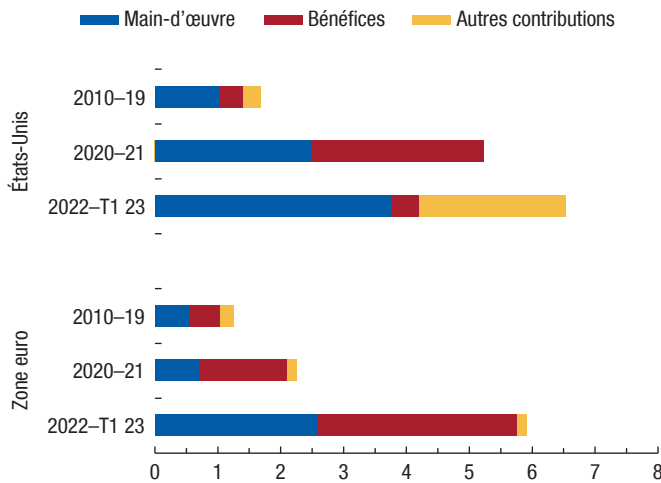
des bénéfices des entreprises dans le déflateur du PIB, on observe que dans la première phase de la pandémie (2020–21), la majeure partie de l'augmentation des prix s'expliquait par la hausse des bénéfices. Toutefois, depuis 2022, le coût du travail contribue de manière croissante à la hausse des prix, en particulier aux États-Unis. La hausse des bénéfices (produit des ventes moins l'ensemble des coûts) ne signifie pas forcément un renforcement monopolistique, par lequel les entreprises réduiraient leur offre de manière délibérée pour faire monter les prix au-delà du coût marginal (coût de production d'une unité supplémentaire). Les bénéfices peuvent augmenter lorsqu'une forte hausse de la demande se heurte à des contraintes sur l'offre ou que ces dernières s'accroissent, ce qui fait monter les prix, sans que les salaires ne suivent immédiatement. Quand les salaires commencent à augmenter, on peut s'attendre à observer une diminution des bénéfices. Les analyses effectuées par les services du FMI à partir de données recueillies au niveau des entreprises vont dans ce sens : entre 2019 et 2022, au sein des principaux pays avancés, les marges des entreprises (la part des prix qui dépasse le coût marginal)

**Graphique 1.11. Peu de signes d'une spirale prix-salaires**  
 (Écart en points de pourcentage par rapport à t = 0)



Sources : Bureau d'analyse économique des États-Unis ; Organisation de coopération et de développement économiques ; Organisation internationale du travail ; calculs des services du FMI.  
 Note : Dans la page 1, l'inflation correspond à la variation en pourcentage de l'IPC, en glissement annuel. Dans les pages 2 et 3, les salaires nominaux et réels sont définis « par travailleur ». La croissance est calculée en glissement annuel. Le salaire réel est le salaire nominal divisé par l'IPC. Le graphique illustre l'évolution de la situation après des épisodes durant lesquels au moins trois des quatre trimestres précédents ont connu 1) une accélération des prix/une hausse de l'inflation, 2) une croissance positive des salaires nominaux, 3) des salaires réels en baisse ou constants et 4) un taux de chômage en baisse ou stable. Vingt-trois épisodes de ce type ont été recensés dans un échantillon de 33 pays avancés. Les données de l'épisode COVID-19 correspondent à la moyenne des pays de l'échantillon à partir du 4<sup>e</sup> trimestre 2021. L'axe des abscisses donne le nombre de trimestres écoulés après chaque épisode. Pour plus de précisions, voir le chapitre 2 de l'édition d'octobre 2022 des *Perspectives de l'économie mondiale*. IPC = indice des prix à la consommation.

**Graphique 1.12. Contributions respectives des bénéfices et de la rémunération du travail dans l'inflation**  
(En pourcentage, valeur annualisée)



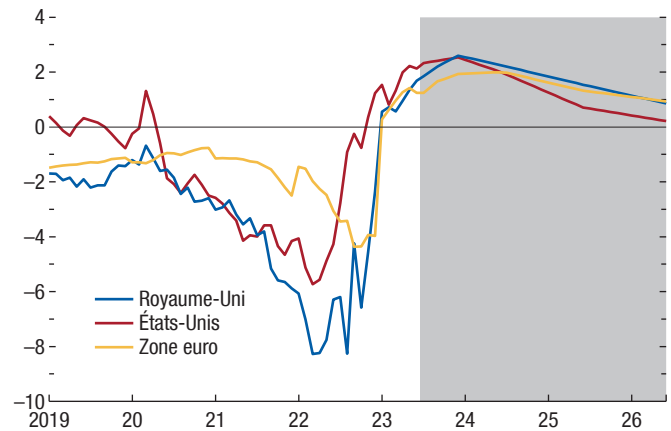
Sources : Bureau d'analyse économique des États-Unis ; Eurostat ; calculs des services du FMI.  
Note : La décomposition de l'inflation aux États-Unis se fonde uniquement sur les données du secteur des entreprises non financières. La décomposition de l'inflation dans la zone euro utilise des données sur l'ensemble des secteurs d'activité.

ont peu varié<sup>3</sup>. De manière analogue, Colonna, Torrini et Viviano (2023) ont montré qu'en 2022, en dépit d'augmentations des bénéfices, les marges des entreprises ont été constantes ou en baisse dans plusieurs secteurs d'activité en Allemagne et en Italie. Dans l'ensemble, ces résultats donnent à penser que le surcroît de pouvoir de marché des entreprises n'a pas contribué de manière significative à la forte accélération de l'inflation en 2022. En outre, depuis 2022, il semblerait que la hausse du coût du travail aux États-Unis ait nettement plus contribué que celles des bénéfices à la hausse des prix.

Bien que les banques centrales soient intervenues de manière décisive, le taux d'inflation continue de dépasser la valeur visée dans presque tous les pays en régime de ciblage de l'inflation. Parmi les grandes banques centrales dont l'objectif d'inflation n'est toujours pas atteint, la Banque du Canada, la Banque d'Angleterre, la Banque centrale européenne et la Réserve fédérale ont toutes relevé leurs taux en juillet. La Banque du Japon a poursuivi

<sup>3</sup>La méthode suivie par les services du FMI est présentée dans l'encadré 1.2 de l'édition d'octobre 2022 des PEM. La « marge économique » (la part du prix du producteur qui excède le véritable coût marginal, y compris la part cachée de coût qui tient aux contraintes sur l'offre) peut rester constante alors même que les bénéfices au sens comptable (total des recettes moins les coûts) augmentent. Si les contraintes sur l'offre persistent et que les salaires nominaux commencent à augmenter, les prix pourraient alors rester inchangés, dans la mesure où la marge réelle restera constante, mais que les bénéfices comptables diminueront.

**Graphique 1.13. La politique monétaire va conserver une orientation restrictive**  
(En points de pourcentage)



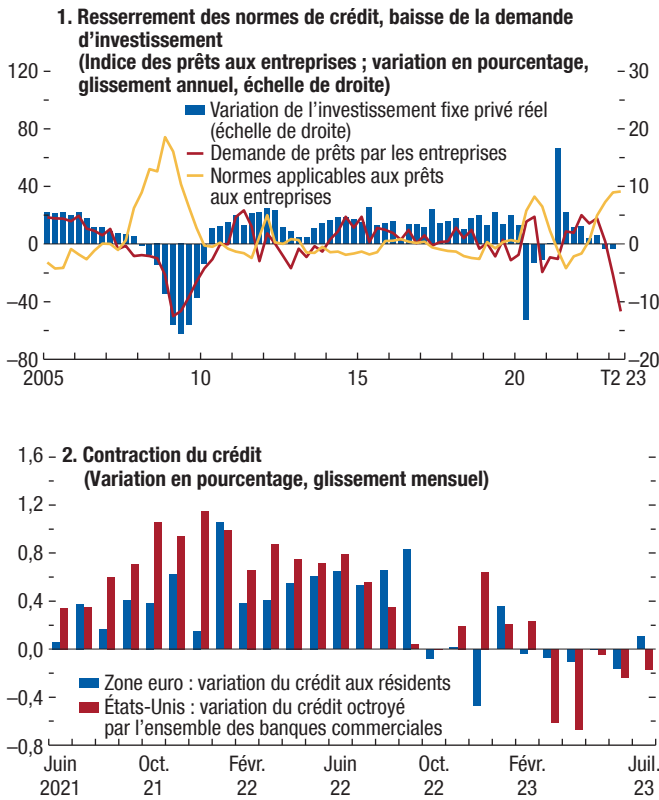
Sources : Bloomberg Finance L.P. ; Consensus Economics ; Haver Analytics ; Platzer et Peruffo (2022) ; calculs des services du FMI.  
Note : Le graphique montre l'évolution de l'orientation de la politique monétaire, définie comme la différence entre les taux d'intérêt réels et le taux d'intérêt naturel réel. Le taux d'intérêt réel correspond à la différence entre le taux directeur (effectif jusqu'en juin 2023, puis établi par Bloomberg d'après des données de marché) et les anticipations d'inflation à un an. Pour les États-Unis et le Royaume-Uni, les anticipations d'inflation sont fondées sur des données de marché et calculées à partir de swaps d'inflation. Pour la zone euro, les anticipations d'inflation proviennent d'enquêtes effectuées par Consensus Economics ; le taux d'intérêt naturel réel est la moyenne pondérée des données pour l'Allemagne et la France.

l'assouplissement monétaire, mais a décidé en juillet d'accorder plus de flexibilité dans le contrôle de la courbe des taux, de sorte que le taux à 10 ans peut désormais augmenter jusqu'à 1 %. La principale exception à cette tendance est la Chine : l'inflation globale y est modérée et inférieure à l'objectif des autorités, et la Banque populaire de Chine a réduit ses taux d'intérêt en juin et en août.

### Resserrement de la politique monétaire et contraction du crédit

Les fortes tensions dans le secteur bancaire se sont atténuées. Les soubresauts du mois de mars 2023 dans le secteur bancaire sont restés limités et cantonnés au Credit Suisse (un établissement bancaire d'importance systémique) et à un certain nombre de banques régionales à problèmes aux États-Unis, grâce à la réaction rapide des autorités des deux pays. Toutefois, les rapides relèvements de taux observés dans les principaux pays avancés au cours des 18 derniers mois, qui constituent une réaction nécessaire à la montée rapide des pressions inflationnistes, ont entraîné un resserrement de la politique monétaire (taux réels supérieurs aux taux neutres) qui devrait perdurer jusqu'en 2025 (graphique 1.13). Il

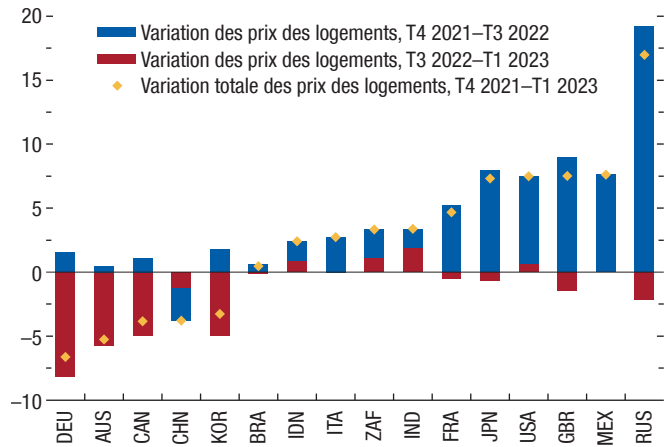
**Graphique 1.14. Le canal du crédit est actif aux États-Unis et dans la zone euro**



Sources : Banque centrale européenne ; Conseil des gouverneurs du Système fédéral de réserve ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.  
Note : Dans la plage 1, les données sur les normes de prêt et la demande de prêts se fondent sur les réponses à l'enquête d'opinion sur les pratiques de prêt, menée par le Conseil des gouverneurs du Système fédéral de réserve et son équivalent européen auprès des hauts responsables des prêts dans les banques ; des valeurs positives indiquent que les normes de prêt ont été durcies, ou que la demande de crédit a augmenté au cours des trois mois précédents. Les données relatives à la demande de prêts par les entreprises et aux normes de prêt sont de simples moyennes des données provenant des réponses à l'enquête aux États-Unis et dans la zone euro. L'investissement fixe privé réel correspond à la moyenne pondérée selon les parités de pouvoir d'achat des données pour les États-Unis et la zone euro.

semblerait que ce resserrement monétaire ait commencé à faire sentir ses effets sur le système financier. Selon plusieurs enquêtes sur les prêts bancaires menées aux États-Unis et en Europe, les banques ont considérablement restreint l'accès au crédit au cours de l'année écoulée et devraient continuer de le faire au cours des prochains mois. Il apparaît clairement que le durcissement des conditions de crédit affecte de plus en plus l'activité réelle. Dans les pays avancés, la demande de crédit et d'investissement s'est contractée pendant la première moitié de l'année, ce qui tient à la fois au resserrement de l'offre et à la diminution de la demande de crédit, à mesure que de nombreuses entreprises ont commencé à réduire leur recours à l'effet de levier, en réaction à la

**Graphique 1.15. Les prix des logements augmentent plus lentement ou baissent, 2022-23**  
(Variation cumulée en pourcentage)



Sources : Banque des règlements internationaux ; calculs des services du FMI.  
Note : Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

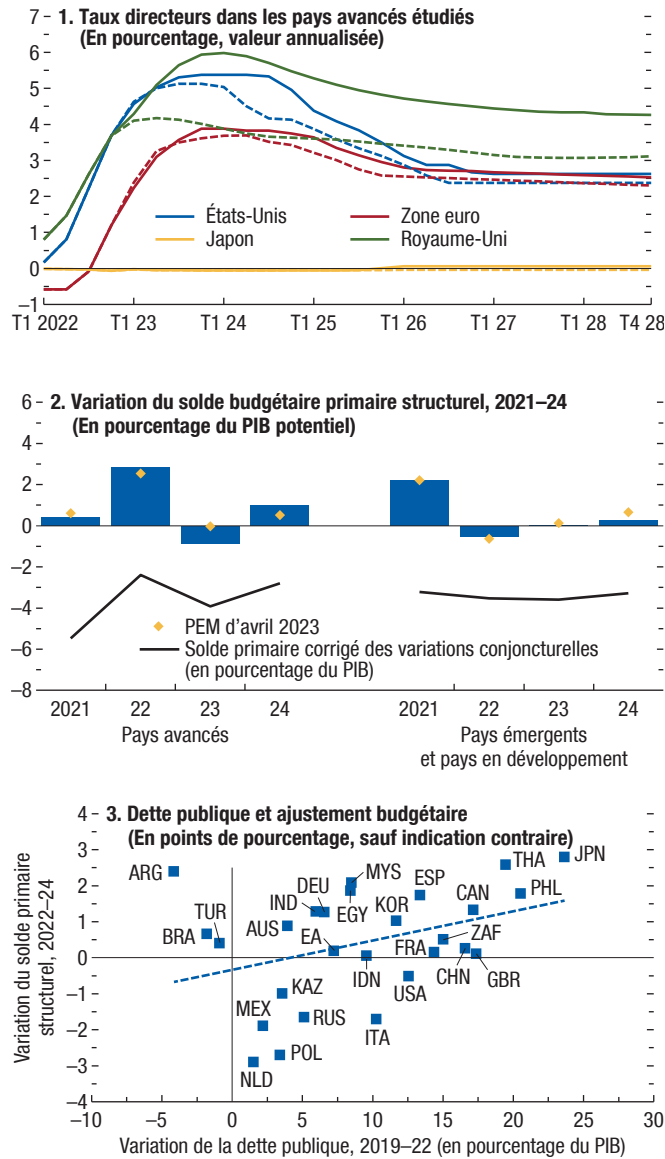
hausse des taux d'intérêt et aux surcapacités productives (graphique 1.14). La hausse des taux d'intérêt est susceptible d'exercer une pression croissante sur les banques dans les principales puissances économiques, à la fois directement (par une hausse des coûts de financement) et indirectement (au fur et à mesure que la qualité du crédit se détériore). Les marchés immobiliers résidentiels s'en ressentent déjà : dans plusieurs pays, les prix augmentent plus lentement ou baissent depuis le début du cycle de resserrement monétaire (graphique 1.15), et les taux de faillite augmentent dans certains pays (de 20 % aux États-Unis au cours de l'année écoulée) à mesure que les pouvoirs publics mettent fin aux mesures d'assouplissement prises à l'époque de la pandémie. Dans la plupart des pays, le nombre des faillites reste inférieur aux niveaux observés avant la pandémie, mais il est en rapide augmentation.

L'adoption d'une politique monétaire plus restrictive commence à se faire sentir sur les marchés de la dette, bien que les écarts de rendement observés sur les obligations souveraines soient restés à peu près constants. Cette situation laisse penser que même si les conditions du crédit se sont durcies, un effondrement du crédit ne semble pas d'actualité.

### Des perspectives stables, mais moroses

Les dernières projections confirment le ralentissement de l'économie mondiale, et l'inflation marque le pas après avoir enregistré des niveaux jamais atteints depuis

**Graphique 1.16. Hypothèses de politique monétaire et budgétaire**



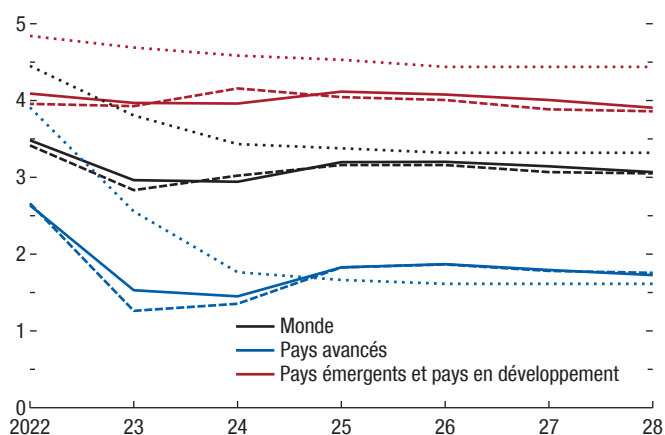
Source : calculs des services du FMI.  
 Note : Dans la plage 1, les lignes continues indiquent les hypothèses retenues dans l'édition d'octobre 2023 des PEM, et les lignes en tiret celles des PEM d'avril 2023. Dans la plage 2, le solde primaire corrigé des variations conjoncturelles est le solde de l'ensemble des administrations publiques (à l'exclusion des produits ou charges d'intérêts) corrigé des fluctuations liées au cycle économique. Le solde budgétaire primaire structurel est un solde primaire déconjuncturelisé, également corrigé de facteurs non cycliques, tels que les variations des prix des actifs et des produits de base. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). PEM = Perspectives de l'économie mondiale ; ZE = zone euro.

plusieurs décennies. Le scénario de référence écarte l'éventualité d'une contraction du PIB réel mondial par habitant, fréquente en cas de récession mondiale. Pendant la première moitié de l'année, la croissance et l'emploi ont mieux résisté que ne l'avait prévu l'édition

d'avril 2023 des PEM. En moyenne mondiale, nos prévisions n'ont pas beaucoup changé depuis la mise à jour des PEM de juillet 2023, mais l'on observe plusieurs évolutions dans les perspectives de croissance et d'inflation des différents pays. En outre, les perspectives de croissance économique à moyen terme sont toujours au plus bas depuis des décennies, et les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire convergent plus lentement vers des niveaux de vie plus élevés.

Les prévisions de référence pour l'économie mondiale reposent sur un certain nombre d'hypothèses (graphique 1.16), notamment pour ce qui concerne les prix des combustibles et des autres produits de base et les orientations adoptées par les autorités monétaires et budgétaires :

- **Hypothèses sur les cours des produits de base** : Les prix des combustibles devraient chuter de 36 % en moyenne et les cours du pétrole, d'environ 17 %, ce qui tient principalement au ralentissement de l'activité économique mondiale ; après avoir atteint des sommets en 2022, les cours du gaz naturel et du charbon devraient redescendre de 61 % et 51 %, respectivement. D'après nos projections, les cours des produits de base hors combustibles devraient baisser de 6,3 % en moyenne en 2023 ; les cours des métaux de base devraient afficher une baisse de 4,7 %, en raison des inquiétudes soulevées par l'investissement immobilier en Chine. Après avoir augmenté de 14,8 % en 2022, les prix des denrées alimentaires devraient céder 6,8 % en 2023, et rester bien supérieurs à leurs niveaux de 2022. Comparativement aux prévisions de la mise à jour des PEM de juillet 2023, la révision à la hausse des cours du blé à la suite de la suspension de l'Initiative céréalière de la mer Noire (suspension intervenue après la réalisation des projections qui figurent dans cette mise à jour) est globalement compensée par des révisions à la baisse des cours d'autres denrées.
- **Hypothèses de politique monétaire** : En moyenne, les hypothèses relatives aux taux d'intérêt mondiaux sont révisées à la hausse par rapport à celles de l'édition d'avril 2023 des PEM, ce qui tient au fait que les principales banques centrales procèdent au resserrement de leur politique monétaire, ou ont manifesté leur intention de le faire. En 2023, le taux directeur de la Réserve fédérale devrait culminer à son niveau actuel, qui est d'environ 5,4 %, la Banque d'Angleterre devrait relever le sien jusqu'à un pic d'environ 6,0 % et l'on s'attend à ce que la Banque centrale européenne le fasse culminer à 3,9 % ; en 2024, l'on prévoit que ces trois banques centrales réduiront leurs taux directeurs.

**Graphique 1.17. Croissance lente et stable en perspective***(En pourcentage ; courbes en tiret = avril 2023 ; courbes en pointillé = janvier 2022)*

Source : calculs des services du FMI.

Note : Les courbes continues représentent les prévisions de croissance du PIB de l'édition d'octobre 2023 des PEM, et les courbes en tiret et en pointillé, celles de l'édition d'avril 2023 des PEM et de l'édition de janvier 2022 de la *Mise à jour des PEM*, respectivement. PEM = *Perspectives de l'économie mondiale*.

Cette trajectoire de taux forts à long terme a contribué à la révision à la hausse des hypothèses de long terme sur les taux directeurs. Concernant le Japon, les prévisions de taux directeurs à moyen terme (2026–28) sont revues à la hausse, eu égard aux modifications du cadre de contrôle de la courbe des taux, et les taux à long terme sont révisés à la hausse en conséquence. Compte tenu de la baisse des anticipations d'inflation à court terme, les taux d'intérêt réels sont susceptibles de rester élevés même lorsque les taux nominaux commenceront à diminuer. En outre, les changements de politique monétaire sont de moins en moins coordonnés ; ainsi, certaines banques centrales ayant adopté une orientation monétaire restrictive plus tôt entament un cycle d'assouplissement (comme la Banque centrale du Brésil).

- **Hypothèses de politique budgétaire** : En moyenne, les autorités des pays avancés devraient assouplir leur politique budgétaire en 2023, après une hausse des soldes budgétaires en 2022, tandis que dans les pays émergents et les pays en développement, l'orientation budgétaire devrait être neutre. En 2024, un rééquilibrage des finances publiques devrait intervenir dans les deux groupes de pays. En moyenne, l'orientation de la politique budgétaire devrait être plus restrictive dans les pays qui ont connu récemment une forte hausse de leur dette publique (graphique 1.16, page 3). Une hausse de la dette publique de 10 points

de pourcentage du PIB au cours de la période 2019–22 est associée en moyenne à un rééquilibrage budgétaire (hausse du solde primaire structurel) de 0,8 point de pourcentage du PIB au cours de la période 2022–24. Parmi les exceptions à cette tendance, on peut citer, par exemple, l'Argentine, où, malgré une baisse, les niveaux d'endettement restent élevés et où le resserrement de la politique budgétaire devrait se poursuivre pour assurer la viabilité des finances publiques et de la dette.

**Neutraliser les divergences dans les perspectives de croissance**

La croissance mondiale devrait passer de 3,5 % en 2022 à 3,0 % en 2023 et à 2,9 % en 2024 (tableau 1.1). Le chiffre pour 2024 a fait l'objet d'une révision à la baisse de 0,1 point de pourcentage par rapport à la projection de la mise à jour des PEM de juillet 2023. Dans le même temps, les trajectoires de croissance des principales puissances économiques ont connu des changements plus importants : les projections sont plus optimistes pour les États-Unis, tandis qu'elles ont été revues à la baisse pour la Chine et la zone euro. Par ailleurs, la croissance en 2023–24 devrait être plus lente que ce qui était envisagé avant les chocs de 2020–22 (graphique 1.17) : la *Mise à jour des PEM* de janvier 2022 prévoyait une croissance mondiale de 3,8 % en 2023 et de 3,4 % en 2024. Les prévisions pour 2023–24 sont également inférieures à la moyenne annuelle de 3,8 % sur la période 2000–19. La croissance est inférieure à cette moyenne historique dans les différents groupes de revenus, qu'il s'agisse du PIB ou du PIB par habitant. En glissement annuel, la croissance mondiale a atteint son point le plus bas au quatrième trimestre 2022. Toutefois, dans certaines grandes puissances économiques, elle ne devrait pas atteindre son niveau le plus bas avant le second semestre 2023.

Le ralentissement de la croissance annuelle moyenne entre 2022 et 2023 reste principalement le fait des pays avancés, où l'affaiblissement de l'industrie manufacturière et certains facteurs spécifiques viennent contrebalancer le regain d'activité dans le secteur des services. En moyenne, ces pays devraient connaître une croissance globalement stable en 2024, avant une accélération en 2025. Les pays émergents et les pays en développement, pour leur part, devraient connaître en moyenne une croissance stable sur la période 2022–24, avant une légère accélération en 2025. Cependant, la situation devrait considérablement varier d'une région à l'autre.



## Prévisions de croissance pour les pays avancés

Dans les *pays avancés*, la croissance devrait considérablement ralentir, passant de 2,6 % en 2022 à 1,5 % en 2023 et à 1,4 % en 2024 ; dans l'ensemble, les prévisions de la mise à jour des PEM de juillet 2023 n'ont pas fait l'objet de révision : le dynamisme des États-Unis est plus fort que prévu, tandis que la croissance est plus faible qu'escompté dans la zone euro. Environ 90 % des pays avancés devraient voir leur croissance ralentir en 2023. Compte tenu du ralentissement prévu dans les pays avancés, le chômage annuel devrait augmenter en moyenne de 0,1 point de pourcentage au cours de la période 2022–24 ; on s'attend à des hausses plus prononcées au Canada (1,0 point de pourcentage), au Royaume-Uni (0,9 point de pourcentage) et aux États-Unis (0,2 point de pourcentage). Néanmoins, les prévisions de chômage en 2024 sont en moyenne inférieures de 0,4 point de pourcentage à celles de l'édition d'avril 2023 des PEM, ce qui tient à la poursuite de la pénurie de main-d'œuvre dans certains pays.

- D'après les projections, la croissance aux *États-Unis* devrait s'établir à 2,1 % en 2023 et à 1,5 % en 2024. Par rapport à la mise à jour des PEM de juillet 2023, les prévisions sont révisées à la hausse de 0,3 point de pourcentage pour 2023 et de 0,5 point de pourcentage pour 2024 ; ceci s'explique par le fait que l'investissement des entreprises a augmenté au deuxième trimestre et que la croissance de la consommation a bien résisté, ce qui reflète la persistance de la pénurie de main-d'œuvre. En outre, comme nous l'avons déjà mentionné, l'orientation budgétaire des administrations publiques devrait être expansionniste en 2023. Cependant, avec le ralentissement de la croissance des salaires, l'épuisement de l'épargne accumulée pendant la pandémie et le maintien d'une politique monétaire restrictive par la Réserve fédérale, la croissance devrait ralentir au second semestre 2023 et en 2024. Le taux de chômage devrait passer de 3,6 % au deuxième trimestre 2023 à un pic de 4,0 % au dernier trimestre 2024, soit un pic inférieur aux prévisions précédentes (5,2 % dans l'édition d'avril 2023 des PEM et 5,6 % dans l'édition d'octobre 2022), ce qui signifie que l'économie des États-Unis va connaître un atterrissage moins brutal que prévu.
- Dans la *zone euro*, la croissance devrait passer de 3,3 % en 2022 à 0,7 % en 2023, avant de remonter à 1,2 % en 2024. Par rapport à la mise à jour des PEM de juillet 2023, les prévisions sont revues à la baisse de 0,2 et 0,3 point de pourcentage pour 2023 et 2024, respectivement. Par ailleurs, on observe une

divergence de croissance entre les principaux pays de la zone euro en 2023. Pour *l'Allemagne*, où une légère contraction économique est désormais prévue au second semestre 2023, dans un contexte marqué par la faiblesse des secteurs sensibles aux taux d'intérêt et le ralentissement de la demande des partenaires commerciaux, la prévision de croissance est revue à la baisse de 0,2 point de pourcentage, et devrait s'établir à –0,5 %. Concernant la *France*, où la production industrielle a connu un rattrapage et où la demande extérieure s'est révélée plus élevée que prévu au premier semestre 2023, la prévision de croissance est revue à la hausse de 0,2 point de pourcentage, et devrait s'établir à 1,0 %.

- Parmi les autres principaux pays avancés, on constate également une certaine divergence en matière de croissance. La croissance au *Royaume-Uni* devrait passer de 4,1 % en 2022 à 0,5 % en 2023, ce qui correspond à une révision à la hausse de 0,1 point de pourcentage. Cette baisse de croissance tient au resserrement de la politique monétaire en riposte à une inflation toujours élevée et aux effets prolongés des chocs sur les termes de l'échange causés par la hausse des prix de l'énergie. Au *Japon*, la croissance devrait passer de 1,0 % en 2022 à 2,0 % en 2023, ce qui correspond à une révision à la hausse de 0,6 point de pourcentage ; cette évolution est favorisée par la libération d'une demande refoulée, par une augmentation des arrivées de touristes et par des politiques accommodantes, ainsi que par un rebond des exportations automobiles, un temps freinées par des problèmes de chaîne d'approvisionnement.

## Projections de croissance dans les pays émergents et les pays en développement

*Les pays émergents et les pays en développement* devraient voir leur croissance reculer légèrement, de 4,1 % en 2022 à 4,0 % en 2023 et 2024, les prévisions ayant été revues à la baisse de 0,1 point de pourcentage en 2024 par rapport à la *Mise à jour des PEM* de juillet 2023. Toutefois, cette trajectoire moyenne masque des divergences régionales ; dans deux des cinq principales régions géographiques, la croissance devrait augmenter en 2023, avant de baisser en 2024.

- Dans *les pays en développement et les pays émergents d'Asie*, la croissance devrait passer de 4,5 % en 2022 à 5,2 % en 2023, avant de baisser à 4,8 % en 2024, ce qui correspond à des révisions à la baisse de 0,1 et 0,2 point de pourcentage en 2023 et 2024,

**Tableau 1.1. Perspectives de l'économie mondiale : aperçu des projections**  
(Variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	2022	Projections		Différence par rapport à la Mise à jour des PEM de juillet 2023 <sup>1</sup>		Différence par rapport aux PEM d'avril 2023 <sup>1</sup>	
		2023	2024	2023	2024	2023	2024
<b>Production mondiale</b>	<b>3,5</b>	<b>3,0</b>	<b>2,9</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,1</b>
<b>Pays avancés</b>	<b>2,6</b>	<b>1,5</b>	<b>1,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	<b>0,0</b>
États-Unis	2,1	2,1	1,5	0,3	0,5	0,5	0,4
Zone euro	3,3	0,7	1,2	-0,2	-0,3	-0,1	-0,2
Allemagne	1,8	-0,5	0,9	-0,2	-0,4	-0,4	-0,2
France	2,5	1,0	1,3	0,2	0,0	0,3	0,0
Italie <sup>2</sup>	3,7	0,7	0,7	-0,4	-0,2	0,0	-0,1
Espagne	5,8	2,5	1,7	0,0	-0,3	1,0	-0,3
Japon	1,0	2,0	1,0	0,6	0,0	0,7	0,0
Royaume-Uni <sup>2</sup>	4,1	0,5	0,6	0,1	-0,4	0,8	-0,4
Canada	3,4	1,3	1,6	-0,4	0,2	-0,2	0,1
Autres pays avancés <sup>3</sup>	2,6	1,8	2,2	-0,2	-0,1	0,0	0,0
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>4,1</b>	<b>4,0</b>	<b>4,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,2</b>
Pays émergents et pays en développement d'Asie	4,5	5,2	4,8	-0,1	-0,2	-0,1	-0,3
Chine	3,0	5,0	4,2	-0,2	-0,3	-0,2	-0,3
Inde <sup>4</sup>	7,2	6,3	6,3	0,2	0,0	0,4	0,0
Pays émergents et pays en développement d'Europe	0,8	2,4	2,2	0,6	0,0	1,2	-0,3
Russie	-2,1	2,2	1,1	0,7	-0,2	1,5	-0,2
Amérique latine et Caraïbes	4,1	2,3	2,3	0,4	0,1	0,7	0,1
Brésil	2,9	3,1	1,5	1,0	0,3	2,2	0,0
Mexique	3,9	3,2	2,1	0,6	0,6	1,4	0,5
Moyen-Orient et Asie centrale	5,6	2,0	3,4	-0,5	0,2	-0,9	-0,1
Arabie saoudite	8,7	0,8	4,0	-1,1	1,2	-2,3	0,9
Afrique subsaharienne	4,0	3,3	4,0	-0,2	-0,1	-0,3	-0,2
Nigéria	3,3	2,9	3,1	-0,3	0,1	-0,3	0,1
Afrique du Sud	1,9	0,9	1,8	0,6	0,1	0,8	0,0
<i>Pour mémoire</i>							
Croissance mondiale calculée sur la base des taux de change du marché	3,0	2,5	2,4	0,0	0,0	0,1	0,0
Union européenne	3,6	0,7	1,5	-0,3	-0,2	0,0	-0,1
ASEAN-5 <sup>5</sup>	5,5	4,2	4,5	-0,4	0,0	-0,3	-0,1
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5,6	2,0	3,4	-0,6	0,3	-1,1	0,0
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	4,0	4,0	3,9	0,1	0,0	0,1	-0,1
Pays en développement à faible revenu	5,2	4,0	5,1	-0,5	-0,1	-0,7	-0,3
<b>Volume du commerce mondial (biens et services)</b>	<b>5,1</b>	<b>0,9</b>	<b>3,5</b>	<b>-1,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>-1,5</b>	<b>0,0</b>
Importations							
Pays avancés	6,7	0,1	3,0	-1,8	-0,1	-1,7	0,3
Pays émergents et pays en développement	3,2	1,7	4,4	-0,2	-0,5	-1,6	-0,7
Exportations							
Pays avancés	5,3	1,8	3,1	-1,0	-0,1	-1,2	0,0
Pays émergents et pays en développement	4,1	-0,1	4,2	-1,3	0,1	-1,7	-0,1
<b>Cours des produits de base (en dollars)</b>							
Pétrole <sup>6</sup>	39,2	-16,5	-0,7	4,2	5,5	7,6	5,1
Hors combustibles (moyenne fondée sur la pondération des importations mondiales de produits de base)	7,9	-6,3	-2,7	-1,5	-1,3	-3,5	-1,7
<b>Prix à la consommation<sup>7</sup></b>	<b>8,7</b>	<b>6,9</b>	<b>5,8</b>	<b>0,1</b>	<b>0,6</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,9</b>
Pays avancés <sup>8</sup>	7,3	4,6	3,0	-0,1	0,2	-0,1	0,4
Pays émergents et pays en développement <sup>7</sup>	9,8	8,5	7,8	0,2	1,0	-0,1	1,3

Source : estimations des services du FMI.

Note : Il est supposé que les taux de change effectifs réels restent aux niveaux observés entre le 25 juillet et le 22 août 2023. Les pays sont classés sur la base de la taille de leur économie. Les données trimestrielles agrégées sont corrigées des variations saisonnières. PEM = *Perspectives de l'économie mondiale*.

<sup>1</sup>Écart basé sur les chiffres arrondis pour les prévisions actuelles des PEM, les prévisions de la dernière *Mise à jour des PEM* (juillet 2023) et celles des PEM d'avril 2023.

<sup>2</sup>Voir les notes pour l'Italie et le Royaume-Uni dans la section des notes de l'appendice statistique.

<sup>3</sup>Hors Groupe des Sept (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) et pays de la zone euro.

<sup>4</sup>Pour l'Inde, les données et les prévisions sont présentées sur la base de l'exercice budgétaire, et le PIB, à compter de 2011, est basé sur le PIB aux prix du marché avec l'exercice 2011/12 comme année de référence.

<sup>5</sup>Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

**Tableau 1.1. Perspectives de l'économie mondiale : aperçu des projections (fin)**  
(Variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	4 <sup>e</sup> trimestre sur 4 <sup>e</sup> trimestre <sup>9</sup>						
	2022	Projections		Différence par rapport à la Mise à jour des PEM de juillet 2023 <sup>1</sup>		Différence par rapport aux PEM d'avril 2023 <sup>1</sup>	
		2023	2024	2023	2024	2023	2024
<b>Production mondiale</b>	<b>2,2</b>	<b>2,9</b>	<b>3,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>
<b>Pays avancés</b>	<b>1,2</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,4</b>	<b>-0,1</b>
États-Unis	0,9	1,9	1,4	0,5	0,3	0,9	0,1
Zone euro	1,7	0,7	1,4	-0,5	-0,1	0,0	-0,4
Allemagne	0,8	-0,2	1,7	-0,7	0,2	-0,4	-0,1
France	0,7	1,0	1,5	0,1	-0,1	0,2	0,1
Italie <sup>2</sup>	1,5	0,3	1,2	-0,6	0,1	-0,1	0,1
Espagne	3,8	1,6	2,0	-0,2	-0,2	0,3	-0,1
Japon	0,5	2,1	1,0	0,6	0,0	0,8	0,0
Royaume-Uni <sup>2</sup>	0,6	0,6	0,8	0,1	-0,5	1,0	-1,2
Canada	2,1	1,2	2,1	-0,4	0,3	-0,2	0,3
Autres pays avancés <sup>3</sup>	0,9	2,0	2,2	0,2	0,1	0,1	0,4
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>3,2</b>	<b>4,0</b>	<b>4,7</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,6</b>	<b>-0,5</b>	<b>0,3</b>
Pays émergents et pays en développement d'Asie	4,2	5,0	5,5	-0,3	0,6	-0,8	0,2
Chine	3,2	4,9	4,7	-0,9	0,6	-0,9	0,0
Inde <sup>4</sup>	6,1	5,5	7,7	1,2	1,3	-0,7	1,3
Pays émergents et pays en développement d'Europe	-1,2	2,8	2,5	0,1	0,5	0,4	0,0
Russie	-3,1	2,2	1,2	0,3	0,4	1,3	-0,2
Amérique latine et Caraïbes	2,8	1,5	3,2	0,7	0,3	0,3	1,1
Brésil	2,5	2,1	2,8	0,8	0,6	1,2	0,8
Mexique	4,3	2,6	1,9	0,7	0,2	1,4	0,0
Moyen-Orient et Asie centrale	...	...	...	...	...	...	...
Arabie saoudite	5,5	0,9	4,0	-1,1	1,1	-2,2	0,8
Afrique subsaharienne	...	...	...	...	...	...	...
Nigéria	3,2	2,6	3,6	0,0	0,0	-0,4	-0,1
Afrique du Sud	1,3	1,6	2,0	0,7	0,0	0,5	0,3
<i>Pour mémoire</i>							
Croissance mondiale calculée sur la base des taux de change du marché	1,8	2,5	2,6	0,0	0,2	0,1	0,0
Union européenne	1,8	1,0	1,6	-0,5	-0,1	0,0	-0,3
ASEAN-5 <sup>5</sup>	4,7	4,2	4,6	-0,4	-0,2	-0,1	-0,7
Moyen-Orient et Afrique du Nord	...	...	...	...	...	...	...
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	3,1	4,0	4,6	-0,1	0,5	-0,5	0,3
Pays en développement à faible revenu	...	...	...	...	...	...	...
<b>Cours des produits de base (en dollars)</b>							
Pétrole <sup>6</sup>	8,8	-2,5	-5,7	10,5	-0,8	14,8	-2,3
Hors combustibles (moyenne fondée sur la pondération des importations mondiales de produits de base)	-0,4	-3,1	0,7	-3,1	-0,1	-6,6	1,2
<b>Prix à la consommation<sup>7</sup></b>	<b>9,2</b>	<b>5,9</b>	<b>4,8</b>	<b>0,4</b>	<b>0,9</b>	<b>0,3</b>	<b>1,1</b>
Pays avancés <sup>8</sup>	7,7	3,3	2,6	0,0	0,1	0,1	0,4
Pays émergents et pays en développement <sup>7</sup>	10,5	8,1	6,6	0,7	1,5	0,5	1,6

<sup>5</sup>Moyenne simple des cours U.K. Brent, Dubaï Fateh et West Texas Intermediate. Le cours moyen du pétrole en 2022 était de 96,36 dollars le baril ; les hypothèses retenues, sur la base des marchés à terme, sont les suivantes : 80,49 dollars le baril pour 2023 et 79,92 dollars pour 2024.

<sup>6</sup>Hors Venezuela. Voir la note sur le Venezuela dans la section des notes de l'appendice statistique.

<sup>7</sup>Les taux d'inflation pour 2023 et 2024 sont respectivement les suivants : 5,6 % et 3,3 % pour la zone euro ; 3,2 % et 2,9 % pour le Japon ; 4,1 % et 2,8 % pour les États-Unis.

<sup>8</sup>Pour la production mondiale, les estimations et projections trimestrielles représentent environ 90 % de la production mondiale annuelle en parités de pouvoir d'achat. Pour les pays émergents et les pays en développement, les estimations et prévisions trimestrielles représentent environ 85 % de la production annuelle de ces pays en parités de pouvoir d'achat.

**Tableau 1.2. Aperçu des projections des *Perspectives de l'économie mondiale* avec pondération selon les taux de change du marché**  
(Variation en pourcentage)

	2022	Projections		Différence par rapport à la <i>Mise à jour des PEM</i> de juillet 2023 <sup>1</sup>		Différence par rapport aux PEM d'avril 2023 <sup>1</sup>	
		2023	2024	2023	2024	2023	2024
<b>Production mondiale</b>	<b>3,0</b>	<b>2,5</b>	<b>2,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>
<b>Pays avancés</b>	<b>2,6</b>	<b>1,5</b>	<b>1,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>	<b>0,1</b>
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>3,7</b>	<b>4,0</b>	<b>3,8</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,2</b>
Pays émergents et pays en développement d'Asie	3,9	5,1	4,6	-0,1	-0,2	-0,1	-0,2
Pays émergents et pays en développement d'Europe	0,4	2,2	2,1	0,6	-0,1	1,2	-0,2
Amérique latine et Caraïbes	3,9	2,2	2,2	0,4	0,2	0,7	0,1
Moyen-Orient et Asie centrale	5,8	1,9	3,4	-0,5	0,2	-1,1	-0,1
Afrique subsaharienne	3,9	3,2	3,9	-0,1	0,0	-0,2	-0,1
<i>Pour mémoire</i>							
Union européenne	3,4	0,6	1,3	-0,3	-0,3	-0,1	-0,2
Moyen-Orient et Afrique du Nord	6,0	1,8	3,4	-0,6	0,3	-1,3	0,1
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	3,6	4,0	3,7	0,0	-0,2	0,1	-0,2
Pays en développement à faible revenu	5,1	4,0	5,1	-0,5	-0,1	-0,7	-0,3

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les taux de croissance agrégés sont des moyennes pondérées ; une moyenne mobile du PIB en dollars pour les trois années précédentes est utilisée comme pondération. PEM = *Perspectives de l'économie mondiale*.

<sup>1</sup>Écart basé sur les chiffres arrondis pour les prévisions actuelles des PEM, les prévisions de la dernière *Mise à jour des PEM* (juillet 2023) et celles des PEM d'avril 2023.

respectivement, par rapport aux projections du mois de juillet. Ces révisions tiennent à la détérioration des projections de la croissance pour la *Chine*, qui devrait s'établir à 5,0 % en 2023 et à 4,2 % en 2024, ce qui correspond à des révisions à la baisse de 0,2 et 0,3 point de pourcentage, respectivement. La crise immobilière et la baisse de l'investissement sont les deux principaux facteurs qui expliquent cette dégradation. La croissance en *Inde* devrait rester forte, à 6,3 % en 2023 et 2024, ce qui correspond à une révision à la hausse de 0,2 point de pourcentage pour 2023, à la faveur d'une consommation plus forte que prévu entre avril et juin.

- La croissance dans *les pays émergents et les pays en développement d'Europe* devrait s'établir à 2,4 % en 2023, ce qui correspond à une révision à la hausse de 0,6 point de pourcentage par rapport au mois de juillet, avant de redescendre à 2,2 % en 2024. Les prévisions pour la *Russie* donnent une croissance à 2,2 % en 2023 contre -2,1 % en 2022, ce qui correspond à une révision à la hausse de 0,7 point de pourcentage pour 2023. Cette accélération de la croissance s'explique par une relance budgétaire considérable, un haut niveau d'investissement et une consommation résiliente dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre. La révision à la hausse pour la région en 2023 tient également à la révision à la hausse

de 5,0 points de pourcentage des prévisions pour *l'Ukraine*, dont la croissance devrait atteindre 2,0 %. Cette augmentation s'explique par le fait que la demande intérieure augmente plus fortement que prévu, car les entreprises et les ménages s'adaptent à la guerre, l'inflation baisse fortement et les marchés des changes sont stables. Ces meilleures prévisions de croissance pour la région bénéficient également de la révision à la hausse de 1,0 point de pourcentage de la croissance de l'économie de la *Turquie*, qui atteint 4,0 %, grâce à une demande intérieure plus vigoureuse que prévu.

- *L'Amérique latine et les Caraïbes* devraient voir leur taux de croissance passer de 4,1 % en 2022 à 2,3 % en 2023 et 2024, ce qui représente tout de même, respectivement, une révision à la hausse de 0,4 et de 0,1 point de pourcentage par rapport au mois de juillet. La baisse prévue pour 2023 tient à la normalisation de la croissance et aux effets d'une orientation plus restrictive des politiques publiques, de l'affaiblissement de l'environnement extérieur et de la baisse des cours des produits de base. La révision à la hausse des prévisions pour 2023 par rapport au mois de juillet s'explique par le niveau plus élevé que prévu de la croissance au *B Brésil*, qui devrait atteindre 3,1 % (révision à la hausse de 1,0 point de pourcentage), grâce au dynamisme du secteur agricole et à la résilience

du secteur des services au cours de la première moitié de l'année 2023. Appuyée par les mesures de relance budgétaire, la consommation reste également vigoureuse. La révision à la hausse des prévisions pour la région s'explique également par le niveau plus élevé que prévu de la croissance au *Mexique*, qui devrait atteindre 3,2 % (révision à la hausse de 0,6 point de pourcentage), à la faveur d'un décalage de la reprise après la pandémie dans les services et le BTP, et des effets de la résilience de la demande aux États-Unis.

- *Au Moyen-Orient et en Asie centrale*, la croissance devrait passer de 5,6 % en 2022 à 2,0 % en 2023, avant de monter à 3,4 % en 2024, soit une révision à la baisse de 0,5 pour 2023 et une révision à la hausse de 0,2 point de pourcentage pour 2024. La révision pour 2023 s'explique principalement par le ralentissement plus marqué que prévu de la croissance économique en *Arabie saoudite*, qui passe de 8,7 % en 2022 à 0,8 % en 2023, soit une révision à la baisse de 1,1 point de pourcentage pour 2023. Cette dégradation de la croissance saoudienne en 2023 s'explique par l'annonce de baisses de production, dont certaines font l'objet de décisions unilatérales, tandis que d'autres relèvent d'un accord au sein de l'OPEP+. L'investissement privé, notamment en relation avec la mise en œuvre de « gigaprojets », continue d'alimenter la croissance du PIB hors pétrole, qui demeure aussi forte que dans de précédentes prévisions. La dégradation des prévisions pour 2023 tient également à la révision à la baisse de près de 20 points de pourcentage des projections concernant la croissance économique du *Soudan*, qui devrait s'établir à -18,3 %, en raison de l'éclatement d'un conflit, la dégradation de la sécurité intérieure et l'aggravation de la situation humanitaire. L'amélioration des prévisions pour 2024 tient au fait que les autorités sont revenues sur certaines des baisses de production qu'elles avaient annoncées.
- En *Afrique subsaharienne*, la croissance devrait reculer à 3,3 % en 2023 avant de remonter à 4,0 % en 2024, ce qui correspond à des révisions à la baisse de 0,2 et 0,1 point de pourcentage pour 2023 et 2024, respectivement ; elle devrait donc rester inférieure à la moyenne historique de 4,8 %. Dans certains pays, la baisse prévue tient à l'aggravation des chocs météorologiques, au ralentissement mondial et à des problèmes d'approvisionnement intérieur, notamment dans le secteur de l'électricité. Au *Nigéria*, le taux de croissance devrait passer de 3,3 % en 2022 à 2,9 % en 2023 et à 3,1 % en 2024 dans un contexte où les effets négatifs d'une forte inflation sur la consommation s'installent.

Les prévisions pour 2023 sont révisées à la baisse de 0,3 point de pourcentage, en raison du niveau plus faible que prévu de la production de pétrole et de gaz, ce qui s'explique en partie par des travaux de maintenance. En *Afrique du Sud*, la croissance devrait passer de 1,9 % en 2022 à 0,9 % en 2023 ; cette baisse, qui s'explique par des coupures de courant, a toutefois fait l'objet d'une révision à la hausse de 0,6 point de pourcentage, car ces coupures se sont révélées moins graves que prévu au deuxième trimestre 2023.

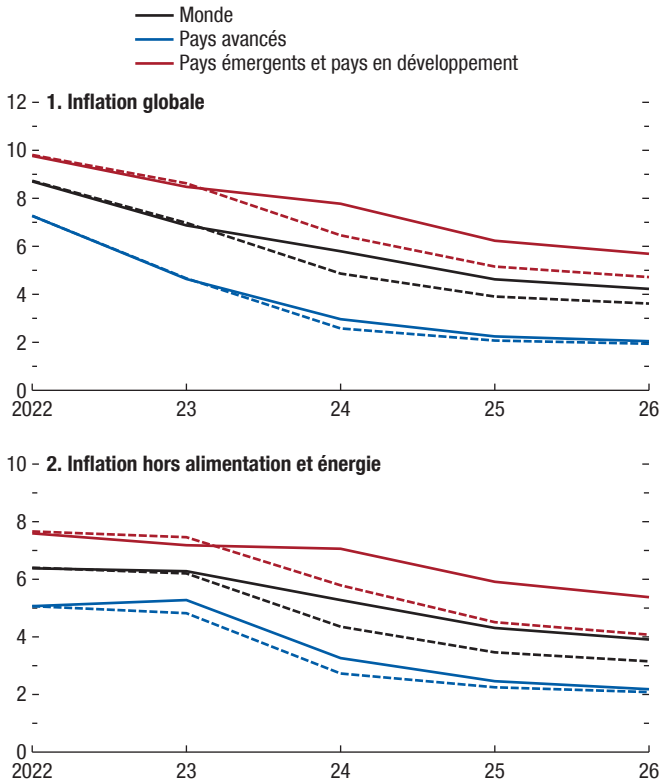
### L'inflation devrait progressivement refluer jusqu'à l'objectif

L'inflation globale au niveau mondial devrait reculer de manière constante, passant de son pic de 8,7 % en 2022 à 6,9 % en 2023, puis à 5,8 % en 2024, en moyenne annuelle (tableau 1.1). La prévision pour 2024 est révisée à la hausse de 0,6 point de pourcentage, compte tenu du niveau plus élevé que prévu de l'inflation hors alimentation et énergie. En glissement annuel, l'inflation globale au niveau mondial devrait avoir atteint un pic à 9,5 % au troisième trimestre 2022 et devrait s'établir à 5,9 % au quatrième trimestre 2023, avant de tomber à 4,8 % au quatrième trimestre 2024, niveau encore supérieur à la moyenne annuelle de 3,5 % observée avant la pandémie (2017–19). Même si le resserrement des politiques monétaires commence à porter ses fruits, l'un des principaux moteurs de la baisse de l'inflation globale prévue pour 2023 est la baisse des cours internationaux des produits de base.

Près des trois quarts des pays devraient connaître un taux d'inflation globale plus bas en 2023, mais le rythme de la désinflation est particulièrement prononcé dans les *pays avancés* (graphique 1.18). Ces pays devraient connaître une baisse de leur taux d'inflation de 2,7 points de pourcentage en 2023, en moyenne annuelle, soit près du double de la baisse prévue pour les *pays émergents et les pays en développement* (1,3 point de pourcentage). Une part de cet écart tient au fait que la politique monétaire des pays avancés s'inscrit dans des cadres plus solides et fait l'objet d'une communication renforcée, ce qui facilite la désinflation (chapitre 2). Toutefois, cette différence s'explique également par le fait que les pays avancés sont moins exposés aux chocs sur les cours des produits de base et sur les taux de change. Dans les *pays en développement à faible revenu*, en moyenne, l'inflation devrait être supérieure ou égale à 10 % et ne devrait pas refluer avant 2024.

Par ailleurs, le rythme attendu de variation de l'inflation globale devrait varier considérablement entre les principales puissances économiques, qui ne partent pas

**Graphique 1.18. Baisse de l'inflation en perspective**  
(En pourcentage ; courbes en tiret = avril 2023)



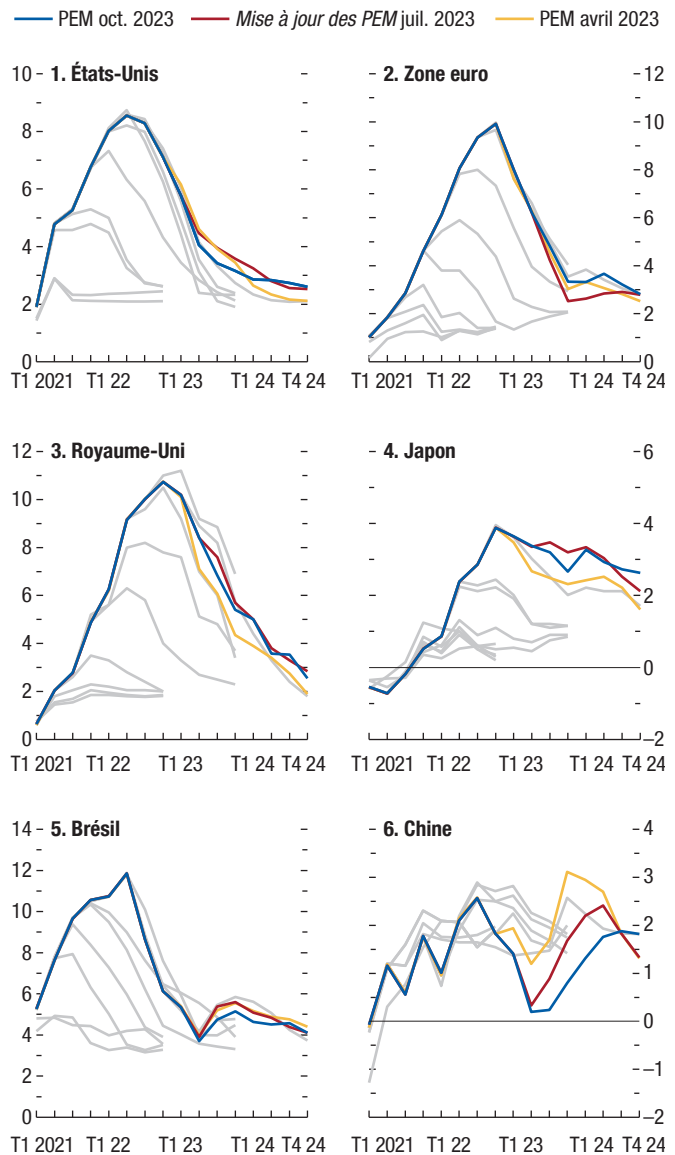
Source : calculs des services du FMI.

Note : Les courbes continues représentent les prévisions du taux d'inflation de l'édition d'octobre 2023 des PEM, et les courbes en tiret et en pointillé, celles de l'inflation de l'édition d'avril 2023 des PEM. L'inflation hors alimentation et énergie fait abstraction de la volatilité inhérente à ces biens. PEM = Perspectives de l'économie mondiale.

toutes du même point de départ, comme le montre le graphique 1.19. En 2023, la *zone euro* devrait connaître une baisse particulièrement marquée de l'inflation en glissement annuel, qui devrait passer de 9,9 % au quatrième trimestre 2022 à 3,3 % au quatrième trimestre 2023, soit une baisse de 6,6 points de pourcentage, qui tient en partie à la baisse des prix de l'énergie. Aux *États-Unis*, où l'inflation est passée plus tôt par son pic, les prévisions donnent une baisse de 3,9 points de pourcentage : l'inflation devrait passer de 7,1 % au quatrième trimestre 2022 à 3,2 % au quatrième trimestre 2023. En *Chine*, l'inflation a baissé presque jusqu'à zéro au deuxième trimestre 2023, et devrait augmenter peu à peu au cours des troisième et quatrième trimestres, sans pour autant atteindre des niveaux élevés, à mesure que s'atténueront les effets de la baisse des cours des produits de base.

De manière générale, l'inflation hors alimentation et énergie devrait ralentir plus progressivement que l'inflation globale. Elle devrait légèrement reculer au niveau

**Graphique 1.19. Prévisions de l'inflation globale dans les pays étudiés**  
(En pourcentage, glissement annuel)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les lignes grises représentent d'anciennes prévisions des PEM, établies entre l'édition de janvier 2021 de la *Mise à jour des PEM* et celle de janvier 2023. PEM = Perspectives de l'économie mondiale.

mondial, en passant de 6,4 % en 2022 à 6,3 % en 2023, puis à 5,3 % en 2024, en moyenne annuelle. L'inflation hors alimentation et énergie s'avère plus tenace que prévu, et fait l'objet de révisions à la hausse de 0,3 et 0,6 point de pourcentage pour 2023 et 2024, respectivement, par rapport à la *Mise à jour des PEM* de juillet 2023. Les facteurs qui justifient ces révisions à la hausse diffèrent selon les pays ; dans plusieurs cas, il s'agit d'une pénurie

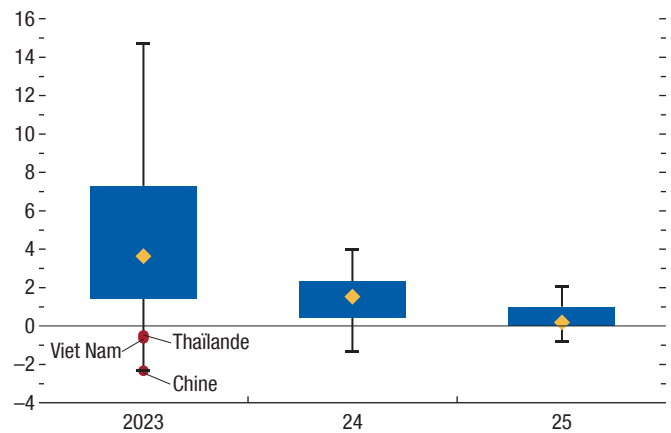
de main-d'œuvre persistante et d'une inflation plus durable que prévu dans le secteur des services ; ailleurs, comme en *Türkiye*, dont la situation justifie l'essentiel de la révision mondiale à la hausse pour 2024, il s'agit des effets des dépréciations passées de la monnaie, qui se transmettent à l'inflation sous-jacente. En moyenne annuelle, plus de la moitié des pays ne devraient pas connaître de baisse de l'inflation hors alimentation et énergie en 2023. En revanche, si l'on examine la variation de l'inflation hors alimentation et énergie entre le quatrième trimestre 2023 et le quatrième trimestre 2022, environ 86 % des pays pour lesquels des données trimestrielles sont disponibles devraient enregistrer une baisse. Dans la plupart des cas, il faudra attendre au moins jusqu'à 2025 pour que les taux d'inflation retrouvent les valeurs visées par les banques centrales. Une comparaison des cibles d'inflation officielles avec les dernières prévisions portant sur 72 pays ayant adopté un régime de ciblage de l'inflation (34 pays avancés et 38 des principaux pays émergents et pays en développement) laisse penser qu'en 2023, les taux moyens d'inflation annuelle dépasseront les valeurs visées (ou la valeur médiane des intervalles visés) dans 93 % des cas (graphique 1.20). La Chine, la Thaïlande et le Viet Nam font partie des pays dont le taux moyen d'inflation devrait rester en deçà de la valeur visée par les autorités. Concernant la Chine, cette projection s'explique par le faible niveau de l'inflation hors alimentation et énergie dans un contexte marqué par la considérable sous-utilisation de l'appareil productif, la hausse du chômage des jeunes et les effets de la baisse des coûts de l'énergie. Pour la Thaïlande, ce pronostic se justifie par les effets prononcés de la baisse des prix de l'énergie sur le niveau de l'inflation hors alimentation et énergie, ainsi que par un recul de l'inflation des prix du logement. Dans le cas du Viet Nam, la prévision se fonde sur le ralentissement de l'activité économique et sur les effets de la baisse des prix de l'énergie sur le niveau d'inflation. En 2024, dans 89 % des pays, le taux d'inflation devrait encore dépasser les valeurs visées (ou la valeur médiane des intervalles visés), à hauteur d'un écart médian d'environ 1 point de pourcentage. À l'horizon 2025, dans la plupart des pays, l'inflation devrait se situer dans une fourchette de 0,2 point de pourcentage autour du taux visé (ou des valeurs médianes des intervalles visés).

### Des perspectives médiocres à moyen terme

Les prévisions de croissance mondiale à moyen terme sont à leur niveau le plus bas depuis des décennies. Comme cela est expliqué dans l'encadré 1.1, les prévisions à cinq ans concernant ce taux, aussi bien celles

### Graphique 1.20. Inflation généralement supérieure aux objectifs jusqu'en 2025

(En points de pourcentage ; distribution statistique des écarts entre taux effectifs et objectifs d'inflation)

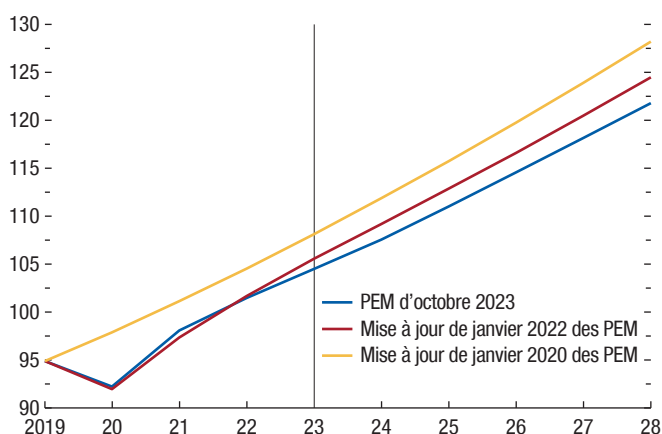


Sources : Haver Analytics ; sites Internet des banques centrales ; calculs des services du FMI.

Note : Représentation graphique, sous forme de « boîtes à moustaches », de la distribution statistique à différentes années. Les losanges au milieu des boîtes représentent les médianes, dont les bords supérieur (inférieur) correspondent au troisième (premier) quartiles. Les segments verticaux donnent les valeurs maximale et minimale bornant un intervalle égal à 1,5 fois l'écart entre le quartile supérieur et le quartile inférieur, respectivement.

des PEM que de Consensus Economics (qui synthétise les projections à moyen terme des principaux prévisionnistes pour une centaine de pays) sont en baisse depuis plusieurs décennies. Les dernières prévisions des PEM concernant la croissance mondiale en 2028 sont de 3,1 %, contre une projection de croissance à moyen terme de 3,6 % juste avant le début de la pandémie (au moment de la *Mise à jour des PEM* de janvier 2020) et de 4,9 % juste avant le début de la crise financière mondiale (édition d'avril 2008 des PEM). Plus de 80 % des pays ont vu leurs perspectives de croissance se dégrader depuis la publication de l'édition d'avril 2008 des PEM, il y a 15 ans. Les trois quarts de cette baisse de croissance mondiale s'expliquent par la détérioration des perspectives de croissance du PIB par habitant, plutôt que par un simple ralentissement de la croissance démographique. Une décomposition des facteurs de la dégradation des perspectives de croissance par habitant fait apparaître que les principaux contributeurs sont le ralentissement de l'accumulation potentielle du capital par travailleur et le ralentissement de la croissance de la productivité totale des facteurs de production. Le fléchissement du taux d'activité dans les pays avancés a également contribué à environ un tiers de la baisse globale des prévisions de croissance du PIB par habitant, dans un

**Graphique 1.21. Prévisions du PIB mondial**  
(Milliards de milliards de dollars aux prix de 2023)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Pour les éditions de janvier 2020 et de janvier 2022 de la *Mise à jour des PEM*, les calculs supposent que les projections de taux de croissance pour 2025 et 2027 représentent, respectivement, les projections de taux de croissance à plus long terme (au-delà de 2025 et 2027, respectivement). PEM = *Perspectives de l'économie mondiale*.

contexte d'évolutions démographiques marquées par le vieillissement de la population.

Les perspectives de convergence des revenus des différents pays se sont également assombries. Au moment de la publication de l'édition d'avril 2008 des PEM, on s'attendait à ce que les pays présentant les plus faibles niveaux de revenu par habitant connaissent une croissance beaucoup plus rapide que les pays riches. Toutefois, ce différentiel de croissance s'est réduit au cours des 15 années suivantes. En conséquence, le nombre d'années nécessaires aux pays les plus pauvres pour combler la moitié de l'écart de revenu par habitant qui les sépare des pays riches a considérablement augmenté depuis 15 ans. La détérioration des perspectives de croissance mondiale implique que ces pays disposeront de moins de ressources pour faire face aux chocs et attirer les investissements dont ils ont besoin.

Dans l'ensemble, compte tenu des politiques en vigueur, il est peu probable que la production mondiale retrouve sa trajectoire d'avant la pandémie. Le graphique 1.21 illustre les dernières prévisions pour le PIB mondial à moyen terme, en milliers de milliards de dollars aux prix de 2023. Même avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la poussée d'inflation de 2022, il y avait peu de chances de revenir à la trajectoire d'avant la pandémie (comme en témoignent les prévisions de janvier 2020), et l'on s'attendait déjà à des séquelles économiques à long terme, en particulier dans les pays émergents et les pays en développement. Renouer avec les tendances qui prévalaient avant la pandémie est désormais encore plus improbable. Les

dernières projections pour 2028 annoncent une perte de production mondiale d'environ 5,0 % par rapport aux projections antérieures à la pandémie, soit 6 400 milliards de dollars aux prix de 2023.

### La croissance des échanges commerciaux a atteint des niveaux historiquement bas

La croissance du commerce mondial devrait passer de 5,1 % en 2022 à 0,9 % en 2023, avant de remonter à 3,5 % en 2024, soit bien en deçà de la moyenne de 4,9 % enregistrée au cours de la période 2000–19. La baisse prévue en 2023 s'explique non seulement par la trajectoire de la demande mondiale, mais aussi par l'évolution de sa composition en faveur des services intérieurs, par les effets décalés de l'appréciation du dollar, qui ralentit les échanges en raison de la facturation généralisée des produits dans cette devise, et par la multiplication des obstacles aux échanges. En 2022, les pays ont imposé environ 3 000 nouvelles restrictions aux échanges, alors que moins de 1 000 avaient vu le jour en 2019.

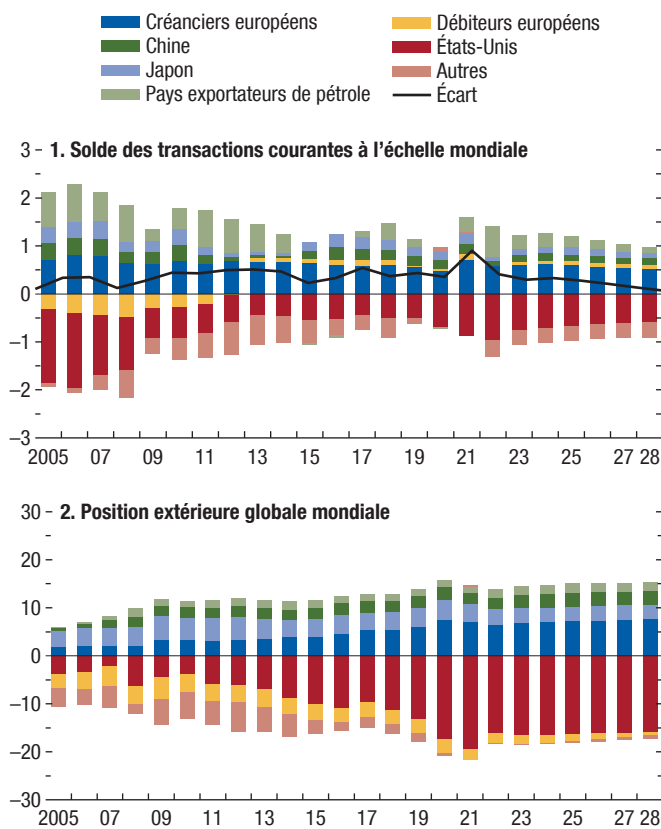
Dans le même temps, les soldes des transactions courantes au niveau mondial — la somme des excédents et des déficits en valeur absolue — devraient s'améliorer en 2023, après une nette dégradation en 2022 (graphique 1.22). Comme l'indique l'édition 2023 du Rapport du FMI sur le secteur extérieur, la dégradation des soldes courants en 2022 s'explique en grande partie par le renchérissement des produits de base déclenché par la guerre en Ukraine, qui a entraîné une détérioration de la balance commerciale pour le pétrole et d'autres produits de base. À moyen terme, les soldes courants au niveau mondial devraient se rapprocher progressivement de l'équilibre, au fur et à mesure que baisseront les prix des produits de base. Les encours des créanciers et des débiteurs ont atteint des niveaux historiquement élevés en 2022 ; ces augmentations tiennent principalement à la hausse des soldes des comptes courants. On s'attend à ce qu'ils marquent légèrement le pas à moyen terme, au fur et à mesure que les soldes courants diminueront. Dans certains pays, les engagements extérieurs bruts restent historiquement élevés et posent des risques pour le secteur extérieur.

### Les perspectives sont exposées à des risques de dégradation, mais ces derniers ont quelque peu diminué

Les risques de dégradation ont diminué depuis l'édition d'avril 2023 des PEM, ce qui implique une répartition plus équilibrée des risques qui pèsent sur les perspectives de croissance mondiale. L'activité



**Graphique 1.22. Soldes courants et positions extérieures globales**  
(En pourcentage du PIB mondial)

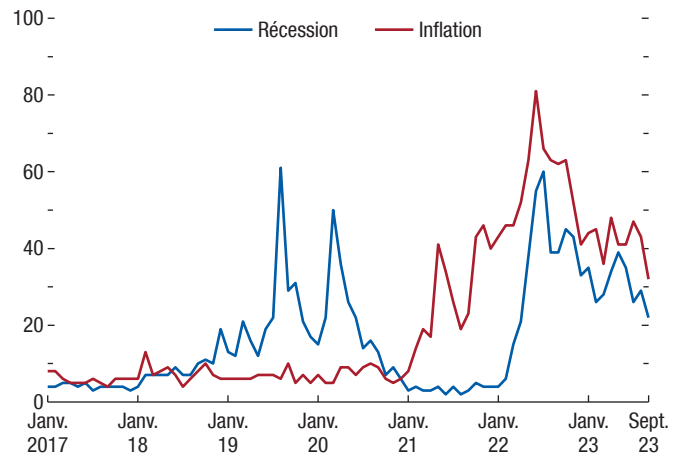


Source : calculs des services du FMI.  
 Note : Créanciers européens = Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède et Suisse ; Débiteurs européens : Chypre, Espagne, Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Slovénie ; Pays exportateurs de pétrole : Algérie, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Émirats arabes unis, Fédération de Russie, Iran, Kazakhstan, Koweït, Nigéria, Oman, Qatar et Venezuela.

économique a mieux résisté que prévu, et l'inflation a emprunté une trajectoire descendante, ce qui a pu surprendre dans un certain nombre de cas. En outre, au début de l'année, la fin des tensions au sujet du plafond de la dette des États-Unis et l'action rapide des autorités suisses et américaines pour limiter les turbulences dans le secteur bancaire ont réduit les risques immédiats de difficultés financières plus étendues. Néanmoins, les craintes concernant l'inflation mondiale et la récession restent vives (graphique 1.23), en raison d'un contexte toujours difficile, et la balance des risques pesant sur la croissance mondiale reste orientée à la baisse.

Examinons maintenant les principaux risques et incertitudes qui entourent les perspectives économiques. L'encadré 1.2 ci-après présente une analyse effectuée à l'aide d'un modèle qui quantifie les risques pesant sur les perspectives mondiales et décrit les scénarios plausibles.

**Graphique 1.23. Craintes de récession et d'inflation au fil du temps**  
(Indice, 100 = niveau le plus élevé dans le monde entre 2008 et 2023)



Note : Le graphique illustre l'évolution de l'intérêt témoigné par les recherches effectuées de 2008 à 2023 sur Google, à l'échelle mondiale, sur les thèmes de la récession et de l'inflation, par rapport au niveau le plus élevé (100).

**Possibilités que les prévisions soient révisées à la hausse**

Il est de plus en plus plausible que la croissance mondiale donne de meilleurs résultats que ceux prévus dans le scénario de référence, et donc que l'économie mondiale connaisse un atterrissage en douceur :

- *Baisse plus rapide que prévu de l'inflation sous-jacente.* Parmi les facteurs qui pourraient contribuer à un tel résultat, citons une transmission plus forte que prévu de la baisse des prix de l'énergie ou une compression des marges bénéficiaires pour absorber les hausses de coûts. La baisse du nombre de postes vacants pourrait également jouer un rôle plus important que prévu dans l'assouplissement des marchés du travail, ce qui impliquerait une baisse du ratio du nombre de postes vacants rapporté au nombre de chômeurs, et réduirait la nécessité d'un nouveau resserrement monétaire pour juguler l'inflation. Comme expliqué dans l'encadré 1.2, de telles évolutions favoriseraient la croissance économique en rétablissant le pouvoir d'achat des ménages et en permettant aux banques centrales d'assouplir leur politique monétaire.
- *Rétablissement plus rapide de la demande intérieure.* Dans de nombreux pays, le stock d'épargne excédentaire accumulé pendant la pandémie n'est toujours pas épuisé et la consommation reste inférieure aux tendances d'avant la pandémie, ce qui laisse entrevoir la possibilité d'une reprise de la consommation plus rapide que prévu. Aux États-Unis, la pénurie de main-d'œuvre pourrait à nouveau s'avérer plus prononcée que prévu, ce qui

favoriserait une trajectoire de consommation plus résiliente. En Chine, des aides publiques plus généreuses que ce qui est actuellement envisagé, notamment sous la forme de transferts aux ménages sous condition de ressources, pourraient stimuler la reprise et générer des retombées positives à l'échelle mondiale. En outre, l'investissement privé pourrait retrouver plus vite que prévu les niveaux d'avant la pandémie, en réaction aux initiatives actuelles des pouvoirs publics, comme l'explique l'encadré 1.2. Les récentes avancées dans les domaines de l'intelligence artificielle et des technologies vertes pourraient ouvrir une nouvelle période de forte croissance de la productivité, ce qui doperait les investissements et la croissance.

### Risques que les prévisions soient révisées à la baisse

Malgré les récentes bonnes surprises sur le front de la croissance, de nombreux risques pour la croissance mondiale restent plausibles :

- *Poursuite du ralentissement de la croissance chinoise.* L'évolution récente de la situation oriente à la baisse la résultante des risques qui pèsent sur les prévisions de croissance de la Chine, ce qui a des répercussions négatives pour ses partenaires commerciaux. L'ampleur du ralentissement dépendra en grande partie de la réaction des pouvoirs publics chinois. Pour que celle-ci porte ses fruits, il faudra que les autorités garantissent la stabilité financière en accélérant la restructuration des sociétés immobilières en difficulté, en facilitant l'achèvement des projets de logement et en s'attaquant aux pressions croissantes qui s'exercent sur les finances des collectivités locales, ce qui contribuerait à restaurer la confiance des entreprises et des consommateurs. Les marges de manœuvre des pouvoirs publics se sont réduites, mais ne sont pas complètement épuisées. Compte tenu de l'absence de pressions inflationnistes, la Banque populaire de Chine peut se permettre un certain assouplissement de sa politique monétaire. Dans le même temps, les dépenses budgétaires peuvent être réorientées vers les dépenses, en s'appuyant sur des multiplicateurs budgétaires plus élevés, ce qui permet de maintenir l'orientation budgétaire globalement neutre. Ainsi, il est possible d'apporter un soutien ciblé aux ménages tout en réduisant les investissements de plus en plus inefficaces et coûteux dans les infrastructures. Dans les provinces les plus fragiles sur le plan financier, les tensions financières dans le secteur immobilier pourraient finir par se propager au reste du secteur financier par le biais du lien entre les banques, l'État et les entreprises ; la contagion pourrait également se transmettre par le

truchement d'intermédiaires financiers non bancaires (voir le chapitre 1 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde d'octobre 2023). Si les craintes pour la stabilité du système financier chinois venaient à persister, la situation d'autres pays émergents pourrait s'en ressentir, en raison de la volatilité des taux de change et de la déstabilisation des mouvements de capitaux. L'encadré 1.2 quantifie les principaux risques résultant d'une contraction plus forte que prévu du secteur immobilier en l'absence de mesures rapides visant à restructurer les sociétés immobilières et d'un rééquilibrage budgétaire imprévu à la suite d'une baisse des recettes fiscales des collectivités locales.

- *Surcroît de volatilité des cours des produits de base face aux chocs climatiques et géopolitiques.* Cette année, des vagues de chaleur et des épisodes de sécheresse intenses, sur fond de records de température au niveau mondial, donnent un avant-goût d'un avenir moins hospitalier, marqué par le changement climatique à l'échelle mondiale. Il est probable que les mauvaises récoltes se multiplieront dans de nombreux pays, ce qui entraînera une flambée des prix des denrées alimentaires et une insécurité alimentaire. Le phénomène *El Niño* en cours, qui dans le passé a généralement fait grimper les prix alimentaires mondiaux de plus de 6 % en un an (calculs de la Banque centrale européenne cités par Schnabel, 2023), présente des risques supplémentaires. La guerre en Ukraine et les tensions géopolitiques dans d'autres régions du monde pourraient s'intensifier, ce qui perturberait la chaîne d'approvisionnement et ferait encore fluctuer les prix des denrées alimentaires, du carburant, des engrais et d'autres produits de base. À cet égard, la suspension en juillet de l'Initiative céréalière de la mer Noire et les récentes attaques contre les installations céréalières ukrainiennes sont préoccupantes. Dans ce contexte, la multiplication des restrictions à l'exportation de produits agricoles visant à réduire les prix intérieurs complique l'acheminement des produits de base sur les marchés mondiaux, ce qui risque d'exacerber les fluctuations de leurs prix. Une hausse des prix du pétrole entraînée par une baisse de l'offre pourrait réduire l'activité économique mondiale et faire augmenter l'inflation, l'ampleur des effets variant d'une région à l'autre<sup>4</sup>. En outre, l'intensification de la fragmentation

<sup>4</sup>Comme indiqué dans l'encadré 1.3 de l'édition d'octobre 2022 des PEM, une hausse de 30 % des prix du pétrole par rapport au scénario de référence pourrait réduire le niveau du PIB mondial d'environ 0,5 % et faire augmenter l'inflation mondiale d'environ 1,2 point de pourcentage par rapport au scénario de référence. L'analyse fait l'hypothèse que la politique monétaire riposte de manière endogène aux fluctuations de l'inflation.

géoéconomique pourrait entraver la circulation des produits de base entre les différentes régions, et ainsi accroître la volatilité des cours, comme cela est expliqué dans le chapitre 3. Les produits de base sont particulièrement sensibles aux restrictions aux échanges, car leur production est fortement concentrée en raison de l'inégale répartition des ressources naturelles. Enfin, à moins d'être compensées par une hausse correspondante de l'offre d'énergies propres, les pénuries d'énergie qui résultent d'une baisse des investissements dans les combustibles fossiles peuvent provoquer des crises énergétiques plus fréquentes. De tels chocs d'offre peuvent affecter les pays de manière asymétrique et avoir des effets particulièrement sévères sur les pays à faible revenu, où l'alimentation et l'énergie constituent une part importante de la consommation des ménages. L'Afrique subsaharienne, où l'alimentation représente en moyenne environ 40 % de la consommation, est la région la plus susceptible de pâtir de cette situation.

- *Persistance de l'inflation sous-jacente.* Les pénuries de main-d'œuvre et les revendications salariales visant à compenser les augmentations passées du coût de la vie pourraient contribuer à la persistance de pressions inflationnistes sous-jacentes. Dans les pays où les marges bénéficiaires des entreprises ont augmenté au cours des deux dernières années, il est peut-être envisageable de permettre un rattrapage des salaires réels sans pour autant déclencher de nouvelles hausses de prix. Eu égard au ralentissement de l'activité économique, les pressions du marché pourraient contenir la transmission des coûts du travail sur les prix. Toutefois, comme l'explique le chapitre 2, les anticipations d'inflation à court terme demeurent élevées et supérieures aux taux d'inflation visés par les autorités, ce qui pourrait engendrer des pressions plus persistantes sur les salaires et les prix. Une telle situation rendrait le rétablissement de la stabilité des prix par la politique monétaire plus difficile à atteindre. Dans certains pays, l'abondance de l'épargne excédentaire des ménages pourrait ralentir les effets du resserrement monétaire sur l'inflation. Des pressions inflationnistes sous-jacentes plus fortes que prévu pourraient alors contraindre les banques centrales à procéder à de nouveaux relèvements de taux, d'une ampleur plus importante qu'escompté.
- *Réévaluations sur les marchés financiers.* Ces derniers mois, les marchés financiers ont revu leurs attentes à la hausse en ce qui concerne le resserrement de la politique monétaire, mais de nouvelles augmentations

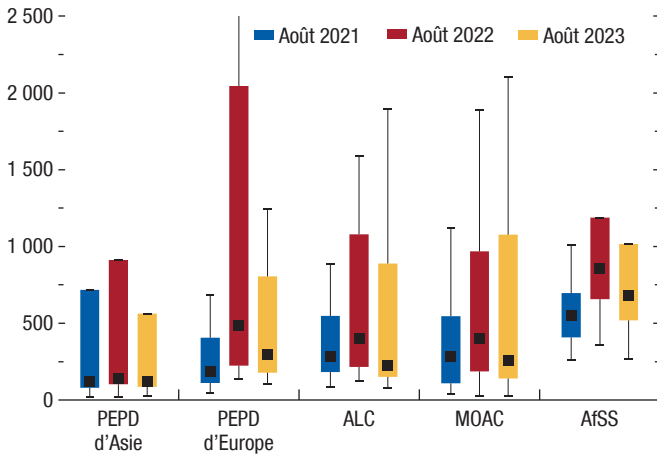
inattendues de l'inflation les contraindraient à réévaluer la situation, au risque de déclencher une hausse soudaine des anticipations de taux d'intérêt et une baisse des prix des actifs, comme cela s'est produit en mars.

Une évolution de ce type pourrait entraîner un nouveau durcissement des conditions financières et mettre à rude épreuve les banques et les établissements financiers non bancaires dont les bilans restent vulnérables face au risque de taux d'intérêt, et en particulier lorsqu'ils sont fortement exposés à l'immobilier commercial. Des effets de contagion ne sont pas impossibles. Une fuite vers des placements refuges (encadré 1.2), accompagnée d'une appréciation des monnaies de réserve, aurait des répercussions négatives sur les échanges internationaux et sur la croissance mondiale, et ferait augmenter l'inflation dans les pays émergents et les pays en développement, en particulier lorsqu'ils sont très tributaires des importations de denrées alimentaires et de combustibles.

- *Surendettement en hausse.* Les conditions financières mondiales, qui représentent le coût du financement sur les marchés de capitaux, se sont généralement assouplies depuis l'épisode de tensions dans le secteur bancaire de mars 2023, mais les normes de prêt sont plus rigoureuses et la demande de prêts a diminué aux États-Unis, dans la zone euro et dans certains pays émergents (voir le chapitre 1 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde d'octobre 2023). En outre, les coûts de l'emprunt restent élevés pour les pays émergents et les pays en développement, ce qui limite leur capacité à engager des dépenses prioritaires et accroît leur risque de surendettement. La part des pays émergents et des pays en développement dont les écarts de taux sur la dette souveraine sont supérieurs à 1 000 points de base s'élevait à 24 % en août, soit une proportion bien supérieure à celle que l'on observait il y a deux ans (à peine 9,3 %). Pour l'Afrique subsaharienne, les écarts de taux dépassent encore 680 points de base dans plus de la moitié des cas (graphique 1.24). La proportion des pays à faible revenu (56 %) et des pays émergents (25 %) en situation ou à haut risque de surendettement reste élevée cette année, tout comme l'année dernière.
- *Intensification de la fragmentation géoéconomique au détriment de la coopération multilatérale.* La scission en cours de l'économie mondiale en blocs, en raison de la guerre menée par la Russie en Ukraine et d'autres tensions géopolitiques, pourrait s'intensifier, ce qui se traduirait par davantage de restrictions sur les échanges commerciaux (en particulier pour ce qui concerne les biens stratégiques comme les minerais essentiels), sur

**Graphique 1.24. Écarts de rendement observés sur les obligations souveraines des pays émergents et des pays en développement**

(En points de base, distribution statistique par groupe de pays)



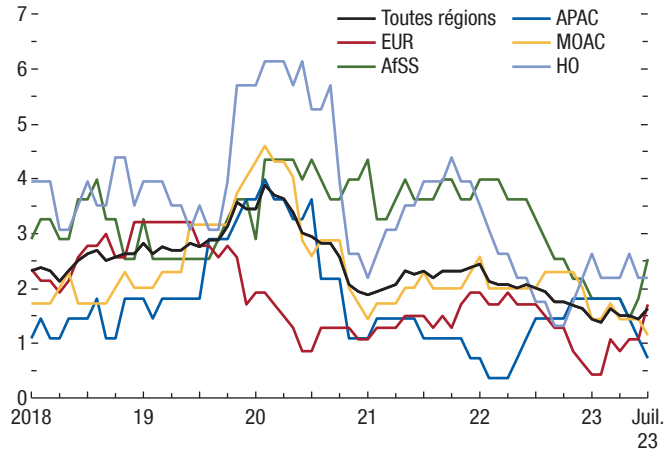
Sources : Bloomberg Finance L.P. ; calculs des services du FMI.  
 Note : Sont représentés pour chaque région le quartile supérieur, la médiane et le quartile inférieur ; les moustaches donnent les valeurs maximale et minimale bornant un intervalle égal à 1,5 fois l'écart entre le quartile supérieur et le quartile inférieur. L'axe des ordonnées n'indique pas de valeur supérieure à 2 500 points de base. AfSS = Afrique subsaharienne ; ALC = Amérique latine et Caraïbes ; MOAC = Moyen-Orient et Asie centrale ; PEPD = pays émergents et pays en développement.

les mouvements transfrontaliers de capitaux, de technologies et de travailleurs, et sur les paiements internationaux. Si cela se produisait, les coûts pour la prospérité mondiale seraient élevés. À long terme, la fragmentation des échanges commerciaux — c'est-à-dire l'éclatement des pays en blocs qui commercent exclusivement les uns avec les autres — pourrait à elle seule réduire le PIB mondial annuel de 7 % (Aiyar *et al.*, 2023). L'intensification de la fragmentation géoéconomique entraverait également la coopération multilatérale, dont dépendent plusieurs biens publics essentiels, comme la sécurité énergétique et alimentaire, et la lutte contre le changement climatique et les futures pandémies.

- **Reprise des troubles sociaux.** L'incidence des troubles sociaux, manifestations et émeutes comprises, a diminué à l'échelle internationale après avoir atteint des niveaux élevés fin 2019 (graphique 1.25, qui met à jour l'indice de Barrett *et al.*, 2022). Cependant, une reprise des troubles sociaux, potentiellement en raison de futures flambées des prix des denrées alimentaires et des combustibles, pourrait nuire à l'activité économique, en particulier dans les pays qui disposent de marges de manœuvre moindres pour limiter les chocs

**Graphique 1.25. L'incidence des troubles sociaux est faible et stable**

(Pourcentage des pays qui connaissent des troubles sociaux majeurs)



Source : calculs des services du FMI.  
 Note : Le graphique illustre, au sein de chaque région, la part des pays qui ont connu des troubles sociaux majeurs (manifestations, émeutes, etc.) au cours des 12 mois écoulés. AfSS = Afrique subsaharienne ; APAC = Asie-Pacifique ; EUR = Europe ; HO = Hémisphère occidental ; MOAC = Moyen-Orient et Asie centrale.

par l'action publique (Hadzi-Vaskov, Pienknagura et Ricci, 2021). Les troubles sociaux pourraient également compliquer l'adoption et la mise en œuvre des réformes nécessaires, notamment pour ce qui concerne la transition énergétique.

**L'évaluation des risques qui figure dans les Perspectives de l'économie mondiale est globalement cohérente**

Le risque d'un atterrissage brutal s'est nettement éloigné depuis le mois d'avril, comme l'illustre l'analyse quantitative de l'encadré 1.2, basée sur le modèle du Groupe des Vingt (G20) du FMI. D'après les estimations, la probabilité que la croissance mondiale en 2023 tombe en dessous de 2,0 % (ce qui ne s'est produit qu'à cinq reprises depuis 1970) est désormais d'environ 5 %, contre 25 % dans l'édition d'avril 2023 des PEM. Pour 2024, la probabilité d'un tel résultat est d'environ 15 %, soit, ici encore, une baisse depuis l'édition d'avril 2023 des PEM, qui estimait cette probabilité à 25 %. La probabilité qu'en 2024 le PIB réel mondial par habitant se contracte (ce qui se produit fréquemment en cas de récession mondiale) est estimée en dessous de 10 %. Dans le même temps, la probabilité qu'en 2024 la croissance mondiale dépasse 3,8 % (la moyenne historique de 2000 à 2019) est également inférieure à 20 %, ce qui traduit des perspectives de relative

lenteur pour la croissance mondiale. En ce qui concerne les prix, la probabilité que l'inflation hors alimentation et énergie soit plus élevée en 2024 qu'en 2023, au lieu de baisser à 5,3 %, contre 6,3 % en 2023, est évaluée à environ 15 %.

### Priorités pour l'action publique : de la désinflation à une croissance soutenue

L'inflation commence à marquer le pas, et les décideurs s'apprentent à traverser la dernière phase du cycle inflationniste entamé en 2021. Toutefois, malgré des progrès, les pouvoirs publics continuent de rencontrer certaines difficultés. L'inflation sous-jacente est encore trop élevée dans la plupart des pays et pourrait facilement persister, et les marges de manœuvre budgétaires sont souvent insuffisantes pour réaliser les investissements nécessaires, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire dont la dette publique n'est plus viable. Afin de réduire les pertes considérables de production qu'annoncent les projections si les politiques actuelles sont maintenues, en particulier dans les pays émergents et les pays en développement, il faut donner la priorité à des réformes visant à améliorer l'offre, dont les bénéfices apparaissent rapidement et qui suscitent l'adhésion. Pour atténuer les effets négatifs du changement climatique et de la fragmentation géoéconomique, et protéger les plus vulnérables, il faudra des mesures rapides et coordonnées à l'échelle internationale.

### Mesures donnant des résultats à court terme

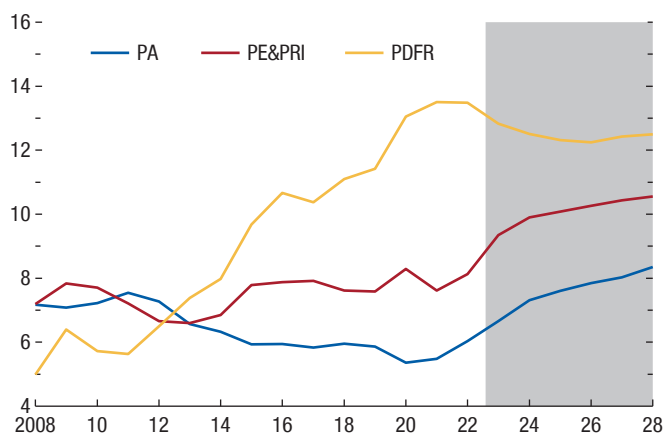
*Rétablir durablement la stabilité des prix* : Compte tenu du fait que l'inflation hors alimentation et énergie au niveau mondial demeure élevée et diminue lentement, les banques centrales doivent généralement conserver une orientation restrictive et s'abstenir d'assouplir prématurément leur politique monétaire. Dans le même temps, les cas dans lesquels d'importantes hausses de taux d'intérêt sont justifiées se font plus rares, et les besoins des différents pays en matière de politique économique aux fins de la stabilité des prix sont de plus en plus divers.

- *Ramener l'inflation au taux visé* : Dans les pays où l'inflation persiste à des niveaux élevés, une orientation restrictive (se traduisant par des taux d'intérêt réels supérieurs à un niveau « neutre ») s'impose jusqu'à ce que l'on observe des signes évidents de ralentissement de l'inflation sous-jacente. C'est essentiel pour que de nombreuses banques centrales parviennent à maintenir l'ancrage des anticipations d'inflation à long terme. Comme on le verra au chapitre 2, il est essentiel

d'adopter de solides cadres de politique monétaire et des stratégies de communication efficaces pour réduire au minimum les coûts de la désinflation pour la production. Une fois que l'inflation sous-jacente aura clairement marqué le pas, que l'inflation et les anticipations d'inflation se seront rapprochées des taux visés, il pourra être justifié de faire évoluer progressivement les taux vers une orientation plus neutre de la politique monétaire, tout en démontrant un engagement constant en faveur de la stabilité des prix. Dans les pays où l'inflation est déjà inférieure au taux visé, une orientation plus accommodante pourrait être nécessaire afin d'atténuer les risques de désancrage des anticipations d'inflation.

- *Composer avec l'incertitude sur le chemin de la désinflation* : La tâche des banques centrales est compliquée par plusieurs facteurs : la difficulté qu'il y a à estimer de manière fiable les niveaux de taux d'intérêt et de chômage permettant une orientation monétaire neutre ; les retards dans la transmission des mesures (voir l'encadré 1.2 de l'édition d'avril 2023 des PEM) ; les incertitudes liées aux prévisions d'inflation dans le contexte actuel ; enfin, l'efficacité variable du mécanisme de transmission selon les secteurs économiques. Pour bien doser la politique monétaire, il faudra peser le pour et le contre d'une baisse prématurée (ou, au contraire, tardive) des taux nominaux.
- *Coordonner les politiques monétaire et budgétaire* : Bien que la responsabilité première du rétablissement de la stabilité des prix incombe aux banques centrales, le fait de prévoir par voie législative des réductions des dépenses publiques ou des augmentations d'impôts pour assurer la viabilité de la dette publique peut, en réduisant la demande globale et en renforçant la crédibilité générale des stratégies de désinflation, freiner davantage l'inflation. Cela vaut particulièrement pour les pays dont l'économie est en surchauffe et où l'arbitrage entre inflation et chômage est très difficile. De même, dans les pays où l'inflation est inférieure au taux visé, il peut s'avérer nécessaire de procéder à une politique budgétaire expansionniste ou à une réorientation des dépenses publiques vers des postes plus favorables à la demande, tels que les transferts ciblés aux ménages, sous réserve des marges de manœuvre budgétaires disponibles.
- *Assurer le suivi des conditions financières* : Les conditions de financement sur les marchés de capitaux se sont assouplies aux États-Unis et dans la zone euro (Adrian, Natalucci et Wu, 2023), ce qui pourrait compliquer la lutte contre l'inflation. Une surveillance attentive des graves désalignements des conditions

**Graphique 1.26. Paiements d'intérêts par les administrations publiques**  
(En pourcentage des recettes publiques)



Source : calculs des services du FMI.

Note : PA = pays avancés ; PDFR = pays en développement à faible revenu ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire.

de financement est justifiée, compte tenu des répercussions potentielles d'une réévaluation soudaine du risque. Les banques centrales doivent être prêtes à employer les outils de stabilité financière nécessaires pour contenir les signes de tension sur les marchés (Adrian, Gopinath et Gourinchas, 2023).

*Renforcer la surveillance et remédier aux tensions dans le secteur financier* : Le rythme rapide du resserrement des politiques monétaires continue de mettre le secteur financier sous tension. Il convient de renforcer les activités de contrôle (en mettant en œuvre les normes de Bâle III et en supprimant les mesures de tolérance) et la surveillance des risques afin d'anticiper de nouveaux épisodes de tensions dans le secteur bancaire. La rigueur du contrôle doit être proportionnelle à l'importance systémique des banques et aux risques qu'elles présentent, et il est indispensable de combler rapidement les lacunes que présente la surveillance du secteur financier non bancaire. Des mesures de politique macroprudentielle pourraient être prises à titre préventif pour faire face aux nouveaux risques encourus par les banques et les établissements financiers non bancaires. Lorsque des tensions se font jour sur les marchés financiers, le recours à des instruments permettant d'apporter des liquidités de manière rapide et déterminée, tout en maîtrisant le risque d'aléa moral, devrait limiter la contagion. En Chine, où les tensions financières persistantes dans le secteur

immobilier font peser un risque baissier sur la croissance mondiale, il est nécessaire que l'administration centrale intervienne de manière plus énergique pour éviter que se mettent en place des boucles de rétroaction macrofinancières. Les pouvoirs publics doivent prendre des mesures de nature à faciliter la liquidation des sociétés immobilières insolvables tout en inspirant confiance aux acheteurs de logements en protégeant leurs intérêts. Les pays exposés à des chocs extérieurs peuvent utiliser pleinement le dispositif mondial de sécurité financière mis en place par les institutions financières internationales, y compris les accords à titre de précaution du FMI.

*Normaliser la politique budgétaire* : Compte tenu de l'augmentation des déficits budgétaires et de la dette publique au-dessus des niveaux observés avant la pandémie et eu égard à la hausse de la part des coûts du service de la dette dans le PIB (graphique 1.26), un resserrement de l'orientation budgétaire se justifie dans de nombreux cas, afin de rétablir les marges de manœuvre budgétaires. Dans les pays à faible revenu et les pays en développement, les paiements d'intérêts représentent près d'un huitième des recettes publiques. Dans les pays dont les marges de manœuvre budgétaires sont limitées, il est possible de soutenir l'activité en réorientant la composition des dépenses vers des postes qui constituent un soutien ciblé aux ménages. Les autorités budgétaires doivent communiquer prudemment leurs intentions à moyen terme, pour renforcer leur crédibilité et éviter des réactions génératrices de perturbations sur les marchés. Dans les pays en situation ou à haut risque de surendettement, il peut être nécessaire, pour assurer la viabilité de la dette, non seulement de procéder à un rééquilibrage budgétaire en temps opportun, mais aussi de restructurer la dette (voir le chapitre 3 de l'édition d'avril 2023 des PEM). L'augmentation des recettes intérieures, l'amélioration de l'efficacité des dépenses et le renforcement des cadres budgétaires institutionnels sont des mesures de plus en plus pertinentes pour les pays émergents et les pays en développement, compte tenu de leurs niveaux d'endettement élevés et de leurs besoins de dépense considérables.

*Aider les plus fragiles* : L'ajustement budgétaire doit être conçu de sorte à protéger les plus vulnérables, notamment par le biais d'aides ciblées en faveur des ménages, en particulier lorsque les prix de l'énergie et des denrées alimentaires fluctuent fortement. À mesure que les prix de l'énergie retrouvent leurs niveaux d'avant la pandémie, un retrait progressif des mesures budgétaires non ciblées serait judicieux, en particulier celles qui brouillent les signaux donnés par les prix, comme les subventions à l'énergie.

*Éviter le surendettement* : L'ampleur de leurs besoins de financement extérieur à court terme met à rude épreuve la capacité de nombreux pays émergents et pays à faible revenu à assurer le service de leur dette. Les écarts de rendement observés sur les obligations souveraines demeurent à des niveaux élevés, ce qui entrave l'accès au crédit pour de nombreux pays tributaires d'emprunts à court terme. Entre autres mesures, assurer une coordination plus rapide et plus efficace en matière de résolution de la dette, par l'intermédiaire du cadre commun du G20 et de la table ronde mondiale sur la dette souveraine, contribuerait à atténuer le risque de multiplication des cas de surendettement. À cet égard, le récent accord entre la Zambie et son comité de créanciers officiels va dans le bon sens.

*Renforcer la sécurité alimentaire* : Les conditions météorologiques extrêmes (vagues de chaleur, inondations et feux de forêt) exacerbent les risques pour l'approvisionnement mondial en cultures vivrières de base, y compris les risques liés à la guerre en Ukraine, et menacent la sécurité alimentaire de millions de personnes. Dans ce contexte, les restrictions aux échanges commerciaux visant à réduire les prix intérieurs pourraient aggraver l'insécurité alimentaire au niveau mondial et entraîner des pénuries chez les populations les plus pauvres du monde. Les interdictions d'exportation de produits alimentaires doivent être levées dès que possible afin de préserver le commerce mondial de produits alimentaires. Il est nécessaire de resserrer la coopération multilatérale en matière de sécurité alimentaire, en renforçant les règles qui encadrent les restrictions aux exportations de produits alimentaires (voir le chapitre 3).

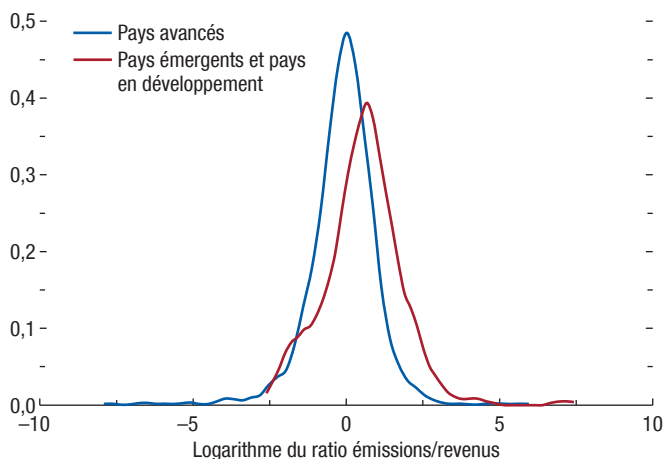
*Stimuler l'offre de travail* : La mise en œuvre de réformes visant à assouplir le marché du travail, en encourageant l'activité et en réduisant les frictions liées à la recherche d'emploi et à la mise en correspondance des offres et des demandes, favoriserait la mise en œuvre du rééquilibrage des finances publiques et contribuerait à réduire progressivement l'inflation. Ces réformes peuvent prendre la forme de programmes de formation à court terme pour les professions connaissant des pénuries de main-d'œuvre, et d'une législation du travail propice à la flexibilité, contenant des dispositions relatives au télétravail et aux congés. Des politiques qui encouragent davantage de femmes et de personnes âgées à rejoindre la population active, réduisent la dualité du marché du travail et favorisent la mobilité amélioreraient encore l'offre de main-d'œuvre. Dans les pays avancés, des politiques d'immigration actives peuvent contribuer à remédier aux pénuries de main-d'œuvre et à surmonter des

obstacles de plus long terme à la croissance, comme le vieillissement de la population.

### Mesures donnant des résultats à moyen terme

*Accélérer les réformes macrostructurelles* : Des réformes structurelles ciblées, mises en œuvre selon un calendrier établi avec soin, peuvent donner aux décideurs des leviers supplémentaires pour renforcer la croissance de la productivité en dépit de marges de manœuvre limitées. Une telle approche est d'autant plus importante que les perspectives de croissance à moyen terme s'amenuisent (encadré 1.1). Mettre en œuvre en priorité et de manière groupée les réformes visant à atténuer les facteurs qui pèsent de manière plus contraignante sur l'activité économique — s'agissant notamment de la gouvernance, de la réglementation des entreprises et du secteur extérieur — peut contribuer à accélérer les gains de production qui en résultent, et donc à susciter l'adhésion des populations. L'analyse des services du FMI pour les pays émergents et les pays en développement (Budina *et al.*, 2023) laisse penser que les réformes peuvent permettre des gains de production considérables, même à court terme. D'après les estimations, dans les pays où les indicateurs structurels font initialement apparaître des écarts importants par rapport à une situation optimale, un train de réformes bien planifiées permettrait d'augmenter le niveau de la production de 4 % en deux ans et de 8 % en quatre ans. Dans ces pays, des gains d'une telle ampleur réduiraient considérablement les pertes de production causées par la pandémie, dont il a été question plus haut. Plus largement, dans un certain nombre de pays, les pouvoirs publics pourraient améliorer la productivité en engageant des réformes visant à favoriser le capital humain par l'élargissement de l'assurance maladie et par un meilleur accès aux enseignements primaire et supérieur, à réduire les obstacles à la concurrence, à aider les jeunes entreprises et à approfondir le passage au numérique. En accélérant la croissance, de telles réformes, notamment celles qui affectent les prix de l'énergie (voir le chapitre 2 de l'édition d'octobre 2022 des PEM) peuvent également contribuer à dissiper les inquiétudes quant aux coûts que des réformes écologiques ambitieuses sont susceptibles d'entraîner à court terme pour la croissance, tout en créant la marge de manœuvre budgétaire nécessaire à leur mise en œuvre. D'une manière générale, des mesures complémentaires sont nécessaires pour atténuer les effets potentiellement négatifs des réformes sur la répartition des richesses entre les différents groupes économiques (ainsi qu'entre les sexes et les différentes tranches d'âge) ;

**Graphique 1.27. Entreprises moins respectueuses de l'environnement dans les pays émergents**  
(Densité)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Le graphique représente, de manière séparée, l'estimation par noyau de la densité du logarithme du ratio émissions/revenus, pour les entreprises ayant leur siège dans des pays avancés, d'une part, et dans des pays émergents et des pays en développement, d'autre part, après neutralisation des effets fixes propres à chaque secteur (numéro SIC à 4 chiffres). Le graphique est établi à partir de données de 2019, sans tenir compte des secteurs de la finance, des services d'utilité publique et de l'énergie. Les calculs sont fondés sur Capelle *et al.* (à paraître). SIC = Standard Industrial Classification (classification normalisée des secteurs d'activité).

il peut s'agir d'aides publiques ciblées ou de réglementations visant à ce que les bénéfices des réformes soient équitablement partagés. Les pouvoirs publics peuvent recourir à des mesures de politique industrielle dans les cas où les externalités ou les défaillances du marché sont bien établies et que d'autres politiques ne sont pas envisageables, mais il convient qu'ils s'abstiennent de mettre en œuvre des dispositions protectionnistes et qu'ils se conforment aux traités en vigueur et aux règles édictées par l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

*Accélérer la transition écologique et atténuer les effets du changement climatique* : L'atténuation du changement climatique passe nécessairement par une baisse des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Au sein des différents secteurs économiques, les résultats environnementaux varient considérablement d'une entreprise à l'autre (graphique 1.27). Les « mauvais élèves », c'est-à-dire les sociétés dont les émissions par unité produite sont plus élevées que celles des entreprises comparables de leur secteur, emploient un capital physique plus ancien, présentent une composante de connaissances plus faible et sont moins productives (Capelle *et al.*, à paraître). De considérables baisses d'émissions pourraient être réalisées en aidant ces entreprises à employer les

technologies les plus récentes. La tarification du carbone et les subventions aux investissements verts pourraient encourager l'adoption de technologies de pointe, ce qui rendrait le processus de production à la fois plus efficace et plus respectueux de l'environnement. Des mécanismes d'ajustement carbone aux frontières peuvent inciter les partenaires commerciaux à décarboner, tout en assurant un pied d'égalité entre les producteurs locaux et les entreprises de pays dont les objectifs de réduction des émissions de carbone sont moins ambitieux ; toutefois, de tels dispositifs doivent être soigneusement conçus, dans le respect des règles de l'OMC. Les politiques industrielles respectueuses de l'environnement actuellement menées en Chine, aux États-Unis et dans l'Union européenne jouent un rôle complémentaire de la tarification du carbone pour accélérer la transition écologique. Toutefois, il faut également concevoir ces politiques de manière qu'elles ne génèrent pas de distorsions sur les échanges internationaux (comme les dispositions relatives au contenu national) et sur l'investissement, là aussi dans le respect des règles de l'OMC. Parallèlement, il est nécessaire de réaliser des investissements dans les activités et les infrastructures d'adaptation au changement climatique, en particulier dans les régions les plus vulnérables face aux chocs climatiques. Il convient également d'améliorer les systèmes de surveillance des risques climatiques et les dispositifs permettant de les maîtriser, et de renforcer les filets de sécurité et les assurances pour renforcer la résilience face au changement climatique (Moniteur des finances publiques d'octobre 2023).

*Mettre en place un « corridor écologique » et renforcer le partage des données* : Un accord portant sur la mise en place d'un corridor écologique permettrait de préserver le commerce international des minerais essentiels à la transition écologique. Il faudrait qu'une telle initiative transcende les frontières géopolitiques et soit guidée par des objectifs climatiques communs, plutôt que par des politiques du chacun pour soi. Des accords similaires pourraient stabiliser les marchés des produits agricoles essentiels en réduisant la volatilité de l'offre à la suite de chocs défavorables. Une gestion prudente des risques exige également d'investir dans des sources d'approvisionnement diversifiées, afin de réduire au minimum les retombées d'un éventuel surcroît de fragmentation des marchés des produits de base. Le manque de données sur les minerais essentiels à la transition écologique accroît l'incertitude pour les producteurs et les consommateurs, et entraîne la volatilité des prix. Une plateforme ou une organisation internationale pourrait améliorer le partage et la normalisation des données (chapitre 3).



*Renforcer la coopération multilatérale et atténuer les effets de la fragmentation* : La coopération multilatérale est essentielle pour remédier à l'écheveau de difficultés qui bloque le redressement de l'économie mondiale. Une action conjointe est nécessaire sur de nombreux fronts ; à l'inverse, l'accroissement de la fragmentation géoéconomique entraînerait des retards coûteux. Il est urgent de rétablir la confiance dans les cadres multilatéraux pour donner un nouveau souffle à la coopération et aux règles internationales, favoriser une prospérité

mondiale partagée et réglementer les technologies émergentes aux effets potentiellement perturbateurs, telles que l'intelligence artificielle. La réduction des incertitudes qui entourent la politique commerciale doit occuper une place centrale dans ces réformes. Les premières mesures nécessaires comportent le rétablissement d'un mécanisme contraignant de règlement des différends au sein de l'OMC et des éclaircissements quant à l'application de règles essentielles de l'OMC aux mesures prises en faveur du climat.

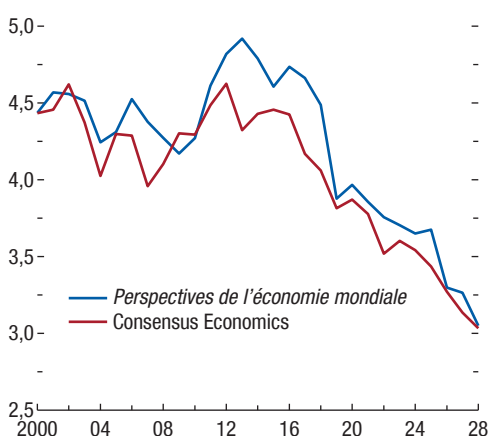
### Encadré 1.1. Révision à la baisse des perspectives de croissance : la trajectoire de convergence ralentit

Depuis la crise financière mondiale de 2008, les prévisionnistes ont constamment revu à la baisse leurs anticipations de croissance à moyen terme. Les projections de croissance mondiale à cinq ans issues des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) ont diminué, passant d'un pic de 4,9 % dans l'édition d'avril 2008 des PEM pour la croissance en 2013 à 3,0 % dans l'édition d'avril 2023 des PEM pour la croissance en 2028, soit la projection la plus basse depuis 1990 (graphique 1.1.1). Des prévisionnistes d'autres institutions, interrogés par Consensus Economics, ont de la même façon revu leurs anticipations à la baisse. Si l'on se concentre sur les prévisions des PEM, le repli des perspectives de croissance a commencé au début de la première décennie 2000 pour les pays avancés, alors qu'un recul comparable est intervenu pour les pays émergents et pays en développement au lendemain de la crise. Sur le 1,9 point de pourcentage de repli des perspectives de croissance mondiale à moyen terme entre 2008 et 2023, la contribution des pays avancés s'est établie à 0,8 point de pourcentage et celle des pays émergents et pays en développement à 1,1 point de pourcentage. Parmi les pays émergents et pays en développement, la contribution des pays en développement à faible revenu à la projection de croissance mondiale a légèrement augmenté durant la même période (graphique 1.1.2). Les perspectives de croissance à moyen terme des dix plus grandes puissances économiques mondiales, et de 81 % de l'ensemble des pays, ont été revues à la baisse (graphique 1.1.3). Les cinq principaux pays émergents, à savoir le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie et la Russie, ont contribué à hauteur d'environ 0,9 point de pourcentage au repli des perspectives de croissance mondiale à moyen terme entre 2008 et 2023. La région Asie de l'Est et Pacifique est celle qui a connu la plus forte révision à la baisse. Le repli des perspectives de croissance mondiale à moyen terme s'est poursuivi après les chocs de 2020–22, dont la pandémie de COVID-19 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie, de 3,6 % dans l'édition de janvier 2020 des PEM à 3,0 % dans l'édition d'avril 2023 des PEM, 52 % des pays (tous à revenu intermédiaire) ayant fait l'objet d'une révision à la baisse.

Une question naturelle se pose : la révision à la baisse des anticipations des prévisionnistes concernant l'économie mondiale ces 15 dernières années témoigne-t-elle d'un excès de pessimisme, les résultats étant susceptibles d'être meilleurs que prévu ? Une analyse du biais

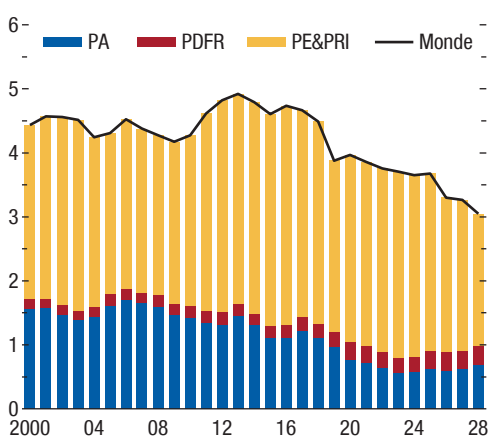
Les auteurs de cet encadré sont Nan Li et Diaa Noureldin.

**Graphique 1.1.1. Projections de croissance à cinq ans**  
(En pourcentage)



Sources : Consensus Economics ; calculs des services du FMI.  
Note : La variable sur laquelle portent les prévisions est la croissance du PIB réel. À chaque année indiquée en abscisse correspondent les prévisions effectuées dans l'édition d'avril de cinq ans plus tôt des Perspectives de l'économie mondiale (PEM) ; ainsi, les prévisions pour 2028 sont basées sur l'édition d'avril 2023 des PEM, etc. La courbe en rouge représente la moyenne des prévisions de Consensus Economics.

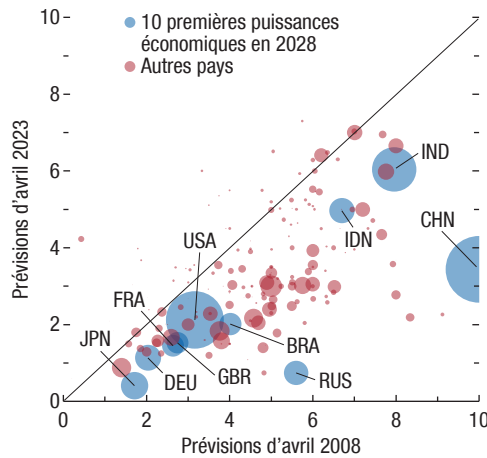
**Graphique 1.1.2. Projection de croissance à cinq ans pour différents groupes de pays**  
(En pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.  
Note : La variable sur laquelle portent les prévisions est la croissance du PIB réel. À chaque année indiquée en abscisse correspondent les prévisions effectuées cinq ans plus tôt à l'occasion de de l'édition d'avril des Perspectives de l'économie mondiale (PEM) ; ainsi, les prévisions pour 2028 sont basées sur l'édition des PEM d'avril 2023, etc. PA = pays avancés ; PDFR = pays en développement à faible revenu ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire.

Encadré 1.1 (suite)

**Graphique 1.1.3. Décélération prévue de la croissance des plus grandes puissances économiques**  
(Projection de la croissance du PIB à cinq ans, en pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.  
Note : La variable sur laquelle portent les prévisions est la croissance du PIB réel. Les bulles de différentes tailles représentent les PIB en dollars internationaux en parités de pouvoir d'achat pour 2028. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

dans les erreurs de prévision des PEM au fil du temps, à savoir l'écart moyen entre les chiffres réels et les prévisions, semble indiquer que la réponse est négative. Les prévisions ont pour l'essentiel été en phase avec les taux effectifs de croissance au cours de la période 1995–2008. Au lendemain de la crise financière mondiale, les prévisions affichaient plutôt un biais par excès, la croissance constatée à moyen terme étant inférieure aux prédictions à moyen terme<sup>1</sup>. Cela donne à penser que la trajectoire baissière suivie par les projections pourrait en partie s'expliquer par une correction des prévisions optimistes depuis la crise.

Un examen plus approfondi à travers le prisme des prévisionnistes permet de mieux comprendre les facteurs à l'origine du repli. Premièrement, la révision à

<sup>1</sup>L'analyse repose sur la régression  $e_{i,t} = \alpha + \varepsilon_{i,t}$ , dans laquelle  $e_{i,t}$  est l'erreur de prévision de croissance, définie par la moyenne mobile en fin de période sur cinq ans des taux de croissance réels moins la prévision à cinq ans, qui prend la forme d'une régression année par année durant la période 1990–2017, la dernière année étant choisie pour effectuer une comparaison avec la production constatée pour 2022. Les résultats restent valides si l'on utilise les taux de croissance réels en lieu et place de la moyenne mobile.

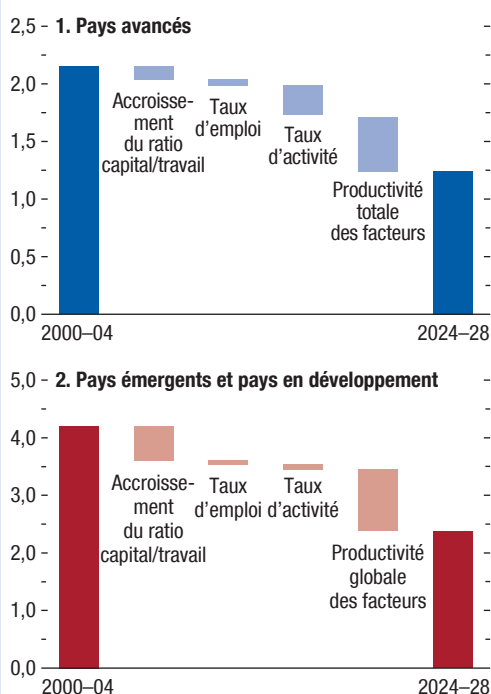
la baisse des perspectives de croissance mondiale (environ 1,4 point de pourcentage) au cours des 15 dernières années a résulté pour les trois quarts des projections d'un affaiblissement de la croissance par habitant, et non pas simplement d'un ralentissement de la croissance démographique. Deuxièmement, il est intéressant d'observer que la croissance par habitant peut se décomposer en variations du capital par travailleur (ou accroissement du ratio capital/travail), du taux d'activité, du taux d'emploi (l'emploi en pourcentage de la population active) et de la productivité totale des facteurs (PTF) (Abiad *et al.*, 2009)<sup>2</sup>. Pour les pays avancés, le repli de la croissance de la production par habitant dans les prévisions récentes par rapport à celles concernant le début de la première décennie 2000 est avant tout imputable à une érosion de la croissance de la PTF, puis à la baisse du taux d'activité et au ralentissement de l'accroissement du ratio capital/travail (graphique 1.1.4). Cela reflète le point de vue des prévisionnistes sur la future croissance de la PTF, qui peut s'expliquer par des progrès technologiques inégaux entre les secteurs (Acemoglu, Autor et Patterson, 2023), par des tensions empêchant une répartition efficace des ressources (Baqaee et Farhi, 2020), ou par une diminution des rendements de l'innovation (Bloom *et al.*, 2020). La diminution prévue de la contribution du taux d'activité, qui est généralisée dans les pays avancés, pourrait illustrer l'opinion des prévisionnistes sur l'impact du vieillissement de la population. La moindre contribution de l'accroissement du ratio capital/travail pourrait refléter les points de vue sur la détérioration des perspectives d'investissement dans le temps, en partie du fait des séquelles sur la formation de capital au lendemain de la crise financière mondiale, et est particulièrement marquée s'agissant des pays de la zone euro<sup>3</sup>. Pour les pays émergents et pays en développement, le recul de la croissance de la PTF est aussi la cause première du ralentissement (pour environ 60 %), suivi de l'essoufflement de l'accroissement du ratio capital/travail. Le repli prévu de la croissance de la

<sup>2</sup>Le terme qui rend compte du taux d'activité prend aussi en considération l'évolution de la part de la population en âge de travailler dans la population totale.

<sup>3</sup>Les séquelles de la crise financière mondiale sur l'investissement sont mises en évidence dans l'édition d'avril 2015 des PEM. Le rééquilibrage budgétaire comparativement plus prononcé dans les pays de la zone euro après la crise est une explication possible. Cela a peut-être suscité des anticipations d'un ralentissement du rythme d'accumulation de capital, compte tenu des données laissant entrevoir une forte complémentarité entre les investissements publics et privés dans les pays européens (Brasili *et al.*, 2023).

## Encadré 1.1 (suite)

**Graphique 1.1.4. Décomposition des prévisions de croissance par habitant**  
(En pourcentage)



Sources : Version 10.01 du tableau Penn World ; calculs des services du FMI.

Note : Les barres bleu foncé et rouge foncé représentent la moyenne pour la période des projections à cinq ans des taux de croissance par habitant. Les barres bleu pâle et rouge pâle représentent les contributions, en points de pourcentage, à la réduction totale de la croissance par habitant au cours des périodes 2000-04 et 2024-28. L'échantillon comprend des pays pour lesquels un ensemble complet de projections est disponible pour toutes les variables, et représente environ 60 % du PIB mondial en parités de pouvoir d'achat en 2023. La base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) comporte des prévisions pour la formation brute de capital fixe, qui ont été utilisées pour construire le stock de capital ; les taux de dépréciation historiques sont tirés du tableau Penn World (et sont supposés constants à partir de 2019). Le stock de capital initial est estimé sur la base des ratios capital/production tirés du tableau Penn World, en supposant une part du capital dans la production égale à 0,35.

PTF dans les pays émergents et pays en développement pourrait tenir à la dissipation des effets des progrès en matière de technologie et d'enseignement, au ralentissement de la dynamique des réformes dans les années 2000 par rapport aux années 90 (édition d'octobre 2019 des PEM) et aux risques croissants de fragmentation qui

pèseraient sur la croissance du commerce mondial et sur les chaînes de valeur mondiales. Le ralentissement prévu de l'accroissement du ratio capital/travail est aussi un facteur important dans certains des plus grands pays émergents et pays en développement comme le Brésil et l'Indonésie<sup>4</sup>.

Le repli des perspectives de croissance à moyen terme, surtout dans les pays émergents et pays en développement, a des conséquences préoccupantes pour le rythme de convergence des niveaux de vie. Il y a 15 ans, les prévisions de croissance à cinq ans dans l'édition d'avril 2008 des PEM impliquaient un taux de convergence absolue positif et statistiquement significatif, les pays pauvres affichant une croissance purement et simplement plus rapide que les pays riches, de 0,9 % par an. À ce rythme de convergence, on aurait pu s'attendre à ce que les progrès accomplis par les pays pour améliorer leurs niveaux de vie et la baisse associée du taux de variation se traduisent par un fléchissement de la croissance mondiale dans le temps. En conséquence, d'après les estimations des services du FMI, jusqu'à 0,4 point de pourcentage du repli évoqué plus haut des perspectives de croissance mondiale par habitant depuis 2008 peut être dû à la convergence des revenus<sup>5</sup>. En revanche, les prévisions de croissance à cinq ans dans l'édition d'avril 2023 des PEM supposent un taux de convergence de seulement 0,5 % par an, ce qui correspond à la corrélation plus stable illustrée dans le graphique 1.1.5. Ces prévisions signifient que le nombre attendu d'années nécessaires pour que les pays émergents et pays en développement combent la moitié de l'écart de revenu par habitant avec les pays avancés a considérablement augmenté. À titre d'exemple, sur la base des estimations pondérées par la population dans le graphique 1.1.5, cette estimation de la demi-vie a en moyenne été revue à la hausse, pour passer de 80 ans pour les projections dans l'édition d'avril 2008 des PEM à quelque 130 ans pour celles de l'édition d'avril 2023 des PEM. Qui plus est, ces estimations sont pondérées par la population,

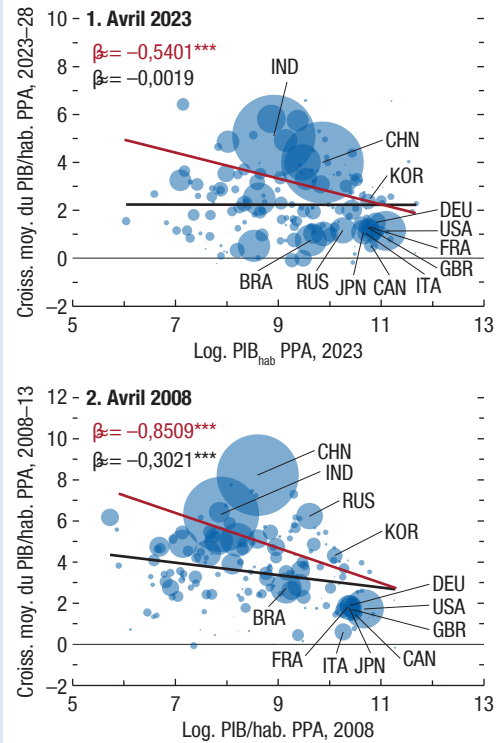
<sup>4</sup>Ces tendances concordent en général avec les estimations de la croissance du potentiel de production (voir, par exemple, Kilic Celik, Kose et Ohnsorge, 2023).

<sup>5</sup>Le taux de convergence (absolue) attendu découlant des projections dans l'édition d'avril 2008 des PEM s'élève à 0,3 % lorsque chaque pays est considéré comme une unité d'analyse et à 0,9 % lorsque les pays sont pondérés par leur population. L'application de taux de convergence dans la fourchette 0,3-0,9 % au niveau du PIB par habitant initial dans tous les pays en 2008 implique un repli de la croissance mondiale du PIB par habitant de 0,1-0,4 point de pourcentage en 2008-23.

**Encadré 1.1 (fin)**

ce qui signifie qu'elles accordent davantage de poids aux pays plus peuplés et affichant une croissance plus rapide, à l'instar de la Chine et de l'Inde. Des régressions non pondérées, représentées par des lignes noires dans le graphique, font apparaître des taux de convergence attendus encore plus lents qui se rapprochent de zéro dans les projections de l'édition d'avril 2023 des PEM. Les pays plus pauvres ont déjà subi des pertes de revenu plus importantes durant la reprise consécutive à la pandémie (Brussevich, Liu et Papageorgiou, 2022). La perspective d'un ralentissement de la convergence des revenus laisse entrevoir une trajectoire particulièrement difficile.

**Graphique 1.1.5. Croissance et convergence des revenus à moyen terme**



Source : calculs des services du FMI.  
 Note : La convergence  $\beta$  absolue est de  $100 \times (\log(PIB_{hab(i,t+5)} - \log(PIB_{hab(i,t)}))/5 = \alpha_{(i)} + \beta_{(i)} \log(PIB_{hab(i,t)}) + \varepsilon_{(i)}$ . La taille des bulles représentent les chiffres de population de l'année  $t$ . La courbe rouge représente la régression pondérée en fonction de la population. En ordonnée, la croissance moyenne du PIB/hab PPA est exprimée en pourcentage. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). PIB<sub>hab</sub> PPA = PIB par habitant en dollars internationaux en parités de pouvoir d'achat.

## Encadré 1.2. Évaluation des risques qui entourent les projections de référence des Perspectives de l'économie mondiale

Cet encadré s'appuie sur le modèle G20 (Groupe des Vingt) du FMI pour déduire les intervalles de confiance qui entourent les prévisions des Perspectives de l'économie mondiale (PEM) et pour quantifier d'autres scénarios. L'incertitude au sujet de 2023 a considérablement diminué depuis l'édition d'avril 2023 des PEM puisque les résultats pour le premier semestre de l'année sont à présent connus. Au-delà de 2023, les risques qui pèsent sur la croissance sont jugés plus équilibrés que dans l'édition d'avril 2023 des PEM, mais toujours de nature baissière. Le risque de voir la croissance mondiale passer sous la barre des 2 %, ce qui ne s'est produit qu'à cinq reprises depuis 1970, en 2024 est évalué à 15 % environ, contre 25 % en avril. La résultante des risques pour l'inflation au-delà de 2023 a évolué à la hausse, compte tenu des révisions à la hausse de la projection de référence. Le risque de voir l'inflation hors alimentation et énergie dépasser son niveau de 2023 en 2024 est évalué à quelque 15 %. Les scénarios analysent plusieurs risques pour les perspectives. Les aléas haussiers sont notamment 1) des effets désinflationnistes plus prononcés que prévu découlant de l'atténuation des perturbations des approvisionnements et 2) une accélération de la demande mondiale sous l'impulsion d'un redressement plus marqué de l'investissement dans les pays avancés. Les risques baissiers comprennent notamment 1) une poursuite de l'essoufflement de la dynamique de croissance en Chine, 2) des délais de transmission plus longs que prévu et des effets plus prononcés du cycle actuel de resserrement monétaire à l'échelle mondiale, et 3) un durcissement des conditions financières dans les pays émergents.

### Intervalles de confiance

La méthodologie utilisée pour établir les intervalles de confiance s'appuie sur les travaux d'Andrle et Hunt (2020) et a été employée dans les éditions d'octobre 2022 et d'avril 2023 des PEM. Le modèle G20, exposé dans Andrle *et al.* (2015), sert à interpréter des données rétrospectives sur la production, l'inflation et les prix mondiaux des produits de base, et à reproduire les chocs économiques implicites sur la demande et l'offre globales. Les chocs ainsi reproduits sont échantillonnés à l'aide de méthodes non paramétriques et réinjectés dans le modèle pour générer des distributions prédictives autour des projections des PEM. Pour les variables macroéconomiques mondiales, les distributions sont ensuite obtenues

Les auteurs de cet encadré sont Jared Bebee, Harri Kemp, Pedro Rodriguez et Rafael Portillo.

en additionnant les estimations établies au niveau national. Deux changements ont été apportés aux distributions pour la croissance et l'inflation par rapport à avril. Premièrement, les chocs à compter de 1982 ont été plus fortement échantillonnés dans les précédentes PEM afin de montrer la présence d'un risque de ralentissement plus prononcé du fait d'une politique monétaire restrictive. Ici, en revanche, les chocs sont échantillonnés de manière uniforme, sachant que les risques pour les perspectives sont devenus plus équilibrés. Si les risques découlant de la politique monétaire demeurent pertinents pour les perspectives actuelles, ils sont évalués à travers un scénario, et non pas une modification de la distribution prédictive. Deuxièmement, la distribution pour les chocs de 2023 s'est rétrécie puisque les résultats pour le premier semestre de l'année sont déjà connus.

Le graphique 1.2.1 (pages 1, 2 et 3) illustre les distributions des projections de la croissance et de l'inflation mondiales qui découlent de la méthode et des hypothèses décrites. Chaque nuance de bleu représente un intervalle à 5 points de pourcentage, de sorte que l'ensemble de l'intervalle rend compte de 90 % de la distribution. S'agissant de la croissance mondiale, la fourchette de taux effectifs possibles s'est resserrée et a évolué à la hausse par rapport à avril. La probabilité de voir la croissance mondiale de 2023 s'établir entre 2,6 % et 3,4 %, soit une fourchette plus étroite qu'en avril, est de 70 %. De même, celle de voir la croissance s'inscrire dans une fourchette comprise entre 1,9 % et 4,0 % en 2024 est de 70 %.

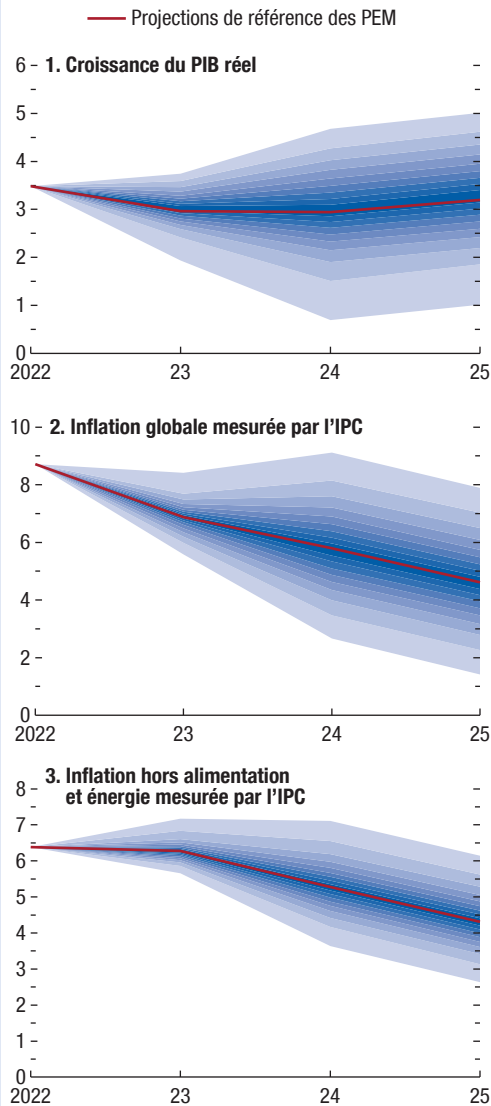
Concernant l'inflation mondiale, l'incertitude quant à 2023 est devenue moindre, pour l'inflation globale comme pour l'inflation hors alimentation et énergie : il y a à présent une probabilité de 70 % que l'inflation globale pour 2023 soit supérieure ou inférieure d'environ 0,7 point de pourcentage au niveau actuellement projeté, ce qui est plus serré que la fourchette de 1,2 % datant d'avril. Au-delà de 2023, les risques se sont accrus avec la révision de la projection de référence : la probabilité que l'inflation globale soit plus élevée en 2024 qu'en 2023 est évaluée à 25 %, contre moins de 10 % en avril. De même, la probabilité que l'inflation hors alimentation et énergie dépasse son niveau de 2023 en 2024 est estimée à 15 %, à comparer à environ 5 % en avril.

### Scénarios de risques

L'édition d'avril 2023 des PEM a présenté un seul scénario très pessimiste pour l'économie mondiale, axé sur un vaste choc d'offre de crédit. Si des risques financiers

Encadré 1.2 (suite)

**Graphique 1.2.1. Distribution probabiliste de l'incertitude sur les projections de croissance du PIB et d'inflation au niveau mondial**  
(En pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.  
 Note : Le graphique représente, sous la forme d'éventails, la distribution probabiliste de l'incertitude de part et d'autre de la projection de référence. Chaque nuance de bleu représente un intervalle de probabilité de 5 points de pourcentage ; IPC = indice des prix à la consommation ; PEM = Perspectives de l'économie mondiale.

subsistent, la probabilité d'un scénario extrême découlant de l'évolution du secteur bancaire a diminué. En revanche, cet encadré chiffre plusieurs aléas haussiers et baissiers. Si chacun des risques quantifiés ici implique des effets relativement modérés sur la croissance et l'inflation mondiales, plusieurs pourraient se concrétiser en même temps, auquel cas l'impact global serait proportionnellement plus prononcé. Les scénarios supposent que la politique monétaire et les stabilisateurs budgétaires automatiques réagissent de manière endogène aux évolutions macroéconomiques, sans aide supplémentaire des pouvoirs publics.

*Aléas haussiers*

**Une désinflation mondiale plus marquée que prévu sous l'effet de la poursuite de la normalisation de l'offre :** Les contraintes qui pèsent sur l'offre ont joué un rôle important dans la flambée d'inflation à l'échelle mondiale durant la reprise consécutive à la pandémie, directement à travers une inflation des biens plus forte au début et indirectement via une hausse des coûts marginaux. Alors que de multiples indicateurs laissent entrevoir une normalisation, l'atténuation des perturbations des approvisionnements contribue à présent au processus de désinflation. Le scénario suppose que l'impulsion désinflationniste mondiale est plus prononcée que dans la prévision de référence, le prix à la consommation des biens manufacturés par rapport aux services (actuellement estimé à 1 % au-dessus de la tendance globale avant la pandémie de COVID-19) renouant avec le niveau tendanciel à horizon deux ans. L'impulsion supplémentaire dans le scénario est plus marquée dans les pays, essentiellement avancés, où le prix relatif des biens est plus élevé au départ, l'impulsion correspondant à -20 points de base d'inflation hors alimentation et énergie en 2023 et à -50 points de base en 2024 (par rapport au scénario de référence). Pour les autres pays, hormis la Chine, l'impulsion équivaut aux deux tiers. La Chine subit un choc moindre. L'inflation plus faible que prévu augmente le pouvoir d'achat à l'échelle internationale et permet aux banques centrales d'abaisser leurs taux à un rythme plus rapide à l'horizon du scénario, ce qui stimule la consommation, l'investissement et le commerce mondiaux.

**Un redressement plus prononcé de l'investissement dans les pays avancés :** L'investissement est à la traîne depuis la fin de la période de crise liée à la COVID-19, la formation brute de capital fixe à l'échelle mondiale restant près de 10 % en deçà de la tendance antérieure à la pandémie. Le scénario suppose que la croissance de l'investissement sera plus soutenue que dans le scénario de référence ces deux prochaines années dans plusieurs

**Encadré 1.2 (suite)**

pays avancés, en raison 1) d'une plus grande sensibilité à la reprise attendue dans certaines régions et certains secteurs et d'une détente des conditions financières et 2) d'une impulsion plus forte que prévu donnée par les actuels trains de mesures (*Inflation Reduction Act* aux États-Unis, fonds de relance européen). Une hausse de l'investissement stimule la demande et le commerce à l'échelle internationale, mais accentue aussi les pressions inflationnistes, en supposant par ailleurs que les courbes de Phillips sont deux fois plus sensibles à la demande, du fait de l'environnement d'inflation actuel, qui suscite une réaction plus forte des pouvoirs publics. Toutefois, l'ampleur de la hausse est modeste : dans le scénario, l'investissement dépasse de 3 % le niveau de référence d'ici à 2025 pour le groupe des pays avancés.

**Risques baissiers**

**Une confiance en berne qui pèse sur les perspectives de la Chine :** Le scénario suppose une contraction plus forte que prévu du secteur immobilier faute de mesures rapides pour restructurer les promoteurs immobiliers, une baisse de la consommation dans le contexte d'une confiance en berne, et l'absence d'un soutien efficace des pouvoirs publics. En conséquence, la consommation privée et la formation brute de capital fixe de la Chine diminuent jusqu'en 2025 de respectivement 5 % et 3,5 % environ, par rapport au scénario de référence. Le choc s'estompe au-delà de 2025.

**Des délais de transmission plus longs et des effets plus marqués que prévu du resserrement des politiques monétaires à l'échelle mondiale :** La relative résilience de l'économie mondiale au premier semestre de 2023 soulève la question de savoir si les effets de l'actuel resserrement des politiques monétaires à l'échelle mondiale doivent encore se faire pleinement sentir. Le scénario suppose que les effets sont plus prononcés que dans l'actuel scénario de référence des PEM, que l'impulsion supplémentaire dans chaque pays est proportionnelle à l'évolution des taux réels depuis le début du cycle de resserrement, et que les effets se concrétiseront d'ici à la fin de 2023, et surtout en 2024. L'étalonnage se fonde sur l'incertitude entourant les délais de transmission et l'ampleur des effets selon différents modèles et estimations empiriques. Plus précisément, le choc est calibré pour les États-Unis et la zone euro en comparant les effets du resserrement jusqu'à présent à partir du modèle G20 du FMI (lesquels se produisent au début du cycle de resserrement et sont moins marqués) aux effets issus du modèle FRB/US du Conseil de la Réserve fédérale et du modèle d'autorégression vectorielle structurelle décrit

dans Gertler et Karadi (2015) pour les États-Unis et du modèle ECB-BASE pour la zone euro (qui se font sentir plus tard et sont en général plus prononcés). Les différences entre les deux séries d'estimations sont ensuite introduites dans le modèle G20 sous forme de chocs de demande globale, qui provoquent un recul de l'activité et de l'inflation et une baisse du taux directeur par rapport au scénario de référence. Pour les autres pays du G20, le choc de demande globale se calcule en faisant la moyenne des estimations pour les États-Unis et l'Union européenne (pour chaque hausse de 1 point de pourcentage du taux réel) multipliée par la hausse du taux réel du pays en question. C'est dans les pays avancés (Australie, Canada, États-Unis, Royaume-Uni) et dans certains pays émergents (Brésil, Mexique) que les chocs de demande estimés ont la plus grande ampleur.

**Un durcissement des conditions financières dans les pays émergents :** Si la cause profonde n'est pas prise en compte dans le scénario, un durcissement des conditions financières dans les pays émergents pourrait découler de la conjugaison de taux plus élevés pendant plus longtemps dans les pays avancés, surtout aux États-Unis, et des craintes à l'égard des conséquences d'un affaiblissement de la croissance en Chine sur les pays émergents. Après un début de resserrement vers la fin de 2023, les pays émergents, hormis la Chine, connaissent une augmentation des primes sur les titres souverains et d'entreprises de respectivement 200 et 150 points de base environ au premier semestre de 2024, par rapport au scénario de référence, le durcissement se poursuivant partiellement au second semestre de 2024 et en 2025. En corollaire, les monnaies des pays émergents subissent une dépréciation de 10 % par rapport au dollar au premier semestre de 2024, par rapport au niveau de référence.

**Répercussions sur la production et l'inflation mondiales**

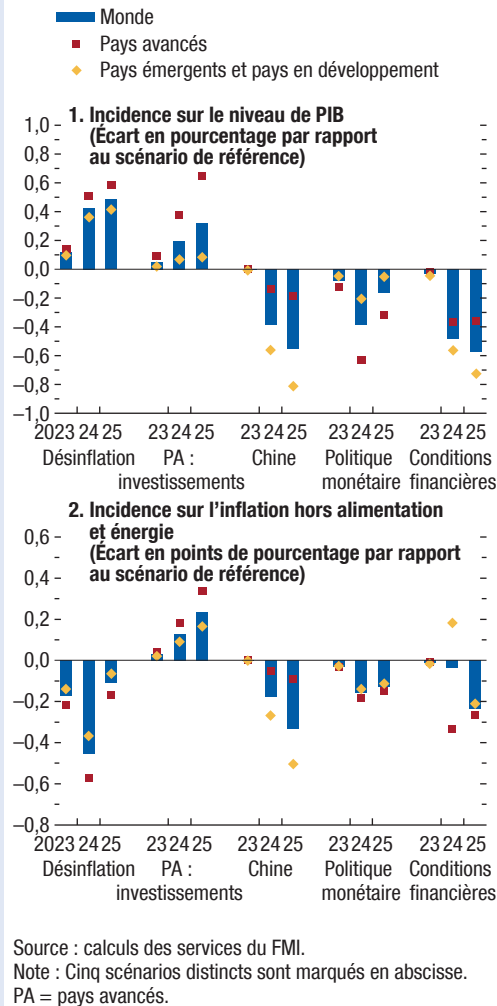
Le graphique 1.2.2 (pages 1 et 2) illustre les effets de l'ensemble des quatre scénarios. La page 1 montre les effets sur le PIB pour les années 2023, 2024 et 2025, tandis que la page 2 fait apparaître les effets sur l'inflation pour le même horizon. Les effets sur le PIB mondial sont présentés sous forme d'écart en pourcentage par rapport au niveau de référence, alors que les effets sur l'inflation mondiale hors alimentation et énergie le sont sous forme d'écart en points de pourcentage par rapport au niveau de référence<sup>1</sup>. Les agrégats mondiaux sont

<sup>1</sup>L'impact sur les taux de croissance pour une année donnée peut être évalué approximativement en retranchant les effets sur le niveau de production de l'année précédente.



Encadré 1.2 (fin)

**Graphique 1.2.2. Incidence des scénarios sur le PIB et l'inflation hors alimentation et énergie**



représentés par des barres. Les agrégats pour les pays avancés et les pays émergents le sont respectivement par des carrés rouges et des losanges jaunes.

Les scénarios mettent en évidence que les risques pour les perspectives sont globalement équilibrés :

- Le scénario désinflationniste provoque un recul de l'inflation mondiale hors alimentation et énergie, qui atteint son point le plus bas à -0,4 point de pourcentage en 2024 par rapport au niveau de référence, d'où un accroissement de 0,5 % du PIB mondial

en 2024, qui perdure en 2025. L'impact est un peu plus prononcé dans les pays avancés. C'est pourquoi les taux directeurs diminuent de 0,3 point de pourcentage, par rapport au niveau de référence, dans ce groupe.

- Le scénario d'un redressement plus marqué de l'investissement dans les pays avancés est à l'origine d'une augmentation modeste de la production mondiale pouvant atteindre 0,3 % d'ici à 2025 et va de pair avec une hausse modérée de l'inflation. L'impact sur le PIB dans les pays avancés culmine à 0,6 % en 2025, ce qui accroît encore l'inflation hors alimentation et énergie de 0,3 point de pourcentage et nécessite de relever les taux directeurs de quelque 0,75 point de pourcentage, par rapport au niveau de référence. Les retombées sur les pays émergents sont limitées.
- Le scénario pessimiste pour la Chine ampute son PIB de pas moins de 1,6 % en 2025, avec une baisse de l'inflation hors alimentation et énergie de quelque 1 point de pourcentage, par rapport au niveau de référence. Des retombées sont à signaler sur d'autres pays, et l'impact sur la production mondiale se chiffre à -0,6 % d'ici à 2025.
- Le scénario de délais plus longs de transmission de la politique monétaire se traduit par une diminution de la production mondiale d'environ 0,4 % d'ici à 2024 et par un recul modeste de l'inflation mondiale hors alimentation et énergie cette même année (-0,1 point de pourcentage). Les effets sont plus prononcés dans les pays avancés : -0,6 % pour la production et -0,2 point de pourcentage pour l'inflation hors alimentation et énergie. La cause première de la faible incidence sur l'inflation tient au fait que les taux directeurs sont abaissés de 50 points de base dans les pays avancés en 2024 par rapport au niveau de référence, ce qui contribue à atténuer l'impact.
- Le durcissement des conditions financières dans les pays émergents réduit le volume de la production mondiale de 0,5 % d'ici à 2024. Les effets sont plus marqués dans les pays émergents, même si les pays avancés sont eux aussi pénalisés en raison de la perte de compétitivité. Au départ, les réactions de l'inflation diffèrent d'un groupe de pays à l'autre. La désinflation est, dans un premier temps, modérée dans les pays émergents, dont la monnaie se déprécie, et plus prononcée dans les pays avancés, dont la monnaie s'apprécie, avant une convergence en 2025.

## Dossier spécial sur les produits de base : évolution des marchés et canal des prix des produits de base de la politique monétaire

Les prix des produits primaires ont diminué de 7,5 % entre février et août 2023. La baisse généralisée a été tirée par les métaux de base, dont les prix ont chuté de 15,7 %, et par le gaz naturel européen, dont les prix ont plongé de 36,0 %. La tendance à la baisse des prix des céréales a été temporairement interrompue par l'échec de l'initiative céréalière de la mer Noire en juillet. Les cours de l'or ont augmenté. Ce dossier spécial analyse le canal des prix des produits de base de la politique monétaire.

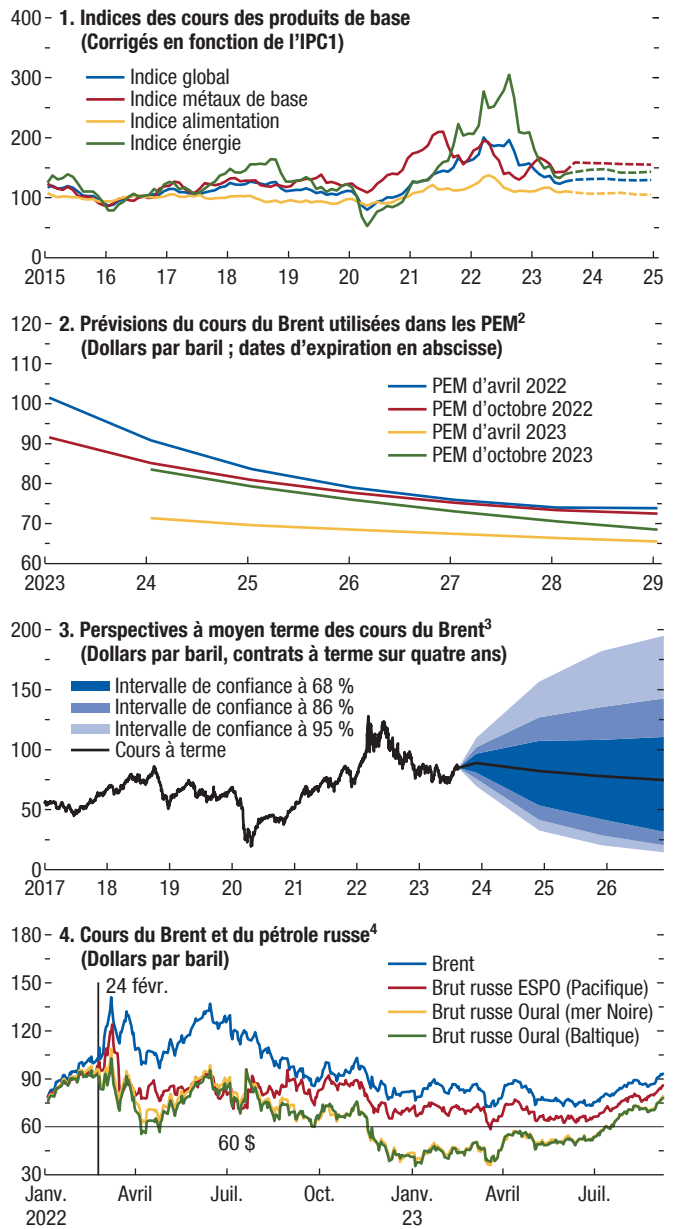
### Évolution des marchés des produits de base

Les restrictions de l'offre soutiennent les prix du pétrole. À la faveur d'un rebond en juillet et en août, les prix du pétrole brut ont augmenté de 4,4 % entre février et août 2023. Ils sont toutefois restés nettement en deçà de leur pic de 115 dollars atteint en juin 2022 (graphique 1. DS.1, pages 1 et 3). S'agissant de la demande, un rebond moindre que prévu de la consommation de pétrole de la Chine, les craintes à l'égard d'une récession temporaire en raison des difficultés des banques et le resserrement de la politique monétaire dans de nombreux grands pays ont tous alimenté des pressions à la baisse sur les prix, surtout au deuxième trimestre de 2023.

Concernant l'offre, les réductions de la production par les pays de l'OPEP+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole plus certains pays non membres) à hauteur de 1,2 million de barils par jour annoncées en avril, couplées à d'autres baisses volontaires de respectivement 1 et 0,3 million de barils par jour par l'Arabie saoudite et la Russie, n'ont été qu'en partie compensées par la forte croissance de la production de pétrole dans les pays non membres de l'OPEP, en particulier aux États-Unis, où cette production devrait augmenter de 1,1 million de barils par jour cette année. Les sanctions occidentales contre les exportations de pétrole brut russe ont eu des effets mitigés : les flux d'exportations de pétrole russe sont restés plutôt stables, et la décote de son prix par rapport au Brent a diminué au fil du temps (le pétrole russe se négocie au-dessus du plafond de prix de

Les contributeurs du présent dossier spécial sont Christian Bogmans, Wenchuan Dong, Jorge Miranda-Pinto, Andrea Pescatori (chef d'équipe), Ervin Prifti, Martin Stuermer et Guillermo Verduzco-Bustos, avec le concours de Joseph Moussa et Tianchu Qi en matière de recherche. Ce dossier spécial s'appuie sur les travaux de Miranda-Pinto *et al.* (2023).

Graphique 1.DS.1. Évolution des marchés des produits de base



Sources : Argus ; Bloomberg, L.P. ; Haver Analytics ; Refinitiv Datastream ; FMI, système des cours des produits de base ; estimations des services du FMI.  
<sup>1</sup>Corrigés en fonction de l'indice des prix à la consommation des États-Unis. La dernière valeur observée est appliquée à la période de prévision.  
<sup>2</sup>Prévisions fondées sur les Perspectives de l'économie mondiale (PEM).  
<sup>3</sup>Établies à partir des cours des options sur contrats à terme en date du 18 août 2023.  
<sup>4</sup>Les données les plus récentes remontent au 8 septembre 2023. Tous les prix correspondent aux valeurs médianes journalières. ESPO = Eastern Siberia Pacific Ocean (oléoduc Sibérie orientale — océan Pacifique).

60 dollars le baril imposé par les pays du Groupe des Sept (G7). En effet, la taille de la flotte de navires pétroliers qui transportent le pétrole russe et contournent les règles occidentales a augmenté, et la Russie semble avoir mis en place son propre système d'assurance maritime.

Les marchés à terme semblent indiquer que les prix du pétrole brut se replieront de 16,5 % en glissement annuel pour atteindre 80,5 dollars le baril en moyenne en 2023 (contre 96,4 dollars en 2022) et continueront à baisser ces prochaines années, pour s'établir à 72,7 dollars en 2026 (graphique 1.DS.1, page 2). L'Agence internationale de l'énergie estime que la demande de pétrole s'accroîtra de 2,2 millions de barils par jour, pour atteindre 102,2 millions de barils par jour en 2023, dépassant ainsi l'offre au second semestre de l'année. L'incertitude entourant l'évolution de ces cours est grande (graphique 1.DS.1, page 3). Les risques de hausse des prix découlent de nouvelles réductions de la production par les pays de l'OPEP+, d'une escalade militaire en mer Noire et d'investissements insuffisants dans l'extraction de combustibles fossiles. À l'inverse, les risques de baisse des prix tiennent à une rechute généralisée de l'activité économique à l'échelle mondiale, à un ralentissement de la demande chinoise de pétrole et à une pénétration plus rapide des véhicules électriques.

*Les prix du gaz naturel continuent à se normaliser.* Les prix sur la plateforme de marché européenne TTF (Title Transfer Facility) ont diminué de 36 % entre février et août 2023 pour atteindre une moyenne mensuelle de 10,7 dollars le million d'unités thermiques britanniques (BTU), dans le haut de la fourchette des prix historiques. Le repli de la demande, un important excédent de stockage de l'hiver dernier et des livraisons massives de gaz naturel liquéfié (GNL) et de gaz par gazoduc depuis la Norvège et l'Afrique du Nord sont autant de facteurs qui ont fait baisser les prix. Les prix du GNL asiatique ont reculé de 26,4 %, à peu près en phase avec les prix de l'Union européenne. Les prix du Henry Hub aux États-Unis ont augmenté de 8,6 % à compter de février pour atteindre 2,6 dollars le million de BTU en moyenne en août 2023. L'écart de prix entre le gaz des États-Unis et celui de l'Europe devrait se resserrer peu à peu, à mesure que le développement des capacités d'exportation de GNL des États-Unis s'accroîtra en 2024 et au-delà. Cela transparaît dans la lente réduction de l'écart entre les courbes des prix à terme aux États-Unis et dans l'Union européenne. Les prix à terme sur la plateforme TTF donnent à penser que les prix annuels moyens pourraient passer de 13,6 dollars le million de BTU à 17,5 dollars le million de BTU en 2024, mais

ensuite retomber à 9,1 dollars le million de BTU d'ici à 2028. Les prix du Henry Hub aux États-Unis devraient augmenter, pour passer d'une moyenne annuelle de 2,7 dollars le million de BTU en 2023 à 3,9 dollars le million de BTU en 2028.

*Les prix des métaux ont fléchi.* Après un bref rebond pendant l'hiver, les cours des métaux de base ont diminué de 15,7 % entre février et août. En effet, la réouverture de l'économie chinoise s'est essouffée, et son secteur immobilier, qui avec celui de la construction représente environ 20 % de la consommation mondiale de métaux, a continué à marquer le pas (graphique 1.DS.1, page 1). La hausse des taux d'intérêt et la faiblesse de la demande industrielle européenne ont aussi été à l'origine du pessimisme du marché. Les prévisions de cours des métaux de base ont aussi été revues à la baisse depuis l'édition d'avril 2023 des *Perspectives de l'économie mondiale*, les prix devant à présent reculer de 4,7 % en 2023 et de 7,1 % en 2024. Les cours de l'or restent élevés après un ralentissement du rythme de resserrement par la Réserve fédérale et compte tenu de la demande persistante de couvertures contre l'inflation et d'alternatives au dollar.

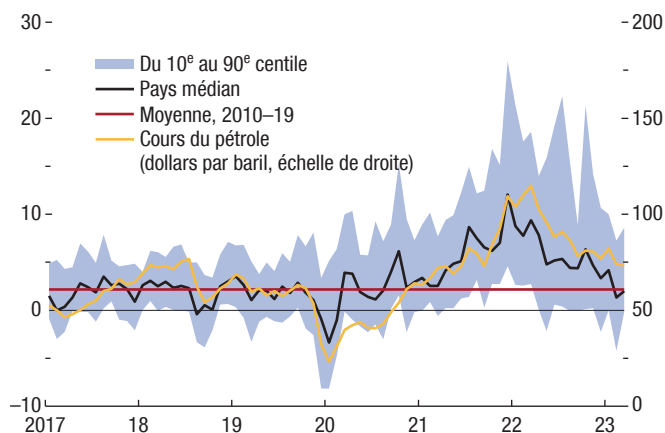
*Les prix agricoles restent orientés à la baisse.* Entre février et août, l'indice des prix des denrées alimentaires et des boissons du FMI s'est replié de 6,7 %. Il a continué à s'inscrire en baisse, mais à un rythme plus lent qu'au second semestre de 2022. Les prix de l'ensemble des principaux produits de base alimentaires, à l'exception du sucre, du riz et du porc, ont alimenté la tendance baissière. À la suite d'une réaction énergique de l'offre durant la saison 2022–23, les prix des céréales ont diminué constamment. En août, ils étaient inférieurs de 20,7 % aux niveaux de février. Toutefois, les prix des céréales continuent à dépasser de 7,7 % la moyenne des cinq dernières années. Les problèmes de sécurité alimentaire ont déclenché les récentes restrictions aux exportations en Inde, premier exportateur mondial de riz. Les risques pour les prix sont orientés à la hausse et découlent pour l'essentiel des conséquences de la fin de l'initiative céréalière de la mer Noire et des effets aléatoires du phénomène El Niño (voir le texte du chapitre), peut-être amplifiés par la multiplication des restrictions aux exportations de produits alimentaires.

## Le canal des prix des produits de base de la politique monétaire

Les fortes fluctuations des prix des produits de base, notamment, ont été mises en cause pour expliquer la récente flambée d'inflation à l'échelle mondiale

## Graphique 1.DS.2. Inflation globale

(Variation en pourcentage corrigée des variations saisonnières, glissement mensuel)



Sources : Haver Analytics ; FMI, système des cours des produits de base ; calculs des services du FMI.

Note : La distribution statistique (zone ombrée) couvre un ensemble de pays représentant 83,9 % du PIB mondial pondéré selon les parités de pouvoir d'achat, tel qu'il est calculé dans les *Perspectives de l'économie mondiale*.

et le reflux qui a suivi (graphique 1.DS.2) (voir, par exemple, Gagliardone et Gertler, 2023 ; Blanchard et Bernanke, 2023 ; Ball, Leigh et Mishra, 2022). Les prix des produits de base ne sont cependant pas exogènes d'un point de vue macroéconomique. En effet, une partie de la réaction récente de la politique monétaire à l'inflation est peut-être passée par *le canal des prix des produits de base*, sachant que les interventions des grandes banques centrales influent sur l'activité et les conditions financières mondiales, qui sont en général des facteurs déterminants des fluctuations des cours des produits de base. Quel est le degré d'importance quantitative du canal des prix des produits de base de la politique monétaire, surtout américaine, pour l'inflation aux États-Unis et dans le monde entier ?

Cette question a été peu étudiée de façon empirique<sup>1</sup>. Ce dossier spécial contribue à combler cette lacune en évaluant les effets de chocs de politique monétaire aux États-Unis sur les prix des produits de base et, par ce canal, les effets de retour sur l'économie américaine et les retombées sur les prix à la consommation dans d'autres pays. Il examine aussi les répercussions des prix des produits de base sur les prix à la consommation et les asymétries potentielles.

<sup>1</sup>Les exemples récents sont Breitenlechner, Georgiadis et Schumann (2022) et Ider *et al.* (2023).

## Un cadre théorique

Parmi les banques centrales, la Réserve fédérale joue un rôle particulier. En effet, les flux de capitaux internationaux sont pour l'essentiel libellés en dollars, et la politique monétaire des États-Unis est un élément déterminant du cycle financier mondial (Dées et Galesi, 2021 ; Miranda-Agrippino et Rey, 2020). Les variations des taux d'intérêt aux États-Unis ont donc de fortes répercussions sur le reste du monde (Rey, 2013)<sup>2</sup>. Par conséquent, cette analyse portera sur les effets des chocs de politique monétaire aux États-Unis (pour un examen de l'impact des chocs dans le cas de la Banque centrale européenne, voir l'annexe 1.1 en ligne)<sup>3</sup>.

En théorie, la politique monétaire des États-Unis peut avoir une incidence sur les prix des produits de base par 1) le canal du coût de portage, en influant sur le coût d'opportunité du stockage des produits de base ; 2) le canal de l'économie réelle, en jouant sur la consommation actuelle et future de produits de base ; 3) le canal de la liquidité et du portefeuille, en influant sur les conditions financières et donc sur la liquidité des transactions sur les marchés au comptant et des produits dérivés ; et 4) le canal des taux de change, sachant que les produits de base s'échangent pour la plupart en dollars. Comme la politique monétaire a généralement de longs délais de réaction qui ont une incidence sur l'économie réelle, l'effet immédiat d'un choc de politique monétaire par le canal de l'économie réelle ne peut fonctionner qu'au moyen d'anticipations et donc uniquement pour des produits de base faciles à stocker<sup>4</sup>.

<sup>2</sup>Le dollar est à la fois une monnaie *d'intervention* et une monnaie *d'ancrage* (Gourinchas, 2019). Cela permet de propager les impulsions de la politique monétaire des États-Unis du centre vers la périphérie et procure une composante commune à l'environnement monétaire international. Les retombées de la politique monétaire des États-Unis sur le reste du monde sont encore renforcées par l'importance du financement en dollars pour les bilans des banques à l'échelle mondiale, ainsi que par la longueur et la complexité grandissantes des chaînes d'approvisionnement mondiales (Bruno et Shin, 2015).

<sup>3</sup>La corrélation des taux directeurs entre les banques centrales est forte. En outre, les chocs de politique monétaire aux États-Unis semblent provoquer des réactions et des surprises de la part d'autres banques centrales comme la Banque du Canada et la Banque centrale européenne (voir l'annexe 1.1 en ligne pour des précisions). Kearns, Schrimpf et Xia (2023) montrent que les retombées provenant d'autres banques centrales sont limitées. Dans le cas de la Chine, en général, la politique budgétaire est utilisée plus fréquemment pour les fluctuations du cycle conjoncturel que la politique monétaire. Toutes les annexes en ligne sont disponibles à l'adresse [www.imf.org/fr/Publications/WEO](http://www.imf.org/fr/Publications/WEO).

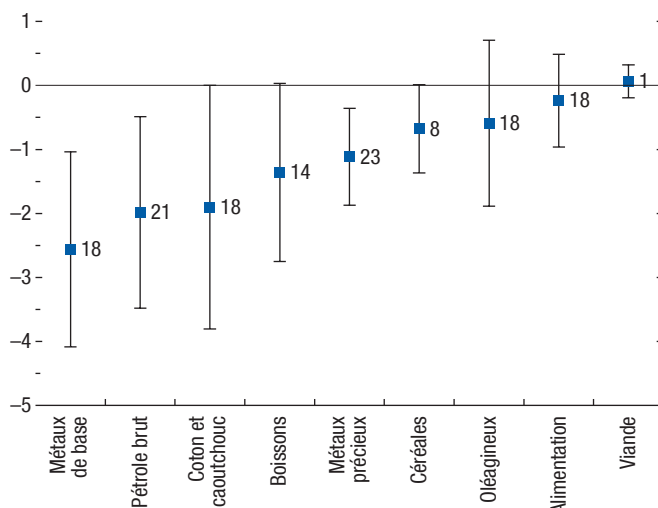
<sup>4</sup>Des chocs de politique monétaire de grande ampleur peuvent aussi avoir un effet non linéaire sur les prix des produits de base (Miao, Wu et Funke, 2011).

## Les effets des chocs de politique monétaire sur les prix des produits de base : une méthode à haute fréquence

Des projections locales sont utilisées dans l'analyse présentée ici pour évaluer les effets de chocs de politique monétaire, comme dans les travaux de Jarociński et Karadi (2020), sur les prix des produits de base<sup>5</sup>. L'impact le plus prononcé est observé pour les métaux industriels (par exemple le nickel et le cuivre) et le pétrole. Une surprise de politique monétaire de 10 points de base entraîne un repli de 2,5 % de l'indice des prix des métaux de base et une baisse de 2 % des prix du pétrole, les pics de réaction étant visibles après environ 20 jours (graphique 1. DS.3). Les prix des matières premières, comme le coton et le caoutchouc, diminuent aussi de manière similaire, alors que la réaction des prix des produits alimentaires, comme ceux des céréales, est moindre (moins de 1 %) et estimée de manière moins précise.

Les résultats concordent avec les canaux du coût de portage et de l'économie réelle, dans la mesure où les taux d'intérêt plus élevés augmentent les coûts d'opportunité de la détention de stocks et, à travers l'impact différé de la hausse des coûts de financement sur l'activité économique, réduisent la demande future. Ces effets sont plus significatifs pour les produits de base ayant une grande aptitude au stockage (par exemple les métaux de base)<sup>6</sup>. La réaction du prix de l'or est estimée de manière très précise, celui-ci diminuant de 1,1 % après 23 jours. Pour un taux de change donné, cela fixe un plafond pour le canal du coût de portage puisque, en temps normal, les cours de l'or évoluent essentiellement en fonction du coût d'opportunité de son stockage<sup>7</sup>. Les chocs de

**Graphique 1.DS.3. Réactions les plus marquées des cours des produits de base à un choc de 10 points de base de la politique monétaire des États-Unis (Variation en pourcentage)**



Sources : Bloomberg L.P. ; FMI, système des cours des produits de base ; Organisation des Nations Unies, base de données Comtrade ; calculs des services du FMI.

Note : Les chiffres à côté des cases représentent l'horizon (jour) de la baisse maximale des cours des produits de base. Les barres d'erreur correspondent à des intervalles d'erreur à 90 %.

politique monétaire influence aussi sur le dollar, qui s'apprécie de 0,4 %, même si l'impact est éphémère<sup>8</sup>.

## Les effets des chocs de politique monétaire sur les prix des produits de base, les effets de retour et les retombées

Ensuite, pour évaluer les effets de retour dans le pays et les retombées de la politique monétaire des États-Unis sur les autres pays, on utilise un modèle d'autorégression vectorielle structurelle avec une variable de substitution mensuelle. L'analyse examine d'abord les effets du canal des prix des produits de base sur l'inflation aux États-Unis. Elle enchaîne ensuite avec les effets sur l'inflation dans les autres pays. L'analyse porte sur les prix des produits alimentaires et du pétrole, qui ont les effets les plus directs sur l'inflation globale.

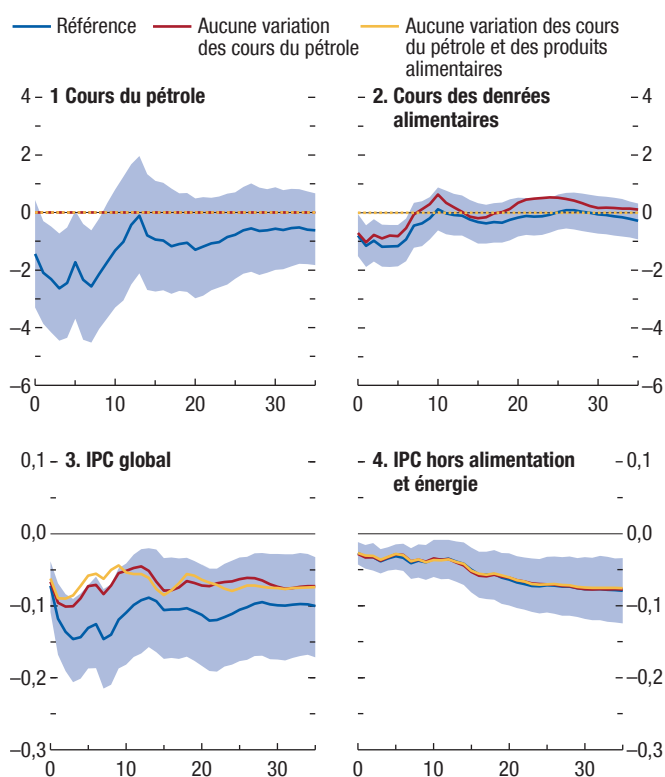
<sup>8</sup>Cela donne à penser que, sous réserve d'un choc de politique monétaire, la corrélation entre le dollar et les prix des produits de base est négative à de hautes fréquences. Même s'il semble que la corrélation inconditionnelle entre les prix des produits de base et le dollar ait changé depuis 2015 (Hofmann, Igan et Rees, 2023), l'analyse figurant dans ce dossier spécial ne trouve pas d'élément probant d'une évolution de la relation entre la politique monétaire des États-Unis et les indices des prix des produits de base pour cette période (voir l'annexe 1.1 en ligne pour plus de précisions).

<sup>5</sup>Seuls les prix des produits de base libellés en dollars sont étudiés pour la période 1990–2019. On utilise la surprise *totale* de politique monétaire des travaux de Jarociński et Karadi (2020), qui ne tient pas compte des effets des informations des banques centrales. Davantage de précisions sont apportées dans l'annexe 1.1 en ligne.

<sup>6</sup>Les réactions des prix du gaz naturel (Henry Hub) ne sont pas prises en considération, car les marchés du gaz connaissent d'importantes évolutions structurelles tout au long de l'échantillon. Pour la période 1990–2019, les prix du gaz naturel ne réagissent pas à la politique monétaire des États-Unis. Cependant, pour le sous-échantillon 2016–19 uniquement, lorsque les exportations de gaz naturel des États-Unis ont augmenté fortement, une baisse sensible des prix du gaz après le resserrement de la politique monétaire des États-Unis est observée.

<sup>7</sup>Sauf dans le cas du gaz naturel, les résultats restent valides si l'on choisit différentes périodes du sous-échantillon, ce qui semble indiquer que la relation entre la politique monétaire et les prix des produits de base n'a pas changé dans le temps. Cela est toujours le cas même si l'échantillon est scindé en segments avant et après 2004, année qui sert généralement à faire la distinction entre les périodes qui précèdent et qui suivent la financiarisation des marchés des produits de base (Tang et Xiong, 2012).

**Graphique 1.DS.4. Fonctions de réaction aux impulsions en cas de choc de 10 points de base de la politique monétaire des États-Unis**  
(En pourcentage)



Sources : Agence d'information sur l'énergie des États-Unis ; Bloomberg L.P. ; Conseil des gouverneurs du Système fédéral de réserve ; Bureau of Labor Statistics des États-Unis ; Organisation des Nations Unies, base de données Comtrade ; calculs des services du FMI.  
Note : Les courbes rouges (jaunes) illustrent la réaction des variables dans l'hypothèse où les cours du pétrole (cours du pétrole et des denrées alimentaires) restent constants. La zone ombrée correspond à un Intervalle de confiance à 68 %. Les prix du pétrole et des denrées alimentaires sont exprimés en dollars de l'année en cours. IPC = indice des prix à la consommation.

### Les effets de retour

Un relèvement de 10 points de base du taux des fonds fédéraux aux États-Unis provoque une baisse de 2 % des prix du pétrole au moment de l'impact, et l'effet perdure pendant huit mois. Les prix des denrées alimentaires diminuent de 1 %, et l'effet est moins durable. Les réactions de l'indice des prix à la consommation (IPC) global, de la production industrielle et du taux de change cadrent avec les conséquences théoriques d'un resserrement de la politique monétaire (graphique 1.DS.4 et annexe 1.1 en ligne)<sup>9</sup>.

<sup>9</sup>Outre l'instrument de politique monétaire, la première spécification étudie sept variables macroéconomiques : le bon du Trésor à un an, l'IPC global aux États-Unis, l'IPC hors alimentation et énergie aux États-Unis, la production industrielle aux États-Unis, la prime excédentaire sur

**Tableau 1.DS.1. Réaction moyenne des IPC**  
(En pourcentage)

		0-6 mois	0-12 mois	12-24 mois
États-Unis	Repère	-0,12	-0,12	-0,02
	Pas de contribution du pétrole <sup>1</sup>	-0,09 (32)	-0,07 (40)	-0,02
	Pas de contribution du pétrole et des produits alimentaires	-0,07 (41)	-0,06 (47)	-0,01
	Contribution AM <sup>2</sup>	(43)	(40)	-
Autres pays	Repère	-0,07	-0,07	0
	Pas de contribution du pétrole	-0,04 (48)	-0,03 (57)	-0,01
	Pas de contribution du pétrole et des produits alimentaires	-0,02 (66)	-0,02 (74)	0

Sources : Conseil des gouverneurs du Système fédéral de réserve ; Agence d'information sur l'énergie des États-Unis ; Banque mondiale ; calculs des services du FMI.

Note : Réaction moyenne des IPC à une hausse de 10 points de base du taux d'intérêt. Les intervalles de temps dans chaque colonne correspondent à la période moyenne de baisse. AM = analyse de médiation ; IPC = indice des prix à la consommation.

<sup>1</sup>Les pourcentages entre parenthèses désignent les contributions du canal des produits de base.

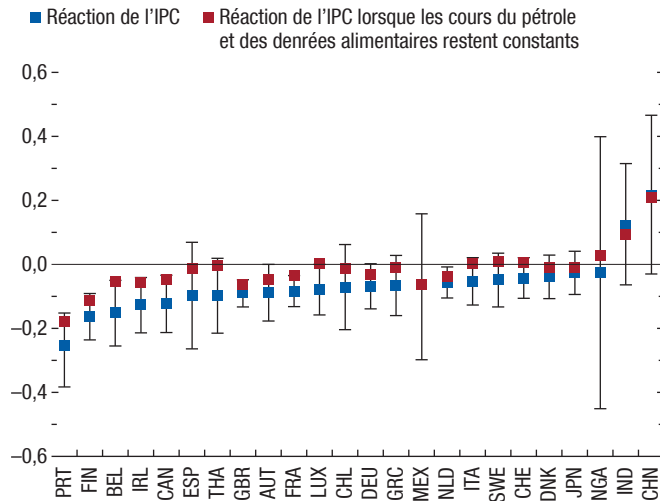
<sup>2</sup>« Contribution AM » désigne la contribution de l'indice global des produits de base à partir d'une analyse de médiation (AM) des projections locales avec variables instrumentales.

Afin d'isoler le canal des prix des produits de base de la politique monétaire des États-Unis, dans la ligne des travaux de Bernanke, Gertler et Watson (1997), les fonctions de réaction aux impulsions sont à nouveau estimées, en imposant la condition que la politique monétaire des États-Unis n'a aucun effet sur 1) les prix du pétrole et 2) les prix du pétrole et des produits alimentaires. Si le canal des prix des produits de base est fermé, la politique monétaire des États-Unis a des effets moindres sur l'IPC. Comme le montre le tableau 1.DS.1, en l'absence de réactions des prix du pétrole et des denrées alimentaires, l'IPC global aurait diminué de 0,07 point de pourcentage, et non pas de 0,12 point de pourcentage, au cours des six premiers mois, ce qui implique une contribution de 41 % du canal des prix des produits de base. La contribution est similaire pour la première année. Toutefois, elle diminue au fil du temps, car l'inflation hors alimentation et énergie devient le principal élément moteur (graphique 1.DS.4, page 4). Les prix du pétrole jouent un rôle prépondérant : ils influent sur les prix des produits alimentaires, mais la réciproque n'est pas vraie.

Une analyse de médiation des projections locales avec variables instrumentales tend à confirmer ces

les obligations, le dollar, le prix du pétrole West Texas Intermediate et un indice des prix des produits alimentaires. Les données couvrent la période 1990-2019. L'accent mis sur les produits de base alimentaires et énergétiques s'explique par le fait que leurs répercussions sur l'inflation globale sont plus directes et moins différées que celles des autres produits de base, comme les métaux, les engrais et les matières premières.

**Graphique 1.DS.5. Contribution des cours du pétrole et des denrées alimentaires à la transmission des chocs liés à la politique monétaire des États-Unis**  
(En pourcentage)



Sources : Agence d'information sur l'énergie des États-Unis ; Banque mondiale ; Conseil des gouverneurs du Système fédéral de réserve ; calculs des services du FMI.  
Note : Les carrés bleus et rouges représentent la réaction moyenne des IPC sur un an après une hausse de 10 points de base du taux d'intérêt des États-Unis. Les barres d'erreur correspondent à des intervalles de confiance à 68 %. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). IPC = indice des prix à la consommation.

résultats, avec une contribution moyenne des prix des produits de base de 43 % sur une période de six mois (tableau 1.DS.1 et annexe 1.1 en ligne).

## Les retombées

Le graphique 1.DS.5 illustre les effets de la politique monétaire des États-Unis sur l'IPC des pays (en bleu) ainsi que l'impact de la politique monétaire des États-Unis sur l'IPC des pays en l'absence du canal des prix des produits de base (en rouge)<sup>10</sup>. Comme attendu, l'IPC de la plupart des pays s'inscrit en baisse après un resserrement de la politique monétaire des États-Unis. Le canal des prix des produits de base joue un rôle important d'un point de vue quantitatif pour plusieurs pays. Comme le met en évidence le tableau 1.DS.1, pour le pays moyen, le canal des prix des produits de base est à l'origine de 66 % des

<sup>10</sup>Pour étudier les effets de la politique monétaire des États-Unis sur l'inflation dans les autres pays via les prix des produits de base, la spécification précédente est augmentée de l'IPC du pays *i* et du taux de change bilatéral pour le pays *i* et les États-Unis, l'estimation étant répétée pour une série de 24 pays. La même décomposition est effectuée pour étudier dans quelle mesure la variation de l'IPC du pays *i* est due à l'impact de la politique monétaire des États-Unis sur les prix des produits de base.

retombées totales de la politique monétaire des États-Unis sur l'inflation au cours des six premiers mois. La contribution du seul prix du pétrole s'élève à 48 %.

## Des répercussions asymétriques

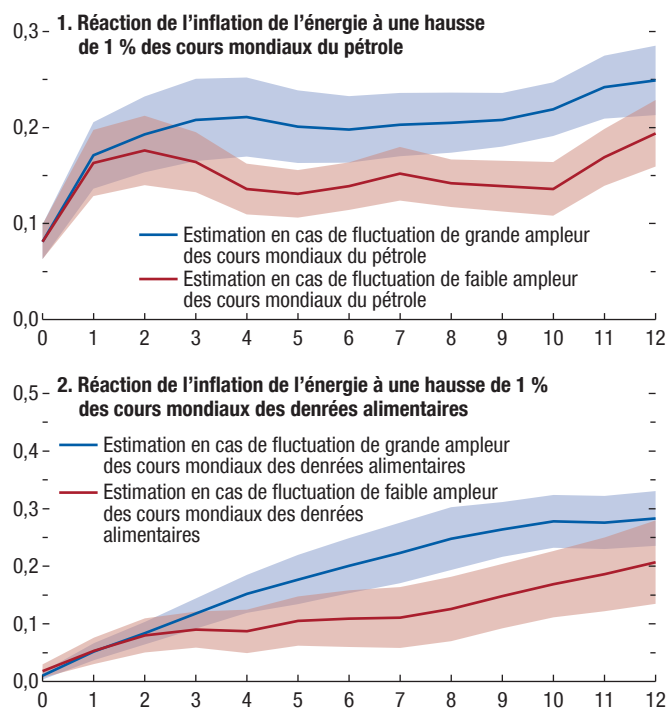
Certains observateurs ont laissé entendre que, durant l'épisode le plus récent de montée de l'inflation, les répercussions des prix mondiaux des produits de base sur les prix intérieurs à la consommation sont devenues plus fortes. Il a aussi été affirmé que les producteurs s'empressent de répercuter les variations des coûts sur les consommateurs lorsque les prix des produits de base augmentent, mais qu'ils s'abstiennent de le faire en cas de baisse de ces derniers. Enfin, les producteurs peuvent aussi répercuter une part plus grande des variations des prix des produits de base sur les prix à la consommation lorsque ces variations sont plus marquées et plus rapides, ce qui attire l'attention des producteurs en raison de leur importance.

Une série de projections locales de l'inflation alimentaire et énergétique intérieure en cas de chocs du prix des produits de base alimentaires et du prix du pétrole sont réalisées afin de vérifier ces hypothèses. Pour l'inflation alimentaire, rien ne permet de penser que les répercussions sont plus fortes en cas d'envolée des prix des produits de base qu'en cas de chute ou que les répercussions sont plus marquées pour les hausses des prix que pour les baisses. Toutefois, certaines données montrent que les répercussions de vastes chocs du prix du pétrole sur l'inflation énergétique intérieure pourraient être deux fois plus fortes que pour des chocs de faible ampleur (graphique 1.DS.6, page 1). Pour l'inflation alimentaire, il apparaît aussi que les répercussions sur les prix des denrées alimentaires sont plus prononcées en cas de chocs de plus grande ampleur et donc plus importants (graphique 1.DS.6, page 2).

## Conclusions

La politique monétaire a un impact prononcé et direct sur les prix des produits de base, en particulier sur ceux des produits de base industriels et stockables comme le pétrole et les métaux. Les chocs de politique monétaire aux États-Unis ont rapidement des effets de retour et des retombées sur les autres pays. Après un choc de politique monétaire de 10 points de base, la baisse des prix du pétrole et des denrées alimentaires sur une période de six mois réduit l'inflation intérieure et celle des autres pays de 0,05 % en moyenne. Ce résultat signifie que le canal des prix des produits de base de la politique monétaire

**Graphique 1.DS.6. Transmission asymétrique des chocs sur les cours des produits de base**  
(En pourcentage)



Sources : Ha, Kose et Ohnsorge (2021) ; calculs des services du FMI.

Note : La zone ombrée correspond à un Intervalle de confiance à 90 %. L'axe des abscisses donne le nombre de mois écoulé après le choc. Le coefficient sur les fluctuations de grande (faible) ampleur des prix est estimé à partir d'un sous-échantillon de variations de prix supérieures à un écart-type (inférieures ou égales à un écart-type).

des États-Unis a des retombées comparativement plus fortes sur les autres pays que les effets de retour sur les États-Unis. Alors que le canal des prix des produits de base est à l'origine de 41 % du repli total de l'IPC global des États-Unis, il représente 66 % du repli total de l'IPC global du pays moyen de l'échantillon.

Les retombées des chocs de politique monétaire aux États-Unis ont tendance à être plus importantes pour les prix à la consommation dans les autres pays avancés. En revanche, la réaction des prix à la consommation dans les pays émergents et leurs canaux des prix des produits de base sont estimés de manière moins précise, puisque les pays émergents tendent à avoir des prix plus réglementés. Il n'existe pas de canal des prix des produits de base significatif pour l'inflation hors alimentation et énergie. Les grandes banques centrales, lorsqu'elles fixent leurs objectifs, devraient prendre en considération leurs effets de retour et leurs retombées par le canal des prix des produits de base et anticiper des répercussions plus fortes durant les périodes d'amples fluctuations des cours des produits de base (par rapport aux périodes de faibles variations). Enfin, comme la Réserve fédérale a tendance à donner le ton de l'orientation de la politique monétaire mondiale, et sachant que les autres grandes banques centrales comme la Banque centrale européenne peuvent aussi influencer sur les prix des produits de base, le canal des prix des produits de base pourrait être renforcé durant les périodes de grande coordination des politiques monétaires.



**Tableau de l'annexe 1.1.1. Pays européens : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage**  
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation <sup>1</sup>			Solde extérieur courant <sup>2</sup>			Chômage <sup>3</sup>		
	2022	Projections		2022	Projections		2022	Projections		2022	Projections	
		2023	2024		2023	2024		2023	2024		2023	2024
<b>Europe</b>	<b>2,7</b>	<b>1,2</b>	<b>1,5</b>	<b>15,4</b>	<b>10,5</b>	<b>9,4</b>	<b>2,0</b>	<b>2,0</b>	<b>2,1</b>	...	...	...
<b>Pays avancés</b>	<b>3,5</b>	<b>0,7</b>	<b>1,2</b>	<b>8,5</b>	<b>5,9</b>	<b>3,3</b>	<b>1,9</b>	<b>2,5</b>	<b>2,6</b>	<b>6,0</b>	<b>6,0</b>	<b>6,0</b>
Zone euro <sup>4, 5</sup>	3,3	0,7	1,2	8,4	5,6	3,3	-0,7	1,2	1,4	6,7	6,6	6,5
Allemagne	1,8	-0,5	0,9	8,7	6,3	3,5	4,2	6,0	6,6	3,1	3,3	3,3
France	2,5	1,0	1,3	5,9	5,6	2,5	-2,0	-1,2	-1,3	7,3	7,4	7,3
Italie <sup>6</sup>	3,7	0,7	0,7	8,7	6,0	2,6	-1,2	0,7	0,9	8,1	7,9	8,0
Espagne	5,8	2,5	1,7	8,3	3,5	3,9	0,6	2,1	2,0	12,9	11,8	11,3
Pays-Bas	4,3	0,6	1,1	11,6	4,0	4,2	9,2	7,6	7,6	3,5	3,7	4,1
Belgique	3,2	1,0	0,9	10,3	2,5	4,3	-3,6	-2,7	-1,9	5,6	5,7	5,7
Irlande	9,4	2,0	3,3	8,1	5,2	3,0	10,8	7,8	7,2	4,5	4,1	4,2
Autriche	4,8	0,1	0,8	8,6	7,8	3,7	0,7	0,1	0,0	4,8	5,1	5,4
Portugal	6,7	2,3	1,5	8,1	5,3	3,4	-1,2	1,3	1,1	6,1	6,6	6,5
Grèce	5,9	2,5	2,0	9,3	4,1	2,8	-10,1	-6,9	-6,0	12,4	10,8	9,3
Finlande	1,6	-0,1	1,0	7,2	4,5	1,9	-3,6	-1,7	-0,9	6,8	7,3	7,4
République slovaque	1,7	1,3	2,5	12,1	10,9	4,8	-8,2	-2,7	-4,0	6,2	6,1	5,9
Croatie	6,2	2,7	2,6	10,7	8,6	4,2	-1,6	-0,2	-0,4	6,8	6,3	5,9
Lituanie	1,9	-0,2	2,7	18,9	9,3	3,9	-5,1	0,0	0,9	5,9	6,5	6,3
Slovénie	2,5	2,0	2,2	8,8	7,4	4,2	-1,0	4,4	3,8	4,0	3,6	3,8
Luxembourg	1,4	-0,4	1,5	8,1	3,2	3,3	3,6	3,7	4,0	4,8	5,2	5,8
Lettonie	2,8	0,5	2,6	17,2	9,9	4,2	-4,7	-3,0	-2,4	6,9	6,7	6,6
Estonie	-0,5	-2,3	2,4	19,4	10,0	3,8	-2,9	1,8	2,6	5,6	6,7	7,1
Chypre	5,6	2,2	2,7	8,1	3,5	2,4	-9,1	-8,6	-7,9	6,8	6,7	6,4
Malte	6,9	3,8	3,3	6,1	5,8	3,1	-5,7	-3,0	-2,9	2,9	3,1	3,2
Royaume-Uni <sup>6</sup>	4,1	0,5	0,6	9,1	7,7	3,7	-3,8	-3,7	-3,7	3,7	4,2	4,6
Suisse	2,7	0,9	1,8	2,8	2,2	2,0	10,2	8,0	8,0	2,2	2,1	2,3
Suède	2,8	-0,7	0,6	8,1	6,9	3,6	4,8	5,4	5,4	7,5	7,5	8,1
République tchèque	2,3	0,2	2,3	15,1	10,9	4,6	-6,1	0,5	1,7	2,1	2,8	2,6
Norvège	3,3	2,3	1,5	5,8	5,8	3,7	30,2	26,2	25,4	3,3	3,6	3,8
Danemark	2,7	1,7	1,4	8,5	4,2	2,8	13,5	11,4	9,9	4,5	5,0	5,0
Islande	7,2	3,3	1,7	8,3	8,6	4,5	-2,0	-0,6	-0,4	3,8	3,4	3,8
Andorre	8,8	2,1	1,5	6,2	5,2	3,5	17,0	17,9	18,4	2,1	1,9	1,7
Saint-Marin	5,0	2,2	1,3	5,3	5,9	2,5	8,0	3,8	2,9	4,3	4,0	3,9
<b>Pays émergents et pays en développement d'Europe<sup>7</sup></b>	<b>0,8</b>	<b>2,4</b>	<b>2,2</b>	<b>27,9</b>	<b>18,9</b>	<b>19,9</b>	<b>2,6</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,3</b>	...	...	...
Russie	-2,1	2,2	1,1	13,8	5,3	6,3	10,5	3,4	4,0	3,9	3,3	3,1
Türkiye	5,5	4,0	3,0	72,3	51,2	62,5	-5,3	-4,2	-3,0	10,3	9,9	10,1
Pologne	5,1	0,6	2,3	14,4	12,0	6,4	-3,0	1,0	0,3	2,9	2,8	2,9
Roumanie	4,7	2,2	3,8	13,8	10,7	5,8	-9,3	-7,3	-7,1	5,6	5,6	5,4
Ukraine <sup>6</sup>	-29,1	2,0	3,2	20,2	17,7	13,0	5,0	-5,7	-7,2	24,5	19,4	10,6
Hongrie	4,6	-0,3	3,1	14,5	17,7	6,6	-8,0	-0,9	-1,6	3,6	3,9	3,8
Bélarus	-3,7	1,6	1,3	15,2	4,7	5,7	3,7	2,7	2,0	4,2	4,0	3,6
Bulgarie	3,4	1,7	3,2	13,0	8,5	3,0	-0,7	0,0	0,1	4,2	4,6	4,4
Serbie	2,3	2,0	3,0	12,0	12,4	5,3	-6,9	-2,3	-3,2	9,4	9,1	9,0

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

<sup>1</sup>Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A6 et A7 de l'appendice statistique.

<sup>2</sup>En pourcentage du PIB.

<sup>3</sup>En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.

<sup>4</sup>Solde extérieur courant corrigé des discordances constatées entre les informations communiquées sur les opérations effectuées au sein de la zone.

<sup>5</sup>Sur la base de l'indice des prix à la consommation harmonisé d'Eurostat, sauf dans le cas de la Slovaquie.

<sup>6</sup>Voir les notes pour l'Italie, le Royaume-Uni, la Türkiye et l'Ukraine dans la section des notes de l'appendice statistique.

<sup>7</sup>Inclut l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la Macédoine du Nord, le Monténégro et la République de Moldova.

**Tableau de l'annexe 1.1.2. Pays d'Asie et du Pacifique : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage**  
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation <sup>1</sup>			Solde extérieur courant <sup>2</sup>			Chômage <sup>3</sup>		
	2022	Projections		2022	Projections		2022	Projections		2022	Projections	
		2023	2024		2023	2024		2023	2024		2023	2024
<b>Asie</b>	<b>3,9</b>	<b>4,6</b>	<b>4,2</b>	<b>3,8</b>	<b>2,8</b>	<b>2,7</b>	<b>1,8</b>	<b>1,6</b>	<b>1,5</b>	...	...	...
<b>Pays avancés d'Asie</b>	<b>1,8</b>	<b>2,1</b>	<b>1,8</b>	<b>3,8</b>	<b>3,5</b>	<b>2,7</b>	<b>3,6</b>	<b>3,8</b>	<b>3,9</b>	<b>2,9</b>	<b>2,8</b>	<b>2,9</b>
Japon	1,0	2,0	1,0	2,5	3,2	2,9	2,1	3,3	3,7	2,6	2,5	2,3
Corée	2,6	1,4	2,2	5,1	3,4	2,3	1,8	1,3	1,7	2,9	2,7	3,2
Taiwan (province chinoise de)	2,4	0,8	3,0	2,9	2,1	1,5	13,3	11,8	12,1	3,7	3,7	3,7
Australie	3,7	1,8	1,2	6,6	5,8	4,0	1,1	0,6	-0,7	3,7	3,7	4,3
Singapour	3,6	1,0	2,1	6,1	5,5	3,5	19,3	16,6	15,2	2,1	1,8	1,8
Hong Kong (RAS)	-3,5	4,4	2,9	1,9	2,2	2,3	10,6	7,1	6,3	4,3	3,2	3,1
Nouvelle-Zélande	2,7	1,1	1,0	7,2	4,9	2,7	-9,0	-7,9	-6,5	3,3	3,8	4,9
Macao (RAS)	-26,8	74,4	27,2	1,0	0,9	1,7	-23,5	19,9	32,4	3,0	2,7	2,5
<b>Pays émergents et pays en développement d'Asie</b>	<b>4,5</b>	<b>5,2</b>	<b>4,8</b>	<b>3,8</b>	<b>2,6</b>	<b>2,7</b>	<b>1,2</b>	<b>0,7</b>	<b>0,6</b>	...	...	...
Chine	3,0	5,0	4,2	1,9	0,7	1,7	2,2	1,5	1,4	5,5	5,3	5,2
Inde <sup>4</sup>	7,2	6,3	6,3	6,7	5,5	4,6	-2,0	-1,8	-1,8	...	...	...
Indonésie	5,3	5,0	5,0	4,2	3,6	2,5	1,0	-0,3	-0,6	5,9	5,3	5,2
Thaïlande	2,6	2,7	3,2	6,1	1,5	1,6	-3,0	-0,2	1,9	1,3	1,2	1,1
Viet Nam	8,0	4,7	5,8	3,2	3,4	3,4	-0,3	0,2	0,7	2,3	2,1	2,1
Philippines	7,6	5,3	5,9	5,8	5,8	3,2	-4,5	-3,0	-2,6	5,4	4,7	5,1
Malaisie	8,7	4,0	4,3	3,4	2,9	2,7	3,1	2,7	2,8	3,8	3,6	3,5
<b>Autres pays émergents et pays en développement d'Asie<sup>5</sup></b>	<b>3,9</b>	<b>3,8</b>	<b>5,6</b>	<b>12,3</b>	<b>10,8</b>	<b>7,4</b>	<b>-3,8</b>	<b>-1,2</b>	<b>-1,2</b>	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>												
ASEAN-5 <sup>6</sup>	<b>5,5</b>	<b>4,2</b>	<b>4,5</b>	<b>4,8</b>	<b>3,6</b>	<b>2,5</b>	<b>2,7</b>	<b>2,3</b>	<b>2,3</b>	...	...	...
Pays émergents d'Asie <sup>7</sup>	<b>4,5</b>	<b>5,2</b>	<b>4,8</b>	<b>3,4</b>	<b>2,3</b>	<b>2,5</b>	<b>1,3</b>	<b>0,8</b>	<b>0,7</b>	...	...	...

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

<sup>1</sup>Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A6 et A7 de l'appendice statistique.<sup>2</sup>En pourcentage du PIB.<sup>3</sup>En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.<sup>4</sup>Voir la note pour l'Inde dans la section des notes de l'appendice statistique.<sup>5</sup>Les autres pays émergents et pays en développement d'Asie incluent les pays suivants : Bangladesh, Bhoutan, Brunei Darussalam, Cambodge, Fidji, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Maldives, Micronésie, Mongolie, Myanmar, Nauru, Népal, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République démocratique populaire lao, Samoa, Sri Lanka, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.<sup>6</sup>Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.<sup>7</sup>Les pays émergents d'Asie incluent la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et le Viet Nam.

**Tableau de l'annexe 1.1.3. Pays de l'Hémisphère occidental : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage**  
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation <sup>1</sup>			Solde extérieur courant <sup>2</sup>			Chômage <sup>3</sup>		
	2022	Projections		2022	Projections		2022	Projections		2022	Projections	
		2023	2024		2023	2024		2023	2024		2023	2024
<b>Amérique du Nord</b>	<b>2,3</b>	<b>2,1</b>	<b>1,5</b>	<b>7,9</b>	<b>4,2</b>	<b>2,8</b>	<b>-3,4</b>	<b>-2,7</b>	<b>-2,6</b>	...	...	...
États-Unis	2,1	2,1	1,5	8,0	4,1	2,8	-3,8	-3,0	-2,8	3,6	3,6	3,8
Mexique	3,9	3,2	2,1	7,9	5,5	3,8	-1,2	-1,5	-1,4	3,3	2,9	3,1
Canada	3,4	1,3	1,6	6,8	3,6	2,4	-0,3	-1,0	-1,0	5,3	5,5	6,3
Porto Rico <sup>4</sup>	2,0	-0,7	-0,2	5,9	2,9	1,5	...	...	...	6,2	6,8	6,6
<b>Amérique du Sud<sup>5</sup></b>	<b>3,8</b>	<b>1,6</b>	<b>2,0</b>	<b>17,4</b>	<b>18,7</b>	<b>14,7</b>	<b>-3,0</b>	<b>-1,9</b>	<b>-1,6</b>	...	...	...
Brésil	2,9	3,1	1,5	9,3	4,7	4,5	-2,8	-1,9	-1,8	9,3	8,3	8,2
Argentine	5,0	-2,5	2,8	72,4	121,7	93,7	-0,7	-0,6	1,2	6,8	7,4	7,2
Colombie	7,3	1,4	2,0	10,2	11,4	5,2	-6,2	-4,9	-4,3	11,2	10,8	10,4
Chili	2,4	-0,5	1,6	11,6	7,8	3,6	-9,0	-3,5	-3,6	7,9	8,8	9,0
Pérou	2,7	1,1	2,7	7,9	6,5	2,9	-4,1	-1,9	-2,1	7,8	7,6	7,4
Équateur	2,9	1,4	1,8	3,5	2,3	1,8	2,4	1,5	1,6	3,2	3,8	3,9
Venezuela	8,0	4,0	4,5	186,5	360,0	200,0	3,6	2,2	3,4	...	...	...
Bolivie	3,5	1,8	1,8	1,7	3,0	4,4	-0,4	-2,7	-3,3	4,7	4,9	5,0
Paraguay	0,1	4,5	3,8	9,8	4,7	4,1	-6,0	0,6	0,1	6,8	6,2	6,0
Uruguay	4,9	1,0	3,2	9,1	6,1	5,9	-3,5	-3,7	-3,3	7,9	8,1	8,0
<b>Amérique centrale<sup>6</sup></b>	<b>5,4</b>	<b>3,8</b>	<b>3,9</b>	<b>7,2</b>	<b>4,2</b>	<b>3,6</b>	<b>-3,2</b>	<b>-2,2</b>	<b>-2,1</b>	...	...	...
<b>Caraïbes<sup>7</sup></b>	<b>13,9</b>	<b>9,8</b>	<b>8,3</b>	<b>12,6</b>	<b>13,2</b>	<b>6,5</b>	<b>4,4</b>	<b>0,8</b>	<b>2,0</b>	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>												
Amérique latine et Caraïbes <sup>8</sup>	4,1	2,3	2,3	14,0	13,8	10,7	-2,4	-1,8	-1,5	...	...	...
Union monétaire des Caraïbes orientales <sup>9</sup>	9,9	4,7	4,0	5,5	4,2	2,4	-13,4	-11,3	-10,2	...	...	...

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

<sup>1</sup>Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A6 et A7 de l'appendice statistique. Le Venezuela est exclu des agrégats.<sup>2</sup>En pourcentage du PIB.<sup>3</sup>En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.<sup>4</sup>Porto Rico est un territoire des États-Unis, mais ses données statistiques sont tenues à jour de manière séparée et indépendante.<sup>5</sup>Voir les notes pour l'Argentine et le Venezuela dans la section des notes de l'appendice statistique.<sup>6</sup>Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama et République dominicaine.<sup>7</sup>Antigua-et-Barbuda, Aruba, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Suriname et Trinité-et-Tobago.<sup>8</sup>Inclut le Mexique et des pays d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud et des Caraïbes. Voir les notes pour l'Argentine et le Venezuela dans la section des notes de l'appendice statistique.<sup>9</sup>Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenade, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Sainte-Lucie, ainsi qu'Anguilla et Montserrat, qui ne sont pas membres du FMI.

**Tableau de l'annexe 1.1.4. Pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage**  
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation <sup>1</sup>			Solde extérieur courant <sup>2</sup>			Chômage <sup>3</sup>		
	2022	Projections		2022	Projections		2022	Projections		2022	Projections	
		2023	2024		2023	2024		2023	2024		2023	2024
<b>Moyen-Orient et Asie centrale</b>	<b>5,6</b>	<b>2,0</b>	<b>3,4</b>	<b>14,0</b>	<b>18,0</b>	<b>15,2</b>	<b>8,6</b>	<b>4,1</b>	<b>3,6</b>	...	...	...
<b>Pays exportateurs de pétrole<sup>4</sup></b>	<b>5,7</b>	<b>2,2</b>	<b>3,4</b>	<b>13,3</b>	<b>12,9</b>	<b>9,4</b>	<b>13,8</b>	<b>6,8</b>	<b>6,0</b>	...	...	...
Arabie saoudite	8,7	0,8	4,0	2,5	2,5	2,2	13,6	5,9	5,4	5,6	...	...
Iran	3,8	3,0	2,5	45,8	47,0	32,5	4,2	3,4	3,7	9,3	9,4	9,6
Émirats arabes unis	7,9	3,4	4,0	4,8	3,1	2,3	11,7	8,2	7,7	...	...	...
Kazakhstan	3,3	4,6	4,2	15,0	15,0	9,0	3,5	-1,5	-0,7	4,9	4,8	4,8
Algérie	3,2	3,8	3,1	9,3	9,0	6,8	9,8	2,9	1,0	...	...	...
Iraq	7,0	-2,7	2,9	5,0	5,3	3,6	17,3	-1,9	-4,3	...	...	...
Qatar	4,9	2,4	2,2	5,0	2,8	2,3	26,7	17,6	15,4	...	...	...
Koweït	8,9	-0,6	3,6	4,0	3,4	3,1	36,0	30,3	27,7	2,2	2,2	2,2
Azerbaïdjan	4,6	2,5	2,5	13,9	10,3	5,6	29,8	16,3	15,7	5,9	5,9	5,8
Oman	4,3	1,2	2,7	2,8	1,1	1,7	6,4	5,1	5,4	...	...	...
Turkménistan	1,6	2,5	2,1	11,2	5,9	10,5	7,1	3,4	1,8	...	...	...
Bahreïn	4,9	2,7	3,6	3,6	1,0	1,4	15,4	6,6	7,0	5,4	...	...
<b>Pays importateurs de pétrole<sup>5,6</sup></b>	<b>5,3</b>	<b>1,8</b>	<b>3,3</b>	<b>15,1</b>	<b>26,7</b>	<b>25,1</b>	<b>-5,1</b>	<b>-3,1</b>	<b>-3,6</b>	...	...	...
Égypte	6,7	4,2	3,6	8,5	23,5	32,2	-3,5	-1,7	-2,4	7,3	7,1	7,5
Pakistan	6,1	-0,5	2,5	12,1	29,2	23,6	-4,7	-0,7	-1,8	6,2	8,5	8,0
Maroc	1,3	2,4	3,6	6,6	6,3	3,5	-3,5	-3,1	-3,2	11,8	12,0	11,7
Ouzbékistan	5,7	5,5	5,5	11,4	10,2	10,0	-0,8	-4,3	-4,6	8,9	8,4	7,9
Soudan <sup>7</sup>	-2,5	-18,3	0,3	138,8	256,2	152,4	-11,2	-1,0	-7,4	32,1	46,0	47,2
Tunisie	2,5	1,3	1,9	8,3	9,4	9,8	-8,6	-5,8	-5,4	15,2	...	...
Jordanie	2,5	2,6	2,7	4,2	2,7	2,6	-8,8	-7,6	-5,4	22,9	...	...
Géorgie	10,1	6,2	4,8	11,9	2,4	2,7	-4,0	-6,1	-5,8	17,3	18,4	18,6
Arménie	12,6	7,0	5,0	8,6	3,5	4,0	0,8	-1,4	-2,3	13,0	13,5	14,0
Tadjikistan	8,0	6,5	5,0	6,6	4,6	5,7	15,6	-3,7	-2,4	...	...	...
République kirghize	6,3	3,4	4,3	13,9	11,7	8,6	-46,5	-20,0	-6,1	9,0	9,0	9,0
Bande de Gaza et Cisjordanie <sup>7</sup>	3,9	3,0	2,7	3,7	3,4	2,7	...	...	...	24,4	24,2	24,0
Mauritanie	6,5	4,5	5,3	9,6	7,5	4,0	-15,3	-9,9	-11,1	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>												
Caucase et Asie centrale	4,8	4,6	4,2	13,0	11,0	8,3	6,0	0,4	0,6	...	...	...
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan <sup>6</sup>	5,7	1,7	3,3	14,1	19,0	16,2	8,9	4,7	4,0	...	...	...
Moyen-Orient et Afrique du Nord Israël <sup>8</sup>	5,6	2,0	3,4	14,4	17,5	15,0	10,2	5,2	4,6	...	...	...
	6,5	3,1	3,0	4,4	4,3	3,0	3,4	4,2	4,0	3,8	3,5	3,9

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

<sup>1</sup>Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A6 et A7 de l'appendice statistique.

<sup>2</sup>En pourcentage du PIB.

<sup>3</sup>En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.

<sup>4</sup>Ce groupe comprend aussi la Libye et le Yémen.

<sup>5</sup>Ce groupe comprend aussi Djibouti, le Liban et la Somalie. Voir la note sur le Liban dans la section des notes de l'appendice statistique.

<sup>6</sup>L'Afghanistan et la Syrie sont exclus en raison de l'incertitude entourant leur situation politique. Voir les notes sur ces pays dans la section des notes de l'appendice statistique.

<sup>7</sup>Voir les notes pour la Bande de Gaza et Cisjordanie et le Soudan dans la section des notes de l'appendice statistique.

<sup>8</sup>Israël, qui n'est pas membre de la région économique, est inclus pour des raisons de géographie. Les chiffres relatifs à Israël ne sont toutefois pas inclus dans les agrégats de la région.

**Tableau de l'annexe 1.1.5. Pays d'Afrique subsaharienne : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage**  
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation <sup>1</sup>			Solde extérieur courant <sup>2</sup>			Chômage <sup>3</sup>		
	2022	Projections		2022	Projections		2022	Projections		2022	Projections	
		2023	2024		2023	2024		2023	2024		2023	2024
<b>Afrique subsaharienne</b>	<b>4,0</b>	<b>3,3</b>	<b>4,0</b>	<b>14,5</b>	<b>15,8</b>	<b>13,1</b>	<b>-1,9</b>	<b>-2,7</b>	<b>-2,8</b>	...	...	...
<b>Pays exportateurs de pétrole<sup>4</sup></b>	<b>3,2</b>	<b>2,5</b>	<b>3,0</b>	<b>18,0</b>	<b>21,6</b>	<b>21,3</b>	<b>2,8</b>	<b>1,1</b>	<b>0,9</b>	...	...	...
Nigéria	3,3	2,9	3,1	18,8	25,1	23,0	0,2	0,7	0,6	...	...	...
Angola	3,0	1,3	3,3	21,4	13,1	22,3	9,6	3,1	3,7	...	...	...
Gabon	3,0	2,8	2,6	4,3	3,8	2,5	1,6	-0,8	-2,1	...	...	...
Tchad	3,4	4,0	3,7	5,8	7,0	3,5	6,2	0,2	-3,3	...	...	...
Guinée équatoriale	3,2	-6,2	-5,5	4,9	2,4	4,0	9,6	-2,6	-3,0	...	...	...
<b>Pays à revenu intermédiaire<sup>5</sup></b>	<b>3,6</b>	<b>2,7</b>	<b>3,6</b>	<b>9,4</b>	<b>9,4</b>	<b>6,6</b>	<b>-2,7</b>	<b>-3,3</b>	<b>-3,0</b>	...	...	...
Afrique du Sud	1,9	0,9	1,8	6,9	5,8	4,8	-0,5	-2,5	-2,8	33,5	32,8	32,8
Kenya	4,8	5,0	5,3	7,6	7,7	6,6	-5,1	-4,9	-4,9	...	...	...
Ghana	3,1	1,2	2,7	31,9	42,2	23,2	-2,1	-2,5	-2,8	...	...	...
Côte d'Ivoire	6,7	6,2	6,6	5,2	4,3	2,3	-6,5	-4,7	-3,8	...	...	...
Cameroun	3,8	4,0	4,2	6,3	7,2	4,8	-1,8	-2,6	-2,4	...	...	...
Zambie	4,7	3,6	4,3	11,0	10,6	9,6	3,6	5,0	7,4	...	...	...
Sénégal	4,0	4,1	8,8	9,7	6,1	3,3	-19,9	-14,6	-7,9	...	...	...
<b>Pays à faible revenu<sup>6</sup></b>	<b>5,7</b>	<b>5,3</b>	<b>5,8</b>	<b>18,7</b>	<b>19,1</b>	<b>14,1</b>	<b>-6,8</b>	<b>-5,5</b>	<b>-5,7</b>	...	...	...
Éthiopie	6,4	6,1	6,2	33,9	29,1	20,7	-4,3	-2,4	-2,0	...	...	...
Tanzanie	4,7	5,2	6,1	4,4	4,0	4,0	-5,4	-5,1	-4,2	...	...	...
République démocratique du Congo	8,9	6,7	4,7	9,3	19,1	10,6	-5,2	-6,0	-5,3	...	...	...
Ouganda	6,4	4,6	5,7	7,2	5,8	4,7	-8,2	-7,1	-8,2	...	...	...
Burkina Faso	1,5	4,4	6,4	14,1	1,4	3,0	-6,2	-5,1	-5,2	...	...	...
Mali	3,7	4,5	4,8	9,7	5,0	2,8	-6,9	-6,5	-5,7	...	...	...

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

<sup>1</sup>Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A6 et A7 de l'appendice statistique.

<sup>2</sup>En pourcentage du PIB.

<sup>3</sup>En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.

<sup>4</sup>Ce groupe comprend aussi la République du Congo et le Soudan du Sud.

<sup>5</sup>Ce groupe comprend aussi les pays suivants : Bénin, Botswana, Cabo Verde, Comores, Eswatini, Lesotho, Maurice, Namibie, Sao Tomé-et-Principe et Seychelles.

<sup>6</sup>Ce groupe comprend aussi les pays suivants : Burundi, Érythrée, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Madagascar, Malawi, Mozambique, Niger, République centrafricaine, Rwanda, Sierra Leone, Togo et Zimbabwe.

**Tableau de l'annexe 1.1.6. Production réelle mondiale par habitant : récapitulatif***(Variations annuelles en pourcentage ; en parités de pouvoir d'achat en dollars internationaux constants de 2017)*

	Moyenne									Projections	
	2005-14	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
<b>Monde</b>	<b>2,3</b>	<b>2,0</b>	<b>1,9</b>	<b>2,5</b>	<b>2,5</b>	<b>1,7</b>	<b>-4,0</b>	<b>5,3</b>	<b>3,0</b>	<b>2,0</b>	<b>1,9</b>
<b>Pays avancés</b>	<b>0,9</b>	<b>1,7</b>	<b>1,3</b>	<b>2,1</b>	<b>1,9</b>	<b>1,3</b>	<b>-4,7</b>	<b>5,5</b>	<b>2,2</b>	<b>1,1</b>	<b>1,1</b>
États-Unis	0,8	2,0	0,9	1,6	2,4	1,8	-3,6	5,6	1,7	1,6	1,0
Zone euro <sup>1</sup>	0,4	1,7	1,6	2,5	1,6	1,4	-6,4	5,8	3,2	0,5	1,1
Allemagne	1,4	0,6	1,4	2,3	0,7	0,8	-3,9	3,1	1,1	-0,6	0,9
France	0,4	0,6	0,7	2,2	1,5	1,5	-7,9	6,1	2,2	0,7	1,1
Italie <sup>2</sup>	-0,9	0,9	1,5	1,8	1,1	0,7	-8,7	7,7	4,1	1,0	1,0
Espagne	-0,4	3,9	2,9	2,8	1,9	1,2	-11,6	6,5	5,1	2,0	1,3
Japon	0,6	1,7	0,8	1,8	0,8	-0,2	-4,0	2,5	1,3	2,4	1,5
Royaume-Uni <sup>2</sup>	0,5	1,6	1,3	1,8	1,1	1,1	-11,4	7,3	3,3	0,0	0,2
Canada	0,9	-0,1	0,0	1,8	1,4	0,4	-6,2	4,4	1,7	-1,1	0,2
Autres pays avancés <sup>3</sup>	2,3	1,5	1,8	2,4	2,0	1,2	-2,2	5,8	1,8	1,0	1,6
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>4,3</b>	<b>2,8</b>	<b>2,8</b>	<b>3,3</b>	<b>3,3</b>	<b>2,3</b>	<b>-3,1</b>	<b>5,7</b>	<b>3,5</b>	<b>2,9</b>	<b>2,9</b>
Pays émergents et pays en développement d'Asie	7,1	5,8	5,8	5,7	5,6	4,4	-1,3	6,7	3,9	4,6	4,2
Chine	9,4	6,5	6,2	6,4	6,3	5,6	2,1	8,4	3,1	5,0	4,2
Inde <sup>2</sup>	6,2	6,7	7,0	5,6	5,3	2,8	-6,7	8,2	6,5	5,5	5,3
Pays émergents et pays en développement d'Europe	3,5	0,5	1,5	4,0	3,4	2,3	-1,5	7,4	2,7	2,7	1,9
Russie	3,3	-2,2	0,0	1,8	2,9	2,2	-2,3	6,1	-0,6	2,4	1,3
Amérique latine et Caraïbes	2,2	-0,8	-1,9	0,3	0,2	-1,0	-8,1	6,4	3,3	1,5	1,4
Brésil	2,6	-4,1	-3,8	0,8	1,3	0,7	-3,7	4,4	2,4	2,5	0,9
Mexique	0,4	1,5	0,6	0,8	0,9	-1,3	-9,5	4,9	3,0	2,3	1,3
Moyen-Orient et Asie centrale	1,8	0,6	2,0	0,0	0,7	-0,2	-4,7	2,4	7,2	0,1	1,6
Arabie saoudite	0,7	-0,6	-1,4	-0,1	5,4	1,3	-8,9	6,5	4,0	-1,2	1,9
Afrique subsaharienne	2,5	0,4	-1,3	0,2	0,5	0,4	-4,3	2,1	1,4	0,8	1,4
Nigéria	4,1	0,0	-4,2	-1,8	-0,7	-0,4	-4,3	1,1	0,7	0,4	0,6
Afrique du Sud	1,6	-0,2	-0,8	-0,3	0,1	-1,2	-7,3	3,8	1,1	-0,6	0,3
<i>Pour mémoire</i>											
Union européenne	0,8	2,1	1,8	2,9	2,1	1,8	-5,8	6,0	3,4	0,5	1,3
ASEAN-5 <sup>4</sup>	3,7	3,3	3,6	4,1	3,9	3,2	-5,4	3,2	4,5	3,2	3,6
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1,3	0,4	2,3	-0,7	0,4	-0,7	-5,2	2,5	3,5	0,1	1,6
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	4,6	3,0	3,1	3,6	3,6	2,5	-3,0	6,4	3,4	3,3	3,1
Pays en développement à faible revenu	3,5	2,2	1,5	2,5	2,7	2,6	-1,2	1,1	4,1	1,6	2,9

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

<sup>1</sup>Les données correspondent à la somme des données des pays de la zone euro.<sup>2</sup>Voir les notes pour l'Inde, l'Italie et le Royaume-Uni dans la section des notes de l'appendice statistique.<sup>3</sup>Hors Groupe des Sept (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) et pays de la zone euro.<sup>4</sup>Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

## Bibliographie

- Abdelrahman, Hamza, and Luiz E. Oliveira. 2023. “The Rise and Fall of Pandemic Excess Savings.” FRBSF Economic Letter 2023–11, Federal Reserve Bank of San Francisco, San Francisco.
- Abiad, Abdul, Ravi Balakrishnan, Petya Koeva Brooks, Daniel Leigh, and Irina Tytell. 2009. “What’s the Damage? Medium-Term Output Dynamics after Banking Crises.” IMF Working Paper 09/245, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Acemoglu, Daron, David Autor, and Christina Patterson. 2023. “Bottlenecks: Sectoral Imbalances and the US Productivity Slowdown.” NBER Working Paper 31427, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Adrian, Tobias, Gita Gopinath, and Pierre-Olivier Gourinchas. 2023. “Central Banks Can Fend Off Financial Turmoil and Still Fight Inflation.” *IMF Blog*, June 23.
- Adrian, Tobias, Fabio Natalucci, and Jason Wu. 2023. “Inflation Remains Risk Confronting Financial Markets.” *IMF Blog*, July 27. <https://www.imf.org/en/Blogs/Articles/2023/07/27/inflation-remains-risk-confronting-financial-markets>.
- Aiyar, Shekhar, Jiaqian Chen, Christian Ebeke, Roberto Garcia-Saltos, Tryggvi Gudmundsson, Anna Ilyina, Alvar Kangur, and others. 2023. “Gеоeconomic Fragmentation and the Future of Multilateralism.” IMF Staff Discussion Note 23/001, International Monetary Fund, Washington, DC. <https://www.imf.org/en/Publications/Staff-Discussion-Notes/Issues/2023/01/11/Geo-Economic-Fragmentation-and-the-Future-of-Multilateralism-527266>.
- Andrle, Michal, Patrick Blagrove, Pedro Espallat, Keiko Honjo, Benjamin Hunt, Mika Kortelainen, René Lalonde, and others. 2015. “The Flexible System of Global Models—FSGM.” IMF Working Paper 15/64, International Monetary Fund, Washington, DC. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2016/12/31/The-Flexible-System-of-Global-Models-FSGM-42796>.
- Andrle, Michal, and Benjamin Hunt. 2020. “Model-Based Globally-Consistent Risk Assessment.” IMF Working Paper 20/64, International Monetary Fund, Washington, DC. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2020/05/22/Model-Based-Globally-Consistent-Risk-Assessment-49253>.
- Ball, Laurence M., Daniel Leigh, and Prachi Mishra. 2022. “Understanding U.S. Inflation during the COVID-19 Era.” *Brookings Papers on Economic Activity* (Fall): 1–54. <https://www.brookings.edu/projects/brookings-papers-on-economic-activity>.
- Baqae, David Rezza, and Emmanuel Farhi. 2020. “Productivity and Misallocation in General Equilibrium.” *Quarterly Journal of Economics* 135 (1): 105–63.
- Barrett, Philip, Maximiliano Appendino, Kate Nguyen, and Jorge de Lion Miranda. 2022. “Measuring Social Unrest Using Media Reports.” *Journal of Development Economics* 158: 102924. <https://doi.org/10.1016/j.jdevco.2022.102924>.
- Bernanke, Ben S., Mark Gertler, and Mark Watson. 1997. “Systematic Monetary Policy and the Effects of Oil Price Shocks.” *Brookings Papers on Economic Activity* 1: 91–142. [https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/1997/01/1997a\\_bpea\\_bernanke\\_gertler\\_watson\\_sims\\_friedman.pdf](https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/1997/01/1997a_bpea_bernanke_gertler_watson_sims_friedman.pdf).
- Blanchard, Olivier, and Ben S. Bernanke. 2023. “What Caused the US Pandemic-Era Inflation?” NBER Working Paper 31417, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA. <https://www.nber.org/papers/w31417>.
- Bloom, Nicholas, Charles I. Jones, John Van Reenen, and Michael Webb. 2020. “Are Ideas Getting Harder to Find?” *American Economic Review* 110 (4): 1104–44.
- Brasili, Andrea, Cristina Brasili, Giorgio Musto, and Anamaria Tüske. 2023. “Complementarities between Local Public and Private Investment in EU Regions.” European Investment Bank Working Paper 2023/04, Luxembourg.
- Breitenlechner, Max, Georgios Georgiadis, and Ben Schumann. 2022. “What Goes around Comes around: How Large Are Spillovers from US Monetary Policy?” *Journal of Monetary Economics* 131 (2022): 45–60.
- Bruno, Valentina, and Hyun Song Shin. 2015. “Capital Flows and the Risk-Taking Channel of Monetary Policy.” *Journal of Monetary Economics* 71: 119–32. <https://doi.org/10.1016/j.jmoneco.2014.11.011>.
- Brussevich, Maria, Shihui Liu, and Chris Papageorgiou. 2022. “Income Convergence or Divergence in the Aftermath of the COVID-19 Shock?” IMF Working Paper 22/121, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Budina, Nina, Christian Ebeke, Florence Jaumotte, Andrea Medici, Augustus J. Panton, Marina M. Tavares, and Bella Yao. 2023. “Structural Reforms to Accelerate Growth, Ease Policy Trade-Offs, and Support the Green Transition in EMDEs.” Unpublished, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Capelle, Damien, Divya Kirti, Nicola Pierri, and German Villegas Bauer. Forthcoming. “Mitigating Climate Change at the Firm Level: Mind the Laggards.” IMF Working Paper, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Colonna, Fabrizio, Roberto Torrini, and Eliana Viviano. 2023. “The Profit Share and Firm Mark-Up: How to Interpret Them?” Bank of Italy Occasional Papers 770, Bank of Italy, Rome. <https://www.bancaditalia.it/pubblicazioni/qef/2023-0770/>.
- Dao, Mai Chi, Allan Dizioli, Chris Jackson, Pierre-Olivier Gourinchas, and Daniel Leigh. 2023. “Unconventional Fiscal Policy in Times of High Inflation.” IMF Working Paper 23/178, International Monetary Fund, Washington, DC. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2023/08/31/Unconventional-Fiscal-Policy-in-Times-of-High-Inflation-537454>.
- de Soyres, Francois, Dylan Moore, and Julio L. Ortiz. 2023. “Accumulated Savings during the Pandemic: An International Comparison with Historical Perspective.” *FEDS Notes*. Board of Governors of the Federal Reserve System, June 23. <https://doi.org/10.17016/2380-7172.3326>.
- Dées, Stéphane, and Alessandro Galesi. 2021. “The Global Financial Cycle and US Monetary Policy in an Interconnected World.” *Journal of International Money and Finance* 115: 102395. <https://doi.org/10.1016/j.jimonfin.2021.102395>.

- Food and Agriculture Organization (FAO), International Fund for Agricultural Development, United Nations Children's Fund, World Food Programme, and World Health Organization. 2023. "In Brief: The State of Food Security and Nutrition in the World 2023: Urbanization, Agrifood Systems Transformation and Healthy Diets across the Rural-Urban Continuum." Rome. <https://www.fao.org/documents/card/en/c/cc6550en>.
- Gagliardone, Luca, and Mark Gertler. 2023. "Oil Prices, Monetary Policy and Inflation Surges." NBER Working Paper 31263, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA. <https://www.nber.org/papers/w31263>.
- Gertler, Mark, and Peter Karadi. 2015. "Monetary Policy Surprises, Credit Costs, and Economic Activity." *American Economic Journal: Macroeconomics* 7 (1): 44–76. <https://doi.org/10.1257/mac.20130329>.
- Gourinchas, Pierre-Olivier. 2019. "The Dollar Hegemon? Evidence and Implications for Policymakers." In *The Asian Monetary Policy Forum: Insights for Central Banking*, edited by Steven J. Davis, Edward S. Robinson, and Bernard Young, 264–300. Singapore: World Scientific. [https://doi.org/10.1142/9789811238628\\_0007](https://doi.org/10.1142/9789811238628_0007).
- Ha, Jongrim, M. Ayhan Kose, and Franziska Ohnsorge. 2021. "One-Stop Source: A Global Database of Inflation." Policy Research Working Paper 9737, World Bank, Washington, DC. <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/5a5fb3ef-6d71-58c4-a8e2-34d4804dd2e7/content>.
- Hadzi-Vaskov, Metodij, Samuel Pienknagura, and Luca Antonio Ricci. 2021. "The Macroeconomic Impact of Social Unrest." IMF Working Paper 21/135, International Monetary Fund, Washington, DC. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2021/05/07/The-Macroeconomic-Impact-of-Social-Unrest-50338>.
- Hofmann, Boris, Deniz Igan, and Daniel Rees. 2023. "The Changing Nexus between Commodity Prices and the Dollar: Causes and Implications." BIS Bulletin 74, Bank for International Settlements, Basel, Switzerland. <https://www.bis.org/publ/bisbull74.htm>.
- Ider, Gökhan, Alexander Kriwoluzky, Frederik Kurcz, and Ben Schumann. 2023. "The Energy-Price Channel of (European) Monetary Policy." DIW Berlin Discussion Paper 2033, German Institute for Economic Research, Berlin.
- International Labour Organization (ILO). 2023. "A Global Employment Divide: Low-Income Countries Will Be Left Further behind without Action on Jobs and Social Protection." *ILO Monitor on the World of Work*, 11th ed. Geneva. [https://www.ilo.org/beijing/what-we-do/publications/WCMS\\_883341/lang-en/index.htm](https://www.ilo.org/beijing/what-we-do/publications/WCMS_883341/lang-en/index.htm).
- International Monetary Fund (IMF). 2020. "Kurzarbeit: Germany's Short-Time Work Benefit." *IMF Blog*, July 15. <https://www.imf.org/en/News/Articles/2020/06/11/na061120-kurzarbeit-germanys-short-time-work-benefit>.
- Jarociński, Marek, and Peter Karadi. 2020. "Deconstructing Monetary Policy Surprises—The Role of Information Shocks." *American Economic Journal: Macroeconomics* 12 (2): 1–43. <https://www.aeaweb.org/articles?id=10.1257/mac.20180090>.
- Kearns, Jonathan, Andreas Schrimpf, and Fan Dora Xia. 2023. "Explaining Monetary Spillovers: The Matrix Reloaded." *Journal of Money, Credit and Banking* 55 (6): 1535–68. <https://doi.org/10.1111/jmcb.12996>.
- Kilic Celik, Sinem, M. Ayhan Kose, and Franziska Ohnsorge. 2023. "Potential Growth Prospects: Risks, Rewards, and Policies." Policy Research Working Paper 10355, World Bank, Washington, DC.
- Mahler, Daniel Gerszon, Nishant Yonzan, Ruth Hill, Christopher Lakner, Haoyu Wu, and Nobuo Yoshida. 2022. "Pandemic, Prices, and Poverty." *Data Blog* (World Bank), April 13. <https://blogs.worldbank.org/opendata/pandemic-prices-and-poverty>.
- Miao, Yanliang, Weifeng Wu, and Norbert Funke. 2011. "Reviving the Competitive Storage Model: A Holistic Approach to Food Commodity Prices." IMF Working Paper 11/64, International Monetary Fund, Washington, DC. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2016/12/31/Reviving-the-Competitive-Storage-Model-A-Holistic-Approach-to-Food-Commodity-Prices-24720>.
- Milesi-Ferretti, Gian Maria. 2021. "The Travel Shock." Hutchins Center Working Paper 74, Hutchins Center on Fiscal and Monetary Policy, Brookings Institution, Washington, DC. <https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2021/08/WP74-Milesi-Ferretti.pdf>.
- Miranda-Agrippino, Silvia, and Hélène Rey. 2020. "US Monetary Policy and the Global Financial Cycle." *Review of Economic Studies* 87 (6): 2754–776. <https://doi.org/10.1093/restud/rdaa019>.
- Miranda-Pinto, Jorge, Andrea Pescatori, Ervin Prifti, and Guillermo Verduzco Bustos. 2023. "Monetary Policy Transmission through Commodity Prices." IMF Working Paper 23/215, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Platzer, Josef, and Marcel Peruffo. 2022. "Secular Drivers of the Natural Rate of Interest in the United States: A Quantitative Evaluation." IMF Working Paper 22/30, International Monetary Fund, Washington, DC. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2022/02/11/Secular-Drivers-of-the-Natural-Rate-of-Interest-in-the-United-States-A-Quantitative-512755>.
- Rey, Hélène. 2013. "Dilemma, not Trilemma: The Global Financial Cycle and Monetary Policy Independence." In *Jackson Hole Economic Policy Proceedings*, Federal Reserve Bank of Kansas City, 285–333. Federal Reserve Bank of Kansas City. <https://www.kansascityfed.org/Jackson%20Hole/documents/4575/2013Rey.pdf>.
- Schnabel, Isabel. 2023. "The Risks of Stubborn Inflation." Speech delivered at the Euro50 Group Conference "New Challenges for the Economic and Monetary Union in the Post-crisis Environment," Luxembourg, June 19. [https://www.ecb.europa.eu/press/key/date/2023/html/ecb.sp230619\\_1-2c0bdf2422.en.html](https://www.ecb.europa.eu/press/key/date/2023/html/ecb.sp230619_1-2c0bdf2422.en.html).
- Tang, Ke, and Wei Xiong. 2012. "Index Investment and the Financialization of Commodities." *Financial Analysts Journal* 68 (6): 54–74. <https://doi.org/10.2469/faj.v68.n6.5>.



*En 2022, l'inflation a atteint, dans de nombreux pays, des niveaux jamais observés ces dernières décennies. L'inflation globale a ralenti depuis, parallèlement à l'atténuation des perturbations des chaînes d'approvisionnement et du recul des prix des produits de base, mais l'inflation hors alimentation et énergie se révèle plus tenace. Le spectre d'une forte inflation, qui s'enracinerait dans les anticipations et motiverait des décisions de prix propres à entretenir cette dernière, hante les banques centrales. Ce chapitre décrit en détail les tendances récentes suivies par les anticipations d'inflation et analyse leur rôle dans l'évolution de l'inflation et leurs implications pour la politique monétaire. Les anticipations des prévisionnistes professionnels, des marchés financiers et des ménages, mais aussi un nouvel indicateur sur les perceptions des entreprises, concordent sur la dynamique générale de l'inflation. D'après l'étude d'épisodes passés durant lesquels les anticipations d'inflation ont augmenté pendant une période d'au moins un an, il faut en moyenne environ trois ans pour que l'inflation et les anticipations d'inflation à court terme (à un horizon de 12 mois) reviennent à leur niveau antérieur à l'épisode en question, compte tenu de la réponse alors adoptée par la banque centrale. Si les anticipations d'inflation à long terme (à un horizon de cinq ans) sont globalement restées ancrées dans l'ensemble, les anticipations à court terme ont sensiblement grimpé dans différents pays depuis 2022. Les estimations empiriques du canal des anticipations mettent en évidence l'importance croissante des anticipations à court terme pour comprendre la dynamique de l'inflation. À l'aide d'un nouveau modèle macroéconomique prévoyant deux types d'agents caractérisés par leur processus de formation des anticipations d'inflation fondé sur un apprentissage prospectif ou rétrospectif, nous montrons que les tensions sur les prix sont plus durables et que la capacité d'influence de la politique monétaire est plus faible dans les pays où les agents de la deuxième catégorie sont plus nombreux, car ces derniers ne prennent pas en compte les effets futurs de la politique monétaire. D'après*

Ce chapitre a été rédigé par Silvia Albrizio (coautrice principale), John Bluedorn (coauteur principal), Allan Dizioli, Christoffer Koch et Philippe Wingender, avec l'appui de Yaniv Cohen, Pedro Simon et Isaac Warren. Arash Sheikholeslam et Mona Wang leur ont fourni une assistance informatique et technique, et Yuriy Gorodnichenko leur a apporté son concours en qualité de consultant extérieur. Ce chapitre a, en outre, bénéficié des commentaires de Robert Rich ainsi que de participants à un séminaire interne et de relecteurs.

*les estimations, la part de ces agents dans l'économie est plus élevée dans les pays émergents que dans les pays avancés. En favorisant l'augmentation de la proportion d'individus prospectifs, des mesures d'amélioration du cadre de politique monétaire et de la stratégie de communication des banques centrales peuvent faciliter un retour de l'inflation à sa cible plus rapide et à un moindre coût pour la production. Autrement dit, de telles modifications peuvent accroître les chances de parvenir à un « atterrissage en douceur ».*

## Introduction

Après les chocs provoqués par la pandémie de COVID-19 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'inflation, en 2022, a atteint dans le monde des niveaux jamais observés depuis des décennies, nettement supérieurs à l'objectif fixé par les différentes banques centrales, en particulier dans les pays avancés (chapitre 1, graphique 1.7). Alors que le resserrement monétaire réoriente progressivement la demande vers la production potentielle, que les perturbations des chaînes d'approvisionnement s'estompent et que les prix des produits de base reculent, l'inflation globale ralentit, mais les tensions tendanciennes sur les prix (mesurées par l'inflation hors alimentation et énergie) demeurent élevées. Les prévisionnistes professionnels estiment que les taux d'inflation devraient s'approcher de la cible définie par les différentes banques centrales en 2024, parallèlement à un déplacement de leur écart médian vers zéro et à un net rétrécissement de leur distribution (graphique 2.1)<sup>1</sup>. Toutefois, ils considèrent également, compte tenu de l'orientation restrictive de la politique monétaire et des mesures futures attendues, que les taux ne reviendront vraiment à leur valeur cible qu'en 2026, en moyenne.

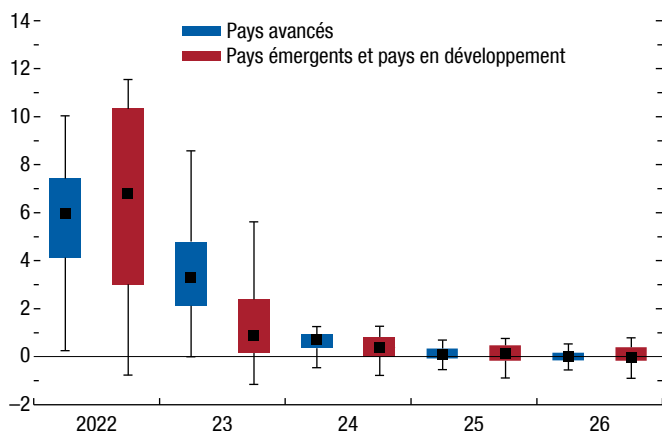
Les anticipations d'inflation sont un facteur essentiel de la dynamique de l'inflation, étant donné que les décisions de consommation et d'investissement tout comme les processus de fixation des prix et des salaires s'expliquent en partie par les attentes des ménages et des

<sup>1</sup> Les prévisionnistes professionnels désignent, de façon générale, les prévisionnistes appartenant au secteur privé et ne comprennent pas les prévisionnistes du FMI qui participent à l'établissement des projections utilisées dans les *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM). Pour plus de détails, voir la définition employée par Consensus Economics dans son enquête.

## Graphique 2.1. Écarts entre les anticipations d'inflation et les cibles fixées dans les différents pays

(En points de pourcentage)

Les taux d'inflation devraient revenir à la cible, mais de manière progressive au cours des deux prochaines années.



Sources : Consensus Economics ; calculs des services du FMI.

Note : Dans le graphique, les anticipations d'inflation proviennent de prévisionnistes professionnels, afin de couvrir le périmètre le plus large de l'économie. Pour chaque groupe de pays, les boîtes représentent le quartile supérieur, la médiane et le quartile inférieur des pays membres de chaque région, et les segments verticaux donnent les valeurs maximale et minimale bornant un intervalle dont la longueur est égale à 1,5 fois l'écart entre le quartile supérieur et le quartile inférieur.

entreprises quant à l'évolution future des prix. Dans le contexte actuel marqué par une forte inflation, certains observateurs redoutent que les anticipations demeurent élevées, voire augmentent un peu plus, et que les anticipations à long terme perdent leur ancrage par rapport aux objectifs d'inflation. Dans ce cas de figure, l'anticipation d'une hausse de l'inflation demain pourrait faire grimper un peu plus l'inflation aujourd'hui, la maintenant à un niveau important. Si le canal des anticipations est un déterminant de l'inflation, alors, corollairement, les mesures qui permettent de réduire les anticipations pourraient freiner l'inflation plus rapidement et plus facilement que d'autres politiques. L'idée est la suivante : plus grande est l'influence des autorités monétaires sur les anticipations d'inflation, plus faible est la perte de production entraînée par l'action des banques centrales pour atteindre leurs objectifs d'inflation (Sargent, 1983 ; Ball, 1994). Autrement dit, la possibilité pour les banques centrales de parvenir à un délicat « atterrissage en douceur », c'est-à-dire de ramener le taux d'inflation à sa valeur cible sans provoquer de récession, repose sur le canal des anticipations.

L'incidence des anticipations d'inflation dans la dynamique de l'inflation d'un pays dépend probablement du

contexte et des faits récents, ainsi que de l'indicateur des anticipations d'inflation analysé (anticipations à court terme ou à long terme, par exemple). De façon générale, les travaux de recherche menés jusqu'à présent ne permettent pas de savoir quel est l'indicateur des anticipations le plus pertinent pour comprendre la dynamique de l'inflation lorsque l'inflation anticipée se situe systématiquement loin de l'inflation effective (Werning, 2022). Lorsque l'inflation est faible, stable et proche de la valeur cible fixée par la banque centrale, il arrive que les agents économiques cessent d'y prêter attention, leurs anticipations sont alors moins solidement étayées (Coibion *et al.*, 2020). Tel était sans doute le cas dans de nombreux pays avant la pandémie de COVID-19 (Reis, 2021). En revanche, lorsque l'inflation enregistre une brusque hausse ou gagne en volatilité, il est possible que les agents s'en soucient davantage, les anticipations deviennent alors un déterminant majeur de l'inflation effective.

Faisant fond sur ces considérations, ce chapitre vise à compléter la littérature, toujours plus abondante, sur les anticipations d'inflation, par une analyse d'autres indicateurs des anticipations d'inflation, du rôle de ces anticipations dans la dynamique d'inflation et des effets de l'évolution de ces dernières sur l'efficacité de la politique monétaire et inversement<sup>2</sup>. Il cherche à répondre aux questions suivantes :

- Quelle est la trajectoire des anticipations d'inflation, selon le type d'agents ou l'horizon considéré, avant et après la pandémie dans les différents pays ? Observe-t-on des signes de désancrage des anticipations depuis 2021 ? Ou bien, le relèvement rapide des taux directeurs en 2022 semble-t-il avoir contenu les risques ?
- Dans quelle mesure les anticipations déterminent-elles la dynamique de l'inflation, en particulier depuis

<sup>2</sup>Parmi les travaux récents du FMI sur le sujet figurent le chapitre 3 de l'édition d'octobre 2018 des *PEM*, qui explique qu'un ancrage plus solide des anticipations d'inflation accroît la résilience économique des pays émergents ; le chapitre 2 de l'édition d'octobre 2021 des *PEM*, qui montre, données à l'appui, que les anticipations d'inflation à long terme sont restées ancrées après la pandémie ; et le chapitre 2 de l'édition d'octobre 2022 des *PEM*, lequel met en évidence que les anticipations d'inflation sont devenues un déterminant plus important des salaires après la pandémie et qu'une politique monétaire vigoureuse pour lutter contre les chocs inflationnistes pourrait permettre d'éviter un désancrage des anticipations. De remarquables travaux de recherche universitaire, empiriques et théoriques, ont été publiés sur les anticipations d'inflation, voir notamment Bems *et al.* (2021), Binder (2017), Coibion *et al.* (2020) et Reis (2020). Voir également Kose *et al.* (2019) pour une autre présentation des publications sur le sujet et une analyse des anticipations dans plusieurs pays émergents et pays en développement. L'objet de ce chapitre ne doit pas laisser penser que les anticipations sont le seul moteur de la dynamique de l'inflation, elles en sont un déterminant essentiel, mais d'autres facteurs sont également importants, comme indiqué plus loin.

le choc provoqué par la pandémie de COVID-19 ?  
Le niveau effectif de l'inflation (faible ou élevé)  
a-t-il une incidence sur le pouvoir explicatif de ces anticipations ?

- Comment les anticipations influent-elles sur l'efficacité de la politique monétaire et comment la politique monétaire influence-t-elle les anticipations ? Comment le processus de formation des anticipations affecte-t-il les arbitrages que les autorités monétaires doivent opérer pour ramener le taux d'inflation vers sa valeur cible ?

Les principaux résultats des analyses empiriques et modélisées menées dans ce chapitre sont les suivants :

- *Les trajectoires des anticipations d'inflation à court terme (à un horizon de 12 mois) des différents types d'agents sont globalement semblables et dessinent toutes une forte augmentation en 2022.* En effet, les indicateurs des anticipations des prévisionnistes professionnels et des ménages obtenus par enquêtes, les anticipations implicites des marchés financiers et le nouvel indicateur des anticipations des entreprises construit pour ce chapitre (à partir de l'analyse textuelle des téléconférences sur les résultats financiers données par les entreprises) fluctuent de façon différente, mais autour d'une courbe tendancielle commune.
- *Malgré l'envolée de l'inflation en 2022 dans de nombreux pays, les anticipations d'inflation à long terme (à un horizon de cinq ans) sont restées stables dans le pays moyen.* D'après plusieurs indicateurs (dont les écarts par rapport à la valeur cible de l'inflation, la variabilité des anticipations et les divergences d'anticipations d'inflation), les anticipations à long terme demeurent bien ancrées dans la plupart des pays.
- *L'étude d'épisodes passés pendant lesquels les anticipations ont augmenté de façon continue et durable laisse penser que ces dernières ne baissent que lentement.* Dans ces cas, il a fallu environ trois ans pour que l'inflation et les anticipations à court terme reviennent à leurs niveaux antérieurs à l'épisode en question. Il convient de souligner que les taux directs réels sont en moyenne plus élevés maintenant que lors de ces épisodes passés, ce qui semble indiquer que l'ampleur du resserrement monétaire appliqué depuis 2022 est inhabituelle.
- *Les anticipations à court terme sont un moteur essentiel de la dynamique de l'inflation et expliquent une part croissante de l'inflation effective depuis 2022.* À partir d'une nouvelle stratégie d'identification causale pour estimer des courbes de Phillips, ce chapitre met en évidence le rôle substantiel des anticipations

d'inflation dans les pays avancés. Dans les pays émergents, l'inflation retardée constitue aussi un facteur important, ce qui conduit à penser que les individus qui forment leurs anticipations sur une base rétrospective y ont un poids plus grand que dans les pays avancés. En outre, des signes indiquent que l'impact des anticipations d'inflation sur l'inflation est généralement plus marqué lorsque l'inflation est forte, comme c'est récemment le cas dans le monde entier.

- *Les caractéristiques du processus de formation des anticipations ont une forte incidence sur l'efficacité de la politique monétaire, et c'est pourquoi il est important que les banques centrales les connaissent.* L'application d'un modèle dynamique d'équilibre général stochastique, récemment élaboré et prévoyant deux types d'agents caractérisés par leur processus de formation des anticipations fondé sur un apprentissage prospectif ou rétrospectif, montre que la perte de production générée par un resserrement monétaire s'amplifie avec la proportion d'individus rétrospectifs dans l'économie et avec le niveau de l'inflation effective<sup>3</sup>. Cette modélisation fait aussi apparaître que les anticipations d'inflation et l'inflation diminueraient un peu plus vite si des mesures d'amélioration du cadre et des messages de politique monétaire étaient mises en œuvre (telles qu'une simplification et une augmentation de la fréquence des messages ou un meilleur ciblage des destinataires), c'est-à-dire des mesures qui permettent d'accroître la proportion d'individus prospectifs dans l'économie. Cela étant, ces mesures peuvent s'avérer longues ou plus difficiles à appliquer qu'un durcissement des politiques cycliques, lesquelles présentent cependant un coût nettement plus élevé, car elles freinent la croissance.

En règle générale, la dynamique de l'inflation dépend des parts respectives des individus prospectifs ou rétrospectifs et de leur capacité d'influence sur le niveau des anticipations. Si les banques centrales cherchaient seulement à ramener rapidement l'inflation vers sa valeur cible, elles resserreraient encore plus leur politique et atteindraient leur objectif deux ans plus tôt qu'actuellement indiqué dans les projections, mais au prix d'une contraction plus sévère de l'activité. Lorsque les

<sup>3</sup>Techniquement, les individus prospectifs forment leurs anticipations selon un processus d'apprentissage reposant sur des hypothèses rationnelles, classiques et fondées sur des informations complètes, tandis que les individus rétrospectifs définissent leurs anticipations selon un processus d'apprentissage évolutif à partir d'un petit modèle statistique des paramètres d'intérêt des anticipations, qu'ils actualisent uniquement sur la base de leurs expériences récentes et passées. Voir l'annexe 2.5 en ligne pour plus de détails.

décideurs choisissent des mesures en arbitrant entre différents objectifs : ramener l'inflation vers sa cible, porter la production à son niveau potentiel et lisser la trajectoire des taux directeurs (ce qui facilite la gestion des préoccupations quant à la stabilité financière), il faudrait probablement trois à quatre ans environ pour que l'inflation et les anticipations s'approchent de nouveau de la cible fixée par la banque centrale, d'après un scénario modélisant un pays avancé représentatif dans le contexte actuel d'inflation<sup>4</sup>.

Compte tenu de l'influence des banques centrales sur la transmission de la politique monétaire, les résultats de ce chapitre laissent penser que les banques centrales ont intérêt à bien comprendre les processus de formation des anticipations dans leur économie et à adapter leurs stratégies de communication en conséquence, parallèlement à la mise en œuvre de réformes structurelles visant à accroître leur indépendance et leur transparence. Pour mieux gérer les anticipations, il faudra peut-être investir davantage dans la collecte des données et le suivi des anticipations, notamment en fonction des différentes catégories d'agents. Ceci pourrait être facilité par d'autres méthodes de mesures des anticipations, comme l'analyse textuelle des téléconférences données par les entreprises sur leurs résultats financiers, rendues possibles par les innovations technologiques.

Il convient de procéder à certaines mises en garde concernant l'analyse et les résultats présentés dans ce chapitre. Premièrement, les limites inhérentes aux données restreignent l'analyse empirique des anticipations d'inflation dans les différents exercices et, en particulier, les comparaisons entre types d'agents. Pour obtenir l'échantillon le plus large possible, nous adoptons ici une approche macroéconomique et centrons l'analyse sur les anticipations moyennes, la plupart du temps celles des prévisionnistes professionnels, plutôt que sur la distribution ou l'évolution des anticipations au niveau des individus, données qui ne sont généralement pas disponibles<sup>5</sup>.

<sup>4</sup>Il convient de noter que ce résultat repose sur une fonction stylisée du bien-être social (se référer à l'annexe 2.5 en ligne pour plus de détails). Voir le chapitre 1 de l'édition d'avril 2023 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde pour une analyse des conséquences de l'orientation monétaire sur la stabilité financière et de leurs effets sur les décisions de la banque centrale.

<sup>5</sup>L'analyse proposée dans ce chapitre repose essentiellement sur les anticipations d'inflation moyennes afin de couvrir un large ensemble de pays, mais il est possible que la distribution des anticipations au niveau des individus soit également un facteur majeur de l'inflation effective. Voir Reis (2023) et Clements, Rich et Tracy (2023) pour un exposé de l'importance des divergences d'anticipations d'un individu ou d'un agent à l'autre. Dernièrement, de nombreux chercheurs ont utilisé des données microéconomiques sur les anticipations d'inflation des

Ce choix peut s'avérer préférable, car l'analyse peut alors apporter des éclairages de nature pratique aux décideurs, qui se heurtent probablement aux mêmes contraintes de données. Deuxièmement, l'interprétation causale des estimations de la courbe de Philips dépend des hypothèses de la stratégie d'estimation des variables instrumentales reposant sur des valeurs retardées. Comme expliqué de façon plus détaillée dans l'annexe 2.4 en ligne, les résultats sont globalement robustes lorsque l'on fait varier l'échéance des instruments, ce qui est rassurant. Cela étant, si les hypothèses sous-jacentes ne sont pas vérifiées, alors il convient de considérer que les estimations ont une valeur corrélationnelle. Troisièmement, si l'activité a enregistré des ruptures structurelles, alors les analyses empiriques et historiques ne sont pas forcément très instructives. La prise en compte des circonstances dans l'analyse des courbes de Phillips résout les écueils générés par l'un des types de ruptures. Le modèle utilisé permet également de se protéger contre d'éventuelles ruptures structurelles, en intégrant une forme limitée de changement structurel, à savoir le fait que les individus apprennent. Quatrièmement, les résultats de l'analyse modélisée concernant l'impact des mesures d'amélioration du cadre et des messages de politique monétaire sur les anticipations et l'inflation ont une portée illustrative. Le lien entre l'augmentation de la part dans l'économie des agents prospectifs par rapport aux agents rétrospectifs et l'amélioration du cadre et des messages de politique monétaire est représenté de manière stylisée<sup>6</sup>.

Ce chapitre s'ouvre sur une présentation des tendances en matière d'anticipations d'inflation, principalement pendant la reprise postpandémie, puis offre une comparaison de ces tendances avec différents épisodes passés durant lesquels les anticipations ont grimpé pendant une longue période. Ensuite, il étudie le rôle du canal des anticipations dans l'inflation effective et celui des anticipations dans la dynamique récente de l'inflation, à l'aide d'une nouvelle approche d'identification. L'avant-dernière section expose les résultats de l'analyse

individus dans certains pays pour comparer les caractéristiques de ces anticipations au niveau des agents ou pour identifier leurs déterminants à l'aide d'essais comparatifs aléatoires. Voir Andre *et al.* (2022), Candia *et al.* (2023), D'Acunto *et al.* (2020), Weber *et al.* (2022) et Weber *et al.* (2023) pour des exemples récents.

<sup>6</sup>Bien que ce chapitre démontre que l'amélioration du cadre et des messages de politique monétaire concorde avec l'augmentation de la part d'individus prospectifs, nous n'excluons pas la possibilité que d'autres interventions institutionnelles ou structurelles (le niveau d'études, le cadre budgétaire, la gouvernance, entre autres) soient aussi associées à une modification du processus de formation des anticipations. Cela étant, l'examen approfondi de ces interventions dépasse le périmètre de ce chapitre.

modélisée d'une économie comptant des agents prospectifs et rétrospectifs afin d'examiner comment le processus de formation des anticipations peut influencer la conduite de la politique monétaire et inversement. Enfin, la section finale propose différentes mesures envisageables à la lumière des résultats du chapitre.

### Tendances récentes des anticipations d'inflation

Cette section offre tout d'abord une comparaison des mouvements récents des anticipations d'inflation des prévisionnistes professionnels, des marchés financiers, des ménages et des entreprises dans un certain nombre de pays. Elle présente ensuite l'évolution des anticipations d'inflation à court et à long termes des prévisionnistes professionnels et, enfin, propose une mise en perspective historique de la dynamique macroéconomique actuelle en confrontant cette dernière à des épisodes passés durant lesquels les anticipations à court terme comme à long terme ont augmenté pendant une longue période.

### Similarité des anticipations de la dynamique générale de l'inflation d'un agent à l'autre

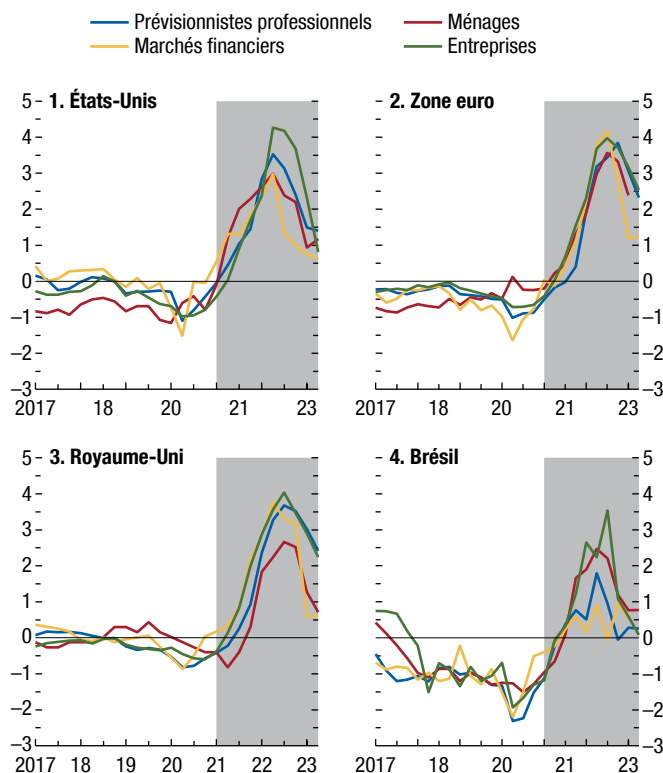
Différents agents économiques n'ont pas forcément les mêmes anticipations d'inflation, en raison de divers facteurs, comme les informations dont ils disposent, le degré d'attention qu'ils accordent à l'inflation ou encore leurs priorités. Cette sous-section montre les mouvements des anticipations d'inflation à court terme de différentes catégories d'agents (prévisionnistes professionnels, marchés financiers, ménages et entreprises) depuis 2017 dans quatre grandes économies sur lesquelles il existe des données comparables (graphique 2.2)<sup>7</sup>. Pour remédier à la rareté des données sur les anticipations des entreprises par économie et au cours du temps, nous construisons un nouvel indicateur des anticipations d'inflation des entreprises à partir d'une analyse textuelle des téléconférences des entreprises sur leurs résultats financiers (voir l'encadré 2.1 pour plus de détails). Dans un souci de comparabilité, les anticipations par type d'agents ont été exprimées en score z<sup>8</sup>.

<sup>7</sup>Comme indiqué en introduction, le manque de données largement disponibles sur les anticipations d'inflation, en particulier sur les marchés financiers, les ménages et les entreprises, limite la couverture géographique et temporelle des différents exercices analytiques réalisés dans ce chapitre.

<sup>8</sup>Le score z est obtenu en divisant la différence de la variable et de sa moyenne simple par l'écart-type de l'échantillon. Ce score n'a pas d'unité et est implicitement corrigé de l'étendue, ce qui permet une comparaison immédiate de l'évolution de différentes variables.

**Graphique 2.2. Anticipations moyennes d'inflation au cours des 12 prochains mois par agent économique (Score z, écarts-types par rapport à la moyenne)**

Les agents économiques s'accordent sur la dynamique générale des anticipations d'inflation à court terme. Les fortes augmentations de 2022 étaient inhabituelles par rapport à l'expérience des 20 dernières années.



Sources : Commission européenne ; Consensus Economics ; Haver Analytics ; NL Analytics ; S&P Capital IQ ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique montre les scores z (variable moins sa moyenne, le tout divisé par son écart-type) calculés sur la période allant du premier trimestre 2004 au deuxième trimestre 2023 à une fréquence trimestrielle. Les zones ombrées de chaque plage mettent en évidence la période à partir de 2021, lorsque l'inflation effective a commencé à augmenter de manière notable.

D'une économie à l'autre, les anticipations à court terme des quatre catégories d'agents suivent des trajectoires globalement similaires : elles dessinent une envolée de l'inflation à partir de 2021, mais à des moments légèrement différents, et atteignent toutes un point haut en 2022 avant d'amorcer leur descente. Les valeurs de chaque indicateur, pour les différentes catégories d'agents et économies, sont comprises entre deux écarts-types et demi et plus de quatre écarts-types, ce qui souligne l'ampleur extraordinaire de la montée des anticipations d'inflation durant la reprise après la pandémie par rapport à leur évolution depuis le début des années 2000.

Les anticipations d'inflation des quatre catégories d'agents ont des caractéristiques légèrement différentes.

Les anticipations d'inflation des ménages semblent présenter plus de bruit, et leurs trajectoires précèdent (dans la zone euro) ou suivent avec un peu de retard (au Royaume-Uni) les mouvements des anticipations des autres agents. Les anticipations d'inflation implicites des marchés financiers, déterminées à partir des obligations indexées sur l'inflation ou des swaps d'inflation, sont disponibles de façon continue en temps réel, mais il est difficile de distinguer le signal sur les anticipations des fluctuations de la prime de risque (voir le chapitre 1 de l'édition d'avril 2023 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde). En règle générale, les anticipations à court terme des entreprises ont été les plus élevées durant la récente poussée inflationniste. Enfin, les anticipations des prévisionnistes professionnels constituent un signal plus important, mais elles peuvent aussi refléter un comportement moutonnier ou stratégique (Reis, 2023).

Les anticipations des prévisionnistes professionnels se situent, le plus souvent, entre les anticipations implicites du marché, plus volatiles, mais disponibles en continu, et les anticipations des ménages, qui présentent plus de bruit. Elles sont également la mesure d'anticipations sur laquelle on dispose le plus de données, que ce soit sur le plan géographique, temporel ou en termes d'horizon de prévision. C'est pourquoi les analyses menées dans ce chapitre reposent principalement sur les anticipations des prévisionnistes professionnels.

### Des anticipations à court terme supérieures à la valeur cible et des anticipations à long terme contenues

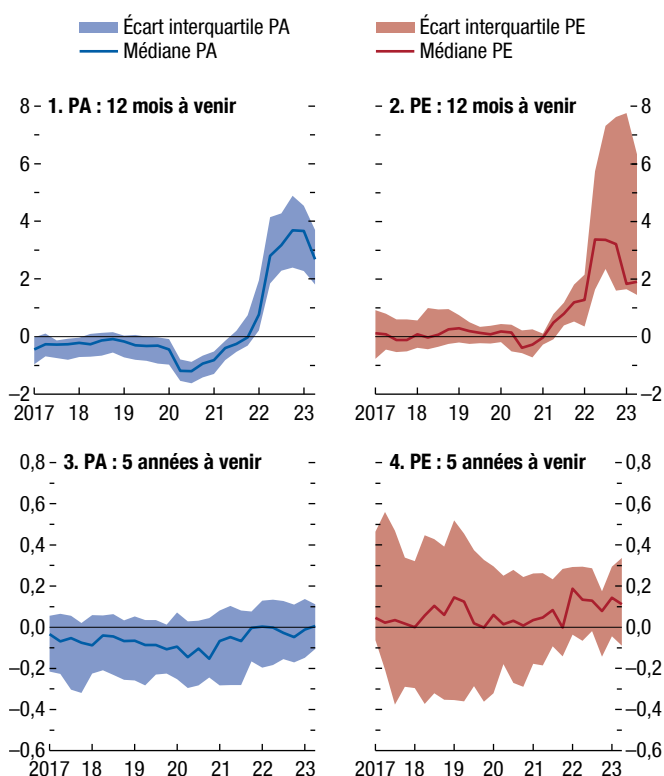
Lorsque l'on étudie plus de pays, une image homogène se dessine : les écarts par rapport à la cible fixée par les différentes banques centrales se sont creusés dans le cas des anticipations à court terme alors qu'ils sont restés globalement stables pour ce qui est des anticipations à long terme (graphique 2.3)<sup>9</sup>.

Dans le cas des pays avancés, la période précédant le début de pandémie de COVID-19 au premier trimestre 2020 a été caractérisée par des anticipations à court terme et à long terme légèrement inférieures à la valeur cible de l'inflation (graphique 2.3, pages 1 et 3). Les anticipations à court terme ont fortement augmenté après 2021 tandis que les anticipations à long terme se rapprochent de la valeur cible depuis la pandémie.

<sup>9</sup>La valeur cible de l'inflation est fixée explicitement ou implicitement par les banques centrales. Voir l'annexe 2.1 en ligne pour plus de détails. Toutes les annexes en ligne sont disponibles à l'adresse [www.imf.org/en/Publications/WEO](http://www.imf.org/en/Publications/WEO).

### Graphique 2.3. Répartition des anticipations d'inflation moyennes entre les pays au fil du temps (Écart en points de pourcentage par rapport à la cible)

Les anticipations d'inflation à court terme se sont envolées en 2022, mais redescendent maintenant, tandis que les anticipations à long terme ont évolué de peu seulement, mais dans une fourchette plus étroite.



Sources : Consensus Economics ; sites Web des banques centrales ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

Note : Les anticipations d'inflation moyennes par pays ont été établies par des prévisionnistes professionnels. Les pays ont été sélectionnés en fonction de la disponibilité des données. Voir l'annexe 2.1 en ligne pour plus de détails. PA = pays avancés ; PE = pays émergents.

S'agissant des pays émergents, la distribution des anticipations d'inflation à court terme est un peu plus large et orientée à la hausse, ce qui dénote une plus grande variation de l'inflation effective, en particulier au cours des derniers trimestres (graphique 2.3, page 2). La courbe des anticipations d'inflation à long terme médianes s'est ainsi légèrement déplacée vers le haut de 10 points de base (graphique 2.3, page 4). L'intervalle interquartile des anticipations à long terme s'est réduit et s'est quelque peu décalé vers le haut. Dans l'ensemble, cependant, ces tendances indiquent que les anticipations d'inflation à long terme demeurent stables.

Pour les pays avancés ou émergents, les divers indicateurs de l'ancrage des anticipations d'inflation (liés à l'écart en valeur absolue par rapport à la cible d'inflation,

à la variabilité des anticipations dans le temps et aux divergences des anticipations d'un individu à l'autre) laissent penser que les anticipations d'inflation à long terme sont restées ancrées malgré les récentes hausses de l'inflation (voir l'annexe 2.2 en ligne). Bien qu'il soit rassurant, l'ancrage des anticipations à long terme ne doit pas être tenu pour acquis : il est vraisemblablement en partie dû à l'action déterminée des décideurs pour atténuer les tensions sur les prix.

### L'histoire montre qu'il faut parfois du temps avant que l'inflation et les anticipations à court terme refluent

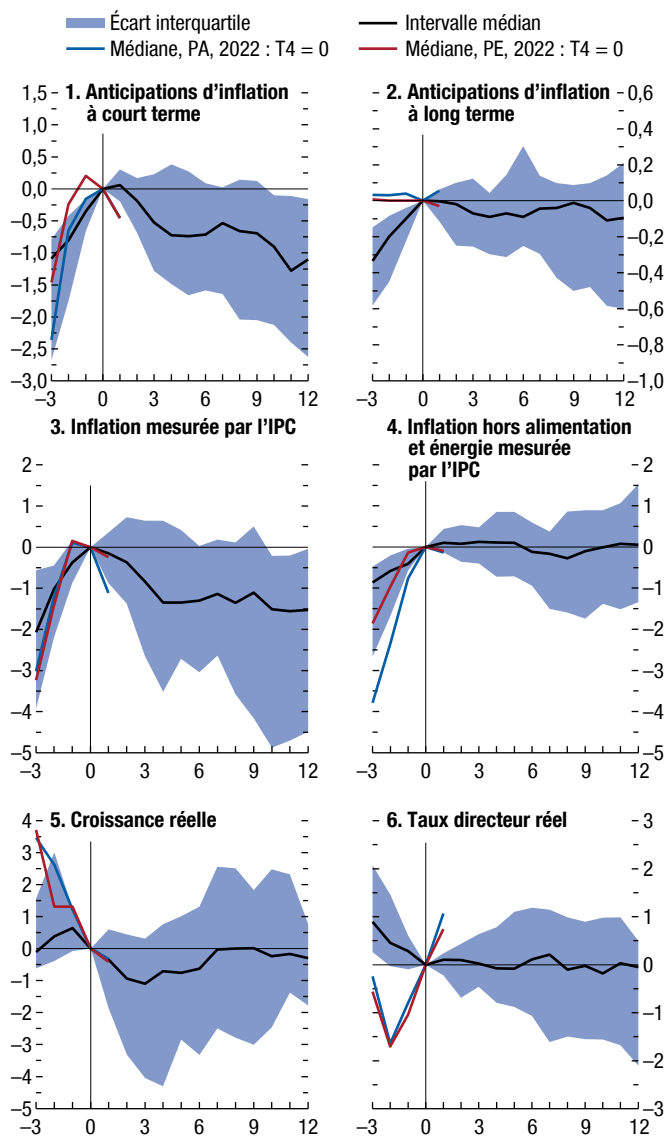
Les anticipations d'inflation à long terme sont restées stables, mais les trajectoires actuelles des autres grandes variables macroéconomiques sont-elles inhabituelles ? Pour replacer ces évolutions dans un contexte historique plus large, nous comparons ici les faits récents et les suites de différents épisodes passés caractérisés par une montée des anticipations d'inflation à court et à long termes durant plus d'un an (graphique 2.4).

Les trajectoires actuelles de l'inflation effective concordent jusqu'à présent avec les médianes historiques, alors que les anticipations d'inflation à court terme ont affiché une augmentation plus brusque et une baisse plus rapide que durant les épisodes antérieurs. En effet, après une période de hausse continue des anticipations pendant plus d'un an, l'inflation globale et les anticipations à court terme reculaient progressivement et lentement. Il fallait habituellement environ trois ans pour que ces deux variables reviennent à leurs niveaux antérieurs à l'épisode en question, l'inflation hors alimentation et énergie étant plus tenace. Cependant, les situations observées sont très hétérogènes, comme le souligne l'ampleur de l'intervalle interquartile.

En revanche, les trajectoires récentes des taux directeurs réels et des anticipations d'inflation à long terme ne suivent pas celle de la médiane des épisodes passés. D'une part, les taux directeurs réels en 2022 étaient nettement inférieurs à ceux appliqués lors des épisodes antérieurs, notamment en raison de la vive et brusque accélération de l'inflation. D'autre part, les taux réels sont désormais nettement supérieurs à la médiane historique, cet écart tenant au rapide resserrement monétaire et au récent reflux de l'inflation globale. Contrairement aux épisodes antérieurs, les anticipations d'inflation à long terme ont été inhabituellement stables au cours de la récente période de forte inflation. Ce constat vient corroborer la stabilité récente des anticipations à long terme et leur solide ancrage (jusqu'à présent) mis en évidence dans ce chapitre.

**Graphique 2.4. Épisodes historiques de hausse persistante des anticipations d'inflation à court et à long termes**  
(Points de pourcentage par rapport au niveau à la fin de l'épisode)

Après des épisodes antérieurs au cours desquels les anticipations d'inflation ont augmenté de façon persistante pendant un an ou plus, il a fallu environ trois ans en moyenne pour que l'inflation et les anticipations à court terme reviennent aux niveaux d'avant l'épisode. Par rapport à ces épisodes historiques, les récentes anticipations d'inflation à long terme ont été exceptionnellement stables et les trajectoires des taux directeurs réels, plus marquées dans tous les groupes économiques.



Sources : Consensus Economics ; calculs des services du FMI.

Note : L'axe des abscisses montre les trimestres après la fin de l'épisode historique. Tous les taux sont exprimés en termes annuels. Les anticipations d'inflation à court terme (page 1) sont les taux d'inflation attendus pour l'année suivante, sur une base continue. Les anticipations d'inflation à long terme (page 2) sont les taux d'inflation attendus dans cinq ans. Les taux directeurs réels sont des taux d'intérêt fondés sur l'inflation anticipée. L'inclusion en tant qu'épisode historique nécessite quatre trimestres au cours desquels les anticipations d'inflation à court et à long termes augmentent. L'échantillon s'étend du quatrième trimestre 1989 au premier trimestre 2023, la couverture temporelle exacte variant selon la situation économique. Au total, 32 épisodes historiques ont été recensés, dont 16 dans les PA et 16 dans les PE. Voir l'annexe 2.3 en ligne pour plus de détails. IPC = indice des prix à la consommation ; PA = pays avancés ; PE = pays émergents.

## Le rôle des anticipations dans la dynamique de l'inflation

Pour mieux comprendre le rôle des anticipations dans la dynamique de l'inflation, nous analysons dans cette section un cadre hybride de la courbe de Phillips des prix qui établit un lien entre l'inflation actuelle et un ensemble de facteurs, dont les anticipations d'inflation, l'inflation retardée et l'écart de production<sup>10</sup>. Premièrement, nous évaluons le pouvoir explicatif des anticipations des différentes catégories d'agents et l'importance relative des anticipations à court terme et de leurs pendants à long terme. Deuxièmement, nous utilisons une approche fondée sur les variables instrumentales pour mettre en évidence l'effet causal des anticipations d'inflation sur l'inflation. Troisièmement, à l'aide d'estimations causales, nous faisons apparaître les contributions des différents facteurs à la dynamique récente de l'inflation dans le pays avancé moyen et dans le pays émergent moyen. Enfin, nous cherchons à déterminer si l'effet des anticipations varie selon le niveau de l'inflation effective<sup>11</sup>.

### L'inflation dépend principalement des anticipations à court terme

Les différents types d'anticipations d'inflation (selon la catégorie d'agents ou l'horizon) n'ont pas le même pouvoir explicatif de l'inflation lorsque l'on applique le modèle de la courbe de Phillips hybride (graphique 2.5). Les estimations de coefficients illustrent la variation de l'inflation associée à une hausse d'un écart-type de l'indicateur des anticipations considéré<sup>12</sup>. Le premier constat est que les anticipations d'inflation à long terme ont une capacité prédictive plus faible que leurs pendants à court terme. Les anticipations à cinq ans, ressortant de

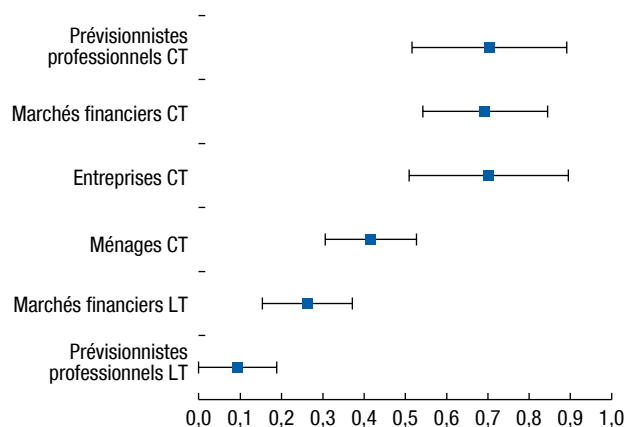
<sup>10</sup>Voir le chapitre 3 de l'édition d'octobre 2018 des PEM, le chapitre 2 des PEM d'octobre 2021 et le chapitre 2 des PEM d'octobre 2022 pour des analyses récentes sur les estimations internationales des courbes de Phillips (pour les prix et les salaires). Dao *et al.* (2023) utilisent une approche similaire pour analyser l'évolution de l'inflation aux États-Unis et dans la zone euro. Pour plus de détails sur l'estimation et l'analyse, voir l'annexe 2.4 en ligne.

<sup>11</sup>D'autres éléments pourraient être importants pour modéliser la relation de la courbe de Phillips (coefficients variables dans le temps, facteurs non linéaires, ruptures structurelles et influence des moments d'ordre supérieur des anticipations considérées, ou encore autres mesures du volant de ressources inemployées) et seront traités dans des travaux ultérieurs.

<sup>12</sup>Les coefficients ont été normalisés pour prendre en compte la volatilité des différentes mesures et permettre une comparaison des projections d'inflation réalisées à partir du nouvel indicateur des anticipations d'inflation des entreprises, qui repose sur une autre échelle. La comparaison se limite aux États-Unis, au Royaume-Uni et à la zone euro, faute de données sur les autres pays.

### Graphique 2.5. Estimation des effets des autres mesures des anticipations d'inflation sur l'inflation actuelle (Coefficients types de régression)

Les mesures à court terme des anticipations d'inflation peuvent mieux prédire l'inflation actuelle que les mesures à plus long terme. Les attentes des entreprises, des marchés financiers et des prévisionnistes professionnels indiquent des résultats similaires.



Source : calculs des services du FMI.

Note : Le graphique montre les coefficients types des régressions linéaires estimées par des séries chronologiques regroupées pour la zone euro, le Royaume-Uni et les États-Unis, à l'aide de données trimestrielles allant du deuxième trimestre 1991 au premier trimestre 2023. La variable dépendante est l'inflation globale trimestrielle, corrigée des variations saisonnières à un taux annualisé. Voir l'annexe 2.4 en ligne pour plus de détails sur la spécification de régression et les variables de contrôle supplémentaires. Les lignes horizontales montrent des intervalles de confiance à 90 % avec des erreurs types robustes à l'hétéroscédasticité. CT = anticipations d'inflation à court terme (12 prochains mois) ; LT = anticipations d'inflation à long terme (à cinq ans ; ou à cinq prochaines années pour les marchés financiers).

la situation des marchés financiers ou formulées par les prévisionnistes professionnels, présentent des coefficients normalisés plus petits que les autres (deux dernières lignes du graphique 2.5). Ces résultats concordent avec ceux de travaux récents qui montrent que les anticipations à long terme ont peu d'incidence sur l'inflation effective (Werning, 2022 ; Hajdini, 2023). Par ailleurs, les anticipations d'inflation à court terme des prévisionnistes professionnels, des marchés financiers et des entreprises sont remarquablement proches (trois premières lignes du graphique 2.5). Ces diagrammes font apparaître qu'une hausse d'un écart-type des anticipations est associée à une augmentation de 0,7 écart-type de l'inflation effective<sup>13</sup>. Enfin, le coefficient relatif aux anticipations à court terme des ménages se situe entre ceux des anticipations à court terme et à long terme des autres agents.

<sup>13</sup>Les coefficients relatifs aux anticipations d'inflation non corrigés de l'étendue de la volatilité sont compris entre 1,1 et 1,4. Les coefficients estimés relatifs aux anticipations à long terme sont plus faibles que ceux concernant leurs pendants à court terme. Si l'on exclut de l'analyse la période ultérieure à 2019, les coefficients estimés sont plus petits, mais suivent des tendances similaires.



La spécification de base de la courbe de Phillips hybride est estimée à l'aide des anticipations d'inflation à court terme des prévisionnistes professionnels (graphique 2.6), en raison des résultats exposés plus haut, mais surtout de la couverture géographique et temporelle plus importante des données sur ce type d'anticipations. D'après la relation estimée, une hausse de 1 point de pourcentage des anticipations à court terme est associée à une augmentation de 1,1 point de pourcentage de l'inflation effective dans les pays avancés et d'environ 0,8 point de pourcentage dans les pays émergents. L'inflation retardée a un faible pouvoir prédictif dans les pays avancés (elle a un effet légèrement négatif, mais pas statistiquement significativement différent de 0) alors que, dans les pays émergents, l'impact différé de l'inflation des trimestres précédents (environ 0,2 point de pourcentage) est statistiquement significatif<sup>14</sup>. Enfin, il existe une relation statistiquement significative entre l'écart de production et l'inflation effective pour les deux groupes de pays, l'effet de l'écart de production étant un peu plus important dans les pays émergents.

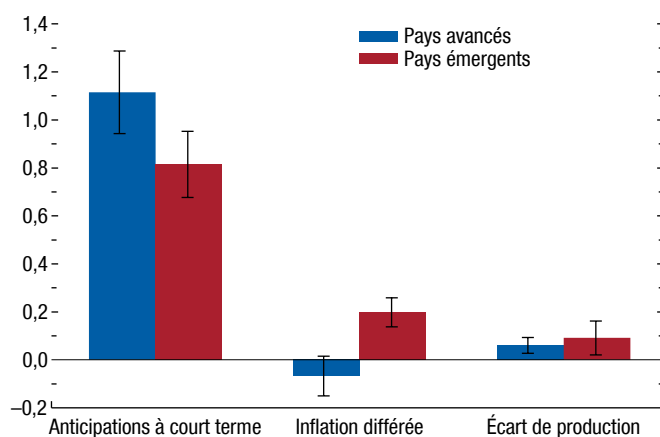
### Le rôle des anticipations dans l'inflation pourrait être plus faible que l'indiquent les simples associations statistiques

Les résultats présentés plus haut étaient des associations statistiques entre l'inflation actuelle et les anticipations d'inflation à court terme ; ils ne prennent pas en compte la possibilité que l'inflation actuelle soit un déterminant des attentes concernant l'inflation future ou

<sup>14</sup>Le chapitre 3 de l'édition d'octobre 2016 des PEM, et les chapitres 2 des PEM d'octobre 2016 et d'octobre 2021, tout comme Kamber, Mohanty et Morley (2020), mettent aussi en évidence des coefficients relatifs à l'inflation retardée dans les courbes de Phillips hybrides plus élevés dans le cas des pays émergents que dans celui des pays avancés. Forbes, Gagnon et Collins (2021) démontrent que les coefficients relatifs à l'inflation retardée diminuent lorsque les estimations de panel ne portent que sur les pays avancés. Ces études n'ont pas examiné les causes possibles, mais ces résultats pourraient tenir à la plus grande prévalence de l'indexation des prix dans de nombreux pays émergents (Céspedes *et al.*, 2005 ; Frankel, 2010 ; Kganyago, 2023). En outre, un cadre de politique monétaire généralement plus faible que dans d'autres pays pourrait aussi expliquer le rôle plus limité des anticipations. Il pourrait également être rationnel pour les individus qui forment leurs anticipations par apprentissage évolutif d'accorder une plus large place à l'inflation passée lorsque l'indexation est plus répandue et que la crédibilité des institutions décisionnelles est plus faible. Les améliorations apportées aux cadres et aux messages de politique monétaire dans les pays émergents au cours des 15 dernières années (voir l'encadré 2.2) laissent penser que l'inflation retardée pourrait jouer un rôle moins important dans la dynamique de l'inflation de ces pays à l'avenir. Enfin, il serait possible que les pays émergents pâtissent d'une plus grande erreur de mesure des anticipations d'inflation, auquel cas, les estimations comporteraient un biais d'atténuation et indiqueraient une incidence relativement plus forte de l'inflation retardée.

### Graphique 2.6. Coefficients clés de la courbe de Phillips hybride (Coefficients de régression)

Les anticipations d'inflation à court terme jouent un rôle plus important dans l'explication de l'inflation actuelle dans les pays avancés que dans les pays émergents.



Source : calculs des services du FMI.

Note : Le graphique montre les coefficients des régressions linéaires estimées par des séries chronologiques regroupées à l'aide de données trimestrielles allant du deuxième trimestre 1992 au premier trimestre 2023. La variable dépendante est l'inflation globale trimestrielle, corrigée des variations saisonnières à un taux annualisé. Voir l'annexe 2.4 en ligne pour plus de détails sur la spécification de régression et les variables de contrôle supplémentaires. Les segments verticaux montrent des intervalles de confiance à 90 % avec des erreurs types de Driscoll-Kraay.

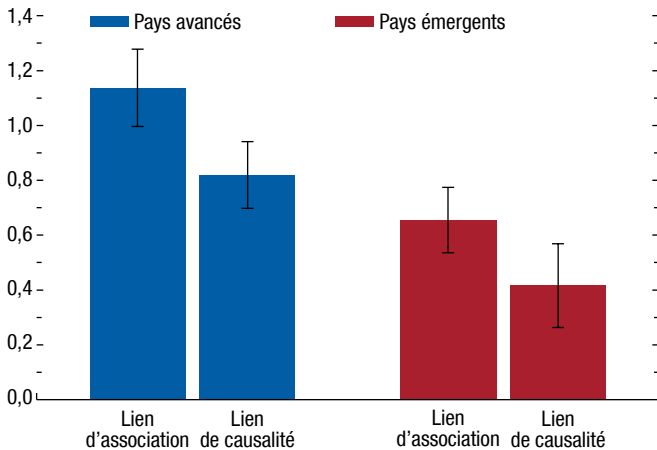
que d'autres facteurs, omis, puissent influencer sur ces deux phénomènes. Pour remédier à ces lacunes et estimer l'effet causal des anticipations sur l'inflation (le canal des anticipations), nous utilisons une stratégie par variables instrumentales reposant sur les valeurs retardées des anticipations d'inflation à court terme et sur l'écart de production pour réestimer la courbe de Phillips hybride. Cette stratégie mobilise deux propriétés de ces variables : leur corrélation sérielle au cours du temps (les valeurs actuelles sont fortement liées aux valeurs passées) et le fait que la valeur retardée de ces variables n'a pas d'incidence directe sur l'inflation actuelle dans la spécification de la courbe de Phillips hybride<sup>15</sup>.

L'ampleur des estimations causales des effets des anticipations d'inflation à court terme sur l'inflation actuelle est 30 % plus faible que celle des estimations associatives (graphique 2.7). Ce résultat signifie qu'une partie de la variation observée des anticipations d'inflation à court terme tient à un effet de causalité inverse (la montée de l'inflation actuelle pousse les anticipations d'inflation

<sup>15</sup>Voir l'annexe 2.4 en ligne pour plus de détails sur la spécification du modèle, la stratégie par variables instrumentales, sa portée heuristique et ses résultats et la présentation de tests de robustesse. Les estimations des variables instrumentales sont stables dans le temps.

**Graphique 2.7. Effets estimés d'association et de causalité des anticipations d'inflation sur l'inflation actuelle**  
(Coefficients de régression)

La prise en compte de l'influence de l'inflation actuelle sur les anticipations d'inflation future dans la courbe de Phillips réduit les effets estimés des anticipations d'inflation sur l'inflation actuelle d'environ 30 % dans tous les groupes économiques.



Source : calculs des services du FMI.  
Note : Le graphique montre les coefficients des régressions linéaires estimées par des séries chronologiques regroupées à l'aide de données trimestrielles allant du deuxième trimestre 1992 au premier trimestre 2023. Les segments verticaux indiquent l'intervalle de confiance à 90 % autour du coefficient estimé. La variable dépendante est l'inflation globale trimestrielle, corrigée des variations saisonnières à un taux annualisé. Les estimations associatives sont calculées par les moindres carrés ordinaires, tandis que les estimations causales sont calculées à l'aide d'une approche à variables instrumentales. Les modèles incluent des effets fixes d'économie et de temps, ainsi que des variables de contrôle supplémentaires. Voir l'annexe 2.4 en ligne pour plus de détails sur la spécification et la stratégie des variables instrumentales.

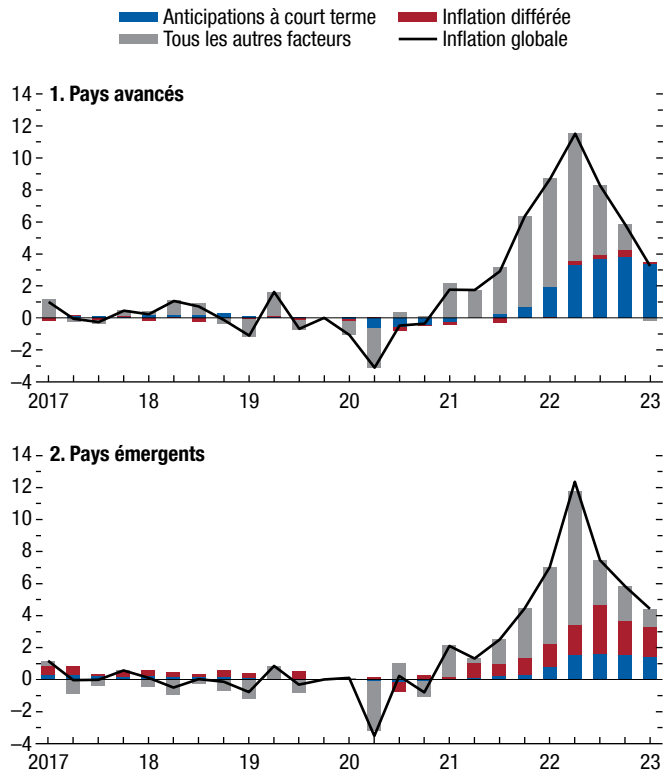
future vers le haut) ou à des facteurs qui ne sont pas pris en compte et qui influent à la fois sur l'inflation actuelle et sur les anticipations. En supprimant ces biais, les estimations des variables instrumentales offrent une évaluation plus juste du canal des anticipations. En cas de hausse de 1 point de pourcentage des anticipations à court terme, l'inflation augmenterait d'environ 0,8 point de pourcentage dans le pays avancé moyen et d'approximativement 0,4 point de pourcentage dans le pays émergent moyen. La différence en termes d'ampleur, combinée à des disparités dans la relation entre inflation actuelle et inflation passée, laisse penser que la formation des anticipations dans les pays émergents en moyenne repose davantage sur une approche rétrospective que dans les pays avancés.

**L'incidence des anticipations sur la dynamique de l'inflation s'est accrue récemment**

La contribution du canal des anticipations à la dynamique de l'inflation peut être calculée à partir des estimations causales de la courbe de Phillips hybride

**Graphique 2.8. Facteurs ayant contribué à la dynamique récente de l'inflation**  
(Écart en points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2019)

La décomposition de la dynamique récente de l'inflation globale révèle le poids croissant des anticipations d'inflation à court terme.



Source : calculs des services du FMI.  
Note : Les barres du graphique montrent les contributions à l'inflation globale moyenne par groupe économique par rapport aux contributions observées au quatrième trimestre 2019. Les contributions sont calculées à l'aide de coefficients estimés par des variables instrumentales regroupées avec des données trimestrielles sur la période allant du deuxième trimestre 1991 au premier trimestre 2023. Les lignes noires de chaque plage indiquent l'inflation globale moyenne, mesurée par l'indice des prix à la consommation, corrigée des variations saisonnières et annualisée, d'un trimestre à l'autre par rapport au quatrième trimestre 2019. La catégorie « Tous les autres facteurs » recouvre les contributions des effets fixes dans le temps (facteurs mondiaux communs), l'ensemble des autres variables explicatives et le facteur résiduel. Voir l'annexe 2.4 en ligne pour plus de détails sur la spécification et l'estimation.

(graphique 2.8). Pour le pays avancé moyen, l'essentiel de l'accélération de l'inflation en 2021–22 s'explique par d'autres facteurs que les anticipations et l'inflation retardée (graphique 2.8, page 1), à savoir des facteurs communs de portée mondiale, comme les perturbations économiques provoquées par le choc de la pandémie de COVID-19, les fortes fluctuations des prix des produits de base et les problèmes concernant les chaînes d'approvisionnement mondiales, mais aussi les conséquences du renchérissement de l'énergie propres à chaque économie et l'écart de production (lequel peut résulter

de mesures sur la demande globale locale). Cependant, le graphique 2.8 met en évidence l'incidence importante et croissante des anticipations d'inflation à court terme dans la dynamique de l'inflation au cours des derniers trimestres<sup>16</sup>, contrairement à l'inflation retardée, qui en est un déterminant mineur.

Dans le cas du pays émergent moyen également, le pic d'inflation en 2022 tient à d'autres facteurs que les anticipations et l'inflation retardée (graphique 2.8, page 2). En moyenne, les anticipations ont joué un rôle considérable, mais plus faible, dans l'inflation globale que dans les pays avancés. En revanche, l'inflation retardée explique plus de la moitié de la hausse moyenne de l'inflation depuis le premier trimestre de 2020.

### Un environnement marqué par une forte inflation et par une répercussion accrue des anticipations

L'exercice final de cette section vise à déterminer si l'intensité de la répercussion des anticipations sur l'inflation actuelle varie en fonction du niveau d'inflation : l'effet des anticipations sur l'inflation présente-t-il des signes de non-linéarité ? Est-il tributaire des circonstances ? Tant dans les pays avancés que dans les pays émergents, les estimations montrent que la répercussion est plus marquée lorsque l'inflation est élevée (supérieure à la médiane de l'échantillon de la catégorie de pays considérée, graphique 2.9). La différence est très grande : le coefficient de répercussion passe de 0,6 lorsque l'inflation est faible (inférieure à la médiane de l'échantillon) à 0,9 lorsque l'inflation est forte, et il est statistiquement significatif pour les pays avancés. Ces résultats signifient que le canal des anticipations pourrait être un déterminant encore plus important dans la dynamique actuelle de l'inflation, puisque l'inflation demeure élevée.

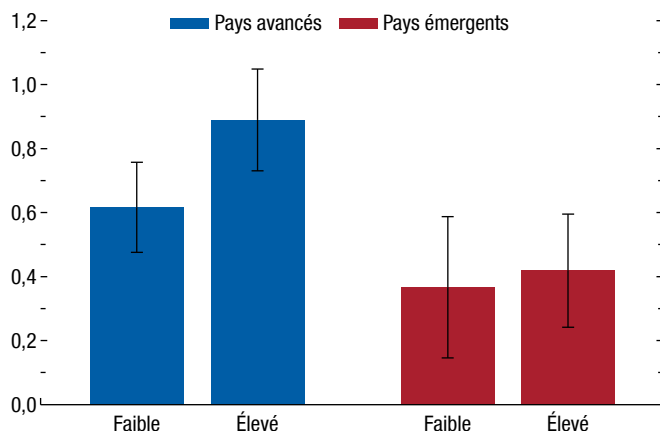
### Formation des anticipations et définition de la politique monétaire

Dans cette section, nous cherchons à savoir si les anticipations affectent l'efficacité de la politique monétaire et quelles mesures de politique monétaire peuvent orienter les anticipations. Pour cela, nous utilisons un modèle semi-structurel afin d'illustrer les interactions entre le

<sup>16</sup>D'autres facteurs continuent de jouer un rôle majeur ces derniers trimestres, malgré une contribution nette proche de zéro, indiquée par les barres grises dans la page 1 du graphique 2.8. Cette situation tient au fait que la répercussion de la baisse des prix de l'énergie a été compensée par d'autres éléments, principalement reflétés dans les effets fixes trimestriels.

### Graphique 2.9. Répercussion des anticipations à l'inflation en fonction de l'État (Coefficients de régression)

La répercussion (ou l'effet) des anticipations d'inflation sur l'inflation actuelle est plus élevée lorsque le niveau d'inflation actuel est plus élevé dans tous les groupes économiques. L'écart entre la répercussion et le niveau de l'inflation en vigueur est plus important dans les pays avancés.



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les barres du graphique montrent les coefficients moyens estimés des régressions de l'inflation globale sur les anticipations d'inflation par groupe économique, en interaction avec un indicateur permettant de déterminer si l'inflation globale décalée était supérieure au niveau d'inflation médian d'un pays au cours de la période examinée. L'estimation se fait à l'aide de variables instrumentales utilisant des données trimestrielles sur la période allant du deuxième trimestre 1991 au premier trimestre 2023. Voir l'annexe 2.4 en ligne pour plus de détails sur la spécification et l'estimation de régression. Les segments verticaux montrent l'intervalle de confiance à 90 % avec des erreurs types robustes à l'hétéroscédasticité.

processus de formation des anticipations et les mesures de politique monétaire dans une économie, lesquelles ont des conséquences sur la dynamique de l'inflation, les anticipations et l'activité économique.

Notre analyse étoffe le modèle d'équilibre général dynamique stochastique standard en ajoutant des apprentissages relatifs aux anticipations issus d'Alvarez et Dizioli (2023). Notre modèle prévoit des courbes de Phillips des prix et des salaires (qui établissent une relation entre la hausse des prix et des salaires et les anticipations, l'écart entre les salaires réels et la productivité, et les ressources inutilisées dans l'économie), une courbe IS (qui représente la relation entre, d'une part, la production et, d'autre part, le taux d'intérêt nominal et les anticipations d'inflation) et une fonction de réaction de la politique monétaire<sup>17</sup>. Nous incorporons deux nouvelles caractéristiques dans le modèle. Premièrement, nous supposons que les agents sont hétérogènes, c'est-à-dire

<sup>17</sup>Voir l'annexe 2.5 en ligne pour plus de détails sur le modèle, sa structure et son estimation.

qu'existent en des proportions variables des individus rétrospectifs et prospectifs disposant d'informations différentes. Les premiers fondent leurs anticipations par apprentissage à partir de leur expérience récente, tandis que les seconds définissent leurs anticipations par apprentissage de façon rationnelle sur la base d'une connaissance parfaite de l'économie, notamment de la part des individus rétrospectifs. Ceci signifie que les individus prospectifs se mettent à se comporter comme les individus rétrospectifs lorsque la part de ces derniers augmente dans l'économie<sup>18</sup>. Deuxièmement, faisant fond sur Blanchard et Bernanke (2023), nous considérons que les anticipations à court terme sont influencées par les anticipations à long terme et inversement. La principale hypothèse supplémentaire est que les anticipations à long terme n'ont un impact sur l'inflation que par le jeu de leur effet sur les anticipations à court terme. Nous étudions également un autre modèle ne comptant que des individus prospectifs à des fins de comparaison. Les deux modèles (anticipations hétérogènes et individus prospectifs/anticipations rationnelles uniquement) sont estimés pour deux pays représentatifs (un pays avancé et un pays émergent) afin de mieux comprendre les différences structurelles entre les deux groupes de pays. Dans le modèle à agents hétérogènes, les individus rétrospectifs constituent environ 20 % des agents dans le pays avancé et quelque 30 % dans le pays émergent, le reste étant des individus prospectifs.

### **Part des individus rétrospectifs plus grande : persistance de l'inflation et affaiblissement de la transmission de la politique monétaire**

La propagation des chocs dans l'économie dépend de la façon dont les anticipations sont formées. Après un même choc de hausse des prix (par exemple un renchérissement inattendu de l'énergie et des produits de base, une perturbation imprévue des chaînes d'approvisionnement ou d'autres chocs sur l'offre), l'inflation demeure élevée plus longtemps lorsque les agents sont hétérogènes que lorsqu'ils suivent tous une approche prospective. Quand l'économie compte des individus rétrospectifs, l'effet d'un choc de hausse des prix sur les anticipations est plus fort et plus durable. Les individus rétrospectifs supposent que, si l'inflation actuelle est élevée, alors

l'inflation future le sera également. Cette croyance aboutit à une période de tensions inflationnistes plus longue que dans une économie composée uniquement d'individus prospectifs, lesquels savent que le choc de hausse des prix est transitoire et ne modifient que légèrement leurs anticipations (graphique 2.10, pages 1 à 4). En outre, lorsque les agents sont hétérogènes, la capacité de la politique monétaire à influencer sur l'inflation est moindre (graphique 2.10, pages 5 à 8). Ce résultat tient principalement au fait que les individus rétrospectifs ne prennent pas en compte l'impact de la politique monétaire sur les coûts marginaux futurs, contrairement aux individus prospectifs. Sans cette approche prospective, la politique monétaire n'a d'incidence sur les anticipations que par le jeu de ses effets directs sur l'écart de production.

### **Part des individus rétrospectifs plus grande ou inflation plus forte : taux de sacrifice plus élevé**

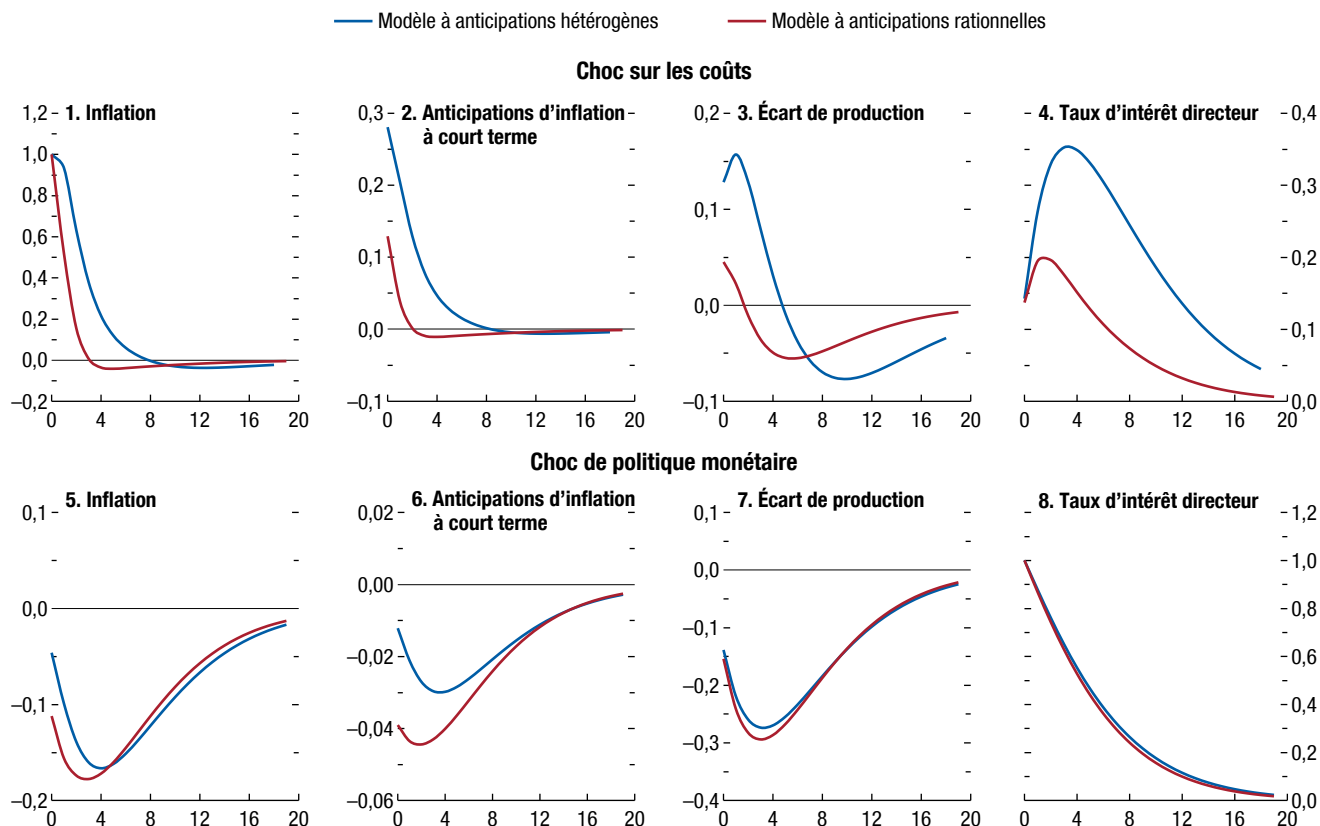
Lorsque se conjuguent un épisode inflationniste plus long après un choc de hausse des prix et une moindre efficacité de la politique monétaire, la perte de production nécessaire pour obtenir une certaine réduction de l'inflation en un temps donné est plus importante, phénomène mesuré par le taux de sacrifice. Celui-ci est défini ici comme le pourcentage de perte de production pour parvenir à une baisse de 1 point de pourcentage du taux d'inflation en trois ans (graphique 2.11)<sup>19</sup>. Premièrement, le taux de sacrifice est plus élevé dans le modèle à agents hétérogènes que dans le modèle à anticipations rationnelles où n'existent que des individus prospectifs (indépendamment de la catégorie du pays). Ce résultat tient principalement au moindre pouvoir d'influence de la politique monétaire sur le canal des anticipations lorsque la proportion d'individus rétrospectifs est plus importante. Deuxièmement, le taux de sacrifice est généralement plus élevé dans les pays émergents que dans les pays avancés, car les premiers comptent par hypothèse une proportion plus grande d'individus rétrospectifs. Troisièmement, lorsque les agents sont hétérogènes, la dynamique de l'économie devient tributaire des circonstances. Dans un environnement marqué par une forte inflation, les individus rétrospectifs se comportent comme si l'inflation allait rester forte de façon permanente, ce qui engendre un léger désancrage endogène de

<sup>18</sup>D'autres processus de formation des anticipations sont possibles : complètement ancré ou insensible aux anticipations d'inflation, par exemple. Ce chapitre ne se veut pas exhaustif. Il illustre les conséquences éventuelles d'une combinaison plausible de deux types de processus très intéressants sur l'évolution de l'inflation.

<sup>19</sup>Tetlow (2022) présente un large éventail de taux de sacrifice estimés dans le cas de pays avancés, un mode égal à sept (une valeur similaire à celle exposée ici) dans 40 modèles et à partir de définitions légèrement différentes. Cela étant, ce chapitre est axé sur la comparaison qualitative entre cas.

**Graphique 2.10. Ripostes macroéconomiques aux chocs conditionnées par la formation des anticipations des agents**  
(En points de pourcentage)

À la suite d'un choc sur les coûts, les anticipations d'inflation sont plus sensibles lorsque le pays compte à la fois des individus rétrospectifs et prospectifs (anticipations hétérogènes) que lorsqu'il ne compte que des individus prospectifs (anticipations rationnelles). L'inflation est aussi plus durable. La politique monétaire est moins efficace, car les anticipations sont définies de façon rétrospective, et les effets des taux d'intérêt sur la demande et les prix futurs ne sont pas pris en compte.



Source : calculs des services du FMI.

Note : Dans chaque plage, l'axe des abscisses représente le temps en trimestre après le choc à  $t = 0$ . Les plages 1 à 4 montrent les réactions impulsionnelles à un choc sur les coûts qui fait croître l'inflation de 1 point de pourcentage. Il convient de noter que l'écart de production s'accroît après ce choc, car la production potentielle diminue davantage que le PIB réel. Les plages 5 à 8 indiquent les réactions impulsionnelles à un choc de politique monétaire temporaire qui ferait augmenter le taux directeur de 100 points de base. Il convient de noter que l'effet du choc de politique monétaire sur l'inflation atteint son apogée après cinq trimestres dans le modèle à anticipations hétérogènes et après trois trimestres dans le modèle à anticipations rationnelles.

l'inflation et complique la tâche des autorités monétaires (graphique 2.11, barres de droite)<sup>20</sup>.

### L'amélioration du cadre et des messages de politique monétaire facilite la désinflation

Le modèle estimé sert de laboratoire pour étudier différentes interventions à même de faire reculer l'inflation plus rapidement. Pour commencer, nous nous intéressons à celles qui permettraient d'augmenter la part des

<sup>20</sup>Afin de s'approcher de la situation actuelle, nous définissons les conditions initiales du scénario, correspondant à un environnement de forte inflation, en appliquant le modèle durant huit périodes avec une inflation supérieure de 2 points de pourcentage à sa valeur cible.

individus prospectifs dans l'économie<sup>21</sup>. Comment assurer ce changement ?

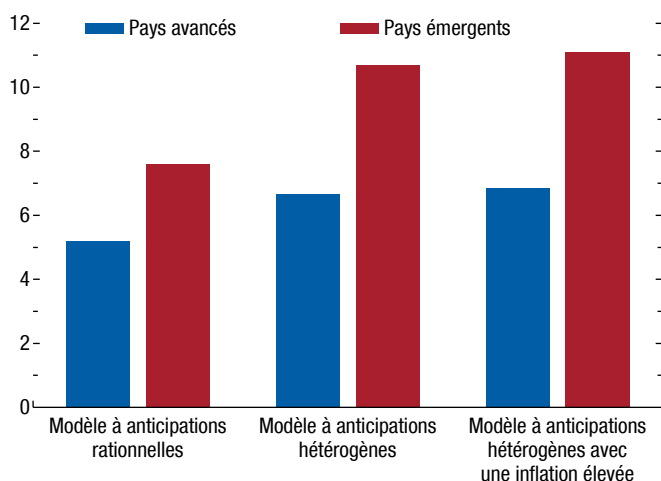
Selon des travaux récents, des mesures d'amélioration des cadres de politique monétaire (portant sur l'indépendance et la transparence des banques centrales ainsi que leur stratégie de communication) peuvent amener les

<sup>21</sup>Plusieurs études menées ces dernières années indiquent que la plupart des individus ne comprennent pas le rôle de la banque centrale dans l'économie ni les effets des changements de taux directeurs sur l'économie, ce qui suggère que leurs anticipations pourraient être faussées. Voir notamment Coibion, Gorodnichenko et Weber (2022), BCE (2021), Kumar *et al.* (2015) et van der Cruysen, Jansen et de Haan (2015). Par exemple, Andre *et al.* (2022) montrent, à partir d'un échantillon de 6 500 ménages américains, qu'en moyenne les ménages pensent qu'un relèvement du taux directeur de la banque centrale entraînera une montée de l'inflation.

### Graphique 2.11. Ratios de sacrifice dans le cadre de divers processus d'anticipations

(Pourcentage de la production à laquelle on renonce pour faire baisser l'inflation de 1 point de pourcentage)

Les ratios de sacrifice sont plus élevés lorsque le pays compte à la fois des individus rétrospectifs et prospectifs (anticipations hétérogènes), car la politique monétaire est moins efficace dans ce cas. Les pays émergents ont tendance à avoir une proportion plus élevée d'individus rétrospectifs, ce qui fait grimper leurs ratios. La hausse de l'inflation actuelle aggrave légèrement le ratio, car les individus rétrospectifs révisent leurs anticipations à la hausse.



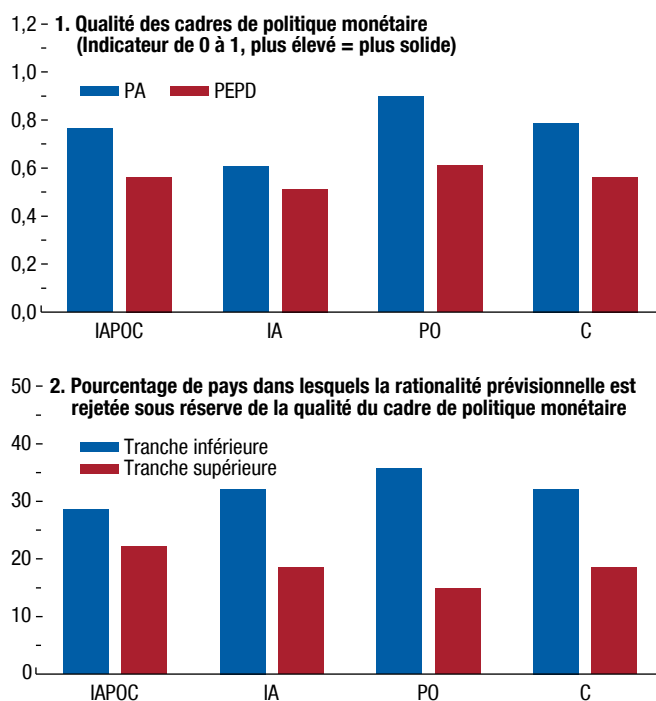
Source : calculs des services du FMI.

Note : Les ratios de sacrifice indiqués dans le graphique sont calculés en supposant que la politique monétaire est mise en œuvre pour faire baisser le taux d'inflation de 1 point de pourcentage sur trois ans. Voir l'annexe 2.5 en ligne pour plus de détails sur le modèle d'équilibre général dynamique stochastique.

agents à accorder une plus grande attention aux interventions de la banque centrale et les aider à mieux comprendre ces dernières, ce qui rend les anticipations d'inflation plus prospectives (Coibion *et al.*, 2020 ; Carotta, Mello et Ponce, 2023). La décision de la banque centrale brésilienne de modifier l'horizon de l'objectif d'inflation de 3 %, qui deviendra continu et non plus relatif à une année civile à compter de 2025, est un exemple concret de mesure d'amélioration de la stratégie de communication et de l'efficacité opérationnelle, ayant pour effets de réduire les incertitudes et de renforcer l'efficacité de la politique monétaire. On peut citer d'autres exemples : la publication en avance du calendrier des réunions de politique monétaire depuis 2020 par les banques centrales du Pakistan et de l'Uruguay, pour le volet stratégie de communication ; et la définition, depuis 2019, de la stabilité des prix comme objectif premier de la politique monétaire, assortie de cibles numériques claires, par les banques centrales du Chili et de la Thaïlande, pour le volet efficacité opérationnelle. À partir de la grille d'analyse du modèle, le chapitre propose une quantification stylisée et illustrative des effets potentiels de ces interventions.

### Graphique 2.12. Solidité des cadres de politique monétaire et des tests de rationalité prévisionnelle dans les pays

Dans les pays avancés, les cadres de politique monétaire sont en moyenne plus performants que ceux des pays émergents et des pays en développement. La rationalité des prévisions est statistiquement plus souvent rejetée pour les pays dont les cadres de politique monétaire sont de moindre qualité.



Sources : Unsal, Papageorgiou et Garbers (2022) ; calculs des services du FMI.

Note : La plage 1 montre la moyenne de l'indicateur par groupe économique pour lequel des données sont disponibles (2007–21). La plage 2 montre la proportion de pays (parmi ceux qui ont des attentes de la part de prévisionnistes professionnels) pour lesquels un simple test de rationalité des prévisions (Lovell, 1986) rejette l'hypothèse des anticipations rationnelles. Voir l'annexe 2.7 en ligne pour plus de détails. IAPOC = indice du cadre global de politique monétaire, composé de trois piliers : Indépendance et Responsabilité (I et A — de l'anglais *Accountability*), Politique et stratégie Opérationnelle (P et O) et Communication (C) ; PA = pays avancés ; PEPD = pays émergents et pays en développement.

Par ailleurs, il existe un lien entre la qualité du cadre de politique monétaire dans une économie et la probabilité qu'un test simple de rationalité des prévisions des anticipations d'inflation moyennes soit rejeté (graphique 2.12 ; voir également l'annexe 2.5 en ligne). Lorsque le cadre de politique monétaire est moins solide (sur le plan de l'indépendance, de la transparence et de la communication de la banque centrale), la probabilité, pour un pays, que le test de rationalité des anticipations soit rejeté est généralement plus élevée, un résultat qui concorde avec une proportion plus importante d'individus rétrospectifs<sup>22</sup>.

<sup>22</sup>Les indicateurs relatifs à la qualité du cadre de politique monétaire sont tirés de Unsal, Papageorgiou et Garbers (2022). Voir également l'encadré 2.2.

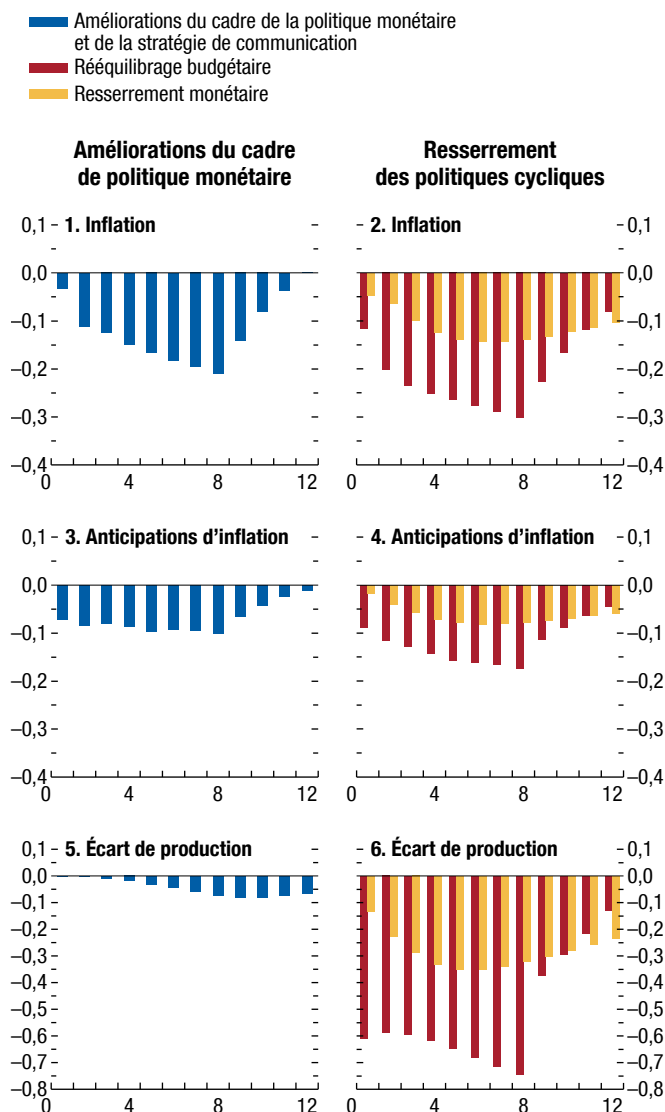
En outre, il existe une corrélation négative entre l'ampleur des écarts des anticipations d'inflation à court terme (ou des taux d'inflation effectifs) par rapport à l'objectif d'inflation et la qualité du cadre de politique monétaire, ce qui étaye également le rôle de ce dernier paramètre. Plus les cadres de politique monétaire s'améliorent, plus les écarts par rapport à l'objectif sont faibles, ce qui signifie que l'inflation revient plus rapidement vers sa valeur cible, en moyenne (voir l'annexe 2.7 en ligne).

Bien que l'on observe une tendance notable à l'amélioration des cadres dans tous les pays émergents ou avancés (encadré 2.2), la qualité du cadre et des messages de politique monétaire est plus élevée, en moyenne, dans les pays avancés que dans les pays émergents et les pays en développement. De ce fait, pour analyser ces mesures d'amélioration, nous supposons que la part des individus rétrospectifs dans l'économie baisse dans une proportion égale à la différence entre la part d'individus rétrospectifs dans le pays émergent représentatif et celle dans le pays avancé représentatif<sup>23</sup>. Lorsque la part d'individus prospectifs est plus élevée, un resserrement monétaire suivant la trajectoire prévue dans le scénario de référence aurait un impact plus fort sur les anticipations d'inflation (graphique 2.13, pages 1, 3 et 5). La politique monétaire est plus efficace non seulement parce que les individus prospectifs comprennent les effets de la politique monétaire sur les coûts marginaux futurs, mais aussi parce qu'ils savent que la proportion d'individus rétrospectifs est plus faible dans l'économie et que, par conséquent, ils appliquent donc un raisonnement encore plus prospectif. Ces résultats concordent avec ceux présentés dans l'encadré 2.1, dans lequel la politique monétaire américaine a une influence plus forte sur la formation des anticipations lorsque les entreprises sont plus attentives à la politique monétaire que l'entreprise moyenne du secteur et suivent donc une approche plus prospective. La transmission plus rapide de la politique monétaire aux anticipations se traduit par une trajectoire d'inflation effective plus basse et, surtout, par un atterrissage plus en douceur, avec seulement une faible perte de production additionnelle.

En revanche, des politiques cycliques (monétaires ou budgétaires) plus restrictives, adoptées en tant qu'interventions supplémentaires, contribuent également à faire reculer l'inflation et les anticipations, mais elles s'accompagnent de pertes de production plus élevées (graphique 2.13, pages 2, 4 et 6). Bien que ces deux mesures de politique conjoncturelle ne soient pas

**Graphique 2.13. Interventions des pouvoirs publics pour accélérer la réduction de l'inflation et des anticipations d'inflation**  
(Écart en points de pourcentage par rapport au scénario de référence)

Les améliorations apportées au cadre de la politique monétaire et à la stratégie de communication, qui augmentent la part des individus prospectifs dans le pays, améliorent l'arbitrage entre faire baisser l'inflation et favoriser la croissance grâce à leurs effets sur le canal des anticipations. Le resserrement des politiques cycliques (assainissement budgétaire et resserrement monétaire) fait également baisser l'inflation et les anticipations d'inflation, mais à un coût de production plus élevé.



Source : calculs des services du FMI.

Note : L'axe des abscisses montre les trimestres depuis l'intervention indiquée à l'instant  $t = 1$ . L'intervention « Améliorations du cadre de la politique monétaire et de la stratégie de communication » suppose que la part des individus prospectifs augmente, par rapport au scénario de référence, à hauteur de la différence entre les parts estimées dans les modèles des pays avancés et dans les modèles des pays émergents. L'intervention « Rééquilibrage budgétaire » suppose que les dépenses budgétaires sont réduites de 1 % du PIB pendant deux ans et que la politique monétaire ne tente pas de compenser les effets des ajustements budgétaires. L'intervention « Resserrement monétaire » suppose une hausse initiale de 100 points de base du taux directeur à l'impact, qui diminue ensuite de manière endogène. Voir l'annexe 2.5 en ligne pour plus de détails sur le modèle d'équilibre général stochastique dynamique et son étalonnage.

<sup>23</sup>Cette différence est de l'ordre de 8 %.

strictement comparables, elles fonctionnent en partie de façon similaire en ralentissant dans un premier temps la demande globale<sup>24</sup>. Au fil du temps, les effets du resserrement des politiques sur l'inflation se répercutent sur les anticipations, freinant un peu plus l'inflation effective.

Les mesures d'amélioration du cadre et des messages de politique monétaire s'accompagnent de pertes de production nettement plus faibles, puisqu'elles agissent principalement sur les anticipations et leur formation, mais elles ne constituent pas des solutions miracles pour autant, car il est difficile de les mettre en œuvre de manière opportune et efficace, et doivent être considérées comme des instruments complémentaires aux outils habituels des autorités monétaires.

En outre, l'incidence de la politique budgétaire sur l'inflation et les anticipations est probablement plus complexe que ce que peut faire apparaître le modèle illustratif présenté ici. Comme le montre l'étude empirique dans l'encadré 2.2, des positions budgétaires moins favorables (une dette publique plus élevée et des déficits chroniques) peuvent affaiblir l'influence d'un cadre de politique monétaire solide sur la baisse des anticipations d'inflation dans les pays émergents et les pays en développement. Autrement dit, des positions budgétaires plus viables sont associées à des anticipations d'inflation moyennes plus faibles. Néanmoins, dans certaines conditions, les mesures de soutien budgétaire peuvent contribuer à freiner l'inflation, ou du moins à atténuer un choc inflationniste brutal, comme le souligne l'analyse, dans l'encadré 2.3, des aides budgétaires adoptées en Europe pour compenser le choc sur l'énergie en 2022. Leur effet sur l'évolution de l'inflation dépend principalement de la durée d'application de ces mesures estimée ou attendue par les consommateurs.

### La politique monétaire doit arbitrer entre inflation et production

L'inflation hors alimentation et énergie est plus durable qu'initialement prévu dans de nombreux pays ; dans ce contexte, les décideurs sont confrontés à une question importante : sous quel délai ramener l'inflation à son taux cible ? Cette sous-section montre que le

<sup>24</sup>Plus précisément, cette illustration repose sur l'hypothèse d'interventions d'une ampleur initiale d'une unité standard ayant des caractéristiques différentes sur le plan de la durée de leurs effets, selon qu'il s'agit d'une intervention sur la politique budgétaire ou monétaire, comme indiqué dans la note du graphique 2.13. La dynamique d'apprentissage du modèle implique, en outre, que l'évolution du système peut dépendre des caractéristiques spécifiques de l'intervention ainsi que du contexte. Voir l'annexe 2.5 en ligne pour plus de détails.

choix optimal pour la banque centrale, c'est-à-dire un choix qui minimise une fonction stylisée de perte de bien-être, varie en fonction de ses objectifs et des caractéristiques des chocs sous-jacents dans le modèle illustratif. Le scénario de référence suppose que la banque centrale cherche à minimiser une fonction qui pondère de manière égale les pertes de bien-être liées à l'écart de production et aux écarts par rapport à la valeur cible de l'inflation tout en obtenant une trajectoire plus lisse du taux directeur<sup>25</sup>. Dans le modèle à agents hétérogènes, la banque centrale choisirait, dans le scénario de référence, de calibrer la trajectoire du taux directeur de manière à ramener l'inflation à sa valeur cible en quatre ans environ (graphique 2.14, page 1)<sup>26</sup>. Si elle voulait accélérer ce processus et décidait de doubler le poids de l'inflation dans sa fonction d'objectifs, elle viserait alors un retour de l'inflation à sa valeur cible dans un délai d'environ trois ans. Dans un cas extrême où la banque centrale ne se préoccuperait que de l'inflation, elle choisirait de faire revenir l'inflation à sa valeur cible en deux ans. Cela étant, ce dernier choix entraînerait une baisse de bien-être si la société accorde la même valeur aux écarts de production minimums et aux écarts par rapport à la valeur cible de l'inflation (graphique 2.14, page 2)<sup>27</sup>. Enfin, si l'économie ne comptait que des individus prospectifs, le choix optimal pour la banque centrale serait de ramener l'inflation à sa valeur cible dans un délai d'environ trois ans. Dans l'ensemble, même si le choc de hausse des coûts était deux fois moins long que dans le scénario de référence, il serait toujours optimal pour la banque centrale de faire revenir l'inflation à sa valeur cible en deux ans environ. Tous ces scénarios montrent qu'en cas de choc de hausse des coûts persistant et d'anticipations partiellement rétrospectives, il peut être préférable de prendre plus de temps pour ramener l'inflation à sa valeur cible.

<sup>25</sup>Plus précisément, cet exercice repose sur l'hypothèse que la banque centrale minimise une fonction de perte de bien-être qui accorde une forte importance au lissage des taux d'intérêt et pondère de manière égale l'écart de production et les écarts par rapport à la cible d'inflation (fonction de perte quadratique). Il est aussi supposé que la banque centrale connaît le processus de formation des anticipations dans l'économie et dispose d'informations complètes sur l'évolution des futurs chocs de hausse des coûts. Voir l'annexe 2.7 en ligne pour plus de détails sur cet exercice.

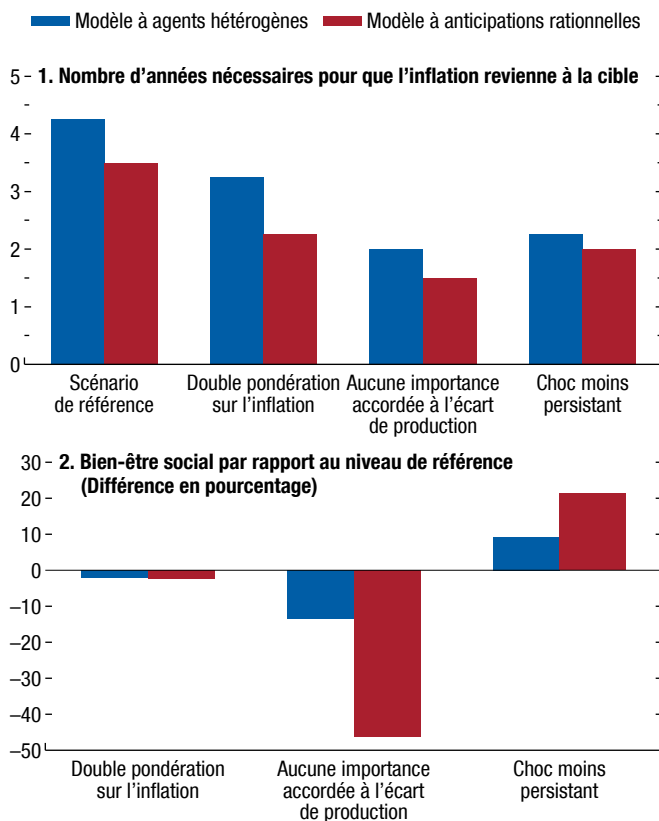
<sup>26</sup>Étant donné que la durée des effets des chocs est très incertaine, cette sous-section présente deux scénarios supposant différents degrés de persistance. Si le choc s'avère moins durable, la politique monétaire sera capable de faire revenir l'inflation à sa valeur cible en moins de quatre ans (graphique 2.14, page 2).

<sup>27</sup>Il est clair que les pertes de bien-être dépendent des pondérations que la société accorderait aux écarts par rapport à la cible d'inflation et à l'écart de production.



### Graphique 2.14. Objectifs des pouvoirs publics, bien-être social et formation des anticipations

Après un choc sur les coûts, le temps qu'il faut à l'inflation pour revenir à la cible dans un pays dépend de la formation des anticipations et des objectifs de la banque centrale. Une plus grande proportion d'individus rétrospectifs dans le pays allonge le calendrier, quels que soient les objectifs stratégiques. Une comparaison avec une fonction de bien-être social stylisée suggère qu'une trajectoire plus rapide peut avoir des coûts, à moins qu'elle ne soit motivée par des chocs moins persistants.



Source : calculs des services du FMI.

Note : Le graphique suppose qu'un choc sur les coûts fera croître l'inflation de 2 points de pourcentage au-dessus de l'objectif initial. Le choc a une demi-vie estimée de 14 trimestres. Dans le scénario de référence, la politique de la banque centrale vise à réduire au maximum la perte de bien-être, mesurée par une fonction de bien-être social stylisée. Ce dernier comprend une durée de lissage des taux d'intérêt et attribue une pondération égale à l'écart de production et aux écarts d'inflation. Les données de base de la plage 2 sur le bien-être diffèrent par le processus de formation des anticipations. Pour une fonction de bien-être identique, le bien-être social est environ 20 % plus élevé avec des anticipations rationnelles qu'avec des anticipations hétérogènes, ce qui reflète une efficacité accrue des politiques et une moindre persistance endogène des chocs. Voir l'annexe 2.5 en ligne pour plus de détails sur le modèle d'équilibre général dynamique stochastique. Le scénario « Choc moins persistant » réduit la demi-vie du choc à 6,5 trimestres.

### Conclusions

Les anticipations d'inflation à court terme se sont envolées dans de nombreux pays, sur fond de reprise postpandémie et après les grands chocs de hausse des coûts de 2022 (résultant du renchérissement inattendu de l'énergie et des produits de base et des perturbations

des chaînes d'approvisionnement). Ce mouvement est survenu à peu près au même moment pour les prévisionnistes professionnels, les marchés financiers, les ménages et les entreprises. En revanche, les anticipations à long terme sont restées globalement stables, en moyenne, sans signe de désancrage. L'analyse des épisodes passés de hausse conjointe des anticipations d'inflation à court et à long termes sur une longue période montre qu'il a fallu environ trois ans en moyenne pour que l'inflation et les anticipations d'inflation à court terme reviennent aux niveaux antérieurs à l'épisode en question, malgré de fortes différences d'un épisode à l'autre.

D'après l'estimation d'une courbe de Phillips hybride, les anticipations à court terme jouent un rôle plus important dans l'inflation actuelle que leurs pendants à long terme. Lors des derniers trimestres, les moteurs de l'inflation n'étaient plus les chocs sous-jacents de hausse des coûts, mais les anticipations d'inflation, en particulier dans le pays avancé moyen. Dans le pays émergent moyen, les anticipations ont une incidence moins forte que l'inflation retardée, mais toujours significative. Ce constat est particulièrement important, car la répercussion des anticipations sur l'inflation est plus prononcée lorsque l'inflation est déjà vigoureuse, comme c'est le cas actuellement.

Plus généralement, l'analyse exposée ici souligne le rôle essentiel du processus de formation des anticipations dans la dynamique de l'inflation et dans la conduite de la politique monétaire. Lorsque la part des individus rétrospectifs dans l'économie est plus grande, les anticipations moyennes sont plus tenaces et peuvent rester obstinément à un niveau élevé quand l'inflation est forte pendant une longue période. Cette rigidité affaiblit la capacité d'influence de la politique monétaire et augmente le taux de sacrifice (le coût en termes de perte de production) par rapport à une situation où les agents ne définissent leurs anticipations que de façon prospective.

Compte tenu de la persistance accrue de l'inflation qu'implique une part plus élevée d'individus rétrospectifs dans l'économie, il faudrait jusqu'à quatre années pour faire revenir l'inflation à sa valeur cible si la banque centrale accorde la même importance aux pertes de bien-être liées à l'écart entre l'inflation et sa cible et à celles liées aux écarts de production. Si la banque centrale décide de ne pas tenir compte des conséquences de ses actions sur l'écart de production et resserre sa politique de façon plus rapide et plus énergique, elle pourrait, d'après l'analyse exposée ici, ramener l'inflation à sa valeur cible en deux ans, mais au prix d'une baisse de la production.

Dans leur ensemble, les résultats de ce chapitre et les études récentes conduisent à penser qu'il serait intéressant pour les autorités monétaires de bien comprendre la nature des processus de formation des anticipations à l'œuvre dans leur économie. Pour obtenir de meilleures données sur les anticipations, il serait possible de réaliser un suivi étroit des anticipations des différentes catégories d'agents économiques et d'améliorer la collecte d'informations sur ces anticipations, en particulier dans le cas des anticipations à court terme qui semblent jouer un plus grand rôle dans la dynamique actuelle de l'inflation. Le nouvel indicateur des anticipations d'inflation des entreprises présenté dans ce chapitre, qui repose sur l'analyse textuelle des retranscriptions des téléconférences données par les entreprises sur leurs résultats financiers, montre comment les innovations technologiques ont rendu plus facile, sur les plans technique et économique, l'extraction d'informations sur les anticipations en temps utile.

Des mesures d'amélioration du cadre de politique monétaire (en particulier celles qui renforcent l'indépendance et la transparence de la banque centrale) et de la stratégie de communication peuvent accroître la part des individus prospectifs dans l'économie et, partant, l'efficacité de la politique monétaire (Dincer, Eichengreen et Geraats, 2022). Selon de récents travaux de recherche, l'exposition aux actualités

affine la précision des perceptions et des anticipations, augmente la confiance et réduit la dispersion des croyances (Lamla et Vinogradov, 2019). Haldane, Macaulay et McMahon (2020) recommandent de commencer par fonder les stratégies de communication de la banque centrale sur le triptyque : explication, mobilisation et éducation. En se concentrant sur les ménages et les entreprises, d'autres études réalisées dernièrement suggèrent de remédier au faible degré d'attention en tenant compte de la segmentation des agents et en utilisant des sources de communication qui ont été identifiées comme étant les plus pertinentes pour les individus rétrospectifs, par exemple la télévision pour les États-Unis et la zone euro (voir Coibion *et al.*, 2020 ; D'Acunto *et al.*, 2020 ; et Weber *et al.*, 2022 ; notamment). Elles proposent également de définir des messages simples et de les répéter souvent, d'investir dans l'éducation financière, de mettre l'accent sur l'objectif, et non sur les instruments (comme l'a fait Mario Draghi, l'ancien président de la Banque centrale européenne, en 2012 dans son discours marqué par la formule « quoi qu'il en coûte »), et d'adapter le message en fonction de la conjoncture. Ces stratégies de communication peuvent aider les agents économiques à prendre conscience des effets des décisions de politique monétaire, à mieux les comprendre et à les internaliser.

### Encadré 2.1. Anticipations d'inflation des entreprises, degré d'attention et efficacité de la politique monétaire

*Le canal des anticipations d'inflation fonctionne mieux lorsque les entreprises prêtent davantage d'attention à la politique monétaire et comprennent mieux les implications de cette dernière sur leurs perspectives d'activité. Cependant, les enquêtes sur les anticipations d'inflation des entreprises sont rares et longues à mettre en œuvre (Coibion et al., 2020). Cet encadré présente un nouvel indicateur des anticipations d'inflation à court terme des entreprises reposant sur l'analyse textuelle des téléconférences données par ces dernières sur leurs résultats financiers et expose des résultats préliminaires sur la façon dont l'attention portée à l'inflation par les entreprises affecte l'efficacité de la politique monétaire.*

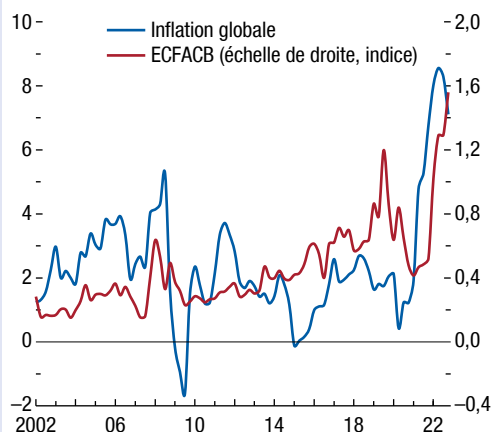
Nous élaborons ici un indicateur du degré d'attention accordée par les entreprises à la politique monétaire à partir d'une analyse textuelle de retranscriptions de téléconférences données par les entreprises sur leurs résultats financiers. Sa construction est similaire à celle détaillée dans Albrizio, Dizioli et Simon (2023) et à l'indicateur des anticipations d'inflation au niveau des entreprises, comme expliqué dans l'annexe 2.6 en ligne. Plus précisément, nous définissons un indicateur de l'attention prêtée par les entreprises à la Réserve fédérale à partir de la fréquence des phrases portant sur la politique monétaire dans les retranscriptions des téléconférences sur les résultats financiers (voir le graphique 2.1.1 pour une vision d'ensemble).

Les réponses dynamiques sont calculées à l'aide de projections locales de façon à déterminer l'impact d'un choc de politique monétaire sur les anticipations d'inflation d'une entreprise, en fonction du degré d'attention de l'entreprise à la politique monétaire<sup>1</sup>. Le degré d'attention par entreprise est centré par le degré d'attention moyen au niveau du secteur dans la régression. En raison de cette opération et de la prise en compte des effets fixes temporels, l'interaction entre le choc de politique monétaire et le degré d'attention traduit l'effet marginal

Cet encadré a été rédigé par Silvia Albrizio, Pedro Vitale Simon et Allan Dizioli.

<sup>1</sup>Cette spécification repose notamment sur une interaction entre une mesure de choc de politique monétaire aux États-Unis (tirée d'Acosta, 2023) et un indicateur d'attention, des effets fixes temporels et par entreprise et des variables de contrôle au niveau de l'entreprise, dans le prolongement d'Ottonello et Windberry (2020). Parmi ces variables de contrôle figurent la croissance des ventes, l'endettement, l'emploi, le total des actifs et la part des actifs courants dans le total des actifs. Les erreurs types sont agrégées par entreprise et par période.

**Graphique 2.1.1. Inflation américaine et attention des entreprises à l'égard de la Réserve fédérale**  
(En pourcentage, sauf indication contraire)



Sources : NL Analytics ; S&P Capital IQ ; calculs des services du FMI.

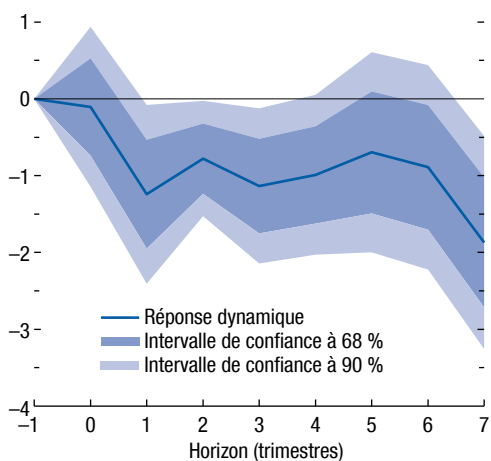
Note : Le graphique montre un indice de l'attention des entreprises à l'égard de la banque centrale (échelle de droite), extrait des transcriptions d'annonces de résultats, et l'inflation réelle (échelle de gauche). L'indice est calculé en appliquant une analyse textuelle à l'aide de transcriptions d'annonces de résultats des sociétés basées aux États-Unis et mesure l'intensité des discussions liées à la Réserve fédérale. ECFACB = Earnings-Calls-based Firm Attention to the Central Bank index (indice de l'attention des entreprises à l'égard de la banque centrale fondé sur les annonces de résultats).

du resserrement monétaire sur les anticipations d'inflation d'une entreprise du fait de son degré d'attention. Les entreprises qui accordent une plus grande attention à la politique monétaire revoient à la baisse leurs anticipations d'inflation d'environ 1 % d'un écart-type de plus que la moyenne au bout de quatre trimestres (graphique 2.1.2)<sup>2</sup>. Cette révision correspond à une amplification d'à peu près un quart de la réponse négative moyenne du secteur. Ces résultats viennent étayer l'argumentaire développé dans ce chapitre selon lequel la politique monétaire est plus efficace lorsque le cadre de politique monétaire et la stratégie de communication renforcent la confiance des agents dans la banque centrale et améliorent leur compréhension des décisions monétaires.

<sup>2</sup>Les chocs ont été définis de façon à pouvoir être exprimés en écart-type.

**Encadré 2.1 (fin)**

**Graphique 2.1.2. Rôle de l'attention dans l'efficacité de la politique monétaire**  
(Pourcentage de l'écart-type ECFIE)



Sources : Haver Analytics ; NL Analytics ; S&P Capital IQ ; S&P Compustat ; calculs des services du FMI.

Note : Dans le graphique, la ligne représente l'estimation de la réaction impulsionnelle cumulée à un choc lié à une politique monétaire restrictive représentant un écart-type pour une entreprise qui se situe à un écart-type au-dessus de l'attention moyenne des entreprises dans son secteur. Les zones ombrées correspondent à des intervalles de confiance à 68 % (extérieur) et à 90 % (intérieur).  
ECFIE = Earnings-Calls-based Firm Inflation Expectations index (indice des anticipations d'inflation des entreprises basées sur les annonces de résultats).

### Encadré 2.2. Imprudence budgétaire et anticipations d'inflation : le rôle du cadre de politique monétaire

On considère généralement que l'imprudence budgétaire, à savoir un niveau d'endettement public élevé par rapport au PIB, est susceptible de créer des incertitudes et d'influer sur les anticipations d'inflation en minant la crédibilité et l'indépendance des autorités monétaires aux yeux des agents économiques<sup>1</sup>. Cette thèse s'est imposée depuis les travaux de Sargent et Wallace (1981) et de Leeper (1991). Dans cet encadré, nous analysons de façon empirique les liens entre le niveau des anticipations d'inflation et le cadre de politique monétaire en place dans un pays, compte tenu du niveau de la dette publique.

Dans l'étude présentée dans cet encadré, la solidité du cadre de politique monétaire est appréhendée à l'aide d'un nouvel indicateur, l'IAPOC, mis au point par Unsal, Papageorgiou et Garbers (2022)<sup>2</sup>. Celui-ci montre que, même après prise en compte des facteurs propres à chaque pays et des caractéristiques stables dans le temps, une dette publique élevée est associée à des anticipations d'inflation élevées, pour un niveau donné de solidité du cadre de politique monétaire (graphique 2.2.1, page 1)<sup>3</sup>. Cet effet accru est encore plus manifeste lorsque l'on s'intéresse à l'encours de dette publique en devises et encore plus marqué en cas de persistance du déficit budgétaire (graphique 2.2.1, page 2). Cela étant, à mesure que la qualité du cadre de politique monétaire s'améliore (comme l'illustre l'évolution de la distribution de l'IAPOC dans les pays émergents et les pays en développement au cours des 15 dernières années), les anticipations d'inflation deviennent moins sensibles au niveau et à la composition de la dette publique ou à la persistance du déficit budgétaire.

De façon générale, notre étude montre qu'en mettant en place un cadre de politique monétaire fort, les pays émergents et les pays en développement pourraient atténuer certaines difficultés de gestion des anticipations d'inflation

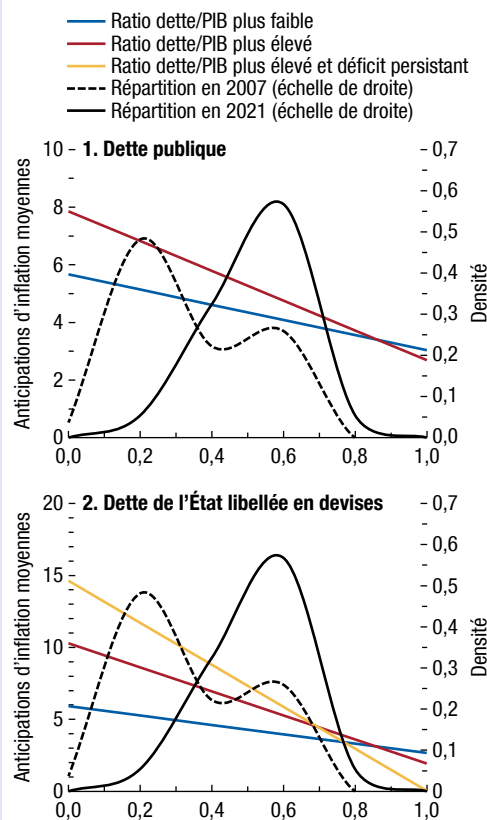
Cet encadré a été rédigé par Omer Akbal, Mariarosaria Comunale, Marina Conesa Martínez, Chris Papageorgiou et Filiz Unsal.

<sup>1</sup>Voir Brandao-Marques *et al.* (2023) pour une étude empirique récente de la question et Bianchi et Melosi (2022), Bianchi, Faccini et Melosi (2022) et Cochrane (2022) pour un exposé des arguments théoriques.

<sup>2</sup>L'indicateur IAPOC et ses sous-indicateurs évaluent la solidité du cadre de politique monétaire selon trois axes : Indépendance et Responsabilité (I et A — de l'anglais *Accountability*), Politique et stratégie Opérationnelle (P et O) et Communication (C). Cet indicateur général permet d'obtenir une description multidimensionnelle du cadre de politique monétaire (plus large que les classifications des types de politique monétaire ou des régimes de change) dans 13 pays avancés et 37 pays émergents et pays en développement. Pour plus de détails, voir Unsal, Papageorgiou et Garbers (2022). La période couverte par la base de données s'étend jusqu'en 2021.

<sup>3</sup>Les pays avancés ne présentent pas de différentiel de sensibilité au niveau d'endettement pour différents scores de l'indicateur IAPOC.

**Graphique 2.2.1. Anticipations d'inflation dans les pays émergents et les pays en développement : interactions entre les cadres de politique monétaire et la dette publique (En pourcentage)**



Sources : Consensus Economics ; Unsal, Papageorgiou et Garbers (2022) ; calculs des services du FMI.

Note : L'axe des abscisses montre le niveau de l'indice IAPOC (indice du cadre global de politique monétaire). Les lignes montrent les effets marginaux des changements de cadre de politique monétaire (selon l'indice IAPOC) sur les anticipations d'inflation moyennes, en fonction du ratio de la dette publique totale (en devises) par rapport au PIB. La dette « plus élevée (plus faible) » est la dette moyenne par rapport au PIB, à condition qu'elle soit supérieure (inférieure) à la moyenne de l'échantillon. Les estimations proviennent d'une régression du panel à effets fixes des anticipations d'inflation moyennes entre les pays sur l'interaction entre le score de l'indice IAPOC et le ratio dette/PIB. Les distributions représentent la densité de l'indice IAPOC pour les pays évalués en 2007 (lignes en pointillés) et en 2021 (lignes pleines), un décalage vers la droite indiquant une amélioration.

qu'ils rencontrent à cause de l'ampleur de leur dette publique. Certes, la politique monétaire est mieux à même de servir de point d'ancrage à la stabilité qu'il y a 15 ans, mais l'adoption d'une politique budgétaire prudente demeure indispensable pour se préparer aux défis de demain et éviter l'apparition d'une dominance budgétaire.

### Encadré 2.3. Subventions à l'énergie, inflation et anticipations : analyse des mesures prises dans la zone euro

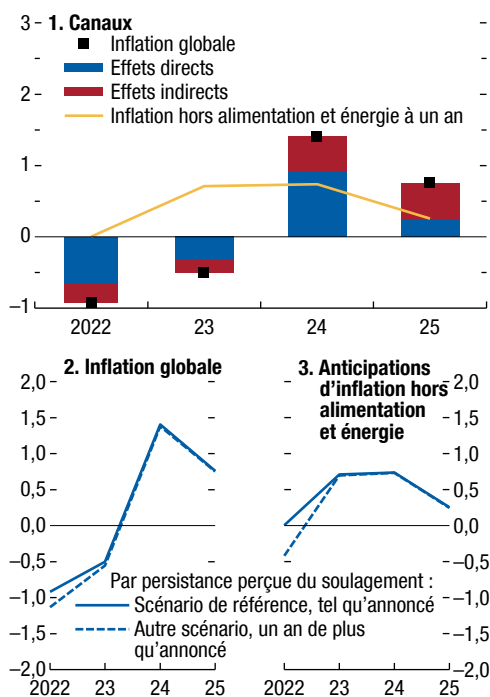
Plusieurs pays européens ont mis en place des subventions à l'énergie, des baisses d'impôts et des plafonds de prix pour amortir l'impact des récents chocs liés aux prix de l'énergie sur les revenus et sur l'inflation. L'efficacité et l'intérêt de ces mesures dépendent de nombreux facteurs qui débordent du périmètre de cet encadré, comme leurs conséquences sur les marchés de l'énergie, la mauvaise allocation des ressources, la viabilité budgétaire, mais aussi leurs modalités précises. Ces mesures agissent notamment sur les anticipations d'inflation. En effet, les subventions temporaires à l'énergie réduisent l'inflation au moment de leur application, mais elles la font augmenter par rapport au scénario d'absence de mesures lorsqu'elles viennent à expirer, ce qui permet de lisser la trajectoire globale de l'inflation. Si les agents considèrent que les subventions à l'énergie sont temporaires, alors le canal des anticipations peut miner leur capacité à freiner l'inflation, étant donné que l'anticipation d'une accélération de l'inflation demain peut avoir une incidence sur la fixation des prix aujourd'hui.

Nous utilisons ici un modèle issu du système souple de modèles mondiaux du FMI pour reproduire les effets de l'annonce de mesures de soutien liées à l'énergie (subventions aux prix et plafonnement des prix) sur l'inflation anticipée et effective dans la zone euro<sup>1</sup>. Cette simulation repose sur l'hypothèse que le choc de hausse brutale des prix de l'énergie en 2022 est temporaire et s'estompe progressivement. En outre, elle tient compte des effets indirects des prix de l'énergie sur l'inflation hors alimentation et énergie par le jeu des chaînes d'approvisionnement. Elle montre que les mesures budgétaires de soutien ont fait refluer l'inflation de 0,9 point de pourcentage en 2022 et d'un demi-point de pourcentage en 2023 (graphique 2.3.1, page 1). Bien que la souscription de nouveaux emprunts budgétaires pour financer les subventions stimule la demande, son effet sur l'inflation hors alimentation et énergie est plus que compensé par la réduction des coûts liés aux chaînes d'approvisionnement. Ces mesures budgétaires lissent l'impact du renchérissement de l'énergie sur l'inflation : elles entraînent donc une inflation plus élevée en 2024–25 (par rapport au scénario d'absence de mesures) et permettent d'éviter que le niveau d'inflation soit inférieur à l'objectif lorsque les subventions arrivent à échéance et que le choc sur les prix de l'énergie s'atténue.

L'auteur de cet encadré est Chris Jackson.

<sup>1</sup>Pour plus de détails sur la structure du modèle et la calibration de la simulation, voir Dao *et al.* (2023).

**Graphique 2.3.1. Effets marginaux des mesures budgétaires visant à atténuer le choc des prix de l'énergie sur l'inflation et les anticipations**  
(Variation en points de pourcentage par rapport au scénario d'absence de mesures)



Sources : Dao *et al.* (2023) ; calculs des services du FMI.  
Note : La plage 1 montre l'incidence marginale sur l'inflation des mesures d'allègement budgétaire annoncées dans le secteur de l'énergie, mesuré en utilisant le système souple de modèles mondiaux du FMI. Les barres bleues montrent les effets directs des mesures (subventions, réductions d'impôt ou plafonnement des prix à la consommation de l'énergie), et les barres rouges montrent les effets indirects des variations de la demande globale, des coûts de la chaîne d'approvisionnement et des anticipations d'inflation hors alimentation et énergie. Le scénario de référence de la plage 2 suppose que les mesures d'allègement budgétaire seront prises en 2022, comme annoncé initialement. L'autre scénario suppose une perception déformée de la part les ménages qui s'attendent à ce que les mesures durent plus longtemps. En 2023, ils réalisent leur erreur et s'adaptent à la trajectoire annoncée.

Ces mesures ont un effet net neutre sur les anticipations d'inflation hors alimentation et énergie en 2022, mais les accroissent de 0,7 point de pourcentage en 2023–24. Ces résultats supposent, cependant, que les agents sont pleinement conscients du caractère temporaire des

**Encadré 2.3 (fin)**

subventions. Que se passe-t-il si les agents se trompent et pensent que les subventions seront appliquées pendant une année de plus qu'annoncé ? Dans cet autre scénario, les anticipations d'inflation refluent de façon plus marquée en 2022 (graphique 2.3.1, page 2). Par ailleurs, les entreprises baissent davantage leurs prix en 2022, parce qu'elles s'attendent à ce que l'inflation hors alimentation et énergie soit plus faible en 2023. Le recul des

anticipations d'inflation accroît l'impact de la politique budgétaire sur l'inflation, dont l'ampleur passe de  $-0,9$  point de pourcentage à  $-1,1$  point de pourcentage en 2022 et de  $-0,5$  point de pourcentage à  $-0,6$  point de pourcentage en 2023. Cela étant, une fois que les agents réalisent leur erreur et corrigent leurs prévisions, les anticipations d'inflation et l'inflation effective rebondissent, ce qui souligne l'importance du canal des anticipations.

## Bibliographie

- Acosta, Miguel. 2023. "The Perceived Causes of Monetary Policy Surprises." Unpublished, Board of Governors of the Federal Reserve System, Washington, DC. [https://www.acostamiguel.com/papers/acosta\\_mp.pdf](https://www.acostamiguel.com/papers/acosta_mp.pdf).
- Albrizio, Silvia, Allan Dizioli, and Pedro Vitale Simon. 2023. "Mining the Gap: Extracting Firms' Inflation Expectations from Earning Calls." IMF Working Paper 23/202, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Alvarez, Jorge, and Allan Dizioli. 2023. "How Costly Will Reining in Inflation Be? It Depends on How Rational We Are." IMF Working Paper 23/021, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Andre, Peter, Carlo Pizzinelli, Christopher Roth, and Johannes Wohlfart. 2022. "Subjective Models of the Macroeconomy: Evidence from Experts and Representative Samples." *Review of Economic Studies* 89 (6): 2958–91.
- Ball, Laurence. 1994. "What Determines the Sacrifice Ratio?" In *Monetary Policy*, edited by N. Gregory Mankiw. Chicago: University of Chicago Press.
- Bems, Rudolfs, Francesca Caselli, Francesco Grigoli, and Bertrand Gruss. 2021. "Expectations' Anchoring and Inflation Persistence." *Journal of International Economics* 132: 103516.
- Bianchi, Francesco, Renato Faccini, and Leonardo Melosi. 2022. "A Fiscal Theory of Trend Inflation." NBER Working Paper 30727, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Bianchi, Francesco, and Leonardo Melosi. 2022. "Inflation as a Fiscal Limit." Federal Reserve Bank of Chicago Working Paper 2022/08, Federal Reserve Bank of Chicago, Chicago.
- Binder, Carola. 2017. "Fed Speak on Main Street: Central Bank Communication and Household Expectations." *Journal of Macroeconomics* 52: 238–51.
- Blanchard, Olivier J., and Ben S. Bernanke. 2023. "What Caused the US Pandemic-Era Inflation?" NBER Working Paper 31417, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Brandao-Marques, Luis, Marco Casiraghi, Gaston Gelos, Olamide Harrison, and Günes Kamber. 2023. "Is High Debt Constraining Monetary Policy? Evidence from Inflation Expectations." IMF Working Paper 2023/143, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Candia, Bernardo, Oliver Coibion, and Yuriy Gorodnichenko. 2023. "The Macroeconomic Expectations of Firms." In *Handbook of Economic Expectations*, edited by Rüdiger Bachmann, Giorgio Topa, and Wilbert van der Klaaw.
- Carotta, Gianni, Miguel Mello, and Jorge Ponce. 2023. "Monetary Policy Communication and Inflation Expectations: New Evidence about Tone and Readability." *Latin American Journal of Central Banking* 4 (3): 100088.
- Céspedes, Luis Felipe, Ilan Goldfajn, Phil Lowe, and Rodrigo Valdés. 2005. "Policy Responses to External Shocks: The Experiences of Australia, Brazil, and Chile." Central Bank of Chile Working Paper 321, Central Bank of Chile, Santiago.
- Clements, Michael P., Robert W. Rich, and Joseph S. Tracy. 2023. "Surveys of Professionals." In *Handbook of Economic Expectations*, edited by Rüdiger Bachmann, Giorgio Topa, and Wilbert van der Klaaw, Chapter 3. Elsevier: London.
- Cochrane, John H. 2022. "A Fiscal Theory of Monetary Policy with Partially-Repaid Long-Term Debt." *Review of Economic Dynamics* 45: 1–21.
- Coibion, Oliver, Yuriy Gorodnichenko, Saten Kumar, and Mathieu Pedemonte. 2020. "Inflation Expectations as a Policy Tool?" *Journal of International Economics* 124: 103297.
- Coibion, Olivier, Yuriy Gorodnichenko, and Michael Weber. 2022. "Monetary Policy Communications and Their Effects on Household Inflation Expectations." *Journal of Political Economy* 130 (6): 1537–84.
- D'Acunto, Francesco, Daniel Hoang, Maritta Paloviita, and Michael Weber. 2020. "Effective Policy Communication: Targets versus Instruments." Becker Friedman Institute for Economics Working Paper 2020-148, Becker Friedman Institute for Economics, Chicago.
- Dao, Mai Chi, Allan Dizioli, Pierre-Olivier Gourinchas, Chris Jackson, and Daniel Leigh. 2023. "Unconventional Fiscal Policy in Times of High Inflation." Paper presented at the European Central Bank Forum on Central Banking, Sintra, Portugal, June 25–28.
- Dincer, Nergiz, Barry Eichengreen, and Petra Geraats. 2022. "Trends in Monetary Policy Transparency: Further Updates." *International Journal of Central Banking* 18 (1): 331–48.
- European Central Bank (ECB). 2021. "Economic, Financial, and Monetary Developments." ECB Economic Bulletin 8, European Central Bank, Frankfurt.
- Forbes, Kristin J., Joseph Gagnon, and Christopher G. Collins. 2021. "Low Inflation Bends the Phillips Curve around the World: Extended Results." Peterson Institute for International Economics Working Paper 21-15, Peterson Institute for International Economics Washington, DC.
- Frankel, Jeffrey. 2010. "Monetary Policy in Emerging Markets." In *Handbook of Monetary Economics*, vol. 3, edited by Benjamin M. Friedman and Michael Woodford.
- Hajdini, Ina. 2023. "Trend Inflation and Implications for the Phillips Curve." Federal Reserve Bank of Cleveland Economic Commentary 2023–07, Federal Reserve Bank of Cleveland, Cleveland, OH.
- Haldane, Andrew, Alistair Macaulay, and Michael McMahon. 2020. "The 3 E's of Central Bank Communication with the Public." CEPR Discussion Paper 14265, Centre for Economic Policy Research, London.
- Kamber, Güneş, Madhusudan S. Mohanty, and James Morley. 2020. "What Drives Inflation in Advanced and Emerging Market Economies?" BIS Papers 111, Bank for International Settlements, Basel, Switzerland.
- Kganyago, Lesetja. 2023. "A Road Well Traveled." *Finance & Development* 60 (1): 44–45.
- Kose, Ayhan, Hideaki Mitsuoka, Ugo Panizza, and Dana Vorisek. 2019. "Inflation Expectations: Review and Evidence."



- In *Inflation in Emerging and Developing Economies: Evolution, Drivers, and Policies*, edited by Jongrim Ha, Ayhan Kose, and Franziska Ohnsorge. World Bank: Washington, DC.
- Kumar, Saten, Hassan Afrouzi, Olivier Coibion, and Yuriy Gorodnichenko. 2015. "Inflation Targeting Does Not Anchor Inflation Expectations: Evidence from Firms in New Zealand." *Brookings Papers on Economic Activity* 46: 151–225.
- Lamla, Michael J., and Dmitri V. Vinogradov. 2019. "Central Bank Announcements: Big News for Little People?" *Journal of Monetary Economics* 108: 21–38.
- Leeper, Eric M. 1991. "Equilibria under 'Active' and 'Passive' Monetary and Fiscal Policies." *Journal of Monetary Economics* 27 (1): 129–47.
- Lovell, Michael C. 1986. "Tests of the Rational Expectations Hypothesis." *American Economic Review* 76 (1): 110–24.
- Ottonello, Pablo, and Thomas Windberry. 2020. "Financial Heterogeneity and the Investment Channel of Monetary Policy." *Econometrica* 88 (6): 2473–502.
- Reis, Ricardo. 2020. "The People versus the Markets: A Parsimonious Model of Inflation Expectations." Centre for Macroeconomics Working Paper 2033, Centre for Macroeconomics, London.
- Reis, Ricardo. 2021. "Losing the Inflation Anchor." *Brookings Papers on Economic Activity* (Fall): 307–61.
- Reis, Ricardo. 2023. "Expected Inflation in the Euro Area: Measurement and Policy Response." CEPR Discussion Paper 17849, Centre for Economic Policy Research, London.
- Sargent, Thomas. 1983. "Stopping Moderate Inflation: The Methods of Poincare and Thatcher." In *Inflation, Debt, and Indexation*, edited by Rudiger Dornbusch and Mario Henrique Simonsen. Cambridge, MA: MIT Press.
- Sargent, Thomas J., and Neil Wallace. 1981. "Some Unpleasant Monetarist Arithmetic." *Federal Reserve Bank of Minneapolis Quarterly Review* 5 (3): 1–17.
- Tetlow, Robert J. 2022. "How Large Is the Output Cost of Disinflation?" Finance and Economics Discussion Series 2022–079, Board of Governors of the Federal Reserve System, Washington, DC.
- Unsal, Filiz D., Chris Papageorgiou, and Hendre Garbers. 2022. "Monetary Policy Framework: An Index and New Evidence." IMF Working Paper 22/022, International Monetary Fund, Washington, DC.
- van der Cruijssen, Carin, David-Jan Jansen, and Jakob de Haan. 2015. "How Much Does the Public Know about the ECB's Monetary Policy? Evidence from a Survey of Dutch Households." *International Journal of Central Banking* 42 (December): 169–218.
- Weber, Michael, Bernardo Candia, Tiziano Ropele, Rodrigo Lluberas, Serafin Frache, Brent H. Meyer, Saten Kumar, Yuriy Gorodnichenko, Dimitris Georgarakos, Olivier Coibion, Geoff Kenny, and Jorge Ponce. 2023. "Tell Me Something I Don't Already Know: Learning in Low and High-Inflation Settings." NBER Working Paper 31485, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Weber, Michael, Francesco D'Acunto, Yuriy Gorodnichenko, and Olivier Coibion. 2022. "The Subjective Inflation Expectations of Households and Firms: Measurement, Determinants, and Implications." *Journal of Economic Perspectives* 36 (3): 157–84.
- Werning, Ivan. 2022. "Expectations and the Rate of Inflation." NBER Working Paper 30260, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.



*L'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 a provoqué une fragmentation des principaux marchés des produits de base et les tensions géopolitiques persistantes pourraient aggraver la situation. Ce chapitre se penche sur les principaux canaux par lesquels de nouvelles perturbations des échanges de produits de base pourraient avoir une incidence sur les prix, l'activité économique et la transition vers une énergie propre. Il constate la vulnérabilité particulière de ces marchés en cas de fragmentation. La production des produits de base est souvent extrêmement concentrée, à l'image de la répartition géographique des ressources naturelles, et bon nombre de ces produits ne sont pas facilement remplaçables à court terme. La poursuite de la fragmentation des marchés des produits de base, déjà observable avant la guerre en Ukraine, pourrait entraîner d'amples fluctuations des prix et accroître leur instabilité. D'après les simulations à l'aide de modèles, les perturbations du commerce pourraient avoir des effets substantiels sur l'économie des pays tributaires des produits de base. Toutefois, comme les effets se compensent entre pays producteurs et pays consommateurs, les coûts pour l'économie mondiale paraissent modestes. Le point fondamental est que les pays à faible revenu largement dépendants des importations agricoles risquent d'être touchés de manière disproportionnée, faisant craindre des problèmes d'insécurité alimentaire. La fragmentation des marchés des minéraux pourrait aussi alourdir le coût de la transition vers une énergie propre et conduire à un sous-investissement dans les énergies renouvelables et les véhicules électriques. Tous ces éléments sont autant d'arguments supplémentaires en faveur d'une coopération multilatérale au niveau des politiques commerciales. Des accords sur un « corridor écologique » pour les minerais essentiels et sur un « corridor alimentaire » permettraient à tout le moins d'atteindre l'objectif mondial de prévenir à la fois le changement climatique et l'insécurité alimentaire.*

Les auteurs de ce chapitre sont Jorge Alvarez (cochef d'équipe), Mehdi Benatiya Andaloussi, Christopher Evans, Chiara Maggi, Marika Santoro, Alexandre Sollaci et Martin Stuermer (cochef d'équipe) ; ils ont bénéficié du concours de Marijn Bolhuis, Jiaqian Chen, Benjamin Kett, Seung Mo Choi, Peter Nagle et Alessandra Sozzi, sous la direction de Petia Topalova. Yarou Xu, Carlos Morales et Canran Zheng ont fourni un remarquable travail de recherche. Andrei Levchenko a contribué au chapitre en sa capacité de consultant externe. Le chapitre a aussi été enrichi par les échanges avec Thibault Fally, Julien Martin, James Sayre, David Shin et John Sturm, ainsi que par les commentaires des participants à des séminaires internes et des examinateurs. Nous remercions également Naomi Idoine et ses collègues du Service géologique britannique pour leurs conseils au sujet des données.

## Introduction

Depuis la fin de la Guerre froide, l'intégration des marchés des produits de base a progressé sous l'effet de la libéralisation des échanges commerciaux, de l'innovation technologique et de la baisse des coûts du transport. Les marchés intégrés ont fourni des intrants à faible coût qui ont soutenu la croissance mondiale et donc contribué à l'élévation des niveaux de vie, surtout dans les pays émergents<sup>1</sup>.

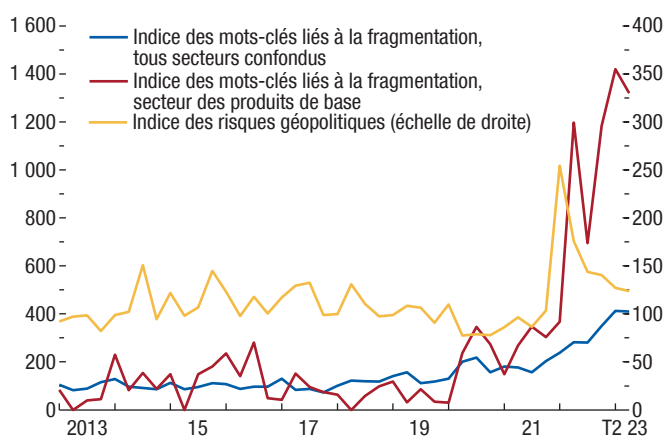
Mais la guerre en Ukraine a inversé la tendance. Fait inédit depuis les années 70, les matières premières telles que le pétrole brut, le gaz naturel et le blé ont été largement utilisées pour exercer des pressions dans un conflit majeur. Les exportations ont fait l'objet de restrictions et des contre-sanctions ont été imposées, ce qui a perturbé les échanges de produits de base et contribué à la montée en flèche de l'inflation en 2022 dans de nombreuses régions du monde, à l'insécurité alimentaire dans les pays à faible revenu et au ralentissement de la croissance mondiale (FMI, 2023).

Malgré la normalisation du prix de la plupart des produits de base depuis, les tensions géopolitiques montrent clairement que le risque majeur d'une fragmentation plus grave du commerce des produits de base existe<sup>2</sup>. Pour des raisons de sécurité nationale, d'ordre géopolitique ou pour d'autres raisons, bon nombre de pays tentent de relocaliser les chaînes d'approvisionnement en produits de base. Les mesures prises à cet effet concernent entre autres les minéraux indispensables aux technologies non polluantes, aux semiconducteurs et à la défense : loi

<sup>1</sup>D'après la théorie économique, les gains enregistrés dans le domaine de la consommation et l'utilisation plus efficace des ressources qui sont liés au commerce devraient accroître le PIB. Voir Feyrer (2019, 2021) pour une analyse récente et Irwin (2019) pour un examen des publications sur le commerce et la croissance.

<sup>2</sup>La fragmentation géoéconomique (par la suite « fragmentation », par souci de concision) est définie dans ce chapitre comme toute inversion délibérée du processus d'intégration, y compris les inversions motivées par des considérations stratégiques telles que la sécurité nationale. Le terme englobe les mesures commerciales, budgétaires et financières telles que les droits de douane, les restrictions à l'exportation, les subventions et les restrictions en matière de paiements. Cette définition s'appuie sur Aiyar *et al.* (2023). Les études sur le commerce publiées au début de la première décennie 2000 utilisent le terme de fragmentation pour décrire la dispersion géographique des processus de production dans les chaînes d'approvisionnement intégrées à l'échelle mondiale (Arndt et Kierzkowski, 2000 ; Deardorff, 2001).

**Graphique 3.1. Mots-clés liés à la fragmentation utilisés lors de conférences sur les annonces de résultats des entreprises (Indices, 2013–15 = 100)**



Sources : Caldara et Iacoviello (2022) ; Hassan *et al.* (2019) ; NL Analytics, Inc. ; calculs des services du FMI.

Note : Les indices de fragmentation mesurent le nombre moyen de phrases, pour mille annonces de résultats, qui mentionnent au moins un des mots-clés suivants : *démondialisation, relocalisation, délocalisation dans un pays proche, délocalisation dans des pays alliés, localisation, régionalisation.*

sur la réduction de l'inflation aux États-Unis, règlement européen sur les semi-conducteurs, restrictions chinoises à l'exportation de gallium et de germanium, etc.

Dans ce contexte, les inquiétudes concernant la fragmentation, la démondialisation et la délocalisation dans des pays proches se font plus vives, en particulier dans le secteur des produits de base (graphique 3.1). Des retranscriptions de téléconférences sur les résultats des entreprises ont été analysées et montrent que les mots-clés relatifs à la fragmentation étaient rares avant la pandémie de COVID-19 et que leur utilisation a fortement augmenté après l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Les publications sur le sujet sont de plus en plus nombreuses, mais aucun consensus ne se dégage quant aux coûts économiques de la fragmentation. Les estimations des pertes de production à long terme entraînées par la limitation des flux internationaux de biens et de services, de financements et de technologies oscillent entre 0,2 et 12 % du PIB mondial selon les scénarios et les hypothèses<sup>3</sup>. Les marchés des produits de base pourraient aussi

<sup>3</sup>Voir Aiyar *et al.* (2023) pour une vue d'ensemble des canaux potentiels de transmission des effets. Les études récentes qui quantifient les pertes globales résultant des restrictions commerciales sont, entre autres, celles d'Albrizio *et al.* (2023) ; d'Attinasi, Boeckelmann et Meunier (2023) ; de Bolhuis, Chen et Kett (2023) ; de Fally et Sayre (2018) ; de Felbermayr, Mahlkow et Sandkamp (2022) ; de Hakobyan, Meleshchuk et Zymek (2023) ; et de Javorcik *et al.* (2022). Le chapitre 4 de l'édition d'avril 2023 des *Perspectives de l'économie*

être un canal important par lequel de nouvelles perturbations des échanges freineraient l'activité. La production des matières premières est difficile à relocaliser, car elle est liée aux richesses naturelles (dépôts géologiques, qualité du sol, etc.). Leur consommation est souvent difficile à remplacer à court terme. De surcroît, de nombreux produits de base sont des intrants essentiels pour l'industrie manufacturière et les technologies, y compris celles qui sont liées à la transition vers une énergie propre.

Dans ce contexte, le chapitre étudie les principaux canaux par lesquels une accentuation de la fragmentation des marchés de l'énergie et des produits agricoles et miniers pourrait avoir des retentissements sur l'économie et les biens publics mondiaux, notamment sur la transition énergétique. Il s'articule autour des questions suivantes :

- Pourquoi les marchés des produits de base sont-ils vulnérables en cas de fragmentation ?
- Les marchés des produits de base sont-ils fragmentés et, le cas échéant, comment cela se manifeste-t-il ?
- Quels produits de base sont les plus vulnérables face au dérèglement du commerce international ?
- Quelles seraient les conséquences économiques d'une fragmentation des marchés des produits de base dans les différents blocs et pays, ainsi que sur l'économie mondiale ?
- Quelles incidences cette fragmentation est-elle susceptible d'avoir sur la transition vers une énergie propre ?

Ce chapitre couvre la quasi-totalité des pays et se concentre sur 48 produits de base, y compris agricoles et énergétiques (charbon, pétrole brut et gaz naturel), ou encore minéraux. Il construit une base de données unique sur la production, l'utilisation et le commerce bilatéral de ces produits et combine statistiques descriptives, analyse empirique et simulations à partir de modèles.

Le chapitre simule un scénario de risque très stylisé où les échanges de produits de base entre deux blocs géopolitiques sont durablement perturbés, afin d'illustrer les canaux par lesquels la fragmentation des marchés des produits de base pourrait faire varier les prix et la production. Le principal scénario définit les deux blocs hypothétiques en utilisant le vote de 2022 aux Nations Unies

*mondiale* se penche sur les conséquences des restrictions à l'investissement, et le chapitre 3 de l'édition d'avril 2023 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde s'intéresse aux conséquences des flux d'investissement de portefeuille tandis que Cerdeiro *et al.* (2021) et Góes et Bekkers (2022) quantifient les pertes après prise en compte du découplage technologique.

sur la guerre en Ukraine comme point de départ transparent. Néanmoins, d'autres scénarios sont explorés aussi, dont le rôle des pays neutres et les effets des recompositions de blocs, étant donné la sensibilité de l'analyse aux configurations de blocs et la difficulté d'en évaluer la plausibilité<sup>4</sup>.

Les principales conclusions sont les suivantes :

- *Les marchés des produits de base sont vulnérables en cas de fragmentation.* L'importance des richesses naturelles pour la production peut conduire à une production géographiquement très concentrée. Ainsi, les trois principaux fournisseurs de minéraux représentent environ 70 % en moyenne de la production mondiale. Comme la demande de ces produits est peu élastique et qu'ils sont utilisés en amont pour de nombreux processus de fabrication et des technologies essentielles, ils font l'objet de très nombreux échanges. Mais beaucoup d'importateurs dépendent d'un petit nombre de fournisseurs seulement. Ces caractéristiques majorent le coût de toute perturbation des échanges.
- *Les marchés des produits de base sont de plus en plus fragmentés.* Les mesures qui restreignent le commerce de ces marchandises ont fortement augmenté en 2022, bien plus que celles visant les échanges d'autres biens. Pour certains produits de base, les écarts de prix d'un marché à l'autre se sont creusés. Et l'investissement direct étranger (IDE) ainsi que les fusions-acquisitions transfrontières dans le secteur des produits de base étaient en recul avant même la guerre en Ukraine.
- *La fragmentation pourrait entraîner de fortes variations des prix.* L'ampleur des effets sur les prix dépend des déséquilibres entre l'offre et la demande créés par la fragmentation et de l'élasticité des prix de l'offre et de la demande. Les simulations à l'aide de modèles d'équilibre partiel réalisées à des fins d'illustration semblent montrer que les effets sur les prix pourraient être particulièrement prononcés pour certains des minéraux indispensables à la transition écologique et certains produits agricoles très demandés. La flambée

<sup>4</sup>L'alignement géopolitique des pays pourrait dépendre notamment des liens commerciaux et des stratégies de gestion des risques visant à atténuer les répercussions des tensions géopolitiques exacerbées. Toutefois, la formation endogène des blocs sort du champ de ce chapitre. Le scénario des deux blocs présenté ici vise simplement à fournir une référence claire et à permettre des comparaisons avec les études récentes publiées sur le sujet. L'introduction de pays neutres diminue l'impact de la fragmentation, comme on le verra plus loin dans ce chapitre.

L'annexe en ligne 3.1 fournit des détails sur les produits de base, les pays et leur répartition entre les blocs ainsi que sur les sources de données. L'annexe en ligne 3.5.2 examine la robustesse de certaines des principales conclusions à la configuration des blocs. Toutes les annexes en ligne sont disponibles à l'adresse <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO>.

des prix des produits de base agricoles pourrait être un motif de préoccupation pour de nombreux pays à faible revenu dépendants des importations de denrées alimentaires pour nourrir leur population.

- *La fragmentation des marchés des produits de base rendrait aussi les prix plus instables.* Des marchés plus petits dans un monde fragmenté offriraient une moindre marge de manœuvre pour faire face aux chocs sur l'offre et la demande, avec des prix qui réagiraient davantage que si les échanges étaient libres. De plus, les producteurs de matières premières seraient fortement incités à modifier leur allégeance à un bloc, parce que les prix seraient potentiellement assez différents d'un bloc à l'autre. Il y aurait donc plus de chocs sur l'offre, plus d'instabilité et plus d'incertitude sur les marchés des produits de base, ce qui serait problématique pour la stabilité budgétaire, monétaire et financière.
- *Pour bon nombre de pays dépendants des produits de base, la fragmentation aurait des répercussions macro-économiques considérables.* Pour certains pays à faible revenu et pays émergents, les simulations établies avec des modèles commerciaux à titre d'illustration indiquent des pertes de production à long terme supérieures à 2 %. Néanmoins, parmi les pays producteurs nets et consommateurs nets de produits de base, les effets sont extrêmement différents et se neutralisent souvent mutuellement, de sorte que les pertes économiques semblent assez modestes à l'échelle mondiale. Mais il n'y a pas lieu de s'en satisfaire, car ce chapitre ne quantifie que les restrictions aux échanges de produits de base entre deux blocs. Si le monde devait se décomposer en blocs isolés, les flux d'autres biens et services, de financements, de technologies et de savoir-faire seraient très vraisemblablement perturbés aussi, ce qui amplifierait les coûts économiques au niveau mondial (Aiyar *et al.*, 2023). La volatilité et l'incertitude accrues résultant de la fragmentation des marchés des produits de base compliqueraient l'élaboration des politiques et alourdiraient les coûts, un canal dont ce chapitre ne rend pas compte non plus. De surcroît, au sein des pays, le contrebalancement des effets respectifs sur les consommateurs et les producteurs de produits de base engendre des effets de répartition importants, même si les répercussions sur la production globale sont modestes. La fragmentation des marchés des produits agricoles risque d'accroître l'insécurité alimentaire dans les pays à faible revenu, avec à la clé des coûts sociaux et humanitaires élevés qui n'apparaissent pas dans les simulations de ce chapitre. En

résumé, la fragmentation des marchés des produits de base pourrait porter un coup assez violent à l'économie dans un contexte déjà difficile, marqué par la faiblesse de la croissance mondiale, des conditions de financement défavorables et une dette élevée dans de nombreux pays vulnérables.

- *La fragmentation des marchés de minéraux pourrait accroître le coût de la transition vers des énergies propres.* Dans un scénario de réduction à zéro des émissions nettes de carbone, la demande de ressources minérales critiques devrait augmenter fortement. Ces minéraux sont très concentrés sur le plan géographique et la demande et l'offre les concernant sont faiblement élastiques ; une désorganisation des échanges pourrait donc encore accentuer la pression à la hausse sur leurs prix dans le bloc où, après la fragmentation, la demande serait supérieure à l'offre. Mais le bloc disposant de ressources minérales abondantes ne peut pas en récolter les fruits, car il n'est pas possible d'augmenter rapidement les capacités de raffinage. Dans la simulation présentée à titre d'illustration, la fragmentation se solde par des investissements dans les énergies renouvelables et les véhicules électriques inférieurs de 30 % aux besoins mondiaux en 2030.

## Pourquoi les marchés des produits de base sont-ils vulnérables en cas de fragmentation ?

Cette section expose plusieurs caractéristiques des marchés des produits de base qui majorent les coûts économiques d'une désorganisation de leurs échanges, malgré l'homogénéité et la fongibilité des produits concernés.

### Concentration de la production

La première phase de fabrication des produits de base dépend de la dotation en ressources naturelles, lesquelles peuvent être très concentrées géographiquement. Ainsi, l'extraction de minerais et de produits énergétiques nécessite des gisements rentables. La fertilité des sols, l'eau disponible et les conditions climatiques sont déterminantes pour la production et les rendements agricoles. De ce fait, les trois premiers producteurs mondiaux représentent en moyenne environ 65 % de la production agricole mondiale, 50 % de la production d'énergie et 70 % de la production de matières premières minérales (graphique 3.2, page 1)<sup>5</sup>.

<sup>5</sup>Le chapitre se concentre sur les pays et non sur les entreprises. Les matières premières sont généralement extraites par des entreprises multinationales ou détenues par des investisseurs étrangers (Leruth *et al.*, 2022). Il est possible que la concentration au niveau des entreprises soit différente

Les minéraux constituent un cas particulier : leur production est concentrée tant dans la première phase (extraction), du fait de la concentration géographique des gisements, que dans la seconde (transformation). Relocaliser la production au stade de l'extraction peut se révéler impossible à court ou moyen terme, compte tenu du rôle important de la dotation en ressources naturelles.

### Élasticités de l'offre et de la demande

L'élasticité-prix de l'offre, qui mesure la réaction de la production aux fluctuations des prix, est relativement faible pour les produits de base à court terme (graphique 3.2, page 2). Augmenter la production nécessite de gros investissements, l'obtention de permis environnementaux et des consultations publiques, ce qui peut retarder la réaction de l'offre aux variations des prix. À titre d'exemple, il s'écoule en moyenne 16 ans entre l'exploration et la mise en production d'une mine de cuivre (Agence internationale de l'énergie (AIE), 2021). La découverte de nouveaux gisements est également coûteuse et prend du temps<sup>6</sup>. La mise en place de capacités de transformation comporte aussi des difficultés spécifiques : réglementation ; accès au savoir-faire, à la technologie et à une main-d'œuvre qualifiée ; besoins en infrastructures ; coûts du travail, etc. (AIE, 2023). Ce sont autant de facteurs qui expliquent la concentration géographique des activités de raffinage et de transformation.

Du côté de la demande, de nombreux produits de base sont des intrants pour certaines technologies et certains produits essentiels ou sont indispensables aux ménages (alimentation, chauffage, cuisine, transport, par exemple). Les perturbations de l'offre de produits de base peuvent

---

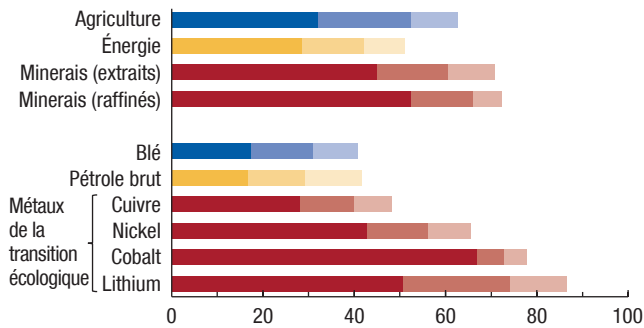
de la concentration au niveau des pays, mais les terres et les réserves appartiennent le plus souvent à l'État, leur propriétaire effectif, qui les loue à des entreprises pour une durée déterminée. La renégociation de ces baux ainsi que les expropriations sont courantes (Jaakkola, Spiro et Van Benthem, 2019). Faut de données suffisantes, le chapitre s'intéresse en outre davantage à la production qu'aux réserves. Les réserves et la production sont étroitement corrélées (Service géologique des États-Unis, 2023).

L'annexe en ligne 3.2 présente la concentration de la production et des importations et la part du commerce dans la production des produits de base. La concentration de la production est évidente aussi au niveau des entreprises, avec un petit nombre de pays entrant au capital des entreprises clés (Leruth *et al.*, 2022).

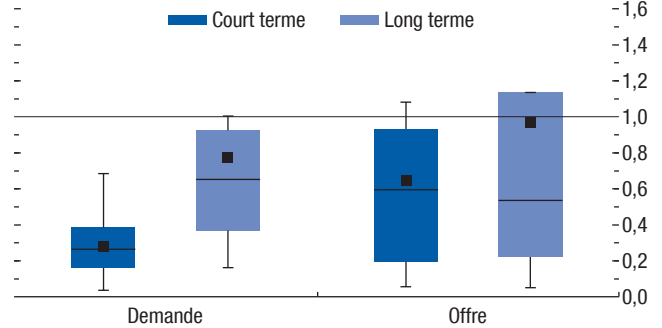
<sup>6</sup>En général, les élasticités inférieures à 1 sont considérées comme faibles. Voir Fally et Sayre (2018) et Dahl (2020) pour une synthèse des études sur l'élasticité de l'offre et de la demande de divers produits de base. Arezki, van der Ploeg et Toscani (2019) analysent la réactivité des découvertes de ressources aux incitations du marché. Il convient de noter que les investissements considérables qui sont requis pour augmenter l'offre de produits de base peuvent être freinés par la désorganisation des flux de capitaux étrangers et l'incertitude accrue pouvant résulter de la fragmentation géoéconomique ; à ce sujet, voir les éditions d'avril 2023 des *Perspectives de l'économie mondiale* et du Rapport sur la stabilité financière dans le monde.

**Graphique 3.2. Produits de base : principales caractéristiques**

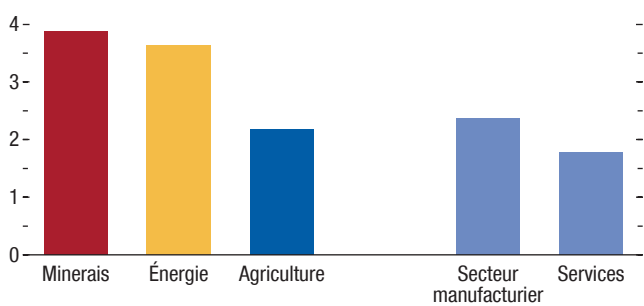
**1. Part moyenne de la production mondiale des trois principaux producteurs de produits de base (En pourcentage de la production mondiale)**



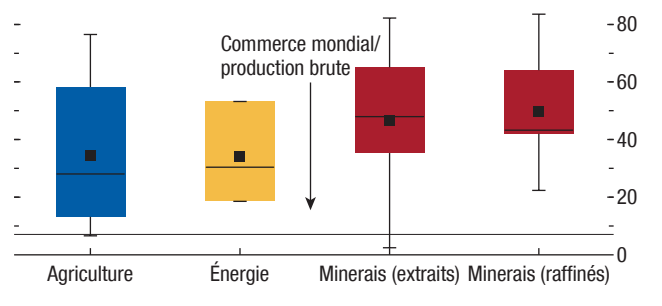
**2. Répartition des élasticités-prix de l'offre et de la demande de produits de base (En pourcentage)**



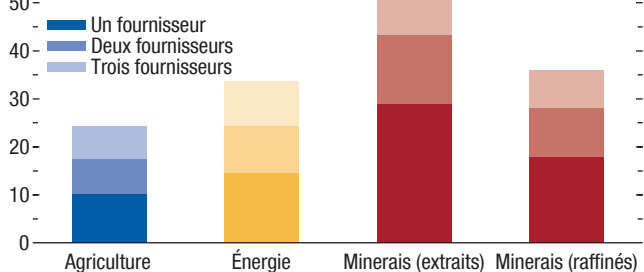
**3. Positionnement sur les chaînes de valeur (Indice)**



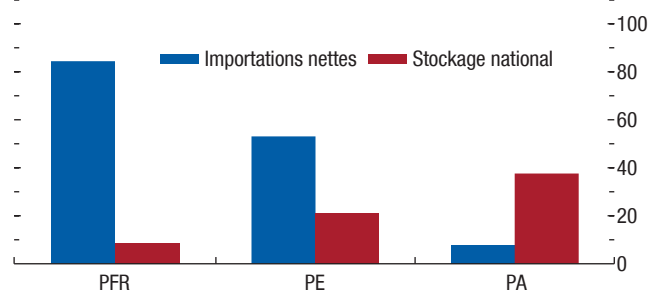
**4. Part de la production mondiale faisant l'objet d'échanges (En pourcentage de la production mondiale)**



**5. Part des pays dont les importations proviennent d'un, de deux ou de trois fournisseurs seulement (En pourcentage)**



**6. Vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire : blé (En pourcentage de la consommation annuelle)**



Sources : Agence internationale de l'énergie ; Antràs *et al.* (2012) ; British Geological Survey ; Dahl (2020) ; Département de l'Agriculture des États-Unis ; Fally et Sayre (2018) ; Institut d'études géologiques des États-Unis ; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; Gaulier et Zignago (2010) ; calculs des services du FMI.

Note : Le terme « énergie » englobe le charbon, le gaz naturel et le pétrole brut. Pour éviter des distorsions dues à la pandémie et par manque de données, celles utilisées dans le graphique datent de 2019. La page 1 indique la part de la production mondiale que représentent les trois principaux pays producteurs (graphique 3.2.2 de l'annexe en ligne) et présente les moyennes pour tous les types de produits de base. Dans les pages 2 et 4, les lignes horizontales dans les barres représentent la médiane ; les carrés, la moyenne ; les barres, l'écart interquartile ; enfin, les « moustaches » représentent les valeurs minimale et maximale pour les produits du groupe. Dans la page 3, le positionnement en amont du secteur est basé sur Antràs *et al.* (2012) et est calculé comme la position moyenne pondérée de la production d'une industrie dans la chaîne de valeur. L'indice de positionnement des secteurs indique la distance qui sépare un secteur spécifique de l'utilisation en bout de chaîne ; une valeur inférieure (valeur minimale de 1) signifie que le secteur est plus proche de la demande finale. La page 4 n'inclut pas le palladium et le platine en raison de la qualité insuffisante des données. La page 5 présente la moyenne simple des produits de chaque groupe. La page 6 présente la moyenne simple des pays de chaque groupe de revenu pour 2019. PA = pays avancés ; PE = pays émergents ; PFR = pays à faible revenu.

créer des ondes de choc dans différents secteurs et chaînes de valeur. Entrant en amont dans la production d'un vaste ensemble de biens et de services (graphique 3.2, page 3), il est souvent difficile de leur substituer d'autres produits et la demande réagit peu aux fluctuations des prix (faible élasticité-prix), surtout à court terme.

**Importance des échanges commerciaux**

Avec une production extrêmement concentrée et une demande qui se répartit souvent entre de multiples pays, les produits de base font l'objet de très nombreux échanges commerciaux. Leur homogénéité et leur fongibilité (malgré la faible élasticité de la demande et de

l'offre, l'élasticité de substitution entre fournisseurs est importante) contribuent aussi à l'intégration des marchés. La part de la production donnant lieu à des échanges internationaux est, pour la plupart des produits de base, supérieure au ratio commerce mondial/production brute (graphique 3.2, page 4). En moyenne, 30 % environ des produits agricoles et énergétiques sont destinés au commerce et le chiffre est d'approximativement 45 % pour les minéraux, avec une part considérablement plus élevée pour de nombreux produits de base<sup>7</sup>.

En conséquence, les importations couvrent une large part de la demande de produits de base. Néanmoins, un grand nombre de pays dépendent de seulement quelques fournisseurs (graphique 3.2, page 5). Ainsi, à peu près la moitié des pays du monde achètent leurs minéraux à trois pays tout au plus et un quart se fournissent auprès d'un seul pays. Ils sont donc vulnérables face aux perturbations des approvisionnements à court terme<sup>8</sup>.

La dépendance aux importations de produits agricoles peut être synonyme d'insécurité alimentaire en cas de perturbation des échanges, en particulier dans les pays à faible revenu. En moyenne, ces derniers importent plus de 80 % du blé qu'ils consomment. Du fait de capacités de stockage limitées, le lissage de la consommation peut être compliqué et les populations sont donc exposées à de fortes fluctuations des prix ou à des pénuries alimentaires (graphique 3.2, page 6). Les ramifications des chocs sur les matières premières alimentaires, dont le lien avec des troubles sociaux, des conflits et des migrations est établi (Kelley *et al.*, 2015 ; Missirian et Schlenker 2017 ; Burke et McGuirk, 2020), n'entrent pas dans le champ de l'analyse économique qui suit.

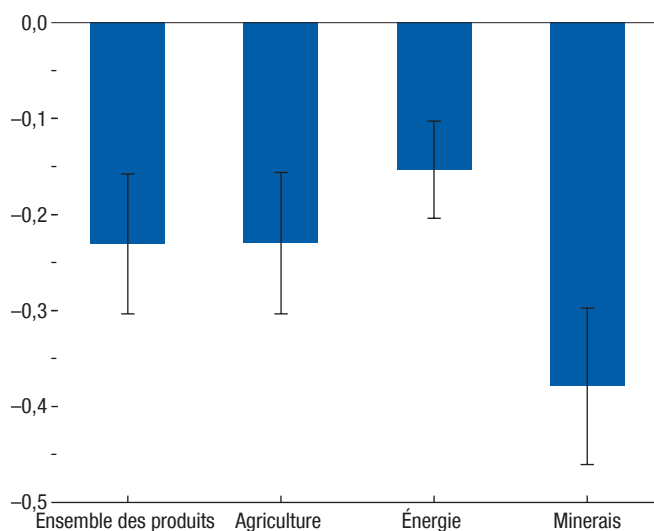
### Sensibilité à la géopolitique

L'analyse de la structure des échanges semble pointer un lien historique entre le commerce des produits de base et l'alignement géopolitique des pays. Les équations gravitaires, estimées pour les produits de base de l'échantillon et augmentées afin d'inclure la similitude entre les

<sup>7</sup>Même si les produits de base font l'objet d'un commerce intense, leur part dans le commerce mondial a diminué, car la libéralisation des échanges, la baisse des coûts de transport et les chaînes de production transfrontalières ont soutenu l'essor rapide des échanges de biens intermédiaires. La part des matières premières dans le commerce total des marchandises a baissé, passant d'environ 45 % dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle à environ 13 % en 2019–21 (graphique 3.2.4 de l'annexe en ligne).

<sup>8</sup>Dans le passé, les pays ont souvent su s'adapter aux bouleversements des échanges à moyen et long terme, en trouvant d'autres fournisseurs, grâce à l'homogénéité des produits de base, ou en mettant au point des substituts (encadré 3.2).

**Graphique 3.3. Commerce des produits de base et distance des alliances militaires (Coefficients)**



Sources : Gaulier et Zignago (2010) ; Leeds *et al.* (2002) ; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; Signorino et Ritter (1999) ; calculs des services du FMI.

Note : Le terme « énergie » englobe le charbon, le gaz naturel et le pétrole brut. Les barres du graphique indiquent les estimations ponctuelles, et les lignes verticales correspondent à des intervalles de confiance à 95 %. Les erreurs-types sont groupées au niveau des pays importateurs. Les estimations sont basées sur une spécification sinus hyperbolique inverse pour tenir compte des zéros. La distance des alliances militaires est mesurée à l'aide de la similitude entre les portefeuilles d'alliances militaires des pays et normalisée de sorte que son écart-type est de 1 chaque année. Une distance militaire normalisée de 1 correspond approximativement à la distance entre l'Inde et le Maroc en 2018.

portefeuilles d'alliances militaires des pays, montrent que les flux bilatéraux d'échanges de produits de base sont inversement proportionnels à la distance entre deux pays alliés sur le plan militaire (graphique 3.3)<sup>9</sup>. Néanmoins, l'étroitesse du lien varie notablement selon les types de produits de base considérés : une augmentation d'un écart-type de la distance des alliances militaires (à peu près la distance entre l'Inde et le Maroc en 2018) est associée à une contraction d'environ 15 % des échanges

<sup>9</sup>Le modèle de gravité est souvent utilisé pour expliquer les flux commerciaux bilatéraux à partir des caractéristiques des pays et des paires de pays pertinentes pour les coûts commerciaux, comme la distance entre les pays ou l'existence d'une frontière, d'une langue ou d'une monnaie commune. L'annexe en ligne 3.3 contient plus de détails à ce sujet, ainsi que des tests de robustesse. Avec les différentes spécifications, la distance entre les alliés militaires est associée à une diminution des échanges de minéraux. Les résultats sont plus sensibles pour d'autres mesures des alignements géopolitiques, à savoir la distance par rapport au point idéal sur la base des votes des Nations Unies, qui est utilisée au chapitre 4 de l'édition d'avril 2023 des *Perspectives de l'économie mondiale* dans une analyse similaire portant sur les flux d'IDE (voir aussi Jakubik et Ruta, 2023). Hakobyan, Meleshchuk et Zymek (2023) étudient la distance entre les alliés militaires et les flux d'échanges sectoriels.



de produits énergétiques, mais avec une diminution de plus de 35 % du commerce des minéraux. L'exercice paraît indiquer que l'évolution des alliances militaires liée à la montée des tensions géopolitiques irait de pair avec une désorganisation des flux commerciaux et contribuerait à la fragmentation du commerce des produits de base.

### Fragmentation des marchés des produits de base

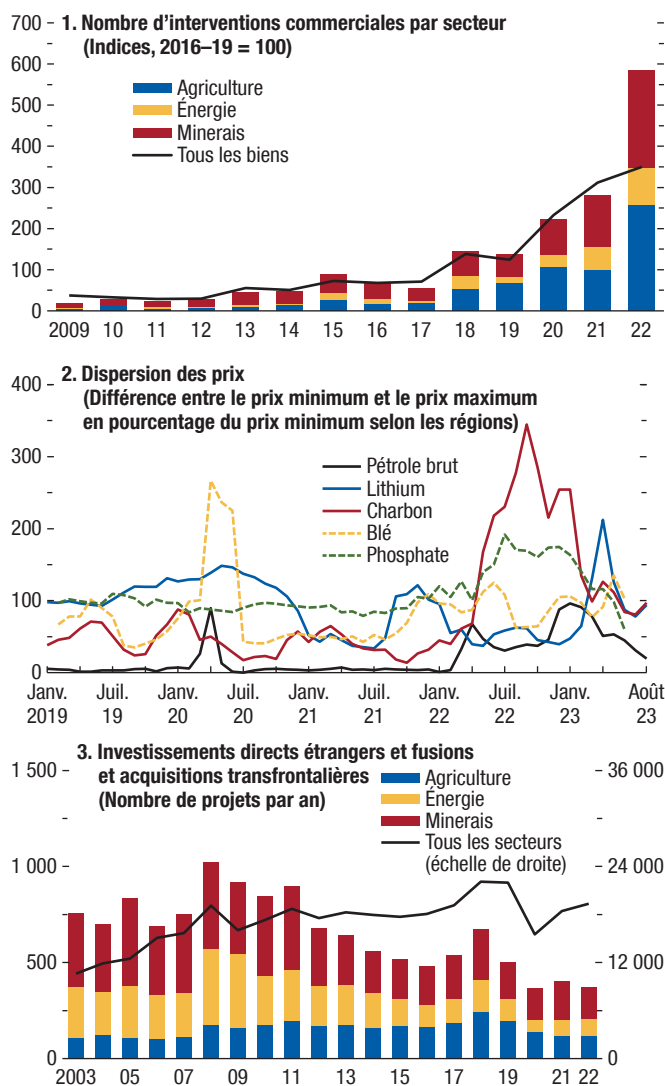
Cette section dresse l'inventaire de diverses mesures de la fragmentation. Le nombre de nouvelles interventions dans le commerce des produits de base augmente chaque année depuis 2018, un phénomène initialement alimenté par les tensions entre la Chine et les États-Unis et la pandémie de COVID-19. En 2022, la guerre russe en Ukraine a entraîné une forte recrudescence des restrictions commerciales visant les produits de base : il y a eu six fois plus de nouvelles restrictions au commerce des matières premières en 2022 qu'entre 2016 et 2019 en moyenne. Par contraste, le nombre de mesures de restriction visant les échanges de manière générale a été multiplié par 3,5 (graphique 3.4, page 1)<sup>10</sup>.

La dispersion géographique des prix peut être aussi un symptôme de la fragmentation : comme les produits de base sont des biens homogènes, ils devraient s'échanger à un prix unique après prise en compte des coûts de transport. Or, la dispersion des prix s'est accentuée sur les principaux marchés des produits de base en 2022, surtout sur les marchés où se négocient certains minéraux comme le lithium et les produits énergétiques (graphique 3.4, page 2). Par exemple, en septembre 2022, le charbon russe s'échangeait à un prix presque trois fois inférieur à celui du charbon australien. La dispersion des prix observée pour le pétrole brut et le gaz naturel s'est aussi accentuée quand la guerre en Ukraine et les sanctions qu'elle a suscitées ont perturbé les échanges. L'encadré 3.1 atteste des modifications des flux commerciaux à l'aide de données issues du suivi des navires en temps réel.

Il existe d'autres indicateurs indirects de la fragmentation, comme les variations du nombre de projets d'IDE et de fusions-acquisitions transfrontières, qui peuvent

<sup>10</sup>Les interventions liées au commerce que recense la base de données Global Trade Alert, d'où proviennent les données du graphique 3.4, page 1, comprennent à la fois les mesures qui accentuent la fragmentation, comme les droits de douane à l'importation et les restrictions à l'exportation, et les mesures visant à limiter les répercussions économiques de la fragmentation en encourageant la diversification (subventions aux producteurs locaux, prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine locale, etc.), même s'il est difficile de distinguer strictement les premières des secondes.

### Graphique 3.4. Signes de fragmentation



Sources : Argus Media, Inc. ; base de données Global Trade Alert ; Bloomberg Finance L.P. ; FDI Markets ; Organisation des Nations Unies, Comtrade ; Refinitiv Eikon ; calculs des services du FMI.

Note : Les interventions des pouvoirs publics sont ajustées pour tenir compte des retards dans la présentation des rapports, et les interventions de libéralisation des échanges sont exclues des calculs. Les prix du pétrole brut, du charbon et du lithium sont les prix du marché sur différents marchés régionaux, tels qu'extraits de Bloomberg Finance L.P. La dispersion des prix du blé et du phosphate est estimée sur la base des prix à l'exportation des pays qui représentent plus de 5 % des exportations mondiales, sur la base des données sur les exportations de Comtrade de l'Organisation des Nations Unies. La page 3 présente le nombre total de projets d'investissements directs étrangers et de fusions et d'acquisitions transfrontières à l'échelle mondiale. Les barres fournissent une ventilation par groupe de produits de base.

aussi nous renseigner sur les échanges futurs. Ils étaient en baisse dans le secteur de l'énergie et celui des minéraux avant même la guerre en Ukraine, ce qui pourrait présager d'un ralentissement du commerce des produits de base (graphique 3.4, page 3)<sup>11</sup>. Des modifications sont visibles aussi au niveau de l'origine et de la destination des flux d'IDE et des fusions-acquisitions transfrontières liés aux produits de base. Aux États-Unis et dans l'Union européenne, les investisseurs privilégient de plus en plus les projets dans des pays avancés, tandis que la Chine et la Russie augmentent leurs investissements en Afrique (graphique 3.2.5 de l'annexe en ligne)<sup>12</sup>.

Aucune mesure de la fragmentation n'est parfaite. Il est encore trop tôt pour évaluer combien de temps durera la dispersion des prix. Le recul de l'IDE pourrait refléter la modération des prix des produits de base constatée depuis 2015, après une décennie d'envolée des cours et, compte tenu du décalage des données, il est difficile de mesurer précisément l'effet de mesures de restriction sur les flux d'échanges (Goldberg et Reed, 2023). Pris ensemble, ces indicateurs évoquent néanmoins une fragmentation croissante des marchés des produits de base.

### Quels sont les produits de base les plus vulnérables ?

Pour évaluer la vulnérabilité des divers produits de base en cas de fragmentation des marchés, cette section présente les résultats d'un modèle d'équilibre partiel à un seul produit et plusieurs pays inspiré de celui d'Alvarez *et al.* (2023) (pour plus de détails, voir l'annexe en ligne 3.4). Il calcule les variations de prix qui seraient observées si le commerce de chacun des 48 produits de l'analyse était interdit entre les deux blocs.

À titre d'illustration, le scénario principal postule que les deux blocs hypothétiques reflètent les votes exprimés aux Nations Unies en 2022 au sujet de la guerre russe en Ukraine. Le bloc des pays ayant voté pour le retrait de la Russie est le « bloc États-Unis-Europe+ », les autres pays sont regroupés dans le « bloc Chine-Russie+ »<sup>13</sup>. Cet

exercice utilise l'hypothèse très stylisée et extrême d'une absence totale d'échanges d'un produit donné entre les deux blocs, le commerce de ce produit à l'intérieur des blocs demeurant en revanche inchangé. L'encadré 3.2 examine des expériences de fragmentation moins rigide, mais l'étude des effets de ces scénarios intermédiaires sort du cadre de ce chapitre, dont le but est plutôt d'identifier les vulnérabilités sur les différents marchés et d'illustrer les canaux de transmission, sachant que des interactions partielles entre les blocs et les possibilités d'arbitrage pourraient légèrement modifier les effets économiques que pointent les simulations.

Pour chaque produit de base, le modèle est d'abord étalonné à partir des flux d'échanges observés en 2019, supposés refléter un monde intégré où les marchandises s'échangent au même prix partout dans le monde<sup>14</sup>. L'interdiction du commerce entre les deux blocs produit des prix qui sont spécifiques à chacun des deux blocs et équilibrent l'offre et la demande.

La fragmentation produirait des effets opposés selon les blocs. Le cours d'un produit de base chute dans le bloc qui en était exportateur net et augmente dans le bloc importateur net. L'ampleur des variations de cours dépend 1) des déséquilibres entre l'offre et la demande au niveau de chaque bloc avant la fragmentation, c'est-à-dire du degré de dépendance d'un bloc vis-à-vis des importations pour satisfaire sa demande au prix en vigueur dans un monde intégré et 2) de la capacité de l'offre et de la demande de réagir aux variations des prix (élasticité-prix de la demande et de l'offre). Les produits de base pour lesquels les déséquilibres entre les deux blocs sont très prononcés et l'élasticité-prix de l'offre et de la demande faible sont plus vulnérables aux variations des prix<sup>15</sup>.

Les simulations paraissent indiquer que les effets potentiels de la fragmentation sur les prix varient considérablement selon les produits, certains d'entre eux enregistrant des fluctuations de prix très importantes (graphique 3.5 ; pour les résultats sous-jacents par produit de base, voir le graphique 3.5.1 de l'annexe en

<sup>11</sup>À la suite du chapitre 4 de l'édition d'avril 2023 des *Perspectives de l'économie mondiale*, l'analyse se concentre sur le nombre plutôt que la valeur des IDE et des fusions-acquisitions transfrontières. Les données relatives aux valeurs sont limitées et sont souvent des estimations. Néanmoins, les valeurs d'IDE semblent indiquer un recul similaire dans le secteur des produits de base.

<sup>12</sup>Il ressort du chapitre 4 de l'édition d'avril 2023 des *Perspectives de l'économie mondiale* que les flux d'IDE sont de plus en plus concentrés parmi les pays alignés sur le plan géopolitique, en particulier dans les secteurs stratégiques.

<sup>13</sup>Voir aussi le chapitre 3 de l'édition d'octobre 2022 des *Perspectives économiques régionales : Asie et Pacifique*. Pour plus de détails sur les pays

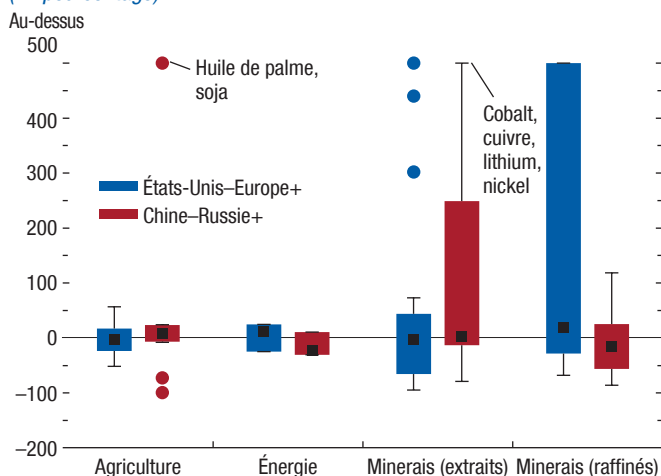
de chaque bloc et les tests de sensibilité pour d'autres configurations des blocs, voir Alvarez *et al.* (2023) et les annexes en ligne 3.1.2 et 3.5.2.

<sup>14</sup>L'hypothèse d'une intégration commerciale parfaite utilisée pour le scénario de référence simplifie exagérément la réalité, car, même avant la guerre en Ukraine, les marchés de certains produits de base n'étaient pas parfaitement intégrés à l'échelle mondiale.

<sup>15</sup>L'exercice ne modélise pas explicitement le stockage, qui joue un rôle important dans le lissage de la volatilité. Voir, entre autres, Williams (1936), Gustafson (1958) et Wright et Williams (1982). Pour une analyse des études publiées sur le sujet, voir Carter, Rausser et Smith (2011).

### Graphique 3.5. Variations de prix dues à la fragmentation des marchés des produits de base (En pourcentage)

(En pourcentage)



Sources : Agence internationale de l'énergie ; Gaulier et Zignago (2010) ; Institut d'études géologiques britannique ; Institut d'études géologiques des États-Unis ; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; calculs des services du FMI.

Note : Les effets de prix sont plafonnés à 500 % pour plus de lisibilité. Le terme « énergie » englobe le charbon, le gaz naturel et le pétrole brut. Les carrés noirs dans les barres représentent la médiane ; les barres, l'écart interquartile ; enfin, les « moustaches » représentent les points de données qui se situent à moins de 1,5 fois l'intervalle interquartile entre le 25<sup>e</sup> et le 75<sup>e</sup> centile pour les produits du groupe. Les points indiquent les valeurs aberrantes. Les produits sélectionnés dont les prix augmentent de plus de 500 % sont étiquetés. Pour obtenir des renseignements complets sur les variations de prix propres à certains produits, voir le graphique 3.5.1 de l'annexe en ligne. Le bloc, qui comprend les pays qui ont voté pour le retrait de la Russie d'Ukraine lors du vote de l'ONU en 2022, est appelé le « bloc États-Unis–Europe+ », et les pays restants sont inclus dans le « bloc Chine–Russie+ ».

ligne)<sup>16</sup>. Dans le bloc Chine–Russie+, le prix des minerais (cobalt, lithium, cuivre et nickel) indispensables à la transition verte augmenterait sensiblement. La production de ces minerais se concentrerait dans un petit nombre de pays du bloc États-Unis–Europe+, mais ils sont largement utilisés comme intrants dans l'autre bloc (graphique 3.2.6 de l'annexe en ligne). Dans le même temps, le bloc occidental pourrait constater des hausses de prix similaires pour les minerais raffinés, dont la transformation s'effectue essentiellement en Afrique du Sud, en Chine et en Russie.

En revanche, les variations potentielles des prix de l'énergie et de la plupart des produits agricoles sont plus discrètes dans la simulation principale. Comme la production de ces produits de base est moins concentrée géographiquement, l'offre et la demande s'équilibrent mieux entre les deux blocs. L'huile de palme et le soja constituent toutefois deux exceptions notables à cet égard : ils seraient produits à plus de 80 % dans le bloc

<sup>16</sup>Les résultats du modèle d'équilibre partiel qui suivent se fondent sur Alvarez *et al.* (2023).

États-Unis–Europe+, mais seraient consommés essentiellement dans le bloc Chine–Russie+.

Du fait de la concentration géographique, la vulnérabilité des produits de base en cas de fragmentation dépend de la répartition des principaux exportateurs (et importateurs) entre les deux blocs. Présentées en détail au graphique 3.2.6 de l'annexe en ligne, les simulations qui se fondent sur différentes compositions de pays dans les deux blocs hypothétiques semblent montrer que, à l'instar de ce que l'on constate dans la simulation principale, la fragmentation conduirait à des hausses de prix non négligeables pour les minéraux au stade de l'extraction et pour les principales denrées (telles que le soja) dans le bloc Chine–Russie+. Dans un scénario fondé sur une autre configuration des blocs, où tous les pays émergents ou en développement, à l'exclusion des pays d'Amérique latine, de l'Inde et de l'Indonésie, sont affectés au bloc Chine–Russie+, le bloc États-Unis–Europe+ pourrait voir le prix de certains minéraux augmenter fortement, car les principaux producteurs sont affectés à l'autre bloc. Ce bloc pourrait aussi devenir plus vulnérable en cas de restrictions commerciales visant certains produits agricoles (comme le cacao) et le pétrole brut.

### Volatilité accrue des prix des produits de base

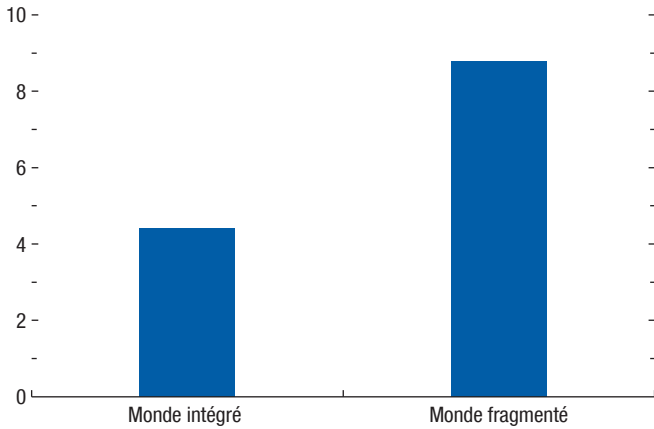
La fragmentation des marchés des produits de base se traduirait par des prix plus instables (pour des données factuelles historiques, voir Jacks, O'Rourke et Williamson, 2011), ce qui mettrait à l'épreuve les finances publiques et les cadres budgétaire et monétaire, avec à la clé une possible procyclicité des politiques budgétaires et monétaires et des risques d'instabilité économique (Cavalcanti, Mohaddes et Raissi, 2015 ; FMI, 2023). La fragmentation peut influencer sur la volatilité des prix par au moins deux canaux : la taille plus réduite des marchés et le changement de bloc de certains pays<sup>17</sup>.

### Des marchés de taille plus réduite

Dans un monde fragmenté, les marchés verraient leur taille se réduire et les prix au niveau des blocs réagiraient davantage aux chocs touchant un pays (voir aussi Albrizio *et al.*, 2023). Dans le modèle d'équilibre partiel, la réaction des prix est proportionnelle à l'ampleur du choc sur l'offre par rapport au marché global. Par conséquent, les pays limitant le nombre de pays avec lesquels ils commercent enregistreraient des hausses de prix plus importantes en réponse aux mêmes chocs négatifs

<sup>17</sup>Les autres canaux pourraient inclure l'effet sur l'écosystème financier qui est lié aux produits de base (dérivés, assurance, etc.) (CSF, 2023).

**Graphique 3.6. Hausse des prix du blé dans le bloc États-Unis–Europe+ en raison d'un choc sur les récoltes (En pourcentage)**



Sources : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; calculs des services du FMI.

Note : Les barres du graphique représentent l'évolution du prix du blé dans le bloc États-Unis–Europe+ (les pays qui ont voté pour le retrait de la Russie d'Ukraine lors du vote de l'ONU de 2022 sur la guerre en Ukraine) à partir d'un choc négatif de trois écarts-types sur la production de blé américaine. Le graphique compare les hausses de prix dans le bloc dans un monde intégré à celles dans un monde fragmenté.

sur l'offre<sup>18</sup>. Fourni à titre d'exemple, le graphique 3.6 compare l'effet respectif sur les prix d'un choc de trois écarts-types exercé sur les récoltes de blé aux États-Unis dans un marché intégré et dans un marché fragmenté<sup>19</sup>. L'effet est double quand le commerce est fragmenté entre deux blocs de taille plus réduite. C'est un point important, car le changement climatique devrait accentuer la variabilité de la production agricole. Un monde fragmenté, où la réaction des prix aux chocs sur l'offre serait amplifiée, serait moins à même d'y faire face.

### Pays changeant de blocs

Dans un monde fragmenté, la plupart des producteurs de produits de base seraient fortement incités à modifier leurs allégeances géopolitiques ; or toute modification des blocs est une nouvelle source de chocs sur l'offre et d'instabilité des prix. Pour les marchés de produits de base

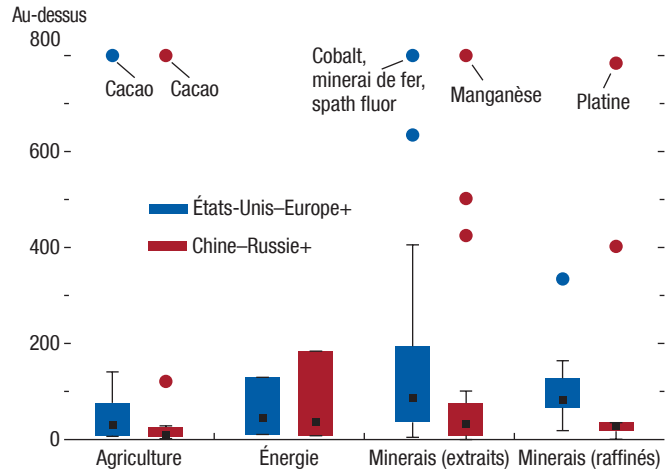
<sup>18</sup>Dans le modèle à un seul produit de base, la variation du prix résultant d'un choc sur l'offre est exprimé comme suit :

$$\text{Variation du prix} = \frac{\text{Ampleur du choc par rapport au marché}}{\text{Élasticité de l'offre} - \text{Élasticité de la demande}}$$

avec  $\text{Élasticité de l'offre} < 0$  (Alvarez *et al.*, 2023).

<sup>19</sup>Les États-Unis représentent environ 7 % de la production de blé dans le monde et 15 % de la production du bloc États-Unis–Europe+. Un choc de trois écarts-types perturbant les récoltes aux États-Unis correspond à environ 60 % de la production de blé américaine, soit 4 % de la production mondiale (les prix du blé restant constants). L'exercice utilise une élasticité–prix de l'offre de 0,2 et une élasticité–prix de la demande de –0,85 (Alvarez *et al.*, 2023). Des élasticités plus faibles se traduiraient par des effets sur les prix plus prononcés et, dans cet exemple, la fragmentation multiplierait encore par deux l'effet sur le prix.

**Graphique 3.7. Les hausses de prix les plus importantes dues au changement de bloc d'un seul exportateur (En pourcentage)**



Sources : Agence internationale de l'énergie ; Gaulier et Zignago (2010) ; Institut d'études géologiques britannique ; Institut d'études géologiques des États-Unis ; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; calculs des services du FMI.

Note : Dans le graphique, les effets de prix sont plafonnés à 800 % pour des raisons de lisibilité. Le terme « énergie » englobe le charbon, le gaz naturel et le pétrole brut. Chaque observation dans les « boîtes à moustaches » représente la plus forte augmentation de prix qu'un produit de base peut subir dans chaque bloc à la suite du passage d'un pays exportateur à l'autre bloc. Notez également que les États-Unis (Chine) ne sont pas autorisés à quitter le bloc États-Unis–Europe+ (Chine–Russie+). Les carrés noirs dans les barres représentent la médiane ; les barres, l'écart interquartile ; enfin, les « moustaches », les points de données qui se situent à moins de 1,5 fois l'intervalle interquartile entre le 25<sup>e</sup> et le 75<sup>e</sup> centile pour les produits du groupe. Les points indiquent les valeurs aberrantes ; les produits représentant les valeurs aberrantes les plus marquées sont étiquetés. Pour obtenir des renseignements complets sur les variations de prix propres à certains produits, voir le graphique 3.5.2 de l'annexe en ligne. Le bloc, qui comprend les pays qui ont voté pour le retrait de la Russie d'Ukraine lors du vote de l'ONU en 2022, est appelé le « bloc États-Unis–Europe+ », et les pays restants sont inclus dans le « bloc Chine–Russie+ ».

très concentrés, le passage d'un seul pays exportateur vers l'autre bloc pourrait provoquer une pénurie et des variations de prix considérables. L'incertitude relative à l'alignement géopolitique d'un pays pourrait elle-même engendrer une instabilité des prix si les négociants revoient leurs prévisions concernant les fluctuations de prix potentiellement importantes dues à la fragmentation.

Pour illustrer la sensibilité des prix aux reconfigurations des blocs, le graphique 3.7 montre la distribution des hausses de prix les plus importantes que chaque produit de base peut enregistrer dans un bloc quand un seul pays exportateur modifie son alignement géopolitique<sup>20</sup>. C'est au stade de l'extraction que les minéraux tendent à être le plus sensible du fait de la forte concentration de la

<sup>20</sup>Ces résultats se fondent sur Alvarez *et al.*, (2023). Le graphique 3.5.2 de l'annexe en ligne zoome sur les résultats du graphique 3.7 et montre les 15 produits de base dont les prix sont extrêmement vulnérables au changement de bloc d'un seul exportateur et les variations de prix que suppose un tel changement.

production. L’Afrique du Sud, par exemple, produit un tiers du manganèse mondial (ce métal sert à fabriquer de l’acier et des batteries). Si ce pays passait dans le bloc États-Unis–Europe+, le prix du manganèse pourrait augmenter de plus de 800 % dans le bloc Chine–Russie+.

### Répercussions économiques de la fragmentation des marchés des produits de base

Cette section met en lumière les répercussions macro-économiques de la fragmentation des marchés des produits de base sur l’économie des différents pays, sur les blocs et sur l’économie mondiale. Trois méthodes d’analyse complémentaires sont utilisées<sup>21</sup>.

Premièrement, le modèle d’équilibre partiel évoqué plus haut est utilisé pour estimer les variations du surplus respectif des producteurs et des consommateurs dues à la fragmentation de tel ou tel marché des produits de base. La variation du surplus total qui en résulte est utilisée comme indicateur des répercussions économiques. Cette méthode identifie les produits de base les plus pertinents au niveau macroéconomique. Elle tient compte des variations des prix et des quantités consommées ou produites de chaque produit de base qu’entraîne la fragmentation. Néanmoins, comme il s’agit d’un modèle d’équilibre partiel, la méthode ne tient pas compte des répercussions sectorielles, ni de la perturbation simultanée des échanges de nombreux produits de base, dont les effets pourraient se compenser ou se renforcer dans un même pays.

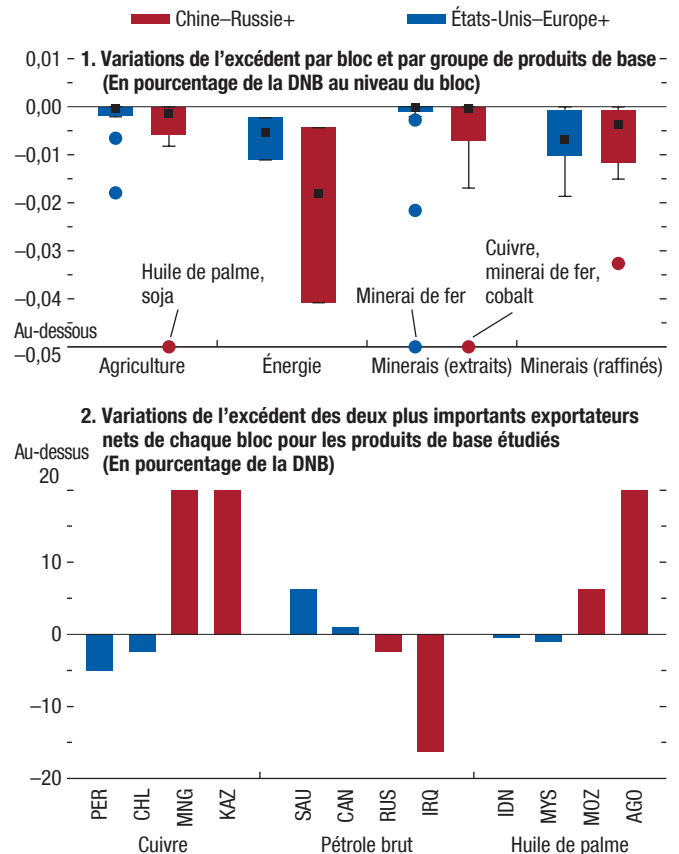
Deux modèles d’équilibre général présentés dans ce chapitre permettent d’éviter ces écueils. Un modèle statique multisectoriel d’échanges multilatéraux rendant compte de tous les liens d’entrée–sortie entre les secteurs est utilisé pour simuler les pertes de PIB à long terme associées à la fragmentation du commerce de tous les produits de base et pour examiner le rôle des blocs neutres (encadré 3.3). Enfin, les effets dynamiques sur le PIB et l’inflation sont étudiés à l’aide d’un modèle d’équilibre général stochastique dynamique plurirégional qui inclut l’énergie et les minéraux critiques.

### Ce que montre le modèle d’équilibre partiel

Plusieurs conclusions se dégagent du modèle d’équilibre partiel. Premièrement, les inefficiences liées à la

<sup>21</sup>Au sujet des hypothèses, de l’étalonnage et des résultats additionnels de chaque modèle, voir les annexes en ligne 3.4–3.6 ; Alvarez *et al.*, (2023) ; et Bolhuis, Chen et Kett (2023). Aucune des méthodes ne s’intéresse aux effets de la fragmentation sur la productivité et l’innovation. Le rôle du secteur financier n’entre pas non plus dans le périmètre de ce chapitre.

**Graphique 3.8. Variations des excédents attribuables à la fragmentation des marchés des produits de base**



Sources : Agence internationale de l’énergie ; Gaulier et Zignago (2010) ; Institut d’études géologiques britannique ; Institut d’études géologiques des États-Unis ; Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture ; calculs des services du FMI.

Note : Le terme « énergie » englobe le charbon, le gaz naturel et le pétrole brut. Sur la page 1, chaque point de données dans les « boîtes à moustaches » représente la variation totale de l’excédent au niveau du bloc résultant de la fragmentation du commerce pour un seul produit. Les carrés noirs dans les barres représentent la médiane ; les barres, l’écart interquartile ; enfin, les « moustaches » représentent les points de données qui se situent à moins de 1,5 fois l’intervalle interquartile entre le 25<sup>e</sup> et le 75<sup>e</sup> centile pour les produits du groupe. Les points indiquent les valeurs aberrantes ; les produits associés aux plus fortes baisses d’excédents sont étiquetés. Le bloc, qui comprend les pays qui ont voté pour le retrait de la Russie d’Ukraine lors du vote de l’ONU en 2022, est appelé le « bloc États-Unis–Europe+ », et les pays restants sont inclus dans le « bloc Chine–Russie+ ». Les codes pays utilisés sont ceux de l’Organisation internationale de normalisation (ISO). DNB = dépense nationale brute.

limitation des échanges font diminuer le surplus total au niveau des blocs : l’économie mondiale est moins prospère quand le commerce de divers produits de base est fragmenté (graphique 3.8, page 1)<sup>22</sup>.

<sup>22</sup>Ce résultat et le suivant se fondent sur Alvarez *et al.*, (2023). Ils fournissent aussi la preuve analytique. Dans un monde intégré, la structure des échanges commerciaux reflète l’allocation efficiente des ressources à l’échelle mondiale, les pays se spécialisant dans les produits de base pour lesquels ils détiennent un avantage comparatif (gisements rentables, conditions climatiques favorables, etc.). Après une fragmentation, la structure des échanges ne reflète plus ces avantages comparatifs.

Deuxièmement, les variations du surplus total au niveau de chaque bloc sont généralement minimales (à quelques exceptions notables<sup>23</sup>), masquant des hétérogénéités importantes d'un pays à l'autre. Dans chaque bloc, certains pays verraient leur surplus augmenter (pays exportateurs nets dans un bloc importateur net et pays importateurs nets dans un bloc exportateur net) et d'autres enregistraient une baisse. Rapportés aux dépenses nationales brutes, ces changements seraient discrets pour la plupart des pays, mais potentiellement tout à fait considérables pour une poignée d'importateurs et d'exportateurs de produits de base (graphique 3.5.4 de l'annexe en ligne). Ainsi, la fragmentation du cuivre au stade de l'extraction réduirait le surplus de 2,5 %, voire 5 %, des dépenses nationales brutes au Chili et au Pérou, deux pays exportateurs de cuivre vers le bloc États-Unis–Europe+, où les prix chuteraient. Elle se traduirait simultanément par des gains de surplus substantiels au Kazakhstan et en Mongolie, pays qui exporteraient davantage et à un prix plus élevé vers le bloc Chine–Russie+, doté de faibles ressources en cuivre (graphique 3.8, page 2).

Troisièmement, restreindre les échanges de produits de base moins vulnérables aux prix pourrait tout de même faire baisser le surplus de façon notable. Les produits énergétiques, par exemple, ne sont pas particulièrement vulnérables dans la configuration de référence, mais les baisses de surplus qui y sont associées seraient plus prononcées, car les produits énergétiques sont consommés et produits à une très grande échelle. Par contraste, les minéraux pourraient voir leurs prix varier fortement, mais l'effet sur le surplus serait plus discret en raison de leur poids (jusqu'ici) plus limité dans la consommation et la production de la plupart des pays.

Enfin, les baisses de surplus seraient généralement plus marquées dans le bloc hypothétique Chine–Russie+. Les produits de base qui sont très vulnérables sont davantage consommés dans ce bloc (graphique 3.5.3 de l'annexe en ligne)<sup>24</sup>.

<sup>23</sup>Le graphique 3.5.3 de l'annexe en ligne illustre les cinq pertes de surplus les plus importantes au niveau d'un bloc qui sont liées à la fragmentation du marché d'un seul produit de base. Ces données apparaissent comme des valeurs aberrantes au graphique 3.8 (page 1), avec une limite inférieure à  $-0,05$  % des dépenses nationales brutes. Dans la simulation principale, la fragmentation du commerce d'huile de palme ou de cuivre (stade de l'extraction) pourrait se traduire par des pertes de surplus dans le bloc Chine–Russie+ supérieures à 1 % des dépenses nationales brutes et la fragmentation des marchés du minerai de fer ou du soja à plus de 0,5 %.

<sup>24</sup>D'après les tests de sensibilité de l'annexe en ligne 3.5.2, il en va de même avec une configuration des blocs reflétant les relations commerciales existantes. Par ailleurs, dans le cas où tous les pays émergents ou en développement, sauf les pays d'Amérique latine, l'Inde et l'Indonésie, sont rattachés au bloc Chine–Russie+, le bloc États-Unis–Europe+

### Ce que montre le modèle commercial

Dans l'encadré 3.3, le modèle d'équilibre général faisant intervenir plusieurs pays et plusieurs secteurs simule les effets à long terme sur le PIB d'une désorganisation de tous les échanges de produits de base. Des différences importantes sont observées selon les pays, certains d'entre eux subissant des pertes considérables. Les pays à faible revenu pourraient enregistrer des pertes plus lourdes, estimées en moyenne à 1,2 %, car ils sont fortement tributaires du commerce des produits agricoles. Pour certains, les pertes pourraient s'élever à plus de 2 % du PIB. Comme dans l'exercice avec un seul produit de base, le bloc hypothétique Chine–Russie+ est plus touché par la fragmentation, mais la perte de PIB mondial, d'approximativement 0,3 %, est modeste, car les effets se compensent entre les pays<sup>25</sup>.

Les répercussions économiques peuvent être largement atténuées si le commerce des produits de base n'est soumis qu'à des restrictions partielles. Les simulations fournies à titre d'illustration dans lesquelles les pays s'étant abstenus de voter sur l'Ukraine aux Nations Unies exportent ou importent des produits de base librement montrent que les effets des obstacles commerciaux entre les blocs États-Unis–Europe+ et Chine–Russie+ sont bien moindres. Dans ce scénario, les variations à long terme du PIB mondial seraient négligeables et seule la Russie enregistrerait des pertes notables. Ceci confirme les données historiques sur la capacité de l'offre et de la demande de produits de base à s'ajuster en cas de restrictions commerciales (encadré 3.2).

### Ce que montre le modèle macroéconomique dynamique

Cette sous-section utilise un cadre d'équilibre général stochastique dynamique pour évaluer les effets dynamiques de la fragmentation des marchés des produits de base sur le PIB et l'inflation. Le modèle se fonde sur une version augmentée du modèle macroéconomique mondial du FMI pour la transition énergétique<sup>26</sup>. Il

pourrait enregistrer de plus lourdes pertes de surplus, principalement en raison de la désorganisation du marché pétrolier.

<sup>25</sup>Les pertes de PIB mondial résultant de la limitation des flux de produits de base entre les blocs représentent environ 15 % de la perte liée à la limitation de tous les échanges commerciaux. Par comparaison, les produits de base ne représentent que 10 % du commerce total. Dans Bolhuis, Chen et Kett (2023), les pertes plus substantielles liées à la fragmentation des marchés des produits énergétiques et agricoles découlent de l'hypothèse d'une autarcie complète (alors que le scénario de notre chapitre postule une absence totale d'échanges entre les blocs).

<sup>26</sup>Le modèle a d'abord été utilisé dans le chapitre 3 de l'édition d'octobre 2022 des *Perspectives de l'économie mondiale*. Nous l'avons augmenté ici 1) en incluant la possibilité de segmenter les marchés des

inclut la production, la consommation et le commerce des produits énergétiques issus de sources fossiles et renouvelables ainsi que quatre minéraux indispensables à la transition énergétique. Les produits de base comprennent le pétrole brut, le charbon, le gaz naturel, le cuivre, le nickel, le cobalt et le lithium, qui représentent environ 70 % de la valeur du commerce mondial des produits de base. La fragmentation est modélisée sous la forme d'une interdiction du commerce de ces produits entre les deux blocs hypothétiques, qui englobent six régions différentes.

Dans le modèle, la fragmentation nuit à l'activité via différents canaux. Premièrement, l'interdiction du commerce entraîne une réorientation des dépenses et un détournement des échanges. Deuxièmement, des déséquilibres temporaires entre l'offre et la demande apparaissent au sein des blocs jusqu'à ce que les prix s'adaptent pour stabiliser les marchés. Ces déséquilibres font fluctuer les cours des produits de base. Enfin, les rigidités ralentissent l'ajustement de la production, de la consommation et des échanges et ont une incidence sur les effets macroéconomiques globaux.

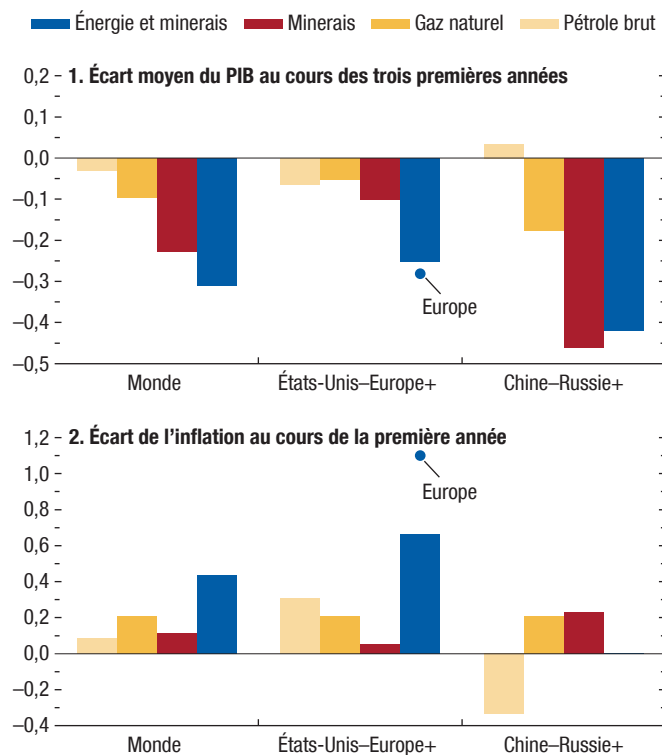
Les effets sur la production et l'inflation pourraient varier de manière significative selon les régions, les blocs et les produits de base (graphique 3.9). La comparaison des effets selon les produits met en lumière les canaux de transmission. Les effets d'une fragmentation du commerce de pétrole et de gaz seraient assez différents, même si la distribution de la consommation et de la production de ces deux produits était similaire dans les deux blocs. En ce qui concerne le pétrole, les pays pourraient se rabattre rapidement sur des partenaires commerciaux de leur bloc, et l'incidence sur le PIB serait limitée. En revanche, les rigidités telles que la nécessité de disposer de conduites et autres structures compliqueraient la réorientation des flux d'échanges de gaz naturel, avec des effets sur le PIB plus prononcés. Le PIB diminuerait et l'inflation augmenterait dans les deux blocs.

S'agissant des minéraux, les simulations soulignent l'importance de la répartition géographique de la production minière et des rigidités freinant le passage à une plus grande échelle des capacités de raffinage. D'un côté, la fragmentation entraînerait une flambée des prix dans le bloc Chine–Russie+ et des contractions notables du PIB réel. Les quatre minéraux considérés proviennent à

produits énergétiques exportables et 2) en modélisant explicitement deux types de granulats minéraux respectivement composés de cuivre et de nickel, et de cobalt et de lithium. Le modèle augmenté compte six régions : États-Unis, Union européenne, pays favorables aux États-Unis et à l'Europe, Chine, Russie et pays favorables à la Chine et la Russie.

### Graphique 3.9. Incidence de la fragmentation sur le PIB réel et l'inflation

(Écart en pourcentage par rapport au scénario de référence)



Sources : Gaulier et Zignago (2010) ; FMI, modèle macroéconomique mondial pour la transition énergétique ; Institut d'études géologiques britannique ; Institut d'études géologiques des États-Unis ; Organisation de coopération et de développement économiques, tableaux entrées–sorties entre pays ; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; calculs des services du FMI. Note : Le terme « énergie » englobe le charbon, le gaz naturel et le pétrole brut. Les résultats à l'échelle régionale sont agrégés au niveau du bloc et au niveau mondial à l'aide de pondérations basées sur le PIB en parités de pouvoir d'achat. Le bloc, qui comprend les pays qui ont voté pour le retrait de la Russie d'Ukraine lors du vote de l'ONU en 2022, est appelé le « bloc États-Unis–Europe+ », et les pays restants sont inclus dans le « bloc Chine–Russie+ ».

près de 80 % de mines situées dans le bloc États-Unis–Europe+ et sont utilisées de manière intensive dans l'important secteur de l'industrie et de la construction du bloc Chine–Russie+. D'un autre côté, le bloc États-Unis–Europe+ ne serait pas en mesure de tirer parti de l'excès d'offre de minéraux à extraire, car la montée en puissance des capacités de raffinage prendrait plusieurs années. En cas de fragmentation du marché des minéraux, ce bloc aussi verrait son PIB reculer.

La fragmentation du commerce lié aux sept produits de base irait de pair avec une perte de PIB d'environ 0,3 % au niveau mondial. Néanmoins, comme dans les modèles d'équilibre partiel et les modèles d'échanges, des différences notables sont observées au sein des blocs et entre

eux. Les pertes simulées seraient plus importantes dans le bloc Chine–Russie+. Dans l'autre bloc, l'Europe constaterait un effet considérable sur l'inflation (jusqu'à 100 points de base, voire plus) et sur le PIB, essentiellement imputable à la fragmentation des marchés pétrolier et gazier.

Plusieurs réserves méritent d'être formulées. Bien qu'il offre une granularité régionale, le modèle masque l'hétérogénéité des effets selon les pays, car la production des produits de base est extrêmement concentrée. Deuxièmement, la modélisation et l'absence de certaines données ne permettent d'inclure qu'un sous-ensemble de produits de base. Troisièmement, le modèle ne saisit pas le coût d'un régime d'inflation plus instable, qui pourrait compliquer la politique monétaire. Enfin, le modèle, comme les deux analyses complémentaires qui le précèdent, se sert de données pré-pandémiques pour ce qui concerne l'utilisation des minéraux et les flux d'échanges. La demande de ces minéraux devant augmenter considérablement pendant la transition écologique, la pertinence macroéconomique d'un bouleversement des échanges de ces produits sera sans doute plus importante (voir à ce propos la section suivante).

### Conséquences pour la transition vers une énergie propre

La fragmentation des marchés des produits de base pourrait influencer sur le coût de la décarbonation. Les minéraux comme le cuivre, le nickel, le cobalt et le lithium sont des intrants indispensables à la transition énergétique. Ils entrent dans la fabrication des véhicules électriques, des batteries et des câbles électriques et sont utilisés pour les technologies renouvelables (panneaux solaires, éoliennes, etc.). La demande de ces minerais critiques pourrait augmenter dans des proportions substantielles (AIE, 2023) et ils pourraient devenir aussi essentiels à l'économie mondiale — dans un scénario d'émissions nettes nulles — que l'avait été le pétrole brut (Boer, Pescatori et Stuermer, 2023).

Dans le scénario d'une réduction à zéro des émissions nettes d'ici 2050, l'AIE (2023) prévoit que la demande de cuivre aura été multipliée par 1,5, celle de nickel et de cobalt par 2 et celle de lithium par 6 en 2030. Cela provoquerait sans doute une hausse des cours très sensible, car il est difficile d'intensifier les activités d'extraction et de raffinage, qui sont en outre extrêmement concentrées sur le plan géographique (graphique 3.2, page 1 ; graphique 3.2.2 de l'annexe en ligne). Le Chili et le Pérou, par exemple, extraient plus d'un tiers du cuivre mondial, et l'Indonésie et les Philippines environ la moitié de tout le nickel.

Cette section se sert de la version augmentée du modèle macroéconomique mondial pour la transition énergétique afin d'illustrer les effets potentiels d'une fragmentation des marchés des minéraux sur la dynamique de cette transition<sup>27</sup>. L'analyse se concentre sur les minéraux, des intrants essentiels pour les technologies vertes. La fragmentation d'autres marchés des produits de base (pétrole et gaz naturel, par exemple) intéressants pour la transition écologique pourra faire l'objet de futures recherches. L'analyse utilise les augmentations prévues de la demande de minéraux critiques dans un scénario de zéro émission nette (AIE, 2023), avec des projections postulant que les incitations des pouvoirs publics stimulent l'investissement dans les technologies renouvelables et les véhicules électriques. L'hypothèse initiale est que les produits de base circulent sans entrave. En l'absence de nouvelles mesures gouvernementales, les résultats sont ensuite comparés avec un scénario fictif de fragmentation complète des marchés des produits de base dans les deux blocs hypothétiques.

En prenant un monde intégré comme hypothèse de référence et en suivant la trajectoire du scénario zéro émission nette, le modèle indique que les cours mondiaux des quatre minéraux essentiels considérés pourraient augmenter d'environ 90 % en moyenne d'ici 2030. Si les marchés des minéraux critiques sont fragmentés, l'incapacité du bloc Chine–Russie+ à importer du cuivre, du nickel, du lithium et du cobalt en provenance du Chili, de l'Indonésie ou de la République démocratique du Congo aboutirait à une nouvelle hausse des prix dans ce bloc, de 300 % en moyenne. Les minéraux coûtant plus cher, les investissements dans les panneaux solaires et les éoliennes et la production de véhicules électriques diminueraient (graphique 3.10). Dans ce scénario de zéro émission nette, il y aurait environ 70 % de nouveaux véhicules électriques en moins dans le bloc Chine–Russie+ si le monde était fragmenté plutôt qu'intégré<sup>28</sup>.

La fragmentation engendrerait un excès d'offre de minéraux dans le bloc hypothétique États-Unis–Europe+.

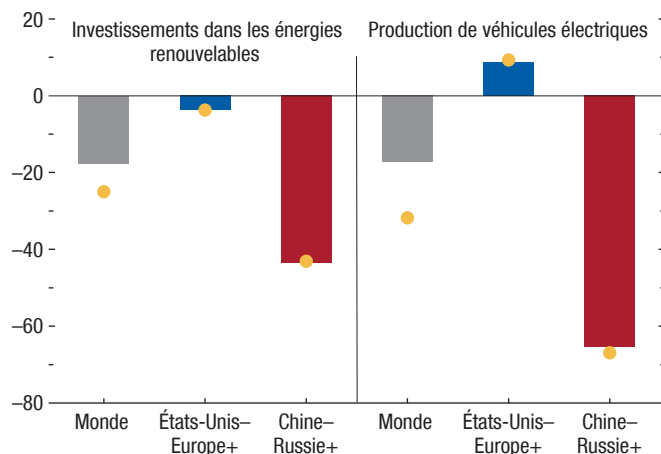
<sup>27</sup>Modéliser les effets nets de la fragmentation sur l'innovation et les mesures gouvernementales en faveur des technologies vertes, d'une utilisation plus rationnelle des produits de base, de la substitution et des technologies d'extraction sort du cadre de ce chapitre. Il pourrait y avoir des effets à long terme concurrents dans les blocs et entre eux, effets dont ne rendent pas compte les élasticités de l'offre et de la demande utilisées dans le modèle (voir Acemoglu, 2002 ; Acemoglu *et al.*, 2012 ; Schwerhoff et Stuermer, 2020 ; Hassler, Krusell et Olovsson, 2021 ; Góes et Bekkers, 2022 ; et Lemoine, à paraître).

<sup>28</sup>Dans le scénario de la fragmentation, le coût budgétaire pour la Chine du soutien aux investissements visant à se replacer sur la trajectoire « zéro émission nette » serait compris entre 1½ et 2 % du PIB. La quantification des effets de la fragmentation sur la réduction des émissions sort du cadre de ce chapitre.



### Graphique 3.10. Effet de la fragmentation des marchés des minéraux clés sur l'investissement dans les énergies renouvelables et les véhicules électriques, 2030

(Écart en pourcentage par rapport au scénario de zéro émission nette sans fragmentation)



Sources : Agence internationale de l'énergie ; FMI, modèle macroéconomique mondial pour la transition énergétique ; Gaulier et Zignago (2010) ; Institut d'études géologiques britannique ; Institut d'études géologiques des États-Unis ; estimations des services du FMI.

Note : Les barres et les points du graphique indiquent l'évolution de l'investissement réel dans les énergies renouvelables et la production de véhicules électriques dans un monde fragmenté par rapport à la trajectoire de zéro émission nette, la demande de cobalt, de cuivre, de lithium et de nickel augmentant comme le prévoit le scénario de zéro émission nette de l'Agence internationale de l'énergie (dans un monde intégré). Les variables à l'échelle des pays sont agrégées aux niveaux du bloc et du monde à l'aide de pondérations basées sur le PIB en parités de pouvoir d'achat dans les barres et sur les émissions de gaz à effet de serre dans les points. Le bloc, qui comprend les pays qui ont voté pour le retrait de la Russie d'Ukraine lors du vote de l'ONU en 2022, est appelé « bloc États-Unis-Europe+ », et les pays restants sont inclus dans le « bloc Chine-Russie+ ».

Toutefois, le temps nécessaire à l'intensification des activités de raffinage freinerait l'utilisation des minéraux dans ce bloc. La fragmentation n'aboutit donc qu'à des gains minimes pour le bloc États-Unis-Europe+, avec la production d'un nombre légèrement supérieur de véhicules électriques, mais aucun gain en termes de capacité de production d'énergies renouvelables d'ici 2030.

Dans l'ensemble, l'investissement net mondial dans les technologies renouvelables et la production de véhicules électriques serait inférieur d'approximativement 20 % à celui du scénario de référence en cas de fragmentation des marchés des minéraux<sup>29</sup>. Le chiffre s'élèverait à peu près à

<sup>29</sup>Ces conclusions restent valables si l'on postule que le progrès technique améliorerait la substituabilité des minéraux avec d'autres intrants. Par exemple, doubler l'élasticité de substitution des quatre minéraux atténuerait le recul de l'investissement dans les technologies à base d'énergies renouvelables, de 20 à 12 %. Le déficit d'investissements mondiaux dans l'écologie lié à la fragmentation serait toutefois moins important, si les producteurs de minéraux (Chili, Pérou, République

30 % si l'on se servait des émissions de gaz à effet de serre pour évaluer la réaction à l'échelle régionale de l'investissement dans les énergies renouvelables et les véhicules électriques. La mesure rend compte du fait que l'activité dans le bloc Chine-Russie+ produit davantage d'émissions et qu'il faut donc fournir un effort plus important pour atteindre les objectifs d'atténuation des émissions mondiales<sup>30</sup>. Décarboner l'économie mondiale risque d'être plus difficile si le marché des minéraux est fragmenté.

### Résumé et conséquences pour l'action des pouvoirs publics

Les marchés des produits de base sont un canal important par lequel la fragmentation géopolitique influe sur l'économie. De nombreuses caractéristiques des produits de base accentuent leur vulnérabilité en cas de fragmentation : leur production extrêmement concentrée et difficile à déplacer, leur consommation difficile à remplacer et leur rôle critique d'intrants dans l'industrie manufacturière et les technologies essentielles. Les marchés des produits de base sont de plus en plus fragmentés. Les mesures de restriction au commerce des produits de base se sont multipliées en 2022, les écarts de prix entre les différents marchés géographiques se sont creusés pour certains produits et les flux d'IDE dans les secteurs des produits de base diminuent, une tendance observée avant même la guerre en Ukraine.

Les simulations montrent qu'une fragmentation plus prononcée pourrait provoquer de fortes fluctuations des cours des produits de base, en fonction des déséquilibres et de l'élasticité de l'offre et de la demande qui résulteraient d'une telle fragmentation. Les minéraux essentiels à la transition énergétique et certains biens agricoles très demandés sont extrêmement vulnérables en cas de fragmentation.

Un monde fragmenté serait plus instable. La volatilité des cours des produits de base pourrait s'accroître en raison de la moindre taille des marchés et parce que les producteurs seraient incités à modifier leurs allégeances géopolitiques. Cela pourrait déboucher sur une

démocratique du Congo) étaient plutôt affectés au bloc Chine-Russie+. Voir plus haut l'exercice sur les pays changeant de bloc.

<sup>30</sup>Le bloc Chine-Russie+ représentait plus de la moitié des émissions de gaz à effet de serre en 2020, mais un tiers seulement du PIB mondial. De ce fait, les pertes d'investissement au niveau mondial sont bien plus élevées quand on agrège les variations au niveau des blocs en utilisant les émissions (points jaunes dans le graphique 3.10) plutôt que le PIB pondéré en fonction des parités du pouvoir d'achat (barres du graphique 3.10).

dynamique d'inflation instable, qui compliquerait la politique monétaire.

Les effets potentiels de la fragmentation varient considérablement d'un pays à l'autre et se contrebalancent parfois entre pays consommateurs et pays producteurs, de sorte que les pertes de production sont modestes à l'échelle mondiale. En moyenne, les pays à faible revenu enregistreraient des baisses de production à long terme sensiblement plus importantes. Comme un grand nombre d'entre eux sont très tributaires de leurs importations agricoles, la fragmentation des marchés des produits agricoles poserait d'importants problèmes d'insécurité alimentaire. Les simulations modélisées semblent montrer que le bloc Chine–Russie+ pourrait être économiquement plus pénalisé qu'un bloc États-Unis–Europe+, sachant que les répercussions économiques seraient moins violentes si les restrictions au commerce des produits de base n'étaient que partielles ou s'il y avait un bloc non aligné. Globalement, une accentuation de la fragmentation des marchés des produits de base porterait un nouveau coup à l'économie dans un contexte déjà difficile (ralentissement de la croissance mondiale, conditions de financement défavorables, dettes élevées), et certains des pays les plus vulnérables seraient particulièrement ébranlés.

La fragmentation des marchés de minéraux essentiels pourrait alourdir le coût de la transition vers des énergies propres, avec un risque accru de retarder les nécessaires mesures d'atténuation du changement climatique. Cela pourrait renforcer la pression à la hausse sur les prix au sein du bloc disposant de très faibles ressources minérales dans la simulation fournie à titre d'illustration pour ce chapitre. Le bloc disposant de ressources minérales abondantes ne pourrait pas tirer parti de l'offre excédentaire à court terme, car il serait incapable d'augmenter rapidement ses capacités de raffinage et de transformation. Dans la simulation, la fragmentation conduit à une baisse des investissements mondiaux indispensables dans les énergies renouvelables et les véhicules électriques qui peut aller jusqu'à 30 % d'ici 2030.

Au vu de tous ces éléments, les pays avancés devraient-ils veiller à ce que le commerce des produits de base reste ouvert ? Les pays émergents ou en développement devraient-ils s'inquiéter du coût potentiellement plus élevé de la transition écologique ? À ces deux questions, la réponse est oui.

Même si les simulations semblent indiquer que, globalement, la fragmentation des marchés des produits de base n'entraînerait pas des pertes de production trop lourdes dans le bloc États-Unis–Europe+, le risque de compromettre la transition mondiale vers des énergies

vertes devrait faire réfléchir les pays avancés. Le bloc hypothétique Chine–Russie+ étant responsable de la moitié des émissions mondiales, la possibilité d'éviter une catastrophe climatique planétaire dépend de la capacité des pays de ce bloc à réussir à temps la transition vers des énergies propres. D'un autre côté, la menace de baisse de la production et de hausse de l'inflation que fait peser la fragmentation des marchés des produits de base pourrait faire réfléchir de nombreux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, dont le principal objectif est de relever les niveaux de vie.

En cas de fragmentation des marchés des produits de base, tous les pays pâtiraient de la volatilité et de l'incertitude accrues. Un processus de fragmentation prolongé, résultant de mesures gouvernementales complexes et difficiles à prévoir, avec des modalités de mise en œuvre variables, accroîtrait aussi l'incertitude, faisant baisser l'investissement privé et détournant potentiellement les rares ressources publiques au profit d'une relocalisation sous-optimale de l'offre de produits de base.

La meilleure solution étant la prévention, il s'agit d'empêcher la fragmentation des marchés des produits de base. Une coopération multilatérale peut être mise sur pied à cet effet, pour éviter de tomber dans un cercle vicieux où des pays imposeraient des restrictions en vue de gérer les risques et d'atténuer les conséquences économiques de la fragmentation. Au rang des meilleures solutions multilatérales figurent le renforcement des règles de l'Organisation mondiale du commerce relatives aux restrictions quantitatives, aux droits de douane à l'exportation, aux mesures de subvention discriminatoires, aux prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine locale et aux autres mesures commerciales concernant les produits de base (voir Bown, 2023). C'est essentiel pour les matières premières alimentaires, car l'insécurité alimentaire touche une fraction importante de la population dans les pays à faible revenu<sup>31</sup>.

Des solutions de deuxième choix peuvent aussi être envisagées. Compte tenu des effets potentiellement néfastes de la fragmentation sur la transition énergétique, un accord *a minima* visant à aménager un « corridor écologique » devrait être conclu afin de conserver des marchés intégrés pour les minéraux indispensables à la

<sup>31</sup>Giordani, Rocha et Ruta (2016) montrent qu'en plus des effets de distorsion habituels, les restrictions aux échanges de denrées alimentaires peuvent avoir des effets multiplicateurs. Les prix élevés de ces denrées peuvent déclencher des mesures de restriction à l'exportation, tandis que les importateurs réduisent leurs droits à l'importation. Ces politiques vivent les tensions sur les marchés mondiaux des produits alimentaires et sont susceptibles de déclencher un nouveau cycle de restrictions commerciales.

décarbonation. Protéger les échanges de ces minéraux peut être l'une des composantes d'un accord fondateur minimal entre les pays. Même s'il ne faut pas sous-estimer les difficultés politiques, il pourrait être plus facile de conclure un tel accord, parce qu'il se concentrerait sur un ensemble plus limité de produits de base et de pays. Des accords de ce type prévoyant des « corridors alimentaires » pourraient servir de barrières de sécurité sur les marchés des produits agricoles essentiels, assurer un égal accès aux denrées alimentaires dans tous les pays, quel que soit leur niveau de revenu, et réduire les risques de catastrophes humanitaires dans un monde où les chocs sur l'offre deviennent plus fréquents.

Bien que de nombreux minéraux utilisés dans les techniques de production d'énergie propre vont certainement jouer un rôle essentiel pour l'économie mondiale, les données concernant leur consommation, leur production et leurs stocks sont insuffisantes, ce qui rend les perspectives des producteurs et des consommateurs plus incertaines et pourrait masquer des risques pour les marchés financiers. À cet égard, la communauté internationale pourrait faciliter la transition écologique et contribuer à la sécurité énergétique en créant une plateforme ou une organisation qui améliorerait les échanges et la normalisation de données internationales sur la production, la consommation et les stocks de minéraux. Une telle initiative pourrait s'inspirer de la Joint Organisations Data Initiative lancée pour les combustibles fossiles et du système d'information sur les marchés agricoles, qui concerne les denrées alimentaires.

Pendant que les dirigeants tentent d'atténuer le risque de fragmentation, des mesures peuvent être prises pour en réduire le plus possible les répercussions économiques potentielles. Au vu de la concentration géographique de la production et de l'absence de diversification des fournisseurs de produits de base, il faut 1) favoriser l'investissement dans les secteurs nationaux de l'extraction, de l'exploration et du recyclage des minéraux critiques ; 2) diversifier les sources d'approvisionnement ; et 3) investir dans l'infrastructure afin de réduire les coûts du commerce et d'améliorer l'intégration des marchés. Soutenir l'innovation pour accélérer le progrès technique et mettre au point des substituts permettrait une utilisation plus rationnelle des produits et la constitution de réserves stratégiques. Une coopération multilatérale

améliorerait l'efficacité et empêcherait les retombées négatives dans le monde.

Des politiques visant plus globalement à renforcer la résilience aux chocs peuvent aider les pays à atténuer les effets des chocs sur les produits de base. Il s'agit entre autres de renforcer les cadres macroéconomiques, structurels et budgétaires ; de constituer des volants de sécurité budgétaire et financière ; et d'élaborer des plans de préparation pour faire face à des perturbations soudaines de l'offre de produits de base. Les filets de protection sociale devraient aussi être renforcés pour protéger les ménages vulnérables de la hausse des cours et de la volatilité accrue. Comme la fragmentation des marchés physiques des produits de base pourrait accentuer la volatilité sur les marchés financiers et aboutir à des ajustements de change drastiques, des mesures visant à empêcher la désorganisation des marchés d'instruments dérivés sur produits de base et prévenir l'instabilité financière pourraient s'imposer (édition d'avril 2023 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde).

Les politiques industrielles ne sont que la solution de troisième choix et doivent être bien pensées pour garantir une égalité de traitement aux entreprises sur des marchés concurrentiels et afin d'éviter des répercussions transfrontalières négatives, de réduire le plus possible les distorsions et les inefficiences et d'atténuer les risques budgétaires et les résultats négatifs en termes d'économie politique. Les politiques de délocalisation vers des pays amis peuvent aussi créer des distorsions sur les marchés et se révéler onéreuses. Ces deux types de politiques devraient être réservés à des contextes particuliers (défaillance manifeste des marchés, préoccupations de sécurité nationale très précises, etc.). Les coûts aux niveaux national et mondial sont plus limités et les économies résistent mieux aux chocs si des échanges commerciaux sans aucune restriction sont possibles dans des zones économiques plus étendues. Les restrictions imposées dans certains pays sur la base de la teneur en éléments d'origine locale ne sont pas satisfaisantes, car elles peuvent interférer avec les signaux-prix, affaiblir la concurrence et donc réduire la productivité. Établir un cadre pour des consultations internationales sur les pratiques de relocalisation vers des pays amis pourrait aider à identifier les répercussions négatives dans le monde et atténuer les conséquences néfastes.

### Encadré 3.1. Tensions liées au commerce des produits de base : ce que montrent les données sur le trafic maritime des navires-citernes

*Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les exportations de pétrole russes ont été frappées de sanctions et boycottées par les entreprises. Quel a été l'impact sur les flux d'échanges de pétrole ? Les données en temps réel détaillées concernant le transport maritime par navires-citernes qui sont fournies par le Système d'identification automatique<sup>1</sup> montrent que les voies maritimes empruntées ont été notablement modifiées, au détriment de l'efficacité économique.*

Après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne ont interdit la plupart des importations de pétrole brut et de produits pétroliers en provenance de Russie. Les restrictions occidentales visant les paiements en dollars ont été, semble-t-il, un obstacle aux expéditions maritimes. Les membres du Groupe des Sept (G7) ont également limité la vente de services de transport et d'assurance aux

Les auteurs de cet encadré sont Seung Mo Choi et Alessandra Sozzi.

<sup>1</sup>Le système d'identification automatique est un système d'auto-déclaration obligatoire pour tous les navires de plus de 300 tonnes brutes. Il a été utilisé pour construire des indicateurs du commerce en temps réel (voir les exemples dans Arslanalp, Marini et Tumbarello, 2019 ; Cerdeiro *et al.*, 2020 ; Arslanalp, Koepke et Verschuur, 2021). PortWatch (<https://www.imf.org/portwatch>) est une plateforme en ligne qui surveille les perturbations des échanges et en évalue les répercussions à l'aide de liaisons maritimes interportuaires.

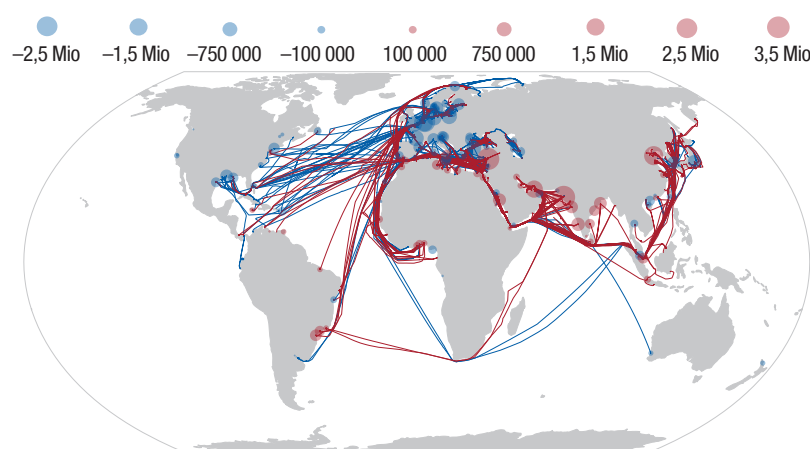
navires-citernes transportant des produits de base russes au-delà de certains seuils de prix.

Les données du système d'identification automatique montrent que le trafic des navires-citernes russes a considérablement changé depuis (graphique 3.1.1). Les expéditions au départ de ports russes et à destination du Japon, des États-Unis et de l'Union européenne ont diminué sur la période allant d'avril à juin 2023 par rapport à cette même période en 2019. Aujourd'hui, d'autres pays livrent aussi du pétrole. L'Union européenne, par exemple, en reçoit davantage des États-Unis, des Émirats arabes unis et de la Norvège, mais cela représente un allongement de 20 % des trajets<sup>2</sup>.

En revanche, les expéditions de pétrole russe ont augmenté après l'invasion, vers des pays comme la Chine, les Émirats arabes unis, l'Inde et la Turquie. Entre avril et juin 2023, l'Inde importait environ 35 à 40 % de son pétrole brut de Russie, contre seulement 5 % avant la guerre en Ukraine. Même si les exportations de pétrole de l'Inde (essentiellement des produits pétroliers) sont minimes par rapport à ses importations (essentiellement du pétrole brut), l'Inde a considérablement augmenté ses exportations de produits pétroliers vers l'Union européenne.

<sup>2</sup>La CNUCED (2022) atteste de l'augmentation du fret pétrolier après l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

**Graphique 3.1.1. Évolution des expéditions de navires-citernes en provenance des ports russes du deuxième trimestre 2019 au deuxième trimestre 2023**  
(Tonnes métriques, diminutions en bleu et augmentations en rouge)



Sources : Plateforme mondiale de l'Organisation des Nations Unies ; Terre naturelle ; calculs des services du FMI.  
Note : La taille des bulles indique l'ampleur de la modification pour le port de destination. Les lignes indiquent les itinéraires empruntés.

### Encadré 3.2. La fragmentation des marchés des produits de base au fil des ans : une histoire très nuancée

*Les expériences passées de fragmentation des marchés des produits de base sont très variables et vont de la désorganisation totale du commerce pendant la Seconde Guerre mondiale aux restrictions et contrôles imposés durant la Guerre froide, en passant par les embargos commerciaux et autres restrictions à l'exportation. Les épisodes de fragmentation sont généralement de courte durée étant donné la fongibilité des produits de base et les possibilités d'arbitrage.*

Durant la Seconde Guerre mondiale, le commerce entre les grands blocs respectivement contrôlés par l'Allemagne (Europe), le Japon (Asie) et les Alliés (reste du monde) s'est arrêté (Findlay et O'Rourke, 2007)<sup>1</sup>. Certains blocs se sont retrouvés à court de produits de base, avec par exemple des pénuries de pétrole brut (essentiellement produit par les Alliés) en Allemagne et au Japon et de caoutchouc (essentiellement produit par le Japon) parmi les Alliés (Tuttle, 1981). Dans les deux cas, l'État et les entreprises ont travaillé main dans la main pour atténuer les pénuries. L'Allemagne s'est dotée d'une industrie de fabrication de carburant synthétique à partir de charbon. En 1940, ce carburant représentait près de la moitié de l'approvisionnement en pétrole du pays et 95 % de son essence pour l'aviation (Painter, 2012). Aux États-Unis, des stocks de caoutchouc naturel ont été constitués et les pouvoirs publics ont travaillé avec l'industrie pour mettre au point du caoutchouc de synthèse (ACS, 1998).

Pendant la Guerre froide, le commerce entre les blocs placés respectivement sous la houlette des États-Unis et de l'Union soviétique était limité en raison de la stratégie d'autosuffisance de cette dernière<sup>2</sup>. L'Union soviétique échangeait du pétrole brut, du gaz naturel et certains métaux contre des produits manufacturés et agricoles,

L'auteur de cet encadré est Peter Nagle.

<sup>1</sup>Les échanges commerciaux entre ces blocs et les pays neutres ont été perturbés par la guerre. Les États-Unis et le Royaume-Uni ont acheté une grande partie du tungstène produit par l'Espagne pour faire grimper les cours et limiter les volumes disponibles pour l'Allemagne. Entre 1941 et 1943, le prix du tungstène a été multiplié par 13 (Caruana et Rockoff, 2001).

<sup>2</sup>Les échanges Est-Ouest se sont singulièrement réduits pendant la Guerre froide, de trois quarts du commerce de l'Est en 1938 à 14 % en 1953. En revanche, le commerce et l'interdépendance au sein des blocs ont progressé (Spulber et Gehrels, 1958 ; Foreman-Peck, 1995).

notamment le blé. Les négociants contournaient souvent les mesures gouvernementales pour faciliter ce « troc » (Farchy et Blas, 2021). Le commerce dépend aussi de considérations politiques. Ainsi, après l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique, le président américain Jimmy Carter a imposé un embargo partiel sur les exportations de céréales aux Soviétiques<sup>3</sup>. L'embargo n'a pourtant servi à rien, car les marchés céréaliers sont par nature mondiaux. Les importations soviétiques de céréales américaines ont chuté fortement, mais ont été remplacées par des importations provenant d'autres pays, dont l'Argentine (Oki, 2008).

Les marchés des produits de base sont souvent la cible d'embargos servant à exercer des pressions politiques. Les membres arabes de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ont lancé un embargo contre les États-Unis et d'autres pays en 1973 lors du conflit arabo-israélien et annoncé une réduction d'un quart de la production. Entre septembre 1973 et janvier 1974, les prix du pétrole ont plus que quadruplé. Le marché pétrolier a été considérablement perturbé, mais l'épisode a été de courte durée, car les négociants ont détourné le pétrole vers des pays sous embargo et les pays non membres de l'OPEP ont augmenté leur production (McNally, 2017). Les importateurs ont aussi pris des mesures pour réduire leur vulnérabilité, par exemple en exigeant une utilisation plus rationnelle de l'énergie et en créant des stocks stratégiques (Baffes et Nagle, 2022).

Un autre exemple d'embargo est tiré de l'histoire sud-africaine pendant l'apartheid. Plusieurs gouvernements ont mis en œuvre des interdictions à grande échelle visant les exportations vers l'Afrique du Sud, pour le pétrole brut en particulier. Mais ces sanctions ont été partiellement mises en échec par des négociants prêts à passer outre des sanctions pour vendre leur pétrole très cher (Farchy et Blas, 2021). L'Histoire montre globalement que, grâce à leur fongibilité, les produits de base réussissent toujours à passer des producteurs aux consommateurs, sauf quand des barrières commerciales quasi absolues sont érigées.

<sup>3</sup>En 1980, l'Union soviétique envisageait d'importer 35 millions de tonnes de céréales, dont 25 millions de tonnes en provenance des États-Unis. Au final, elle n'a importé que 8 millions de tonnes, au titre d'un traité signé plus tôt (JEC, 1980).

### Encadré 3.3. Les effets économiques inégaux de la fragmentation des marchés des produits de base

*La fragmentation des marchés des produits de base ne touche pas tous les pays et tous les ménages de la même façon. Cet encadré démontre que les pays à faible revenu sont plus vulnérables, surtout si la fragmentation concerne les produits agricoles, car ces pays sont plus tributaires des importations de denrées alimentaires. Si la fragmentation devait se poursuivre, des problèmes d'insécurité alimentaire seraient donc sérieusement à craindre.*

Pour quantifier les effets sur le PIB à long terme d'une fragmentation du commerce de nombreux produits de base en même temps, cet encadré se sert d'un modèle multipays et multisecteurs qui s'appuie sur Caliendo et Parro (2015). Bolhuis, Chen et Kett (2023) augmentent le modèle pour rendre compte des échanges et de la production de 133 produits de base dans 145 pays. Le travail est le seul facteur de production et la productivité est exogène. Les produits de base sont utilisés comme intrants intermédiaires, avec une élasticité de l'offre à long terme de 1. Le modèle reflète la structure d'entrées-sorties du commerce mondial et postule une faible élasticité de substitution entre les produits de base et d'autres intrants nécessaires à la production de biens manufacturés. Les coûts du

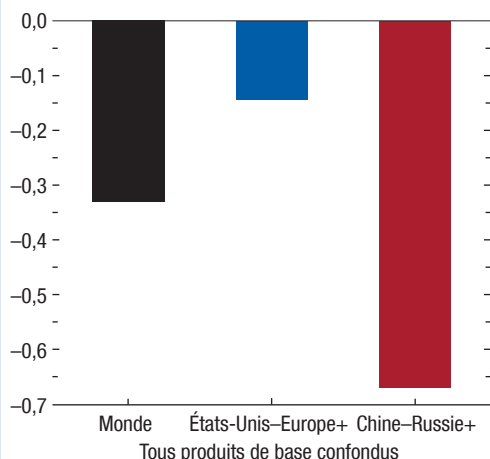
Les auteurs de cet encadré sont Marijn Bolhuis, Jiaqian Chen et Benjamin Kett. Voir Bolhuis, Chen et Kett (2023) pour plus de détails.

commerce sont fixés de sorte qu'il n'y ait aucun échange de produits de base entre les blocs.

Les résultats montrent que l'effet global de la fragmentation des marchés des produits de base serait modéré, avec une perte de PIB de 0,3 % à l'échelle mondiale (graphique 3.3.1). Ces chiffres masqueraient toutefois des écarts importants au sein des blocs et entre eux. Pour certains pays dont les concurrents n'auraient plus accès aux marchés d'exportation, le détournement des échanges pourrait avoir des effets bénéfiques. Mais la plupart des pays enregistreraient des baisses de production permanentes. Les pertes seraient plus élevées là où les échanges de produits de base étaient importants. Le bloc Chine–Russie+ et les pays à faible revenu, dont les économies reposent sur une utilisation plus intensive de ces produits, seraient les grands perdants.

La forte dépendance des pays à faible revenu aux importations de produits agricoles les rendrait particulièrement vulnérables (graphique 3.3.2). La désorganisation du commerce des produits alimentaires entraînerait à elle seule des pertes de PIB de 1 %. La fragmentation des marchés des produits de base pourrait aussi coûter cher sur les plans social et humanitaire et pénaliser tout particulièrement les ménages les plus modestes, dont une grande partie des revenus est consacrée aux achats de denrées et de carburant.

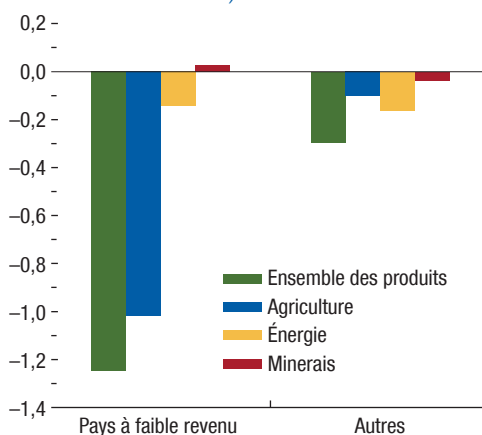
**Graphique 3.3.1. Pertes de production estimées**  
(Écart en pourcentage par rapport au scénario de référence)



Sources : base de données Eora Global Supply Chain ; Gaulier et Zignago (2010) ; Institut d'études géologiques britannique ; Institut d'études géologiques des États-Unis ; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; calculs des services du FMI.

Note : Les barres représentent les pertes de PIB par rapport au scénario de référence résultant de l'élimination du commerce des produits de base entre blocs hypothétiques. Les pertes au niveau des pays sont agrégées à l'aide de pondérations basées sur le PIB en parités de pouvoir d'achat. Pour plus de détails, voir Bolhuis, Chen et Kett (2023).

**Graphique 3.3.2. Estimation des pertes de PIB dans les pays à faible revenu et autres pays**  
(Écart en pourcentage par rapport au scénario de référence)



Sources : base de données Eora Global Supply Chain ; Gaulier et Zignago (2010) ; Institut d'études géologiques britannique ; Institut d'études géologiques des États-Unis ; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; calculs des services du FMI.

Note : Les barres représentent les pertes de PIB par rapport au scénario de référence résultant de l'élimination du commerce de groupes de produits de base dans des blocs hypothétiques. Les pertes au niveau des pays sont agrégées à l'aide de pondérations basées sur le PIB en parités de pouvoir d'achat. Pour plus de détails, voir Bolhuis, Chen et Kett (2023).

## Bibliographie

- Acemoglu, Daron. 2002. "Directed Technological Change." *Review of Economic Studies* 69: 781–809.
- Acemoglu, Daron, Philippe Aghion, Leonardo Bursztyn, and David Hemous. 2012. "The Environment and Directed Technological Change." *American Economic Review* 102 (1): 131–66.
- Aiyar, Shekhar, Jiaqian Chen, Christian Ebeke, Roberto Garcia-Saltos, Tryggvi Gudmundsson, Anna Ilyina, Alvar Kangur, and others. 2023. "Geoeconomic Fragmentation and the Future of Multilateralism." IMF Staff Discussion Note 23/001, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Albrizio, Silvia, John Bluedorn, Christoffer Koch, Andrea Pescatori, and Martin Stuermer. 2023. "Sectoral Shocks and the Role of Market Integration: The Role of Natural Gas." *American Economic Review Papers and Proceedings* 113: 43–46.
- Alvarez, Jorge, Alexandre Balduino Sollaci, Mehdi Benatiya Andaloussi, Chiara Maggi, Martin Stuermer, and Petia Topalova. 2023. "Geoeconomic Fragmentation and Commodity Markets." IMF Working Paper 23/201, International Monetary Fund, Washington, DC.
- American Chemical Society (ACS). 1998. "United States Synthetic Rubber Program, 1939–1945." American Chemical Society Division of the History of Chemistry and the Office of Communications, Washington, DC.
- Antràs, Pol, Davin Chor, Thibault Fally, and Russell Hillberry. 2012. "Measuring the Upstreamness of Production and Trade Flows." *American Economic Review Papers and Proceedings* 102 (3): 412–16.
- Arezki, Rabah, Frederick van der Ploeg, and Frederik Toscani. 2019. "The Shifting Natural Wealth of Nations: The Role of Market Orientation." *Journal of Development Economics* 138: 228–45.
- Arndt, Sven, and Henryk Kierzkowski, eds. 2000. *Fragmentation: New Production Patterns in the Global Economy*. New York, NY: Oxford University Press.
- Arslanalp, Serkan, Robin Koepke, and Jasper Verschuur. 2021. "Tracking Trade from Space: An Application to Pacific Island Countries." IMF Working Paper 21/225, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Arslanalp, Serkan, Marco Marini, and Patrizia Tumbarello. 2019. "Big Data on Vessel Traffic: Nowcasting Trade Flows in Real Time." IMF Working Paper 19/275, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Attinasi, Maria Grazia, Lukas Boeckelmann, and Baptiste Meunier. 2023. "Friend-Shoring Global Value Chains: A Model-Based Assessment." European Central Bank Economic Bulletin 2, European Central Bank, Frankfurt.
- Baffes, John, and Peter Nagle. 2022. *Commodity Markets: Evolution, Challenges, and Policies*. Washington, DC: World Bank.
- Boer, Lukas, Andrea Pescatori, and Martin Stuermer. 2023. "Energy Transition Metals: Bottleneck for Net-Zero Emissions?" *Journal of the European Economic Association*. Published ahead of print, June 14, 2023. <https://academic.oup.com/jeea/advance-article-abstract/doi/10.1093/jeea/jvad039/7198110>.
- Bolhuis, Marijn, Jack Chen, and Ben Kett. 2023. "Fragmentation in Global Trade: Accounting for Commodities." IMF Working Paper 23/73, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Bown, Chad. 2023. "The Challenge of Export Controls." *Finance & Development* (June): 18–21.
- Burke, Marshall, and Eoin McGuirk. 2020. "The Economic Origins of Conflict in Africa." *Journal of Political Economy* 128 (10): 3940–97.
- Caldara, Dario, and Matteo Iacoviello. 2022. "Measuring Geopolitical Risk." *American Economic Review* 112 (4): 1194–225.
- Caliendo, Lorenzo, and Fernando Parro. 2015. "Estimates of the Trade and Welfare Effects of NAFTA." *Review of Economic Studies* 82 (1): 1–44.
- Carter, Colin, Gordon Rausser, and Aaron Smith. 2011. "Commodity Booms and Busts." *Annual Review of Resource Economics* 3: 87–118.
- Caruana, Leonard, and Hugh Rockoff. 2001. "A Wolfram in Sheep's Clothing: U.S. Economic Warfare in Spain, 1940–1944." NBER Historical Paper 132, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Cavalcanti, Tiago V. de V., Kamiar Mohaddes, and Mehdi Raissi. 2015. "Commodity Price Volatility and the Sources of Growth." *Journal of Applied Econometrics* 30: 857–73.
- Cerdeiro, Diego A., Johannes Eugster, Rui C. Mano, Dirk Muir, and Shanaka J. Peiris. 2021. "Sizing Up the Effects of Technological Decoupling." IMF Working Paper 21/69, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Cerdeiro, Diego, Andras Komaromi, Yang Liu, and Mamoon Saeed. 2020. "World Seaborne Trade in Real Time: A Proof of Concept for Building AIS-Based Nowcasts from Scratch." IMF Working Paper 20/57, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Dahl, Carol. 2020. "Mineral Elasticity of Demand and Supply Database." Working Paper 2020-2, Colorado School of Mines, Golden, CO.
- Deardorff, Alan V. 2001. "Fragmentation in Simple Trade Models." *North American Journal of Economics and Finance* 12 (2): 121–37.
- Fally, Thibault, and James Sayre. 2018. "Commodity Trade Matters." NBER Working Paper 24965, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Farchy, Jack, and Javier Blas. 2021. *The World for Sale: Money, Power, and the Traders Who Barter the Earth's Resources*. New York, NY: Oxford University Press.
- Felbermayr, Gabriel, Hendrik Mahlkow, and Alexander Sandkamp. 2022. "Cutting through the Value Chain: The Long-Run Effects of Decoupling the East from the West." Kiel Working Paper 2210, Kiel Institute for the World Economy, Kiel, Germany.

- Feyrer, James. 2019. "Trade and Income—Exploiting Time Series in Geography." *American Economic Journal: Applied Economics* 11(4): 1–35.
- Feyrer, James. 2021. "Distance, Trade, and Income—The 1967 to 1975 Closing of the Suez Canal as a Natural Experiment." *Journal of Development Economics* 153: 102708.
- Financial Stability Board (FSB). 2023. "The Financial Stability Aspects of Commodities Markets." Report to the G20, Financial Stability Board, Basel.
- Findlay, Ronald, and Kevin O'Rourke. 2007. *Power and Plenty: Trade, War, and the World Economy in the Second Millennium*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Foreman-Peck, James. 1995. *A History of the World Economy: International Economic Relations since 1850*. New York, NY: Harvester Wheatsheaf.
- Gaulier, Guillaume, and Soledad Zignago. 2010. "BACI: International Trade Database at the Product-Level; The 1994–2007 Version." CEPII Working Paper 2010-23, Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales, Paris.
- Giordani, Paolo, Nadia Rocha, and Michele Ruta. 2016. "Food Prices and the Multiplier Effect of Trade Policy." *Journal of International Economics* 101: 102–22.
- Góes, Carlos, and Eddy Bekkers. 2022. "The Impact of Geopolitical Conflicts on Trade, Growth, and Innovation." Staff Working Paper ERSD-2022-09, Economic Research and Statistics Division, World Trade Organization, Geneva.
- Goldberg, Pinelopi, and Tristan Reed. 2023. "Is the Global Economy Deglobalizing? And If So, Why? And What Is Next?" Paper presented at the Brookings Papers on Economic Activity conference, Brookings Institution, Washington, DC, March 31.
- Gustafson, Robert. 1958. "Implications of Recent Research on Optimal Storage Rules." *Journal of Farm Economics* 40: 290–300.
- Hakobyan, Shushanik, Sergii Meleshchuk, and Robert Zymek. 2023. "Divided We Fall: Differential Exposure to Geopolitical Fragmentation and Trade." Unpublished, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Hassan, Tarek, Stephan Hollander, Laurence van Lent, and Ahmed Tahoun. 2019. "Firm-Level Political Risk: Measurement and Effects." *Quarterly Journal of Economics* 134(4): 2135–202.
- Hassler, John, Per Krusell, and Conny Olovsson. 2021. "Directed Technical Change as a Response to Natural-Resource Scarcity." *Journal of Political Economy* 129(11): 3039–72.
- International Energy Agency (IEA). 2021. *The Role of Minerals in the Clean Energy Transition*. Paris: IEA.
- International Energy Agency (IEA). 2023. *Critical Minerals Market Review 2023*. Paris: IEA.
- International Monetary Fund (IMF). 2023. "G20 Background Note on the Macroeconomic Impact of Food and Energy Insecurity." International Monetary Fund, Washington, DC.
- Irwin, Douglas. 2019. "Does Trade Reform Promote Economic Growth: A Review of Recent Evidence." NBER Working Paper 25927, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Jaakkola, Niko, Daniel Spiro, and Arthur A. Van Benthem. 2019. "Finders, Keepers?" *Journal of Public Economics* 169: 17–33.
- Jacks, David, Kevin O'Rourke, and Jeffrey Williamson. 2011. "Commodity Price Volatility and World Market Integration." *Review of Economics and Statistics* 93(3): 800–13.
- Jakubik, Adam, and Michele Ruta. 2023. "Trading with Friends in Uncertain Times." IMF Working Paper 23/124, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Javorcik, Beata, Lucas Kitzmueller, Helena Schweiger, and Ali Yildirim. 2022. "Economic Costs of Friend-Shoring." EBRD Working Paper 274, European Bank for Reconstruction and Development, London.
- Joint Economic Committee (JEC). 1980. "The Impact of the Soviet Grain Embargo on Rail and Barge Transportation." Hearing before the Subcommittee on Economic Growth and Stabilization of the Joint Economic Committee, Congress of the United States, Washington, DC.
- Kelley, Colin P., Shahrzad Mohtadi, Mark A. Cane, and Yochanan Kushnir. 2015. "Climate Change in the Fertile Crescent and Implications of the Recent Syrian Drought." *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America* 112: 3241–46.
- Leeds, Brett Ashley, Jeffrey M. Ritter, Sara McLaughlin Mitchell, and Andrew G. Long. 2002. "Alliance Treaty Obligations and Provisions, 1815–1944." *International Interactions* 28: 237–60.
- Lemoine, Derek. Forthcoming. "Innovation-Led Transitions in Energy Supply." *American Economic Journal: Macroeconomics*.
- Leruth, Luc, Adnan Mazarei, Pierre Régibeau, and Luc Renneboog. 2022. "Green Energy Depends on Critical Minerals: Who Controls the Supply Chains?" PIIE Working Paper 22-12, Peterson Institute for International Economics, Washington, DC.
- McNally, Robert. 2017. *Crude Volatility: The History and the Future of Boom-Bust Oil Prices*. New York, NY: Center on Global Energy Policy.
- Missirian, Anouch, and Wolfram Schlenker. 2017. "Asylum Applications Respond to Temperature Fluctuations." *Science* 358(6370): 1610–14.
- Oki, Kazuhisa. 2008. "U.S. Food Export Controls Policy: Three Cases from 1973 to 1981." USJP Occasional Paper 08-13, Program on US-Japan Relations, Harvard University, Cambridge, MA.
- Painter, David. 2012. "Oil and the American Century." *Journal of American History* 99(1): 24–39.
- Schwerhoff, Gregor, and Martin Stuermer. 2020. "Non-renewable Resources, Extraction Technology and Endogenous Growth." Dallas Federal Reserve Working Paper 1506, Dallas Federal Reserve, Dallas, TX.



- Signorino, Curtis S., and Jeffrey M. Ritter. 1999. "Tau-b or Not Tau-b: Measuring the Similarity of Foreign Policy Positions." *International Studies Quarterly* 43 (1): 115–44.
- Spulber, Nicolas, and Franz Gehrels. 1958. "The Operation of Trade within the Soviet Bloc." *Review of Economics and Statistics* 40 (2): 140–48.
- Tuttle, William. 1981. "The Birth of an Industry: The Synthetic Rubber 'Mess' in World War II." *Technology and Culture* 22 (1): 35–67.
- United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD). 2022. *Review of Marine Transport: Navigating Stormy Waters*. Geneva: UNCTAD.
- United States Geological Survey (USGS). 2023. *Mineral Commodities Summaries 2023*. Reston, VA: USGS.
- Williams, John. 1936. "Speculation and Carryover." *Quarterly Journal of Economics* 50 (3): 436–55.
- Wright, Brian, and Jeffrey Williams. 1982. "The Economic Role of Commodity Storage." *Economic Journal* 92 (367): 596–614.



L'appendice statistique présente des données rétrospectives et des projections. Il comprend les sections suivantes : hypothèses ; modifications récentes ; données et conventions ; notes sur les pays ; classification des pays ; caractéristiques générales et composition des différents groupes de pays dans la classification des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) ; principaux documents relatifs aux données ; tableaux statistiques.

La première section résume les hypothèses sur lesquelles reposent les estimations et projections pour 2023–24. La deuxième rappelle brièvement les modifications apportées à la base de données et aux tableaux de l'appendice statistique depuis l'édition d'avril 2023 des PEM. La troisième donne une description générale des données et des conventions utilisées pour calculer les chiffres composites pour chaque groupe de pays. La quatrième présente certaines informations importantes pour chaque pays. La cinquième résume la classification des pays par groupes types, et la sixième explique cette classification de façon plus approfondie. La septième donne des informations sur les méthodes d'établissement et les normes de déclaration des indicateurs de comptabilité nationale et de finances publiques des pays membres qui sont inclus dans le rapport.

La dernière et principale section regroupe les tableaux statistiques. L'appendice statistique A est inclus dans la version papier ; l'appendice statistique B est disponible en ligne à l'adresse [www.imf.org/fr/Publications/WEO](http://www.imf.org/fr/Publications/WEO).

Les données de ces tableaux sont établies sur la base des informations disponibles au 25 septembre 2023. Par souci de commodité uniquement, les chiffres portant sur 2023–24 sont présentés avec le même degré de précision que les chiffres rétrospectifs, mais, en tant que projections, ils n'ont pas nécessairement le même degré d'exactitude.

## Hypothèses

Les *taux de change* effectifs réels des pays avancés demeureront constants à leur niveau moyen mesuré durant la période allant du 25 juillet au 22 août 2023. Pour 2023 et 2024, ces hypothèses se traduisent par les taux moyens de conversion suivants : 1,340 et 1,340

pour le taux dollar/DTS, 1,088 et 1,094 pour le taux dollar/euro<sup>1</sup>, et 139,1 et 143,1 pour le taux yen/dollar.

Le *prix du baril de pétrole* sera en moyenne de 80,49 dollars en 2023 et de 79,92 dollars en 2024.

Les *politiques* nationales menées à l'heure actuelle ne changeront pas. Les hypothèses plus spécifiques sur lesquelles sont fondées les projections relatives à un échantillon de pays sont décrites dans l'encadré A1.

S'agissant des *taux d'intérêt*, le *rendement des obligations d'État à trois mois* s'établira en moyenne à 5,3 % en 2023 et à 5,4 % en 2024 pour les États-Unis, à 3,0 % en 2023 et à 3,2 % en 2024 pour la zone euro, et à –0,2 % en 2023 et à –0,1 % en 2024 pour le Japon. En outre, le *rendement des obligations d'État à 10 ans* s'établira en moyenne à 3,8 % en 2023 et à 4,0 % en 2024 pour les États-Unis, à 2,4 % en 2023 et à 2,6 % en 2024 pour la zone euro, et à 0,5 % en 2023 et à 0,6 % en 2024 pour le Japon.

## Modifications récentes

- Les projections pour le secteur budgétaire de l'*Équateur*, précédemment omises en raison d'entretiens en cours sur un programme, figurent désormais dans le présent appendice statistique.
- Les données et projections concernant l'*Érythrée* pour la période 2020–28 ne figurent pas dans la base de données, en raison de contraintes sur la communication des données.
- Les projections pour *Sri Lanka* pour la période 2023–28 ne sont pas publiées, en raison d'entretiens en cours sur la restructuration de la dette souveraine.
- Les projections pour l'*Ukraine* pour la période 2024–28, conformément au scénario de référence du programme, figurent désormais dans le présent appendice statistique.
- Concernant la *Cisjordanie et Gaza*, plusieurs projections pour 2022–28 ne seront pas publiées tant que certains ajustements méthodologiques n'auront pas été apportés aux séries statistiques.

<sup>1</sup>Les taux de conversion irrévocablement fixés entre l'euro et les monnaies des pays membres de l'union monétaire, entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1999 en vertu d'une décision du Conseil de l'Union européenne du 31 décembre 1998, figurent à l'encadré 5.4 de l'édition d'octobre 1998 des PEM. Cet encadré donne également des précisions sur la méthode d'établissement des taux de conversion. Pour consulter le tableau le plus récent qui présente ces taux de conversion, veuillez vous reporter à l'appendice statistique de l'édition d'avril 2023 des PEM.

## Données et conventions

La base de données des PEM repose sur des *données et projections* portant sur 196 pays. Les données sont établies conjointement par le département des études et les départements géographiques du FMI, ces derniers préparant régulièrement des projections par pays actualisées à partir d'un ensemble cohérent d'hypothèses mondiales.

Les services nationaux des statistiques sont la source essentielle des données rétrospectives et des définitions, mais les institutions internationales participent également aux travaux statistiques afin d'harmoniser les méthodes d'établissement des statistiques nationales, notamment les cadres d'analyse, concepts, définitions, classifications et méthodes d'évaluation. La base de données des PEM incorpore des renseignements communiqués aussi bien par les organismes nationaux que par les institutions internationales.

Pour la plupart des pays, les données macroéconomiques présentées dans les PEM sont, dans l'ensemble, conformes à la version 2008 du *Système de comptabilité nationale* (SCN 2008). Les normes des statistiques sectorielles du FMI (la sixième édition du *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale* (MBP6), le *Manuel et guide d'établissement des statistiques monétaires et financières* et le *Manuel de statistiques de finances publiques 2014* (MSFP 2014)) ont toutes été alignées sur le SCN 2008. Elles reflètent l'intérêt particulier porté par l'institution aux positions extérieures et aux évolutions monétaires des pays, à la stabilité de leur secteur financier et à la position budgétaire de leur secteur public. L'adaptation des statistiques nationales aux nouvelles normes commence véritablement avec la publication des manuels. Il faut toutefois noter que l'ensemble des statistiques ne peut être pleinement conforme à ces définitions que si les statisticiens nationaux communiquent des données révisées. En conséquence, les estimations des PEM ne sont adaptées qu'en partie aux définitions des manuels. Dans de nombreux pays, toutefois, la conversion aux normes actualisées n'aura qu'une faible incidence sur les principaux soldes et agrégats. Beaucoup d'autres pays ont partiellement adopté les normes les plus récentes et poursuivront leur mise en application au fil des années<sup>2</sup>.

Les données relatives à la dette budgétaire brute et nette présentées dans les PEM sont tirées de sources de données officielles et d'estimations des services du FMI.

<sup>2</sup>Beaucoup de pays mettent en œuvre le SCN 2008 ou le Système européen des comptes nationaux et régionaux 2010. Un petit nombre de pays utilise des versions du SCN antérieures à celle de 1993. On s'attend à une tendance similaire pour ce qui est de l'adoption du MBP6 et du MSFP 2014. Veuillez vous référer au tableau G, qui indique les normes statistiques observées par chaque pays.

Il a été essayé d'établir les données de la dette brute et de la dette nette à partir des définitions du MSFP 2014, mais, en raison d'une insuffisance de données ou de la situation particulière de certains pays, ces données peuvent parfois ne pas correspondre aux définitions officielles. Malgré tous les efforts déployés pour garantir la pertinence et la comparabilité internationale des données des PEM, les données ne sont pas universellement comparables du fait des différences concernant la portée des secteurs et des instruments. Au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles, les modifications apportées aux sources de données ou au champ d'application des instruments peuvent donner lieu à des révisions de données, parfois sensibles. Pour plus de précisions sur les différences concernant la portée des secteurs ou des instruments, veuillez consulter en ligne les métadonnées de la base de données des PEM.

Les chiffres composites pour les groupes de pays qui figurent dans les PEM correspondent soit à la somme, soit à la moyenne pondérée des chiffres des différents pays. Sauf indication contraire, les moyennes des taux de croissance sur plusieurs années sont les taux de variation annuelle composés<sup>3</sup>. Les moyennes sont des moyennes arithmétiques pondérées dans le groupe des pays émergents et pays en développement, sauf en ce qui concerne l'inflation et la croissance monétaire, pour lesquelles il s'agit d'une moyenne géométrique. Les conventions suivantes s'appliquent :

Les chiffres composites relatifs aux taux de change, aux taux d'intérêt et à l'expansion des agrégats monétaires sont pondérés par le PIB converti en dollars sur la base des cours de change du marché (moyenne des trois années précédentes) en pourcentage du PIB du groupe de pays considéré.

Les chiffres composites portant sur d'autres données de l'économie intérieure, qu'il s'agisse de taux de croissance ou de ratios, sont pondérés par le PIB calculé selon les parités de pouvoir d'achat en pourcentage du PIB mondial ou de celui du groupe considéré<sup>4</sup>. Concernant

<sup>3</sup>Les moyennes du PIB réel, de l'inflation, du PIB par habitant et des cours des produits de base sont calculées sur la base des taux de variation annuelle composés, sauf pour le taux de chômage, qui repose sur une moyenne arithmétique simple.

<sup>4</sup>Voir l'encadré 1.1 de l'édition d'octobre 2020 des PEM pour une récapitulation des coefficients de pondération en parités de pouvoir d'achat révisés, ainsi que la « Révision des pondérations de parité de pouvoir d'achat » dans la *Mise à jour des PEM* de juillet 2014, l'appendice 1.1 de l'édition d'avril 2008 des PEM, l'encadré A2 de l'édition d'avril 2004 des PEM, l'encadré A1 de l'édition de mai 2000 des PEM et l'annexe IV de l'édition de mai 1993 des PEM ; voir aussi Anne-Marie Gulde et Marianne Schulze-Ghattas, « Purchasing Power Parity Based Weights for the *World Economic Outlook* », dans *Staff Studies for the World Economic Outlook* (Washington, Fonds monétaire international, décembre 1993), pages 106–23.

les données agrégées d'inflation au niveau mondial et parmi les pays avancés (et leurs sous-catégories), les taux annuels sont de simples variations en pourcentage par rapport aux années précédentes ; pour ce qui concerne les données agrégées d'inflation des pays émergents et des pays en développement (et de leurs sous-catégories), les taux annuels reposent sur des différences logarithmiques.

Les chiffres composites pour le PIB réel par habitant calculé selon les *parités de pouvoir d'achat* sont des sommes des données de chaque pays après conversion en dollar international pour les années indiquées.

Sauf indication contraire, les chiffres composites pour tous les secteurs de la zone euro sont corrigés de manière à tenir compte des divergences dans la déclaration des transactions qui s'effectuent à l'intérieur de la zone. Pour les données annuelles sur le PIB, des données non ajustées sont utilisées pour la zone euro et la majorité des pays, à l'exception de Chypre, de l'Espagne, de l'Irlande et du Portugal, qui déclarent des données corrigées des effets de calendrier. Pour les données antérieures à 1999, les agrégations des données se rapportent aux taux de change de l'écu de 1995.

Les chiffres composites pour les données budgétaires sont les sommes des données nationales après conversion en dollars aux taux de change moyens du marché pour les années indiquées.

Les taux composites du chômage et de l'emploi sont pondérés par la population active des pays, exprimée en pourcentage de la population active du groupe considéré.

Pour ce qui est des statistiques du secteur extérieur, les chiffres composites représentent la somme des données pour chaque pays, après conversion en dollars aux cours de change moyens des années indiquées pour la balance des paiements et aux cours en fin d'année pour la dette libellée dans des monnaies autres que le dollar.

En ce qui concerne toutefois les volumes et les prix du commerce extérieur, les chiffres composites représentent la moyenne arithmétique des pourcentages de variation enregistrés par les différents pays, pondérée par la valeur en dollars de leurs exportations ou importations respectives exprimées en pourcentage des exportations ou des importations au niveau mondial ou pour le groupe considéré (enregistrées l'année précédente).

Sauf indication contraire, les chiffres composites sont calculés pour les groupes de pays s'ils représentent au moins 90 % des pondérations du groupe.

Les données se rapportent aux années civiles, sauf pour un petit nombre de pays qui utilisent les exercices budgétaires. Le tableau F indique les pays dont la période de déclaration est différente pour les données relatives aux comptes nationaux et aux finances publiques.

Pour certains pays, les chiffres de 2022 et des années antérieures reposent sur des estimations, et non sur des données effectives. Le tableau G donne pour chaque pays les dernières données effectives pour les comptes nationaux, les prix, les finances publiques et la balance des paiements.

## Notes sur les pays

*Afghanistan* : Les données pour 2021 et 2022 sont des estimations qui ne sont fournies que pour certains indicateurs, et les projections pour 2023–28 sont omises en raison d'un degré d'incertitude inhabituellement élevé, étant donné que le FMI a suspendu ses activités auprès du pays en raison d'un manque de clarté au sein de la communauté internationale s'agissant de la reconnaissance du gouvernement afghan.

*Algérie* : Le total des dépenses publiques et la capacité nette/le besoin net de financement englobent les prêts nets consentis par l'État, ce qui s'explique principalement par l'appui apporté au régime de retraite et à d'autres entités du secteur public.

*Argentine* : L'indice des prix à la consommation (IPC) officiel est établi à partir de décembre 2016. Pour les périodes précédentes, les données relatives à l'IPC pour l'Argentine correspondent à celles de l'IPC pour le Grand Buenos Aires (avant décembre 2013), à l'IPC national (IPCNU, de décembre 2013 à octobre 2015), à l'IPC de la ville de Buenos Aires (de novembre 2015 à avril 2016) et à l'IPC du Grand Buenos Aires (de mai à décembre 2016). Comme ces séries n'ont pas la même couverture géographique et n'emploient ni les mêmes pondérations, ni les mêmes méthodes d'échantillonnage, ni la même méthodologie, l'inflation moyenne pour 2014–16 et l'inflation en fin de période pour 2015–16 n'apparaissent pas dans les PEM. En outre, l'Argentine a mis fin à la publication des données sur le marché du travail à partir du quatrième trimestre de 2015, et de nouvelles séries ont été publiées à compter du deuxième trimestre de 2016.

*Bangladesh* : Les données et les prévisions sont présentées sur la base de l'exercice budgétaire. Toutefois, les agrégats du groupe de pays auquel appartient le Bangladesh utilisent des estimations du PIB réel et du PIB en parités de pouvoir d'achat par année civile.

*Cisjordanie et Gaza* : Plusieurs projections pour 2022–28 ne seront pas publiées tant que certains ajustements méthodologiques n'auront pas été apportés aux séries statistiques.

*Costa Rica* : La définition de l'administration centrale a été élargie à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, pour englober

51 entités publiques conformément à la loi n° 9524. Les données jusqu'en 2019 sont ajustées pour des raisons de comparabilité.

*Érythrée* : Les données et projections pour 2020–28 ne figurent pas dans la base de données en raison de contraintes sur la communication des données.

*Inde* : Les taux de croissance du PIB réel sont tirés des comptes nationaux, avec comme année de référence 2004/05 pour la période 1998–2011 et 2011/12 pour les années ultérieures.

*Iran* : Le calcul des valeurs passées du PIB nominal en dollars se fonde sur le taux de change officiel jusqu'à 2017. À partir de 2018, c'est le taux de change NIMA, plutôt que le taux de change officiel, qui sert à convertir en dollars les chiffres du PIB nominal en rials. Les services du FMI sont arrivés à la conclusion que le taux NIMA traduisait plus fidèlement le taux de change pondéré de la valeur des transactions au cours de cette période.

*Italie* : Les données et projections se fondent sur les informations disponibles en date du 21 septembre 2023.

*Liban* : Les données pour 2021–22 sont des estimations des services du FMI et ne proviennent pas des autorités libanaises. Les projections pour 2023–28 sont omises en raison d'un degré d'incertitude inhabituellement élevé.

*Libye* : Les projections ne prennent pas en compte l'impact des inondations de septembre 2023.

*République dominicaine* : Le périmètre des séries de finances publiques est le suivant : la dette publique, le service de la dette ainsi que les soldes corrigés des variations cycliques et soldes structurels se rapportent au secteur public consolidé (à savoir l'administration centrale, le reste du secteur public non financier et la banque centrale) ; les autres séries de finances publiques portent sur l'administration centrale.

*Royaume-Uni* : Les projections ne prennent pas en compte les révisions à la hausse considérables des statistiques du PIB de 2020 et 2021, dont il a été donné un aperçu le 1<sup>er</sup> septembre 2023 (avant publication le 29 septembre 2023).

*Sierra Leone* : Bien que le pays ait changé son unité monétaire le 1<sup>er</sup> juillet 2022, les données en monnaie nationale sont exprimées en ancien leone dans l'édition d'octobre 2023 des PEM.

*Sri Lanka* : Les projections correspondant à la période 2023–28 ne sont pas publiées en raison d'entretiens en cours au sujet de la restructuration de la dette souveraine.

*Soudan* : Les projections traduisent les analyses des services du FMI, fondées sur l'hypothèse d'une fin du conflit d'ici la fin de 2023.

*Syrie* : Les données sont exclues depuis 2011 en raison de la situation politique incertaine.

*Türkiye* : Les projections se fondent sur les informations disponibles en date du 8 septembre 2023, et ne prennent pas pleinement en compte la hausse de taux directeur et le nouveau cycle de resserrement quantitatif intervenus depuis.

*Turkménistan* : Les données sur le PIB réel correspondent à des estimations des services du FMI établies conformément aux méthodes internationales (SCN), à partir d'estimations et de sources officielles ainsi que des bases de données de l'Organisation des Nations Unies et de la Banque mondiale. Les estimations et les projections du solde budgétaire ont été établies sans tenir compte des recettes provenant d'émissions d'obligations intérieures et d'opérations de privatisation, conformément au MSFP 2014. Dans les estimations officielles des comptes budgétaires, établies par les autorités à partir de méthodes statistiques nationales, les émissions d'obligations et les recettes des privatisations sont comprises dans les recettes publiques.

*Ukraine* : Les données révisées des comptes nationaux sont disponibles à partir de 2000, mais n'incluent plus la Crimée et Sébastopol à partir de 2010.

*Uruguay* : En décembre 2020, les autorités ont commencé à communiquer les données de leurs comptes nationaux selon le SCN 2008, avec 2016 comme année de base. Les nouvelles séries commencent en 2016. Les données antérieures à 2016 témoignent du souci des services du FMI de préserver les données précédemment communiquées et d'éviter toute rupture structurelle.

Depuis octobre 2018, le système public de retraite de l'Uruguay reçoit des transferts en vertu de la loi n° 19.590 qui indemnise les personnes touchées par la création du système mixte de retraite. Ces fonds sont enregistrés comme recettes, conformément à la méthodologie du FMI. Ces transferts influent donc sur les données et les projections pour 2018–22. Ils représentaient 1,2 % du PIB en 2018, 1,1 % du PIB en 2019, 0,6 % du PIB en 2020, 0,3 % du PIB en 2021, 0,1 % du PIB en 2022 et 0 % du PIB par la suite. Pour de plus amples informations, veuillez consulter le rapport du FMI n° 19/64<sup>5</sup>. Cette note à propos du système public de retraite ne s'applique qu'aux séries relatives aux recettes et à la capacité/au besoin de financement.

Le périmètre des données budgétaires pour l'Uruguay est passé du secteur public consolidé au secteur

<sup>5</sup>Uruguay : rapport des services du FMI pour les consultations de 2018 au titre de l'article IV, rapport n° 19/64 (Washington, Fonds monétaire international, février 2019).

public non financier à partir de l'édition d'octobre 2019 des PEM. En Uruguay, le secteur public non financier comprend l'administration centrale, les administrations locales, les caisses de sécurité sociale, les entreprises publiques non financières et la Banco de Seguros del Estado. Les données rétrospectives ont également été révisées en conséquence. Dans ce périmètre budgétaire réduit, qui exclut la banque centrale, les actifs et passifs détenus par le secteur public non financier avec la banque centrale comme contrepartie ne sont pas retranchés des chiffres de l'endettement. Dans ce contexte, les obligations de capitalisation émises auparavant par l'État en faveur de la banque centrale font désormais partie de la dette du secteur public non financier. Les estimations de la dette brute et nette pour la période 2008–11 sont préliminaires.

*Venezuela* : L'établissement des perspectives économiques, y compris l'évaluation de l'évolution économique passée et actuelle comme base des projections, est rendu difficile par i) l'absence d'entretiens avec les autorités (la plus récente des consultations au titre de l'article IV a eu lieu en 2004), ii) les métadonnées incomplètes des statistiques limitées communiquées et iii) les difficultés à mettre en rapport les indicateurs communiqués avec l'évolution économique. Les comptes budgétaires incluent l'administration centrale, la sécurité sociale, l'organisme de garantie des dépôts (FOGADE) et un ensemble réduit d'entreprises publiques, dont Petróleos de Venezuela, S.A. (PDVSA). À la suite d'améliorations méthodologiques destinées à obtenir un PIB nominal plus fiable, les données rétrospectives et les indicateurs exprimés en pourcentage du PIB ont été révisés à partir de 2012. Pour la plupart des indicateurs, les données pour 2018–22 sont des estimations des services du FMI. Compte tenu des effets de l'hyperinflation et du manque de données communiquées, les indicateurs macroéconomiques projetés par les services du FMI doivent être interprétés avec prudence. Ces projections sont entourées d'une grande incertitude. Les prix à la consommation du Venezuela sont exclus de toutes les données de groupe des PEM.

*Zimbabwe* : Les autorités ont récemment redéfini les statistiques de leurs comptes nationaux, après avoir adopté en 2019 le dollar à règlement brut en temps réel, rebaptisé par la suite dollar du Zimbabwe. Le dollar du Zimbabwe avait auparavant cessé de circuler en 2009 et, entre 2009 et 2019, le Zimbabwe a fonctionné sous un régime multidevise dont l'unité de compte était le dollar américain.

## Classification des pays

### Résumé

Les pays sont répartis en deux groupes principaux : pays avancés, et pays émergents et pays en développement<sup>6</sup>. Loin d'être fixée en fonction de critères immuables, économiques ou autres, cette classification évolue au fil des années. Elle a pour but de faciliter l'analyse en permettant d'organiser les données de manière aussi significative que possible. Le tableau A donne une vue d'ensemble de la classification des pays, avec le nombre de pays appartenant à chaque groupe présenté par région ainsi que des indicateurs de la taille de leur économie (PIB calculé sur la base des parités de pouvoir d'achat, total des exportations de biens et de services, et population).

Un certain nombre de pays ne figurent pas actuellement dans cette classification et ne sont donc pas inclus dans l'analyse. Cuba et la République populaire démocratique de Corée ne sont pas membres du FMI, qui, en conséquence, n'assure aucun suivi de leur économie.

## Caractéristiques générales et composition des différents groupes de pays dans la classification des *Perspectives de l'économie mondiale*

### Pays avancés

Le tableau B donne la composition du groupe des pays avancés (41 pays). Les sept pays de ce groupe dont les PIB calculés sur la base des taux de change du marché sont les plus élevés (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni et Canada) forment le sous-groupe dit des principaux pays avancés, souvent appelé le Groupe des Sept. Les pays membres de la zone euro constituent un autre sous-groupe. Les chiffres composites figurant dans les tableaux sous la rubrique « zone euro » se rapportent aux pays qui en font actuellement partie, et cela vaut pour toutes les années, bien que le nombre des pays membres ait augmenté au fil du temps.

Le tableau C donne la liste des pays membres de l'Union européenne, qui ne sont pas tous classés parmi les pays avancés dans les PEM.

<sup>6</sup>Dans la présente étude, les termes « pays » et « économie » ne se rapportent pas nécessairement à une entité territoriale constituant un État au sens où l'entendent le droit et les usages internationaux. Ils s'appliquent aussi à certaines entités territoriales qui ne sont pas des États, mais qui établissent indépendamment des statistiques distinctes.

## Pays émergents et pays en développement

Le groupe des pays émergents et des pays en développement (155 pays) rassemble tous les pays qui ne sont pas des pays avancés.

Les pays émergents et les pays en développement sont regroupés par région : Afrique subsaharienne ; Amérique latine et Caraïbes ; Moyen-Orient et Asie centrale (qui comprend les sous-groupes régionaux « Caucase et Asie centrale » et « Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ») ; pays émergents et pays en développement d'Asie ; pays émergents et pays en développement d'Europe (on parle parfois d'Europe centrale et orientale).

Les pays émergents et les pays en développement sont aussi subdivisés en fonction de *critères analytiques*, qui tiennent à la source de leurs recettes d'exportation et à la distinction entre pays créanciers nets et pays débiteurs nets. Les tableaux D et E donnent le détail de la composition des pays émergents et pays en développement, classés par région et en fonction de critères analytiques.

La classification des pays selon le critère analytique, par *source de recettes d'exportation*, distingue deux catégories : les *combustibles* (Classification type pour le commerce international [CTCI], section 3) et les *autres produits*, dont les *produits de base autres que les combustibles* (CTCI, sections 0, 1, 2, 4 et 68). Les pays sont classés dans l'un ou l'autre de ces groupes lorsque leur principale source de recettes d'exportation dépasse 50 % de leurs exportations, en moyenne, entre 2018 et 2022.

La classification en fonction de critères financiers et de critères de revenu distingue les *pays créanciers nets*, les *pays débiteurs nets*, les *pays pauvres très endettés* (PPTE), les *pays en développement à faible revenu* (PDFR) et les

*pays émergents et pays à revenu intermédiaire* (PE&PRI).

Les pays sont classés parmi les débiteurs nets lorsque leur dernière position extérieure globale nette, si elle est disponible, est négative ou que le solde courant qu'ils ont accumulé entre 1972 (ou une année antérieure si des données sont disponibles) et 2022 est négatif. Les pays débiteurs nets sont aussi différenciés selon la *situation du service de la dette*<sup>7</sup>.

Le groupe des PPTE comprend tous les pays qui, selon le FMI et la Banque mondiale, peuvent participer à l'initiative PPTE en vue de ramener leur dette extérieure à un niveau viable dans un délai relativement bref<sup>8</sup>. Nombre de ces pays ont déjà bénéficié d'un allègement de la dette et ont pu sortir de l'initiative.

Les PDFR sont les pays qui ont un revenu par habitant inférieur à un certain niveau (fixé à 2 700 dollars en 2016 selon la méthode Atlas de la Banque mondiale), des caractéristiques structurelles qui correspondent à un développement et à une transformation structurelle restreints, ainsi que des relations financières extérieures insuffisantes pour être considérés de manière générale comme des pays émergents.

Le groupe des PE&PRI comprend les pays émergents et les pays en développement qui ne sont pas classés parmi les PDFR.

<sup>7</sup>Pendant la période 2018–22, 39 pays ont accumulé des arriérés de paiements extérieurs ou conclu des accords de rééchelonnement de leur dette avec des créanciers officiels ou des banques commerciales. Ce groupe de pays est désigné sous le nom de *pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2018 et 2022*.

<sup>8</sup>Voir David Andrews, Anthony R. Boote, Syed S. Rizavi et Sukwinder Singh, *Allègement de la dette des pays à faible revenu : l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés*, brochure du FMI n° 51 (Washington, Fonds monétaire international, novembre 1999).



**Tableau A. Classification par sous-groupes types et parts des divers sous-groupes dans le PIB global, le total des exportations de biens et de services et la population mondiale en 2022<sup>1</sup>**  
(En pourcentage du total pour le groupe considéré ou du total)

	Nombre de pays	PIB		Exportations de biens et de services		Population	
		Pays avancés	Monde	Pays avancés	Monde	Pays avancés	Monde
<b>Pays avancés</b>	<b>41</b>	<b>100,0</b>	<b>41,7</b>	<b>100,0</b>	<b>60,5</b>	<b>100,0</b>	<b>13,9</b>
États-Unis		37,3	15,5	16,0	9,7	30,7	4,3
Zone euro	20	28,9	12,0	41,5	25,1	31,8	4,4
Allemagne		7,9	3,3	10,9	6,6	7,7	1,1
France		5,4	2,3	5,4	3,2	6,0	0,8
Italie		4,5	1,9	4,0	2,4	5,4	0,8
Espagne		3,3	1,4	3,1	1,9	4,4	0,6
Japon		9,0	3,8	4,9	2,9	11,5	1,6
Royaume-Uni		5,4	2,3	5,3	3,2	6,2	0,9
Canada		3,3	1,4	3,8	2,3	3,6	0,5
Autres pays avancés	17	16,1	6,7	28,5	17,3	16,1	2,2
<i>Pour mémoire</i>							
Principaux pays avancés	7	72,7	30,3	50,2	30,4	71,3	9,9
		Pays émergents et pays en développement	Monde	Pays émergents et pays en développement	Monde	Pays émergents et pays en développement	Monde
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>155</b>	<b>100,0</b>	<b>58,3</b>	<b>100,0</b>	<b>39,5</b>	<b>100,0</b>	<b>86,1</b>
<b>Groupes régionaux</b>							
Pays émergents et pays en développement d'Asie	30	56,2	32,8	49,4	19,5	55,7	47,9
Chine		31,6	18,4	30,1	11,9	21,0	18,1
Inde		12,5	7,3	6,3	2,5	21,1	18,2
Pays émergents et pays en développement d'Europe	15	12,8	7,4	15,8	6,2	5,4	4,7
Russie		5,0	2,9	5,2	2,0	2,1	1,8
Amérique latine et Caraïbes	33	12,7	7,4	13,4	5,3	9,5	8,1
Brésil		4,0	2,3	3,1	1,2	3,0	2,6
Mexique		3,2	1,9	5,1	2,0	1,9	1,7
Moyen-Orient et Asie centrale	32	13,0	7,6	17,1	6,8	12,9	11,1
Arabie saoudite		2,3	1,3	3,6	1,4	0,5	0,4
Afrique subsaharienne	45	5,4	3,1	4,2	1,7	16,5	14,2
Nigéria		1,3	0,8	0,6	0,2	3,2	2,8
Afrique du Sud		1,0	0,6	1,1	0,4	0,9	0,8
<b>Classification analytique<sup>2</sup></b>							
<b>Source des recettes d'exportation</b>							
Combustibles	26	10,3	6,0	16,6	6,6	9,6	8,3
Autres produits	127	89,7	52,3	83,3	32,9	90,3	77,7
Dont : produits primaires	33	4,4	2,6	4,1	1,6	8,8	7,5
<b>Source de financement extérieur</b>							
Pays débiteurs (net)	120	51,9	30,3	46,0	18,2	69,4	59,7
Dont pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2018 et 2022	39	5,3	3,1	3,9	1,6	12,4	10,7
<b>Autres groupes<sup>2</sup></b>							
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	95	91,6	53,4	92,9	36,7	76,0	65,4
Pays en développement à faible revenu	59	8,4	4,9	7,1	2,8	24,0	20,6
Pays pauvres très endettés	39	2,8	1,6	2,1	0,8	12,6	10,8

<sup>1</sup>Les parts de PIB sont fondées sur le calcul des PIB des pays en parités de pouvoir d'achat. Le nombre de pays indiqué pour chaque groupe correspond à ceux dont les données sont incluses dans le total.

<sup>2</sup>La Syrie et la Cisjordanie et Gaza sont exclues du groupe classé par source des recettes d'exportation et la Syrie est exclue du groupe classé par la position extérieure nette en raison de l'insuffisance des données. La Syrie n'est pas incluse dans le groupe des pays émergents et des pays à revenu intermédiaire ni dans celui des pays en développement à faible revenu.

**Tableau B. Pays avancés classés par sous-groupe**

Principales zones monétaires		
États-Unis		
Zone euro		
Japon		
Zone euro		
Allemagne	Finlande	Luxembourg
Autriche	France	Malte
Belgique	Grèce	Pays-Bas
Chypre	Irlande	Portugal
Croatie	Italie	République slovaque
Espagne	Lettonie	Slovénie
Estonie	Lituanie	
Principaux pays avancés		
Allemagne	France	Royaume-Uni
Canada	Italie	
États-Unis	Japon	
Autres pays avancés		
Andorre	Israël	Saint-Marin
Australie	Macao (RAS) <sup>2</sup>	Singapour
Corée	Norvège	Suède
Danemark	Nouvelle-Zélande	Suisse
Hong Kong (RAS) <sup>1</sup>	Porto Rico	Taiwan, province chinoise de
Islande	République tchèque	

<sup>1</sup>Le 1<sup>er</sup> juillet 1997, Hong Kong, dont le territoire a été rétrocédé à la République populaire de Chine, est devenue une région administrative spéciale de la Chine.

<sup>2</sup>Le 20 décembre 1999, Macao, dont le territoire a été rétrocédé à la République populaire de Chine, est devenue une région administrative spéciale de la Chine.

**Tableau C. Union européenne**

Allemagne	Finlande	Malte
Autriche	France	Pays-Bas
Belgique	Grèce	Pologne
Bulgarie	Hongrie	Portugal
Chypre	Irlande	République slovaque
Croatie	Italie	République tchèque
Danemark	Lettonie	Roumanie
Espagne	Lituanie	Slovénie
Estonie	Luxembourg	Suède

**Tableau D. Pays émergents et pays en développement classés par région et par principale source de recettes d'exportation<sup>1</sup>**

	Combustibles	Produits primaires hors combustibles
<b>Pays émergents et pays en développement d'Asie</b>		
	Brunéi Darussalam	Îles Marshall
	Timor-Leste	Îles Salomon
		Kiribati
		Papouasie-Nouvelle-Guinée
		Tuvalu
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>		
	Équateur	Argentine
	Guyana	Bolivie
	Venezuela	Paraguay
		Pérou
		Suriname
		Uruguay
<b>Moyen-Orient et Asie centrale</b>		
	Algérie	Afghanistan
	Arabie saoudite	Mauritanie
	Azerbaïdjan	Somalie
	Bahreïn	Soudan
	Émirats arabes unis	Tadjikistan
	Iran	
	Iraq	
	Kazakhstan	
	Koweït	
	Libye	
	Oman	
	Qatar	
	Turkménistan	
	Yémen	
<b>Afrique subsaharienne</b>		
	Angola	Afrique du Sud
	Congo, Rép. du	Bénin
	Gabon	Botswana
	Guinée équatoriale	Burkina Faso
	Nigéria	Burundi
	Soudan du Sud	Congo, Rép. dém. du
	Tchad	Érythrée
		Ghana
		Guinée
		Guinée-Bissau
		Libéria
		Malawi
		Mali
		République centrafricaine
		Sierra Leone
		Zambie
		Zimbabwe

<sup>1</sup>Les pays émergents et pays en développement d'Europe ne figurent pas dans ce tableau, car aucun de ces pays ne compte de combustibles ou de produits primaires hors combustibles parmi leur principale source de recettes d'exportation.

**Tableau E. Pays émergents et pays en développement classés par région, par position extérieure nette, par appartenance au groupe des pays pauvres très endettés et par revenu par habitant**

	Position extérieure nette <sup>1</sup>	Pays pauvres très endettés <sup>2</sup>	Revenu par habitant <sup>3</sup>		Position extérieure nette <sup>1</sup>	Pays pauvres très endettés <sup>2</sup>	Revenu par habitant <sup>3</sup>
<b>Pays émergents et pays en développement d'Asie</b>							
Bangladesh	*		*	Monténégro	*		•
Bhoutan	*		*	Pologne	*		•
Brunéi Darussalam	•		•	Roumanie	*		•
Cambodge	*		*	Russie	•		•
Chine	•		•	Serbie	*		•
Fidji	*		•	Türkiye	*		•
Îles Marshall	•		•	Ukraine	*		•
Îles Salomon	*		*	<b>Amérique latine et Caraïbes</b>			
Inde	*		•	Antigua-et-Barbuda	*		•
Indonésie	*		•	Argentine	•		•
Kiribati	•		*	Aruba	*		•
Malaisie	•		•	Bahamas	*		•
Maldives	*		•	Barbade	*		•
Micronésie	•		•	Belize	*		•
Mongolie	*		•	Bolivie	*	•	•
Myanmar	*		*	Brésil	*		•
Nauru	•		•	Chili	*		•
Népal	*		*	Colombie	*		•
Palaos	*		•	Costa Rica	*		•
Papouasie-Nouvelle-Guinée	*		*	Dominique	*		•
Philippines	*		•	El Salvador	*		•
République dém. pop. lao	*		*	Équateur	*		•
Samoa	*		•	Grenade	*		•
Sri Lanka	*		•	Guatemala	*		•
Thaïlande	*		•	Guyana	*	•	•
Timor-Leste	•		*	Haïti	*	•	*
Tonga	*		•	Honduras	*	•	*
Tuvalu	•		•	Jamaïque	*		•
Vanuatu	*		•	Mexique	*		•
Viet Nam	*		*	Nicaragua	*	•	*
<b>Pays émergents et pays en développement d'Europe</b>				Panama	*		•
Albanie	*		•	Paraguay	*		•
Bélarus	*		•	Pérou	*		•
Bosnie-Herzégovine	*		•	République dominicaine	*		•
Bulgarie	*		•	Saint-Kitts-et-Nevis	*		•
Hongrie	*		•	Saint-Vincent-et-les Grenadines	*		•
Kosovo	*		•	Sainte-Lucie	*		•
Macédoine du Nord	*		•	Suriname	*		•
Moldova, Rép. de	*		*	Trinité-et-Tobago	•		•
				Uruguay	*		•
				Venezuela	•		•

**Tableau E. Pays émergents et pays en développement classés par région, par position extérieure nette, par appartenance au groupe des pays pauvres très endettés et par revenu par habitant (*fin*)**

	Position extérieure nette <sup>1</sup>	Pays pauvres très endettés <sup>2</sup>	Revenu par habitant <sup>3</sup>		Position extérieure nette <sup>1</sup>	Pays pauvres très endettés <sup>2</sup>	Revenu par habitant <sup>3</sup>
<b>Moyen-Orient et Asie centrale</b>				Cabo Verde	*		●
Afghanistan	●	●	*	Cameroun	*	●	*
Algérie	●		●	Comores	*	●	*
Arabie saoudite	●		●	Congo, Rép. dém. du	*	●	*
Arménie	*		●	Congo, Rép. du	*	●	*
Azerbaïdjan	●		●	Côte d'Ivoire	*	●	*
Bahreïn	●		●	Érythrée	●	*	*
Cisjordanie et Gaza	*		●	Eswatini	●		●
Djibouti	*		*	Éthiopie	*	●	*
Égypte	*		●	Gabon	●		●
Émirats arabes unis	●		●	Gambie	*	●	*
Géorgie	*		●	Ghana	*	●	*
Iran	●		●	Guinée	*	●	*
Iraq	●		●	Guinée-Bissau	*	●	*
Jordanie	*		●	Guinée équatoriale	●		●
Kazakhstan	*		●	Kenya	*		*
Koweït	●		●	Lesotho	*		*
Liban	*		●	Libéria	*	●	*
Libye	●		●	Madagascar	*	●	*
Maroc	*		●	Malawi	*	●	*
Mauritanie	*	●	*	Mali	*	●	*
Oman	*		●	Maurice	●		●
Ouzbékistan	●		*	Mozambique	*	●	*
Pakistan	*		●	Namibie	●		●
Qatar	●		●	Niger	*	●	*
République kirghize	*		*	Nigéria	*		*
Somalie	*	*	*	Ouganda	*	●	*
Soudan	*	*	*	République centrafricaine	*	●	*
Syrie <sup>4</sup>	...		...	Rwanda	*	●	*
Tadjikistan	*		*	Sao Tomé-et-Principe	*	●	*
Tunisie	*		●	Sénégal	*	●	*
Turkménistan	●		●	Seychelles	*		●
Yémen	*		*	Sierra Leone	*	●	*
<b>Afrique subsaharienne</b>				Soudan du Sud	*		*
Afrique du Sud	●		●	Tanzanie	*	●	*
Angola	*		●	Tchad	*	●	*
Bénin	*	●	*	Togo	*	●	*
Botswana	●		●	Zambie	*	●	*
Burkina Faso	*	●	*	Zimbabwe	*		*
Burundi	*	●	*				

<sup>1</sup>La présence d'un rond (astérisque) indique que le pays est un créancier (débiteur) net.

<sup>2</sup>La présence d'un rond au lieu d'un astérisque indique que le pays a atteint le point d'achèvement, ce qui lui permet de recevoir l'allègement de dette total qui a été permis au point de décision.

<sup>3</sup>La présence d'un rond (astérisque) indique que le pays est classé dans le groupe des pays émergents et pays à revenu intermédiaire (pays en développement à faible revenu).

<sup>4</sup>La Syrie est exclue du groupe classé par la position extérieure nette et par revenu par habitant en raison de sa base de données encore en cours de composition.

**Tableau F. Pays dont la période de déclaration est différente<sup>1</sup>**

	Comptes nationaux	Finances publiques
Bahamas		Juil./juin
Bangladesh	Juil./juin	Juil./juin
Barbade		Avril/mars
Bhoutan	Juil./juin	Juil./juin
Botswana		Avril/mars
Dominique		Juil./juin
Égypte	Juil./juin	Juil./juin
Eswatini		Avril/mars
Éthiopie	Juil./juin	Juil./juin
Fidji		Août/juil.
Haïti	Oct./sept.	Oct./sept.
Hong Kong (RAS)		Avril/mars
Inde	Avril/mars	Avril/mars
Iran	Avril/mars	Avril/mars
Jamaïque		Avril/mars
Lesotho	Avril/mars	Avril/mars
Îles Marshall	Oct./sept.	Oct./sept.
Maurice		Juil./juin
Micronésie	Oct./sept.	Oct./sept.
Myanmar	Oct./sept.	Oct./sept.
Nauru	Juil./juin	Juil./juin
Népal	Août/juil.	Août/juil.
Pakistan	Juil./juin	Juil./juin
Palaos	Oct./sept.	Oct./sept.
Porto Rico	Juil./juin	Juil./juin
Sainte-Lucie		Avril/mars
Samoa	Juil./juin	Juil./juin
Singapour		Avril/mars
Thaïlande		Oct./sept.
Tonga	Juil./juin	Juil./juin
Trinité-et-Tobago		Oct./sept.

<sup>1</sup>Sauf indication contraire, toutes les données portent sur les années civiles.

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données

Pays	Devise	Comptes nationaux				Prix (IPC)		
		Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence <sup>2</sup>	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées <sup>3</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles
Afghanistan	Afghani	BSN	2021	2016	SCN 2008		BSN	2022
Afrique du Sud	Rand sud-africain	BSN	2022	2015	SCN 2008		BSN	2022
Albanie	Lek albanais	Services du FMI	2022	1996	SECN 2010	Depuis 1996	BSN	2022
Algérie	Dinar algérien	BSN	2022	2001	SCN 1993	Depuis 2005	BSN	2022
Andorre	Euro	BSN	2022	2010	. . .		BSN	2022
Allemagne	Euro	BSN	2022	2015	SECN 2010	Depuis 1991	BSN	2022
Angola	Kwanza angolais	BSN et MEP	2022	2002	SECN 1995		BSN	2022
Antigua-et-Barbuda	Dollar des Caraïbes orientales	BC	2022	2006 <sup>6</sup>	SCN 1993		BSN	2022
Arabie saoudite	Riyal saoudien	BSN	2022	2010	SCN 2008		BSN	2022
Argentine	Peso argentin	BSN	2022	2004	SCN 2008		BSN	2022
Arménie	Dram arménien	BSN	2022	2005	SCN 2008		BSN	2022
Aruba	Florin d'Aruba	BSN	2021	2013	SCN 1993	Depuis 2000	BSN	2022
Australie	Dollar australien	BSN	2022	2020	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2022
Autriche	Euro	BSN	2022	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2022
Azerbaïdjan	Manat d'Azerbaïdjan	BSN	2022	2005	SCN 1993	Depuis 1994	BSN	2022
Bahamas	Dollar des Bahamas	BSN	2022	2018	SCN 1993		BSN	2022
Bahreïn	Dinar de Bahreïn	BSN	2022	2010	SCN 2008		BSN	2022
Bangladesh	Taka du Bangladesh	BSN	2021/22	2005/06	SCN 2008		BSN	2021/22
Barbade	Dollar de la Barbade	BSN et BC	2022	2010	SCN 2008		BSN	2022
Bélarus	Rouble biélorusse	BSN	2022	2018	SCN 2008	Depuis 2005	BSN	2022
Belgique	Euro	BC	2022	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BC	2022
Belize	Dollar du Belize	BSN	2021	2014	SCN 2008		BSN	2022
Bénin	Franc CFA	BSN	2022	2015	SCN 2008		BSN	2022
Bhoutan	Ngultrum du Bhoutan	BSN	2020/21	1999/2000 <sup>6</sup>	SCN 2008		BC	2021/22
Bolivie	Boliviano bolivien	BSN	2022	1990	SCN 2008		BSN	2022
Bosnie-Herzégovine	Mark convertible	BSN	2022	2015	SECN 2010	Depuis 2000	BSN	2022
Botswana	Pula du Botswana	BSN	2021	2016	SCN 2008		BSN	2022
Brésil	Real brésilien	BSN	2021	1995	SCN 2008		BSN	2022
Brunéi Darussalam	Dollar de Brunéi	MdF	2022	2010	SCN 2008		MdF	2022
Bulgarie	Lev bulgare	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 1996	BSN	2022
Burkina Faso	Franc CFA	BSN et MEP	2020	2015	SCN 2008		BSN	2022
Burundi	Franc burundais	BSN et services du FMI	2022	2005	SCN 1993		BSN	2022
Cabo Verde	Escudo cap-verdien	BSN	2021	2015	SCN 2008	Depuis 2011	BSN	2021
Cambodge	Riel cambodgien	BSN	2022	2000	SCN 1993		BSN	2022
Cameroun	Franc CFA	BSN	2022	2016	SCN 2008	Depuis 2016	BSN	2022
Canada	Dollar canadien	BSN	2022	2012	SCN 2008	Depuis 1980	MdF et BSN	2022
Chili	Peso chilien	BC	2022	2018	SCN 2008	Depuis 2003	BSN	2022
Chine	Yuan chinois	BSN	2022	2015	SCN 2008		BSN	2022
Chypre	Euro	BSN	2022	2010	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2022
Cisjordanie et Gaza	Nouveau shekel israélien	BSN	2022	2015	SCN 2008		BSN	2022
Colombie	Peso colombien	BSN	2022	2015	SCN 1993	Depuis 2005	BSN	2022
Comores	Franc comorien	BSN	2021	2007	SCN 1993		BSN	2021
Congo, Rép. dém. du	Franc congolais	BSN	2020	2005	SCN 1993	Depuis 2005	BSN	2022
Congo, Rép. du	Franc CFA	BSN	2020	2005	SCN 1993		BSN	2021

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs <sup>4</sup>	Pratique comptable <sup>5</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Afghanistan	MdF	2021	2001	AC	C	BSN, MdF et BC	2020	MBP 6
Afrique du Sud	MdF	2022	2001	AC, AEF, CSS, autre	C	BC	2022	MBP 6
Albanie	Services du FMI	2022	1986	AC, AL, CSS, SPM, SPNF	...	BC	2022	MBP 6
Algérie	MdF	2022	1986	AC	C	BC	2022	MBP 6
Allemagne	BSN	2022	SECN 2010	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2022	MBP 6
Andorre	BSN et MdF	2022	...	AC, AL, CSS	C	BSN	2020	MBP 6
Angola	MdF	2022	2001	AC, AL	...	BC	2022	MBP 6
Antigua-et-Barbuda	MdF	2022	2001	AC	Mixte	BC	2022	MBP 6
Arabie saoudite	MdF	2022	2014	AC	C	BC	2022	MBP 6
Argentine	MEP	2022	1986	AC, AEF, CSS	C	BSN	2022	MBP 6
Arménie	MdF	2022	2001	AC	C	BC	2022	MBP 6
Aruba	MdF	2021	2001	AC	Mixte	BC	2021	MBP 6
Australie	MdF	2021	2014	AC, AEF, AL, CT	E	BSN	2021	MBP 6
Autriche	BSN	2021	2014	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2022	MBP 6
Azerbaïdjan	MdF	2022	2001	AC	C	BC	2022	MBP 6
Bahamas	MdF	2021/22	2014	AC	C	BC	2022	MBP 6
Bahreïn	MdF	2022	2001	AC	C	BC	2022	MBP 6
Bangladesh	MdF	2021/22	...	AC	C	BC	2021/22	MBP 6
Barbade	MdF	2022/23	2001	ACB	C	BC	2022	MBP 5
Bélarus	MdF	2022	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2022	MBP 6
Belgique	BC	2021	SECN 2010	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2022	MBP 6
Belize	MdF	2022	1986	AC, SPM	Mixte	BC	2022	MBP 6
Bénin	MdF	2022	1986	AC	C	BC	2021	MBP 6
Bhoutan	MdF	2021/22	1986	AC	C	BC	2020/21	MBP 6
Bolivie	MdF	2022	2001	AC, AL, CSS, SPFNM, SPNF	C	BC	2022	MBP 6
Bosnie-Herzégovine	MdF	2022	2014	AC, AEF, AL, CSS	Mixte	BC	2022	MBP 6
Botswana	MdF	2021/22	1986	AC	C	BC	2022	MBP 6
Brésil	MdF	2022	2014	AC, AEF, AL, CSS	C	BC	2022	MBP 6
Brunéï Darussalam	MdF	2022	1986	AC, ACB	C	BSN et MEP	2022	MBP 6
Bulgarie	MdF	2022	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2022	MBP 6
Burkina Faso	MdF	2021	2001	AC	CE	BC	2021	MBP 6
Burundi	MdF	2022	2001	AC	Mixte	BC	2022	MBP 6
Cabo Verde	MdF	2021	2001	AC	E	BSN	2021	MBP 6
Cambodge	MdF	2021	2001	AC, AL	Mixte	BC	2022	MBP 5
Cameroun	MdF	2021	2001	AC, SPNF, SPFNM	Mixte	MdF	2021	MBP 5
Canada	MdF et BSN	2022	2001	AC, AEF, AL, CSS, autre	E	BSN	2022	MBP 6
Chili	MdF	2022	2001	AC, AL	E	BC	2022	MBP 6
Chine	MdF	2022	...	AC, AL, CSS	C	DAP	2022	MBP 6
Chypre	BSN	2022	SECN 2010	AC, AL, CSS	E	BC	2022	MBP 6
Cisjordanie et Gaza	MdF	2022	2001	AC	Mixte	BSN	2022	MBP 6
Colombie	MdF	2022	2001	AC, AEF, AL, CSS	...	BC et BSN	2022	MBP 6
Comores	MdF	2022	1986	AC	...	BC et services du FMI	2022	MBP 6
Congo, Rép. dém. du	MdF	2022	2001	AC, AL	E	BC	2022	MBP 6
Congo, Rép. du	MdF	2021	2001	AC	E	BC	2020	MBP 6



Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Devise	Comptes nationaux					Prix (IPC)	
		Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence <sup>2</sup>	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées <sup>3</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles
Corée	Won coréen	BC	2022	2015	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2022
Costa Rica	Colón costaricien	BC	2022	2017	SCN 2008		BC	2022
Côte d'Ivoire	Franc CFA	BSN	2020	2015	SCN 2008	Depuis 2015	BSN	2022
Croatie	Euro	BSN	2022	2015	SECN 2010		BSN	2021
Danemark	Couronne danoise	BSN	2021	2010	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2022
Djibouti	Franc djiboutien	BSN	2022	2013	SCN 2008		BSN	2022
Dominique	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2021	2006	SCN 1993		BSN	2021
Égypte	Livre égyptienne	MEP	2021/22	2021/22	SCN 2008		BSN	2021/22
El Salvador	Dollar EU	BC	2022	2014	SCN 2008		BSN	2022
Émirats arabes unis	Dirham des E.A.U.	BSN	2022	2010	SCN 2008		BSN	2022
Équateur	Dollar EU	BC	2022	2007	SCN 2008		BSN et BC	2022
Érythrée	Nakfa d'Érythrée	Services du FMI	2019	2011	SCN 1993		Services du FMI	2019
Espagne	Euro	BSN	2022	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2022
Estonie	Euro	BSN	2022	2015	SECN 2010	Depuis 2010	BSN	2022
Eswatini	Lilangeni	BSN	2021	2011	SCN 2008		BSN	2022
États-Unis	Dollar EU	BSN	2022	2012	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2022
Éthiopie	Birr éthiopien	BSN	2021/22	2015/16	SCN 2008		BSN	2022
Fidji	Dollar de Fidji	BSN	2022	2014	SCN 1993		BSN	2021
Finlande	Euro	BSN	2022	2015	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2022
France	Euro	BSN	2022	2014	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2022
Gabon	Franc CFA	MEP	2021	2001	SCN 1993		BSN	2022
Gambie	Dalasi gambien	BSN	2021	2013	SCN 2008		BSN	2022
Géorgie	Lari géorgien	BSN	2022	2015	SCN 2008	Depuis 1996	BSN	2021
Ghana	Cedi ghanéen	BSN	2022	2013	SCN 2008		BSN	2022
Grèce	Euro	BSN	2022	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2022
Grenade	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2021	2006	SCN 2008		BSN	2021
Guatemala	Quetzal guatémaltèque	BC	2022	2013	SCN 1993	Depuis 2001	BSN	2022
Guinée	Franc guinéen	BSN	2021	2010	SCN 1993		BSN	2022
Guinée-Bissau	Franc CFA	BSN	2021	2015	SCN 2008		BSN	2021
Guinée équatoriale	Franc CFA	MEP et BC	2021	2006	SCN 1993		MEP	2022
Guyana	Dollar du Guyana	BSN	2021	2012 <sup>6</sup>	SCN 1993		BSN	2021
Haïti	Gourde haïtienne	BSN	2020/21	2011/12	SCN 2008		BSN	2021/22
Honduras	Lempira hondurien	BC	2022	2000	SCN 1993		BC	2022
Hong Kong (RAS)	Dollar de Hong Kong	BSN	2022	2021	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2022
Hongrie	Forint hongrois	BSN	2022	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2022
Îles Marshall	Dollar EU	BSN	2021/22	2014/14	SCN 2008		BSN	2021/22
Îles Salomon	Dollar des Salomon	BC	2020	2012	SCN 1993		BSN	2022
Inde	Roupie indienne	BSN	2022/23	2011/12	SCN 2008		BSN	2022/23
Indonésie	Rupiah indonésienne	BSN	2022	2010	SCN 2008		BSN	2022

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs <sup>4</sup>	Pratique comptable <sup>5</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Corée	MdF	2022	2001	AC, CSS	C	BC	2022	MBP 6
Costa Rica	MdF et BC	2022	1986	AC	C	BC	2022	MBP 6
Côte d'Ivoire	MdF	2022	1986	AC	E	BC	2021	MBP 6
Croatie	MdF	2022	2014	AC, AL	E	BC	2022	MBP 6
Danemark	BSN	2021	2014	AC, AL, CSS	E	BSN	2022	MBP 6
Djibouti	MdF	2022	2001	AC	E	BC	2021	MBP 5
Dominique	MdF	2021/22	1986	AC	C	BC	2021	MBP 6
Égypte	MdF	2021/22	2014	AC, AL, CSS, SPM	C	BC	2021/22	MBP 5
El Salvador	MdF et BC	2022	1986	AC, AL, CSS, SPNF	C	BC	2022	MBP 6
Émirats arabes unis	MdF	2022	2001	AC, ACB, AEF, CSS	Mixte	BC	2021	MBP 5
Équateur	MdF	2022	2014	AC, AEF, AL, CSS, SPNF	Mixte	BC	2022	MBP 6
Érythrée	Services du FMI	2019	2001	AC	C	Services du FMI	2019	MBP 5
Espagne	MdF et BSN	2022	SECN 2010	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2022	MBP 6
Estonie	MdF	2022	1986/2001	AC, AL, CSS	C	BC	2022	MBP 6
Eswatini	MdF	2021/22	2001	AC	E	BC	2022	MBP 6
États-Unis	MEP	2022	2014	AC, AEF, AL	E	BSN	2022	MBP 6
Éthiopie	MdF	2021/22	1986	AC, AEF, AL, SPNF	C	BC	2021/22	MBP 5
Fidji	MdF	2021/22	1986	AC	C	BC	2021	MBP 6
Finlande	MdF	2022	2014	AC, AL, CSS	E	BSN	2022	MBP 6
France	BSN	2022	2014	AC, AL, CSS	E	BC	2022	MBP 6
Gabon	Services du FMI	2021	2001	AC	E	Services du FMI	2019	MBP 5
Gambie	MdF	2022	1986	AC	C	BC et services du FMI	2021	MBP 6
Géorgie	MdF	2022	2001	AC, AL	C	BC	2022	MBP 6
Ghana	MdF	2022	2001	AC	CE	BC	2022	MBP 5
Grèce	BSN	2022	SECN 2010	AC, AL, CSS	E	BC	2022	MBP 6
Grenade	MdF	2022	...	AC	CE	BSN et BC	2022	MBP 6
Guatemala	MdF	2022	2001	AC	C	BC	2022	MBP 6
Guinée	MdF	2021	1986	AC	C	BC et MEP	2021	MBP 6
Guinée-Bissau	MdF	2021	2001	AC	E	BC	2021	MBP 6
Guinée équatoriale	MdF et MEP	2021	1986	AC	C	BC	2017	MBP 5
Guyana	MdF	2021	1986	AC, CSS, SPNF	C	BC	2021	MBP 6
Haïti	MdF	2021/22	1986	AC	C	BC	2020/21	MBP 5
Honduras	MdF	2022	2014	AC, AL, CSS, autre	Mixte	BC	2022	MBP 5
Hong Kong (RAS)	MdF	2021/22	2001	AC	C	BSN	2022	MBP 6
Hongrie	MEP et BSN	2022	SECN 2010	AC, AL, CSS, SPFNM	E	BC	2022	MBP 6
Îles Marshall	MdF	2021/22	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2021/22	MBP 6
Îles Salomon	MdF	2022	1986	AC	C	BC	2022	MBP 6
Inde	MdF et services du FMI	2020/21	1986	AC, AEF	C	BC	2022/23	MBP 6
Indonésie	MdF	2022	2001	AC, AL	C	BC	2022	MBP 6

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Devise	Comptes nationaux				Prix (IPC)		
		Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence <sup>2</sup>	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées <sup>3</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles
Iran	Rial iranien	BC	2022/23	2016/17	SCN 2008		BC	2022/23
Iraq	Dinar iraquien	BSN	2022	2007	SCN 1968/93		BSN	2022
Irlande	Euro	BSN	2022	2021	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2022
Islande	Couronne islandaise	BSN	2022	2005	SECN 2010	Depuis 1990	BSN	2022
Israël	Nouveau shekel israélien	BSN	2022	2015	SCN 2008	Depuis 1995	BSN	2022
Italie	Euro	BSN	2022	2015	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2022
Jamaïque	Dollar jamaïcain	BSN	2022	2007	SCN 1993		BSN	2022
Japon	Yen japonais	DAP	2022	2015	SCN 2008	Depuis 1980	DAP	2022
Jordanie	Dinar jordanien	BSN	2021	2016	SCN 1993		BSN	2021
Kazakhstan	Tenge kazakh	BSN	2022	2005	SCN 1993	Depuis 1994	BSN	2022
Kenya	Shilling du Kenya	BSN	2022	2016	SCN 2008		BSN	2022
Kiribati	Dollar australien	BSN	2021	2006	SCN 2008		Services du FMI	2022
Kosovo	Euro	BSN	2022	2016	SECN 2010		BSN	2022
Koweït	Dinar koweïtien	MEP et BSN	2019	2010	SCN 1993		BSN et MEP	2022
Lesotho	Loti du Lesotho	BSN	2020/21	2012/13	SCN 2008		BSN	2021
Lettonie	Euro	BSN	2022	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2022
Liban	Livre libanaise	BSN	2020	2010	SCN 2008	Depuis 2010	BSN	2022
Libéria	Dollar EU	Services du FMI	2021	2018	SCN 1993		BC	2021
Libye	Dinar libyen	MEP	2021	2013	SCN 1993		BSN	2022
Lituanie	Euro	BSN	2022	2015	SECN 2010	Depuis 2005	BSN	2022
Luxembourg	Euro	BSN	2022	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2022
Macao (RAS)	Pataca de Macao	BSN	2022	2021	SCN 2008	Depuis 2001	BSN	2022
Macédoine du Nord	Dinar macédonien	BSN	2022	2005	SECN 2010		BSN	2022
Madagascar	Ariary malgache	BSN	2022	2007	SCN 1993		BSN	2022
Malaisie	Ringgit malaisien	BSN	2022	2015	SCN 2008		BSN	2022
Malawi	Kwacha malawien	BSN	2022	2010	SCN 2008		BSN	2022
Maldives	Rufiyaa des Maldives	MdF et BSN	2022	2014	SCN 2008		BC	2022
Mali	Franc CFA	BSN	2022	1999	SCN 1993		BSN	2022
Malte	Euro	BSN	2022	2015	SECN 2010	Depuis 2000	BSN	2022
Maroc	Dirham marocain	BSN	2022	2014	SCN 1993	Depuis 2007	BSN	2022
Maurice	Roupie mauricienne	BSN	2022	2006	SCN 1993	Depuis 1999	BSN	2022
Mauritanie	Ouguiya mauritanienne	BSN	2021	1998	SCN 2008	Depuis 2014	BSN	2021
Mexique	Peso mexicain	BSN	2022	2018	SCN 2008		BSN	2022
Micronésie	Dollar EU	BSN	2017/18	2003/04	SCN 2008		BSN	2021/22
Moldova, Rép. de	Leu moldave	BSN	2022	1995	SCN 1993		BSN	2022
Mongolie	Togrog mongol	BSN	2022	2015	SCN 2008		BSN	2022
Monténégro	Euro	BSN	2021	2006	SECN 2010		BSN	2022
Mozambique	Metical du Mozambique	BSN	2022	2014	SCN 2008		BSN	2022
Myanmar	Kyat du Myanmar	MEP	2019/20	2015/16	...		BSN	2020/21
Namibie	Dollar namibien	BSN	2022	2015	SCN 1993		BSN	2022
Nauru	Dollar australien	Services du FMI	2019/20	2006/07	SCN 1993		BSN	2020/21
Népal	Roupie népalaise	BSN	2022/23	2010/11	SCN 2008		BC	2021/22
Nicaragua	Cordoba nicaraguayen	BC	2022	2006	SCN 2008	Depuis 1994	BC	2022
Niger	Franc CFA	BSN	2021	2015	SCN 2008		BSN	2022

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs <sup>4</sup>	Pratique comptable <sup>5</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Iran	MdF	2020/21	2001	AC	C	BC et services du FMI	2022/23	MBP 5
Iraq	MdF	2022	2001	AC	C	BC	2022	MBP 6
Irlande	MdF et BSN	2022	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2021	MBP 6
Islande	BSN	2022	2001	AC, AL, CSS	E	BC	2022	MBP 6
Israël	MdF et BSN	2022	2014	AC, AL, CSS	...	BSN	2022	MBP 6
Italie	BSN	2022	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2022	MBP 6
Jamaïque	MdF	2022/23	1986	AC	C	BC	2022	MBP 6
Japon	DAP	2021	2014	AC, AL, CSS	E	MdF	2022	MBP 6
Jordanie	MdF	2021	2001	AC, SPNF	C	BC	2021	MBP 6
Kazakhstan	MdF	2022	2001	AC, AL	C	BC	2022	MBP 6
Kenya	MdF	2022	2001	AC	C	BC	2022	MBP 6
Kiribati	MdF	2021	1986	AC	C	BSN et services du FMI	2021	MBP 6
Kosovo	MdF	2022	1986	AC, AL	C	BC	2022	MBP 6
Koweït	MdF	2021	2014	AC, CSS	Mixte	BC	2022	MBP 6
Lesotho	MdF	2021/22	2001	AC, AL	C	BC	2021/22	MBP 6
Lettonie	MdF	2022	SECN 2010	AC, AL, CSS	C	BC	2022	MBP 6
Liban	MdF	2021	2001	AC	C	BC et services du FMI	2021	MBP 5
Libéria	MdF	2021	2001	AC	E	BC	2022	MBP 5
Libye	BC	2022	1986	AC, AEF, AL	C	BC et services du FMI	2022	MBP 6
Lituanie	MdF	2022	2014	AC, AL, CSS	E	BC	2022	MBP 6
Luxembourg	MdF	2022	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2022	MBP 6
Macao (RAS)	MdF	2022	2014	AC, CSS	C	BSN	2022	MBP 6
Macédoine du Nord	MdF	2022	1986	AC, AEF, CSS	C	BC	2022	MBP 6
Madagascar	MdF	2022	1986	AC	CE	BC	2022	MBP 6
Malaisie	MdF	2022	2001	AC, AEF, AL	C	BSN	2022	MBP 6
Malawi	MdF	2022	2014	AC	C	BSN et DAP	2021	MBP 6
Maldives	MdF	2022	1986	AC	C	BC	2022	MBP 6
Mali	MdF	2022	2001	AC	Mixte	BC	2021	MBP 6
Malte	BSN	2022	2001	AC, CSS	E	BSN	2022	MBP 6
Maroc	MEP	2022	2001	AC	E	DAP	2022	MBP 6
Maurice	MdF	2021/22	2001	AC, AL, SPNF	C	BC	2022	MBP 6
Mauritanie	MdF	2021	1986	AC	C	BC	2021	MBP 6
Mexique	MdF	2022	2014	AC, CSS, SPFNM, SPNF	C	BC	2022	MBP 6
Micronésie	MdF	2020/21	2001	AC, AEF	...	BSN	2017/18	MBP 6
Moldova, Rép. de	MdF	2022	1986	AC, AL	C	BC	2022	MBP 6
Mongolie	MdF	2022	2001	AC, AEF, AL, CSS	C	BC	2022	MBP 6
Monténégro	MdF	2022	1986	AC, AL, CSS	C	BC	2022	MBP 6
Mozambique	MdF	2022	2001	AC, AEF	Mixte	BC	2022	MBP 6
Myanmar	MdF	2019/20	2014	AC, SPNF	C	Services du FMI	2021/22	MBP 6
Namibie	MdF	2022	2001	AC	C	BC	2022	MBP 6
Nauru	MdF	2020/21	2001	AC	Mixte	Services du FMI	2021/22	MBP 6
Népal	MdF	2021/22	2001	AC	C	BC	2021/22	MBP 5
Nicaragua	MdF	2022	1986	AC, AL, CSS	C	Services du FMI	2021	MBP 6
Niger	MdF	2021	1986	AC	E	BC	2021	MBP 6

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Devise	Comptes nationaux					Prix (IPC)	
		Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence <sup>2</sup>	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées <sup>3</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles
Nigéria	Naira nigérien	BSN	2022	2010	SCN 2008		BSN	2022
Norvège	Couronne norvégienne	BSN	2022	2020	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2022
Nouvelle-Zélande	Dollar néo-zélandais	BSN	2022	2009 <sup>6</sup>	SCN 2008	Depuis 1987	BSN et services du FMI	2022
Oman	Rial omani	BSN	2022	2018	SCN 2008		BSN	2022
Ouganda	Shilling ougandais	BSN	2022	2016	SCN 2008		BC	2022
Ouzbékistan	Sum ouzbek	BSN	2022	2020	SCN 1993		BSN et services du FMI	2022
Pakistan	Roupie pakistanaise	BSN	2021/22	2015/16	SCN 2008		BSN	2022/23
Palaos	Dollar EU	MdF	2021/22	2018/1	SCN 1993		MdF	2021/22
Panama	Dollar EU	BSN	2022	2018	SCN 1993	Depuis 2018	BSN	2022
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Kina papouan-néo-guinéen	BSN et MdF	2020	2013	SCN 2008		BSN	2022
Paraguay	Guarani paraguayen	BC	2022	2014	SCN 2008		BC	2022
Pays-Bas	Euro	BSN	2022	2015	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2022
Pérou	Sol péruvien	BC	2022	2007	SCN 2008		BC	2022
Philippines	Peso philippin	BSN	2022	2018	SCN 2008		BSN	2022
Pologne	Zloty polonais	BSN	2022	2015	SECN 2010	Depuis 2015	BSN	2022
Porto Rico	Dollar EU	BSN	2020/21	1954	...		BSN	2022
Portugal	Euro	BSN	2022	2016	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2022
Qatar	Riyal qatarien	BSN et MEP	2022	2018	SCN 1993		BSN et MEP	2022
République centrafricaine	Franc CFA	BSN	2021	2005	SCN 1993		BSN	2022
République dém. pop. lao	Kip lao	BSN	2020	2012	SCN 2008		BSN	2022
République dominicaine	Peso dominicain	BC	2022	2007	SCN 2008	Depuis 2007	BC	2022
République kirghize	Som kirghize	BSN	2022	2005	SCN 2008	Depuis 2010	BSN	2022
République slovaque	Euro	BSN	2022	2015	SECN 2010	Depuis 1997	BSN	2022
République tchèque	Couronne tchèque	BSN	2022	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2022
Roumanie	Leu roumain	BSN	2022	2015	SECN 2010		BSN	2022
Royaume-Uni	Livre sterling	BSN	2022	2019	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2022
Russie	Rouble russe	BSN	2022	2021	SCN 2008	Depuis 2000	BSN	2022
Rwanda	Franc rwandais	BSN	2021	2017	SCN 2008	Depuis 195	BSN	2021
Saint-Kitts-et-Nevis	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2022	2006	SCN 1993		BSN	2022
Saint-Marin	Euro	BSN	2021	2007	...		BSN	2022
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2021	2018	SCN 1993		BSN	2022
Sainte-Lucie	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2022	2018	SCN 2008		BSN	2022
Samoa	Tala du Samoa	BSN	2021/22	2012/13	SCN 2008		BSN	2021/22
Sao Tomé-et-Principe	Dobra de Sao Tomé-et-Principe	BSN	2020	2008	SCN 1993		BSN	2020
Sénégal	Franc CFA	BSN	2021	2014	SCN 2008		BSN	2021

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs <sup>4</sup>	Pratique comptable <sup>5</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Nigéria	MdF	2022	2001	AC, AEF, AL	C	BC	2022	MBP 6
Norvège	BSN et MdF	2022	2014	AC, AL, CSS	E	BSN	2022	MBP 6
Nouvelle-Zélande	BSN	2022	2014	AC, AL	E	BSN	2022	MBP 6
Oman	MdF	2022	2001	AC	C	BC	2021	MBP 6
Ouganda	MdF	2022	2001	AC	C	BC	2022	MBP 6
Ouzbékistan	MdF	2022	2014	AC, AEF, AL, CSS	C	BC et MEP	2022	MBP 6
Pakistan	MdF	2022/23	1986	AC, AEF, AL	C	BC	2022/23	MBP 6
Palaos	MdF	2021/22	2001	AC	...	MdF	2020/21	MBP 6
Panama	MdF	2022	2014	AC, AEF, AL, CSS, SPNF	C	BSN	2022	MBP 6
Papouasie-Nouvelle-Guinée	MdF	2022	2014	AC	C	BC	2022	MBP 6
Paraguay	MdF	2022	2001	AC, AEF, AL, CSS, SPM	C	BC	2022	MBP 6
Pays-Bas	MdF	2022	2001	AC, AL, CSS	E	BC	2022	MBP 6
Pérou	BC et MdF	2022	2001	AC, AEF, AL, CSS	Mixte	BC	2022	MBP 5
Philippines	MdF	2022	2014	AC, AL, CSS	C	BC	2022	MBP 6
Pologne	MdF et BSN	2022	SECN 2010	AC, AL, CSS	E	BC	2022	MBP 6
Porto Rico	MEP	2021/22	2001	...	E	...	...	...
Portugal	BSN	2022	2001	AC, AL, CSS	E	BC	2022	MBP 6
Qatar	MdF	2022	1986	AC, autre	C	BC et services du FMI	2022	MBP 6
République centrafricaine	MdF	2021	2001	AC	C	BC	2021	MBP 5
République dém. pop. lao	MdF	2021	2001	AC	C	BC	2020	MBP 6
République dominicaine	MdF	2022	2014	AC, AL, CSS, SPNF	E	BC	2022	MBP 6
République kirghize	MdF	2022	...	AC, AL, CSS	C	BC	2022	MBP 6
République slovaque	BSN	2022	2001	AC, AL, CSS	E	BC	2022	MBP 6
République tchèque	MdF	2022	2014	AC, AL, CSS	E	BSN	2022	MBP 6
Roumanie	MdF	2022	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2022	MBP 6
Royaume-Uni	BSN	2022	2001	AC, AL	E	BSN	2022	MBP 6
Russie	MdF	2022	2014	AC, AEF, CSS	Mixte	BC	2022	MBP 6
Rwanda	MdF	2021	2014	AC	Mixte	BC	2021	MBP 6
Saint-Kitts-et-Nevis	MdF	2022	1986	AC, AEF	C	BC	2021	MBP 6
Saint-Marin	MdF	2022	...	AC	...	Autre	2021	MBP 6
Saint-Vincent-et-les Grenadines	MdF	2022	1986	AC	C	BC	2022	MBP 6
Sainte-Lucie	MdF	2022/23	1986	AC	C	BC	2022	MBP 6
Samoa	MdF	2021/22	2001	AC	E	BC	2021/22	MBP 6
Sao Tomé-et-Principe	MdF et douanes	2020	2001	AC	C	BC	2020	MBP 6
Sénégal	MdF	2021	2001	AC	C	BC et services du FMI	2021	MBP 5

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Devise	Comptes nationaux					Prix (IPC)	
		Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence <sup>2</sup>	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées <sup>3</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles
Serbie	Dinar serbe	BSN	2022	2015	SECN 2010	Depuis 2010	BSN	2022
Seychelles	Roupie seychelloise	BSN	2021	2014	SCN 1993		BSN	2021
Sierra Leone	Leone de Sierra Leone	BSN	2021	2006	SCN 2008	Depuis 2010	BSN	2022
Singapour	Dollar de Singapour	BSN	2022	2015	SCN 1993	Depuis 2015	BSN	2022
Slovénie	Euro	BSN	2022	2010	SECN 2010	Depuis 2000	BSN	2022
Somalie	Dollar EU	BSN	2022	2022	SCN 2008		BSN	2021
Soudan	Livre soudanaise	BSN	2019	1982	SCN 1968		BSN	2022
Soudan du Sud	Livre sud-soudanaise	BSN et services du FMI	2021	2010	SCN 1993		BSN	2022
Sri Lanka	Roupie sri-lankaise	BSN	2021	2015	SCN 2008		BSN	2021
Suède	Couronne suédoise	BSN	2022	2022	SECN 2010	Depuis 1993	BSN	2022
Suisse	Franc suisse	BSN	2022	2015	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2022
Suriname	Dollar surinamais	BSN	2021	2015	SCN 2008		BSN	2021
Syrie	Livre syrienne	BSN	2010	2000	SCN 1993		BSN	2011
Tadjikistan	Somoni du Tadjikistan	BSN	2022	1995	SCN 1993		BSN	2022
Taiwan, province chinoise de	Nouveau dollar de Taiwan	BSN	2022	2016	SCN 2008		BSN	2022
Tanzanie	Shilling tanzanien	BSN	2021	2015	SCN 2008		BSN	2022
Tchad	Franc CFA	BC	2021	2005	SCN 1993		BSN	2021
Thaïlande	Baht thaïlandais	MEP	2022	2002	SCN 1993	Depuis 1993	MEP	2022
Timor-Leste	Dollar EU	BSN	2022	2015	SCN 2008		BSN	2022
Togo	Franc CFA	BSN	2021	2016	SCN 2008		BSN	2021
Tonga	Pa'anga des Tonga	BC	2021/22	2016/17	SCN 2008		BC	2021/22
Trinité-et-Tobago	Dollar de Trinité-et-Tobago	BSN	2022	2012	SCN 2008		BSN	2022
Tunisie	Dinar tunisien	BSN	2022	2015	SCN 1993	Depuis 2009	BSN	2022
Turkménistan	Nouveau manat du Turkménistan	Services du FMI	2022	2006	SCN 2008	Depuis 2007	BSN	2022
Türkiye	Livre turque	BSN	2022	2009	SECN 1995	Depuis 2009	BSN	2022
Tuvalu	Dollar australien	Conseillers PFTAC	2021	2005	2016		BSN	2022
Ukraine	Hryvnia ukrainienne	BSN	2022	2016	SCN 2008	Depuis 2005	BSN	2022
Uruguay	Peso uruguayen	BC	2022	2016	SCN 2008		BSN	2022
Vanuatu	Vatu de Vanuatu	BSN	2022	2006	SCN 1993		BSN	2022
Venezuela	Bolivar vénézuélien	BC	2018	1997	SCN 1993		BC	2021
Viet Nam	Dong vietnamien	BSN	2022	2010	SCN 1993		BSN	2022
Yémen	Rial yéménite	Services du FMI	2022	1990	SCN 1993		BSN, BC et services du FMI	2022
Zambie	Kwacha zambien	BSN	2021	2010	SCN 2008		BSN	2021
Zimbabwe	Dollar du Zimbabwe	BSN	2022	2019	...		BSN	2022

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (*fin*)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs <sup>4</sup>	Pratique comptable <sup>5</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Serbie	MdF	2022	2014	AC, AEF, AL, CSS, autre	C	BC	2022	MBP 6
Seychelles	MdF	2021	2001	AC, CSS	C	BC	2021	MBP 6
Sierra Leone	MdF	2022	1986	AC	C	BC	2021	MBP 5
Singapour	MdF et BSN	2022/23	2014	AC	C	BSN	2022	MBP 6
Slovénie	MdF	2021	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2022	MBP 6
Somalie	MdF	2022	2001	AC	C	BC et services du FMI	2022	MBP 5
Soudan	MdF	2021	2001	AC	Mixte	BC	2021	MBP 6
Soudan du Sud	MdF et MEP	2021	...	AC	C	MdF, BSN, MEP et services du FMI	2021	MBP 6
Sri Lanka	MdF	2021	1986	AC	C	BC	2021	MBP 6
Suède	MdF	2021	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2022	MBP 6
Suisse	MdF	2022	2001	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2022	MBP 6
Suriname	MdF	2021	1986	AC	Mixte	BC	2021	MBP 6
Syrie	MdF	2009	1986	AC	C	BC	2009	MBP 5
Tadjikistan	MdF	2022	1986	AC, AL, CSS	C	BC	2022	MBP 6
Taiwan, province chinoise de	MdF	2022	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2022	MBP 6
Tanzanie	MdF	2021	1986	AC, AL	C	BC	2021	MBP 6
Tchad	MdF	2021	1986	AC, SPNF	C	BC	2021	MBP 5
Thaïlande	MdF	2021/22	2001	AC, ACB, AL, CSS	E	BC	2022	MBP 6
Timor-Leste	MdF	2022	2001	AC	C	BC	2021	MBP 6
Togo	MdF	2021	2001	AC	C	BC	2021	MBP 6
Tonga	MdF	2020/21	2014	AC	C	BC et BSN	2020/21	MBP 6
Trinité-et-Tobago	MdF	2022/23	1986	AC	C	BC	2022	MBP 6
Tunisie	MdF	2022	1986	AC	C	BC	2022	MBP 5
Turkménistan	MdF	2022	1986	AC, AL	C	BSN	2022	MBP 6
Türkiye	MdF	2022	2001	AC, AL, CSS, autre	E	BC	2022	MBP 6
Tuvalu	MdF	2022	...	AC	Mixte	Services du FMI	2021	MBP 6
Ukraine	MdF	2022	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2022	MBP 6
Uruguay	MdF	2022	1986	AC, AL, CSS, SPFNM, SPNF	C	BC	2022	MBP 6
Vanuatu	MdF	2020	2001	AC	C	BC	2021	MBP 6
Venezuela	MdF	2017	2001	ACB, SPNF, CSS, autre	C	BC	2018	MBP 6
Viet Nam	MdF	2021	2001	AC, AEF, AL	C	BC	2022	MBP 6
Yémen	MdF	2022	2001	AC, AL	C	Services du FMI	2022	MBP 5
Zambie	MdF	2022	1986	AC	C	BC	2022	MBP 6
Zimbabwe	MdF	2021	1986	AC	C	BC et MdF	2022	MBP 6

Note : IPC = indice des prix à la consommation ; MBP = *Manuel de la balance des paiements* (le chiffre qui suit l'abréviation indique l'édition) ; SCN = Système des comptes nationaux ; SECN = Système européen des comptes nationaux.

<sup>1</sup>BC = banque centrale ; BSN = bureau de statistiques national ; DAP = département des administrations publiques ; MdF = ministère des Finances ; MEP = ministère de l'Économie, du Plan, du Commerce et/ou du Développement ; OEI = organisation économique internationale ; PFTAC = centre régional d'assistance technique et financière du Pacifique.

<sup>2</sup>L'année de référence pour les comptes nationaux est la période avec laquelle les autres périodes sont comparées et la période pour laquelle les prix apparaissent au dénominateur des rapports de prix utilisés pour calculer l'indice.

<sup>3</sup>L'utilisation d'une méthode à bases enchaînées permet aux pays de mesurer la croissance du PIB avec plus de précision en réduisant ou en éliminant les biais à la baisse des séries en volume fondées sur des indices qui établissent la moyenne des composantes en volume à partir de pondérations d'une année assez récente.

<sup>4</sup>AC = administration centrale ; ACB = administration centrale budgétaire ; AEF = administrations d'États fédérés ; AL = administrations locales ; CSS = caisses de sécurité sociale ; CT = collectivités territoriales ; SPFNM = sociétés publiques financières non monétaires ; SPM = sociétés publiques monétaires, dont banque centrale ; SPNF = sociétés publiques non financières.

<sup>5</sup>Normes comptables : C = comptabilité de caisse ; CE = comptabilité sur base des engagements ; E = comptabilité d'exercice ; Mixte = comptabilité sur base mixte (droits constatés et caisse).

<sup>6</sup>L'année de référence n'est pas égale à 100, car le PIB nominal n'est pas mesuré de la même manière que le PIB réel ou les données sont corrigées des variations saisonnières.



## Encadré A1. Hypothèses de politique économique retenues pour les projections concernant plusieurs pays

### *Hypothèses de politique budgétaire*

Les hypothèses de politique budgétaire à court terme retenues dans les *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) reposent normalement sur les budgets ou lois de finances annoncés par les autorités et corrigés de manière à tenir compte des différences entre les hypothèses macroéconomiques et les projections des services du FMI et des autorités nationales. Lorsqu'aucun budget officiel n'est annoncé, les mesures dont l'application est jugée probable sont incluses dans les projections budgétaires. Les projections budgétaires à moyen terme reposent de manière similaire sur un jugement quant à la trajectoire la plus probable de la politique des pouvoirs publics. Lorsque les services du FMI ne disposent pas d'informations suffisantes pour évaluer les intentions gouvernementales et les perspectives de mise en œuvre des mesures décidées, le solde primaire structurel est censé rester inchangé, sauf indication contraire. Les hypothèses retenues pour certains pays avancés figurent ci-dessous (veuillez consulter aussi, en ligne et en anglais, les tableaux B5 à B9 de l'appendice statistique pour des données sur la capacité/le besoin de financement et les soldes structurels)<sup>1</sup>.

*Afrique du Sud* : Les hypothèses budgétaires tiennent compte du budget de 2023. Les recettes non fiscales excluent les transactions sur actifs et passifs financiers, car elles impliquent principalement des recettes liées à des plus-values sur taux de change (dépôts en monnaies étrangères, vente d'actifs et postes similaires d'un point de vue conceptuel).

*Allemagne* : Les projections des services du FMI pour 2023 et au-delà reposent sur le budget de 2023,

<sup>1</sup>L'écart de production correspond à la différence entre la production effective et la production potentielle, en pourcentage de cette dernière. Les soldes structurels sont exprimés en pourcentage de la production potentielle. Le solde structurel correspond à la différence entre le solde capacité/besoin de financement effectif et l'impact de la production potentielle sur la production conjoncturelle, après correction pour tenir compte de facteurs ponctuels ou autres, comme les cours des actifs et des produits de base et les effets de composition de la production ; par conséquent, ses variations incluent les effets des mesures budgétaires temporaires, l'impact des fluctuations de taux d'intérêt et du coût du service de la dette, ainsi que d'autres fluctuations non cycliques du solde capacité/besoin de financement. Le calcul du solde structurel repose sur l'estimation par les services du FMI du PIB potentiel et des élasticités des recettes et des dépenses (voir l'édition d'octobre 1993 des PEM, annexe I). Les estimations de l'écart de production et du solde budgétaire structurel comportent une marge d'incertitude significative. La dette nette correspond à la différence entre la dette brute et les actifs financiers correspondant aux instruments de dette.

le programme de stabilité de 2023, le projet de loi de finances fédérales pour 2024, le plan budgétaire à moyen terme de l'État fédéral, et les mises à jour des données de l'agence nationale des statistiques (Destatis) et du ministère des Finances, après prise en compte des différences dans le cadre macroéconomique des services du FMI et les hypothèses concernant les élasticités des recettes.

*Arabie saoudite* : Les services du FMI ont établi les projections budgétaires de référence principalement en fonction de la manière dont ils comprennent la politique gouvernementale telle qu'elle a été mise en évidence dans le budget de 2022. Les recettes du pétrole exporté reposent sur les hypothèses concernant les cours du pétrole qui servent de référence dans les PEM et sur la manière dont les services du FMI comprennent la politique actuelle des autorités en matière d'exportation de pétrole dans le cadre de l'accord de l'OPEP+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole ainsi que la Russie et d'autres pays n'appartenant pas à l'OPEP).

*Argentine* : Les projections budgétaires reposent sur les informations disponibles relatives aux résultats et aux plans budgétaires de l'administration fédérale, et aux objectifs de ses programmes appuyés par le FMI, sur les mesures budgétaires annoncées par les autorités et sur les projections macroéconomiques des services du FMI.

*Australie* : Les projections budgétaires reposent sur les données du Bureau australien des statistiques, les budgets pour l'exercice 2023/24 publiés par les autorités du Commonwealth et les autorités de chaque État ou territoire, ainsi que les estimations et projections des services du FMI.

*Autriche* : Les projections budgétaires reposent sur le budget de 2023 et le programme de stabilité autrichien d'avril 2023. Les fonds au titre du plan de relance NextGenerationEU de l'Union européenne et les dernières mesures budgétaires annoncées par les autorités sont également pris en compte.

*Belgique* : Les projections reposent sur le programme de stabilité 2023–26 de la Belgique, le projet de budget pour 2023 et d'autres informations disponibles sur les plans budgétaires du gouvernement, avec des ajustements pour tenir compte des hypothèses des services du FMI.

*Bésil* : Les projections budgétaires pour 2023 tiennent compte des mesures actuellement en vigueur.

*Canada* : Les projections s'appuient sur les prévisions de référence figurant dans le budget fédéral de 2023 et les derniers budgets provinciaux disponibles. Les services du FMI ajustent ces prévisions pour tenir compte des

**Encadré A1 (suite)**

différences dans les projections macroéconomiques. Les projections du FMI incluent également les données les plus récentes des comptes économiques nationaux de Statistique Canada, y compris les chiffres trimestriels des budgets fédéral, provinciaux et territoriaux.

*Chili* : Les projections reposent sur les projections budgétaires des autorités, corrigées de manière à tenir compte des projections des services du FMI pour le PIB, les prix du cuivre, la dépréciation de la monnaie et l'inflation.

*Chine* : Les projections des services du FMI sur les finances publiques tiennent compte du budget de 2023 et des estimations de financement hors budget.

*Danemark* : Les estimations pour l'année en cours sont alignées sur les derniers chiffres officiels, corrigés, le cas échéant, pour tenir compte des hypothèses macroéconomiques des services du FMI. Au-delà de l'année en cours, les projections ont été établies en tenant compte des principaux éléments du programme budgétaire à moyen terme, tels qu'énoncés dans le dernier budget présenté par les autorités. Les soldes structurels sont nets des fluctuations temporaires de certaines recettes (par exemple les recettes de la mer du Nord, les recettes de l'impôt sur le rendement des pensions) et des éléments ponctuels (les éléments ponctuels liés à la pandémie de COVID-19 sont toutefois pris en considération).

*Espagne* : Les projections budgétaires à partir de 2023 supposent des mesures de soutien en matière d'énergie qui représentent 1 % du PIB en 2023. Les projections pour 2021–26 tiennent compte des décaissements effectués au titre de la facilité pour la reprise et la résilience de l'Union européenne.

*États-Unis* : Les projections budgétaires reposent sur le scénario de référence de mai 2023 du Congressional Budget Office et sur les derniers états financiers mensuels du Trésor, et sont corrigées de manière à tenir compte des hypothèses macroéconomiques et autres des services du FMI. Elles incorporent les effets de la loi dite de responsabilité budgétaire (Fiscal Responsibility Act).

*France* : Les projections pour 2023 et au-delà reposent sur les lois de finances de la période 2018–23, le programme de stabilité pour 2023–27, le projet de loi de programmation des finances publiques à moyen terme et les autres informations disponibles concernant les plans budgétaires des autorités, corrigées pour tenir compte des différences dans les projections des recettes et les hypothèses concernant les variables macroéconomiques et financières.

*Grèce* : Les données recueillies depuis 2010 reflètent les ajustements opérés conformément à la définition du solde primaire dans le dispositif de surveillance renforcée pour le pays.

*Hong Kong (RAS)* : Les projections reposent sur les projections budgétaires à moyen terme des autorités concernant les dépenses.

*Hongrie* : Les projections budgétaires incluent les projections des services du FMI concernant le cadre macroéconomique et les projets budgétaires annoncés dans le budget de 2023.

*Inde* : Les projections sont fondées sur les informations disponibles ayant trait aux programmes budgétaires des autorités, avec certains ajustements pour tenir compte des hypothèses des services du FMI. Les données infranationales sont prises en compte avec un retard pouvant aller jusqu'à un an ; les données sur l'ensemble des administrations publiques sont donc finales longtemps après celles de l'administration centrale. Les présentations du FMI et des autorités diffèrent, notamment en ce qui concerne le produit du désinvestissement de l'État et de l'adjudication de licences, l'enregistrement net/brut des recettes dans certaines catégories peu importantes et certains prêts au secteur public. À partir des données de l'exercice 2020/21, les dépenses comprennent également la composante hors budget des subventions alimentaires, conformément au traitement révisé des subventions alimentaires dans la loi de finances. Les services du FMI ajustent les dépenses pour déduire les paiements au titre des subventions alimentaires des années précédentes, qui sont comptabilisés comme des dépenses dans les estimations budgétaires pour l'exercice 2020/21.

*Indonésie* : Les projections des services du FMI reposent sur le maintien d'une orientation budgétaire neutre dans les années qui viennent, accompagnée de réformes modérées de la politique fiscale et de l'administration, sur certaines dépenses effectives et sur une augmentation progressive des dépenses d'équipement à moyen terme, en fonction de l'espace budgétaire disponible.

*Irlande* : Les projections budgétaires reposent sur la loi de finances de 2023.

*Italie* : Les projections et les estimations des services du FMI reposent sur les plans budgétaires inclus dans le budget et les lois de finances rectificatives de 2023. L'encours des bons postaux arrivant à échéance est pris en considération dans l'établissement des projections concernant la dette.

## Encadré A1 (suite)

*Japon* : Les projections s'appuient sur les mesures budgétaires déjà annoncées par le gouvernement, avec certains ajustements pour tenir compte des hypothèses des services du FMI.

*Mexique* : L'estimation des besoins d'emprunt du secteur public en 2020 a été établie par les services du FMI en tenant compte de certaines divergences statistiques entre les chiffres au-dessus et au-dessous de la ligne. Les projections budgétaires pour 2023 et 2024 reposent sur les estimations figurant dans les Criterios 2024 ; dans les projections pour 2025 et les années qui suivent, il est supposé que les règles prévues dans le budget fédéral et la loi de responsabilité budgétaire soient constamment observées.

*Nouvelle-Zélande* : Les projections budgétaires reposent sur le budget de l'exercice 2023/24 (mai 2023) et sur les estimations des services du FMI.

*Pays-Bas* : Les projections budgétaires pour 2023–28 reposent sur les prévisions des services du FMI ainsi que sur le projet de loi de finances des autorités et les projections du Bureau d'analyse de la politique économique.

*Porto Rico* : Les projections budgétaires reposent sur le plan budgétaire certifié pour Porto Rico, qui a été établi en avril 2023 et certifié par le Conseil de surveillance financière et de gestion.

*Portugal* : Les projections pour l'exercice en cours reposent sur le budget approuvé, corrigé de manière à tenir compte des prévisions macroéconomiques des services du FMI. Les projections pour les années ultérieures reposent sur des politiques inchangées. Les projections pour 2023 tiennent compte des informations disponibles dans le projet de loi de finances de 2023.

*République de Corée* : Les prévisions tiennent compte du solde budgétaire global prévu dans le budget et les deux lois de finances rectificatives de 2022, du projet de loi de finances de 2023, du plan budgétaire à moyen terme, ainsi que des ajustements des services du FMI.

*Royaume-Uni* : Les projections budgétaires reposent sur les projections de mars 2023 du Bureau de la responsabilité budgétaire (Office for Budget Responsibility, OBR) et sur les informations relatives aux finances du secteur public diffusées en septembre 2023 par le Bureau des statistiques nationales (Office for National Statistics). Les projections établies par les services du FMI se réfèrent à celles de l'OBR, en y apportant des corrections (liées aux différences entre les hypothèses retenues) à la fois sur le plan des recettes et des dépenses. Les projections des services

du FMI ne supposent pas nécessairement que les règles budgétaires annoncées le 17 novembre 2022 auront été respectées au terme de la période de prévision. Les données sont présentées sur la base d'une année civile.

*Russie* : Les autorités ont suspendu l'application de la règle budgétaire l'année dernière, en réaction aux sanctions prises à l'encontre du pays au lendemain de l'invasion de l'Ukraine. Cela leur a permis de tirer parti du niveau exceptionnellement élevé des recettes pétrolières et gazières, en employant le montant excédentaire à financer le creusement du déficit en 2022. L'épargne accumulée dans le fonds souverain peut désormais être utilisée de la même manière. Une nouvelle règle budgétaire entrera pleinement en vigueur en 2025. Elle permettra de dépenser le surcroît de recettes pétrolières et gazières, tout en ciblant une réduction du déficit structurel primaire.

*Singapour* : Les chiffres de l'exercice 2020 reposent sur l'exécution du budget. Les projections pour l'exercice 2021 s'appuient sur des chiffres révisés qui reposent sur l'exécution du budget jusqu'à la fin de l'année 2021. Les projections pour l'exercice 2022 sont fondées sur la loi de finances initiale du 18 février 2022. Les services du FMI supposent un retrait progressif des mesures liées à la pandémie encore en vigueur et la mise en œuvre de diverses mesures de recettes annoncées dans la loi de finances pour l'exercice 2022 pendant le reste de la période de projection. Ces mesures de recettes sont les suivantes : 1) l'augmentation de la taxe sur les biens et services de 7 % à 8 % le 1<sup>er</sup> janvier 2023, et à 9 % le 1<sup>er</sup> janvier 2024 ; 2) une augmentation des taxes immobilières en 2023 pour les propriétés non occupées par leurs propriétaires (de 10–20 % à 12–36 %) et pour les propriétés occupées par leurs propriétaires et d'une valeur annuelle supérieure à 30 000 dollars singapouriens (de 4–16 % à 6–32 %) ; 3) une augmentation de la taxe carbone de 5 dollars singapouriens par tonne à 25 dollars singapouriens en 2024 et 2025 et à 45 dollars singapouriens en 2026 et 2027.

*Suède* : Les estimations budgétaires sont basées sur les projections budgétaires des autorités, corrigées de manière à tenir compte des projections macroéconomiques des services du FMI.

*Suisse* : Les projections supposent des ajustements de la politique budgétaire, lorsqu'ils sont nécessaires, pour s'assurer que les soldes budgétaires restent conformes aux exigences des règles budgétaires du pays.

*Turquie* : La base des projections est le solde budgétaire défini par le FMI, qui exclut certains postes des

**Encadré A1 (fin)**

recettes et des dépenses inclus dans le solde global des autorités.

*Hypothèses de politique monétaire*

Les hypothèses de politique monétaire reposent sur le cadre établi dans chaque pays pour cette politique. Ce cadre suppose le plus souvent une politique de non-accompagnement de la conjoncture durant le cycle : les taux d'intérêt officiels augmentent lorsque, d'après les indicateurs économiques, il semble que l'inflation va passer au-dessus du taux ou de la fourchette acceptable, et diminuent lorsqu'il semble qu'elle ne va pas les dépasser, que le taux de croissance est inférieur au taux potentiel et que les capacités inemployées sont importantes. S'agissant des taux d'intérêt, veuillez vous référer à la partie Hypothèses au début de l'appendice statistique.

*Afrique du Sud* : Les hypothèses de politique monétaire sont compatibles avec le maintien de l'inflation dans la fourchette cible de 3 % à 6 % à moyen terme.

*Arabie saoudite* : Les projections de politique monétaire reposent sur la poursuite du rattachement au dollar.

*Argentine* : Les projections monétaires sont conformes au cadre macroéconomique d'ensemble, aux plans budgétaires et de financement, et aux politiques monétaires et de change dans le cadre du régime de parité mobile.

*Australie* : Les hypothèses de politique monétaire reposent sur l'analyse des services du FMI et sur la trajectoire attendue de l'inflation.

*Brésil* : Les hypothèses de politique monétaire sont compatibles avec une convergence de l'inflation à un horizon pertinent du point de vue de la politique monétaire.

*Canada* : Les projections tiennent compte de la fin progressive de l'orientation restrictive de la politique monétaire de la Banque du Canada, à l'heure où l'inflation se rapproche lentement de son objectif de milieu d'intervalle (2 %), qu'elle devrait atteindre début 2025.

*Chili* : Les hypothèses de politique monétaire sont compatibles avec l'objectif d'inflation.

*Chine* : L'orientation générale de la politique monétaire était légèrement accommodante en 2022 et devrait rester généralement accommodante en 2023.

*Danemark* : La politique monétaire a pour but de maintenir le rattachement à l'euro.

*États-Unis* : Les services du FMI s'attendent à ce que le comité de politique monétaire continue d'ajuster le taux cible pour les fonds fédéraux selon les perspectives macroéconomiques plus générales.

*Hong Kong (RAS)* : Les services du FMI supposent que le système de caisse d'émission restera inchangé.

*Hongrie* : Les estimations et projections des services du FMI se fondent sur l'appréciation d'experts et tiennent compte de l'évolution récente.

*Inde* : Les projections de politique monétaire cadrent avec la réalisation de l'objectif d'inflation de la Banque de réserve de l'Inde à moyen terme.

*Indonésie* : Les hypothèses de politique monétaire cadrent avec l'inflation dans la fourchette ciblée par la banque centrale à moyen terme.

*Israël* : Les hypothèses reposent sur une normalisation progressive de la politique monétaire.

*Japon* : Les hypothèses de politique monétaire correspondent aux attentes des marchés.

*Mexique* : Les hypothèses de politique monétaire sont compatibles avec l'objectif d'inflation.

*Nouvelle-Zélande* : Les projections monétaires reposent sur l'analyse des services du FMI et sur la trajectoire attendue de l'inflation.

*République de Corée* : Les projections supposent que le taux directeur évoluera conformément aux attentes des marchés.

*Royaume-Uni* : La trajectoire des taux d'intérêt à court terme repose sur les anticipations de taux d'intérêt des marchés.

*Russie* : Les projections de politique monétaire supposent que la banque centrale de la Fédération de Russie applique une politique monétaire restrictive.

*Singapour* : La masse monétaire augmente parallèlement à la croissance prévue du PIB nominal.

*Suède* : Les projections monétaires correspondent aux projections de la banque centrale.

*Turkiye* : Dans le scénario de référence, il est supposé que l'orientation de la politique monétaire restera conforme aux attentes des marchés.

*Zone euro* : Les hypothèses de politique monétaire des pays membres reposent sur une série de modèles (modèle semi-structurel, modèle dynamique d'équilibre général stochastique [DSGE], règle de Taylor), les anticipations des marchés et les communications du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne.

## Liste des tableaux de l'appendice statistique A<sup>1</sup>

### Production mondiale

- A1. Production mondiale : récapitulation
- A2. Pays avancés : PIB réel et demande intérieure totale
- A3. Pays avancés : composantes du PIB réel
- A4. Pays émergents et pays en développement : PIB réel

### Inflation

- A5. Inflation : récapitulation
- A6. Pays avancés : prix à la consommation
- A7. Pays émergents et pays en développement : prix à la consommation

### Politiques financières

- A8. Principaux pays avancés : solde budgétaire et dette des administrations publiques

### Commerce extérieur

- A9. État récapitulatif du commerce mondial : volume et prix

### Transactions courantes

- A10. État récapitulatif des soldes des transactions courantes
- A11. Pays avancés : soldes des transactions courantes
- A12. Pays émergents et pays en développement : soldes des transactions courantes

### Balance des paiements et financement extérieur

- A13. État récapitulatif des soldes du compte financier

### Flux de ressources

- A14. État récapitulatif de la capacité ou du besoin de financement

### Scénario de référence à moyen terme

- A15. Ensemble du monde — Scénario de référence à moyen terme : récapitulation

<sup>1</sup>Lorsque les pays ne sont pas classés par ordre alphabétique, ils le sont sur la base de la taille de leur économie.

**Tableau A1. Production mondiale : récapitulation<sup>1</sup>***(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyenne 2005–14	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Projections		
										2023	2024	2028
<b>Monde</b>	<b>3,9</b>	<b>3,4</b>	<b>3,2</b>	<b>3,8</b>	<b>3,6</b>	<b>2,8</b>	<b>-2,8</b>	<b>6,3</b>	<b>3,5</b>	<b>3,0</b>	<b>2,9</b>	<b>3,1</b>
<b>Pays avancés</b>	<b>1,5</b>	<b>2,3</b>	<b>1,8</b>	<b>2,5</b>	<b>2,3</b>	<b>1,7</b>	<b>-4,2</b>	<b>5,6</b>	<b>2,6</b>	<b>1,5</b>	<b>1,4</b>	<b>1,7</b>
États-Unis	1,6	2,7	1,7	2,2	2,9	2,3	-2,8	5,9	2,1	2,1	1,5	2,1
Zone euro	0,8	2,0	1,9	2,6	1,8	1,6	-6,1	5,6	3,3	0,7	1,2	1,3
Japon	0,5	1,6	0,8	1,7	0,6	-0,4	-4,2	2,2	1,0	2,0	1,0	0,4
Autres pays avancés <sup>2</sup>	2,6	2,1	2,3	3,0	2,5	1,9	-4,1	6,0	3,1	1,5	1,8	2,0
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>6,0</b>	<b>4,3</b>	<b>4,4</b>	<b>4,8</b>	<b>4,6</b>	<b>3,6</b>	<b>-1,8</b>	<b>6,9</b>	<b>4,1</b>	<b>4,0</b>	<b>4,0</b>	<b>3,9</b>
<b>Par région</b>												
Pays émergents et pays en développement d'Asie	8,3	6,8	6,8	6,6	6,4	5,2	-0,5	7,5	4,5	5,2	4,8	4,5
Pays émergents et pays en développement d'Europe	3,7	1,0	1,8	4,2	3,6	2,5	-1,6	7,3	0,8	2,4	2,2	2,4
Amérique latine et Caraïbes	3,4	0,3	-0,8	1,3	1,1	0,2	-7,0	7,3	4,1	2,3	2,3	2,5
Moyen-Orient et Asie centrale	4,5	3,0	4,3	2,5	2,8	1,6	-2,6	4,3	5,6	2,0	3,4	3,7
Afrique subsaharienne	5,5	3,2	1,5	3,0	3,3	3,2	-1,6	4,7	4,0	3,3	4,0	4,3
<b>Classification analytique</b>												
<b>Source des recettes d'exportation</b>												
Combustibles	4,7	1,7	2,0	0,5	0,8	-0,2	-4,0	4,0	5,4	2,4	3,5	3,0
Autres produits	6,3	4,7	4,7	5,3	5,1	4,1	-1,5	7,2	3,9	4,1	4,0	4,0
Dont : produits primaires	4,3	2,5	1,4	2,9	1,2	0,8	-6,1	7,0	3,4	0,1	2,9	3,0
<b>Source de financement extérieur</b>												
Pays débiteurs (net)	5,1	4,0	3,9	4,7	4,6	3,3	-3,4	6,5	5,0	4,0	4,2	4,7
<b>Pays débiteurs (net) selon le service de la dette</b>												
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2018 et 2022	4,5	1,4	2,8	3,9	3,6	3,3	-0,9	3,4	0,8	2,4	3,6	5,0
<b>Autres groupes</b>												
Union européenne	1,1	2,5	2,0	3,1	2,3	2,0	-5,6	5,9	3,6	0,7	1,5	1,7
Moyen-Orient et Afrique du Nord	4,2	2,9	4,7	1,9	2,1	0,9	-3,0	4,0	5,6	2,0	3,4	3,5
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	6,0	4,3	4,4	4,7	4,6	3,5	-2,1	7,2	4,0	4,0	3,9	3,7
Pays en développement à faible revenu	6,0	4,8	3,9	4,9	5,1	5,0	1,1	3,9	5,2	4,0	5,1	5,6
<i>Pour mémoire</i>												
<b>Taux de croissance médian</b>												
Pays avancés	1,7	2,3	2,2	3,0	2,8	2,0	-4,2	6,3	2,8	1,3	1,6	2,1
Pays émergents et pays en développement	4,5	3,3	3,3	3,7	3,6	3,2	-3,5	4,7	4,2	3,2	3,6	3,3
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	3,9	3,0	2,9	2,8	2,9	2,4	-5,5	4,7	4,3	2,8	3,2	3,0
Pays en développement à faible revenu	5,3	4,3	4,4	4,4	4,4	4,5	-0,9	4,6	4,0	4,0	4,7	4,8
<b>Production par habitant<sup>3</sup></b>												
Pays avancés	0,9	1,7	1,3	2,1	1,9	1,3	-4,7	5,5	2,2	1,1	1,1	1,5
Pays émergents et pays en développement	4,3	2,8	2,8	3,3	3,3	2,3	-3,1	5,7	3,5	2,9	2,9	2,8
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	4,6	3,0	3,1	3,6	3,6	2,5	-3,0	6,4	3,4	3,3	3,1	3,0
Pays en développement à faible revenu	3,5	2,2	1,5	2,5	2,7	2,6	-1,2	1,1	4,1	1,6	2,9	3,3
<b>Croissance mondiale sur la base des cours de change</b>	<b>2,6</b>	<b>2,8</b>	<b>2,6</b>	<b>3,3</b>	<b>3,2</b>	<b>2,5</b>	<b>-3,2</b>	<b>6,1</b>	<b>3,0</b>	<b>2,5</b>	<b>2,4</b>	<b>2,6</b>
<b>Production mondiale (valeur en milliards de dollars)</b>												
Aux cours de change	65 585	75 011	76 265	81 089	86 096	87 326	84 961	96 488	100 135	104 476	109 734	133 783
Sur la base des parités de pouvoir d'achat	89 497	112 007	116 311	122 474	129 882	135 825	133 452	148 175	163 837	174 790	183 947	224 380

<sup>1</sup> PIB réel.<sup>2</sup> Hors États-Unis, Japon et zone euro.<sup>3</sup> La production par habitant est calculée en dollars internationaux sur la base des parités de pouvoir d'achat.

**Tableau A2. Pays avancés : PIB réel et demande intérieure totale<sup>1</sup>**  
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne										Projections			4 <sup>e</sup> trimestre <sup>2</sup>		
	2005-14	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2028	2022 : T4	Projections		
														2023 : T4	2024 : T4	
<b>PIB réel</b>																
<b>Pays avancés</b>	<b>1,5</b>	<b>2,3</b>	<b>1,8</b>	<b>2,5</b>	<b>2,3</b>	<b>1,7</b>	<b>-4,2</b>	<b>5,6</b>	<b>2,6</b>	<b>1,5</b>	<b>1,4</b>	<b>1,7</b>	<b>1,2</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>	
États-Unis	1,6	2,7	1,7	2,2	2,9	2,3	-2,8	5,9	2,1	2,1	1,5	2,1	0,9	1,9	1,4	
Zone euro	0,8	2,0	1,9	2,6	1,8	1,6	-6,1	5,6	3,3	0,7	1,2	1,3	1,7	0,7	1,4	
Allemagne	1,4	1,5	2,2	2,7	1,0	1,1	-3,8	3,2	1,8	-0,5	0,9	0,9	0,8	-0,2	1,7	
France	1,0	1,0	1,0	2,5	1,8	1,9	-7,7	6,4	2,5	1,0	1,3	1,4	0,7	1,0	1,5	
Italie <sup>3</sup>	-0,5	0,8	1,3	1,7	0,9	0,5	-9,0	7,0	3,7	0,7	0,7	0,9	1,5	0,3	1,2	
Espagne	0,5	3,8	3,0	3,0	2,3	2,0	-11,2	6,4	5,8	2,5	1,7	1,6	3,8	1,6	2,0	
Pays-Bas	1,1	2,0	2,2	2,9	2,4	2,0	-3,9	6,2	4,3	0,6	1,1	1,6	3,1	-0,1	1,4	
Belgique	1,4	2,0	1,3	1,6	1,8	2,3	-5,4	6,3	3,2	1,0	0,9	1,3	1,5	1,0	0,8	
Irlande	1,8	24,5	1,8	9,3	8,5	5,3	6,6	15,1	9,4	2,0	3,3	2,7	10,8	6,4	-3,0	
Autriche	1,3	1,0	2,0	2,3	2,4	1,5	-6,5	4,6	4,8	0,1	0,8	1,3	2,7	-0,2	1,5	
Portugal	-0,2	1,8	2,0	3,5	2,8	2,7	-8,3	5,5	6,7	2,3	1,5	1,9	3,2	2,1	2,2	
Grèce	-2,1	-0,2	-0,5	1,1	1,7	1,9	-9,0	8,4	5,9	2,5	2,0	1,1	4,8	2,4	1,5	
Finlande	0,7	0,5	2,8	3,2	1,1	1,2	-2,4	3,2	1,6	-0,1	1,0	1,6	-0,5	0,0	2,7	
République slovaque	3,9	5,2	1,9	2,9	4,0	2,5	-3,3	4,9	1,7	1,3	2,5	2,7	1,0	1,6	2,9	
Croatie	0,4	2,5	3,6	3,4	2,8	3,4	-8,5	13,1	6,2	2,7	2,6	2,8	3,8	2,5	3,6	
Lituanie	3,0	2,0	2,5	4,3	4,0	4,6	0,0	6,0	1,9	-0,2	2,7	2,1	-0,5	0,9	2,5	
Slovénie	1,3	2,2	3,2	4,8	4,5	3,5	-4,2	8,2	2,5	2,0	2,2	2,8	-1,5	0,2	2,4	
Luxembourg	2,5	2,3	5,0	1,3	1,2	2,9	-0,9	7,2	1,4	-0,4	1,5	2,3	-2,3	2,4	0,4	
Lettonie	2,1	3,9	2,4	3,3	4,0	2,6	-2,3	4,3	2,8	0,5	2,6	3,2	1,2	0,7	3,4	
Estonie	2,2	1,9	3,2	5,8	3,8	4,0	-1,0	7,2	-0,5	-2,3	2,4	2,9	-3,2	-0,2	3,0	
Chypre	0,6	3,4	6,6	5,7	5,6	5,5	-4,4	6,6	5,6	2,2	2,7	2,9	4,0	1,8	2,9	
Malte	3,6	9,6	3,4	10,9	7,4	7,1	-8,1	12,3	6,9	3,8	3,3	3,5	5,3	3,0	3,3	
Japon	0,5	1,6	0,8	1,7	0,6	-0,4	-4,2	2,2	1,0	2,0	1,0	0,4	0,5	2,1	1,0	
Royaume-Uni <sup>3</sup>	1,2	2,4	2,2	2,4	1,7	1,6	-11,0	7,6	4,1	0,5	0,6	1,5	0,6	0,6	0,8	
Corée	3,8	2,8	2,9	3,2	2,9	2,2	-0,7	4,3	2,6	1,4	2,2	2,1	1,3	2,6	1,8	
Canada	1,9	0,7	1,0	3,0	2,8	1,9	-5,1	5,0	3,4	1,3	1,6	1,7	2,1	1,2	2,1	
Taiwan, province chinoise de	4,0	1,5	2,2	3,3	2,8	3,1	3,4	6,5	2,4	0,8	3,0	2,1	-1,0	1,9	4,0	
Australie	2,8	2,3	2,7	2,4	2,8	1,9	-1,8	5,2	3,7	1,8	1,2	2,3	2,7	0,9	2,3	
Suisse	2,2	1,6	2,1	1,4	2,9	1,2	-2,3	5,4	2,7	0,9	1,8	1,8	1,2	1,2	1,6	
Singapour	6,1	3,0	3,6	4,5	3,6	1,3	-3,9	8,9	3,6	1,0	2,1	2,5	2,1	2,1	1,3	
Suède	1,8	4,5	2,1	2,6	2,0	2,0	-2,2	6,1	2,8	-0,7	0,6	2,1	-0,2	-1,0	2,1	
Hong Kong (RAS)	3,9	2,4	2,2	3,8	2,8	-1,7	-6,5	6,4	-3,5	4,4	2,9	2,4	-4,1	7,4	2,2	
République tchèque	2,2	5,4	2,5	5,2	3,2	3,0	-5,5	3,6	2,3	0,2	2,3	2,5	0,1	1,4	2,6	
Israël	4,2	2,3	4,4	4,3	4,1	3,8	-1,5	9,3	6,5	3,1	3,0	3,8	2,6	2,8	3,1	
Norvège	1,4	1,9	1,2	2,5	0,8	1,1	-1,3	3,9	3,3	2,3	1,5	1,4	1,7	3,3	0,2	
Danemark	0,7	2,3	3,2	2,8	2,0	1,5	-2,4	6,8	2,7	1,7	1,4	1,3	0,4	1,5	1,6	
Nouvelle-Zélande	2,0	3,7	3,9	3,5	3,5	3,1	-1,5	6,1	2,7	1,1	1,0	2,4	2,3	0,6	2,2	
Porto Rico	-1,1	-1,0	-1,3	-2,9	-4,4	1,7	-4,4	0,2	2,0	-0,7	-0,2	0,8	...	...	...	
Macao (RAS)	10,2	-21,5	-0,7	10,0	6,5	-2,5	-54,2	19,3	-26,8	74,4	27,2	3,4	...	...	...	
Islande	2,1	4,4	6,3	4,2	4,9	1,9	-7,2	4,5	7,2	3,3	1,7	2,4	5,1	-0,6	5,4	
Andorre	-0,8	1,4	3,7	0,3	1,6	2,0	-11,2	8,3	8,8	2,1	1,5	1,5	...	...	...	
Saint-Marin	-2,2	2,7	2,3	0,3	1,5	2,0	-6,8	14,2	5,0	2,2	1,3	1,3	...	...	...	
<i>Pour mémoire</i>																
Principaux pays avancés	1,2	2,1	1,5	2,2	2,1	1,6	-4,5	5,4	2,3	1,5	1,2	1,6	0,9	1,4	1,3	
<b>Demande intérieure réelle totale</b>																
<b>Pays avancés</b>	<b>1,3</b>	<b>2,6</b>	<b>2,0</b>	<b>2,5</b>	<b>2,3</b>	<b>2,0</b>	<b>-4,1</b>	<b>5,6</b>	<b>3,0</b>	<b>1,0</b>	<b>1,4</b>	<b>1,8</b>	<b>1,0</b>	<b>1,6</b>	<b>1,4</b>	
États-Unis	1,4	3,4	1,8	2,3	3,1	2,3	-2,4	7,0	2,4	1,4	1,4	2,1	0,5	1,8	1,3	
Zone euro	0,5	2,3	2,4	2,3	1,9	2,4	-5,7	4,4	3,6	0,3	1,2	1,4	1,2	0,7	1,2	
Allemagne	1,1	1,4	3,1	2,6	1,6	1,5	-3,1	2,5	3,2	-0,9	0,9	1,0	1,7	-0,7	1,8	
France	1,2	1,4	1,4	2,6	1,4	2,2	-6,4	6,0	3,1	0,5	1,2	1,3	1,3	0,9	0,8	
Italie <sup>3</sup>	-0,8	1,2	1,8	1,8	1,3	-0,2	-8,4	7,2	4,3	0,3	0,9	1,0	0,3	1,3	0,7	
Espagne	-0,2	4,1	2,1	3,3	3,0	1,7	-9,2	6,7	3,0	2,0	1,8	1,7	0,8	2,9	0,9	
Japon	0,5	1,1	0,3	1,1	0,6	0,0	-3,4	1,2	1,6	1,0	1,0	0,5	1,1	0,9	1,3	
Royaume-Uni <sup>3</sup>	1,2	2,9	3,2	2,1	1,2	1,8	-12,3	8,8	4,4	0,8	0,5	1,5	-0,2	4,3	-0,8	
Canada	2,7	-0,2	0,4	4,1	2,5	1,1	-6,0	6,6	4,7	-0,7	1,9	2,0	1,7	0,4	2,7	
Autres pays avancés <sup>4</sup>	2,8	2,6	2,9	3,6	2,7	1,6	-2,4	5,5	3,3	1,3	2,0	2,3	2,2	1,4	3,0	
<i>Pour mémoire</i>																
Principaux pays avancés	1,1	2,4	1,7	2,2	2,2	1,7	-4,2	5,8	2,8	0,8	1,2	1,6	0,8	1,4	1,2	

<sup>1</sup>Dans les tableaux de l'appendice statistique, lorsque les pays ne sont pas classés par ordre alphabétique, ils le sont sur la base de la taille de leur économie.

<sup>2</sup>Par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente.

<sup>3</sup>Voir les notes relatives à l'Italie et au Royaume-Uni dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

<sup>4</sup>Hors Groupe des Sept (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

**Tableau A3. Pays avancés : composantes du PIB réel**  
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyennes										Projections	
	2005-14	2015-24	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
<b>Dépenses de consommation privée</b>												
<b>Pays avancés</b>	<b>1,4</b>	<b>1,7</b>	<b>2,4</b>	<b>2,1</b>	<b>2,2</b>	<b>2,2</b>	<b>1,5</b>	<b>-5,5</b>	<b>5,6</b>	<b>3,6</b>	<b>1,7</b>	<b>1,5</b>
États-Unis	1,7	2,4	3,3	2,5	2,4	2,9	2,0	-3,0	8,3	2,7	2,4	1,2
Zone euro	0,5	1,1	1,9	2,0	1,8	1,5	1,4	-7,7	4,1	4,3	0,7	1,6
Allemagne	0,8	1,0	1,9	2,4	1,4	1,5	1,6	-5,9	1,5	3,9	-0,5	2,1
France	1,2	0,9	1,4	1,6	1,6	1,0	1,8	-6,7	5,2	2,2	0,0	1,5
Italie <sup>1</sup>	-0,4	0,6	1,9	1,2	1,5	1,0	0,2	-10,4	4,7	4,6	1,4	1,1
Espagne	0,0	1,3	2,9	2,7	3,0	1,7	1,1	-12,3	7,1	4,7	2,0	1,4
Japon	0,7	0,0	-0,2	-0,4	1,1	0,2	-0,6	-4,7	0,4	2,1	1,0	1,3
Royaume-Uni <sup>1</sup>	1,2	1,0	3,1	3,6	1,9	2,5	1,1	-13,2	6,2	5,6	0,2	0,0
Canada	2,9	2,2	2,3	2,1	3,7	2,6	1,5	-6,1	5,0	4,8	3,1	3,4
Autres pays avancés <sup>2</sup>	2,7	2,0	2,9	2,6	2,8	2,8	1,9	-5,4	4,3	4,1	2,4	2,3
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	1,3	1,6	2,4	2,0	2,0	2,1	1,4	-5,1	5,8	3,2	1,6	1,3
<b>Consommation publique</b>												
<b>Pays avancés</b>	<b>1,2</b>	<b>1,8</b>	<b>1,7</b>	<b>2,1</b>	<b>0,8</b>	<b>1,5</b>	<b>2,8</b>	<b>1,9</b>	<b>3,6</b>	<b>1,0</b>	<b>1,3</b>	<b>1,0</b>
États-Unis	0,3	1,5	1,6	1,9	-0,1	1,2	3,4	2,2	1,3	-0,2	2,7	1,4
Zone euro	1,2	1,4	1,3	1,9	1,1	1,0	1,8	1,1	4,1	1,3	0,1	0,6
Allemagne	1,7	2,0	2,9	4,0	1,7	0,8	2,6	4,1	3,1	1,6	-1,6	1,0
France	1,5	1,2	1,0	1,4	1,4	0,8	1,0	-4,2	6,5	2,6	0,9	0,7
Italie <sup>1</sup>	-0,3	-0,3	-0,6	0,7	-0,1	0,1	-0,6	0,0	1,5	0,0	-2,5	-1,6
Espagne	2,1	1,9	2,0	1,0	1,0	2,3	1,9	3,6	3,4	-0,2	3,0	1,3
Japon	1,3	1,4	1,9	1,6	0,1	1,0	1,9	2,4	3,5	1,2	0,0	0,0
Royaume-Uni <sup>1</sup>	1,3	1,7	1,2	0,8	0,4	0,3	4,1	-7,3	12,5	1,8	2,6	1,6
Canada	1,7	2,0	1,4	1,8	2,1	3,2	1,0	1,3	6,4	2,0	0,4	0,4
Autres pays avancés <sup>2</sup>	2,9	3,0	2,8	3,5	2,4	3,5	3,7	4,6	4,5	2,6	0,9	1,1
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	0,8	1,5	1,6	1,9	0,4	1,1	2,6	1,1	3,2	0,6	1,4	0,9
<b>Formation brute de capital fixe</b>												
<b>Pays avancés</b>	<b>0,9</b>	<b>2,3</b>	<b>3,6</b>	<b>2,6</b>	<b>3,9</b>	<b>3,1</b>	<b>3,0</b>	<b>-3,2</b>	<b>5,5</b>	<b>1,4</b>	<b>1,0</b>	<b>2,0</b>
États-Unis	1,2	2,4	3,7	2,1	3,8	4,7	2,6	-1,2	5,7	-0,5	0,5	2,8
Zone euro	-0,3	2,5	4,7	4,0	3,9	3,1	6,9	-6,3	3,4	2,8	1,4	1,5
Allemagne	1,7	1,2	1,7	3,8	2,6	3,3	1,7	-2,4	-0,2	0,1	0,9	0,3
France	0,7	2,3	0,8	2,5	5,0	3,2	4,1	-7,0	10,2	2,4	1,6	0,5
Italie <sup>1</sup>	-2,8	3,5	1,8	4,0	3,2	3,1	1,2	-7,9	18,6	9,4	1,1	2,8
Espagne	-2,6	2,6	4,9	2,4	6,8	6,3	4,5	-9,0	2,8	2,4	2,4	3,8
Japon	-0,3	0,6	2,3	1,2	1,6	0,6	0,5	-3,5	0,2	-0,9	2,3	1,3
Royaume-Uni <sup>1</sup>	0,8	1,9	6,5	4,9	3,5	-0,2	1,9	-10,5	6,1	8,6	1,3	-1,9
Canada	3,2	0,1	-5,2	-4,7	3,3	2,5	0,8	-2,4	7,4	-1,5	-1,8	3,1
Autres pays avancés <sup>2</sup>	2,9	2,5	2,3	3,0	4,9	2,1	0,8	-1,0	7,9	2,2	1,0	2,4
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	0,8	2,0	2,8	2,2	3,4	3,3	2,2	-3,2	5,6	1,0	0,9	1,8



**Tableau A3. Pays avancés : composantes du PIB réel (fin)**  
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyennes										Projections	
	2005-14	2015-24	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
<b>Demande intérieure finale</b>												
<b>Pays avancés</b>	<b>1,3</b>	<b>1,8</b>	<b>2,6</b>	<b>2,2</b>	<b>2,3</b>	<b>2,2</b>	<b>2,1</b>	<b>-3,7</b>	<b>5,2</b>	<b>2,6</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>
États-Unis	1,4	2,3	3,1	2,3	2,3	3,0	2,3	-1,9	6,7	1,7	2,1	1,6
Zone euro	0,5	1,5	2,3	2,4	2,1	1,8	2,6	-5,5	4,0	3,3	0,7	1,4
Allemagne	1,2	1,2	2,1	3,1	1,7	1,8	1,8	-2,9	1,5	2,5	-0,5	1,5
France	1,1	1,3	1,2	1,7	2,3	1,4	2,1	-6,2	6,6	2,3	0,6	1,1
Italie <sup>1</sup>	-0,8	1,0	1,4	1,6	1,5	1,2	0,2	-8,0	6,6	4,7	0,6	1,0
Espagne	-0,1	1,7	3,1	2,3	3,3	2,7	1,9	-8,5	5,4	3,2	2,3	1,9
Japon	0,5	0,4	0,8	0,3	1,0	0,5	0,2	-3,0	1,1	1,1	1,3	1,2
Royaume-Uni <sup>1</sup>	1,1	1,3	3,3	3,3	1,9	1,6	1,8	-11,6	7,5	5,3	0,9	0,0
Canada	2,7	1,5	0,3	0,5	3,3	2,7	1,3	-3,8	5,8	2,7	0,8	2,1
Autres pays avancés <sup>2</sup>	2,8	2,3	2,7	2,9	3,4	2,4	1,9	-2,4	5,3	3,1	1,7	2,1
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	1,1	1,7	2,3	2,0	2,0	2,2	1,8	-3,6	5,5	2,3	1,4	1,3
<b>Formation de stock<sup>3</sup></b>												
<b>Pays avancés</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,3</b>	<b>0,6</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,1</b>
États-Unis	0,0	0,0	0,3	-0,5	0,0	0,2	0,0	-0,5	0,2	0,7	-0,7	-0,1
Zone euro	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1	-0,3	-0,2	0,4	0,4	-0,4	-0,1
Allemagne	-0,1	0,0	-0,7	0,0	0,9	-0,1	-0,3	-0,1	0,9	0,7	-0,4	-0,5
France	0,1	0,0	0,3	-0,4	0,3	-0,1	0,1	-0,2	-0,6	0,8	-0,1	0,1
Italie <sup>1</sup>	0,0	-0,1	-0,1	0,2	0,2	0,1	-0,5	-0,5	0,5	-0,4	-0,1	-0,2
Espagne	-0,1	-0,5	-1,5	-0,1	0,0	0,3	-0,2	-0,8	-1,8	-0,2	-0,3	-0,1
Japon	-0,1	0,0	0,3	-0,1	0,1	0,2	-0,1	-0,5	0,2	0,4	-0,1	0,0
Royaume-Uni <sup>1</sup>	0,1	-0,1	-0,1	-0,2	0,2	-0,5	0,1	-0,6	1,0	0,3	-0,8	0,0
Canada	0,0	0,2	-0,5	0,0	0,9	-0,1	-0,1	-1,2	1,1	3,0	-1,1	-0,2
Autres pays avancés <sup>2</sup>	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,2	0,3	-0,2	-0,1	0,3	0,2	-0,5	-0,1
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	0,0	0,0	0,1	-0,3	0,2	0,0	-0,1	-0,5	0,3	0,7	-0,5	-0,1
<b>Solde extérieur<sup>3</sup></b>												
<b>Pays avancés</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,6</b>	<b>0,1</b>
États-Unis	0,2	-0,3	-0,8	-0,2	-0,2	-0,3	-0,1	-0,3	-1,2	-0,4	0,6	0,0
Zone euro	0,3	0,0	-0,2	-0,4	0,4	0,0	-0,7	-0,6	1,4	-0,2	0,3	0,1
Allemagne	0,4	-0,2	0,3	-0,6	0,2	-0,6	-0,3	-1,0	0,8	-1,3	0,4	0,2
France	-0,2	-0,2	-0,4	-0,4	-0,2	0,4	-0,3	-1,2	0,1	-0,7	0,4	0,1
Italie <sup>1</sup>	0,3	-0,2	-0,4	-0,5	0,0	-0,3	0,7	-0,8	0,0	-0,5	0,2	-0,1
Espagne	0,7	0,1	-0,1	1,0	-0,2	-0,6	0,4	-2,2	-0,2	2,9	0,5	0,0
Japon	0,0	0,1	0,5	0,5	0,6	0,0	-0,5	-0,9	1,1	-0,5	0,7	0,0
Royaume-Uni <sup>1</sup>	-0,1	-0,1	-0,4	-0,3	1,0	-0,1	-0,3	1,5	-1,2	-1,2	-0,4	0,2
Canada	-0,8	-0,1	0,8	0,4	-1,1	0,2	0,7	0,3	-2,1	-1,5	1,9	-0,3
Autres pays avancés <sup>2</sup>	0,6	0,2	0,0	0,0	-0,2	0,2	0,5	0,6	0,5	-0,3	0,7	0,3
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	0,1	-0,2	-0,3	-0,2	0,0	-0,2	-0,1	-0,4	-0,6	-0,6	0,5	0,0

<sup>1</sup>Voir les notes relatives à l'Italie et au Royaume-Uni dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

<sup>2</sup>Hors Groupe des Sept (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

<sup>3</sup>Variations en pourcentage du PIB de la période précédente.

**Tableau A4. Pays émergents et pays en développement : PIB réel**  
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne									Projections		
	2005-14	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2028
<b>Pays émergents et pays en développement d'Asie</b>	<b>8,3</b>	<b>6,8</b>	<b>6,8</b>	<b>6,6</b>	<b>6,4</b>	<b>5,2</b>	<b>-0,5</b>	<b>7,5</b>	<b>4,5</b>	<b>5,2</b>	<b>4,8</b>	<b>4,5</b>
Bangladesh	6,2	6,6	7,1	6,6	7,3	7,9	3,4	6,9	7,1	6,0	6,0	7,0
Bhoutan	7,6	6,2	7,4	6,3	3,8	4,4	-2,3	-3,3	4,8	5,3	3,0	3,6
Brunéi Darussalam	0,4	-0,4	-2,5	1,3	0,1	3,9	1,1	-1,6	-1,6	-0,8	3,5	3,2
Cambodge	7,5	7,0	6,9	7,0	7,5	7,1	-3,1	3,0	5,2	5,6	6,1	6,3
Chine	10,0	7,0	6,9	6,9	6,8	6,0	2,2	8,4	3,0	5,0	4,2	3,4
Fidji	1,6	4,5	2,4	5,4	3,8	-0,6	-17,0	-4,9	20,0	7,5	3,9	3,3
Îles Marshall	0,7	2,1	2,1	3,7	5,7	10,3	-2,9	1,0	-4,5	3,0	3,0	1,5
Îles Salomon	4,7	1,7	5,6	3,1	2,7	1,7	-3,4	-0,6	-4,1	2,5	2,4	3,0
Inde <sup>1</sup>	7,7	8,0	8,3	6,8	6,5	3,9	-5,8	9,1	7,2	6,3	6,3	6,3
Indonésie	5,9	4,9	5,0	5,1	5,2	5,0	-2,1	3,7	5,3	5,0	5,0	5,0
Kiribati	1,4	9,9	-0,5	-0,1	5,3	-2,1	-1,4	7,9	1,2	2,6	2,4	2,1
Lao, République démocratique populaire	7,8	7,3	7,0	6,9	6,3	4,7	-0,4	2,1	2,3	4,0	4,0	4,5
Malaisie	4,9	5,0	4,4	5,8	4,8	4,4	-5,5	3,3	8,7	4,0	4,3	3,9
Maldives	5,1	2,9	6,3	7,2	8,1	6,9	-33,4	41,7	13,9	8,1	5,0	5,1
Micronésie	-0,4	4,6	0,9	2,7	0,2	1,2	-2,8	-2,2	-0,6	2,6	3,1	0,6
Mongolie	8,5	2,4	1,5	5,6	7,7	5,6	-4,6	1,6	5,0	5,5	4,5	4,0
Myanmar	8,4	7,5	6,4	5,8	6,4	6,8	3,2	-17,9	2,0	2,6	2,6	3,4
Nauru	7,5	-5,7	8,0	-5,9	7,2	9,1	4,1	2,9	1,9	0,5	1,3	2,3
Népal	4,3	4,0	0,4	9,0	7,6	6,7	-2,4	4,8	5,6	0,8	5,0	5,1
Palaos	0,0	9,5	1,5	-3,5	1,3	1,4	-7,0	-13,4	-2,0	0,8	12,4	1,5
Papouasie-Nouvelle-Guinée	5,4	6,6	5,5	3,5	-0,3	4,5	-3,2	0,1	4,3	3,0	5,0	3,1
Philippines	5,4	6,3	7,1	6,9	6,3	6,1	-9,5	5,7	7,6	5,3	5,9	6,4
Samoa	1,5	3,9	8,0	1,4	-0,6	4,5	-3,1	-7,1	-5,3	8,0	3,6	2,3
Sri Lanka <sup>1</sup>	6,6	4,2	5,1	6,5	2,3	-0,2	-4,6	3,5	-7,8	...	...	...
Thaïlande	3,5	3,1	3,4	4,2	4,2	2,1	-6,1	1,5	2,6	2,7	3,2	3,0
Timor-Leste <sup>2</sup>	5,7	2,8	3,4	-3,1	-0,7	2,1	-8,3	2,9	3,9	1,5	3,1	3,0
Tonga	0,5	1,2	6,6	3,3	0,2	0,7	0,5	-2,7	-2,0	2,6	2,5	1,2
Tuvalu	1,2	9,4	4,7	3,3	1,4	13,8	-4,3	1,8	0,7	3,9	3,5	2,0
Vanuatu	3,4	0,4	4,7	6,3	2,9	3,2	-5,0	0,6	1,9	1,5	2,6	2,5
Viet Nam	6,3	7,0	6,7	6,9	7,5	7,4	2,9	2,6	8,0	4,7	5,8	6,8
<b>Pays émergents et pays en développement d'Europe</b>	<b>3,7</b>	<b>1,0</b>	<b>1,8</b>	<b>4,2</b>	<b>3,6</b>	<b>2,5</b>	<b>-1,6</b>	<b>7,3</b>	<b>0,8</b>	<b>2,4</b>	<b>2,2</b>	<b>2,4</b>
Albanie	3,8	2,2	3,3	3,8	4,0	2,1	-3,3	8,9	4,8	3,6	3,3	3,5
Bélarus	5,5	-3,8	-2,5	2,5	3,1	1,4	-0,7	2,3	-3,7	1,6	1,3	0,6
Bosnie-Herzégovine	2,5	4,3	3,2	3,2	3,8	2,9	-3,0	7,4	4,1	2,0	3,0	3,0
Bulgarie	2,8	3,4	3,0	2,8	2,7	4,0	-4,0	7,6	3,4	1,7	3,2	2,8
Hongrie	1,0	3,7	2,2	4,3	5,4	4,9	-4,5	7,2	4,6	-0,3	3,1	3,5
Kosovo	4,5	5,9	5,6	4,8	3,4	4,8	-5,3	10,7	3,5	3,8	4,0	3,8
Macédoine du Nord	3,3	3,9	2,8	1,1	2,9	3,9	-4,7	3,9	2,1	2,5	3,2	3,5
Moldova, République de	4,3	-0,3	4,4	4,2	4,1	3,6	-8,3	13,9	-5,0	2,0	4,3	5,0
Monténégro	2,9	3,4	2,9	4,7	5,1	4,1	-15,3	13,0	6,1	4,5	3,7	3,0
Pologne	3,8	4,4	3,0	5,1	5,9	4,4	-2,0	6,9	5,1	0,6	2,3	3,1
Roumanie	3,0	3,2	2,9	8,2	6,0	3,8	-3,7	5,9	4,7	2,2	3,8	3,7
Russie	3,4	-2,0	0,2	1,8	2,8	2,2	-2,7	5,6	-2,1	2,2	1,1	0,9
Serbie	2,3	1,8	3,3	2,1	4,5	4,3	-0,9	7,5	2,3	2,0	3,0	4,0
Türkiye <sup>1</sup>	5,4	6,1	3,3	7,5	3,0	0,8	1,9	11,4	5,5	4,0	3,0	3,2
Ukraine <sup>1</sup>	0,7	-9,8	2,4	2,4	3,5	3,2	-3,8	3,4	-29,1	2,0	3,2	4,0
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>	<b>3,4</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,8</b>	<b>1,3</b>	<b>1,1</b>	<b>0,2</b>	<b>-7,0</b>	<b>7,3</b>	<b>4,1</b>	<b>2,3</b>	<b>2,3</b>	<b>2,5</b>
Antigua-et-Barbuda	1,1	3,8	5,5	3,1	6,8	4,3	-17,5	6,6	8,5	5,6	5,4	2,8
Argentine	3,8	2,7	-2,1	2,8	-2,6	-2,0	-9,9	10,7	5,0	-2,5	2,8	2,5
Aruba	-0,1	3,6	2,1	0,7	2,4	-2,3	-24,0	27,6	10,5	2,3	1,2	1,1
Bahamas	0,5	1,0	-0,8	2,5	2,9	-0,7	-23,5	17,0	14,4	4,3	1,8	1,5
Barbade	0,2	2,4	2,5	0,5	-0,6	-0,5	-13,3	-0,2	9,8	4,5	3,9	2,0
Belize	2,1	3,4	0,1	-1,7	1,1	4,5	-13,4	15,2	12,7	4,0	3,0	2,5
Bolivie	5,0	4,9	4,3	4,2	4,2	2,2	-8,7	6,1	3,5	1,8	1,8	2,3
Brésil	3,5	-3,5	-3,3	1,3	1,8	1,2	-3,3	5,0	2,9	3,1	1,5	2,0
Chili	4,3	2,2	1,8	1,4	4,0	0,7	-6,1	11,7	2,4	-0,5	1,6	2,4
Colombie	4,7	3,0	2,1	1,4	2,6	3,2	-7,3	11,0	7,3	1,4	2,0	3,3

**Tableau A4. Pays émergents et pays en développement : PIB réel (suite)**  
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne										Projections		
	2005-14	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2028	
<b>Amérique latine et Caraïbes (fin)</b>	<b>3,4</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,8</b>	<b>1,3</b>	<b>1,1</b>	<b>0,2</b>	<b>-7,0</b>	<b>7,3</b>	<b>4,1</b>	<b>2,3</b>	<b>2,3</b>	<b>2,5</b>	
Costa Rica	4,4	3,7	4,2	4,2	2,6	2,4	-4,3	7,8	4,3	4,4	3,2	3,2	
Dominique	2,0	-2,7	2,8	-6,6	3,5	5,5	-16,6	6,9	5,7	4,6	4,6	2,7	
El Salvador	2,2	2,4	2,5	2,3	2,4	2,5	-7,9	11,2	2,6	2,2	1,9	2,0	
Équateur	4,4	0,1	-1,2	2,4	1,3	0,0	-7,8	4,2	2,9	1,4	1,8	2,8	
Grenade	1,7	6,4	3,7	4,4	4,4	0,7	-13,8	4,7	6,4	3,9	3,8	2,7	
Guatemala	3,7	4,1	2,7	3,1	3,4	4,0	-1,8	8,0	4,1	3,4	3,5	3,9	
Guyana	3,5	0,7	3,8	3,7	4,4	5,4	43,5	20,1	62,3	38,4	26,6	13,5	
Haïti	2,4	2,6	1,8	2,5	1,7	-1,7	-3,3	-1,8	-1,7	-1,5	1,4	1,5	
Honduras	3,8	3,8	3,9	4,8	3,8	2,7	-9,0	12,5	4,0	2,9	3,2	3,8	
Jamaïque	0,1	0,9	1,5	0,7	1,8	1,0	-9,9	4,6	5,2	2,0	1,8	1,6	
Mexique	1,8	2,7	1,8	1,9	2,0	-0,3	-8,7	5,8	3,9	3,2	2,1	2,1	
Nicaragua	4,0	4,8	4,8	4,4	-3,4	-2,9	-1,8	10,3	3,8	3,0	3,3	3,5	
Panama	7,7	5,7	5,0	5,6	3,7	3,3	-17,7	15,8	10,8	6,0	4,0	4,0	
Paraguay	4,6	3,0	4,3	4,8	3,2	-0,4	-0,8	4,0	0,1	4,5	3,8	3,5	
Pérou	6,1	3,3	4,0	2,5	4,0	2,2	-11,0	13,3	2,7	1,1	2,7	3,0	
République dominicaine	5,6	6,9	6,7	4,7	7,0	5,1	-6,7	12,3	4,9	3,0	5,2	5,0	
Saint-Kitts-et-Nevis	3,5	0,7	3,9	0,0	2,1	4,1	-14,6	-0,9	8,8	4,9	3,8	2,7	
Saint-Vincent-et-les Grenadines	1,1	2,8	4,1	1,5	3,2	0,7	-3,7	0,8	5,5	6,2	5,0	2,7	
Sainte-Lucie	1,5	-0,2	3,8	3,4	2,9	-0,2	-23,6	11,3	15,7	3,2	2,3	1,5	
Suriname	4,0	-3,4	-4,9	1,6	4,9	1,1	-15,9	-2,7	1,0	2,1	3,0	3,0	
Trinité-et-Tobago	3,6	1,0	-7,5	-4,8	-0,6	0,4	-9,1	-1,0	1,5	2,5	2,2	1,4	
Uruguay <sup>1</sup>	5,4	0,4	1,7	1,7	0,2	0,7	-6,3	5,3	4,9	1,0	3,2	2,2	
Venezuela	3,6	-6,2	-17,0	-15,7	-19,7	-27,7	-30,0	1,0	8,0	4,0	4,5	...	
<b>Moyen-Orient et Asie centrale</b>	<b>4,5</b>	<b>3,0</b>	<b>4,3</b>	<b>2,5</b>	<b>2,8</b>	<b>1,6</b>	<b>-2,6</b>	<b>4,3</b>	<b>5,6</b>	<b>2,0</b>	<b>3,4</b>	<b>3,7</b>	
Afghanistan <sup>1</sup>	9,1	1,0	2,2	2,6	1,2	3,9	-2,4	-20,7	...	...	...	...	
Algérie	3,1	3,7	3,2	1,4	1,2	1,0	-5,1	3,4	3,2	3,8	3,1	1,7	
Arabie saoudite	4,2	4,7	2,4	-0,1	2,8	0,8	-4,3	3,9	8,7	0,8	4,0	3,1	
Arménie	5,2	3,3	0,2	7,5	5,2	7,6	-7,2	5,7	12,6	7,0	5,0	4,5	
Azerbaïdjan	11,6	1,1	-3,1	0,2	1,5	2,5	-4,2	5,6	4,6	2,5	2,5	2,5	
Bahreïn	5,0	2,5	3,6	4,3	2,1	2,2	-4,6	2,6	4,9	2,7	3,6	2,7	
Cisjordanie et Gaza	5,5	3,7	8,9	1,4	1,2	1,4	-11,3	7,0	3,9	3,0	2,7	2,0	
Djibouti	4,9	7,3	7,1	5,5	4,8	5,5	1,3	4,5	3,2	5,0	6,0	5,0	
Égypte	4,5	4,4	4,3	4,2	5,3	5,5	3,6	3,3	6,7	4,2	3,6	6,0	
Émirats arabes unis	3,8	6,8	5,6	0,7	1,3	1,1	-5,0	4,4	7,9	3,4	4,0	4,5	
Géorgie	5,7	3,0	2,9	4,8	4,8	5,0	-6,8	10,5	10,1	6,2	4,8	5,2	
Iran	2,5	-1,4	8,8	2,8	-1,8	-3,1	3,3	4,7	3,8	3,0	2,5	2,0	
Iraq	5,6	2,5	15,2	-3,4	4,7	5,4	-12,1	1,6	7,0	-2,7	2,9	3,2	
Jordanie	5,1	2,5	2,0	2,5	1,9	1,8	-1,6	2,2	2,5	2,6	2,7	3,0	
Kazakhstan	6,3	1,0	0,9	3,9	4,1	4,5	-2,6	4,1	3,3	4,6	4,2	3,0	
Koweït	3,4	0,6	2,9	-4,7	2,4	-0,6	-8,9	1,1	8,9	-0,6	3,6	2,4	
Liban <sup>1</sup>	4,8	0,5	1,6	0,9	-1,9	-6,9	-25,9	-10,0	0,0	...	...	...	
Libye	-3,6	-0,8	-1,5	32,5	7,9	-11,2	-29,5	28,3	-9,6	12,5	7,5	2,3	
Maroc	4,3	4,3	0,5	5,1	3,1	2,9	-7,2	8,0	1,3	2,4	3,6	3,4	
Mauritanie	4,3	5,4	1,3	6,3	4,8	5,4	-0,9	2,4	6,5	4,5	5,3	4,1	
Oman	4,8	5,0	5,0	0,3	1,3	-1,1	-3,4	3,1	4,3	1,2	2,7	3,1	
Ouzbékistan	7,7	7,2	5,9	4,4	5,9	6,0	2,0	7,4	5,7	5,5	5,5	5,5	
Pakistan	4,0	3,8	4,1	4,6	6,1	3,1	-0,9	5,8	6,1	-0,5	2,5	5,0	
Qatar	12,7	4,8	3,1	-1,5	1,2	0,7	-3,6	1,5	4,9	2,4	2,2	2,8	
République kirghize	4,2	3,9	4,3	4,7	3,5	4,6	-7,1	5,5	6,3	3,4	4,3	4,0	
Somalie	...	4,6	-1,3	9,5	3,0	3,6	-2,6	3,3	2,4	2,8	3,7	4,3	
Soudan <sup>1, 3</sup>	0,7	4,9	4,7	0,8	-2,3	-2,5	-3,6	0,5	-2,5	-18,3	0,3	4,5	
Syrie <sup>4</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
Tadjikistan	6,9	6,0	6,9	7,1	7,6	7,4	4,4	9,4	8,0	6,5	5,0	4,5	
Tunisie	3,4	1,0	1,1	2,2	2,6	1,6	-8,8	4,4	2,5	1,3	1,9	2,6	
Turkménistan	9,3	3,0	-1,0	4,7	0,9	-3,4	-2,9	4,6	1,6	2,5	2,1	1,9	
Yémen	2,0	-28,0	-9,4	-5,1	0,8	2,1	-8,5	-1,0	1,5	-0,5	2,0	5,5	

**Tableau A4. Pays émergents et pays en développement : PIB réel (fin)**  
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne									Projections		
	2005-14	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2028
<b>Afrique subsaharienne</b>	<b>5,5</b>	<b>3,2</b>	<b>1,5</b>	<b>3,0</b>	<b>3,3</b>	<b>3,2</b>	<b>-1,6</b>	<b>4,7</b>	<b>4,0</b>	<b>3,3</b>	<b>4,0</b>	<b>4,3</b>
Angola	7,8	0,9	-2,6	-0,2	-1,3	-0,7	-5,6	1,2	3,0	1,3	3,3	3,6
Afrique du Sud	3,0	1,3	0,7	1,2	1,6	0,3	-6,0	4,7	1,9	0,9	1,8	1,4
Bénin	4,2	1,8	3,3	5,7	6,7	6,9	3,8	7,2	6,3	5,5	6,3	6,0
Botswana	3,7	-4,9	7,2	4,1	4,2	3,0	-8,7	11,9	5,8	3,8	4,1	4,0
Burkina Faso	5,9	3,9	6,0	6,2	6,6	5,7	1,9	6,9	1,5	4,4	6,4	5,3
Burundi	4,5	-3,9	-0,6	0,5	1,6	1,8	0,3	3,1	1,8	3,3	6,0	5,5
Cabo Verde	4,3	0,9	4,3	4,6	3,7	6,9	-19,6	6,4	17,0	4,4	4,5	4,7
Cameroun	3,6	5,6	4,5	3,5	4,0	3,4	0,5	3,6	3,8	4,0	4,2	4,6
Comores	2,9	1,1	3,3	3,8	3,6	1,8	-0,2	2,1	2,6	3,0	3,5	4,3
Congo, République démocratique du	7,2	6,4	0,4	3,7	4,8	4,5	1,7	6,2	8,9	6,7	4,7	5,2
Congo, République du	5,5	-3,6	-5,0	-5,6	-2,3	1,1	-6,3	1,1	1,7	4,0	4,4	4,0
Côte d'Ivoire	3,6	8,8	7,2	7,4	4,8	6,5	1,7	7,0	6,7	6,2	6,6	6,0
Érythrée <sup>1</sup>	4,5	-20,6	7,4	-10,0	13,0	3,8	...	...	...	...	...	...
Eswatini	3,5	2,2	1,1	2,0	2,4	2,7	-1,6	7,9	3,6	3,1	3,3	2,8
Éthiopie	10,8	10,4	8,0	10,2	7,7	9,0	6,1	6,3	6,4	6,1	6,2	7,0
Gabon	3,1	3,9	2,1	0,5	0,9	3,8	-1,8	1,5	3,0	2,8	2,6	2,8
Gambie	1,7	4,1	1,9	4,8	7,2	6,2	0,6	5,3	4,9	5,6	6,2	5,0
Ghana	7,1	2,1	3,4	8,1	6,2	6,5	0,5	5,1	3,1	1,2	2,7	5,0
Guinée	3,8	3,8	10,8	10,3	6,4	5,6	4,7	5,0	4,3	5,9	5,6	5,2
Guinée-Bissau	3,5	6,1	5,3	4,8	3,8	4,5	1,5	6,4	4,2	4,5	5,0	4,5
Guinée équatoriale	4,8	-9,1	-8,8	-5,7	-6,2	-5,5	-4,8	-0,4	3,2	-6,2	-5,5	-0,6
Kenya	4,8	5,0	4,2	3,8	5,7	5,1	-0,3	7,6	4,8	5,0	5,3	5,3
Lesotho	3,5	3,2	1,9	-2,7	-1,3	-2,0	-3,9	1,8	2,1	2,1	2,3	1,6
Libéria	7,0	0,0	-1,6	2,5	1,2	-2,5	-3,0	5,0	4,8	4,6	5,3	7,3
Madagascar	2,9	3,1	4,0	3,9	3,2	4,4	-7,1	5,7	4,0	4,0	4,8	4,5
Malawi	5,8	3,0	2,3	4,0	4,4	5,4	0,9	4,6	0,8	1,7	3,3	4,6
Mali	4,1	6,2	5,9	5,3	4,7	4,8	-1,2	3,1	3,7	4,5	4,8	5,0
Maurice	3,9	3,7	3,9	3,9	4,0	2,9	-14,6	3,4	8,7	5,1	3,8	3,3
Mozambique	7,3	6,7	3,8	3,7	3,4	2,3	-1,2	2,4	4,2	7,0	5,0	12,1
Namibie	4,3	4,3	0,0	-1,0	1,1	-0,8	-8,1	3,5	4,6	2,8	2,7	2,6
Niger	5,9	4,4	5,7	5,0	7,0	6,1	3,5	1,4	11,9	4,1	11,1	6,0
Nigéria	6,9	2,7	-1,6	0,8	1,9	2,2	-1,8	3,6	3,3	2,9	3,1	3,1
Ouganda	7,1	8,0	0,2	6,8	5,6	7,6	-1,2	5,7	6,4	4,6	5,7	6,3
République centrafricaine	-1,5	4,3	4,7	4,5	3,8	3,0	1,0	1,0	0,5	1,0	2,5	3,3
Rwanda	7,8	8,9	6,0	3,9	8,5	9,5	-3,4	10,9	8,2	6,2	7,0	7,3
Sao Tomé-et-Principe	4,7	1,5	5,2	4,1	4,4	2,0	2,6	1,9	0,1	0,5	2,4	3,7
Sénégal	3,3	6,4	6,4	7,4	6,2	4,6	1,3	6,5	4,0	4,1	8,8	5,3
Seychelles	5,2	9,7	12,7	6,6	6,2	5,2	-8,5	2,5	8,9	4,2	3,9	3,6
Sierra Leone	7,6	-20,5	6,4	3,8	3,5	5,3	-2,0	4,1	4,0	2,7	4,7	4,6
Soudan du Sud	...	-0,2	-13,3	-5,8	-2,1	0,9	-6,5	5,3	0,5	3,5	4,2	5,4
Tanzanie	6,4	6,2	6,9	6,8	7,0	7,0	4,8	4,9	4,7	5,2	6,1	7,0
Tchad	5,4	1,8	-5,6	-2,4	2,4	3,4	-2,1	-1,2	3,4	4,0	3,7	3,0
Togo	3,8	5,5	5,7	4,0	4,8	4,9	2,0	6,0	5,8	5,4	5,3	5,5
Zambie	7,4	2,9	3,8	3,5	4,0	1,4	-2,8	4,6	4,7	3,6	4,3	5,1
Zimbabwe <sup>1</sup>	2,6	1,8	0,8	5,2	5,0	-6,3	-7,8	8,4	6,2	4,1	3,6	3,0

<sup>1</sup>Voir les notes relatives à l'Afghanistan, à l'Érythrée, à l'Inde, au Liban, au Soudan, à Sri Lanka, à la Turquie, à l'Ukraine, à l'Uruguay et au Zimbabwe dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

<sup>2</sup>Les données pour le Timor-Leste excluent les projections concernant les exportations pétrolières de la zone d'exploitation pétrolière commune (Joint Petroleum Development Area).

<sup>3</sup>Les données de 2011 pour le Soudan excluent le Soudan du Sud à partir du 9 juillet. Les données pour 2012 et au-delà portent sur le Soudan actuel.

<sup>4</sup>Les données pour la Syrie de 2011 et au-delà sont exclues en raison de l'incertitude entourant la situation politique.

**Tableau A5. Inflation : récapitulation**  
(En pourcentage)

	Moyenne 2005–14	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Projections		
										2023	2024	2028
<b>Déflateurs du PIB</b>												
<b>Pays avancés</b>	<b>1,5</b>	<b>1,3</b>	<b>1,0</b>	<b>1,5</b>	<b>1,7</b>	<b>1,5</b>	<b>1,6</b>	<b>3,2</b>	<b>5,4</b>	<b>4,0</b>	<b>2,8</b>	<b>1,9</b>
États-Unis	2,0	1,0	1,0	1,9	2,4	1,8	1,3	4,5	7,0	3,7	2,3	1,9
Zone euro	1,5	1,4	0,9	1,1	1,5	1,7	1,8	2,1	4,6	5,2	3,6	1,9
Japon	-0,7	2,1	0,4	-0,1	0,0	0,6	0,9	-0,2	0,3	3,6	3,1	1,8
Autres pays avancés <sup>1</sup>	1,9	1,2	1,2	1,9	1,6	1,3	2,1	3,6	5,5	3,1	2,6	2,0
<b>Prix à la consommation</b>												
<b>Pays avancés</b>	<b>1,9</b>	<b>0,3</b>	<b>0,7</b>	<b>1,7</b>	<b>2,0</b>	<b>1,4</b>	<b>0,7</b>	<b>3,1</b>	<b>7,3</b>	<b>4,6</b>	<b>3,0</b>	<b>2,0</b>
États-Unis	2,3	0,1	1,3	2,1	2,4	1,8	1,3	4,7	8,0	4,1	2,8	2,1
Zone euro <sup>2</sup>	1,9	0,2	0,2	1,5	1,8	1,2	0,3	2,6	8,4	5,6	3,3	1,9
Japon	0,2	0,8	-0,1	0,5	1,0	0,5	0,0	-0,2	2,5	3,2	2,9	1,6
Autres pays avancés <sup>1</sup>	2,3	0,5	0,9	1,8	1,9	1,4	0,6	2,5	6,5	5,0	2,9	2,0
<b>Pays émergents et pays en développement<sup>3</sup></b>	<b>6,2</b>	<b>4,8</b>	<b>4,4</b>	<b>4,5</b>	<b>4,9</b>	<b>5,1</b>	<b>5,2</b>	<b>5,9</b>	<b>9,8</b>	<b>8,5</b>	<b>7,8</b>	<b>5,0</b>
<b>Par région</b>												
Pays émergents et pays en développement d'Asie	4,9	2,7	2,9	2,4	2,6	3,3	3,2	2,2	3,8	2,6	2,7	2,8
Pays émergents et pays en développement d'Europe	8,0	10,7	5,6	5,6	6,4	6,7	5,4	9,6	27,9	18,9	19,9	12,4
Amérique latine et Caraïbes	4,8	5,4	5,5	6,3	6,5	7,6	6,4	9,8	14,0	13,8	10,7	5,7
Moyen-Orient et Asie centrale	8,5	5,6	5,9	7,1	9,9	7,6	10,4	12,8	14,0	18,0	15,2	7,3
Afrique subsaharienne	8,3	6,7	10,1	10,5	8,3	8,1	10,1	11,0	14,5	15,8	13,1	7,4
<b>Classification analytique</b>												
<b>Source des recettes d'exportation</b>												
Combustibles	8,3	5,6	7,7	6,5	9,0	6,8	9,4	11,8	13,8	14,0	11,1	7,8
Autres produits	5,8	4,7	4,0	4,2	4,4	4,9	4,7	5,2	9,3	7,9	7,4	4,7
Dont : produits primaires <sup>4</sup>	7,2	5,9	7,3	13,1	15,6	19,6	21,5	26,1	31,2	42,2	32,0	13,2
<b>Source de financement extérieur</b>												
Pays débiteurs (net)	7,0	5,5	5,3	5,7	5,6	5,4	5,9	7,4	12,9	11,6	10,3	6,1
<b>Pays débiteurs (net) selon le service de la dette</b>												
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2018 et 2022	10,2	12,8	10,7	15,3	14,3	11,6	13,9	17,6	21,9	26,1	23,1	8,3
<b>Autres groupes</b>												
Union européenne	2,1	0,1	0,1	1,6	1,9	1,4	0,7	2,9	9,3	6,5	3,6	2,0
Moyen-Orient et Afrique du Nord	8,2	5,7	5,7	7,2	11,3	8,0	10,8	14,0	14,4	17,5	15,0	7,8
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	5,9	4,6	4,0	4,1	4,6	4,8	4,6	5,3	9,4	7,8	7,4	4,8
Pays en développement à faible revenu	9,4	6,5	8,2	9,0	8,8	8,2	11,2	12,8	13,9	15,7	12,2	6,8
<i>Pour mémoire</i>												
<b>Taux d'inflation médian</b>												
Pays avancés	2,1	0,1	0,4	1,6	1,7	1,4	0,3	2,5	8,1	5,2	3,3	2,0
Pays émergents et pays en développement <sup>3</sup>	5,2	2,6	2,7	3,3	3,1	2,6	2,8	3,9	7,9	6,1	4,4	3,0

<sup>1</sup>Hors États-Unis, Japon et zone euro.

<sup>2</sup>Sur la base de l'indice des prix à la consommation harmonisé d'Eurostat.

<sup>3</sup>Exclut le Venezuela, mais inclut l'Argentine à partir de 2017. Voir les notes relatives à l'Argentine et au Venezuela dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

<sup>4</sup>Inclut l'Argentine à partir de 2017. Voir les notes relatives à ce pays dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

**Tableau A6. Pays avancés : prix à la consommation<sup>1</sup>**  
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne									Projections			Fin de période <sup>2</sup>		
	2005–14	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2028	2022	Projections	
														2023	2024
<b>Pays avancés</b>	<b>1,9</b>	<b>0,3</b>	<b>0,7</b>	<b>1,7</b>	<b>2,0</b>	<b>1,4</b>	<b>0,7</b>	<b>3,1</b>	<b>7,3</b>	<b>4,6</b>	<b>3,0</b>	<b>2,0</b>	<b>7,2</b>	<b>3,3</b>	<b>2,6</b>
États-Unis	2,3	0,1	1,3	2,1	2,4	1,8	1,3	4,7	8,0	4,1	-2,8	2,1	6,4	3,0	2,6
Zone euro <sup>3</sup>	1,9	0,2	0,2	1,5	1,8	1,2	0,3	2,6	8,4	5,6	3,3	1,9	9,2	3,3	2,7
Allemagne	1,7	0,7	0,4	1,7	1,9	1,4	0,4	3,2	8,7	6,3	3,5	2,0	9,8	4,1	2,8
France	1,6	0,1	0,3	1,2	2,1	1,3	0,5	2,1	5,9	5,6	2,5	1,6	7,0	4,0	1,9
Italie	2,0	0,1	-0,1	1,3	1,2	0,6	-0,1	1,9	8,7	6,0	2,6	2,0	12,3	1,1	3,0
Espagne	2,2	-0,6	-0,3	2,0	1,7	0,8	-0,3	3,0	8,3	3,5	3,9	1,7	5,5	4,0	3,4
Pays-Bas	1,7	0,2	0,1	1,3	1,6	2,7	1,1	2,8	11,6	4,0	4,2	2,0	11,1	1,4	2,4
Belgique	2,1	0,6	1,8	2,2	2,3	1,3	0,4	3,2	10,3	2,5	4,3	2,0	10,2	0,4	4,0
Irlande	1,1	0,0	-0,2	0,3	0,7	0,9	-0,5	2,4	8,1	5,2	3,0	2,0	8,1	3,4	2,6
Autriche	2,1	0,8	1,0	2,2	2,1	1,5	1,4	2,8	8,6	7,8	3,7	2,0	10,5	5,6	3,2
Portugal	1,7	0,5	0,6	1,6	1,2	0,3	-0,1	0,9	8,1	5,3	3,4	2,0	9,8	3,3	2,6
Grèce	2,2	-1,1	0,0	1,1	0,8	0,5	-1,3	0,6	9,3	4,1	2,8	1,9	7,6	2,9	2,7
Finlande	2,1	-0,2	0,4	0,8	1,2	1,1	0,4	2,1	7,2	4,5	1,9	2,0	8,8	4,5	1,9
République slovaque	2,4	-0,3	-0,5	1,4	2,5	2,8	2,0	2,8	12,1	10,9	4,8	1,8	15,0	6,3	4,5
Croatie	2,6	-0,3	-0,6	1,3	1,6	0,8	0,0	2,7	10,7	8,6	4,2	2,1	12,7	6,2	3,2
Lituanie	3,7	-0,7	0,7	3,7	2,5	2,2	1,1	4,6	18,9	9,3	3,9	2,4	20,0	3,5	3,1
Slovénie	2,3	-0,5	-0,1	1,4	1,7	1,6	-0,1	1,9	8,8	7,4	4,2	1,9	10,3	4,8	3,3
Luxembourg	2,5	0,1	0,0	2,1	2,0	1,7	0,0	3,5	8,1	3,2	3,3	2,0	6,3	4,2	1,7
Lettonie	4,7	0,2	0,1	2,9	2,6	2,7	0,1	3,2	17,2	9,9	4,2	2,3	20,7	4,6	4,3
Estonie	4,1	0,1	0,8	3,7	3,4	2,3	-0,6	4,5	19,4	10,0	3,8	2,5	17,5	5,2	3,6
Chypre	2,0	-1,5	-1,2	0,7	0,8	0,6	-1,1	2,2	8,1	3,5	2,4	2,0	7,6	2,2	2,2
Malte	2,2	1,2	0,9	1,3	1,7	1,5	0,8	0,7	6,1	5,8	3,1	2,0	7,5	4,7	2,4
Japon	0,2	0,8	-0,1	0,5	1,0	0,5	0,0	-0,2	2,5	3,2	2,9	1,6	3,9	2,7	2,6
Royaume-Uni	2,7	0,0	0,7	2,7	2,5	1,8	0,9	2,6	9,1	7,7	3,7	2,0	10,5	5,2	2,4
Corée	2,7	0,7	1,0	1,9	1,5	0,4	0,5	2,5	5,1	3,4	2,3	2,0	5,0	2,9	2,0
Canada	1,8	1,1	1,4	1,6	2,3	1,9	0,7	3,4	6,8	3,6	2,4	2,0	6,6	2,7	2,1
Taiwan, prov. chinoise de	1,4	-0,3	1,4	0,6	1,4	0,6	-0,2	2,0	2,9	2,1	1,5	1,5	2,7	2,5	1,8
Australie	2,8	1,5	1,3	2,0	1,9	1,6	0,9	2,8	6,6	5,8	4,0	2,6	7,8	4,7	3,4
Suisse	0,5	-1,1	-0,4	0,5	0,9	0,4	-0,7	0,6	2,8	2,2	2,0	1,5	2,9	1,9	1,9
Singapour	2,7	-0,5	-0,5	0,6	0,4	0,6	-0,2	2,3	6,1	5,5	3,5	2,0	6,5	5,2	3,2
Suède	1,4	0,7	1,1	1,9	2,0	1,7	0,7	2,7	8,1	6,9	3,6	2,0	11,5	5,8	2,8
Hong Kong (RAS)	3,0	3,0	2,4	1,5	2,4	2,9	0,3	1,6	1,9	2,2	2,3	2,5	2,0	2,6	2,3
République tchèque	2,3	0,3	0,7	2,5	2,1	2,8	3,2	3,8	15,1	10,9	4,6	2,0	15,8	8,3	2,2
Israël	2,2	-0,6	-0,5	0,2	0,8	0,8	-0,6	1,5	4,4	4,3	3,0	2,1	5,3	3,6	2,6
Norvège	1,9	2,2	3,6	1,9	2,8	2,2	1,3	3,5	5,8	5,8	3,7	2,0	5,9	4,8	3,2
Danemark	1,8	0,2	0,0	1,1	0,7	0,7	0,3	1,9	8,5	4,2	2,8	2,0	9,6	2,5	2,5
Nouvelle-Zélande	2,5	0,3	0,6	1,9	1,6	1,6	1,7	3,9	7,2	4,9	2,7	2,0	7,2	2,8	2,5
Porto Rico	2,9	-0,8	-0,3	1,8	1,3	0,1	-0,5	2,4	5,9	2,9	1,5	2,7	6,2	1,1	1,9
Macao (RAS)	5,1	4,6	2,4	1,2	3,0	2,8	0,8	0,0	1,0	0,9	1,7	1,7	0,8	0,9	1,7
Islande	6,0	1,6	1,7	1,8	2,7	3,0	2,8	4,5	8,3	8,6	4,5	2,5	9,6	7,3	4,0
Andorre	1,9	-1,1	-0,4	2,6	1,0	0,5	0,1	1,7	6,2	5,2	3,5	1,7	7,2	4,4	2,0
Saint-Marin	2,3	0,1	0,6	1,0	1,2	0,5	-0,1	2,1	5,3	5,9	2,5	2,0	7,0	5,9	2,5
<i>Pour mémoire</i>															
Principaux pays avancés	1,9	0,3	0,8	1,8	2,1	1,5	0,8	3,3	7,3	4,7	2,9	2,0	7,2	3,2	2,5

<sup>1</sup>Les variations des prix à la consommation sont exprimées en moyennes annuelles.

<sup>2</sup>Il s'agit de variations mensuelles en glissement annuel et, pour plusieurs pays, de variations trimestrielles.

<sup>3</sup>Sur la base de l'indice des prix à la consommation harmonisé d'Eurostat, sauf pour la Slovénie.

**Tableau A7. Pays émergents et pays en développement : prix à la consommation<sup>1</sup>**  
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne										Projections			Fin de période <sup>2</sup>		
	2005-14	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2028	2022	Projections		
														2023	2024	
<b>Pays émergents et pays en développement d'Asie</b>	<b>4,9</b>	<b>2,7</b>	<b>2,9</b>	<b>2,4</b>	<b>2,6</b>	<b>3,3</b>	<b>3,2</b>	<b>2,2</b>	<b>3,8</b>	<b>2,6</b>	<b>2,7</b>	<b>2,8</b>	<b>4,0</b>	<b>2,4</b>	<b>2,8</b>	
Bangladesh	7,7	6,4	5,9	5,4	5,8	5,5	5,6	5,6	6,1	9,0	7,9	5,5	7,6	9,7	7,2	
Bhoutan	6,9	6,7	3,3	4,3	3,7	2,8	3,0	8,2	5,9	5,2	4,4	4,0	6,5	3,8	5,1	
Brunéi Darussalam	0,6	-0,5	-0,3	-1,3	1,0	-0,4	1,9	1,7	3,7	1,7	1,5	1,0	3,3	1,7	1,5	
Cambodge	6,2	1,2	3,0	2,9	2,5	1,9	2,9	2,9	5,3	2,0	3,0	3,0	2,9	3,0	3,0	
Chine	2,9	1,5	2,1	1,5	1,9	2,9	2,5	0,9	1,9	0,7	1,7	2,2	1,8	0,9	1,9	
Fidji	3,9	1,4	3,9	3,3	4,1	1,8	-2,6	0,2	4,3	3,0	3,5	3,0	3,1	4,5	2,6	
Îles Marshall	4,0	-2,2	-1,5	0,1	0,8	-0,1	-0,7	2,2	3,2	5,2	2,8	2,0	5,7	3,0	2,6	
Îles Salomon	7,5	-0,6	0,5	0,5	3,5	1,6	3,0	-0,1	5,5	4,9	4,0	3,2	8,5	4,4	3,6	
Inde	8,4	4,9	4,5	3,6	3,4	4,8	6,2	5,5	6,7	5,5	4,6	4,0	6,2	4,9	4,4	
Indonésie	7,1	6,4	3,5	3,8	3,3	2,8	2,0	1,6	4,2	3,6	2,5	1,6	5,5	2,3	2,5	
Kiribati	2,0	0,6	1,9	0,4	0,6	-1,8	2,6	2,1	5,3	9,0	3,5	1,8	16,2	-2,0	4,0	
Lao, République démocratique populaire	5,4	1,3	1,6	0,8	2,0	3,3	5,1	3,8	23,0	28,1	9,0	3,0	39,3	16,9	3,0	
Malaisie	2,6	2,1	2,1	3,8	1,0	0,7	-1,1	2,5	3,4	2,9	2,7	1,9	3,8	2,9	2,7	
Maldives	6,4	1,4	0,8	2,3	1,4	1,3	-1,6	0,2	2,6	3,5	2,8	2,0	3,3	3,6	2,4	
Micronésie	4,3	0,0	-0,9	0,1	1,0	2,2	1,0	1,8	5,0	5,3	4,1	2,0	6,9	3,8	3,0	
Mongolie	11,5	6,8	0,7	4,3	6,8	7,3	3,7	7,4	15,2	12,3	12,2	7,0	13,2	11,7	12,8	
Myanmar	10,4	7,3	9,1	4,6	5,9	8,6	5,7	3,6	16,2	14,2	7,8	7,8	20,4	11,1	7,2	
Nauru	4,8	9,8	8,2	5,1	-14,4	4,2	1,0	2,0	4,8	6,1	5,0	1,9	6,4	5,8	4,2	
Népal	8,4	7,2	9,9	4,5	4,1	4,6	6,1	3,6	6,3	7,8	6,7	5,4	8,1	6,8	6,5	
Palaos	4,1	2,2	-1,3	1,1	2,4	0,4	0,7	-0,5	13,2	12,5	4,6	2,3	13,7	9,5	1,8	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	4,7	6,0	6,7	5,4	4,4	3,9	4,9	4,5	5,3	5,0	4,9	4,5	3,4	5,7	4,7	
Philippines	4,5	0,7	1,2	2,9	5,3	2,4	2,4	3,9	5,8	5,8	3,2	3,0	8,1	3,6	3,3	
Samoa	4,3	1,9	0,1	1,3	3,7	2,2	1,5	-3,0	8,7	12,0	5,0	3,0	10,8	10,7	4,5	
Sri Lanka <sup>3</sup>	9,1	2,2	4,0	6,6	4,3	4,3	4,6	6,0	45,2	...	...	...	54,5	...	...	
Thaïlande	3,0	-0,9	0,2	0,7	1,1	0,7	-0,8	1,2	6,1	1,5	1,6	2,0	5,9	0,6	1,8	
Timor-Leste	6,1	0,6	-1,5	0,5	2,3	0,9	0,5	3,8	7,0	6,0	2,5	2,0	6,9	6,0	2,5	
Tonga	5,1	0,1	-0,6	7,2	6,8	3,3	0,4	1,4	8,5	10,2	5,8	3,4	11,3	7,4	6,2	
Tuvalu	2,3	3,1	3,5	4,1	2,2	3,5	1,9	6,2	11,5	6,2	3,8	2,8	13,6	6,2	3,8	
Vanuatu	2,3	2,5	0,8	3,1	2,4	2,7	5,3	2,3	7,0	9,3	5,7	3,0	12,4	8,3	5,6	
Viet Nam	10,0	0,6	2,7	3,5	3,5	2,8	3,2	1,8	3,2	3,4	3,4	3,4	4,6	4,1	3,4	
<b>Pays émergents et pays en développement d'Europe</b>	<b>8,0</b>	<b>10,7</b>	<b>5,6</b>	<b>5,6</b>	<b>6,4</b>	<b>6,7</b>	<b>5,4</b>	<b>9,6</b>	<b>27,9</b>	<b>18,9</b>	<b>19,9</b>	<b>12,4</b>	<b>26,7</b>	<b>20,3</b>	<b>17,2</b>	
Albanie	2,6	1,9	1,3	2,0	2,0	1,4	1,6	2,0	6,7	4,8	4,0	3,0	7,4	3,8	3,6	
Bélarus	19,8	13,5	11,8	6,0	4,9	5,6	5,5	9,5	15,2	4,7	5,7	5,0	12,9	3,4	3,7	
Bosnie-Herzégovine	2,5	-1,0	-1,6	0,8	1,4	0,6	-1,1	2,0	14,0	5,5	3,0	2,0	14,8	2,2	2,1	
Bulgarie	4,2	-1,1	-1,3	1,2	2,6	2,5	1,2	2,8	13,0	8,5	3,0	2,0	14,3	4,7	2,2	
Hongrie	4,1	-0,1	0,4	2,4	2,8	3,4	3,3	5,1	14,5	17,7	6,6	3,1	24,5	8,2	5,4	
Kosovo	2,5	-0,5	0,2	1,5	1,1	2,7	0,2	3,3	11,7	4,7	3,1	2,0	12,2	1,5	3,7	
Macédoine du Nord	2,5	-0,3	-0,2	1,4	1,5	0,8	1,2	3,2	14,2	10,0	4,3	2,0	18,7	5,7	2,3	
Moldova, République de	7,8	9,6	6,4	6,5	3,6	4,8	3,8	5,1	28,6	13,3	5,0	5,0	30,2	5,0	5,0	
Monténégro	3,1	1,5	-0,3	2,4	2,6	0,4	-0,2	2,4	13,0	8,3	4,3	1,9	17,2	5,1	3,1	
Pologne	2,6	-0,9	-0,7	2,0	1,8	2,2	3,4	5,1	14,4	12,0	6,4	2,5	16,6	7,4	5,5	
Roumanie	5,4	-0,6	-1,6	1,3	4,6	3,8	2,6	5,0	13,8	10,7	5,8	2,5	16,4	7,8	4,7	
Russie	9,2	15,5	7,0	3,7	2,9	4,5	3,4	6,7	13,8	5,3	6,3	4,0	12,2	5,7	5,0	
Serbie	8,7	1,4	1,1	3,1	2,0	1,8	1,6	4,1	12,0	12,4	5,3	3,0	15,1	8,2	4,0	
Türkiye <sup>3</sup>	8,3	7,7	7,8	11,1	16,3	15,2	12,3	19,6	72,3	51,2	62,5	37,4	64,3	64,0	54,3	
Ukraine <sup>3</sup>	10,4	48,7	13,9	14,4	10,9	7,9	2,7	9,4	20,2	17,7	13,0	5,0	26,6	15,5	10,0	
<b>Amérique latine et Caraïbes<sup>4</sup></b>	<b>4,8</b>	<b>5,4</b>	<b>5,5</b>	<b>6,3</b>	<b>6,5</b>	<b>7,6</b>	<b>6,4</b>	<b>9,8</b>	<b>14,0</b>	<b>13,8</b>	<b>10,7</b>	<b>5,7</b>	<b>14,6</b>	<b>13,6</b>	<b>8,8</b>	
Antigua-et-Barbuda	2,2	1,0	-0,5	2,4	1,2	1,4	1,1	1,6	7,5	5,0	2,9	2,0	9,2	4,0	2,5	
Argentine <sup>3</sup>	...	...	...	25,7	34,3	53,5	42,0	48,4	72,4	121,7	93,7	32,5	94,8	135,7	69,5	
Aruba	2,4	0,5	-0,9	-1,0	3,6	3,9	-1,3	0,7	5,5	4,5	2,3	2,0	5,7	3,2	2,2	
Bahamas	2,0	1,9	-0,3	1,5	2,3	2,5	0,0	2,9	5,6	3,9	3,2	2,0	5,5	3,4	2,6	
Barbade	5,2	-1,1	1,5	4,4	-44,4	2,3	0,5	1,5	5,0	5,2	3,1	2,4	5,7	5,0	3,6	
Belize	2,1	-0,9	0,7	1,1	0,3	0,2	0,1	3,2	6,3	3,7	1,7	1,2	6,7	2,0	1,2	
Bolivie	6,2	4,1	3,6	2,8	2,3	1,8	0,9	0,7	1,7	3,0	4,4	3,8	3,1	3,6	3,8	
Brésil	5,5	9,0	8,7	3,4	3,7	3,7	3,2	8,3	9,3	4,7	4,5	3,0	5,8	4,9	3,9	
Chili	3,5	4,3	3,8	2,2	2,3	2,2	3,0	4,5	11,6	7,8	3,6	3,0	12,8	4,5	3,0	
Colombie	4,0	5,0	7,5	4,3	3,2	3,5	2,5	3,5	10,2	11,4	5,2	3,0	13,1	8,8	4,5	

**Tableau A7. Pays émergents et pays en développement : prix à la consommation<sup>1</sup> (suite)**  
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne										Projections			Fin de période <sup>2</sup>		
	2005-14	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2028	2022	2023	2024	
											Projections			Projections		
<b>Amérique latine et Caraïbes (fin)<sup>4</sup></b>	<b>4,8</b>	<b>5,4</b>	<b>5,5</b>	<b>6,3</b>	<b>6,5</b>	<b>7,6</b>	<b>6,4</b>	<b>9,8</b>	<b>14,0</b>	<b>13,8</b>	<b>10,7</b>	<b>5,7</b>	<b>14,6</b>	<b>13,6</b>	<b>8,8</b>	
Costa Rica	8,0	0,8	0,0	1,6	2,2	2,1	0,7	1,7	8,3	0,7	1,9	3,0	7,9	-0,9	3,0	
Dominique	2,0	-0,9	0,1	0,3	1,0	1,5	-0,7	1,6	6,8	6,2	2,8	2,0	6,6	5,0	2,9	
El Salvador	3,1	-0,7	0,6	1,0	1,1	0,1	-0,4	3,5	7,2	4,4	2,4	2,0	7,3	3,1	1,7	
Équateur	4,1	4,0	1,7	0,4	-0,2	0,3	-0,3	0,1	3,5	2,3	1,8	1,5	3,7	2,4	1,5	
Grenade	2,7	-0,6	1,7	0,9	0,8	0,6	-0,7	1,2	2,6	3,6	2,5	2,0	2,9	3,4	2,6	
Guatemala	5,7	2,4	4,4	4,4	3,8	3,7	3,2	4,3	6,9	6,3	5,5	4,0	9,2	5,4	4,6	
Guyana	5,0	-0,9	0,8	1,9	1,3	2,1	1,2	3,3	6,5	5,5	4,7	5,5	7,2	3,8	5,5	
Haïti	7,4	5,3	11,4	10,6	11,4	17,3	22,9	15,9	27,6	43,6	13,4	9,7	38,7	30,1	12,7	
Honduras	6,6	3,2	2,7	3,9	4,3	4,4	3,5	4,5	9,1	6,4	4,7	4,0	9,8	5,3	4,2	
Jamaïque	10,8	3,7	2,3	4,4	3,7	3,9	5,2	5,9	10,3	6,5	5,0	5,0	9,4	5,0	5,0	
Mexique	4,1	2,7	2,8	6,0	4,9	3,6	3,4	5,7	7,9	5,5	3,8	3,0	7,8	4,5	3,2	
Nicaragua	8,6	4,0	3,5	3,9	4,9	5,4	3,7	4,9	10,5	9,1	5,0	4,0	11,6	7,6	4,8	
Panama	4,2	0,1	0,7	0,9	0,8	-0,4	-1,6	1,6	2,9	1,5	1,9	2,0	2,1	2,2	2,2	
Paraguay	6,1	3,1	4,1	3,6	4,0	2,8	1,8	4,8	9,8	4,7	4,1	4,0	8,1	4,1	4,0	
Pérou	2,9	3,5	3,6	2,8	1,3	2,1	1,8	4,0	7,9	6,5	2,9	2,0	8,5	4,2	2,2	
République dominicaine	5,6	0,8	1,6	3,3	3,6	1,8	3,8	8,2	8,8	4,9	4,2	4,0	7,8	4,0	4,0	
Saint-Kitts-et-Nevis	3,2	-2,3	-0,7	0,7	-1,0	-0,3	-1,2	1,2	2,7	2,9	2,3	2,0	3,9	2,6	2,3	
Saint-Vincent-et-les Grenadines	3,1	-1,7	-0,2	2,2	2,3	0,9	-0,6	1,6	5,7	4,4	2,4	2,0	6,7	3,4	2,0	
Sainte-Lucie	3,1	-1,0	-3,1	0,1	2,6	0,5	-1,8	2,4	6,4	3,6	2,0	2,0	6,9	2,2	2,1	
Suriname	8,0	6,9	55,5	22,0	6,9	4,4	34,9	59,1	52,4	53,3	30,9	5,0	54,6	40,0	20,0	
Trinité-et-Tobago	7,8	4,7	3,1	1,9	1,0	1,0	0,6	2,1	5,8	5,4	2,9	1,9	8,7	3,5	2,3	
Uruguay	7,4	8,7	9,6	6,2	7,6	7,9	9,8	7,7	9,1	6,1	5,9	4,7	8,3	5,4	5,7	
Venezuela <sup>3</sup>	27,7	121,7	254,9	438,1	65 374,1	19 906,0	2 355,1	1 588,5	186,5	360,0	200,0	...	234,0	250,0	230,0	
<b>Moyen-Orient et Asie centrale</b>	<b>8,5</b>	<b>5,6</b>	<b>5,9</b>	<b>7,1</b>	<b>9,9</b>	<b>7,6</b>	<b>10,4</b>	<b>12,8</b>	<b>14,0</b>	<b>18,0</b>	<b>15,2</b>	<b>7,3</b>	<b>15,9</b>	<b>18,5</b>	<b>12,8</b>	
Afghanistan <sup>3</sup>	7,5	-0,7	4,4	5,0	0,6	2,3	5,6	5,1	13,7	...	...	...	5,2	...	...	
Algérie	4,1	4,8	6,4	5,6	4,3	2,0	2,4	7,2	9,3	9,0	6,8	5,2	9,3	8,0	6,8	
Arabie saoudite	3,4	1,2	2,1	-0,8	2,5	-2,1	3,4	3,1	2,5	2,5	2,2	2,0	2,0	2,5	2,2	
Arménie	4,7	3,7	-1,4	1,2	2,5	1,4	1,2	7,2	8,6	3,5	4,0	4,0	8,3	4,0	4,0	
Azerbaïdjan	7,3	4,0	12,4	12,9	2,3	2,6	2,8	6,7	13,9	10,3	5,6	4,0	14,4	6,3	5,0	
Bahreïn	2,5	1,8	2,8	1,4	2,1	1,0	-2,3	-0,6	3,6	1,0	1,4	2,2	3,6	1,0	1,4	
Cisjordanie et Gaza	3,6	1,4	-0,2	0,2	-0,2	1,6	-0,7	1,2	3,7	3,4	2,7	2,0	4,1	3,0	2,5	
Djibouti	4,1	-0,8	2,7	0,6	0,1	3,3	1,8	1,2	5,2	1,2	1,8	2,5	3,6	2,2	2,5	
Égypte	10,0	11,0	10,2	23,5	20,9	13,9	5,7	4,5	8,5	23,5	32,2	9,5	13,2	35,7	25,9	
Émirats arabes unis	3,9	4,1	1,6	2,0	3,1	-1,9	-2,1	-0,1	4,8	3,1	2,3	2,0	4,8	3,1	2,3	
Géorgie	5,5	4,0	2,1	6,0	2,6	4,9	5,2	9,6	11,9	2,4	2,7	3,0	9,8	0,8	3,0	
Iran	18,9	11,9	9,1	9,6	30,2	34,7	36,4	40,2	45,8	47,0	32,5	25,0	54,0	40,0	25,0	
Iraq	12,7	1,4	0,5	0,2	0,4	-0,2	0,6	6,0	5,0	5,3	3,6	2,0	4,3	5,0	3,0	
Jordanie	4,7	-1,1	-0,6	3,6	4,5	0,7	0,4	1,3	4,2	2,7	2,6	2,5	4,4	2,6	2,6	
Kazakhstan	8,4	6,7	14,6	7,4	6,0	5,2	6,8	8,0	15,0	15,0	9,0	5,0	20,3	11,5	7,5	
Koweït	...	3,3	2,9	1,6	0,6	1,1	2,1	3,4	4,0	3,4	3,1	1,9	3,1	...	...	
Liban <sup>3</sup>	4,0	-3,8	-0,8	4,5	6,1	2,9	84,9	154,8	171,2	...	...	...	122,0	...	...	
Libye	5,2	10,0	25,9	25,9	14,0	-2,9	1,5	2,9	4,5	3,4	2,9	2,5	4,1	2,5	2,5	
Maroc	1,6	1,4	1,5	0,7	1,6	0,2	0,7	1,4	6,6	6,3	3,5	2,1	8,3	4,0	3,3	
Mauritanie	6,0	0,5	1,5	2,3	3,1	2,3	2,4	3,6	9,6	7,5	4,0	4,0	11,0	4,0	4,0	
Oman	3,9	0,1	1,1	1,6	0,9	0,1	-0,9	1,5	2,8	1,1	1,7	2,0	1,9	-0,7	1,7	
Ouzbékistan	11,8	8,5	8,8	13,9	17,5	14,5	12,9	10,8	11,4	10,2	10,0	5,2	12,3	9,9	10,7	
Pakistan	10,7	4,5	2,9	4,1	3,9	6,7	10,7	8,9	12,1	29,2	23,6	6,5	21,3	29,4	17,5	
Qatar	5,1	0,9	2,7	0,6	0,1	-0,9	-2,5	2,3	5,0	2,8	2,3	2,0	5,9	0,8	2,3	
République kirghize	9,1	6,5	0,4	3,2	1,5	1,1	6,3	11,9	13,9	11,7	8,6	4,0	14,7	10,0	8,0	
Somalie	...	0,9	0,0	4,0	4,3	4,5	4,3	4,6	6,8	5,7	4,1	3,2	6,1	4,6	3,9	
Soudan <sup>3, 5</sup>	19,1	16,9	17,8	32,4	63,3	51,0	163,3	359,1	138,8	256,2	152,4	39,0	87,3	238,3	127,3	
Syrie <sup>6</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
Tadjikistan	9,2	5,8	5,9	7,3	3,8	7,8	8,6	9,0	6,6	4,6	5,7	6,5	4,2	5,0	6,5	
Tunisie	4,0	4,4	3,6	5,3	7,3	6,7	5,6	5,7	8,3	9,4	9,8	5,6	10,1	8,5	10,6	
Turkménistan	6,4	7,4	3,6	8,0	13,3	5,1	6,1	19,5	11,2	5,9	10,5	10,0	3,0	11,0	10,0	
Yémen	11,0	22,0	21,3	30,4	33,6	15,7	21,7	31,5	29,5	14,9	17,3	10,0	-2,7	20,0	15,0	



**Tableau A7. Pays émergents et pays en développement : prix à la consommation<sup>1</sup> (fin)**  
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne										Projections			Fin de période <sup>2</sup>		
	2005–14	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2028	2022	2023	2024	
											Projections			Projections		
<b>Afrique subsaharienne</b>	<b>8,3</b>	<b>6,7</b>	<b>10,1</b>	<b>10,5</b>	<b>8,3</b>	<b>8,1</b>	<b>10,1</b>	<b>11,0</b>	<b>14,5</b>	<b>15,8</b>	<b>13,1</b>	<b>7,4</b>	<b>16,2</b>	<b>16,2</b>	<b>10,5</b>	
Angola	12,8	9,2	30,7	29,8	19,6	17,1	22,3	25,8	21,4	13,1	22,3	9,1	13,8	17,2	25,6	
Afrique du Sud	6,0	4,6	6,3	5,3	4,6	4,1	3,3	4,6	6,9	5,8	4,8	4,5	7,4	5,2	4,5	
Bénin	3,0	0,2	-0,8	1,8	0,8	-0,9	3,0	1,7	1,4	5,0	2,5	2,0	2,9	5,0	2,5	
Botswana	8,1	3,1	2,8	3,3	3,2	2,7	1,9	6,7	12,2	5,9	4,7	4,5	12,4	5,1	4,4	
Burkina Faso	2,6	1,7	0,4	1,5	2,0	-3,2	1,9	3,9	14,1	1,4	3,0	2,0	9,6	2,4	2,0	
Burundi	10,4	5,6	5,5	16,6	-2,8	-0,7	7,3	8,3	18,9	20,1	16,1	10,2	26,6	12,3	22,4	
Cabo Verde	2,8	0,1	-1,4	0,8	1,3	1,1	0,6	1,9	7,9	5,2	2,0	2,0	7,6	5,2	2,0	
Cameroun	2,7	2,7	0,9	0,6	1,1	2,5	2,5	2,3	6,3	7,2	4,8	2,0	7,3	6,3	3,7	
Comores	3,3	0,9	0,8	0,1	1,7	3,7	0,8	0,0	12,4	11,1	1,2	1,9	20,6	0,7	1,6	
Congo, République démocratique du	15,0	0,7	3,2	35,7	29,3	4,7	11,4	9,0	9,3	19,1	10,6	7,0	13,1	19,3	7,1	
Congo, République du	3,3	3,2	3,2	0,4	1,2	0,4	1,4	2,0	3,0	3,5	3,2	3,0	3,2	3,5	3,2	
Côte d'Ivoire	2,1	1,2	0,6	0,6	0,6	0,8	2,4	4,2	5,2	4,3	2,3	2,0	5,1	2,8	2,0	
Érythrée <sup>3</sup>	11,9	28,5	-5,6	-13,3	-14,4	1,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
Eswatini	6,9	5,0	7,8	6,2	4,8	2,6	3,9	3,7	4,8	5,5	5,0	4,3	5,6	5,6	4,3	
Éthiopie	17,1	9,6	6,6	10,7	13,8	15,8	20,4	26,8	33,9	29,1	20,7	12,6	33,8	24,5	18,5	
Gabon	1,6	-0,1	2,1	2,7	4,8	2,0	1,7	1,1	4,3	3,8	2,5	2,2	5,4	3,0	2,4	
Gambie	4,7	6,8	7,2	8,0	6,5	7,1	5,9	7,4	11,5	17,0	12,3	5,0	13,7	17,5	7,1	
Ghana	11,5	17,2	17,5	12,4	9,8	7,1	9,9	10,0	31,9	42,2	23,2	8,0	54,1	31,3	15,0	
Guinée	18,2	8,2	8,2	8,9	9,8	9,5	10,6	12,6	10,5	8,3	7,9	7,5	8,6	8,0	7,8	
Guinée-Bissau	2,6	1,5	2,7	-0,2	0,4	0,3	1,5	3,3	7,9	7,0	3,0	2,0	9,5	1,8	3,0	
Guinée équatoriale	4,4	1,7	1,4	0,7	1,3	1,2	4,8	-0,1	4,9	2,4	4,0	2,0	5,0	1,7	5,2	
Kenya	8,5	6,6	6,3	8,0	4,7	5,2	5,3	6,1	7,6	7,7	6,6	5,0	9,1	7,1	6,5	
Lesotho	6,0	3,2	6,6	4,4	4,8	5,2	5,0	6,0	8,2	6,9	5,6	4,9	7,9	5,9	5,0	
Libéria	9,2	7,7	8,8	12,4	23,5	27,0	17,0	7,8	7,6	10,6	8,0	4,9	9,2	12,1	6,0	
Madagascar	9,3	7,4	6,1	8,6	8,6	5,6	4,2	5,8	8,2	10,5	8,8	6,0	10,8	9,3	8,6	
Malawi	14,1	21,9	21,7	11,5	9,2	9,4	8,6	9,3	20,8	27,7	19,8	6,5	25,4	29,0	15,2	
Mali	3,0	1,4	-1,8	2,4	1,9	-3,0	0,5	3,8	9,7	5,0	2,8	2,0	7,8	3,0	2,0	
Maurice	5,5	1,3	1,0	3,7	3,2	0,5	2,5	4,0	10,8	7,8	6,5	3,7	12,2	6,4	7,8	
Mozambique	8,0	3,6	17,4	15,1	3,9	2,8	3,1	5,7	9,8	7,4	6,5	5,5	10,3	6,7	6,5	
Namibie	6,0	3,4	6,7	6,1	4,3	3,7	2,2	3,6	6,1	6,0	4,9	4,9	6,9	5,3	5,3	
Niger	2,5	1,0	0,2	0,2	2,8	-2,5	2,9	3,8	4,2	4,6	6,6	2,0	3,1	8,8	2,5	
Nigéria	10,8	9,0	15,7	16,5	12,1	11,4	13,2	17,0	18,8	25,1	23,0	14,0	21,3	30,6	15,4	
Ouganda	9,2	3,7	5,2	5,6	2,5	2,1	2,8	2,2	7,2	5,8	4,7	5,0	10,2	3,5	5,0	
République centrafricaine	5,3	1,4	4,9	4,2	1,6	2,8	0,9	4,3	5,8	6,5	3,2	2,6	7,6	5,5	2,5	
Rwanda	7,2	2,5	5,7	4,8	1,4	2,4	7,7	0,8	13,9	14,5	6,0	5,0	21,6	7,8	5,5	
Sao Tomé-et-Principe	15,9	6,1	5,4	5,7	7,9	7,7	9,8	8,1	18,0	20,8	11,9	5,0	25,2	15,4	7,2	
Sénégal	1,9	0,9	1,2	1,1	0,5	1,0	2,5	2,2	9,7	6,1	3,3	2,0	12,8	4,2	0,3	
Seychelles	7,9	4,0	-1,0	2,9	3,7	1,8	1,2	9,8	2,6	-0,8	2,0	3,5	2,5	-1,1	2,4	
Sierra Leone	8,7	6,7	10,9	18,2	16,0	14,8	13,4	11,9	27,2	42,9	29,8	8,9	37,1	37,8	21,7	
Soudan du Sud	...	53,0	346,1	213,0	83,4	49,3	24,0	30,2	-3,2	16,3	13,6	7,9	-13,0	45,6	6,1	
Tanzanie	9,0	5,6	5,2	5,3	3,5	3,4	3,3	3,7	4,4	4,0	4,0	4,0	4,9	4,0	4,0	
Tchad	3,3	4,8	-1,6	-0,9	4,0	-1,0	4,5	-0,8	5,8	7,0	3,5	3,0	8,3	4,6	3,1	
Togo	2,7	1,8	0,9	-0,2	0,9	0,7	1,8	4,5	7,6	5,0	2,8	1,7	7,7	2,7	2,2	
Zambie	10,2	10,1	17,9	6,6	7,5	9,2	15,7	22,0	11,0	10,6	9,6	7,0	9,9	11,4	7,9	
Zimbabwe <sup>3</sup>	-2,7	-2,4	-1,6	0,9	10,6	255,3	557,2	98,5	193,4	314,5	222,4	20,8	243,8	396,2	190,2	

<sup>1</sup>Les variations des prix à la consommation sont exprimées en moyennes annuelles.

<sup>2</sup>Il s'agit de variations mensuelles en glissement annuel et, pour plusieurs pays, de variations trimestrielles.

<sup>3</sup>Voir les notes relatives à l'Afghanistan, à l'Argentine, à l'Érythrée, à Sri Lanka, à la Turquie, à l'Ukraine, au Venezuela et au Zimbabwe dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

<sup>4</sup>Exclut le Venezuela, mais inclut l'Argentine à partir de 2017. Voir les notes relatives à l'Argentine et au Venezuela dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

<sup>5</sup>Les données de 2011 pour le Soudan excluent le Soudan du Sud à partir du 9 juillet. Les données pour 2012 et au-delà portent sur le Soudan actuel.

<sup>6</sup>Les données pour la Syrie de 2011 et au-delà sont exclues en raison de l'incertitude entourant la situation politique.

**Tableau A8. Principaux pays avancés : solde budgétaire et dette des administrations publiques<sup>1</sup>***(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)*

	Moyenne									Projections		
	2005-14	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2028
<b>Principaux pays avancés</b>												
Prêt/emprunt (net)	-5,2	-3,0	-3,3	-3,3	-3,3	-3,8	-11,6	-9,1	-4,1	-6,5	-5,6	-5,0
Écart de production <sup>2</sup>	-2,2	-2,0	-1,7	-0,8	0,1	0,3	-3,2	0,0	0,7	0,6	0,2	0,5
Solde structurel <sup>2</sup>	-4,0	-2,2	-2,7	-3,0	-3,2	-3,8	-8,1	-8,1	-5,3	-6,5	-5,5	-5,2
<b>États-Unis</b>												
Prêt/emprunt (net) <sup>3</sup>	-6,5	-3,5	-4,4	-4,8	-5,3	-5,7	-14,0	-11,6	-3,7	-8,2	-7,4	-7,0
Écart de production <sup>2</sup>	-4,0	-2,5	-2,1	-1,3	0,0	0,7	-2,5	1,5	1,4	1,4	0,8	0,9
Solde structurel <sup>2</sup>	-4,4	-2,5	-3,6	-4,3	-5,1	-6,0	-10,7	-11,3	-6,5	-8,8	-7,6	-7,3
Dette nette	63,9	80,9	81,8	80,4	81,1	83,1	98,3	98,3	95,1	96,7	100,7	111,6
Dette brute	86,1	105,1	107,2	106,2	107,4	108,7	133,5	126,4	121,3	123,3	126,9	137,5
<b>Zone euro</b>												
Prêt/emprunt (net)	-3,3	-1,9	-1,5	-0,9	-0,4	-0,6	-7,1	-5,3	-3,6	-3,4	-2,7	-2,1
Écart de production <sup>2</sup>	-0,7	-2,4	-1,8	-0,6	-0,2	0,0	-4,8	-2,0	0,2	-0,4	-0,5	0,1
Solde structurel <sup>2</sup>	-2,7	-0,5	-0,5	-0,4	-0,2	-0,5	-3,9	-3,5	-2,4	-2,7	-2,4	-2,1
Dette nette	64,6	75,1	74,6	72,5	70,8	69,2	79,1	77,7	75,3	74,6	73,9	72,2
Dette brute	80,2	90,9	90,1	87,7	85,7	83,7	96,8	94,8	91,0	89,6	88,3	84,9
<b>Allemagne</b>												
Prêt/emprunt (net)	-1,3	1,0	1,2	1,3	1,9	1,5	-4,3	-3,6	-2,5	-2,9	-1,7	-0,5
Écart de production <sup>2</sup>	-0,1	-0,4	0,1	1,0	0,8	0,4	-3,1	-1,1	0,6	-0,9	-1,1	0,0
Solde structurel <sup>2</sup>	-0,9	1,2	1,2	1,2	1,6	1,3	-2,9	-3,0	-2,1	-2,4	-1,1	-0,5
Dette nette	57,5	52,2	49,3	45,5	42,8	40,7	46,1	47,2	45,8	46,5	45,7	41,7
Dette brute	73,3	71,9	69,0	65,2	61,9	59,5	68,7	69,0	66,1	65,9	64,0	57,5
<b>France</b>												
Prêt/emprunt (net)	-4,4	-3,6	-3,6	-3,0	-2,3	-3,1	-9,0	-6,5	-4,8	-4,9	-4,5	-3,6
Écart de production <sup>2</sup>	-0,6	-2,4	-2,7	-1,5	-0,8	0,0	-4,7	-1,9	-0,9	-0,8	-0,7	0,1
Solde structurel <sup>2</sup>	-4,0	-2,1	-1,9	-1,9	-1,5	-2,1	-5,8	-5,1	-4,2	-4,3	-4,1	-3,7
Dette nette	70,3	86,3	89,2	89,4	89,2	88,9	101,2	100,4	101,4	99,6	100,1	100,4
Dette brute	80,0	95,6	98,0	98,1	97,8	97,4	114,7	113,0	111,8	110,0	110,5	110,8
<b>Italie<sup>4</sup></b>												
Prêt/emprunt (net)	-3,3	-2,6	-2,4	-2,4	-2,2	-1,5	-9,7	-9,0	-8,0	-5,0	-4,0	-2,5
Écart de production <sup>2</sup>	-1,2	-4,4	-3,5	-2,2	-1,6	-1,5	-6,7	-4,0	-0,4	-0,4	-0,5	0,3
Solde structurel <sup>2</sup>	-2,9	-0,2	-0,8	-1,3	-1,4	-0,7	-5,6	-4,8	-1,9	-2,1	-3,4	-2,7
Dette nette	106,7	122,2	121,6	121,3	121,8	121,7	141,5	137,4	132,7	132,6	132,5	130,6
Dette brute	117,3	135,3	134,8	134,2	134,4	134,1	154,9	149,9	144,4	143,7	143,2	140,1
<b>Japon</b>												
Prêt/emprunt (net)	-6,4	-3,7	-3,6	-3,1	-2,5	-3,0	-9,1	-6,2	-6,9	-5,6	-3,7	-3,3
Écart de production <sup>2</sup>	0,2	-0,2	0,1	1,0	1,9	0,7	-2,9	-1,6	-0,9	0,2	0,3	0,0
Solde structurel <sup>2</sup>	-6,2	-4,5	-4,5	-3,7	-3,0	-3,3	-8,1	-5,5	-6,8	-5,7	-3,8	-3,3
Dette nette	120,8	144,5	149,5	148,1	151,1	151,7	162,3	156,7	161,5	158,5	155,8	153,2
Dette brute <sup>5</sup>	201,5	228,3	232,4	231,3	232,4	236,4	258,6	255,1	260,1	255,2	251,9	252,8
<b>Royaume-Uni<sup>4</sup></b>												
Prêt/emprunt (net)	-5,9	-4,5	-3,3	-2,4	-2,2	-2,2	-13,0	-8,3	-5,5	-4,5	-3,9	-3,5
Écart de production <sup>2</sup>	-2,7	-2,6	-2,2	-1,3	-1,0	-0,8	-3,6	0,5	1,8	0,1	-1,0	0,0
Solde structurel <sup>2</sup>	-3,9	-2,5	-1,6	-1,3	-1,4	-1,6	0,8	-3,6	-3,8	-3,3	-2,4	-3,5
Dette nette	57,5	78,2	77,6	76,2	75,4	74,6	93,6	94,1	98,9	99,0	99,6	96,5
Dette brute	64,1	86,7	86,6	85,6	85,2	84,5	104,6	105,2	101,9	104,1	105,9	108,2
<b>Canada</b>												
Prêt/emprunt (net)	-1,0	-0,1	-0,5	-0,1	0,4	0,0	-10,9	-4,4	-0,8	-0,7	-0,6	-0,2
Écart de production <sup>2</sup>	0,1	-0,1	-0,9	0,4	0,6	0,4	-3,4	-1,4	0,8	0,0	-0,4	0,0
Solde structurel <sup>2</sup>	-1,1	0,0	0,0	-0,3	0,0	-0,2	-8,1	-3,3	-1,4	-0,8	-0,4	-0,2
Dette nette <sup>6</sup>	25,9	18,5	18,0	12,5	11,6	8,5	15,7	15,4	14,2	14,6	14,6	13,8
Dette brute	78,9	92,0	92,4	90,9	90,8	90,2	118,9	115,1	107,4	106,4	103,3	94,7

Note : La méthodologie et les hypothèses propres à chaque pays sont décrites à l'encadré A1 de l'appendice statistique. Les chiffres composites des données budgétaires pour les groupes de pays sont la somme en dollars des valeurs correspondant à chaque pays.

<sup>1</sup>Les données sur la dette sont celles de la fin de l'année et ne sont pas toujours comparables entre les pays. Les dettes brutes et nettes déclarées par les organismes statistiques nationaux pour les pays qui ont adopté le *Système de comptabilité nationale 2008* (Australie, Canada, États-Unis et RAS de Hong Kong) sont ajustées de manière à exclure les engagements au titre des retraites non capitalisées des plans de retraite à prestations définies des fonctionnaires.

<sup>2</sup>En pourcentage du PIB potentiel.

<sup>3</sup>Les chiffres déclarés par l'organisme national des statistiques sont ajustés pour exclure les postes liés à la comptabilité d'exercice des plans de retraite à prestations définies des fonctionnaires.

<sup>4</sup>Voir les notes relatives à l'Italie et au Royaume-Uni dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

<sup>5</sup>Sur base non consolidée.

<sup>6</sup>Comprend les prises de participation.

**Tableau A9. État récapitulatif du commerce mondial : volume et prix**  
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	Moyennes										Projections	
	2005-14	2015-24	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
<b>Commerce de biens et de services</b>												
<b>Commerce mondial<sup>1</sup></b>												
Volume	4,7	2,8	2,9	2,2	5,6	4,0	1,2	-7,8	10,9	5,1	0,9	3,5
Déflateur des prix												
En dollars	2,9	0,5	-13,2	-4,0	4,3	5,4	-2,5	-2,1	12,5	6,8	-1,7	1,6
En DTS	2,6	1,7	-5,8	-3,4	4,6	3,3	-0,1	-2,9	10,0	13,8	-1,9	1,5
<b>Volume du commerce</b>												
Exportations												
Pays avancés	4,0	2,6	3,8	2,0	5,0	3,5	1,5	-8,8	9,8	5,3	1,8	3,1
Pays émergents et pays en développement	6,3	3,1	1,9	2,8	6,5	4,2	0,8	-5,1	12,8	4,1	-0,1	4,2
Importations												
Pays avancés	3,2	2,9	4,8	2,5	4,8	3,8	2,1	-8,2	10,3	6,7	0,1	3,0
Pays émergents et pays en développement	8,0	2,4	-0,7	1,5	7,4	5,1	-0,9	-7,9	11,8	3,2	1,7	4,4
<b>Termes de l'échange</b>												
Pays avancés	-0,3	0,3	1,8	1,1	-0,2	-0,4	0,1	0,9	0,8	-2,0	0,2	0,5
Pays émergents et pays en développement	1,2	-0,5	-3,9	-1,5	1,4	1,0	-1,6	-0,8	0,7	0,9	-1,5	0,2
<b>Commerce de biens</b>												
<b>Commerce mondial<sup>1</sup></b>												
Volume	4,5	2,6	2,3	2,1	5,6	3,8	0,2	-5,0	11,2	3,4	-0,3	3,2
Déflateur des prix												
En dollars	3,0	0,4	-14,6	-4,8	4,9	5,8	-3,1	-2,6	14,2	8,3	-2,5	1,5
En DTS	2,7	1,7	-7,2	-4,2	5,2	3,6	-0,7	-3,4	11,6	15,4	-2,7	1,4
<b>Prix mondiaux en dollars<sup>2</sup></b>												
Produits manufacturés	1,9	0,7	-3,0	-5,2	0,1	2,0	0,5	-3,2	6,6	10,1	-1,8	2,3
Pétrole	9,8	-1,8	-47,1	-15,0	22,5	29,4	-10,4	-32,0	65,8	39,2	-16,5	-0,7
Produits primaires hors combustibles	6,2	1,8	-17,0	-0,3	6,4	1,3	0,7	6,6	26,7	7,9	-6,3	-2,7
Produits alimentaires	4,6	1,3	-16,9	1,5	3,8	-1,2	-3,1	1,7	27,0	14,8	-6,8	-1,9
Boissons	8,4	0,3	-7,4	-3,0	-3,8	-9,2	-5,7	2,4	22,4	14,1	0,5	-3,1
Matières premières agricoles	3,1	-1,0	-11,3	-0,2	5,4	2,0	-5,4	-3,4	15,5	5,7	-15,1	0,5
Métaux	8,0	1,7	-27,3	-5,3	22,2	6,6	3,9	3,5	46,7	-5,6	-4,7	-7,1
<b>Prix mondiaux en DTS<sup>2</sup></b>												
Produits manufacturés	1,6	2,0	5,3	-4,6	0,3	-0,1	3,0	-3,9	4,3	17,3	-2,0	2,2
Pétrole	9,5	-0,6	-42,6	-14,5	22,8	26,7	-8,2	-32,6	62,1	48,2	-16,6	-0,8
Produits primaires hors combustibles	5,9	3,1	-9,9	0,4	6,7	-0,8	3,2	5,7	23,9	14,9	-6,4	-2,7
Produits alimentaires	4,4	2,6	-9,8	2,2	4,1	-3,3	-0,7	0,9	24,1	22,3	-6,9	-1,9
Boissons	8,2	1,6	0,5	-2,3	-3,5	-11,1	-3,4	1,6	19,7	21,6	0,3	-3,1
Matières premières agricoles	2,8	0,3	-3,7	0,5	5,7	-0,1	-3,1	-4,2	12,9	12,6	-15,3	0,4
Métaux	7,7	3,0	-21,1	-4,7	22,5	4,4	6,4	2,6	43,4	0,6	-4,9	-7,2
<b>Prix mondiaux en euros<sup>2</sup></b>												
Produits manufacturés	1,2	2,7	16,2	-5,0	-1,9	-2,5	6,1	-5,0	2,8	23,6	-4,9	1,7
Pétrole	9,1	0,1	-36,7	-14,8	20,0	23,6	-5,4	-33,3	59,9	56,3	-19,1	-1,2
Produits primaires hors combustibles	5,5	3,8	-0,7	0,0	4,3	-3,2	6,2	4,5	22,2	21,2	-9,2	-3,1
Produits alimentaires	3,9	3,3	-0,5	1,8	1,7	-5,6	2,3	-0,2	22,4	29,0	-9,7	-2,4
Boissons	7,7	2,3	10,9	-2,7	-5,7	-13,2	-0,5	0,5	18,1	28,2	-2,7	-3,5
Matières premières agricoles	2,4	1,0	6,3	0,1	3,3	-2,5	-0,2	-5,2	11,3	18,8	-17,8	0,0
Métaux	7,3	3,7	-12,9	-5,0	19,7	1,9	9,6	1,5	41,5	6,0	-7,7	-7,6

**Tableau A9. État récapitulatif du commerce mondial : volume et prix (fin)***(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)*

	Moyennes										Projections	
	2005–14	2015–24	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
<b>Commerce de biens (fin)</b>												
<b>Volume du commerce</b>												
Exportations												
Pays avancés	3,7	2,4	3,1	1,6	4,9	3,0	0,6	-6,3	10,1	3,6	1,1	2,8
Pays émergents et pays en développement	6,1	2,8	1,4	2,6	6,5	3,9	-0,5	-1,2	12,0	1,2	-1,4	3,8
Pays exportateurs de combustibles	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Pays exportateurs d'autres produits	6,8	3,1	1,1	2,9	7,5	4,8	0,1	-0,3	13,2	0,4	-1,6	3,8
Importations												
Pays avancés	3,1	2,6	3,7	2,2	4,8	3,7	0,6	-5,7	11,2	5,3	-1,2	2,7
Pays émergents et pays en développement	7,7	2,7	-0,3	2,1	7,4	5,2	-0,1	-5,6	12,3	2,2	0,6	3,8
Pays exportateurs de combustibles	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Pays exportateurs d'autres produits	7,5	3,1	-0,3	3,6	8,7	6,3	-0,4	-4,8	13,5	1,4	0,2	3,9
<b>Déflateur des prix en DTS</b>												
Exportations												
Pays avancés	1,7	1,5	-6,4	-2,2	4,3	2,8	-1,4	-2,2	10,0	12,2	-2,2	2,0
Pays émergents et pays en développement	5,1	1,8	-9,1	-6,9	7,1	4,9	0,3	-5,6	15,1	19,2	-4,3	0,8
Pays exportateurs de combustibles	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Pays exportateurs d'autres produits	4,3	2,2	-3,6	-6,3	5,5	3,1	1,1	-2,7	12,0	16,3	-2,7	1,1
Importations												
Pays avancés	2,1	1,4	-8,0	-3,5	4,5	3,4	-1,5	-3,4	9,4	14,8	-1,9	1,7
Pays émergents et pays en développement	3,7	2,2	-5,1	-5,5	5,7	3,7	0,7	-3,0	13,9	16,6	-3,0	0,8
Pays exportateurs de combustibles	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Pays exportateurs d'autres produits	3,6	2,2	-5,5	-5,9	6,1	4,0	0,4	-3,2	14,3	16,6	-3,1	0,6
<b>Termes de l'échange</b>												
Pays avancés	-0,4	0,2	1,8	1,3	-0,2	-0,6	0,1	1,2	0,6	-2,3	-0,3	0,3
Pays émergents et pays en développement	1,4	-0,5	-4,2	-1,5	1,3	1,1	-0,4	-2,7	1,0	2,2	-1,3	0,0
<b>Par région</b>												
Pays émergents et pays en développement d'Asie												
	-0,3	-0,1	8,1	0,2	-3,4	-2,4	1,1	0,6	-6,9	0,7	-0,2	1,5
Pays émergents et pays en développement d'Europe												
	2,1	0,1	-9,3	-5,5	3,4	4,3	0,4	-4,2	8,4	2,9	0,9	0,9
Amérique latine et Caraïbes												
	1,8	-0,2	-8,8	0,9	4,5	-0,7	-0,7	2,3	4,8	-3,2	2,7	-3,2
Moyen-Orient et Asie centrale												
	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Afrique subsaharienne												
	3,6	-0,4	-14,6	-1,4	9,4	5,0	-2,0	-0,2	11,0	-0,9	-6,5	-1,1
<b>Classification analytique</b>												
<b>Source des recettes d'exportation</b>												
Combustibles												
	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres produits												
	0,7	0,0	2,1	-0,4	-0,5	-0,9	0,8	0,5	-2,0	-0,2	0,4	0,5
<i>Pour mémoire</i>												
<b>Exportations mondiales (milliards de dollars)</b>												
Biens et services												
	19 137	25 944	21 135	20 760	22 906	25 097	24 705	22 327	27 937	31 188	30 868	32 514
Biens												
	15 165	19 825	16 191	15 736	17 450	19 099	18 531	17 203	21 814	24 200	23 451	24 576
Prix moyen du pétrole <sup>3</sup>												
	9,8	-1,8	-47,1	-15,0	22,5	29,4	-10,4	-32,0	65,8	39,2	-16,5	-0,7
En dollars le baril												
	83,62	64,49	50,91	43,26	52,98	68,53	61,43	41,77	69,25	96,36	80,49	79,92
Valeur unitaire des exportations de produits manufacturés <sup>4</sup>												
	1,9	0,7	-3,0	-5,2	0,1	2,0	0,5	-3,2	6,6	10,1	-1,8	2,3

<sup>1</sup>Moyenne des variations annuelles en pourcentage des exportations et des importations mondiales.<sup>2</sup>Représentés, respectivement, par l'indice de la valeur unitaire des exportations de produits manufacturés des pays avancés et représentant 82 % des pondérations des exportations de biens des pays avancés, par la moyenne des prix des bruts U.K. Brent, Dubaï Fateh et West Texas Intermediate et par la moyenne des cours mondiaux des produits primaires hors combustibles, pondérée en fonction de leurs parts respectives, en 2014–16, dans le total des importations mondiales des produits de base.<sup>3</sup>Variation en pourcentage de la moyenne des prix des bruts U.K. Brent, Dubaï Fateh et West Texas Intermediate.<sup>4</sup>Variation en pourcentage des produits manufacturés exportés par les pays avancés.

**Tableau A10. État récapitulatif des soldes des transactions courantes**  
(Milliards de dollars)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Projections		
									2023	2024	2028
<b>Pays avancés</b>	<b>269,2</b>	<b>362,3</b>	<b>470,6</b>	<b>383,7</b>	<b>388,3</b>	<b>157,4</b>	<b>502,7</b>	<b>-234,8</b>	<b>111,3</b>	<b>192,9</b>	<b>286,8</b>
États-Unis	-408,5	-396,2	-367,6	-439,8	-441,8	-597,1	-831,4	-971,6	-795,1	-783,2	-777,3
Zone euro	317,0	360,1	394,9	382,1	323,8	230,0	416,3	-106,0	186,6	223,6	343,5
Allemagne	288,3	299,0	289,1	316,2	317,8	274,2	329,8	170,8	265,6	309,1	331,0
France	-9,0	-12,0	-19,9	-23,2	14,0	-42,8	10,7	-56,8	-37,5	-41,2	-14,0
Italie	26,6	49,7	52,1	54,5	66,6	73,1	65,0	-24,5	15,3	19,8	53,6
Espagne	24,2	39,1	36,4	26,7	29,4	7,9	11,0	8,7	33,2	33,7	35,3
Japon	136,4	197,8	203,5	177,8	176,3	149,9	196,8	90,6	141,2	157,0	167,5
Royaume-Uni	-148,8	-148,7	-96,9	-117,3	-80,9	-86,6	-46,9	-116,1	-122,0	-131,4	-162,0
Canada	-54,4	-47,2	-46,2	-41,0	-34,1	-35,5	-5,4	-7,0	-20,9	-21,4	-55,3
Autres pays avancés <sup>1</sup>	349,6	328,0	332,1	333,1	344,0	382,5	588,5	591,8	539,3	546,8	575,9
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>-94,6</b>	<b>-111,7</b>	<b>-32,5</b>	<b>-64,1</b>	<b>-10,4</b>	<b>143,9</b>	<b>363,7</b>	<b>645,7</b>	<b>195,8</b>	<b>171,1</b>	<b>-196,8</b>
<b>Par région</b>											
Pays émergents et pays en développement d'Asie	293,1	209,1	163,5	-54,0	93,2	319,2	286,5	296,8	190,5	171,2	2,8
Pays émergents et pays en développement d'Europe	31,4	-10,3	-25,0	62,7	49,4	2,0	66,5	123,1	-20,7	-13,5	-51,5
Amérique latine et Caraïbes	-181,9	-109,4	-99,1	-146,1	-112,8	-15,8	-102,9	-142,3	-115,3	-103,9	-109,5
Moyen-Orient et Asie centrale	-144,3	-146,6	-38,2	111,4	15,6	-116,0	132,0	406,8	194,6	176,0	26,3
Afrique subsaharienne	-92,9	-54,5	-33,7	-38,1	-55,8	-45,5	-18,4	-38,7	-53,3	-58,7	-64,8
<b>Classification analytique</b>											
<b>Source des recettes d'exportation</b>											
Combustibles	-150,7	-98,8	40,5	199,7	67,9	-95,1	187,9	505,8	247,2	235,7	102,5
Autres produits	58,0	-10,8	-70,8	-261,7	-76,5	241,0	177,6	142,7	-48,7	-62,0	-296,6
Dont : produits primaires	-60,9	-40,7	-51,5	-57,0	-27,6	5,1	10,1	-27,5	-32,6	-25,6	-24,8
<b>Source de financement extérieur</b>											
Pays débiteurs (net)	-340,4	-236,5	-271,0	-366,3	-267,1	-105,0	-333,9	-472,8	-372,4	-384,4	-504,7
<b>Pays débiteurs (net) selon le service de la dette</b>											
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2018 et 2022	-80,6	-76,7	-63,8	-53,9	-52,2	-35,4	-38,1	-33,3	-46,0	-56,7	-57,8
<i>Pour mémoire</i>											
<b>Monde</b>	<b>174,6</b>	<b>250,6</b>	<b>438,1</b>	<b>319,6</b>	<b>377,9</b>	<b>301,3</b>	<b>866,4</b>	<b>410,9</b>	<b>307,2</b>	<b>364,0</b>	<b>90,0</b>
Union européenne	432,2	467,5	482,8	490,2	469,6	410,7	634,4	178,2	431,5	479,1	582,7
Moyen-Orient et Afrique du Nord	-121,7	-122,4	-20,2	128,7	34,7	-99,2	132,2	392,7	194,5	178,0	55,2
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	-18,1	-67,5	2,4	-8,0	45,3	195,5	441,6	740,2	262,6	240,3	-103,0
Pays en développement à faible revenu	-76,6	-44,1	-34,9	-56,1	-55,7	-51,6	-77,9	-94,6	-66,8	-69,2	-93,8

**Tableau A10. État récapitulatif des soldes des transactions courantes (suite)**  
(En pourcentage du PIB)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Projections		
									2023	2024	2028
<b>Pays avancés</b>	<b>0,6</b>	<b>0,8</b>	<b>1,0</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>0,3</b>	<b>0,9</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,4</b>
États-Unis	-2,2	-2,1	-1,9	-2,1	-2,1	-2,8	-3,6	-3,8	-3,0	-2,8	-2,4
Zone euro	2,7	3,0	3,1	2,8	2,4	1,8	2,8	-0,7	1,2	1,4	1,8
Allemagne	8,6	8,6	7,8	8,0	8,2	7,1	7,7	4,2	6,0	6,6	6,1
France	-0,4	-0,5	-0,8	-0,8	0,5	-1,6	0,4	-2,0	-1,2	-1,3	-0,4
Italie <sup>2</sup>	1,4	2,6	2,7	2,6	3,3	3,9	3,1	-1,2	0,7	0,9	2,1
Espagne	2,0	3,2	2,8	1,9	2,1	0,6	0,8	0,6	2,1	2,0	1,8
Japon	3,1	4,0	4,1	3,5	3,4	3,0	3,9	2,1	3,3	3,7	3,2
Royaume-Uni <sup>2</sup>	-5,1	-5,5	-3,6	-4,1	-2,8	-3,2	-1,5	-3,8	-3,7	-3,7	-3,5
Canada	-3,5	-3,1	-2,8	-2,4	-2,0	-2,2	-0,3	-0,3	-1,0	-1,0	-2,0
Autres pays avancés <sup>1</sup>	5,4	5,0	4,7	4,4	4,7	5,2	7,0	7,0	6,2	6,1	5,3
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,4</b>	<b>0,9</b>	<b>1,5</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>-0,3</b>
<b>Par région</b>											
Pays émergents et pays en développement d'Asie	1,9	1,3	0,9	-0,3	0,5	1,5	1,2	1,2	0,7	0,6	0,0
Pays émergents et pays en développement d'Europe	1,0	-0,3	-0,7	1,6	1,3	0,1	1,5	2,6	-0,4	-0,3	-0,8
Amérique latine et Caraïbes	-3,5	-2,2	-1,8	-2,7	-2,1	-0,4	-2,0	-2,4	-1,8	-1,5	-1,3
Moyen-Orient et Asie centrale	-3,9	-4,0	-1,0	2,9	0,4	-3,4	3,3	8,6	4,1	3,6	0,4
Afrique subsaharienne	-5,7	-3,6	-2,1	-2,2	-3,2	-2,7	-1,0	-1,9	-2,7	-2,8	-2,3
<b>Classification analytique</b>											
<b>Source des recettes d'exportation</b>											
Combustibles	-4,3	-3,0	1,2	5,5	1,9	-3,2	5,3	11,6	5,8	5,3	1,9
Autres produits	0,2	0,0	-0,2	-0,8	-0,2	0,8	0,5	0,4	-0,1	-0,1	-0,6
Dont : produits primaires	-3,7	-2,6	-3,0	-3,4	-1,7	0,4	0,6	-1,5	-1,7	-1,3	-1,1
<b>Source de financement extérieur</b>											
Pays débiteurs (net)	-2,6	-1,8	-1,9	-2,5	-1,7	-0,7	-2,1	-2,7	-1,9	-1,9	-1,9
<b>Pays débiteurs (net) selon le service de la dette</b>											
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2018 et 2022	-5,9	-5,7	-4,9	-3,9	-3,6	-2,5	-2,4	-1,9	-2,7	-3,3	-2,4
<i>Pour mémoire</i>											
<b>Monde</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>0,9</b>	<b>0,4</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,1</b>
Union européenne	3,2	3,4	3,3	3,1	3,0	2,7	3,7	1,1	2,4	2,5	2,6
Moyen-Orient et Afrique du Nord	-4,1	-4,1	-0,7	4,1	1,1	-3,6	4,1	10,2	5,2	4,6	1,2
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	-0,1	-0,2	0,0	0,0	0,1	0,6	1,2	1,9	0,6	0,6	-0,2
Pays en développement à faible revenu	-3,8	-2,2	-1,7	-2,6	-2,4	-2,2	-3,1	-3,5	-2,4	-2,4	-2,2

**Tableau A10. État récapitulatif des soldes des transactions courantes (fin)**  
(En pourcentage des exportations des biens et des services)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Projections		
									2023	2024	2028
<b>Pays avancés</b>	<b>2,0</b>	<b>2,7</b>	<b>3,2</b>	<b>2,4</b>	<b>2,5</b>	<b>1,1</b>	<b>2,9</b>	<b>-1,2</b>	<b>0,6</b>	<b>1,0</b>	<b>1,2</b>
États-Unis	-17,9	-17,7	-15,4	-17,3	-17,3	-27,6	-32,4	-32,2	-26,4	-25,4	-21,2
Zone euro	9,8	11,1	11,1	9,9	8,5	6,6	10,0	-2,4	...	...	...
Allemagne	18,3	18,7	16,6	16,8	17,3	16,2	16,3	8,3	12,4	13,8	13,0
France	-1,2	-1,5	-2,4	-2,5	1,6	-5,7	1,2	-5,6	-3,7	-3,9	-1,2
Italie	4,9	9,0	8,6	8,3	10,5	13,1	9,4	-3,3	1,9	2,3	5,5
Espagne	6,0	9,4	7,9	5,3	6,0	2,0	2,2	1,5	5,2	5,0	4,3
Japon	17,4	24,4	23,2	19,1	19,5	18,9	21,4	9,8	15,1	15,6	14,6
Royaume-Uni	-18,3	-19,1	-11,8	-13,0	-9,1	-10,9	-5,2	-11,5	-11,9	-11,9	-12,0
Canada	-11,0	-9,8	-8,9	-7,4	-6,0	-7,3	-0,9	-1,0	-3,0	-3,0	-6,4
Autres pays avancés <sup>1</sup>	9,4	9,0	8,3	7,7	8,2	9,7	11,9	11,0	10,1	9,7	8,5
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>-1,1</b>	<b>-1,5</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,8</b>	<b>-0,2</b>	<b>1,8</b>	<b>3,4</b>	<b>5,1</b>	<b>1,6</b>	<b>1,3</b>	<b>-1,4</b>
<b>Par région</b>											
Pays émergents et pays en développement d'Asie	7,7	5,7	4,0	-1,2	2,1	7,3	5,1	4,9	3,2	2,8	0,0
Pays émergents et pays en développement d'Europe	2,7	-0,9	-1,9	4,2	3,3	0,1	3,8	6,3	-1,1	-0,7	-2,2
Amérique latine et Caraïbes	-16,7	-10,3	-8,4	-11,4	-9,0	-1,5	-7,4	-8,6	-6,9	-5,9	-5,3
Moyen-Orient et Asie centrale	-10,8	-12,1	-3,2	6,4	0,7	-10,1	8,7	18,7	9,7	8,2	0,8
Afrique subsaharienne	-27,0	-17,1	-9,1	-9,0	-13,6	-13,5	-4,1	-7,4	-10,5	-11,1	-10,2
<b>Classification analytique</b>											
<b>Source des recettes d'exportation</b>											
Combustibles	-11,5	-8,3	2,7	12,2	4,4	-8,7	12,8	24,0	13,1	11,9	4,6
Autres produits	0,9	-0,2	-1,0	-3,4	-1,0	3,4	1,9	1,4	-0,5	-0,6	-2,3
Dont : produits primaires	-18,6	-12,5	-14,1	-14,5	-7,1	1,5	2,2	-5,5	-6,6	-4,8	-3,8
<b>Source de financement extérieur</b>											
Pays débiteurs (net)	-9,9	-6,9	-6,9	-8,5	-6,2	-2,7	-6,9	-8,3	-6,5	-6,3	-6,6
<b>Pays débiteurs (net) selon le service de la dette</b>											
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2018 et 2022	-24,2	-25,0	-18,0	-13,4	-12,9	-10,4	-8,8	-6,8	-9,7	-11,3	-9,1
<i>Pour mémoire</i>											
<b>Monde</b>	<b>0,9</b>	<b>1,2</b>	<b>1,9</b>	<b>1,2</b>	<b>1,5</b>	<b>1,4</b>	<b>3,1</b>	<b>1,3</b>	<b>1,0</b>	<b>1,1</b>	<b>0,2</b>
Union européenne	6,7	7,2	6,7	6,2	6,0	5,7	7,2	1,9	4,4	4,7	4,8
Moyen-Orient et Afrique du Nord	-10,1	-11,2	-2,1	8,4	2,3	-9,7	9,9	20,4	11,0	9,5	2,4
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	-0,1	-0,9	0,0	-0,2	0,5	2,6	4,5	6,3	2,3	2,0	-0,8
Pays en développement à faible revenu	-15,9	-9,2	-6,2	-8,8	-8,1	-8,2	-10,4	-10,8	-7,7	-7,4	-7,1

<sup>1</sup>Hors Groupe des Sept (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

<sup>2</sup>Voir les notes relatives à l'Italie et au Royaume-Uni dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

**Tableau A11. Pays avancés : soldes des transactions courantes***(En pourcentage du PIB)*

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Projections		
									2023	2024	2028
<b>Pays avancés</b>	<b>0,6</b>	<b>0,8</b>	<b>1,0</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>0,3</b>	<b>0,9</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,4</b>
États-Unis	-2,2	-2,1	-1,9	-2,1	-2,1	-2,8	-3,6	-3,8	-3,0	-2,8	-2,4
Zone euro <sup>1</sup>	2,7	3,0	3,1	2,8	2,4	1,8	2,8	-0,7	1,2	1,4	1,8
Allemagne	8,6	8,6	7,8	8,0	8,2	7,1	7,7	4,2	6,0	6,6	6,1
France	-0,4	-0,5	-0,8	-0,8	0,5	-1,6	0,4	-2,0	-1,2	-1,3	-0,4
Italie <sup>2</sup>	1,4	2,6	2,7	2,6	3,3	3,9	3,1	-1,2	0,7	0,9	2,1
Espagne	2,0	3,2	2,8	1,9	2,1	0,6	0,8	0,6	2,1	2,0	1,8
Pays-Bas	5,2	7,1	8,9	9,3	6,9	5,1	12,1	9,2	7,6	7,6	7,3
Belgique	1,4	0,6	0,7	-0,9	0,1	1,1	0,4	-3,6	-2,7	-1,9	-0,3
Irlande	4,4	-4,2	0,5	4,9	-19,9	-6,5	13,7	10,8	7,8	7,2	5,8
Autriche	1,7	2,7	1,4	0,9	2,4	3,0	0,4	0,7	0,1	0,0	0,3
Portugal	0,2	1,2	1,3	0,6	0,4	-1,0	-0,8	-1,2	1,3	1,1	0,2
Grèce	-1,5	-2,4	-2,6	-3,6	-2,2	-7,3	-7,1	-10,1	-6,9	-6,0	-3,2
Finlande	-0,9	-2,0	-0,8	-1,8	-0,3	0,5	0,4	-3,6	-1,7	-0,9	-0,4
République slovaque	-2,1	-2,7	-1,9	-2,2	-3,3	0,6	-2,5	-8,2	-2,7	-4,0	-2,1
Croatie	3,3	2,2	3,5	1,8	2,9	-0,5	1,8	-1,6	-0,2	-0,4	0,2
Lituanie	-2,4	-1,1	0,5	0,3	3,5	7,3	1,1	-5,1	0,0	0,9	1,8
Slovénie	3,8	4,8	6,2	5,9	5,9	7,2	3,3	-1,0	4,4	3,8	1,9
Luxembourg	4,8	4,8	4,7	3,7	3,4	3,2	4,6	3,6	3,7	4,0	4,2
Lettonie	-0,6	1,6	1,2	-0,2	-0,6	2,9	-3,9	-4,7	-3,0	-2,4	-2,0
Estonie	1,8	1,2	2,3	0,9	2,4	-1,0	-1,8	-2,9	1,8	2,6	1,1
Chypre	-0,4	-4,2	-5,0	-4,0	-5,6	-10,1	-6,8	-9,1	-8,6	-7,9	-7,6
Malte	2,7	-0,6	5,9	5,6	9,0	2,2	1,2	-5,7	-3,0	-2,9	-0,5
Japon	3,1	4,0	4,1	3,5	3,4	3,0	3,9	2,1	3,3	3,7	3,2
Royaume-Uni <sup>2</sup>	-5,1	-5,5	-3,6	-4,1	-2,8	-3,2	-1,5	-3,8	-3,7	-3,7	-3,5
Corée	7,2	6,5	4,6	4,5	3,6	4,6	4,7	1,8	1,3	1,7	3,1
Canada	-3,5	-3,1	-2,8	-2,4	-2,0	-2,2	-0,3	-0,3	-1,0	-1,0	-2,0
Taiwan, province chinoise de	13,6	13,1	14,1	11,6	10,7	14,4	15,2	13,3	11,8	12,1	10,9
Australie	-4,6	-3,3	-2,6	-2,2	0,4	2,2	3,0	1,1	0,6	-0,7	-0,9
Suisse	8,9	7,3	5,3	5,6	3,9	0,4	8,6	10,2	8,0	8,0	8,0
Singapour	18,7	17,8	18,1	15,7	16,2	16,5	18,0	19,3	16,6	15,2	11,8
Suède	3,2	2,2	2,8	2,5	5,3	5,9	6,8	4,8	5,4	5,4	4,0
Hong Kong (RAS)	3,3	4,0	4,6	3,7	5,9	7,0	11,8	10,6	7,1	6,3	5,2
République tchèque	0,4	1,8	1,5	0,4	0,3	2,0	-2,8	-6,1	0,5	1,7	2,2
Israël	5,2	3,8	3,7	3,0	3,4	5,4	4,2	3,4	4,2	4,0	3,5
Norvège	9,0	5,2	6,3	9,0	3,8	1,1	13,6	30,2	26,2	25,4	17,5
Danemark	8,2	7,8	8,0	7,3	8,5	8,1	9,1	13,5	11,4	9,9	8,9
Nouvelle-Zélande	-2,8	-2,0	-2,8	-4,2	-2,9	-1,0	-6,0	-9,0	-7,9	-6,5	-4,2
Porto Rico	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Macao (RAS)	23,3	26,5	30,8	33,0	33,7	14,9	5,8	-23,5	19,9	32,4	35,8
Islande	5,6	8,1	4,2	4,3	6,5	0,9	-3,0	-2,0	-0,6	-0,4	1,0
Andorre	...	...	...	...	18,0	14,6	16,1	17,0	17,9	18,4	18,9
Saint-Marin	...	...	-0,4	-1,9	2,0	2,8	6,5	8,0	3,8	2,9	1,3
<i>Pour mémoire</i>											
Principaux pays avancés	-0,5	-0,2	0,0	-0,2	0,0	-0,7	-0,7	-2,1	-1,2	-1,0	-0,8
Zone euro <sup>3</sup>	3,4	3,6	3,5	3,4	3,1	2,6	4,1	1,3	2,4	2,6	2,9

<sup>1</sup>Les données sont corrigées des différences de déclaration entre pays de la zone euro.<sup>2</sup>Voir les notes relatives à l'Italie et au Royaume-Uni dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.<sup>3</sup>Les données correspondent à la somme des soldes des pays de la zone euro.



**Tableau A12. Pays émergents et pays en développement : soldes des transactions courantes**  
(En pourcentage du PIB)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Projections		
									2023	2024	2028
<b>Pays émergents et pays en développement</b>											
<b>d'Asie</b>	<b>1,9</b>	<b>1,3</b>	<b>0,9</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,5</b>	<b>1,5</b>	<b>1,2</b>	<b>1,2</b>	<b>0,7</b>	<b>0,6</b>	<b>0,0</b>
Bangladesh	1,2	1,6	-0,5	-3,0	-1,3	-1,5	-1,1	-4,1	-0,7	-0,8	-3,0
Bhoutan	-27,9	-31,6	-23,6	-18,4	-20,5	-15,8	-12,0	-31,9	-29,4	-12,3	-10,9
Brunéi Darussalam	16,7	12,9	16,4	6,9	6,6	4,5	11,2	19,6	10,6	11,6	14,0
Cambodge	-8,7	-8,5	-7,9	-11,8	-10,8	-3,4	-42,0	-27,3	-11,0	-8,0	-6,6
Chine	2,6	1,7	1,5	0,2	0,7	1,7	2,0	2,2	1,5	1,4	0,7
Fidji	-4,3	-3,5	-6,6	-8,5	-12,8	-13,7	-15,9	-17,3	-10,9	-10,7	-7,9
Îles Marshall	11,5	10,0	-0,9	-2,1	-31,3	15,0	22,6	8,2	3,8	-1,1	-13,1
Îles Salomon	-2,7	-3,5	-4,3	-3,0	-9,5	-1,6	-5,1	-12,1	-11,3	-9,6	-6,4
Inde	-1,0	-0,6	-1,8	-2,1	-0,9	0,9	-1,2	-2,0	-1,8	-1,8	-2,3
Indonésie	-2,0	-1,8	-1,6	-2,9	-2,7	-0,4	0,3	1,0	-0,3	-0,6	-1,5
Kiribati	33,0	10,8	37,4	38,8	49,5	40,0	8,9	-4,1	9,0	12,2	8,9
Lao, République démocratique populaire	-22,3	-11,0	-11,2	-13,0	-9,1	-5,1	-0,6	-6,0	-2,6	-6,1	-5,7
Malaisie	3,0	2,4	2,8	2,2	3,5	4,2	3,9	3,1	2,7	2,8	3,0
Maldives	-7,5	-23,6	-21,0	-28,4	-26,6	-34,7	-8,5	-16,8	-16,4	-12,8	-9,3
Micronésie	4,5	7,2	10,3	21,0	14,6	0,5	4,0	8,7	1,9	-4,2	-5,6
Mongolie	-8,2	-6,3	-10,1	-16,7	-15,2	-5,1	-13,8	-13,4	-10,9	-12,6	-8,0
Myanmar	-3,5	-4,2	-6,8	-4,7	-2,8	-3,4	-0,3	-4,3	-1,6	-1,5	-1,4
Nauru	-19,6	4,2	12,4	7,6	4,6	2,5	4,6	-0,5	5,8	0,0	-1,1
Népal	4,4	5,5	-0,3	-7,1	-6,9	-1,0	-7,7	-12,7	-1,5	-4,6	-3,9
Palaos	-13,4	-16,2	-22,9	-19,0	-30,8	-47,2	-43,3	-54,7	-57,3	-42,0	-26,9
Papouasie-Nouvelle-Guinée	10,9	13,7	15,9	12,9	14,8	14,1	12,6	27,9	15,9	17,7	9,6
Philippines	2,4	-0,4	-0,7	-2,6	-0,8	3,2	-1,5	-4,5	-3,0	-2,6	-1,1
Samoa	-2,6	-4,2	-1,8	0,8	2,8	0,6	-14,5	-11,3	-3,3	-4,0	-1,2
Sri Lanka <sup>1</sup>	-2,2	-2,0	-2,4	-3,0	-2,1	-1,4	-3,7	-1,0	...	...	...
Thaïlande	6,9	10,5	9,6	5,6	7,0	4,2	-2,1	-3,0	-0,2	1,9	3,3
Timor-Leste	12,8	-33,0	-17,8	-12,2	6,6	-14,3	1,3	5,0	-42,9	-49,5	-51,9
Tonga	-10,1	-6,5	-6,4	-6,3	-0,8	-5,3	-5,2	-6,3	-7,9	-7,1	-8,2
Tuvalu	-33,7	29,9	2,1	60,9	-22,2	16,3	24,1	4,6	2,2	-1,5	-5,0
Vanuatu	-7,4	-2,4	-6,4	8,7	27,8	7,9	0,8	-4,2	-4,1	-4,5	1,1
Viet Nam	-0,9	0,2	-0,6	1,9	3,8	4,3	-2,2	-0,3	0,2	0,7	1,1
<b>Pays émergents et pays en développement</b>											
<b>d'Europe</b>	<b>1,0</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,7</b>	<b>1,6</b>	<b>1,3</b>	<b>0,1</b>	<b>1,5</b>	<b>2,6</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,8</b>
Albanie	-8,6	-7,6	-7,5	-6,8	-7,6	-8,7	-7,7	-6,0	-6,0	-5,9	-5,7
Bélarus	-3,3	-3,4	-1,7	0,0	-1,9	-0,3	3,2	3,7	2,7	2,0	0,0
Bosnie-Herzégovine	-5,0	-4,7	-4,8	-3,2	-2,6	-3,3	-2,4	-4,5	-4,3	-3,8	-3,6
Bulgarie	0,0	3,1	3,3	0,9	1,9	0,0	-1,9	-0,7	0,0	0,1	-0,3
Hongrie	2,3	4,5	2,0	0,2	-0,8	-1,1	-4,1	-8,0	-0,9	-1,6	0,5
Kosovo	-8,8	-8,0	-5,5	-7,6	-5,7	-7,0	-8,7	-10,5	-8,1	-7,4	-5,3
Macédoine du Nord	-1,8	-2,6	-0,8	0,2	-3,0	-2,9	-3,1	-6,0	-3,3	-3,3	-2,9
Moldova, République de	-6,0	-3,6	-5,8	-10,8	-9,4	-7,7	-12,4	-14,4	-12,1	-10,9	-9,6
Monténégro	-11,0	-16,2	-16,1	-17,0	-14,3	-26,1	-9,2	-13,2	-10,7	-11,3	-13,7
Pologne	-1,3	-1,0	-1,2	-1,9	-0,2	2,5	-1,4	-3,0	1,0	0,3	-1,0
Roumanie	-0,8	-1,6	-3,1	-4,6	-4,9	-4,9	-7,2	-9,3	-7,3	-7,1	-6,3
Russie	5,0	1,9	2,0	7,0	3,9	2,4	6,6	10,5	3,4	4,0	2,3
Serbie	-3,5	-2,9	-5,2	-4,8	-6,9	-4,1	-4,3	-6,9	-2,3	-3,2	-4,2
Türkiye <sup>1</sup>	-3,1	-3,1	-4,7	-2,6	1,4	-4,4	-0,9	-5,3	-4,2	-3,0	-2,3
Ukraine <sup>1</sup>	1,7	-1,5	-2,2	-3,3	-2,7	3,3	-1,6	5,0	-5,7	-7,2	-3,8
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>	<b>-3,5</b>	<b>-2,2</b>	<b>-1,8</b>	<b>-2,7</b>	<b>-2,1</b>	<b>-0,4</b>	<b>-2,0</b>	<b>-2,4</b>	<b>-1,8</b>	<b>-1,5</b>	<b>-1,3</b>
Antigua-et-Barbuda	2,2	-2,5	-8,0	-14,6	-7,2	-16,3	-15,6	-16,2	-12,5	-12,0	-10,2
Argentine	-2,7	-2,7	-4,8	-5,2	-0,8	0,7	1,4	-0,7	-0,6	1,2	1,0
Aruba	3,9	4,6	1,0	-0,5	2,6	-12,4	2,7	11,1	9,5	10,5	7,3
Bahamas	-12,7	-12,5	-13,5	-9,5	-2,2	-23,4	-21,1	-13,6	-9,5	-8,8	-5,8
Barbade	-6,1	-4,3	-3,8	-4,0	-2,8	-5,9	-11,2	-11,1	-8,5	-7,8	-5,4
Belize	-7,9	-7,2	-6,9	-6,5	-7,6	-6,1	-6,3	-7,3	-6,1	-6,0	-5,5
Bolivie	-5,8	-5,6	-5,0	-4,3	-3,3	0,0	2,1	-0,4	-2,7	-3,3	-3,7
Brésil	-3,5	-1,7	-1,2	-2,9	-3,6	-1,9	-2,8	-2,8	-1,9	-1,8	-2,2
Chili	-2,7	-2,6	-2,8	-4,5	-5,2	-1,9	-7,3	-9,0	-3,5	-3,6	-3,0
Colombie	-6,4	-4,5	-3,2	-4,2	-4,6	-3,5	-5,6	-6,2	-4,9	-4,3	-3,9

**Tableau A12. Pays émergents et pays en développement : soldes des transactions courantes (suite)**  
(En pourcentage du PIB)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Projections		
									2023	2024	2028
<b>Amérique latine et Caraïbes (fin)</b>	<b>-3,5</b>	<b>-2,2</b>	<b>-1,8</b>	<b>-2,7</b>	<b>-2,1</b>	<b>-0,4</b>	<b>-2,0</b>	<b>-2,4</b>	<b>-1,8</b>	<b>-1,5</b>	<b>-1,3</b>
Costa Rica	-3,4	-2,1	-3,6	-3,0	-1,3	-1,0	-2,5	-3,7	-2,8	-2,3	-1,6
Dominique	-4,7	-7,7	-8,9	-43,7	-35,6	-35,4	-27,6	-27,9	-27,1	-19,9	-12,9
El Salvador	-3,2	-2,3	-1,9	-3,3	-0,4	1,6	-4,3	-6,6	-4,5	-4,5	-4,4
Équateur	-2,2	1,1	-0,2	-1,2	-0,1	2,9	3,2	2,4	1,5	1,6	1,8
Grenade	-10,7	-8,9	-11,6	-12,9	-10,1	-16,4	-13,0	-17,0	-14,8	-12,7	-11,5
Guatemala	-1,2	1,0	1,2	0,9	2,4	5,0	2,2	1,4	2,4	1,8	0,0
Guyana	-3,4	1,5	-4,9	-29,0	-68,8	-16,3	-25,9	23,8	18,0	20,0	47,7
Haïti	-5,1	-1,7	-2,2	-2,9	-1,1	0,4	0,4	-2,3	-2,9	-2,3	-0,4
Honduras	-4,7	-3,1	-1,2	-6,6	-2,6	2,8	-4,7	-3,2	-5,2	-4,9	-3,9
Jamaïque	-3,0	-0,3	-2,7	-1,5	-1,9	-1,1	1,0	-0,8	-1,2	-1,7	-2,2
Mexique	-2,7	-2,3	-1,9	-2,1	-0,4	2,0	-0,6	-1,2	-1,5	-1,4	-0,9
Nicaragua	-9,9	-8,5	-7,2	-1,8	5,9	3,6	-3,1	-1,3	2,1	0,2	-1,7
Panama	-8,6	-7,5	-5,8	-7,9	-5,8	-0,3	-3,0	-3,9	-3,6	-3,2	-2,5
Paraguay	-0,2	4,3	3,0	-0,2	0,4	3,6	-0,8	-6,0	0,6	0,1	1,3
Pérou	-4,6	-2,2	-0,8	-1,2	-0,6	1,1	-2,2	-4,1	-1,9	-2,1	-1,5
République dominicaine	-1,8	-1,1	-0,2	-1,5	-1,3	-1,7	-2,8	-5,6	-3,7	-3,5	-2,9
Saint-Kitts-et-Nevis	-8,3	-12,3	-10,6	-7,2	-5,8	-10,9	-5,9	-3,4	-2,5	-2,0	-1,0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	-14,7	-12,9	-11,7	-10,3	-2,3	-15,7	-22,7	-19,5	-17,6	-18,4	-8,9
Sainte-Lucie	-0,7	-6,5	-2,0	1,4	5,5	-15,2	-7,0	-2,3	-0,7	-0,4	-0,1
Suriname	-15,3	-4,8	1,9	-3,0	-11,3	9,0	5,9	2,2	1,5	1,0	-0,5
Trinité-et-Tobago	7,8	-3,3	6,0	6,8	4,4	-6,7	11,3	17,9	5,7	7,1	5,9
Uruguay	-0,3	0,8	0,0	-0,5	1,2	-0,8	-2,5	-3,5	-3,7	-3,3	-2,2
Venezuela	-12,8	-3,4	7,5	8,4	5,9	-3,5	-1,2	3,6	2,2	3,4	...
<b>Moyen-Orient et Asie centrale</b>	<b>-3,9</b>	<b>-4,0</b>	<b>-1,0</b>	<b>2,9</b>	<b>0,4</b>	<b>-3,4</b>	<b>3,3</b>	<b>8,6</b>	<b>4,1</b>	<b>3,6</b>	<b>0,4</b>
Afghanistan <sup>1</sup>	3,7	9,0	7,6	12,2	11,7	11,2	...	...	...	...	...
Algérie	-16,4	-16,5	-13,3	-9,7	-9,9	-12,8	-2,8	9,8	2,9	1,0	-5,2
Arabie saoudite	-8,5	-3,6	1,5	8,5	4,6	-3,1	5,1	13,6	5,9	5,4	0,5
Arménie	-2,7	-1,0	-1,3	-7,2	-7,1	-4,0	-3,5	0,8	-1,4	-2,3	-5,0
Azerbaïdjan	-0,4	-3,6	4,1	12,8	9,1	-0,5	15,1	29,8	16,3	15,7	7,0
Bahreïn	-2,4	-4,6	-4,1	-6,4	-2,1	-9,4	6,6	15,4	6,6	7,0	2,4
Cisjordanie et Gaza <sup>1</sup>	-13,9	-13,9	-13,2	-13,2	-10,4	-12,3	-9,8	...	...	...	...
Djibouti	29,5	-1,0	-4,8	14,7	18,3	11,5	2,6	-4,8	-3,2	-1,4	2,3
Égypte	-3,5	-5,6	-5,8	-2,3	-3,4	-2,9	-4,4	-3,5	-1,7	-2,4	-2,7
Émirats arabes unis	4,7	3,6	7,0	9,7	8,9	6,0	11,5	11,7	8,2	7,7	6,5
Géorgie	-11,8	-12,5	-8,1	-6,8	-5,9	-12,5	-10,4	-4,0	-6,1	-5,8	-5,5
Iran	0,3	2,9	3,1	7,9	-0,7	-0,4	3,9	4,2	3,4	3,7	2,7
Iraq	-7,0	-7,9	-5,3	3,9	-0,7	-15,0	6,9	17,3	-1,9	-4,3	-7,7
Jordanie	-9,0	-9,7	-10,6	-6,8	-1,7	-5,7	-8,2	-8,8	-7,6	-5,4	-3,6
Kazakhstan	-5,4	-5,1	-2,1	-1,0	-3,9	-6,4	-1,3	3,5	-1,5	-0,7	-2,9
Koweït	3,5	-4,6	8,0	14,4	13,1	4,6	27,2	36,0	30,3	27,7	16,0
Liban <sup>1</sup>	-19,9	-23,5	-26,4	-28,6	-27,9	-15,7	-17,3	-28,8	...	...	...
Libye	-18,9	-9,4	6,6	14,7	6,7	-8,5	-5,4	32,9	21,3	26,5	14,9
Maroc	-2,0	-3,8	-3,2	-4,9	-3,4	-1,2	-2,3	-3,5	-3,1	-3,2	-2,8
Mauritanie	-15,5	-11,0	-10,0	-13,1	-10,3	-6,7	-7,8	-15,3	-9,9	-11,1	-6,7
Oman	-13,9	-16,7	-13,4	-4,6	-4,6	-16,2	-5,4	6,4	5,1	5,4	1,6
Ouzbékistan	1,0	0,2	2,4	-6,8	-5,6	-5,0	-7,0	-0,8	-4,3	-4,6	-5,0
Pakistan	-0,9	-1,6	-3,6	-5,4	-4,2	-1,5	-0,8	-4,7	-0,7	-1,8	-1,7
Qatar	8,5	-5,5	4,0	9,1	2,4	-2,1	14,6	26,7	17,6	15,4	9,3
République kirghize	-15,9	-11,6	-6,2	-12,1	-11,5	4,5	-8,0	-46,5	-20,0	-6,1	-4,2
Somalie	-2,2	-5,6	1,6	-0,1	-9,0	-4,5	-6,9	-8,2	-9,6	-10,1	-11,1
Soudan <sup>1</sup>	-8,5	-6,5	-9,4	-14,0	-14,2	-16,9	-7,5	-11,2	-1,0	-7,4	-7,7
Syrie <sup>2</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Tadjikistan	-6,1	-4,2	2,1	-4,9	-2,2	4,1	8,2	15,6	-3,7	-2,4	-3,4
Tunisie	-9,1	-8,8	-9,7	-10,4	-7,8	-5,9	-6,0	-8,6	-5,8	-5,4	-4,6
Turkménistan	-17,3	-23,1	-11,1	4,9	2,8	2,6	6,5	7,1	3,4	1,8	-2,5
Yémen	-3,1	-5,8	-2,3	-5,4	-6,1	-17,0	-15,4	-17,8	-19,4	-13,9	-2,0

**Tableau A12. Pays émergents et pays en développement : soldes des transactions courantes (fin)**  
(En pourcentage du PIB)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Projections		
									2023	2024	2028
<b>Afrique subsaharienne</b>	<b>-5,7</b>	<b>-3,6</b>	<b>-2,1</b>	<b>-2,2</b>	<b>-3,2</b>	<b>-2,7</b>	<b>-1,0</b>	<b>-1,9</b>	<b>-2,7</b>	<b>-2,8</b>	<b>-2,3</b>
Angola	-8,8	-3,1	-0,5	7,3	6,1	1,5	11,2	9,6	3,1	3,7	1,8
Afrique du Sud	-4,3	-2,7	-2,4	-2,9	-2,6	1,9	3,7	-0,5	-2,5	-2,8	-2,1
Bénin	-6,0	-3,0	-4,2	-4,6	-4,0	-1,7	-4,2	-5,6	-6,0	-5,7	-4,2
Botswana	2,2	8,0	5,6	0,4	-6,9	-10,3	-1,3	3,0	0,8	1,5	0,6
Burkina Faso	-7,6	-6,1	-5,0	-4,2	-3,2	4,1	0,4	-6,2	-5,1	-5,2	-3,7
Burundi	-11,5	-11,1	-11,7	-11,4	-11,6	-10,3	-12,4	-15,6	-18,7	-20,7	-12,5
Cabo Verde	-2,9	-3,4	-7,0	-4,8	0,2	-15,0	-11,8	-3,6	-5,8	-5,0	-4,0
Cameroun	-3,6	-3,1	-2,6	-3,5	-4,3	-3,7	-4,0	-1,8	-2,6	-2,4	-3,0
Comores	-0,3	-4,4	-2,2	-3,0	-3,5	-1,9	-0,5	-2,4	-5,6	-5,8	-4,6
Congo, République démocratique du	-3,7	-3,9	-3,1	-3,5	-3,2	-2,2	-1,0	-5,2	-6,0	-5,3	-3,0
Congo, République du	-39,0	-45,3	-5,5	8,3	15,7	12,3	14,2	19,4	4,0	2,1	-2,4
Côte d'Ivoire	-0,4	-0,9	-2,0	-3,9	-2,3	-3,1	-4,0	-6,5	-4,7	-3,8	-2,6
Érythrée <sup>1</sup>	22,4	13,4	24,8	15,5	13,0	...	...	...	...	...	...
Eswatini	13,0	7,9	6,2	1,3	3,9	7,1	2,7	-0,7	6,3	3,2	0,3
Éthiopie	-11,5	-10,9	-8,5	-6,5	-5,3	-4,6	-3,2	-4,3	-2,4	-2,0	-1,9
Gabon	-5,6	-11,1	-8,7	-4,8	-5,0	-6,9	-4,5	1,6	-0,8	-2,1	-6,1
Gambie	-9,9	-9,2	-7,4	-9,5	-6,2	-3,0	-0,1	-5,9	-5,0	-5,2	-3,8
Ghana	-5,7	-5,1	-3,3	-3,0	-2,2	-2,5	-2,7	-2,1	-2,5	-2,8	-3,1
Guinée	-12,5	-30,7	-6,7	-18,5	-15,5	-16,2	-2,1	-8,2	-8,9	-8,8	-6,6
Guinée-Bissau	1,8	1,4	0,3	-3,5	-8,5	-2,6	-0,8	-9,6	-7,1	-4,5	-4,0
Guinée équatoriale	-17,7	-26,0	-7,8	-2,7	-7,5	-0,8	5,4	9,6	-2,6	-3,0	-7,0
Kenya	-6,3	-5,4	-7,0	-5,4	-5,2	-4,7	-5,2	-5,1	-4,9	-4,9	-5,1
Lesotho	-4,2	-7,8	-4,0	-3,3	-1,5	-1,0	-4,4	-7,9	-3,1	-4,7	-4,3
Libéria	-28,5	-23,0	-22,3	-21,3	-19,6	-16,4	-17,9	-19,6	-22,9	-23,1	-20,4
Madagascar	-1,6	0,5	-0,4	0,7	-2,3	-5,4	-4,9	-5,4	-3,9	-4,8	-4,9
Malawi	-12,2	-13,1	-15,5	-12,0	-12,6	-13,8	-13,3	-3,4	-5,9	-8,5	-6,8
Mali	-5,3	-7,2	-7,3	-4,9	-7,5	-2,2	-7,5	-6,9	-6,5	-5,7	-3,7
Maurice	-3,5	-3,9	-4,5	-3,8	-5,0	-8,8	-13,0	-11,5	-6,2	-4,1	-5,6
Mozambique	-37,4	-32,2	-19,6	-32,2	-19,1	-27,6	-22,4	-32,9	-16,0	-39,3	-20,5
Namibie	-13,6	-16,5	-4,4	-3,6	-1,8	2,6	-9,9	-12,7	-7,1	-6,4	-4,5
Niger	-15,3	-11,4	-11,4	-12,7	-12,2	-13,2	-14,1	-15,6	-12,5	-3,9	-5,8
Nigéria	-3,1	1,3	3,6	1,7	-3,1	-3,7	-0,7	0,2	0,7	0,6	0,1
Ouganda	-5,5	-2,6	-4,8	-6,1	-6,6	-9,4	-8,3	-8,2	-7,1	-8,2	-6,4
République centrafricaine	-9,1	-5,4	-7,8	-8,0	-4,9	-8,2	-11,1	-12,7	-8,8	-7,8	-4,5
Rwanda	-12,7	-15,3	-9,5	-10,1	-11,9	-12,1	-11,2	-9,8	-12,7	-11,3	-7,5
Sao Tomé-et-Principe	-14,5	-7,2	-15,3	-13,2	-12,7	-11,2	-12,1	-13,3	-14,9	-10,0	-7,0
Sénégal	-5,7	-4,2	-7,3	-8,8	-7,9	-10,1	-11,2	-19,9	-14,6	-7,9	-4,4
Seychelles	-17,9	-18,7	-17,9	-2,4	-2,8	-12,3	-10,1	-7,1	-6,9	-8,5	-9,1
Sierra Leone	-23,6	-7,6	-18,3	-17,1	-19,4	-7,9	-8,6	-8,8	-6,8	-7,0	-7,7
Soudan du Sud	1,7	19,6	9,6	11,0	2,1	-19,2	-9,5	9,8	2,3	2,0	0,4
Tanzanie	-7,7	-4,2	-2,6	-3,0	-2,6	-1,9	-3,4	-5,4	-5,1	-4,2	-2,7
Tchad	-13,8	-10,4	-7,1	-1,1	-4,2	-7,4	-3,4	6,2	0,2	-3,3	-6,2
Togo	-7,5	-7,2	-1,5	-2,6	-0,8	-0,3	-0,9	-3,2	-3,1	-2,7	-2,2
Zambie	-2,7	-3,3	-1,7	-1,3	0,4	10,6	9,7	3,6	3,8	7,1	8,5
Zimbabwe <sup>1</sup>	-8,0	-3,4	-1,3	-3,7	3,5	2,5	1,0	1,0	0,9	-0,7	-1,1

<sup>1</sup>Voir les notes relatives à l'Afghanistan, à la Cisjordanie et Gaza, à l'Érythrée, au Liban, au Soudan, à Sri Lanka, à la Turquie, à l'Ukraine et Gaza et au Zimbabwe dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

<sup>2</sup>Les données pour la Syrie de 2011 et au-delà sont exclues en raison de l'incertitude entourant la situation politique.

**Tableau A13. État récapitulatif des soldes du compte financier**  
(Milliards de dollars)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Projections	
									2023	2024
<b>Pays avancés</b>										
Solde du compte financier	273,0	414,4	396,6	445,4	136,6	-35,8	535,1	6,2	71,7	246,8
Investissements directs nets	-5,9	-252,6	339,0	-50,6	26,3	7,1	711,9	614,4	116,1	163,8
Investissements de portefeuille nets	198,3	523,3	11,4	507,7	20,1	189,2	302,3	-833,9	-439,8	-133,2
Dérivés financiers nets	-90,3	18,6	26,9	48,5	15,4	77,3	37,8	12,4	106,3	101,3
Autres investissements nets	-56,2	-53,3	-228,3	-189,7	6,8	-669,2	-1 153,8	426,8	196,5	-8,0
Variation des réserves	207,6	190,0	247,7	129,5	68,0	358,9	636,1	-213,7	91,9	122,1
<b>États-Unis</b>										
Solde du compte financier	-386,4	-362,4	-373,2	-302,9	-558,4	-668,9	-788,8	-804,8	-905,1	-786,6
Investissements directs nets	-209,4	-174,6	28,6	-345,4	-201,1	148,3	-99,0	38,2	-87,3	-95,5
Investissements de portefeuille nets	-106,8	-193,8	-250,1	78,8	-244,9	-540,2	97,3	-437,7	-428,7	-186,0
Dérivés financiers nets	-27,0	7,8	24,0	-20,4	-41,7	-5,1	-39,0	-80,7	-22,8	-29,1
Autres investissements nets	-37,0	-4,0	-174,1	-20,8	-75,4	-280,9	-862,0	-330,4	-367,1	-476,0
Variation des réserves	-6,3	2,1	-1,7	5,0	4,7	9,0	114,0	5,8	0,8	0,0
<b>Zone euro</b>										
Solde du compte financier	331,4	310,6	387,9	344,3	234,9	209,1	446,9	90,2	...	...
Investissements directs nets	240,6	141,5	69,0	137,1	77,1	-247,8	397,3	244,7	...	...
Investissements de portefeuille nets	131,4	540,8	404,3	274,8	-138,7	585,6	380,2	-305,9	...	...
Dérivés financiers nets	126,4	11,3	12,4	46,6	6,5	19,1	68,3	65,9	...	...
Autres investissements nets	-178,5	-400,3	-96,7	-144,0	283,3	-162,9	-553,2	66,6	...	...
Variation des réserves	11,6	17,3	-1,2	29,8	6,7	15,0	154,3	18,9	...	...
<b>Allemagne</b>										
Solde du compte financier	263,8	286,5	303,0	287,0	224,3	218,5	294,2	240,0	265,6	309,1
Investissements directs nets	68,4	48,1	37,7	25,1	98,4	-5,6	118,8	132,0	86,6	124,7
Investissements de portefeuille nets	213,8	217,9	220,7	177,4	82,9	18,7	240,9	25,6	97,2	136,1
Dérivés financiers nets	33,7	31,7	12,6	26,8	23,0	107,9	71,2	45,0	57,4	62,5
Autres investissements nets	-49,7	-13,0	33,5	57,2	20,6	97,5	-174,5	32,7	24,5	-14,2
Variation des réserves	-2,5	1,9	-1,4	0,5	-0,6	-0,1	37,7	4,7	0,0	0,0
<b>France</b>										
Solde du compte financier	-0,8	-18,6	-36,1	-28,4	-0,1	-56,5	5,5	-60,8	-25,8	-29,5
Investissements directs nets	7,9	41,8	11,1	60,2	30,7	10,2	13,8	11,6	23,8	30,7
Investissements de portefeuille nets	43,2	0,2	30,3	19,3	-70,4	-29,7	14,9	-125,8	-48,5	-27,8
Dérivés financiers nets	14,5	-17,6	-1,4	-30,5	4,1	-27,2	21,0	-43,1	-27,0	-17,6
Autres investissements nets	-74,2	-45,4	-72,7	-89,7	32,3	-14,4	-71,2	94,4	22,1	-19,4
Variation des réserves	8,0	2,5	-3,4	12,3	3,2	4,6	27,0	2,0	3,7	4,6
<b>Italie</b>										
Solde du compte financier	42,9	38,1	62,4	40,6	59,2	82,4	65,5	-18,5	34,2	38,8
Investissements directs nets	2,0	-12,3	0,5	-6,1	1,6	21,5	36,9	-21,8	-10,7	-11,1
Investissements de portefeuille nets	111,7	157,8	103,1	157,1	-56,2	132,3	145,7	176,2	-32,5	-33,7
Dérivés financiers nets	1,3	-3,6	-8,4	-3,3	3,0	-2,8	0,0	12,0	6,4	3,5
Autres investissements nets	-72,7	-102,5	-35,9	-110,2	107,1	-73,1	-141,7	-187,0	70,9	80,1
Variation des réserves	0,6	-1,3	3,0	3,1	3,6	4,6	24,5	2,1	0,0	0,0
<b>Espagne</b>										
Solde du compte financier	26,6	37,2	37,6	35,3	28,8	-0,5	16,4	23,2	51,9	52,2
Investissements directs nets	33,4	12,4	14,1	-19,9	8,9	18,1	-20,1	-0,7	-1,8	-2,0
Investissements de portefeuille nets	6,9	62,8	34,7	25,2	-55,8	78,9	31,6	39,7	34,1	39,2
Dérivés financiers nets	4,2	2,9	8,7	-1,2	-8,0	-8,0	2,2	2,2	0,0	0,0
Autres investissements nets	-23,3	-50,1	-24,0	28,7	82,9	-89,1	-9,4	-22,6	19,5	15,0
Variation des réserves	5,5	9,1	4,1	2,6	0,8	-0,4	12,2	4,7	0,0	0,0

**Tableau A13. État récapitulatif des soldes du compte financier (suite)**  
(Milliards de dollars)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Projections	
									2023	2024
<b>Japon</b>										
Solde du compte financier	180,9	266,5	168,3	183,9	228,3	132,2	154,0	53,7	138,6	154,4
Investissements directs nets	133,3	137,5	155,0	134,6	218,9	87,5	175,4	127,7	128,7	133,8
Investissements de portefeuille nets	131,5	276,3	-50,6	92,2	87,4	38,5	-198,3	-143,0	-30,9	-36,1
Dérivés financiers nets	17,7	-16,1	30,4	0,9	3,2	7,8	19,9	38,4	38,4	38,4
Autres investissements nets	-106,7	-125,6	10,0	-67,9	-106,7	-12,4	94,1	78,0	-9,1	6,8
Variation des réserves	5,1	-5,7	23,6	24,0	25,5	10,9	62,8	-47,4	11,5	11,5
<b>Royaume-Uni</b>										
Solde du compte financier	-160,4	-167,0	-95,8	-123,2	-101,9	-107,4	-24,5	-80,0	-125,4	-134,8
Investissements directs nets	-106,0	-297,4	46,1	-4,9	-42,2	-136,5	156,1	115,9	6,7	7,2
Investissements de portefeuille nets	-192,5	-159,0	-88,3	-352,2	29,8	32,4	-264,3	-108,6	-180,8	-194,6
Dérivés financiers nets	-133,2	15,6	19,3	10,3	2,5	33,1	-37,4	-58,3	5,8	6,2
Autres investissements nets	239,2	265,0	-81,7	198,7	-90,8	-33,2	96,8	-27,7	42,9	46,4
Variation des réserves	32,2	8,8	8,8	24,8	-1,1	-3,3	24,4	-1,3	0,0	0,0
<b>Canada</b>										
Solde du compte financier	-51,8	-45,4	-44,2	-35,8	-37,9	-36,5	-1,8	-5,8	-21,0	-21,4
Investissements directs nets	23,6	33,5	53,4	20,4	26,9	15,6	31,3	29,0	4,3	46,5
Investissements de portefeuille nets	-36,2	-103,6	-74,9	3,4	-1,6	-67,7	-41,9	-115,9	14,8	16,5
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	-47,8	19,1	-23,5	-58,2	-63,3	14,3	-11,4	70,5	-40,0	-84,4
Variation des réserves	8,6	5,6	0,8	-1,5	0,1	1,3	20,2	10,6	0,0	0,0
<b>Autres pays avancés<sup>1</sup></b>										
Solde du compte financier	287,9	323,5	308,1	359,6	331,4	386,3	619,9	478,2	553,3	554,6
Investissements directs nets	-103,1	-76,1	-157,4	43,0	-29,0	68,8	-47,3	-23,6	-132,0	-172,7
Investissements de portefeuille nets	321,8	244,9	150,8	367,8	307,8	263,4	485,5	331,3	287,8	289,4
Dérivés financiers nets	-12,0	3,3	-5,6	31,8	20,0	-10,5	-22,3	29,5	23,7	11,6
Autres investissements nets	-94,7	1,1	107,4	-132,4	2,3	-259,4	-54,1	340,6	305,1	326,8
Variation des réserves	156,2	162,0	213,1	49,5	30,3	323,3	257,1	-199,9	68,0	98,8
<b>Pays émergents et pays en développement</b>										
Solde du compte financier	-314,1	-436,6	-292,9	-270,1	-163,9	19,2	243,0	489,0	180,4	180,1
Investissements directs nets	-345,5	-258,7	-309,9	-375,0	-360,8	-328,6	-482,1	-308,8	-255,0	-324,4
Investissements de portefeuille nets	125,4	-58,8	-209,7	-103,5	-70,5	-3,7	123,8	484,9	143,8	-1,3
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	468,1	373,1	55,3	96,7	106,0	259,0	67,9	189,4	170,2	234,3
Variation des réserves	-576,9	-487,0	183,2	118,1	161,9	68,9	538,9	131,7	126,7	280,2

**Tableau A13. État récapitulatif des soldes du compte financier (suite)**  
(Milliards de dollars)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Projections	
									2023	2024
<b>Par région</b>										
<b>Pays émergents et pays en développement d'Asie</b>										
Solde du compte financier	62,8	-35,9	-67,5	-269,6	-61,7	147,5	152,2	161,7	177,9	163,0
Investissements directs nets	-139,5	-25,9	-108,3	-170,5	-144,7	-164,2	-258,5	-109,5	-51,3	-87,2
Investissements de portefeuille nets	81,6	31,1	-70,1	-100,4	-72,9	-107,4	-20,7	299,5	52,9	-75,0
Dérivés financiers nets	0,7	-4,6	2,3	4,7	-2,5	15,8	18,8	16,0	16,4	16,9
Autres investissements nets	457,9	354,5	-83,2	-20,6	67,2	239,2	146,6	-78,0	80,0	138,5
Variation des réserves	-333,0	-384,6	199,2	22,1	97,0	167,4	277,3	53,3	91,7	182,7
<b>Pays émergents et pays en développement d'Europe</b>										
Solde du compte financier	68,1	10,9	-25,4	106,2	60,0	8,4	84,6	160,9	-18,7	3,9
Investissements directs nets	-22,3	-42,8	-27,8	-25,8	-50,3	-38,4	-41,2	-37,2	-29,8	-47,0
Investissements de portefeuille nets	54,9	-10,8	-34,9	9,8	-2,8	21,1	40,0	28,6	14,9	17,2
Dérivés financiers nets	5,1	0,5	-2,2	-3,0	1,4	0,3	-5,9	-5,2	-5,0	-5,0
Autres investissements nets	39,1	28,3	26,0	79,6	19,6	29,5	-36,2	143,9	11,6	22,4
Variation des réserves	-8,7	35,7	13,5	45,6	92,1	-4,1	128,0	31,4	-10,2	16,8
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>										
Solde du compte financier	-197,6	-112,9	-111,6	-163,1	-121,0	-8,7	-103,1	-153,7	-113,5	-103,1
Investissements directs nets	-133,3	-124,8	-121,2	-148,2	-115,2	-94,6	-102,3	-136,6	-130,5	-125,0
Investissements de portefeuille nets	-50,8	-50,5	-39,2	-14,6	1,3	0,9	-6,6	6,6	0,8	-7,3
Dérivés financiers nets	1,4	-2,9	3,9	4,0	4,9	5,7	2,0	3,2	-4,5	-5,0
Autres investissements nets	13,8	44,2	27,6	-18,1	20,8	63,2	-45,9	-7,8	-16,3	-0,2
Variation des réserves	-28,8	21,0	17,1	13,7	-32,6	16,2	49,7	-19,0	37,1	34,4
<b>Moyen-Orient et Asie centrale</b>										
Solde du compte financier	-179,0	-232,7	-43,3	96,7	11,8	-105,8	123,8	365,6	179,2	164,7
Investissements directs nets	-12,4	-31,0	-15,3	-11,0	-21,1	-21,9	-17,6	2,1	-8,8	-22,3
Investissements de portefeuille nets	61,7	-11,9	-41,5	6,0	22,6	79,4	69,5	144,5	66,0	56,2
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	-52,0	-44,1	84,7	76,6	9,4	-68,0	18,3	151,9	107,4	90,2
Variation des réserves	-189,9	-154,4	-62,5	31,7	-0,8	-101,7	61,9	71,5	16,4	43,9
<b>Afrique subsaharienne</b>										
Solde du compte financier	-68,4	-65,9	-45,1	-40,4	-53,0	-22,1	-14,5	-45,5	-44,5	-48,4
Investissements directs nets	-37,9	-34,2	-37,3	-19,4	-29,5	-9,5	-62,5	-27,5	-34,6	-42,9
Investissements de portefeuille nets	-22,0	-16,8	-24,0	-4,4	-18,6	2,4	41,6	5,8	9,0	7,6
Dérivés financiers nets	-0,4	1,0	0,2	-0,5	0,3	0,7	-0,2	2,0	1,8	1,9
Autres investissements nets	9,2	-9,7	0,1	-20,8	-11,0	-5,1	-14,9	-20,7	-12,5	-16,6
Variation des réserves	-16,4	-4,8	16,0	4,9	6,1	-8,9	22,0	-5,5	-8,4	2,3

**Tableau A13. État récapitulatif des soldes du compte financier (fin)**  
(Milliards de dollars)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Projections	
									2023	2024
<b>Classification analytique</b>										
<b>Source des recettes d'exportation</b>										
<b>Combustibles</b>										
Solde du compte financier	-174,3	-195,3	8,6	167,7	51,0	-71,9	172,9	444,5	226,7	218,4
Investissements directs nets	-11,5	-20,7	10,9	10,8	-7,9	-8,1	-5,4	28,7	12,4	1,0
Investissements de portefeuille nets	66,3	-8,4	-36,2	7,1	20,1	80,8	86,5	115,8	69,2	61,9
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	-17,2	-4,7	111,8	111,7	34,5	-48,3	39,4	213,1	129,0	136,3
Variation des réserves	-225,9	-170,3	-69,7	44,0	2,7	-102,9	59,7	91,5	18,3	23,0
<b>Autres produits</b>										
Solde du compte financier	-139,8	-241,3	-301,5	-437,8	-214,9	91,1	70,1	44,5	-46,4	-38,3
Investissements directs nets	-333,9	-238,1	-320,8	-385,8	-352,9	-320,6	-476,7	-337,5	-267,4	-325,4
Investissements de portefeuille nets	59,1	-50,4	-173,5	-110,6	-90,7	-84,4	37,3	369,1	74,6	-63,2
Dérivés financiers nets	6,9	-6,0	4,3	5,2	4,0	22,5	14,7	15,9	8,6	8,8
Autres investissements nets	485,3	377,8	-56,5	-15,1	71,5	307,3	28,4	-23,8	41,2	98,0
Variation des réserves	-350,9	-316,7	252,9	74,1	159,2	171,8	479,3	40,2	108,4	257,2
<b>Source de financement extérieur</b>										
<b>Pays débiteurs (net)</b>										
Solde du compte financier	-301,2	-249,2	-308,0	-353,0	-273,5	-78,1	-319,5	-467,4	-364,8	-360,2
Investissements directs nets	-284,7	-279,0	-264,6	-307,8	-289,7	-227,5	-295,8	-312,0	-302,5	-350,0
Investissements de portefeuille nets	-33,7	-62,0	-122,5	-31,8	-27,4	-33,4	-8,6	48,6	-11,7	-25,1
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	6,9	-3,2	-2,2
Autres investissements nets	31,5	24,0	-32,6	-18,7	-66,8	11,6	-224,0	-117,1	-107,6	-100,5
Variation des réserves	-5,9	88,4	115,6	10,3	117,8	167,7	217,0	-74,3	72,0	131,3
<b>Pays débiteurs (net) selon le service de la dette</b>										
<b>Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2018 et 2022</b>										
Solde du compte financier	-76,0	-80,0	-57,5	-48,2	-44,8	-24,6	-38,4	-31,9	-41,0	-47,0
Investissements directs nets	-43,1	-35,0	-27,0	-30,1	-32,3	-22,6	-33,2	-23,0	-27,8	-34,5
Investissements de portefeuille nets	-1,1	-12,1	-36,7	-19,8	-17,9	5,8	-22,3	27,4	5,0	-1,1
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	-25,6	-34,2	-9,1	-2,3	4,7	11,2	9,8	-14,5	-18,7	-37,9
Variation des réserves	-5,5	1,9	15,9	4,6	0,6	-18,2	8,7	-22,8	-0,4	26,0
<i>Pour mémoire</i>										
<b>Monde</b>										
Solde du compte financier	-41,0	-22,2	103,7	175,3	-27,3	-16,6	778,1	495,2	252,1	426,9

Note : Les estimations figurant dans ce tableau reposent sur les statistiques des comptes nationaux et de la balance des paiements des pays. Les valeurs composites des groupes de pays sont égales à la somme des valeurs en dollars pour les pays concernés. Certains agrégats de groupe pour les dérivés financiers ne sont pas indiqués parce que les données sont incomplètes. Les projections pour la zone euro ne sont pas disponibles à cause de données insuffisantes.

<sup>1</sup>Hors Groupe des Sept (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

**Tableau A14. État récapitulatif de la capacité ou du besoin de financement**  
(En pourcentage du PIB)

	Moyennes								Projections		
	2005–14	2009–16	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Moyenne 2025–28
<b>Pays avancés</b>											
Capacité/besoin de financement	-0,4	0,3	0,9	0,7	0,7	0,3	1,0	-0,2	0,3	0,4	0,4
Solde du compte courant	-0,4	0,3	1,0	0,7	0,7	0,3	0,9	-0,4	0,2	0,3	0,4
Épargne	21,8	21,7	23,3	23,4	23,6	23,1	23,8	23,1	22,0	22,0	22,4
Investissement	22,1	21,3	22,1	22,4	22,6	22,4	22,7	23,2	22,4	22,2	22,5
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,1	0,2	0,1	0,1	0,0
<b>États-Unis</b>											
Capacité/besoin de financement	-3,7	-2,5	-1,8	-2,2	-2,1	-2,9	-3,6	-3,8	-3,0	-2,8	-2,5
Solde du compte courant	-3,7	-2,4	-1,9	-2,1	-2,1	-2,8	-3,6	-3,8	-3,0	-2,8	-2,5
Épargne	17,2	17,7	19,5	19,6	19,7	19,3	18,0	18,3	16,3	16,4	17,1
Investissement	20,7	19,8	20,8	21,2	21,3	21,1	21,1	21,6	20,6	20,4	20,6
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Zone euro</b>											
Capacité/besoin de financement	0,4	1,4	2,9	2,5	2,2	1,8	3,2	0,3	...	...	...
Solde du compte courant	0,3	1,3	3,1	2,8	2,4	1,8	2,8	-0,7	1,2	1,4	1,7
Épargne	22,7	22,6	24,8	25,3	25,9	25,0	27,1	25,4	25,7	25,9	26,3
Investissement	21,6	20,4	21,3	21,9	22,8	22,3	23,0	24,2	23,3	23,3	23,5
Solde du compte de capital	0,1	0,1	-0,2	-0,3	-0,2	0,0	0,4	1,1	...	...	...
<b>Allemagne</b>											
Capacité/besoin de financement	6,2	7,0	7,8	8,0	8,1	6,8	7,7	3,7	6,0	6,6	6,2
Solde du compte courant	6,2	7,0	7,8	8,0	8,2	7,1	7,7	4,2	6,0	6,6	6,2
Épargne	26,5	27,0	28,8	29,9	30,0	29,0	30,9	29,2	29,8	29,7	30,0
Investissement	20,3	20,0	21,0	21,9	21,9	22,0	23,2	25,0	23,8	23,2	23,8
Solde du compte de capital	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,1	-0,3	0,0	-0,5	0,0	0,0	0,0
<b>France</b>											
Capacité/besoin de financement	-0,5	-0,7	-0,8	-0,7	0,6	-1,5	0,7	-1,6	-0,8	-0,9	-0,3
Solde du compte courant	-0,5	-0,7	-0,8	-0,8	0,5	-1,6	0,4	-2,0	-1,2	-1,3	-0,7
Épargne	22,3	21,8	22,7	23,0	24,9	22,5	25,2	24,2	24,4	24,1	23,9
Investissement	22,8	22,4	23,4	23,9	24,4	24,1	24,9	26,3	25,6	25,4	24,6
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3
<b>Italie<sup>1</sup></b>											
Capacité/besoin de financement	-1,1	-0,1	2,7	2,6	3,2	3,9	3,1	-0,7	1,6	1,7	2,0
Solde du compte courant	-1,2	-0,1	2,7	2,6	3,3	3,9	3,1	-1,2	0,7	0,9	1,7
Épargne	18,8	18,2	20,7	21,1	21,6	21,6	23,7	20,5	22,1	23,0	24,3
Investissement	19,9	18,4	18,1	18,5	18,2	17,7	20,7	21,8	21,4	22,1	22,7
Solde du compte de capital	0,1	0,1	0,1	0,0	-0,1	0,1	0,1	0,5	0,9	0,8	0,3
<b>Espagne</b>											
Capacité/besoin de financement	-3,7	0,3	3,0	2,4	2,4	1,1	1,6	1,5	3,3	3,1	2,4
Solde du compte courant	-4,1	-0,2	2,8	1,9	2,1	0,6	0,8	0,6	2,1	2,0	1,9
Épargne	19,7	19,5	22,2	22,3	22,9	21,1	22,4	22,1	22,8	22,9	23,2
Investissement	23,9	19,7	19,4	20,5	20,8	20,5	21,6	21,5	20,7	20,9	21,3
Solde du compte de capital	0,4	0,4	0,2	0,5	0,3	0,5	0,9	0,9	1,2	1,1	0,5
<b>Japon</b>											
Capacité/besoin de financement	2,5	2,2	4,1	3,5	3,4	2,9	3,9	2,1	3,3	3,6	3,4
Solde du compte courant	2,6	2,3	4,1	3,5	3,4	3,0	3,9	2,1	3,3	3,7	3,4
Épargne	27,2	26,3	29,3	29,2	29,2	28,3	29,6	28,9	29,7	29,7	29,3
Investissement	24,6	24,0	25,2	25,6	25,8	25,3	25,7	26,7	26,4	26,0	25,9
Solde du compte de capital	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	-0,1	0,0	-0,1	0,0	-0,1	-0,1	-0,1
<b>Royaume-Uni<sup>1</sup></b>											
Capacité/besoin de financement	-3,5	-4,0	-3,7	-4,2	-2,9	-3,3	-1,6	-3,9	-3,8	-3,8	-3,7
Solde du compte courant	-3,4	-4,0	-3,6	-4,1	-2,8	-3,2	-1,5	-3,8	-3,7	-3,7	-3,6
Épargne	13,4	12,5	14,7	13,9	15,3	14,0	16,4	15,8	14,2	13,7	14,1
Investissement	16,8	16,5	18,3	18,0	18,1	17,2	17,9	19,6	17,9	17,3	17,7
Solde du compte de capital	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1



**Tableau A14. État récapitulatif de la capacité ou du besoin de financement (suite)**  
(En pourcentage du PIB)

	Moyennes								Projections		
	2005–14	2009–16	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Moyenne 2025–28
<b>Canada</b>											
Capacité/besoin de financement	-1,4	-3,1	-2,8	-2,4	-2,0	-2,2	-0,3	-0,3	-1,0	-1,0	-1,6
Solde du compte courant	-1,4	-3,1	-2,8	-2,4	-2,0	-2,2	-0,3	-0,3	-1,0	-1,0	-1,6
Épargne	22,5	20,8	20,7	21,0	21,1	20,1	23,5	24,2	22,1	21,9	21,4
Investissement	23,8	23,9	23,6	23,4	23,0	22,3	23,8	24,5	23,1	22,9	23,0
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Autres pays avancés<sup>2</sup></b>											
Capacité/besoin de financement	4,0	4,5	4,7	4,7	4,6	5,3	7,0	7,0	6,2	6,1	5,6
Solde du compte courant	4,1	4,6	4,7	4,4	4,7	5,2	7,0	7,0	6,2	6,1	5,5
Épargne	30,6	30,5	30,9	30,5	30,3	31,5	33,4	33,4	32,2	32,2	32,0
Investissement	26,3	25,7	25,9	25,9	25,5	25,9	26,1	26,0	25,9	26,0	26,4
Solde du compte de capital	-0,1	-0,1	0,1	0,2	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Pays émergents et pays en développement</b>											
Capacité/besoin de financement	2,2	0,8	-0,1	-0,2	0,0	0,5	1,0	1,5	0,5	0,4	-0,1
Solde du compte courant	2,2	0,7	-0,1	-0,2	0,0	0,4	0,9	1,5	0,4	0,4	-0,1
Épargne	32,3	32,3	31,7	32,4	32,1	32,9	34,3	34,4	32,4	32,1	31,7
Investissement	30,4	31,7	31,8	32,7	32,3	32,5	33,4	33,0	32,0	31,8	31,8
Solde du compte de capital	0,2	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
<b>Par région</b>											
<b>Pays émergents et pays en développement d'Asie</b>											
Capacité/besoin de financement	3,2	1,7	0,9	-0,3	0,5	1,5	1,2	1,2	0,8	0,6	0,2
Solde du compte courant	3,1	1,6	0,9	-0,3	0,5	1,5	1,2	1,2	0,7	0,6	0,2
Épargne	42,4	42,4	40,1	40,0	39,5	40,2	40,9	40,8	39,4	39,0	38,3
Investissement	39,5	40,8	39,2	40,2	39,1	38,7	39,7	39,6	38,7	38,3	38,1
Solde du compte de capital	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Pays émergents et pays en développement d'Europe</b>											
Capacité/besoin de financement	-0,5	-0,2	-0,4	2,1	1,7	0,5	1,9	2,8	-0,1	0,1	-0,3
Solde du compte courant	-0,6	-0,5	-0,7	1,6	1,3	0,1	1,5	2,6	-0,4	-0,3	-0,6
Épargne	23,4	23,2	24,0	25,7	24,3	24,0	26,3	28,1	22,6	21,5	19,8
Investissement	23,8	23,6	24,7	23,7	23,0	23,9	24,7	25,4	23,1	21,7	20,4
Solde du compte de capital	0,1	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,4	0,2	0,3	0,3	0,3
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>											
Capacité/besoin de financement	-1,1	-2,4	-1,8	-2,7	-2,1	-0,2	-2,0	-2,4	-1,7	-1,5	-1,3
Solde du compte courant	-1,2	-2,5	-1,8	-2,7	-2,1	-0,4	-2,0	-2,4	-1,8	-1,5	-1,4
Épargne	20,6	19,0	17,1	16,5	16,8	17,8	18,4	18,0	18,4	18,7	19,2
Investissement	21,8	21,5	18,9	19,2	19,0	18,2	20,5	20,5	20,2	20,3	20,5
Solde du compte de capital	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Moyen-Orient et Asie centrale</b>											
Capacité/besoin de financement	8,8	4,5	-1,3	2,4	0,3	-3,4	3,1	8,3	4,0	3,4	1,4
Solde du compte courant	9,0	4,4	-1,0	2,9	0,4	-3,4	3,3	8,6	4,1	3,6	1,5
Épargne	36,3	32,0	25,9	28,4	26,9	22,6	28,3	33,1	29,8	29,7	27,9
Investissement	27,4	27,3	26,7	25,8	26,6	26,0	25,1	24,8	25,3	25,7	26,1
Solde du compte de capital	0,2	0,1	-0,1	-0,2	0,1	-0,1	-0,3	-0,1	0,0	0,0	-0,1
<b>Afrique subsaharienne</b>											
Capacité/besoin de financement	1,0	-1,9	-1,6	-1,8	-2,8	-2,3	-0,6	-1,7	-2,3	-2,4	-2,2
Solde du compte courant	-0,2	-2,6	-2,1	-2,2	-3,2	-2,7	-1,0	-1,9	-2,7	-2,8	-2,5
Épargne	20,7	19,1	18,6	19,4	19,8	19,9	21,4	19,7	18,9	19,3	20,8
Investissement	21,0	21,5	20,5	21,3	22,9	22,6	22,3	21,5	21,5	22,0	23,2
Solde du compte de capital	1,2	0,7	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,2	0,4	0,4	0,4

**Tableau A14. État récapitulatif de la capacité ou du besoin de financement (fin)**

(En pourcentage du PIB)

	Moyennes								Projections		
	2005–14	2009–16	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Moyenne 2025–28
<b>Classification analytique</b>											
<b>Source des recettes d'exportation</b>											
<b>Combustibles</b>											
Capacité/besoin de financement	11,5	5,7	0,8	4,9	1,8	-3,2	5,0	11,3	5,6	5,0	2,7
Solde du compte courant	11,7	5,7	1,2	5,5	1,9	-3,2	5,3	11,6	5,8	5,3	3,0
Épargne	38,6	33,4	28,0	30,8	29,5	25,3	32,2	36,6	32,2	31,7	29,7
Investissement	27,1	27,4	26,4	25,4	27,4	28,5	27,0	25,3	26,1	26,1	26,6
Solde du compte de capital	0,1	0,0	-0,2	-0,4	0,0	-0,1	-0,4	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1
<b>Autres produits</b>											
Capacité/besoin de financement	0,7	-0,1	-0,2	-0,8	-0,1	0,9	0,6	0,4	0,0	-0,1	-0,3
Solde du compte courant	0,6	-0,2	-0,2	-0,8	-0,2	0,8	0,5	0,4	-0,1	-0,1	-0,4
Épargne	31,3	32,1	32,1	32,6	32,4	33,6	34,4	34,1	32,4	32,1	31,9
Investissement	30,8	32,3	32,4	33,5	32,7	32,8	34,0	33,8	32,6	32,3	32,3
Solde du compte de capital	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
<b>Source de financement extérieur</b>											
<b>Pays débiteurs (net)</b>											
Capacité/besoin de financement	-1,8	-2,2	-1,7	-2,3	-1,5	-0,5	-1,9	-2,5	-1,8	-1,7	-1,7
Solde du compte courant	-2,1	-2,5	-1,9	-2,5	-1,7	-0,7	-2,1	-2,7	-1,9	-1,9	-1,8
Épargne	23,5	23,1	22,9	23,2	23,1	23,4	23,6	23,1	22,8	22,6	22,8
Investissement	25,7	25,5	24,8	25,5	24,9	24,1	25,7	25,8	24,8	24,4	24,7
Solde du compte de capital	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
<b>Pays débiteurs (net) selon le service de la dette</b>											
<b>Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2018 et 2022</b>											
Capacité/besoin de financement	-2,3	-4,0	-4,4	-3,5	-3,2	-1,9	-2,0	-1,6	-2,4	-2,9	-2,5
Solde du compte courant	-3,2	-4,7	-4,9	-3,9	-3,6	-2,5	-2,4	-1,9	-2,7	-3,3	-2,8
Épargne	21,3	19,5	18,6	20,0	18,9	17,1	17,7	18,4	17,1	17,9	19,4
Investissement	24,7	24,2	24,1	23,8	23,2	20,1	20,5	20,5	20,0	20,9	21,9
Solde du compte de capital	0,9	0,7	0,5	0,4	0,4	0,6	0,4	0,3	0,4	0,4	0,3
<i>Pour mémoire</i>											
<b>Monde</b>											
Capacité/besoin de financement	0,4	0,4	0,5	0,3	0,4	0,4	1,0	0,5	0,4	0,4	0,2
Solde du compte courant	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,9	0,4	0,3	0,3	0,2
Épargne	25,3	25,6	26,7	27,0	27,0	27,0	28,1	27,9	26,3	26,2	26,4
Investissement	24,9	25,1	25,9	26,5	26,5	26,4	27,1	27,4	26,4	26,2	26,5
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0

Note : Les estimations figurant dans ce tableau reposent sur les statistiques des comptes nationaux et de la balance des paiements des pays. Les valeurs composites des groupes de pays sont égales à la somme des valeurs en dollars pour les pays concernés, alors que, dans l'édition d'avril 2005 et les éditions précédentes des *Perspectives de l'économie mondiale*, les valeurs composites étaient pondérées par le PIB en parités de pouvoir d'achat en pourcentage du PIB mondial total. Les estimations de l'épargne et de l'investissement (ou formation brute de capital) nationaux bruts sont tirées des statistiques des comptes nationaux des pays. Les estimations du solde du compte courant, du solde du compte de capital et du solde du compte financier (ou capacité/besoin de financement) sont tirées des statistiques de la balance des paiements. Le lien entre les transactions intérieures et les transactions avec le reste du monde peut être exprimé comme des identités comptables. L'épargne (S) moins l'investissement (I) est égal au solde du compte courant (CAB) ( $S - I = CAB$ ). La capacité/le besoin de financement (NLB) est la somme du solde du compte courant et du solde du compte de capital (KAB) ( $NLB = CAB + KAB$ ). Dans la pratique, ces identités ne tiennent pas exactement ; des déséquilibres résultent des imperfections dans les données sources et dans l'établissement des données, ainsi que d'asymétries dans la composition des groupes en raison des données disponibles.

<sup>1</sup>Voir les notes relatives à l'Italie et au Royaume-Uni dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

<sup>2</sup>Hors Groupe des Sept (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

**Tableau A15. Ensemble du monde — Scénario de référence à moyen terme : récapitulation**

	Moyennes				Projections			
	2005–14	2015–24	2021	2022	2023	2024	2021–24	2025–28
	<i>Variations annuelles en pourcentage</i>							
<b>PIB réel mondial</b>	<b>3,9</b>	<b>3,0</b>	<b>6,3</b>	<b>3,5</b>	<b>3,0</b>	<b>2,9</b>	<b>3,9</b>	<b>3,2</b>
Pays avancés	1,5	1,7	5,6	2,6	1,5	1,4	2,8	1,8
Pays émergents et pays en développement	6,0	3,9	6,9	4,1	4,0	4,0	4,7	4,0
<i>Pour mémoire</i>								
Production potentielle								
Principaux pays avancés	1,4	1,2	2,0	1,5	1,6	1,6	1,7	1,6
<b>Commerce mondial, volume<sup>1</sup></b>	<b>4,7</b>	<b>2,8</b>	<b>10,9</b>	<b>5,1</b>	<b>0,9</b>	<b>3,5</b>	<b>5,0</b>	<b>3,5</b>
Importations								
Pays avancés	3,2	2,9	10,3	6,7	0,1	3,0	4,9	3,1
Pays émergents et pays en développement	8,0	2,4	11,8	3,2	1,7	4,4	5,2	4,4
Exportations								
Pays avancés	4,0	2,6	9,8	5,3	1,8	3,1	5,0	3,1
Pays émergents et pays en développement	6,3	3,1	12,8	4,1	-0,1	4,2	5,2	4,0
Termes de l'échange								
Pays avancés	-0,3	0,3	0,8	-2,0	0,2	0,5	-0,2	0,1
Pays émergents et pays en développement	1,2	-0,5	0,7	0,9	-1,5	0,2	0,1	-0,3
<b>Prix mondiaux (en dollars)</b>								
Produits manufacturés	1,9	0,7	6,6	10,1	-1,8	2,3	4,2	1,8
Pétrole	9,8	-1,8	65,8	39,2	-16,5	-0,7	17,6	-4,1
Produits primaires hors combustibles	6,2	1,8	26,7	7,9	-6,3	-2,7	5,7	0,3
<b>Prix à la consommation</b>								
Pays avancés	1,9	2,5	3,1	7,3	4,6	3,0	4,5	2,1
Pays émergents et pays en développement	6,2	6,1	5,9	9,8	8,5	7,8	8,0	5,5
<b>Taux d'intérêt</b>								
Taux mondial d'intérêt réel à long terme <sup>2</sup>	1,2	-0,7	-2,5	-5,0	-1,4	0,6	-2,0	1,3
<b>Soldes des transactions courantes</b>								
Pays avancés	-0,4	0,5	0,9	-0,4	0,2	0,3	0,2	0,4
Pays émergents et pays en développement	2,2	0,3	0,9	1,5	0,4	0,4	0,8	-0,1
<b>Dette extérieure totale</b>								
Pays émergents et pays en développement	27,1	30,3	31,4	29,2	29,0	28,0	29,4	26,6
<b>Service de la dette</b>								
Pays émergents et pays en développement	9,4	10,8	10,6	10,7	10,4	9,7	10,3	9,4

<sup>1</sup>Les données se rapportent au commerce de biens et de services.

<sup>2</sup>Moyennes pondérées en fonction du PIB des taux des obligations d'État à 10 ans (ou échéance la plus proche) de l'Allemagne, du Canada, des États-Unis, de la France, de l'Italie, du Japon et du Royaume-Uni.



# PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

## QUESTIONS D'ACTUALITÉ

### Derniers numéros des *Perspectives de l'économie mondiale*

Perspectives de l'économie mondiale : Espoirs, réalités, risques	Avril 2013
Perspectives de l'économie mondiale : Transitions et tensions	Octobre 2013
Perspectives de l'économie mondiale : La reprise s'affermir, mais reste inégale	Avril 2014
Perspectives de l'économie mondiale : Nuages et incertitudes de l'après-crise	Octobre 2014
Perspectives de l'économie mondiale : Croissance inégale — facteurs à court et long terme	Avril 2015
Perspectives de l'économie mondiale : L'ajustement au repli des prix des produits de base	Octobre 2015
Perspectives de l'économie mondiale : Une croissance trop faible depuis trop longtemps	Avril 2016
Perspectives de l'économie mondiale : Demande modérée — symptômes et remèdes	Octobre 2016
Perspectives de l'économie mondiale : Un nouvel élan ?	Avril 2017
Perspectives de l'économie mondiale : Viser une croissance durable — reprise à court terme et enjeux à long terme	Octobre 2017
Perspectives de l'économie mondiale : Reprise cyclique et changement structurel	Avril 2018
Perspectives de l'économie mondiale : Obstacles à une croissance stable	Octobre 2018
Perspectives de l'économie mondiale : Croissance ralentie, reprise précaire	Avril 2019
Perspectives de l'économie mondiale : Ralentissement de l'activité manufacturière et augmentation des obstacles au commerce	Octobre 2019
Perspectives de l'économie mondiale : Le grand confinement	Avril 2020
Perspectives de l'économie mondiale : Une ascension longue et difficile	Octobre 2020
Perspectives de l'économie mondiale : Reprise — des situations divergentes à gérer	Avril 2021
Perspectives de l'économie mondiale : Reprise en temps de pandémie	Octobre 2021
Perspectives de l'économie mondiale : La guerre entrave la reprise de l'économie mondiale	Avril 2022
Perspectives de l'économie mondiale : Riposter à la crise du coût de la vie	Octobre 2022
Perspectives de l'économie mondiale : Une reprise cahoteuse	Avril 2023
Perspectives de l'économie mondiale : Des trajectoires divergentes	Octobre 2023

### I. Méthodologie : agrégats, modèles et prévisions

Bilans budgétaires : l'importance des actifs non financiers et de leur évaluation	Octobre 2014, encadré 3.3
Scénarios sur les droits de douane	Octobre 2016, encadré scénario 1
Projections de la croissance mondiale à moyen terme	Octobre 2016, encadré 1.1
Prévisions de croissance mondiale : hypothèses concernant les politiques, les conditions de financement et les cours des produits de base	Avril 2019, encadré 1.2
Source sous-jacente des variations des prix des biens d'investissement : une analyse modélisée	Avril 2019, encadré 3.3
Prévisions de croissance mondiale : hypothèses concernant les politiques, les conditions de financement et les cours des produits de base	Octobre 2019, encadré 1.3
Autres évolutions possibles de la lutte contre la COVID-19	Avril 2020, encadré scénario
Autres scénarios possibles	Octobre 2020, encadré scénario
Révision des parités de pouvoir d'achat dans les <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	Octobre 2020, encadré 1.1
Encadré des scénarios	Avril 2021, encadré scénario
Scénarios défavorables	Octobre 2021, encadré scénario
Encadré des scénarios	Avril 2022, encadré scénario
Évaluation des risques qui entourent les projections de référence des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	Octobre 2022, encadré 1.3

Évaluation des risques qui entourent les projections de référence des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	Avril 2023, encadré 1.3
Évaluation des risques qui entourent les projections de référence des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	Octobre 2023, encadré 1.2

## II. Études rétrospectives

Récessions : quelles conséquences ?	Octobre 2015, encadré 1.1
La fragmentation des marchés des produits de base au fil des ans : une histoire très nuancée	Octobre 2023, encadré 3.2

## III. Croissance économique : facteurs et évolution

Effets de contagion : répercussions de l'incertitude entourant les politiques économiques aux États-Unis et en Europe	Avril 2013, chapitre 2
La montée en puissance des pays à faible revenu peut-elle durer ?	Avril 2013, chapitre 4
Comment expliquer le ralentissement des BRICS ?	Octobre 2013, encadré 1.2
Sur la même longueur d'onde ? Effets d'entraînement, chocs communs et rôle des liens financiers et commerciaux	Octobre 2013, chapitre 3
Synchronisme de la production au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, en Afghanistan et au Pakistan et dans le Caucase et en Asie centrale	Octobre 2013, encadré 3.1
Effets d'entraînement des variations de la politique monétaire des États-Unis	Octobre 2013, encadré 3.2
Épargne et croissance économique	Avril 2014, encadré 3.1
Forcés à subir ? Conditions extérieures et croissance dans les pays émergents avant, pendant et après la crise financière mondiale	Avril 2014, chapitre 4
Incidence de la conjoncture extérieure sur la croissance à moyen terme des pays émergents	Avril 2014, encadré 4.1
Les causes des révisions par le FMI des prévisions de croissance depuis 2011	Octobre 2014, encadré 1.2
Dossier spécial sur les effets de contagion : les déterminants sous-jacents des rendements obligataires aux États-Unis	Octobre 2014, chapitre 2
Le moment est-il propice à une relance des infrastructures ? Les effets macroéconomiques de l'investissement public	Octobre 2014, chapitre 3
Les effets macroéconomiques d'une augmentation de l'investissement public dans les pays en développement	Octobre 2014, encadré 3.4
Où allons-nous ? Points de vue sur la production potentielle	Avril 2015, chapitre 3
Contre vents et marées : estimation de la production soutenable	Avril 2015, encadré 3.1
Évolution et perspectives macroéconomiques des pays en développement à faible revenu : le rôle des facteurs extérieurs	Avril 2016, encadré 1.2
Le moment est-il venu de stimuler l'offre ? Effets macroéconomiques des réformes des marchés du travail et des produits dans les pays avancés	Avril 2016, chapitre 3
Sortir des sentiers battus : la croissance dans les pays émergents et les pays en développement dans un environnement extérieur complexe	Avril 2017, chapitre 2
Croissance et flux de capitaux : éléments tirés de données par secteur	Avril 2017, encadré 2.2
Croissance des pays émergents et en développement : hétérogénéité et convergence des revenus sur l'horizon prévisionnel	Octobre 2017, encadré 1.3
Emplois manufacturiers : conséquences sur la productivité et les inégalités	Avril 2018, chapitre 3
La croissance de la productivité est-elle partagée dans une économie mondialisée ?	Avril 2018, chapitre 4
Dynamique récente de la croissance potentielle	Avril 2018, encadré 1.3
Perspectives de croissance des pays avancés	Octobre 2018, encadré 1.2
Perspectives de croissance : pays émergents et en développement	Octobre 2018, encadré 1.3
La reprise économique mondiale dix ans après la tourmente financière de 2008	Octobre 2018, chapitre 2
La théorie du « pincement de la corde de guitare » appliquée au cycle économique	Octobre 2019, encadré 1.4

Relancer la croissance dans les pays à faible revenu et les pays émergents : le rôle des réformes structurelles	Octobre 2019, chapitre 3
Parer aux futures récessions dans les pays avancés : les politiques cycliques à l'ère des taux bas et de l'endettement élevé	Avril 2020, chapitre 2
Le Grand Confinement : analyse de ses effets économiques	Octobre 2020, chapitre 2
Synthèse des publications sur les conséquences économiques du confinement	Octobre 2020, encadré 2.1
Industrie manufacturière mondiale : reprise en V et incidences sur les perspectives mondiales	Avril 2021, encadré 1.1
Séquelles de la pandémie de COVID-19 : perspectives de dommages économiques à moyen terme	Avril 2021, chapitre 2
Une « tempête parfaite » s'abat sur le secteur de l'hôtellerie et de la restauration	Avril 2021, encadré 2.1
Recherche et innovation : combattre la pandémie et doper la croissance à long terme	Octobre 2021, chapitre 3
Révision à la baisse des perspectives de croissance : la trajectoire de convergence ralentit	Octobre 2023, encadré 1.1
Les effets économiques inégaux de la fragmentation des marchés des produits de base	Octobre 2023, encadré 3.3

#### IV. Inflation et déflation ; marchés des produits de base

Les marchés des produits de base	Avril 2013, chapitre 1, dossier spécial
Telle l'histoire du chien qui n'a pas aboyé : l'inflation a-t-elle été muselée, ou s'est-elle simplement assoupie ?	Avril 2013, chapitre 3
Est-il encore judicieux de cibler l'inflation si la courbe de Phillips est plate ?	Avril 2013, encadré 3.1
Les marchés des produits de base	Octobre 2013, chapitre 1, dossier spécial
Les booms énergétiques et le solde des transactions courantes : l'expérience de plusieurs pays	Octobre 2013, encadré 1.DS.1
Facteurs influant sur les cours du pétrole et réduction de l'écart WTI–Brent	Octobre 2013, encadré 1.DS.2
Ancrage des anticipations d'inflation lorsque l'inflation est inférieure à l'objectif	Avril 2014, encadré 1.3
Produits de base — cours et prévisions	Avril 2014, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, axées principalement sur l'importance du gaz naturel dans l'économie mondiale	Octobre 2014, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, axées principalement sur l'investissement sur fond de faiblesse des cours du pétrole	Avril 2015, chapitre 1, dossier spécial
L'effondrement des cours du pétrole : question d'offre ou de demande ?	Avril 2015, encadré 1.1
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, principalement pour les métaux dans l'économie mondiale	Octobre 2015, chapitre 1, dossier spécial
Les nouvelles frontières de l'extraction des métaux : la réorientation Nord–Sud	Octobre 2015, encadré 1.DS.1
À quoi les exportateurs de produits de base doivent-ils s'attendre ? Croissance de la production après l'envolée des cours des produits de base	Octobre 2015, chapitre 2
Un patient pas trop malade : l'envolée des cours des produits de base et le phénomène du syndrome hollandais	Octobre 2015, encadré 2.1
Les économies des pays exportateurs de produits de base sont-elles en surchauffe durant la hausse des cours ?	Octobre 2015, encadré 2.4
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, principalement de la transition énergétique lors d'une période de bas niveau des cours des combustibles fossiles	Avril 2016, chapitre 1, dossier spécial
La désinflation mondiale sur fond de politique monétaire sous contrainte	Octobre 2016, chapitre 3
Marchés des produits de base — évolution et prévisions principalement de la sécurité et des marchés alimentaires dans l'économie mondiale	Octobre 2016, chapitre 1, dossier spécial
Quel rôle jouent vraiment les cours mondiaux dans la hausse des prix alimentaires ?	Octobre 2016, encadré 3.3
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, axées principalement sur le rôle de la technologie et des sources non conventionnelles sur le marché mondial du pétrole	Avril 2017, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2017, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Avril 2018, chapitre 1, dossier spécial
Qu'est-ce qui a freiné l'inflation hors alimentation et énergie dans les pays avancés ?	Avril 2018, encadré 1.2
Le rôle des métaux dans l'économie des véhicules électriques	Avril 2018, encadré 1.DS.1

Aperçu de l'inflation : régions et pays	Octobre 2018, encadré 1.4
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, axés principalement sur les tendances récentes de la demande d'énergie	Octobre 2018, chapitre 1, dossier spécial
L'offre et la demande d'énergies renouvelables	Octobre 2018, encadré 1.DS.1
Normalisation des conditions financières mondiales : défis de la politique monétaire dans les pays émergents	Octobre 2018, chapitre 3
Dynamique de l'inflation dans un groupe plus large de pays émergents et en développement	Octobre 2018, encadré 3.1
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Avril 2019, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2019, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Avril 2020, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2020, chapitre 1, dossier spécial
Bilan des émissions mondiales de carbone en 2019	Octobre 2020, encadré 1.DS.1
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Avril 2021, chapitre 1, dossier spécial
Prix des logements et inflation des prix à la consommation	Octobre 2021, encadré 1.1
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2021, chapitre 1, dossier spécial
Paniques inflationnistes	Octobre 2021, chapitre 2
L'inflation hors alimentation et énergie dans la crise de la COVID-19	Octobre 2021, encadré 2.2
Évolution du marché et rythme du désinvestissement dans les combustibles fossiles	Avril 2022, chapitre 1, dossier spécial
Analyse d'erreurs récentes dans les prévisions de l'inflation des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	Octobre 2022, encadré 1.1
Pouvoir de marché et inflation pendant la pandémie de COVID-19	Octobre 2022, encadré 1.2
Évolution des marchés des produits de base et moteurs de l'inflation des prix des produits alimentaires	Octobre 2022, chapitre 1, dossier spécial
Évolution des marchés et impact macroéconomique d'une moindre extraction de combustibles fossiles	Avril 2023, chapitre 1, dossier spécial
Prix des produits de base et politique monétaire : analyse des données à haute fréquence	Octobre 2023, chapitre 1, dossier spécial, annexe 1.1, disponible en ligne et en anglais uniquement
Anticipations d'inflation des entreprises, degré d'attention et efficacité de la politique monétaire	Octobre 2023, encadré 2.1
Subventions à l'énergie, inflation et anticipations : analyse des mesures prises dans la zone euro	Octobre 2023, encadré 2.3
Fragmentation et marchés des produits de base : vulnérabilités et risques	Octobre 2023, chapitre 3
Tensions liées au commerce des produits de base : ce que montrent les données sur le trafic maritime des navires-citernes	Octobre 2023, encadré 3.1

## V. Politique budgétaire

La grande divergence entre les politiques économiques	Avril 2013, encadré 1.1
Surendettement public et résultats du secteur privé	Avril 2013, encadré 1.2
Le moment est-il propice à une relance des infrastructures ? Les effets macroéconomiques de l'investissement public	Octobre 2014, chapitre 3
Améliorer l'efficacité de l'investissement public	Octobre 2014, encadré 3.2
Les effets macroéconomiques d'une augmentation de l'investissement public dans les pays en développement	Octobre 2014, encadré 3.4
Les institutions et règles budgétaires et l'investissement public	Octobre 2014, encadré 3.5
Hausses des cours des produits de base et investissements publics	Octobre 2015, encadré 2.2
Les retombées transfrontalières de la politique budgétaire sont-elles encore une question pertinente ?	Octobre 2017, chapitre 4
Les retombées des chocs de dépenses publiques aux États-Unis sur les positions extérieures	Octobre 2017, encadré 4.1
L'impact macroéconomique des modifications de la politique fiscale des entreprises	Avril 2018, encadré 1.5
Politiques localisées : repenser les politiques budgétaires pour résorber les inégalités intérieures	Octobre 2019, encadré 2.4



Retour à la réalité : faire face à l'envolée de la dette publique	Avril 2023, chapitre 3
Réformes du marché pour favoriser la croissance et la viabilité de la dette	Avril 2023, encadré 3.1
Imprudence budgétaire et anticipations d'inflation : le rôle du cadre de politique monétaire	Octobre 2023, encadré 2.2

## VI. Politique monétaire, marchés financiers et flux de ressources

La grande divergence entre les politiques économiques	Avril 2013, encadré 1.1
Que se passera-t-il quand les États-Unis mettront fin à leur politique d'assouplissement ?	Octobre 2013, encadré 1.1
Offre de crédit et croissance économique	Avril 2014, encadré 1.1
Dossier spécial sur les effets de contagion : les pays avancés doivent-ils se préoccuper d'un ralentissement de la croissance des pays émergents ?	Avril 2014, chapitre 2
Points de vue sur les taux d'intérêt réels mondiaux	Avril 2014, chapitre 3
Les marchés immobiliers mondiaux : mise à jour	Octobre 2014, encadré 1.1
Politique monétaire aux États-Unis et flux de capitaux vers les pays émergents	Avril 2016, encadré 2.2
Politique monétaire : approche transparente fondée sur la gestion des risques	Octobre 2016, encadré 3.5
Le rebond des flux de capitaux vers les pays émergents est-il durable ?	Octobre 2017, encadré 1.2
Contribution du rétablissement du secteur financier à la rapidité de la reprise	Octobre 2018, encadré 2.3
Clarté de la communication de la banque centrale et degré d'ancrage des anticipations inflationnistes	Octobre 2018, encadré 3.2
Des taux directeurs négatifs peuvent-ils stimuler l'économie ?	Avril 2020, encadré 2.1
La réglementation macroprudentielle peut-elle atténuer les chocs financiers mondiaux dans les pays émergents ?	Avril 2020, chapitre 3
Mesures macroprudentielles et crédit : une méta-analyse des conclusions empiriques	Avril 2020, encadré 3.1
Les pays émergents ajustent-ils leur réglementation macroprudentielle en réponse aux chocs financiers mondiaux ?	Avril 2020, encadré 3.2
Hausse des risques de faillite et d'insolvabilité pour les petites et moyennes entreprises : évaluation et possibilités d'action	Octobre 2020, encadré 1.3
Changement de braquet : répercussions des politiques monétaires pendant la reprise post-pandémie	Avril 2021, chapitre 4
Programmes d'achat d'actifs des pays émergents : motivations et efficacité	Avril 2021, encadré 4.1
Expansions monétaires et risques inflationnistes	Octobre 2021, encadré 1.3
Mesures prises par les autorités et anticipations lors des épisodes d'accélération de l'inflation	Octobre 2021, encadré 2.3
Facteurs déterminants des taux d'intérêt neutres et perspectives incertaines	Avril 2022, encadré 1.2
La dette du secteur privé et la reprise mondiale	Avril 2022, chapitre 2
Hausse de l'endettement des ménages, excès mondial d'épargne des riches et taux d'intérêt naturel	Avril 2022, encadré 2.2
Prix de l'immobilier résidentiel : la douche froide	Avril 2023, encadré 1.1
Politique monétaire : vitesse de transmission, hétérogénéité et asymétries	Avril 2023, encadré 1.2
Le taux d'intérêt naturel : facteurs déterminants et implications pour les politiques publiques	Avril 2023, chapitre 2
Répercussions dans les pays émergents et pays en développement	Avril 2023, encadré 2.3
Interactions entre les politiques monétaire et budgétaire	Avril 2023, encadré 3.2
Politique monétaire et inflation : le rôle des anticipations	Octobre 2023, chapitre 2

## VII. Marché du travail, pauvreté et inégalité

Une réforme des systèmes de négociation collective visant à assurer un niveau d'emploi élevé et stable	Avril 2016, encadré 3.2
Comprendre la chute de la part du travail dans le revenu	Avril 2017, chapitre 3
Taux d'activité de la population active dans les pays avancés	Octobre 2017, encadré 1.1
Dynamique des salaires au cours des dernières années dans les pays avancés : facteurs et conséquences	Octobre 2017, chapitre 2
Dynamique du marché du travail par niveau de qualification	Octobre 2017, encadré 2.1

Contrats de travail et rigidité des salaires nominaux en Europe : observations au niveau de l'entreprise	Octobre 2017, encadré 2.2
Ajustement des salaires et de l'emploi après la crise financière mondiale : observations au niveau des entreprises	Octobre 2017, encadré 2.3
Taux d'activité dans les pays avancés : facteurs déterminants et perspectives	Avril 2018, chapitre 2
Comparaison des taux d'activité des jeunes dans les pays émergents et en développement et dans les pays avancés	Avril 2018, encadré 2.1
L'horizon s'assombrit-il ? Migration et taux d'activité	Avril 2018, encadré 2.4
Les emplois manufacturiers sont-ils mieux rémunérés ? Éléments de réponse au niveau des travailleurs au Brésil	Avril 2018, encadré 3.3
Crise financière mondiale, migration et fécondité	Octobre 2018, encadré 2.1
Impact sur l'emploi de l'automatisation après la crise financière mondiale : la robotique industrielle	Octobre 2018, encadré 2.2
Dynamique des marchés du travail dans les principaux pays avancés	Avril 2019, encadré 1.1
Des réalités bien différentes : disparités régionales dans les pays	Avril 2019, encadré 1.3
Plus près ou plus loin ? Disparités et ajustements régionaux dans les pays avancés	Octobre 2019, chapitre 2
Changements climatiques et disparités régionales infranationales	Octobre 2019, encadré 2.2
Les effets macroéconomiques des migrations mondiales	Avril 2020, chapitre 4
Immigration : effets sur le marché du travail et rôle de l'automatisation	Avril 2020, encadré 4.1
Croissance inclusive dans les pays émergents et les pays en développement : incidence de la COVID-19	Octobre 2020, encadré 1.2
Récessions et reprises sur les marchés du travail : tendances, politiques et ripostes au choc de la COVID-19	Avril 2021, chapitre 3
Économie verte et emplois	Octobre 2021, encadré 1.2
L'énigme des pénuries de main-d'œuvre : exemples des États-Unis et du Royaume-Uni	Avril 2022, encadré 1.1
Inégalités et viabilité de la dette publique	Avril 2022, encadré 2.1
Un marché du travail plus vert : emploi, politiques et transformation économique	Avril 2022, chapitre 3
La géographie des emplois à forte intensité écologique et polluante : l'exemple des États-Unis	Avril 2022, encadré 3.1
Un marché du travail post-COVID plus vert ?	Avril 2022, encadré 3.2
Dynamique des salaires post-COVID-19 et risques d'une spirale prix-salaires	Octobre 2022, chapitre 2
Transmission des salaires aux prix — estimations réalisées à partir des résultats pour les États-Unis	Octobre 2022, encadré 2.1

## VIII. Taux de change

Régimes de change et susceptibilité aux crises des pays émergents	Avril 2014, encadré 1.4
Les taux de change et les flux d'échanges sont-ils déconnectés ?	Octobre 2015, chapitre 3
La relation entre les taux de change et les échanges liés aux chaînes de valeur mondiales	Octobre 2015, encadré 3.1
Le rôle des chaînes de valeur mondiales dans la mesure des taux de change effectifs réels et de la compétitivité	Octobre 2015, encadré 3.2
Taux d'activité de la population active dans les pays avancés	Octobre 2017, encadré 1.1
Dynamique des salaires au cours des dernières années dans les pays avancés : facteurs et conséquences	Octobre 2017, chapitre 2
Dynamique du marché du travail par niveau de qualification	Octobre 2017, encadré 2.1
Contrats de travail et rigidité des salaires nominaux en Europe : observations au niveau de l'entreprise	Octobre 2017, encadré 2.2
Ajustement des salaires et de l'emploi après la crise financière mondiale : observations au niveau des entreprises	Octobre 2017, encadré 2.3

## IX. Paiements extérieurs, commerce, mouvements de capitaux et dette extérieure

L'évolution des déficits courants dans la zone euro	Avril 2013, encadré 1.3
Rééquilibrages extérieurs dans la zone euro	Octobre 2013, encadré 1.3

Le yin et le yang de la gestion des flux de capitaux : mettre en équilibre les entrées et les sorties de capitaux	Octobre 2013, chapitre 4
Simulation de la vulnérabilité à la situation des marchés internationaux de capitaux	Octobre 2013, encadré 4.1
Les retombées commerciales du boom du gaz de schiste aux États-Unis	Octobre 2014, encadré 1.DS.1
Les déséquilibres mondiaux ont-ils atteint un point d'inflexion ?	Octobre 2014, chapitre 4
Changement de vitesse : l'ajustement extérieur de 1986	Octobre 2014, encadré 4.1
Le conte de deux ajustements : Asie de l'Est et zone euro	Octobre 2014, encadré 4.2
Comprendre le rôle des facteurs cycliques et structurels dans le ralentissement du commerce mondial	Avril 2015, encadré 1.2
De petits pays, mais des déficits courants élevés	Octobre 2015, encadré 1.2
Mouvements de capitaux et financiarisation dans les pays en développement	Octobre 2015, encadré 1.3
Analyse du ralentissement du commerce mondial	Avril 2016, encadré 1.1
Comprendre le ralentissement des flux de capitaux vers les pays émergents	Avril 2016, chapitre 2
Flux de capitaux vers les pays en développement à faible revenu	Avril 2016, encadré 2.1
Gains de productivité pouvant découler de la poursuite de la libéralisation des échanges et de l'investissement direct étranger	Avril 2016, encadré 3.3
À quoi tient le ralentissement des échanges mondiaux ?	Octobre 2016, chapitre 2
Évolution de l'intégration commerciale des pays émergents et en développement avec la demande finale chinoise	Avril 2017, encadré 2.3
Évolution de l'allocation mondiale des capitaux : conséquences pour les pays émergents et en développement	Avril 2017, encadré 2.4
Ajustement macroéconomique dans les pays émergents exportateurs de produits de base	Octobre 2017, encadré 1.4
Envois de fonds et lissage de la consommation	Octobre 2017, encadré 1.5
Indicateurs de politique commerciale : une approche multidimensionnelle	Avril 2018, encadré 1.6
L'essor du commerce des services	Avril 2018, encadré 3.2
Rôle de l'aide étrangère dans l'amélioration de la productivité dans les pays en développement à faible revenu	Avril 2018, encadré 4.3
Tensions commerciales mondiales	Octobre 2018, encadré scénario 1
Le prix des biens d'équipement : un moteur de l'investissement menacé ?	Avril 2019, chapitre 3
Prix des biens d'investissement dans différents pays : le recours aux mégadonnées	Avril 2019, encadré 3.2
Droits de douane et investissements dans les biens d'équipement : l'exemple des entreprises colombiennes	Avril 2019, encadré 3.4
Les déterminants des balances commerciales et les répercussions des droits de douane	Avril 2019, chapitre 4
Échanges en valeur ajoutée et échanges bruts	Avril 2019, encadré 4.1
Balances commerciales bilatérales et globales	Avril 2019, encadré 4.2
Comprendre les rééquilibrages du déficit commercial : les échanges bilatéraux jouent-ils un rôle à part ?	Avril 2019, encadré 4.3
Les effets macro et microéconomiques d'un différend commercial entre les États-Unis et la Chine : éclairages apportés par trois modèles	Avril 2019, encadré 4.4
Brexit sans accord	Avril 2019, Encadré scénario
Conséquences de la relocalisation dans des pays avancés d'une partie de la production	Octobre 2019, encadré scénario 1.1
Tensions commerciales : scénario actualisé	Octobre 2019, encadré scénario 1.2
Le recul des investissements directs étrangers mondiaux en 2018	Octobre 2019, encadré 1.2
Les échanges et les chaînes de valeur mondiaux pendant la pandémie	Avril 2022, chapitre 4
Effets des perturbations de l'approvisionnement mondial durant la pandémie	Avril 2022, encadré 4.1
L'incidence des confinements sur les échanges : ce que disent les données sur le fret	Avril 2022, encadré 4.2
Ajustements commerciaux des entreprises à la pandémie de COVID-19 en France	Avril 2022, encadré 4.3
Fragmentation géoéconomique et taux d'intérêt naturel	Avril 2023, encadré 2.2
Fragmentation géoéconomique et investissement direct étranger	Avril 2023, chapitre 4
Montée des tensions commerciales	Avril 2023, encadré 4.1
Exposition de bilan au risque de fragmentation	Avril 2023, encadré 4.2
Tensions géopolitiques, chaînes d'approvisionnement et échanges commerciaux	Avril 2023, encadré 4.3

## X. Études régionales

L'évolution des déficits courants dans la zone euro	Avril 2013, encadré 1.3
Toujours présents sur le marché du travail ? Évolution des taux d'activité dans les régions européennes	Avril 2018, encadré 2.3

## XI. Études de cas

«Abenomics» : des risques après les premiers succès ?	Octobre 2013, encadré 1.4
Chine : les dépenses évoluent-elles au détriment des produits de base ?	Avril 2014, encadré 1.2
L'investissement public au Japon durant la décennie perdue	Octobre 2014, encadré 3.1
Exportations japonaises : où est le hic ?	Octobre 2015, encadré 3.3
Déflation : l'expérience japonaise	Octobre 2016, encadré 3.2
Une perte d'emplois permanente ? Taux d'activité dans l'ensemble des États-Unis et dans les zones métropolitaines	Avril 2018, encadré 2.2
Immigration et salaires en Allemagne	Avril 2020, encadré 4.2
L'impact des migrations en provenance du Venezuela sur l'Amérique latine et les Caraïbes	Avril 2020, encadré 4.3
Transmission des salaires aux prix — estimations réalisées à partir des résultats pour les États-Unis	Octobre 2022, encadré 2.1
Économie politique de la tarification du carbone : l'expérience de l'Afrique du Sud, de la Suède et de l'Uruguay	Octobre 2022, encadré 3.2

## XII. Études sur les changements climatiques

Les effets des chocs météorologiques sur l'activité économique : quelles stratégies pour les pays à faible revenu ?	Octobre 2017, chapitre 3
L'impact des cyclones tropicaux sur la croissance	Octobre 2017, encadré 3.1
Le rôle des politiques publiques face aux chocs météorologiques : analyse par modèle	Octobre 2017, encadré 3.2
Stratégies face aux chocs météorologiques et au changement climatique : sélection d'études de cas	Octobre 2017, encadré 3.3
Affronter les chocs météorologiques : le rôle des marchés financiers	Octobre 2017, encadré 3.4
Climat historique, développement économique et répartition mondiale des revenus	Octobre 2017, encadré 3.5
Atténuation du changement climatique	Octobre 2017, encadré 3.6
Le prix de la fabrication bas carbone	Avril 2019, encadré 3.1
Que se passe-t-il avec les émissions mondiales de carbone ?	Octobre 2019, encadré 1.DS.1
Atténuation des changements climatiques : stratégies favorables à la croissance et à la distribution	Octobre 2020, chapitre 3
Lexique	Octobre 2020, encadré 3.1
Zoom sur le secteur de l'électricité : la première étape vers la décarbonation	Octobre 2020, encadré 3.2
Qui subit le plus les effets des changements climatiques ? Exemple des catastrophes naturelles	Avril 2021, encadré 1.2
Économie verte et emplois	Octobre 2021, encadré 1.2
Technologies propres et rôle de la recherche fondamentale	Octobre 2021, encadré 3.2
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2021, chapitre 1, dossier spécial
Un marché du travail plus vert : emploi, politiques et transformation économique	Avril 2022, chapitre 3
La géographie des emplois à forte intensité écologique et polluante : l'exemple des États-Unis	Avril 2022, encadré 3.1
Un marché du travail post-COVID plus vert ?	Avril 2022, encadré 3.2
Impact macroéconomique à court terme des politiques de décarbonation	Octobre 2022, chapitre 3
Implications à court terme de la tarification du carbone : passage en revue des études consacrées au sujet	Octobre 2022, encadré 3.1
Économie politique de la tarification du carbone : l'expérience de l'Afrique du Sud, de la Suède et de l'Uruguay	Octobre 2022, encadré 3.2
Décarboner le secteur de l'électricité tout en gérant l'intermittence des énergies renouvelables	Octobre 2022, encadré 3.3
Le taux d'intérêt naturel et la transition écologique	Avril 2023, encadré 2.1

### XIII. Études spéciales

Progresser avec un peu d'aide d'une hausse des cours : les recettes exceptionnelles tirées des produits de base accélèrent-elles le développement humain ?	Octobre 2015, encadré 2.3
Sortir de l'impasse : détermination des éléments d'économie politique propices à une réforme structurelle	Avril 2016, encadré 3.1
Des vagues de réforme peuvent-elles inverser le courant ? Études de cas faisant appel à la méthode des contrôles synthétiques	Avril 2016, encadré 3.4
La ruée mondiale vers les terres	Octobre 2016, encadré 1.DS.1
Conflit, croissance et migration	Avril 2017, encadré 1.1
Le casse-tête de la mesure de l'activité économique irlandaise	Avril 2017, encadré 1.2
Évolution du revenu par habitant à l'intérieur des pays : cas du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud	Avril 2017, encadré 2.1
Progrès technologique et parts du travail : un aperçu historique	Avril 2017, encadré 3.1
L'élasticité de substitution entre capital et travail : concept et estimation	Avril 2017, encadré 3.2
Tâches routinières, automatisation et bouleversements économiques à travers le monde	Avril 2017, encadré 3.3
Corrections de la part du travail dans le revenu	Avril 2017, encadré 3.4
Téléphones intelligents et commerce mondial	Avril 2018, encadré 1.1
Les erreurs de mesure de l'économie numérique faussent-elles les statistiques de productivité ?	Avril 2018, encadré 1.4
Évolution de la composante services de la production manufacturière	Avril 2018, encadré 3.1
Données des brevets et concepts	Avril 2018, encadré 4.1
Acquisition internationale de technologie et transferts de connaissances	Avril 2018, encadré 4.2
Relation entre concurrence, concentration et innovation	Avril 2018, encadré 4.4
Une puissance commerciale grandissante	Octobre 2018, encadré 1.1
PIB en forte baisse : faits stylisés	Octobre 2018, encadré 1.5
Prévoir les récessions et ralentissements : un défi de taille	Octobre 2018, encadré 1.6
La montée de la puissance de marché des entreprises : implications macroéconomiques	Avril 2019, chapitre 2
Covariation entre concentration sectorielle et épargne des entreprises	Avril 2019, encadré 2.1
Effets des fusions-acquisitions sur la puissance de marché	Avril 2019, encadré 2.2
L'industrie automobile mondiale : évolution récente et conséquences pour les perspectives mondiales	Octobre 2019, encadré 1.1
Mesurer l'activité économique et la qualité de vie dans les régions infranationales	Octobre 2019, encadré 2.1
Les effets persistants des chocs locaux : le cas des fermetures d'usines automobiles	Octobre 2019, encadré 2.3
Réformes structurelles : effets politiques	Octobre 2019, encadré 3.1
L'impact des crises sur les réformes structurelles	Octobre 2019, encadré 3.2
Persistence et facteurs de la composante commune des différentiels taux d'intérêt-croissance dans les pays avancés	Avril 2020, encadré 2.2
Troubles sociaux pendant la pandémie de COVID-19	Octobre 2020, encadré 1.4
Le rôle de l'informatisation durant la pandémie de COVID-19 : données recueillies aux États-Unis	Octobre 2020, encadré 2.2
Pertes d'apprentissage durant la pandémie et rôle des infrastructures	Avril 2021, encadré 2.2
L'insécurité alimentaire et le cycle conjoncturel	Avril 2021, chapitre 1, dossier spécial, annexe 1.1, disponible en ligne et en anglais uniquement
Insécurité alimentaire et prix des aliments pendant la COVID-19	Octobre 2021, encadré 2.1
Vaccins à ARNm et rôle de la recherche fondamentale	Octobre 2021, encadré 3.1
Propriété intellectuelle, concurrence et innovation	Octobre 2021, encadré 3.3



# EXAMEN DES PERSPECTIVES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FMI, SEPTEMBRE 2023

*Observations de la présidente à l'issue de la séance consacrée à l'examen par le conseil d'administration du Moniteur des finances publiques, du Rapport sur la stabilité financière dans le monde et des Perspectives de l'économie mondiale, le 26 septembre 2023*

Dans l'ensemble, les administrateurs souscrivent à l'évaluation que les services du FMI font des perspectives de l'économie mondiale, des risques et des priorités d'action. Ils se félicitent de la résilience continue de l'économie mondiale, en particulier dans certains pays avancés et pays émergents, mais reconnaissent que la divergence des perspectives de croissance entre les régions complique le retour aux tendances de production antérieures à la pandémie. La perspective d'une convergence des revenus s'éloigne en raison de l'essoufflement observé dans de nombreux pays émergents et pays en développement (PEPD). Les administrateurs sont conscients que le resserrement de la politique monétaire qui s'impose pour lutter contre l'inflation, ainsi que la suppression des dispositifs de soutien budgétaire pour combattre la flambée de la dette mondiale et appuyer les efforts de désinflation ont aussi pour effet de freiner la croissance à court terme. La plupart des administrateurs conviennent que la fragmentation géoéconomique croissante fait également obstacle à la reprise et saluent l'analyse par le FMI des coûts de cette fragmentation. Quelques administrateurs soulignent qu'il est important de diversifier les chaînes d'approvisionnement pour renforcer la résilience. Plus généralement, un certain nombre d'entre eux insistent sur la nécessité d'équilibrer la communication du FMI sur la fragmentation géoéconomique. Les administrateurs conviennent dans l'ensemble que mettre fin à la guerre que mène la Russie contre l'Ukraine demeure la mesure la plus efficace pour améliorer les perspectives mondiales.

Les administrateurs estiment globalement que les risques qui pèsent sur les perspectives sont plus équilibrés qu'en avril 2023, mais que leur solde reste orienté à la baisse. La phase aiguë des difficultés du secteur bancaire observée en mars dernier est certes passée, en partie grâce aux réactions rapides en Suisse et aux États-Unis,

mais les administrateurs relèvent généralement que les risques pesant sur la stabilité financière demeurent élevés. Ils attirent en particulier l'attention sur le fait que la persistance d'une inflation sous-jacente mondiale pourrait justifier un maintien des taux directeurs à un niveau élevé, ce qui pourrait provoquer une correction des marchés financiers et une volatilité des flux de capitaux. Les administrateurs estiment en outre que les prix des produits de base pourraient connaître une volatilité accrue en raison des chocs climatiques et géopolitiques. La plupart d'entre eux constatent le risque d'une nouvelle dégradation du secteur de l'immobilier en Chine et, à cet égard, saluent les mesures récentes prises par les autorités. Par ailleurs, les administrateurs mettent l'accent sur le risque de nouvelles situations de surendettement dans les PEPD très tributaires des emprunts extérieurs, et indiquent de façon générale que la présence de banques fragiles dans certains grands pays est un autre facteur de vulnérabilité. Les administrateurs soulignent que si les conditions financières venaient soudainement à se durcir, elles pourraient provoquer des chaînes de réaction négatives et mettre de nouveau à l'épreuve la résilience du système financier mondial.

Les administrateurs relèvent que l'inflation mondiale hors énergie et alimentation persiste et ne recule que lentement, et insistent sur la nécessité que la politique monétaire maintienne une orientation restrictive adaptée à la situation de chaque pays, jusqu'à ce que l'inflation diminue et se maintienne à son niveau cible. Ils appellent à ce que la politique monétaire soit claire et communiquée en toute transparence de façon à éviter un désancrage des anticipations d'inflation. En outre, les administrateurs indiquent que des mesures destinées à augmenter le taux d'activité peuvent contribuer à apaiser les tensions sur le marché du travail de nombreux pays avancés, ce qui devrait favoriser une désinflation.

Les administrateurs admettent que le rythme rapide du resserrement des politiques monétaires intensifie les

pressions sur le secteur financier et oblige à surveiller attentivement les risques, à mieux les évaluer, à renforcer la supervision et à combler les lacunes en la matière dans le secteur financier non bancaire. Ils appellent à déterminer si les normes internationales de régulation bancaire ont été systématiquement appliquées durant la période récente de tensions financières. Signalant les facteurs de vulnérabilité dans le secteur de l'immobilier commercial de certains pays, les administrateurs invitent à poursuivre la vigilance et une surveillance étroite.

Les administrateurs mettent l'accent sur la nécessité de durcir progressivement les politiques budgétaires tant que les déficits et la dette restent élevés. Ils estiment que bien que la responsabilité première du rétablissement de la stabilité des prix incombe aux banques centrales, un durcissement de la politique budgétaire peut freiner davantage l'inflation en réduisant la demande globale et en renforçant la crédibilité générale des stratégies de désinflation. Les administrateurs recommandent de mobiliser les recettes en renforçant les capacités fiscales et en augmentant l'efficacité des dépenses afin de contribuer à dégager une certaine marge de manœuvre budgétaire, tout en préservant des mesures ciblées de façon à protéger les plus vulnérables. Ils relèvent en outre que certains pays surendettés peuvent avoir besoin d'une restructuration préventive et ordonnée de leur dette, ce qui montre bien l'importance d'une coopération multilatérale dans ce domaine.

Les administrateurs se déclarent préoccupés par l'assombrissement des perspectives de croissance à moyen terme. Dans ce contexte, ils soulignent qu'il est important de faciliter les investissements et de mener des réformes ciblées et bien échelonnées du côté de l'offre, car cela peut favoriser la croissance de la productivité, même si la marge de manœuvre est limitée, et atténuer les pressions inflationnistes.

Les administrateurs invitent à accélérer les efforts de décarbonation et précisent que le dosage de mesures devra trouver un équilibre entre objectifs climatiques, viabilité des finances publiques et adoption de mesures politiquement faisables. Ils s'accordent sur le fait qu'il sera coûteux de recourir principalement à des mesures axées sur les dépenses et préconisent plutôt de conjuguer des mesures de recettes et de dépenses à d'autres politiques

financières et structurelles, afin d'atteindre les objectifs climatiques. En conséquence, la plupart des administrateurs conviennent qu'un train de mesures prévoyant une tarification du carbone, complété par d'autres mesures destinées à remédier aux défaillances du marché, à catalyser les financements privés et les investissements écologiques, et à atténuer les effets de répartition, a plus de chances de permettre de réaliser les objectifs climatiques et de maintenir la viabilité de la dette. Certains d'entre eux rappellent cependant que la tarification du carbone n'est pas une solution qui convient à tous les pays. Les administrateurs reconnaissent que la transition écologique sera complexe, en particulier pour les PEPD très endettés qui ont de gros besoins d'investissements, mais que dans le même temps, tout atermolement ne ferait qu'accroître le coût de cette transition. Ils conviennent globalement qu'une intégration de la problématique du changement climatique dans les analyses de viabilité de la dette pourrait améliorer l'élaboration des politiques tout en tenant compte des caractéristiques de chaque pays.

Les administrateurs attirent l'attention sur le fait qu'il est indispensable de coordonner les efforts au niveau international pour réduire au minimum le coût de la décarbonation, en particulier pour les pays à faible revenu et les petits pays en développement. Dans ce contexte, ils mettent en avant le rôle important de catalyseur que pourrait jouer le fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité en attirant des financements et des investissements verts. Ils soulignent que les politiques industrielles écologiques doivent éviter de fausser les échanges commerciaux et les flux d'investissement, et respecter les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). C'est pourquoi quelques administrateurs recommandent que des mesures telles que le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières soient elles aussi conformes aux règles de l'OMC de façon à préserver le commerce international. Bien qu'ils considèrent qu'en principe, des accords sur des corridors écologiques et alimentaires peuvent aider à protéger la transition énergétique et éviter l'insécurité alimentaire, quelques administrateurs attirent l'attention sur la difficulté à mettre en œuvre de tels mécanismes. Plus généralement, les administrateurs font valoir qu'il serait important de sauvegarder le système commercial fondé sur des règles pour assurer la prospérité mondiale.



---

## DANS CE NUMÉRO :

---

### CHAPITRE 1

Perspectives et politiques mondiales

### CHAPITRE 2

Politique monétaire et inflation :  
le rôle des anticipations

### CHAPITRE 3

Fragmentation et marchés des produits de  
base : vulnérabilités et risques



**PUBLICATIONS**

**WORLD ECONOMIC OUTLOOK (FRENCH)**

**OCTOBRE 2023**

ISBN: 979-8400248054



9 798400 248054